

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA NOTION ÉCONOMIQUE
DE
CHOMAGE INVOLONTAIRE

La précision et la vérification
de sa formule
par une recherche des causes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Mercredi 28 Juin 1933, à 15 heures

PAR

Pierre CRÉVY

BORDEAUX

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET, DELMAS, SUCESSEUR

6, Place Saint-Christoly

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA NOTION ÉCONOMIQUE
DE
CHOMAGE INVOLONTAIRE

La précision et la vérification
de sa formule
par une recherche des causes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Mercredi 28 Juin 1933, à 15 heures

PAR

Pierre CRÉVY

BORDEAUX

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET, DELMAS, SUCCESSEUR

6, Place Saint-Christoly

1933

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. SAUVAIRE-JOURDAN, * I.; LESCURE, * I., ‡;
DE BOECK, *, * I.; NOAILLES, * A.

- MM. FERRON, *, * I., Doyen, professeur de *Droit commercial*.
BENZACAR, *, * I., professeur d'*Economie politique*.
FERRADOU, * I., Assesseur du Doyen, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit privé* (Diplômes d'études supérieures).
MARIA, * I., professeur de *Droit romain*.
MARGAT, * I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).
BONNECASE, * I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).
PALMADE, * A., ‡, professeur de *Droit civil*.
VIZIOZ, * I., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).
BONNARD, *, * I., ‡, professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).
POPLAWSKI, *, * I., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.
BOYÉ, * A., ‡, professeur de *Droit romain*.
MOUNIER, * I., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).
BIBIÉ, *, ‡, professeur de *Droit international public*.
RÉGLADE, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.
GARRIGOU-LAGRANGE, professeur d'*Economie politique et Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).
LABORDE-LACOSTE, * I., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.
HUBRECHT, * A., professeur à la Faculté de droit de Dijon, chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence 1^{re} année), et d'un cours d'*Histoire du droit public* (Diplômes d'études supérieures).
COUZINET, chargé de cours (*Droit public*).

- M. ARTIGUELONG, Secrétaire.
M^{me} COSTES, * A., Secrétaire adjointe.
M^{me} SOUBIE, Bibliothécaire.

COMMISSION DE LA THÈSE

- | | |
|------------------------------------|---------------|
| MM. BENZACAR, professeur..... | Président. |
| MOUNIER, professeur..... | } Suffragants |
| GARRIGOU-LAGRANGE, professeur..... | |



LA NOTION ÉCONOMIQUE

DE

CHOMAGE INVOLONTAIRE

LA PRÉCISION ET LA VÉRIFICATION DE SA FORMULE
PAR UNE RECHERCHE DES CAUSES

INTRODUCTION

Le problème du chômage, qui n'avait cessé de se poser dans certains pays depuis la guerre, devait, en fin 1929, se rappeler brutalement à l'attention de tous; « la description désormais classique des misères du chômeur » pouvait être oubliée, « mais l'acuité même de la crise lui a rendu une tragique actualité », déclarait le directeur du Bureau international du travail (1).

A la vérité, grande fut l'émotion mondiale, autant celle des représentants du pouvoir temporel que celle des représentants du pouvoir spirituel. Chez les uns, comme chez les autres, apparaissait le louable souci de raffermir la confiance en soi et de stimuler l'esprit de lutte.

Le 2 octobre 1930, le président Hoover, dans un énergique discours prononcé devant l'Association des banquiers américains, affirmait sa confiance dans la puissance humaine en face de pareilles calamités (2). Depuis

(1) B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931*, discours du directeur, p. 8.

(2) *United States Daily*, 3 oct. 1930.

déjà longtemps, en Angleterre, les gouvernements qui s'étaient succédé avaient agi contre le chômage et, au discours du Trône, la veille même de la crise mondiale qui ne devait éclater pour la Grande-Bretagne que dans le quatrième trimestre de 1929, le Gouvernement travailliste exprimait, par la voix de son président M. Ramsay Mac Donald, que « la première préoccupation des ministres sera de lutter d'une manière efficace contre le mal persistant que constitue le chômage » (3).

Dans le monde spirituel, l'émotion fut aussi forte; toutes les autorités religieuses, tous les groupements sacrés, manifestèrent en faveur d'une action contre ce danger qui allait donner à chacun l'occasion d'épuiser ses ressources de charité. Le 2 octobre 1931, l'univers catholique tout entier écoute l'appel lancé par le pape Pie XI en faveur d'une « croisade de charité et de secours » contre les conséquences de « ce nouveau fléau, qui menace et déjà frappe en grande partie le monde entier, et avec plus de dureté encore cette portion plus tendre et plus vivement aimée que forment les enfants, la classe ouvrière, les travailleurs, tous ceux qui besognent et qui peinent » (4). Au surplus, le 15 mai 1932, paraissait l'encyclique *Quadragesimo anno*, en faveur de « l'établissement d'un nouvel ordre fondé pour une grande part sur une ordonnance nouvelle de la vie économique ».

Le 5 janvier 1932, la Commission sociale du Conseil fédéral des Eglises protestantes d'Amérique, la Conférence nationale catholique et la Commission de justice sociale de la Conférence centrale des rabbins des Etats-Unis unis-

(3) *Informations sociales*, 15 juill. 1929.

(4) *Informations sociales*, 9 nov. 1931.

saient leurs sentiments, en dépit des différences d'opinions religieuses, pour ne laisser parler que leur cœur et décider, dans une déclaration commune, qu'il était du devoir des Eglises de lutter contre la crise.

Enfin, à Stockholm, dans sa lettre d'information n° 3 du 8 janvier 1932, le Conseil œcuménique du christianisme pratique déclarait s'associer aux efforts des dirigeants d'industrie et des chefs d'Etat pour faciliter l'action solidaire des grandes puissances économiques ⁽⁵⁾.

Comment ne pouvions-nous pas entendre les voix diverses qui s'élevaient en faveur de tant de misère sociale, comment ne pouvions-nous pas accorder quelque attention à ce phénomène contre lequel se tendaient toutes les énergies. Mais, si nous avons décidé de sacrifier au problème de l'heure, comment aussi ne pas se sentir dépassé par la marche des faits, par leur complexité, par leurs incidences diverses, propres à dérouter l'observation la plus pénétrante; un recul dans le temps permet d'envisager avec plus de sang-froid et de précision les situations qu'une vue trop rapprochée trouble et obscurcit; nous nous sommes donc trouvé, devant les faits économiques récents, comme ce voyageur dans la montagne qui ne distingue qu'un chaos sans lignes directrices, parce qu'il ne possède pas le regard de l'aigle; ainsi, l'actualité de la question, source incontestable d'intérêts, devait porter en elle le germe de difficultés multiples.

Mais le désir de sacrifier au phénomène du moment n'a pas seulement motivé notre détermination d'étudier le chômage; il convenait, à nos yeux, de limiter la fâcheuse portée de deux faits qui nous ont également frappés au

(5) *Informations sociales*, 15 févr. 1932.

cours de nos lectures : c'est, d'une part, la carence presque unanime des auteurs de traités sur la question du chômage et c'est aussi l'attitude de tous les économistes qui en parlent de s'inquiéter plus des remèdes que des causes.

Sans doute, on peut s'étonner, à bon droit, de voir que le chômage involontaire tient si peu de place dans les traités d'économie politique, malgré son importance et l'ampleur de ses conséquences économiques et sociales.

M. Truchy lui fait bien l'honneur de quelques lignes, dont le plus grand nombre est d'ailleurs dévolu aux remèdes; mais tous les autres auteurs, y compris M. Reboud, se contentent de mentionner simplement son nom à propos des crises cycliques de surproduction, comme si l'existence du chômage leur était exclusivement liée.

Il devenait donc nécessaire de se dresser, par réaction, contre une aussi faible conception de l'économie politique, consistant à ne voir en elle que certains facteurs réputés essentiels et classiques, pour négliger complètement l'étude de toute une partie du dynamisme économique, et plus particulièrement du chômage, cette voie d'exécution du mauvais procès économique.

D'autre part, on a pu s'étonner aussi du fait qu'à l'heure actuelle on essaie de déterminer les remèdes au chômage sans avoir entrepris, auparavant, l'étude systématique de ses causes; cette attitude paraît contraire à toute méthode scientifique qui recherche les conditions du phénomène pour être à même de mieux agir sur lui; sans doute, a-t-on l'excuse de dire qu'en matière sociale le danger est parfois si grave et si rapproché qu'il faut aussitôt en conjurer les mauvais effets, sans qu'il reste assez

de temps à consacrer aux causes mêmes du mal; ainsi s'explique le programme que présentait Albert Thomas à la XVI^e session de la Conférence internationale du travail : « D'abord, l'indemnisation aux chômeurs : première tâche, la plus urgente. Puisque le mal est là, puisqu'il a paru impossible de le prévenir, il faut tout au moins en indemniser les victimes : prestations d'assurances ou secours aux chômeurs, sous des formes diverses; il est désormais universellement admis que le chômeur involontaire a droit à la vie et que la société ne peut l'abandonner. » (6). Et c'est là, évidemment, le véritable fondement de cet abus de palliatifs, d'anesthésiants qui endorment la douleur sans supprimer les causes profondes de l'affection.

Cependant, pour être d'accord avec la vérité, on doit bien dire que la discussion des remèdes entraîne bien souvent celle des causes; c'était, assurément, ce qui s'était passé au Congrès du chômage organisé à Milan en 1906, bien que M. Alessandro Schiavi, secrétaire du Congrès en même temps qu'animateur de la Societa Umanitaria, se fût plaint que les congressistes ne se seraient guère préoccupés des causes du chômage (7). La même tendance pouvait se relever à la Conférence internationale du chômage tenue à Paris du 19 au 21 septembre 1910, dont le programme comportait l'examen des trois questions suivantes : la statistique du chômage, le placement et l'assurance chômage, ainsi que la création d'un lien international permanent entre les personnes qui, dans tous les pays, s'occupent du problème du chômage (8).

(6) S. D. N., *Discours du directeur à la XVI^e session de la Conférence internationale du travail*, Genève, 1932, p. 25.

(7) D. Bellet, *Le chômage et son remède*, p. 10.

(8) *Compte rendu de la Conférence internationale du chômage tenue à Paris du 19 au 21 septembre 1910*.

Est-ce à dire que jamais les causes du chômage n'ont été envisagées d'une façon principale? L'affirmer serait peut-être un peu trop osé, car, si les publications relatives au chômage sont assez récentes, on peut en mentionner certaines dont le louable souci paraît être l'étude des différentes causes du chômage; cependant, on doit observer à la fois que la tendance à l'étude des causes est plus prononcée après la guerre qu'avant elle et qu'une évolution s'est produite entre ces deux époques sur la façon d'envisager ces dites causes.

Avant la guerre, on peut dire, sans exagération, qu'un seul ouvrage existe en matière de causes du chômage, dont tous les autres s'inspirent pour le plagier ou le combattre; c'est la nomenclature des causes, dressée en 1896 par le Conseil supérieur du travail, qui, dès 1894, avait mis la question du chômage à son ordre du jour. C'est sa substance que l'on retrouvera intacte dans l'ouvrage de M. Denjean, à peine différente dans celui de MM. Lavergne et Paul Henry, davantage critiquée dans l'opuscule de M. Daniel Bellet et même, en mai 1932, reproduite, avec une fidélité que le temps n'a pas encore émoussée, sous la plume, trop paternellement hospitalière, de M. Manlio d'Ambrosio, professeur à l'Université de Naples ⁽⁹⁾.

L'influence de cette recherche fut donc considérable, mais son importance se justifiait davantage par la nouveauté de l'entreprise que par sa valeur proprement scientifique; comme nous aurons l'occasion de le constater, la liste dressée par le Conseil supérieur du travail n'est, à nos yeux, ni juste, ni limitative, ni même systématique.

(9) Manlio d'Ambrosio, Le chômage et ses causes, *Revue économique internationale*, mai 1932, p. 283.

Son originalité incontestable provient de l'esprit dans lequel elle a été élaborée, de la philosophie de ceux qui l'ont faite; en travaillant à la dresser, ses auteurs ont tenté d'extraire de la vie économique certains faits qui leur paraissaient plus particulièrement fauteurs de chômage; ils ont donc abstrait certaines situations, trié le bon du mauvais, écarté l'ivraie du bon grain; ils ont donc tenté, grâce à leur méthode, de s'élever du particulier au général, du contingent au permanent; cet effort était sans doute méritoire bien qu'entaché d'un vice définitif : il était impossible de dire dans la réalité qu'à telle cause du tableau correspond effectivement du chômage; que, par exemple, à l'existence de la concurrence correspond celle d'une masse déterminée de sans-travail.

Il appartenait aux études d'après guerre, et surtout aux documents publiés récemment sur les *Problèmes du chômage* par le Bureau international du travail, de quitter en matière de cause le domaine de l'abstraction et d'étudier certaines fractions du procès économique entachées de chômage, certains « cas cliniques » de crise.

Contrairement aux idées qu'impliquait la méthode du Conseil supérieur du travail, les membres du Bureau international du travail ont paru considérer que le chômage naissait davantage d'une situation économique que de l'existence d'un facteur dont l'action ne signifie rien en soi; aussi a-t-elle rendu au problème tous les éléments de sa complexité : en sacrifiant à la contingence, elle sacrifiait encore davantage à la vérité.

Ainsi le silence des auteurs de traités sur le chômage, l'insuffisant essor donné à l'étude de ses causes, et même, dans la mesure où il a pu exister, le dualisme de sa conception, ne pouvaient que nous rendre désireux d'éclair-

rer une matière déjà fort obscurcie, tout en nous laissant dans la plus grande perplexité sur le choix d'une méthode, voire même sur l'exacte délimitation de notre sujet.

Pour ne point tomber dans les excès d'avant guerre sur la classification des causes et dresser une nouvelle liste empirique; pour ne point tomber dans la description de tranches de procès économique qui se sont révélées à l'étude comme particulièrement favorables à l'éclosion du chômage, ce qui est le propre des méthodes d'après guerre, force était, pour nous, de nous élever encore au-dessus de ces débats sans en méconnaître les qualités. Au travers de la diversité des causes et de leurs effets, au travers de l'action d'ensemble des divers facteurs d'une économie dérégulée, au travers du changement économique, nous avons pensé qu'il était nécessaire de découvrir un principe immuable, une véritable entité économique, à partir de laquelle on puisse facilement apprécier la valeur des idées présentées en matière de chômage, les diverses classifications des causes, comme aussi le pouvoir bienfaisant des remèdes proposés; cette pierre de touche de la vérité n'était autre que la notion économique de chômage involontaire.

Cette notion se présentait donc, à nos yeux, comme un élément permanent, essentiellement stable, dont la formule, s'élevant bien au-dessus des faits, vaudrait aussi bien pour le passé et l'avenir que pour le présent.

Ce problème, entièrement nouveau, demandait, pour sa solution, la mise en œuvre de tous les faits propres à révéler l'existence du chômage, qu'il s'agisse de statistiques ou d'études sur telle ou telle situation économique contaminée par ce mal; d'ailleurs, à cet égard, nous ne saurions méconnaître plus longtemps les services que nous a rendus

l'Institut d'études et de documentation économiques et sociales de Bordeaux.

Mais, d'autre part, ce problème nous permettait, par son essence même, d'opérer une délimitation préliminaire de notre sujet en rejetant le social pour n'envisager que l'économique.

L'examen du point de vue social prend, certes, toute son importance lorsqu'on doit étudier les remèdes au chômage, et c'est lui, il faut s'en souvenir, qui a motivé l'institution d'organismes de lutte contre le chômage; mais, au contraire, lorsqu'on veut établir une notion économique de chômage, les préoccupations sociales doivent passer au second plan, le programme d'étude s'établit alors suivant l'ordre de succession normal des faits : chômage d'abord, préoccupations sociales ensuite.

Par ailleurs, nous avons dû également nous défendre de céder à la tentation d'exposer les idées que l'on pourrait peut-être invoquer pour induire de la permanence du chômage dans l'histoire la permanence de sa notion. Nous avons pensé qu'il eût été intéressant de jeter un coup de sonde dans le passé pour essayer de révéler l'existence du chômage dès l'apparition de la notion de marché et sous le règne des régimes économiques les plus opposés, comme celui de la Grèce antique et celui des corporations de métiers.

L'étude de l'économie grecque eût fait sans doute ressortir que, sous ce régime de liberté du travail ⁽¹⁰⁾, les possi-

(10) Cf. Paul Guiraud, *La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce*, p. 67 et p. 20 : « Tout chef d'industrie organisait son atelier à sa guise. Il employait à son choix des esclaves, des étrangers ou citoyens, des ouvriers expérimentés ou novices. Il était maître chez lui. »

bilités de chômage devaient être assez grandes, malgré l'évidente mobilité de la main-d'œuvre esclavagiste (11). Dans la mesure où l'artisan produisait en dehors de la famille pour l'extérieur, ne peut-on penser, dès l'époque d'Homère, qu'il faisait dépendre la vente de ses marchandises de l'ensemble des conditions d'un véritable marché? Le transport des céramiques, chargées sur des navires phéniciens, dépendait de la clémence des saisons, comme dépendait aussi du pouvoir d'achat du demandeur, c'est-à-dire, dans la majorité des cas, de l'abondance de la récolte, la grandeur de la demande de ces mêmes poteries. Et, d'autre part, l'existence de ces gens de basse condition que l'épopée nous signale sous le nom de *thètes* n'est-elle pas l'indice d'un certain chômage? (12). Ces déclassés, victimes d'une mauvaise répartition sociale, pouvaient présenter, à certains égards, les caractéristiques des chômeurs modernes, puisqu'ils ne trouvaient souvent pas à s'employer, bien que forcés de travailler pour vivre.

Au reste, il est peu vraisemblable que l'évolution économique, politique et sociale de la Grèce antique ait pu

(11) Id., *ibid.*, p. 74 : « On n'était pas forcé d'occuper continuellement tout son personnel, car on avait la ressource de le louer à ses voisins. On n'était même pas forcé d'avoir des esclaves à soi, puisqu'on avait la faculté de prendre en location ceux d'autrui et d'embaucher des ouvriers libres. Rien n'empêchait par conséquent un industriel de limiter son travail à peu près comme il l'entendait et même de le suspendre tout à fait. »

(12) P. Guiraud, *op. cit.*, p. 22 : « A chaque pas, l'épopée nous signale sous le nom de *thètes* des gens de basse condition, dont le trait caractéristique est qu'ils touchent un salaire. Recrutés d'ordinaire dans cette masse flottante de vagabonds, de mendiants, d'aventuriers et de bannis qui parcouraient le marché grec, ils louaient leurs bras, pour un temps plus ou moins long, à quiconque voulait les prendre à son service, et j'imagine que beaucoup étaient enchantés d'entrer dans quelque atelier. A moins d'avoir une habileté exceptionnelle, ils devaient se montrer fort peu exigeants, car généralement la faim les pressait. »

s'effectuer sans du chômage, et l'on pourrait sans doute citer de multiples facteurs de trouble qui ont peut-être eu leur répercussion sur l'économie du pays; par exemple : les guerres incessantes contre l'étranger ou même, le plus souvent, entre cités hellènes; l'affaiblissement de l'économie familiale; la naissance d'une division du travail qui, dans certaines industries comme celle de la laine, pouvait être très poussée; on peut citer aussi le jeu de la mode faisant préférer, tour à tour, suivant les influences plus ou moins marquées des idées démocratiques ou des mœurs asiatiques, les tissus et tuniques venus d'Orient ou les étoffes unies, blanches ou teintées de la République; on peut citer, enfin, la rivalité commerciale entre particuliers d'une même ville, entre les villes elles-mêmes et entre les villes helléniques et l'étranger, comme, par exemple, la concurrence victorieuse que firent aux centres manufacturiers grecs ceux de Rhodes, d'Alexandrie et de Pergame.

Que penser de tous ces faits sinon qu'ils paraissent plaider en faveur de l'existence du chômage. D'ailleurs, l'armée du salariat ne cessa de grandir et de se heurter vraisemblablement à la concurrence des esclaves, et, au surplus, l'Etat ne décida-t-il pas à plusieurs reprises d'entreprendre des travaux d'utilité publique pour absorber les gens oisifs? (13). Enfin, après la réforme d'Antipater, qui supprimait les distributions d'argent et de vivres à la classe pauvre d'Athènes, l'émigration en Thrace d'une foule de citoyens n'incite-t-elle pas à croire qu'un chômage

(13) Plutarque, *Périclès*, 12, et Aristote, *Politique*, VIII, 9, 4. Ce souci a caractérisé notamment la politique sociale de Périclès ainsi que les efforts de certains tyrans, comme Polycrate de Samos et Pisistrate d'Athènes.

involontaire succédait au chômage volontaire existant avant l'application de la mesure⁹ (14).

En ce qui concerne les corporations de métiers, c'est-à-dire, pour employer une expression fort à la mode, en ce qui concerne un régime d'économie dirigée, il eût été également intéressant de faire une démonstration analogue, et peut-être aurait-on pu se prévaloir, après avoir analysé la corporation, sa raison d'être, son but et ses règlements, de certaines constatations et de certains faits troublants.

La corporation paraissait exclure dans une large mesure la mobilité du travail et forcer les forains au chômage (15). Quelquefois, elle a pu aussi affaiblir le patrimoine de l'artisan, pulvériser son épargne, le condamner à la misère et à l'inaction (16). Enfin, la corporation n'abolissait pas

(14) Droysen, *Histoire de l'hellénisme*, II, p. 73-75.

(15) « Chacun, dit Ch. Lonandre, est enfermé non seulement dans sa profession, mais encore dans un grade distinct et chaque profession elle-même est enfermée dans chaque ville. Chassé par la famine, la guerre ou le manque d'ouvrage des lieux où il avait fait son apprentissage, où il s'était établi avec sa famille, l'ouvrier ne pouvait, comme aujourd'hui, aller librement chercher du travail là où il espérait en trouver, car le droit de travailler s'achetait, comme la bourgeoisie, par un impôt, une résidence plus ou moins prolongée, ou la participation, pendant un certain temps, aux charges publiques. » (Ch. Lonandre, Introduction à *l'Histoire de l'industrie française et des gens de métiers* d'Alexis Monteil, p. 29 à 31.)

(16) Dans un raccourci saisissant, Levasseur a donné une énumération des diverses manières dont un artisan était tenu de dépenser son argent au profit de la corporation : « Comme l'admission dans les rangs de la corporation constituait un monopole, on payait pour l'entrée en apprentissage, on payait pour le chef-d'œuvre et la maîtrise, on payait pour la petite et la grande jurande; le privilège ne valait pas toujours le haut prix qu'on était forcé d'y mettre et beaucoup d'artisans, obérés dès le début, languissaient toute leur vie. En outre, la communauté avait, comme toute société, une administration coûteuse, des bureaux, des agents. L'argent des réceptions ne suffisait pas à acquitter les frais généraux, il avait fallu y ajouter les cotisations, les amendes, les droits de visite et d'autres droits dont le nombre et le taux augmentaient sans

toute concurrence puisqu'elle n'interdisait pas à chaque artisan d'attirer la clientèle par le fini et le bon marché de ses articles.

Mais ce dont on pourrait tirer argument à juste titre, c'est, semble-t-il, de ce que la corporation qui réglait la profession demeurerait impuissante en ce qui concerne la rareté et l'abondance des matières premières employées par l'artisan, impuissante aussi en ce qui concerne la manifestation des désirs et des besoins des consommateurs, comme l'attestent le peu d'efficacité et l'abus des règlements qui, dans les périodes économiques difficiles, allaient jusqu'à prohiber pendant un temps souvent fort long l'accès à la maîtrise ⁽¹⁷⁾. Malgré ces mesures, n'a-t-on pas constaté à certaines époques du régime corporatif l'existence d'un nombre de mendiants véritablement excessif, qui ne tarda pas, même au xiv^e et au xvi^e siècle, avant Turgot, la ville de Paris, l'Assemblée nationale, etc., d'attirer l'attention et les efforts des pouvoirs publics ? ⁽¹⁸⁾.

Ce sont tous ces points qu'il aurait fallu préciser, peut-être que d'éclatantes confirmations auraient été apportées à nos hypothèses sur la naissance du chômage, grâce

cesse, parce que les dépenses de la communauté allaient toujours croissant. » (Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France jusqu'à la Révolution*, 1^{re} éd., t. II, p. 439.)

(17) Au xviii^e siècle, on propose de rester dix ans sans recevoir de maîtres et des mémoires sont publiés sur les moyens de limiter leur nombre. (Cf. Levasseur, *op. cit.*, t. II, p. 322.) Au xviii^e siècle, des communautés obtiennent des arrêts leur défendant trente et quarante ans de suite de recevoir des apprentis et des maîtres. (*Ibid.*, t. II, p. 331-332.) La royauté était hostile à ces procédés, l'ordonnance de février 1351 attribuait « principalement le renchérissement au petit nombre des maîtres et à l'absence de concurrence ». (Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, Paris, 1900, 2^e éd., t. I, p. 301.)

(18) Cf. Levasseur, *op. cit.*, 1^{re} éd., t. I, p. 374 et suiv.

à cette étude minutieuse, à l'issue de laquelle nous aurions sans doute suivi M. Antoine Borrel, en affirmant que « cette plaie sociale date de tous les temps » (19).

L'entreprise était donc louable, mais elle se heurtait à toute la délicatesse d'une étude historique, à toute sa longueur aussi, qui nous a interdit, dès l'abord, d'entreprendre cette immense recherche, tout en nous laissant l'espoir que les spécialistes des questions historiques trouveront dans nos suggestions un nouveau motif de déployer leur inlassable activité.

Cette seconde limitation nous a permis cependant d'aborder résolument l'étude du chômage contemporain. Un moyen précieux de dégager la notion économique du chômage involontaire consistait, pour nous, à faire l'étude des statistiques du chômage, et même, d'une façon plus générale, des statistiques économiques. Grâce à cet examen critique, nous avons pu dégager la simple hypothèse de la notion économique de chômage involontaire; il restait encore à asseoir cette hypothèse, à l'affirmer par une étude des faits : sa précision et sa vérification ne pouvaient donc provenir que du jeu même du chômage, de l'analyse de ses causes. Et c'est à cette fin qu'ont été employées les deuxième et troisième parties de notre travail, la première des deux trouvant sa destination naturelle à la détermination de la cause en matière de chômage, tandis que la seconde était plus particulièrement affectée à l'étude des diverses causes du chômage, mais avec davantage le souci d'examiner les grands modes de

(19) Antoine Borrel, *La lutte contre le chômage, L'Œuvre sociale de la III^e République*. Leçons professées au Collège libre des sciences sociales en 1911.

formation du chômage que d'étudier telle ou telle cause particulière, contingente et passagère.

De la sorte, nous avons abouti à quelques conclusions qui, tant au point de vue de la science que de l'art économiques, ne laisseront d'étonner par leur caractère quelque peu révolutionnaire, car on paraît supposer difficilement, aujourd'hui, que le chômage ne coïncide pas toujours avec la perte du salaire, qu'il ne se résout pas forcément en une offre de bras supérieure à sa demande, qu'il n'est pas spécial à la société capitaliste moderne. Enfin, nous verrons, à l'encontre de ce que pensent beaucoup, qu'il n'existe pas un remède idéal au mal du chômage, mais que sa cure nécessite avant tout une action générale, méthodique et concertée, peut-être plus internationale que nationale et portant sur les bases que nous avons pu définir dans les dernières pages de notre étude.

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉALITÉ

DE LA NOTION ÉCONOMIQUE

DE CHOMAGE INVOLONTAIRE

L'étude d'un phénomène économique et social, lorsqu'on veut la mener à bien, doit satisfaire, tour à tour, à un certain nombre de questions; c'est pourquoi, au seuil d'une étude sur le chômage, convient-il de se demander quels sont les procédés qui le font connaître d'une façon précise pour être à même de dire, par la suite, ce qu'il est et quelles sont ses raisons d'existence.

Ainsi nous voyons très nettement se détacher dans la première partie de cette étude les deux chapitres fondamentaux constitutifs de ce que nous pourrions appeler la *statique* du chômage, celui-ci nous étant révélé comme un fait économique, indépendamment de l'intervention agissante de ses causes. Le chapitre I^{er} indiquera les procédés modernes qui permettent de déceler le chômage et d'estimer sa grandeur en temps de crise; il appartiendra au chapitre II de déterminer une notion hypothétique de chômage, dont les bases encore fragiles prendront appui sur les données des statistiques; ce n'est que dans les deuxième et troisième parties, consacrées plus particulièrement à la recherche et à l'analyse des causes du chômage, qu'il conviendra d'examiner, à la lumière des faits, à la lumière de la vie économique, les divers principes d'une notion qui résulte surtout d'une froide analyse.

CHAPITRE PREMIER

LA CONTRIBUTION DE LA STATISTIQUE A LA CONNAISSANCE DU CHOMAGE ET, PAR SUITE, A L'ETABLISSEMENT DE SA NOTION

Les procédés qui permettent de saisir l'existence du chômage sont peu nombreux; il y a, d'abord, la simple observation individuelle, il existe, en second lieu, une observation plus scientifique, faite selon certaines données, suivant une méthode particulière et dépassant par là même la contingence des observations individuelles; nous avons ainsi défini l'observation statistique.

L'observation individuelle est singulièrement courte, elle dépend de la perspicacité de l'observateur, elle dépend surtout du milieu où il se trouve et de la place sociale qu'il occupe; selon M. F. C. Roe, le voyageur qui traverserait la Grande-Bretagne serait surpris de ne pas apercevoir un indice de ce chômage, que tous les journaux, que toutes les revues du monde, lui dépeignent comme le mal le plus ruineux et le plus grave de cette nation ⁽¹⁾; sans doute n'en serait-il pas de même pour le directeur d'une filature ou d'une usine métallurgique, qu'une généralisation trop hâtive de ses observations pousserait peut-être à donner au chômage une étendue qu'il ne possède pas. Pour ces raisons, il appartenait à la statistique, c'est-à-dire à l'observation collective organisée, d'élargir le champ

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 févr. 1931 : *La Crise britannique vue par un Anglais*.

de l'expérience individuelle, de donner, comme le veut sa fonction ⁽²⁾, une vue plus ample, et par conséquent plus juste, sur l'étendue du chômage. Mais en l'état actuel des choses, cette fonction est-elle bien remplie? Nous ne le croyons pas, par suite de l'inégale valeur et de l'inégale portée des statistiques du chômage; elles se bornent, en effet, à donner des indications si peu précises sur l'étendue du phénomène qu'il convient de prendre à leur égard une attitude critique et de se demander dans quelle mesure on doit avoir confiance en leurs résultats.

SECTION PREMIERE

LES STATISTIQUES RELATIVES AU CHÔMAGE. LEURS DONNÉES

Les statistiques qui tendent à faire ressortir l'étendue du chômage sont, à l'heure actuelle, très nombreuses, mais elles se différencient en ce qu'elles visent plus ou moins directement le chômage.

§ 1. — La distinction des statistiques directes et indirectes ; l'objet de ces statistiques.

1° *La distinction des statistiques du chômage.*

Max Lazard, se livrant en 1909 à un inventaire de ces statistiques, ne manquait pas de signaler déjà leur complexité; il distinguait, à cette époque, les documents ayant trait au chômage lui-même et ceux ayant trait à des indices de chômage, divisant encore cette dernière catégorie en statistiques relatives aux phénomènes symptomatiques du

(2) Cf. A.-L. Bowley, *Eléments de statistique*, p. 9.

chômage et en statistiques directement connexes au chômage ⁽³⁾.

De ses observations, il résultait donc une classification tripartite lui permettant d'ordonner toutes les statistiques du chômage selon leur degré de relation avec ce phénomène; c'est ainsi que les chiffres relatifs aux bureaux de placement non commerciaux, aux statistiques des caisses d'assurance-maladie ou d'assurance-invalidité, au nombre de vagabonds, de mendiants, d'indigents des *workhouses* ou des asiles de nuit, etc., ressortissaient à la catégorie des statistiques visant les phénomènes symptomatiques du chômage, tandis que les statistiques d'assistance, portant sur les demandes de secours formulées par les chômeurs ou sur le nombre des chômeurs secourus avec ou sans obligation de travail, comme celles d'assurance-chômage provenant d'organismes privés ou publics, faisaient plus proprement l'objet des statistiques visant les phénomènes directement connexes au chômage; la troisième catégorie enfin, celle des statistiques concernant le chômage lui-même, se composait des enquêtes innombrables qui peuvent porter sur tous, ou seulement sur certains genres d'inaction et sur l'ensemble, ou même sur une partie de la population active.

Actuellement, à cette triple distinction, on préfère la grande division en statistiques directes et statistiques indirectes, qui a été rappelée et admise par le Bureau international du travail; les statistiques directes du chômage sont celles qui « résultent d'enquêtes spéciales, telles que les recensements généraux de la population, les

(3) Max Lazard, *Le chômage et la profession*, chap. II : « Les sources. Inventaire méthodique des statistiques relatives au chômage classées selon le phénomène observé », p. 17 à 22.

recensements généraux professionnels ou les recensements locaux dans certaines villes industrielles » (4); les statistiques indirectes « dérivent, au contraire, du fonctionnement de certaines institutions permanentes de lutte contre le chômage, et tout particulièrement de l'assurance-chômage ».

2° *L'évolution des statistiques directes
aux statistiques indirectes.*

Avant la guerre, ainsi que le note également le document sur « *Les méthodes des statistiques du chômage* », publié par le Bureau international du travail, « l'attention des statisticiens ou des hommes d'action que préoccupait le problème du chômage était surtout orientée vers l'établissement des statistiques directes du phénomène »; Louis Varlez, secrétaire des commissions spéciales nommées par l'Institut international de statistique et l'Association internationale de la lutte contre le chômage, mentionnait, dans un rapport préliminaire sur la statistique internationale du chômage (5), le mouvement d'opinion en en faveur des recensements généraux et industriels; M. Westergaard, qui avait été rapporteur général à la Conférence de Paris, maintenait en 1942 l'idée qu'il avait émise en 1940, à savoir que « le point de départ évident d'une statistique internationale du chômage est le recensement ou le dénombrement industriel ». M. March se montrait également du même avis, ainsi que bien d'autres personnalités, de sorte que l'on pouvait déjà deviner l'attitude de la première assemblée générale de l'Association

(4) B. I. T., *Etudes et documents*, série N (statistique), n° 7 : *Les méthodes des statistiques du chômage*, p. 4.

(5) *Bulletin trimestriel de l'Association internationale de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1943, p. 401 et suiv.

internationale de la lutte contre le chômage vis-à-vis de la statistique directe; elle approuvait les conclusions adoptées le 9 septembre 1912 à Zurich par la réunion des deux commissions précitées, c'est-à-dire que, tout en reconnaissant insuffisante la connaissance du chômage à l'aide d'un document statistique unique, elle faisait la plus grande place aux recensements qui se montraient essentiels et dont les renseignements seraient complétés accessoirement par les statistiques syndicales et les relevés, patronaux ou officiels, du personnel employé dans les diverses industries ⁽⁶⁾.

Après la guerre, on voit au contraire se produire un détachement des économistes pour la méthode statistique directe, celle qui comporte l'établissement des recensements de toute nature avec un revirement d'idées en faveur des statistiques indirectes du chômage; cette opposition se trouve marquée dans le rapport préparé pour la II^e Conférence internationale des statistiques du travail par le Bureau international du travail, qui y classait, implicitement, les statistiques du chômage suivant le degré d'intérêt présenté, en donnant volontairement la dernière place aux statistiques directes : « En résumé, disait-il, les statistiques du chômage ou du marché du travail actuellement disponibles comprennent les catégories suivantes :

- » 1^o Statistiques d'assurance obligatoire;
- » 2^o Statistiques d'assistance par l'Etat;
- » 3^o Statistiques d'assurance facultative;
- » 4^o Statistiques d'évaluation syndicales;
- » 5^o Statistiques du placement;
- » 6^o Statistiques de l'emploi;

(6) *Ibid.*, avril-juin 1914, p. 483.

« Nous y ajouterons pour mémoire :

» 7° Les recensements et les enquêtes spéciales (7). »

3° *Les raisons de cette évolution.*

Les raisons de la préférence des statistiques indirectes et de leur primauté sur les statistiques directes sont faciles à donner, car elles découlent du développement, de plus en plus grand, de la lutte contre le chômage et des nécessités qu'a entraînées cette lutte.

D'abord, la lutte contre le chômage a pris de plus en plus d'extension; avant la guerre, l'assurance-chômage était peu développée; en ce qui concerne l'assurance obligatoire, son domaine se restreignait au territoire d'un seul pays, le Royaume-Uni, et seulement depuis 1911 (8); l'initiative de couvrir le risque-chômage appartenait alors à quelques syndicats ouvriers détenteurs de caisses de chômage, mais dont les effectifs étaient beaucoup plus réduits que ceux de nos jours. En avril 1923, date à laquelle le rapport du Bureau international du travail devait être soumis à la Conférence internationale des statistiques du travail, le nombre des organismes de lutte contre le chômage était déjà singulièrement accru par rapport à celui de 1913 : l'assurance obligatoire existait non seulement en Angleterre, mais aussi en Autriche, en Irlande, en Italie, en Pologne, au Queensland et même en Russie, l'Allemagne devait se joindre sans tarder à cette liste. Ce n'est pas à dire que toutes ces institutions comportaient l'établissement d'une statistique des chômeurs, puisque, ainsi que l'indique le rapport, « elles ne donnent pas encore

(7) B. I. T., doc. cit., p. 6.

(8) En réalité, la loi anglaise sur l'assurance obligatoire, bien qu'elle date de 1911, n'est entrée en vigueur qu'en 1912.

lieu à la publication régulière de statistiques analogues à celles de la Grande-Bretagne, mais elles en offrent la possibilité » (9); d'autre part, là où n'existaient pas de services permanents d'assurance organisés par l'Etat se trouvaient des services d'assistance qui fournissaient ou pouvaient également fournir des statistiques du chômage : c'était le cas de la France, de l'Allemagne, de la Suède, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie; enfin, l'assurance facultative, organisée généralement par les syndicats et quelquefois subventionnée par le Gouvernement, régnait en Belgique, au Danemark, en Norvège, aux Pays-Bas, en Suisse, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, en Hongrie et en Suède, appelée de ce fait à offrir, elle aussi, des statistiques régulières sur le phénomène.

La *Revue internationale du travail* de janvier 1931 exprime à l'aide de chiffres le développement de l'assurance-chômage : « Depuis onze ans que la recommandation (de la Conférence tenue à Washington en 1919) a été adoptée, la législation en la matière s'est déjà assez considérablement développée. Au début de 1919, le nombre des travailleurs assurés contre le chômage était estimé à 4,5 ou 5 millions, le gros — 3,7 millions — étant fourni par la Grande-Bretagne, le seul pays où, à l'époque, l'assurance était obligatoire, et encore dans certaines industries seulement.

Aujourd'hui, l'assurance contre le chômage est pratiquée sous forme obligatoire dans 10 pays et couvre, si l'on y ajoute les pays d'assurance facultative, plus de 47,5 millions de travailleurs. » (10). A l'heure présente, les

(9) B. I. T., doc. cit., p. 5.

(10) *Revue internationale du travail*, janv. 1931, rapports et enquêtes, p. 49.

pays d'assurance obligatoire sont : l'Allemagne, l'Australie (Queensland), l'Autriche, la Bulgarie, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, l'Etat libre d'Irlande, l'Italie, la Pologne, la Suisse (9 cantons) et l'U. R. S. S.; le domaine de l'assurance facultative se trouve au contraire réduit à la Belgique, au Danemark, à la Finlande, à la France, à la Norvège, aux Pays-Bas, à la Suisse (14 cantons) et à la Tchécoslovaquie.

Une telle poussée d'organismes de lutte contre le chômage ne devait donc pas manquer de favoriser grandement la naissance des statistiques de ce dernier, et c'est à leur accroissement parallèle que nous font assister les documents publiés après la guerre par le Bureau international du travail lorsqu'ils mentionnent, au cours des années, les statistiques du chômage établies régulièrement dans divers pays : 16 pays seulement contribuent à l'œuvre statistique; ce chiffre s'accroît de trois unités en 1925 pour passer au nombre de 27 en 1930 (11).

Voici, du reste (page suivante) un tableau dressé d'après la *Revue internationale du travail* de janvier 1931 (12), où se trouvent ces pays, classés d'après la nature des statistiques qui y sont publiées.

D'après ce tableau, on peut voir que l'assistance par l'Etat devient une rareté à côté du développement des assurances-chômage obligatoires ou facultatives; nous pouvons, en outre, nous convaincre de ce que les statistiques d'évaluations syndicales, de l'emploi et surtout du pla-

(11) Cf. B. I. T., *Dix ans d'organisation internationale du travail*, p. 218.

(12) Ce tableau a été également dressé d'après les données de la *Revue internationale du travail*, qui fait état en décembre 1930, p. 864, de tous les renseignements sur les sources et portées des statistiques.

ASSURANCE OBLIGATOIRE	ASSURANCE FACULTATIVE	ASSISTANCE PAR L'ÉTAT	ÉVALUATION SYNDICALE	EMPLOI	PLACEMENT
Grande - Bretagne et Irlande du Nord. Irlande (13) (Etat libre d'Irlande). Autriche. Allemagne.	Belgique. Danemark. Pays-Bas. Norvège. Suisse. Tchécoslovaquie	France (14).	Australie. Canada. Hongrie. Suède. Nouvelle-Zélande (statistiques d'organisations ouvrières).	Italie. Japon. Canada. Estonie. États-Unis. Grande-Bretagne. Sarre (Territoire de la).	Dantzig (Ville libre de). Estonie. Finlande. France. Lettonie. Norvège. Roumanie. Russie. Sarre (Territoire de la). Tchécoslovaquie Yougoslavie.

cement tiennent encore la plus grande place parmi les statistiques du chômage. Il faut noter encore que le développement d'autres institutions tend à rendre compte une fois de plus de l'étendue du chômage; c'est ainsi que l'effectif des caisses d'assurance-maladie obligatoire, qui englobent de 12 à 15 millions de travailleurs, donne en Allemagne un moyen d'apprécier l'état du marché du travail, puisque les cotisations de l'assurance-maladie ne sont pas payées par les chômeurs, aussi cette statistique

(13) La *Revue internationale du travail* de janvier 1931 mentionne qu'à la demande du gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, les statistiques du chômage seront désormais établies non plus d'après les données de l'assurance obligatoire, mais d'après les demandes d'emploi non encore satisfaites par les bureaux de placement.

(14) Bien que la *Revue internationale du travail* de janvier 1931 ait classé la France parmi les pays d'assurance facultative (voir notre page précédente), il ne paraît faire aucun doute qu'elle soit un pays d'assistance par l'Etat, ainsi que l'indiquait le document cité, n° 7, p. 15. La nature de cette assistance et son mécanisme nous sont révélés par le *Journal officiel* des 14 et 23 février 1931, ainsi que par l'*Information sociale* du 9 mars 1931 : « Il existe des fonds publics de chômage organisés par les municipalités et les départements, à l'heure actuelle au nombre de 380 dont 47 départementaux; en réalité, si l'on compte aussi le nombre des bureaux détachés dans certaines communes, on obtient le chiffre de 850. Les communes n'ayant pas 5.000 habitants doivent s'affilier au fonds départemental (Décr. 28 déc. 1926.) Aux termes du décret du 21 février 1931, le taux de la participation de l'Etat au fonds de chômage passe de 33 à 50 p. 100 du montant des secours alloués.

indique-t-elle le pourcentage d'ouvriers pourvus d'un emploi à la fin de chaque mois par rapport au 1^{er} janvier 1925.

Enfin, pour signaler une fois de plus l'évolution que nous avons déjà mentionnée en matière de statistiques, les statistiques directes sont devenues très rares; elles existent encore en Australie et au Canada, où elles sont fournies d'une façon continue par les syndicats, qui procèdent à des évaluations périodiques de leurs membres chômeurs; elles sont également en vigueur au Japon depuis la date récente de septembre 1929, où des enquêtes mensuelles sont effectuées par les gouverneurs de toutes les préfectures.

L'abandon de la statistique directe ne procède pas seulement de l'ampleur prise par le développement des institutions de lutte contre le chômage, il dérive également des nécessités entraînées par cette lutte, qui forment en partie le but même de la statistique du chômage. Ce but, que nous devons maintenant définir, a été excellemment mis en relief par une étude déjà citée du Bureau international du travail : « ... ce qui est principalement attendu des statistiques est : qu'elles nous éclairent sur la grandeur du chômage; qu'elles nous fournissent une base de recherche pour la détermination des causes du chômage; qu'elles nous renseignent sur l'efficacité des mesures qui lui sont opposées. » (15). Une mesure exacte de la grandeur du chômage, un élément de la recherche des causes, un indice de l'efficacité des remèdes, voilà la triple révélation que l'on est en droit d'attendre d'une statistique du chômage; mais est-ce là ce qu'est à même de nous don-

(15) B. I. T., doc. cit., p. 7.

ner une statistique directe du chômage ? Assurément non, surtout en ce qui concerne la révélation de l'étendue du chômage, essentiellement variable et essentielle à bien connaître pour pouvoir lutter avec une efficacité certaine contre le mal; ainsi que le déclarait le rapport sur les méthodes statistiques du chômage : « la grandeur du chômage variant dans de fortes proportions, non seulement d'une année à l'autre, mais de mois en mois, il est nécessaire d'observer le phénomène, sinon d'une façon rigoureusement continue, tout au moins d'une façon assez fréquente, pour permettre d'en suivre les fluctuations et d'en tracer une courbe continue. A cet effet, les relevés mensuels sont en général suffisants. » ⁽¹⁶⁾. Il s'ensuit qu'un recensement ou une enquête sont médiocrement capables de nous montrer les variations du chômage dans le temps; or, si l'on considère que celles-ci sont particulièrement intéressantes pour atteindre le but que se propose la statistique, nous devons convenir que la statistique directe devait immanquablement rentrer dans l'ombre; d'ailleurs, malgré la faveur dont elle jouissait avant guerre, il n'était déjà pas difficile de trouver ses détracteurs; M. Methorst, secrétaire général de l'Institut international de statistique, pouvait dire en 1903 et écrire en 1913 ces mots lourds de signification : « Nos recensements industriels ne sont, et à bon droit, que des photographies instantanées, et c'est pour cela qu'ils sont peu aptes, à mon avis, pour faire des interrogations à l'égard des chômages. Il faut que les données concernant le chômage s'étendent sur une période. » ⁽¹⁷⁾. Louis Varlez déclara-

(16) Doc. cit., p. 7.

(17) *Bulletin trimestriel* cité, avril-juin 1913, p. 403.

rait, également, dans son rapport préliminaire sur la statistique internationale du chômage, que « le recensement général ne peut faire connaître tout ce qui concerne le chômage : le domaine des fluctuations, de la dynamique du chômage, échappe à ses investigations », ce qui ne l'empêchait pas d'ajouter « qu'il serait déplorable d'abandonner l'étude du chômage dans les recensements généraux. Seul le recensement peut éclairer le phénomène dans tous ses aspects, sur toutes ses faces et atteindre tous les chômeurs, de toutes les nations, de toutes les législations, de tous les types » (18).

La distinction des statistiques directes et indirectes, l'évolution des premières vers les secondes, nous a permis d'énumérer les statistiques existantes et de mettre en lumière le but qu'elles poursuivent; ce but est-il atteint ? Quelles sont les qualités que devraient posséder les statistiques pour nous donner de bons résultats, quels sont les résultats qu'elles nous fournissent ? Voilà l'ensemble des questions que l'on doit maintenant aborder.

§ 2. — Les qualités que devraient posséder toutes statistiques du chômage pour donner de bons résultats. Les minces données qu'elles nous fournissent actuellement font douter de l'existence de ces qualités.

La faible portée des statistiques du chômage nous rend leur critique presque inséparable de leur appréciation; aussi, pour bien mettre en lumière ce qu'elles donnent et ce qu'elles sont, sommes-nous obligé de dire ce qu'elles devraient nous donner et ce qu'elles devraient être pour aboutir à de bons résultats.

(18) *Ibid.*, p. 404.

1° *Les qualités d'une bonne statistique du chômage.*

Le triple objectif que nous avons déjà défini et que l'on est en droit de réclamer à une statistique du chômage serait assez facilement atteint si les statistiques possédaient les qualités requises en la matière : d'abord les qualités inhérentes à toute statistique digne de ce nom, c'est-à-dire être formée d'observations fréquentes et d'observations portant sur une longue période de temps; fréquence des observations d'abord, parce qu'il importe de savoir à des époques régulièrement rapprochées le degré d'évolution d'un phénomène aussi variable que le chômage, et c'est là, nous le savons, la raison principale qui milite en faveur de la statistique indirecte; il faut de plus que ces observations portent sur une longue période de temps et non sur une période trop courte, risquant d'être influencée par des circonstances anormales et donnant, par suite, une fausse idée de la courbe du phénomène; c'est ainsi qu'il deviendrait presque impossible d'apprécier, à leur juste valeur, les fluctuations saisonnières du chômage dans des statistiques qui ne rendraient compte que des périodes de trouble dues à la guerre et à l'après-guerre; le Professeur Hersch, qui s'est trouvé aux prises avec ces difficultés, ne manquait pas d'énumérer, dans un article de la *Revue internationale du travail*, tous les facteurs qui sont venus obscurcir les révélations de la statistique : « Nous avons eu un arrêt brusque des affaires dans l'été de 1914, lorsque la guerre éclata; nous avons eu ensuite une reprise extraordinaire de l'emploi (et une baisse correspondante du chômage) de 1914 à 1918; un nouvel accroissement du chômage au début de 1919, au moment des démobilisations; une reprise de l'emploi dans

la suite et une nouvelle et formidable hausse du chômage à partir de l'automne 1920, à la suite de la crise économique qui frappa à ce moment presque le monde entier. Les politiques d'inflation et de déflation provoquèrent, dans une série de pays, de nouveaux troubles et de nouvelles fluctuations de chômage, qui tantôt se joignaient aux fluctuations saisonnières, en les grossissant, tantôt, au contraire, allaient à l'encontre de ces vagues en les nivelant. Les grandes grèves anglaises ou les mesures de rationalisations industrielles prises récemment en Allemagne ont eu une action analogue sur le chômage. » (19). Si la statistique du chômage, peut-être plus que toute autre, doit porter, avec des observations fréquentes, sur une longue durée, elle doit posséder en outre des qualités de précision toute particulière, car il est absolument nécessaire, pour bien connaître l'étendue du chômage, et par conséquent pour bien le combattre, de posséder, non seulement le nombre absolu des chômeurs, mais aussi l'indice de comparaison de ce nombre avec l'ensemble de la population active, ainsi qu'avec certaines catégories de travailleurs. Le chômage, en effet, varie de grandeur selon l'industrie ou la profession que l'on considère, selon le sexe ou l'âge du travailleur que l'on envisage; or, ce qu'il importe de connaître, c'est moins un chiffre qu'un rapport : le nombre des chômeurs peut s'élever dans une industrie et le chômage y être en baisse si le nombre des ouvriers occupés s'est accru bien davantage que celui des chômeurs; donc, en accord avec les déclarations du Professeur A. L. Bowley, on est fondé à dire que « la gran-

(19) L. Hersch, Les fluctuations saisonnières du chômage dans l'industrie du bâtiment de certains pays, *Revue internationale du travail*, janv. 1929, p. 47.

deur absolue d'une quantité nous importe peu tant que nous n'avons pas une quantité de même espèce, avec laquelle nous puissions la comparer. » (20).

« En résumé, ainsi que l'indique le rapport sur la statistique du chômage, une connaissance parfaite de la grandeur du chômage ne peut résulter que de statistiques fréquentes, au moins mensuelles, spécialisées par industries ou professions (et si possible par sexe et par grands groupes d'âge) et fournissant à la fois le nombre absolu des chômeurs, et, pour chaque catégorie distinguée, le pourcentage correspondant. » (21). Mais une statistique qui posséderait toutes ces qualités serait sans doute une excellente statistique nationale; cependant, par cela même, elle ne donnerait qu'une vision bornée du chômage, alors qu'il serait souhaitable, pour mieux juger de l'étendue et des causes du mal, d'avoir, à défaut d'une statistique internationale, des statistiques nationales comparables entre elles; cette « comparabilité » des statistiques suppose parfaitement défini chacun des termes qui détermine le domaine d'exploration de la statistique; on devra donc s'accorder sur les définitions du chômeur, de la profession, de l'industrie, ou tout au moins, si cela ne se peut, donner les renseignements précis sur l'établissement de chaque statistique; en fait, la réalité est tout autre et toutes les questions que nous soulevons ici sont loin d'être tranchées, bien qu'elles aient déjà fait le fond d'importants débats internationaux; sans nous y arrêter davantage, pour ne pas errer en dehors de notre sujet, il convient plus opportunément de déceler l'insuffisance

(20) A.-L. Bowley, *op. cit.*, p. 10.

(21) B. I. T., *doc. cit.*, p. 7.

de la statistique à l'heure actuelle et de montrer en quoi ses qualités diffèrent de celles qu'elle devrait avoir et que nous venons d'énumérer.

*2° La faiblesse des résultats actuels
en matière de statistique du chômage.*

Dix ans d'organisation internationale du travail ont contribué bien peu à l'amélioration des statistiques du chômage, et ce n'est pas sans amertume qu'une récente publication du Bureau international du travail mentionne l'activité de ce dernier pour accroître leur portée, tout en accusant le faible résultat acquis. « Sans doute, les chiffres ne sont-ils pas encore comparables de pays à pays; ils ne permettent guère que de saisir la courbe du mouvement du chômage dans le temps pour chacun d'eux, ce qui est bien déjà quelque chose. » (22).

Il est certainement très intéressant de connaître la courbe du chômage, mais cette connaissance laisse dans l'ombre tout un aspect du phénomène que la statistique aurait dû nous révéler : à savoir son étendue, dont la méconnaissance est l'objet de la critique la plus grave qui puisse être adressée à toutes les statistiques du chômage, même, ainsi que nous le verrons, aux statistiques les mieux établies, comme celles de l'assurance-chômage obligatoire; mais l'imprécision devient des plus notoires lorsqu'il s'agit, par exemple, d'évaluer le nombre des chômeurs d'un pays d'assistance par l'Etat comme la France; à cet égard, nous avons encore présentes à la mémoire les évaluations diverses lancées à la Chambre lors de la discussion, les 12 et 13 février 1931, du budget du minis-

(22) B. I. T., *Dix ans d'organisation internationale du travail*, p. 218.

tère du Travail. M. Adolphe Landry, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, vint mettre heureusement un terme à ce conflit d'estimations grâce au chiffre de 100.000, qui, à défaut de justesse, avait pour lui le grand avantage d'être officiel ⁽²³⁾; ainsi donc, nous n'avons sur l'étendue du chômage que des données grossières, une indication souvent imprécise sur la diminution ou l'augmentation du chômage existant; or, si l'on veut, par exemple, neutraliser les effets du chômage au moyen d'une assurance, la connaissance parfaite du risque et son évaluation précise s'imposent; au contraire, « si l'on veut, comme l'indique le rapport sur les méthodes statistiques du chômage, trouver dans la statistique, soit comme base de raisonnement, soit pour le contrôle du raisonnement, un moyen d'investigation des causes du chômage, ..., les données sur le nombre absolu des chômeurs ont moins d'importance » ⁽²⁴⁾, et c'est, en effet, surtout pour l'investigation des causes du chômage que la connaissance de la courbe du chômage prend un grand intérêt. Son observation, si elle porte sur une longue période, permet à l'esprit perspicace d'y découvrir des variations diverses que l'on peut communément classer en trois catégories : variations accidentelles, variations très régulières et variations beaucoup plus amples, d'une périodicité à peu près régulière. Ces variations, expliquées par les varia-

(23) *Informations sociales*, 9 mars 1931. Bien que les recensements quinquennaux accusent 230.000 salariés sans emploi et que la statistique des fonds publics en dénombrent seulement 35.000, M. Landry estime que les 250.000 chômeurs existant de tout temps en France sont en mutation d'emploi, que la statistique des fonds publics est très fragmentaire, étant donnée la nature du système d'assurance en vigueur; aussi évalue-t-il à 100.000 le nombre des chômeurs.

(24) B. I. T., doc. cit., p. 7.

tions corrélatives d'autres faits naturels ou économiques, peuvent nous éclairer sur les causes du chômage, mais là encore, ainsi que le note également le rapport cité par nous, « il est indispensable de posséder des séries de chiffres portant sur des époques assez rapprochées les unes des autres, pour que la comparaison de ces séries avec des séries analogues portant sur d'autres phénomènes sociaux permette de constater l'existence ou l'absence des corrélations, sur lesquelles les recherches déductives pourront s'appuyer pour la découverte de liens de causalité éventuels entre le chômage et ces phénomènes » (25).

Les variations accidentelles se trouvent particulièrement faciles à expliquer par suite de la simplicité du facteur qui les cause : la hausse des pourcentages en août, septembre et octobre 1914 d'une part, et en février, mars, avril 1919 d'autre part, sera due au commencement et à la cessation des hostilités; le bond du pourcentage total des chômeurs dans les diverses industries comprises dans la statistique du Massachusetts en avril 1912 sera causé par une grande grève d'ouvriers du textile à Lowell (26), de même que le sera aussi, en juillet 1921, le bond du pourcentage

(25) B. I. T., doc. cit., p. 7.

(26) B. I. T., *Statistiques du chômage dans les différents pays de 1910 à 1922*, p. 13. Les industries mentionnées sous les rubriques : métaux et machines, textile, bâtiment, transports, chaussures, bois et meubles, sont comprises dans la statistique du Massachusetts, et les pourcentages des chômeurs sont les suivants :

1911	Avril	10,4
	Juillet	6,6
	Octobre	5,6
1912	Janvier	9,7
	Avril	14,1
	Juillet	5,3
	Octobre	4,7
1913	Janvier	9,1

des chômeurs dans la statistique syndicale anglaise, lors de la grève générale des houillères ⁽²⁷⁾.

Les variations très régulières du chômage s'expliquent déjà un peu moins facilement. Ce sont les fluctuations saisonnières du chômage qui, en dépit de leur nom, ne sont pas dues exclusivement au climat, ainsi que l'a révélé le docteur J. Janko dans une étude sur le chômage saisonnier : « Si l'influence climatique est la plus notable, il faut compter également avec l'influence des conditions géographiques, techniques et économiques, propres aux diverses branches d'industries et aux divers groupes de professions » ⁽²⁸⁾. C'est alors qu'apparaît tout l'intérêt d'une spécialisation plus grande des statistiques, c'est-à-dire d'un dénombrement des chômeurs par industrie et mieux encore par profession : puisque les influences climatiques ou extra-climatiques du chômage provoquent des fluctuations variant d'intensité avec les industries, n'y a-t-il pas une sorte de gradation dans la sensibilité des industries au chômage saisonnier ? Et dans chaque industrie ou profession considérée, quelle est la part de chômage qui revient aux facteurs climatiques et aux facteurs extra-climatiques ? Ce sont là autant de questions que posent les statistiques, mais qu'elles ne permettent de résoudre que d'une façon imparfaite.

(27) *Ibid.*, p. 17. Voir les statistiques du Royaume-Uni, qui présentent les chiffres suivants :

1921	Janvier	6,1
	Avril	10,1
	Juillet	23,1
	Octobre	14,8
	Novembre	15,6

(28) J. Janko, Les fluctuations saisonnières du chômage en relation avec quelques autres phénomènes économiques et sociaux, *Revue internationale du travail*, août 1927, p. 226.

Enfin, la complication devient extrême, lorsqu'il s'agit d'expliquer les causes de ces variations amples et périodiques qui viennent accider tous les cinq à dix ans la courbe nationale du chômage; les économistes s'accordent pour y voir le résultat d'une dépression du cycle économique, et l'expression, qui n'explique rien par elle-même, recouvre cependant une foule d'hypothèses explicatives, dont aucune n'est entièrement satisfaisante. Quoi qu'il en soit, le caprice d'une courbe de chômage dû à une crise cyclique montre ses variations liées à des variations parallèles de l'indice de la production, de l'indice des prix de gros, de la valeur des importations ou des exportations et de la circulation fiduciaire, c'est-à-dire qu'une solution ne peut être cherchée — et elle est encore à chercher — que dans l'étude comparée de statistiques du chômage, très complètes et très précises, et de statistiques donnant une idée exacte du mouvement ou de la grandeur de tous les faits économiques et de tous les faits sociaux susceptibles d'influer sur la consommation et la production des richesses ⁽²⁹⁾.

Cette description très générale de ce que donnent les statistiques du chômage gagnerait à être précisée par un dépouillement minutieux de leurs résultats, mais on se trouve en face de statistiques si diverses, à sources d'établissements si différentes, que l'on ne peut séparer, comme le montreront les développements ultérieurs, une étude de la portée de chaque statistique de la critique même de cette dernière.

(29) Le Bureau international du travail, dans une étude sur *La crise de chômage de 1920-1923*, établit toutes ces relations; cette étude montre, de plus, l'évolution de la crise et l'absence de simultanéité internationale qui ressort du développement, dans le temps, du chômage des divers pays.

SECTION II

CRITIQUE SOMMAIRE DE LA PORTÉE DES STATISTIQUES DU CHÔMAGE

Si les statistiques du chômage ne sont pas à même de nous fixer d'une façon certaine sur l'étendue du phénomène, si elles ne peuvent tout au plus que nous livrer une indication sommaire sur l'évolution du mal, c'est qu'elles sont loin de posséder les qualités nombreuses que réclamait pour elles le rapport présenté à la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Les critiquer d'une façon complète devrait consister, par suite de leur nombre et de leur complexité, en l'analyse fouillée de chacune d'elles, ce serait là une entreprise trop vaste pour être menée à cette place, aussi nous contenterons-nous de faire une série de remarques, qui tendront toutes à montrer qu'actuellement la statistique du chômage est loin de nous donner une connaissance parfaite de ce mal.

Deux constatations expliquent dès l'abord la difficulté qui existe, aux yeux de la statistique, pour arriver à rendre un compte exact de tout le chômage.

Les statistiques éprouvent, en premier lieu, quelque gêne pour apprécier ce phénomène complexe, relatif, nuancé : le manque d'emploi étant le seul fait statistiquement palpable, il devient beaucoup plus difficile de tenir compte d'un manque de travail dans l'emploi ; aussi les statistiques du chômage évaluent-elles de préférence le chômage complet, qui s'identifie avec la perte de l'emploi, laissant au second plan l'évaluation du chômage partiel, c'est-à-dire du manque de travail dans l'emploi

maintenu; il en résulte l'extrême rareté de ces statistiques de chômage incomplet dont les pays d'élection sont : l'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la Pologne également, mais dans une certaine mesure ⁽³⁰⁾. Ces statistiques voient au surplus varier leur portée suivant leur degré plus ou moins grand de pénétration, suivant leur sensibilité plus ou moins vive aux fluctuations du chômage; elles deviennent plus précises lorsqu'elles arrivent à saisir non seulement le nombre des journées chômées, mais aussi celui des heures, bien qu'elles le fassent d'une façon très approximative par suite des difficultés du contrôle ⁽³¹⁾. A ces défauts particuliers aux statistiques du chômage partiel, s'ajoutent tous ceux inhérents aux statistiques du chômage complet, parce qu'elles dérivent, comme les premières, des institutions d'assistance et que les variations dans la notion et le fonctionnement de ces institutions d'assistance entraînent les variations correspondantes des statistiques qui en sont issues.

La diversité des sources d'établissement provoque en second lieu la faiblesse des statistiques du chômage; en particularisant chacune d'elles d'après sa fonction et sa portée, on peut fort bien s'expliquer pourquoi l'ensemble des résultats acquis présente ce caractère hétérogène que nous aurons à dégager. Il n'est d'ailleurs pas défendu de concevoir *a priori* ce qu'apporte de différent dans la pénétration des statistiques la multiplicité des sources d'éta-

(30) Les chiffres issus des statistiques patronales ne donnent le pourcentage que des chômeurs partiels des industries manufacturières, alors que le pourcentage des chômeurs complets porte sur les ouvriers de toutes les industries.

(31) Cf. B. I. T., *Les méthodes des statistiques du chômage*, p. 33 et 34.

blissement; on peut même, par jeu spéculatif, classer aussi les statistiques du chômage suivant leur degré de précision, ce dernier présumé d'autant plus grand que le chômeur est forcé ou intéressé à se déclarer comme tel; c'est ainsi que l'on est incité à accorder plus de crédit aux statistiques basées sur des institutions octroyant un secours, ou accordant des indemnités aux chômeurs, comme le font les statistiques d'assurance chômage ou les statistiques de secours par l'État; c'est ainsi, encore, que les statistiques fondées sur l'assurance obligatoire et sur le placement obligatoire, complément indispensable d'une assurance « productive »⁽³²⁾, nous paraîtront elles-mêmes plus précises, du fait de leur caractère coercitif, que les statistiques d'estimations ou les statistiques directes; cependant, il faut noter qu'une évolution très nette s'est produite en matière d'assurance, confondant à tel point les formes d'assurance facultative et d'assurance obligatoire que l'on ne saurait plus trouver, à l'heure actuelle, une supériorité très affirmée de l'une sur l'autre. En effet, « un élément d'obligation a été progressivement introduit dans l'assurance facultative elle-même, par la pratique syndicale... : les caisses de chômage des syndicats, facultatives au début, au sein de chaque organisation, tendent de plus en plus à devenir obligatoires pour tous les membres. Comme, par ailleurs, le nombre des non-syndiqués va en diminuant et que les syndicats

(32) « Parmi les idées nouvelles qui se sont développées dans la législation récente, on remarquera encore le souci d'instituer comme prestations de l'assurance et parfois en ordre principal, des mesures propres à remédier au chômage lui-même en facilitant la remise des chômeurs au travail. C'est ce qu'on a appelé en Allemagne et en Autriche l'assurance « productive ». (*L'assurance-chômage, étude de législation comparée* faites par le B. I. T., p. 6.)

n'ayant pas de caisse de chômage tendent aussi à disparaître, l'écart n'est plus démesuré, du moins dans certains pays, comme la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, etc., entre le champ d'application du régime existant et celui que pourrait avoir un régime obligatoire; et il semble que la transition entre la formule facultative et la formule obligatoire doit pouvoir se faire sans heurt, là où on la juge opportune. » L'étude du Bureau international du travail sur l'assurance-chômage dont nous extrayons ces lignes ajoutait que, dans la pratique, cette transition avait été envisagée et qu'en Belgique elle avait déjà fait l'objet d'une proposition de loi ⁽³³⁾.

Les remarques qui viennent d'être faites paraissent donc nous autoriser à apprécier, au point de vue de leur portée, d'abord les statistiques qui versent ou allouent une indemnité ou un secours aux chômeurs, c'est-à-dire les statistiques d'assurance et d'assistance, et en second lieu, seulement, les statistiques d'estimation syndicale, d'emploi, de placement, ainsi que les statistiques directes; cependant, il convient de noter qu'une telle façon de procéder n'est pas tout à fait logique parce que les statistiques du placement sont parfois si intimement liées aux règles des institutions d'assurance et même d'assistance qu'elles devraient être étudiées concurremment avec les statistiques d'assurance et d'assistance.

Il vaut mieux en fait, tout en tenant également compte du caractère plus grand de précision apporté par le paiement d'une indemnisation, l'octroi d'un secours, donner la préférence aux statistiques susceptibles de nous révéler le nombre absolu des chômeurs, c'est-à-dire critiquer,

(33) B. I. T., étude citée, p. 7 et 8.

d'une part, les statistiques d'assurance et d'assistance, d'estimation syndicale, ainsi que les statistiques directes, et, d'autre part, les statistiques purement symptomatiques du chômage, c'est-à-dire les statistiques de l'emploi et du placement.

Cependant, pour conserver une plus grande clarté à l'exposé, nous rejeterons tout à fait à la fin de nos développements sur les statistiques l'examen critique des recensements.

§ 1. — Remarques préliminaires sur quelques vices communs à toutes les statistiques indirectes du chômage.

Une remarque très générale doit signaler, en premier lieu, que les statistiques indirectes ne nous ont pas toujours donné les résultats qu'elles nous offrent et que, même parfois encore, elles oublient de nous donner, car elles sont récentes et intermittentes.

Elles sont récentes, en effet, car les plus anciennes, les statistiques syndicales, ne remontent pas au delà du mouvement syndical, c'est-à-dire au delà de la première moitié du xix^e siècle ⁽³⁴⁾. Les statistiques de l'emploi, relativement modernes, étaient déjà publiées au Royaume-Uni une dizaine d'années avant la guerre ⁽³⁵⁾.

En réalité, c'est de la guerre que date surtout la naissance des statistiques les plus complètes : les statistiques d'assurance-chômage, accompagnées d'une floraison de statistiques de placement et précédées pendant la guerre ou au lendemain de l'armistice des statistiques d'assistance par l'Etat; ces dernières étaient dues au fait que

(34) Cf. B. I. T., *Les méthodes des statistiques du chômage*, p. 16.

(35) *Ibid.*, p. 28.

fonctionnaient alors des services spéciaux d'assistance aux chômeurs; certaines d'entre elles n'ont vécu que quelques années ⁽³⁶⁾ (de 1921 à fin 1923 en Suède, d'avril 1920 à mai 1924 en Suisse).

D'autre part, ces statistiques sont quelquefois intermittentes, elles cessent parfois de donner des chiffres, soit que la participation à l'enquête soit volontaire, comme c'est souvent le cas pour les statistiques de l'emploi ⁽³⁷⁾; soit qu'un événement de gravité exceptionnelle mette fin au dénombrement, ainsi que le fit la dernière guerre pour les statistiques belges fournies par les fonds de chômage ⁽³⁸⁾. Enfin, les statistiques du chômage n'ont pas toujours eu la même périodicité; devenant de plus en plus mensuelles et par suite plus aptes à saisir l'évolution du phénomène, elles n'empêchent pas encore de se souvenir du temps peu éloigné où certaines n'étaient que trimestrielles ⁽³⁹⁾.

Cette faible portée dans le temps, ces intermittences, cette périodicité trop lâche qui sont les caractéristiques de bien des statistiques, mais plus particulièrement des statistiques du chômage, interdisent les recherches portant sur une longue période; bien que très aptes cependant à nous éclairer sur les divers aspects du chômage, elles incitent de plus à penser que leur caractère récent les a rendues nécessairement victimes de modifications fréquentes, mais démontrer ici cette idée serait anticiper sur la critique des données de la statistique à laquelle nous aboulißons maintenant.

(36) *Ibid.*, p. 15.

(37) *Ibid.*, p. 29.

(38) Cf. *Les statistiques du chômage dans les différents pays de 1910 à 1922*, note relative aux tableaux et sources d'information, p. 26.

(39) Cf. les statistiques du doc. cit.

Nous savons qu'une statistique parfaite du chômage capable de révéler le nombre absolu des chômeurs, sa répartition dans le cadre de l'industrie et de la profession, son rapport, dans chaque catégorie, avec les ouvriers occupés de la profession ou de l'industrie considérée ne peut exister, à l'heure actuelle, que dans l'imagination; le nombre absolu des chômeurs n'est jamais dévoilé que d'une façon toute relative par suite de la faible portée des statistiques d'assurance, d'évaluation syndicale ou même par suite de l'imperfection des recensements; de plus, il n'est jamais donné par les statistiques d'assistance, de placement public et d'emploi. En outre, la diversité des sources d'établissement des statistiques empêche une répartition nette des chômeurs dans le sein de l'industrie ou de la profession; ainsi que l'indique le rapport soumis par le Bureau international du travail à la Conférence internationale des statistiques du travail, le 29 octobre 1923, la classification sera différente selon la source utilisée : « Si l'on se fonde sur le renseignement des syndicats, force est de prendre pour base l'organisation syndicale, qui se fait dans quelques pays par industrie, mais le plus souvent par métier. On aboutit donc presque partout à une statistique par métier, dans laquelle le syndicat est l'unité de base. Les statistiques fournies par les organes non syndicaux de secours au chômage prennent le plus souvent pour unité l'individu; selon leur nature, les renseignements donnés peuvent se classer par profession ou par profession et industrie.

Les données des bureaux de placement donnent une statistique par métier, où l'unité est le travailleur individuel. Enfin, les statistiques de la main-d'œuvre établies d'après les rapports des employeurs sont aménagées fort

différemment; leur unité de base est l'entreprise ou le service lorsqu'il s'agit d'entreprises multiples. » (40).

Si l'on ajoute à ces deux difficultés : impossibilité de saisir le nombre absolu des chômeurs, difficulté de répartir le nombre des chômeurs saisis dans telle ou telle catégorie, les variations de portée qui existent dans le temps au sein d'une même statistique comme elles existent également entre statistiques de même nature, on comprendra fort bien que nos statistiques modernes ne puissent que nous fournir une courbe du chômage, une simple indication sur sa diminution ou son accroissement.

§ 2. — Critique spéciale de chaque catégorie de statistique et plus particulièrement des statistiques d'assurance-chômage.

A. — CRITIQUE DES STATISTIQUES D'ASSURANCE ET D'ASSISTANCE (41).

Les statistiques d'assurance, qui sont les statistiques les plus précises de l'heure actuelle, présentent, en effet, tous les défauts qui viennent d'être signalés. Ces défauts proviennent, ainsi que d'ailleurs leur précision relative, de la notion d'assurance, à laquelle elles sont liées; étudier leur portée revient donc, dans une certaine mesure, à étudier les règles de l'assurance qui leur donne naissance.

(40) B. I. T., *Les méthodes de classification des industries et professions*, p. 10.

(41) On consultera avec profit sur l'ensemble des questions qui vont être développées dans ce point, *L'assurance-chômage* de 1925 et la *Revue internationale du travail* de janvier 1931 venant compléter l'étude de législation comparée de 1925.

Les statistiques d'assurance obligatoire, grâce à la qualité de l'assurance, sont les seules à nous fournir des indications valables sur le nombre absolu des chômeurs au sein des catégories de travailleurs auxquelles elles s'appliquent, contrairement aux statistiques d'assurance facultative qui ne nous permettent que d'estimer ce chiffre, encore « à condition que l'on connaisse le rapport existant entre le nombre des assurés facultatifs et le nombre total des travailleurs généralement occupés dans les industries ou professions correspondantes et que l'on admette que la proportion des chômeurs est la même parmi les assurés et parmi les non-assurés » (42).

Mais en admettant qu'à la rigueur les statistiques d'assurances nous donnent le nombre absolu des chômeurs, comme le font les statistiques d'assurance obligatoire, ce nombre n'est jamais que celui des chômeurs assurés; tout ce qui est en dehors de l'assurance ne donne pas lieu à un dénombrement et est, par conséquent, totalement ignoré de la statistique. Si, par surcroît, la statistique du chômage ne donne comme chiffre que celui des indemnisés, une autre restriction s'accomplit dans la portée de cette statistique, parce qu'elle ne considère, dans l'ensemble des chômeurs assurés, que le groupe de ceux qui ont droit à une indemnité.

1° *L'étroitesse du domaine de l'assurance et de l'assistance exclut du dénombrement statistique un certain nombre de chômeurs.*

Les limitations au domaine de l'assurance, tant facultative qu'obligatoire, retentissent donc sur la portée de

(42) B. I. T., *Les méthodes de statistiques du chômage*, p. 16.

la statistique, elles ont d'autant plus de répercussion sur celle-ci qu'elles sont plus nombreuses; on peut, dans la législation existante, en signaler deux groupes, mais d'une façon très générale et très arbitraire : le premier comprend les travailleurs exclus de l'assurance, par suite de la nature de leur profession ou de leur emploi, de l'industrie à laquelle ils appartiennent; le second comprend les travailleurs qui ne réalisent pas les conditions nécessaires d'« assurabilité » (absence d'un contrat d'emploi, existence du contrat d'apprentissage, lien de parenté avec l'employeur, mode de rémunération, etc.).

D'abord certaines catégories de travailleurs sont exclues du fait de leur profession, de leur emploi, de l'industrie à laquelle ils appartiennent; c'est le cas des ouvriers agricoles et forestiers, dont l'exclusion, très généralement admise ⁽⁴³⁾, est motivée par les difficultés qui s'opposent, en la matière, au contrôle du chômage, au prélèvement des cotisations, à la distinction trop délicate à faire entre l'ouvrier agricole vivant de son salaire et le petit propriétaire qui travaille souvent en dehors de ses terres pour le compte d'autrui; malgré plusieurs essais d'intégration dans le domaine de l'assurance tant en Allemagne qu'en Italie, on a jugé bon de laisser de côté cette catégorie de travailleurs.

Comme les ouvriers agricoles et forestiers, les domestiques sont aussi généralement exclus du domaine de l'assurance; là encore les difficultés du contrôle, de prélèvement des cotisations, ainsi que l'instabilité de la profession ont empêché cette dernière d'être assurée en Alle-

(43) Les pays d'exclusion sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Bulgarie, la Grande-Bretagne, l'Etat libre d'Irlande, l'Italie, la Pologne, la Suisse (législation cantonale), l'U. R. S. S.

magne (exclusion des personnes exerçant une occupation peu considérable), en Australie, en Autriche, en Bulgarie, au Danemark, en Angleterre, en Irlande (Etat libre d'), en Italie, en Pologne, en Suisse (législation cantonale) et en Russie.

Pour les mêmes raisons, implicitement ou non, l'Allemagne, l'Autriche, la Grande-Bretagne et l'Irlande (Etat libre d'), l'Italie et la Pologne, la Suisse (législation cantonale) et l'U. R. S. S. écartent du domaine de l'assurance l'ensemble des travailleurs à domicile.

Les emplois accessoires et les industries à activité saisonnière (bâtiment, vêtement), parce qu'elles ne peuvent donner lieu qu'à des emplois accessoires, c'est-à-dire intermittents et généralement sacrifiés à une profession principale, ne sont généralement pas pris en considération par l'assurance; la Bulgarie n'assure les travailleurs saisonniers que pour le chômage dont ils souffrent pendant la période normale de leur activité, la Grande-Bretagne exclut du champ de l'assurance les personnes employées une partie de la journée pour certains travaux accessoires, l'Italie, les travailleurs occupés occasionnellement et les ouvriers occupés à des travaux saisonniers d'une durée inférieure à six mois; aux termes de l'assistance obligatoire polonaise, les travailleurs saisonniers occupés, même pendant trois mois, ne peuvent s'assurer; enfin les législations cantonales suisses sont également formelles sur l'exclusion des travailleurs saisonniers.

Les travailleurs qui exercent des professions dites libérales, ou intellectuelles, et ceux qui sont employés au fonctionnement d'un service public sont aussi très souvent bannis du domaine de l'assurance-chômage; pour les premiers, la raison en est la difficulté de connaître

leurs ressources, généralement accrues par suite de la responsabilité très lourde qu'ils supportent; souvent aussi, lorsqu'il s'agit d'artistes ou de musiciens, la nature instable de leur emploi justifie l'exclusion dont ils sont atteints; pour les seconds, c'est-à-dire les employés des services publics, la nature particulièrement stable de leur emploi offrant peu de prise au risque chômage les destine logiquement à être écartés du champ de l'assurance.

Les travailleurs intellectuels sont exclus de l'assurance par l'Australie, le Danemark et l'Italie (le personnel artistique du théâtre et du cinéma); d'autre part, la Bulgarie écarte des cadres de l'assurance les fonctionnaires qui bénéficient d'un système de pension; la Grande-Bretagne se montre encore plus formelle, elle précise que tous les fonctionnaires d'Etat sont exclus et désigne parmi eux les hommes des forces armées, navales et aériennes, les agents de police ainsi que les instituteurs; de même, l'Italie exempte les employés des établissements privés ou publics garantissant la stabilité de l'emploi; enfin, la Pologne et les lois cantonales suisses admettent, elles aussi, le principe de l'exclusion des fonctionnaires des tableaux de l'assurance-chômage.

Si la nature de la profession, de l'industrie ou de l'emploi rétrécissent le champ de l'assurance-chômage, un second groupe de restrictions est apporté du fait de l'existence de certaines conditions dans lesquelles doit se trouver le travailleur s'il veut être assuré; c'est ainsi qu'en Angleterre et en Pologne l'absence d'un contrat d'emploi entraîne l'exclusion de l'assurance, certainement en raison de la difficulté qu'on éprouverait, sans son existence, à contrôler le chômage; l'importance de l'établissement industriel sert également parfois, comme en Pologne, de

critère d'admission ou d'exclusion de l'ouvrier qui y est attaché; l'existence d'un contrat d'apprentissage suffit aussi, dans l'ensemble des législations, exception faite de celle de l'Angleterre et de l'Etat libre d'Irlande, pour motiver l'exclusion des apprentis du domaine de l'assurance. Certains modes de rémunération (les pêcheurs payés à la part en Grande-Bretagne, Irlande et Allemagne; les agents à la commission en Grande-Bretagne), un lien de parenté entre l'employeur et l'employé (en Autriche : fils, beaux-fils, neveux, petits-fils), contribuent encore à borner le champ de l'assurance.

Enfin, des restrictions très importantes sont relatives à l'âge que doit avoir l'assuré et qui est généralement compris entre 16 et 65 ans, c'est-à-dire entre la fin de la scolarité et un âge assez avancé pour qui les risques de chômage deviennent trop nombreux et par suite trop onéreux pour l'assurance ⁽⁴⁴⁾; d'autres restrictions, variables avec les pays et le coût de la vie, sont relatives au gain; on considère alors qu'en delà d'un certain niveau de salaire l'ouvrier doit épargner lui-même en prévision des périodes de chômage. Pour être complet, il convient également de signaler l'exclusion qui frappe les étrangers (législations cantonales de Neuchâtel et de Soleure) et quelquefois seulement certains étrangers (au Queensland, les indigènes d'Asie, d'Afrique et des îles du Pacifique), ainsi que ceux qui n'ont pas élu domicile dans le pays du ressort de l'assurance pendant le délai prévu (législation cantonale suisse).

Ainsi donc, comme on a pu s'en rendre compte, le

(44) L'ouvrier peut d'ailleurs, à cet âge, réunir bien souvent le secours d'une assistance aux vieillards.

nombre des assurés dans une assurance-chômage, même obligatoire, est loin d'être celui de tous les travailleurs; un contingent énorme formé surtout par les ouvriers agricoles, les domestiques, les travailleurs à domicile, les fonctionnaires, ainsi que par ceux qui exercent une profession libérale ou intellectuelle, échappe presque entièrement au dénombrement d'une statistique fondée sur une institution d'assurance, mais ce contingent tend à grossir encore si la statistique ne donne seulement que le nombre des indemnisés.

2° *Les règles relatives au fonctionnement de l'assurance excluent un certain nombre de chômeurs du nombre des indemnisés.*

Pour l'indemnisation des assurés-chômeurs, une seconde limitation provient des conditions de fonctionnement de l'assurance. Ces dernières sont établies par la définition du risque, précisée encore par les limitations qu'y apportent la situation personnelle du chômeur, le délai de carence et l'origine du chômage.

Le chômage qui donne lieu à une indemnité est quelquefois, par définition, plus large que le chômage involontaire, mais moins compréhensif que le chômage en général; c'est plutôt un chômage par manque d'emploi convenable, « phénomène objectif, facile à constater sur un marché du travail organisé » ⁽⁴⁵⁾; cette définition du chômage entraîne pour le travailleur la légitimité de son refus de travailler dans une entreprise en grève ou en *lock-out*, de travailler pour un salaire insuffisant, d'occuper un

(45) B. I. T., *L'assurance-chômage*, p. 24.

emploi pour lequel il n'est pas qualifié ou qui se trouve pour lui dans une localité trop éloignée.

L'origine du chômage vient réduire parfois, comme la définition du risque-chômage, le nombre des indemnifiables : le chômage dû à la faute personnelle du travailleur exclut ce dernier du droit à l'indemnité, ainsi que le fait souvent le chômage provenant de la morte-saison ou d'un conflit collectif, bien qu'on ait pu voir la Grande-Bretagne indemniser le chômage dérivant de cette dernière source, lorsque le chômeur faisait la preuve qu'il était complètement étranger au conflit, ou même lorsque, étant partie au conflit, il prouvait que ce dernier était dû à la faute de l'employeur (*Employment insurance*, n° 2, Act de 1924, art. 4).

D'une façon analogue, on peut citer la loi polonaise du 18 juillet 1924, qui couvre le chômage des travailleurs frappés par un *lock-out*.

Une seconde précision de la définition du risque indemnifiable découle de la situation personnelle du chômeur et vient, elle aussi, dans la législation existante, réduire encore le total des indemnisés. C'est ainsi qu'il existe souvent pour l'assuré, malgré le paiement de sa cotisation, un stage à accomplir avant d'être indemnisable ⁽⁴⁶⁾; cette règle, érigée dans un double but, prévoit, d'une part, un fonds de roulement et prévient, d'autre part, l'abus qui pourrait se produire si le chômeur, en se déclarant

(46) En attendant une nouvelle étude qui, selon la *Revue internationale du travail* de janvier 1931, p. 68, portera sur les lois d'assurance-chômage dans leur état le plus récent, l'ancienne étude du B. I. T de 1925 mentionnait les pays où le stage était exigé, par exemple en France (art. 7 Décr. 9 sept. 1908), en Norvège (art. 2 L. 7 juill. 1922) où il est de 6 mois, en Belgique (art. 6 Arr. royal 18 févr. 1924) et au Danemark (art. 19 L. 4 mars 1924) où il est d'un an. Ces données n'ont, d'ailleurs, rien de définitif.

comme tel, touchait l'indemnité en temps de crise, quitte à se retirer de l'assurance une fois le danger passé. C'est ainsi qu'il existe encore à remplir des conditions de nationalité, dictées dans certains pays par la prédominance de l'idée d'assistance nationale sur l'idée d'assurance : l'indemnité de chômage ne serait pas toujours versée aux assurés étrangers bien qu'en droit elle leur soit due ⁽⁴⁷⁾, son attribution étant subordonnée par certains gouvernements au principe de la réciprocité ⁽⁴⁸⁾, tandis que par d'autres les suppléments d'indemnité ou les bénéfices des fonds de crise ne sont exclusivement alloués qu'aux nationaux ⁽⁴⁹⁾.

Avec les conditions de gain et les conditions d'âge s'achève le statut de la situation personnelle du chômeur. En ce qui concerne les conditions de gain, on remarque que certaines législations tiennent compte de ce que l'individu a pu ou non conserver quelques ressources, bien que la qualité d'assuré, ainsi que le fait d'avoir rempli toutes les conditions nécessaires devraient seuls entrer en jeu pour donner un droit à l'indemnité sans aucune autre considération; mais il y a encore, dans la pratique actuelle, un mélange confus de la notion d'assurance et de la notion d'assistance certainement destiné à disparaître avec le temps. Les conditions d'âge, elles aussi,

(47) On peut se souvenir des « unconvananted benefits », indemnités non prévues par la loi anglaise primitive et qui n'étaient payées qu'aux chômeurs nationaux, à l'exception des femmes ou des veuves d'étrangers nées britanniques. Après extensions diverses, la loi de 1924 a enfin rétabli l'égalité de traitement.

(48) En Autriche (art. 1^{er}, § 7, L. 24 mars 1920, texte amendé promulgué par Ord. 11 oct. 1922) et en Allemagne (art. 6 Ord. 16 févr. 1924).

(49) La pratique administrative belge et non la loi veut que le bénéfice des indemnités du fonds de crise alimenté seulement par les finances de l'Etat ne soit accordé aux chômeurs étrangers que sous réserve de la réciprocité à l'égard des chômeurs belges dans le pays de ces étrangers.

comme les conditions de gain créent un fossé dans certaines législations entre la situation d'assuré et celle d'indemnisé; il en résulte que de jeunes chômeurs ne peuvent toucher d'indemnité même s'ils ont l'âge d'être assurés, mais cette limitation extrêmement rare ne paraît avoir existé que dans les anciennes législations d'Allemagne (Ord. 16 févr. 1924) et d'Autriche (L. 24 mars 1920, art. 1^{er}, § 1).

Une autre limitation du champ de l'indemnisation provient de l'institution du délai de carence, période de début du chômage pendant laquelle les indemnités ne sont pas accordées⁽⁵⁰⁾, d'où il ressort que les chômages peu prolongés ainsi que les premiers jours d'un chômage à longue durée ne donnent pas lieu à l'indemnisation; une double raison explique le jeu de ce principe : raison d'ordre financier d'abord, puisqu'il permet de faire des économies notables à l'assurance; d'ordre pratique ensuite, car l'ouvrier ne souffre pas trop d'un chômage très court, même avec de minces réserves prélevées sur son salaire normal; cette insécurité est par ailleurs assez heureuse, puisqu'elle incite les assurés à se soumettre plus facilement aux essais de placement et à mettre ainsi en valeur leur volonté de travailler.

Une dernière restriction apportée au domaine de ceux qui sont indemnisables paraît devoir découler pour le chômeur de l'épuisement de ses droits à l'indemnisation et, notamment, de la durée du temps de cette dernière, variable suivant les pays et même dans chaque pays avec le cas de chômage envisagé (de 26 à 39 semaines en Alle-

(50) Cette période, variable suivant les pays et souvent réglementée par la pratique intérieure des assurances facultatives, peut durer de trois à quinze jours.

magne, de 12 à 30 semaines en Autriche, de 70 jours au moins au Danemark, etc.). Il en résulte que le chômeur n'est plus indemnisable dès l'instant où il a reçu des secours pendant la période que stipulent les règlements de l'assurance.

Ainsi donc, comme il vient d'être démontré, les statistiques d'assurance-chômage voient leur portée se réduire au domaine de l'assurance, et quelquefois même au champ de l'indemnisation; il n'y aurait peut-être que demi-mal si des indications précises sur la méthode d'établissement de la statistique envisagée permettait d'apprécier cette portée relative; or les statistiques d'assurances, surtout celles d'assurances facultatives, ne nous renseignent pas exactement sur la nature des chiffres qu'elles nous fournissent, sur leur portée exacte, de sorte que l'on est en droit de se demander souvent s'il s'agit de chômeurs indemnisés ou de tous les chômeurs, indemnisés ou non, recensés par l'organisation ⁽⁵¹⁾.

Comme le champ de l'assurance, on voit se réduire également la portée des statistiques d'assistance par l'Etat et même de celles du placement : les premières parce qu'elles ne donnent que le nombre des chômeurs secourus dont la grandeur est fonction des règles de l'assistance, les deuxièmes parce qu'elles sont souvent commandées par les institutions d'assurance, dont les membres chômeurs doivent parfois, pour être indemnisables, s'inscrire dans un bureau de placement.

(51) Cf. B. I. T., *Les méthodes des statistiques du chômage*, p. 17.

3° *Les statistiques de l'assurance ou de l'assistance ne sont ni comparables à elles-mêmes dans le temps, ni entre elles à une même époque.*

Si les statistiques d'assurance, de même que celles d'assistance, ont une portée réduite, cette portée a varié considérablement avec les règlements et les époques, de sorte que ces statistiques ajoutent à leurs nombreux défauts celui de n'être pas comparables à elles-mêmes dans le temps. Cette « non-comparabilité » dépend en effet d'une double variation : variation dans le personnel assuré d'abord, variation dans les conditions du fonctionnement de l'assurance ensuite; ces dernières sont souvent plus fréquentes ou tout au moins souvent imprévues dans les statistiques de l'assurance facultative, car, en effet, bien que la loi ou le règlement d'administration publique fixe les conditions essentielles, chaque caisse a une certaine autonomie en ce qui concerne son fonctionnement particulier; elle peut modifier ainsi le délai de carence, le stage d'assurance, la durée d'indemnisation, ce qui n'est pas sans influence sur le nombre des indemnisés; le public, qui n'est pas toujours averti de ces modifications, peut donc être induit en erreur. De même encore les statistiques d'assistance voient leur portée varier sans cesse par suite des changements dans les conditions de fonctionnement de l'assistance, changements qui sont encore plus variables que pour les conditions du fonctionnement de l'assurance.

Les statistiques d'assurance obligatoire varient, elles aussi, suivant les modifications parfois fréquentes apportées à la notion d'assurance, mais ces dernières sont moins imprévues parce qu'elles sont presque toujours annoncées par une loi ou un règlement. L'assurance obligatoire

anglaise a vu se modifier au moins trois fois l'étendue de son personnel assuré : en 1911, la *National Insurance Act* n'assurait obligatoirement que les industries les plus éprouvées par le chômage : la construction navale, l'industrie mécanique, le bâtiment; le nombre des assurés s'élevait alors à 2.250.000; en 1916, nouvelle modification et extension de l'assurance aux travailleurs en munitions et aux travailleurs en métaux, cuirs, caoutchouc, produits chimiques, etc., dont on craignait le chômage immédiatement après la guerre; le nombre des assurés passe alors à 3.750.000; nouvelle extension encore, en 1920, à tous les travailleurs manuels, sauf certaines exceptions; le nombre des assurés s'éleva à 12 millions ⁽³²⁾; dans son dernier état (loi du 9 avril 1920 amendée le 1^{er} août 1930), l'assurance obligatoire anglaise s'applique à toutes les personnes engagées par contrat, y compris les apprentis et les marins, à l'exclusion des travailleurs de l'agriculture, de l'horticulture et de la sylviculture, du personnel domestique, des fonctionnaires de l'Etat, des infirmières, des hommes des forces armées, navales et aériennes, des agents de police, des instituteurs, des agents à la commission travaillant pour plus d'un employeur, des personnes occasionnellement engagées pour des fins privées, c'est-à-dire indépendantes des intérêts professionnels de leurs patrons (sauf si leur salaire dérive de l'activité sportive ou récréative d'un club), enfin des personnes employées une partie de la journée pour certains travaux accessoires, ainsi que des pêcheurs payés à la part.

Nous avons eu l'occasion de voir que des modifications ont été apportées également aux conditions de fonctionnement de l'assurance et plus particulièrement aux condi-

(32) B. I. T., *L'assurance-chômage*, p. 3 et 4.

tions d'indemnisation : par exemple, l'*Unemployment Insurance* (n° 2), act de 1924 (art. 4), élargissant la portée de la loi primitive, accorde l'indemnité aux travailleurs dont le chômage dérive directement d'un conflit collectif; par exemple encore : les variations concernant la durée de l'état de stage, durée de vingt-six semaines en 1911, réduite à 12 contributions hebdomadaires en 1920 (art. 7 de la loi) et même à 4 pendant les 12 premiers mois d'application de la loi (art. 44); suppression même du stage de quatre semaines par la loi du 23 décembre 1920, en raison de l'intensité du chômage et attribution fictive de 4 contributions hebdomadaires à l'actif de tous les travailleurs assujettis à l'assurance et frappés de chômage immédiat, à la seule condition qu'ils aient été occupés pendant un certain nombre de semaines dans un emploi couvert par l'assurance.

Ces quelques exemples suffisent à expliquer pourquoi les statistiques devraient être accompagnées de précisions sur leur mode d'établissement, dont les modifications ignorées nous portent à surestimer ou sous-estimer les résultats de telle statistique par rapport à telle autre, ou dans une même statistique le résultat de telle année par rapport à celui d'une autre année. Ces changements, fréquents dans les conditions d'assurance et d'assistance, rendent en outre très difficile pour ne pas dire impossible l'appréciation du *trend* du chômage, c'est-à-dire la part des variations du chômage attribuable à la tendance générale de ce phénomène, soit à monter, soit à baisser; le pourcentage total moyen des indemnisés ou des assurés reflète, en effet, les modifications du domaine de l'assurance ou de l'indemnisation; si, par exemple, on assure d'abord les professions les plus éprouvées par le chômage

pour en arriver ensuite à assurer des professions plus stables, comme ce fut à l'origine le cas pour l'assurance obligatoire anglaise, le simple examen du pourcentage moyen total doit accuser une baisse du nombre des chômeurs et masquer ainsi le *trend*, qui peut accuser au contraire une tendance à la hausse.

Des critiques plus particulières peuvent être adressées aux statistiques de l'assurance facultative, elles sont provoquées par les différences de concept de la notion de profession ou d'industrie qui existent selon la nature de l'action syndicale; il en résulte que les pourcentages de chômeurs des diverses statistiques syndicales ne sont pas comparables entre eux parce que la répartition des chômeurs par catégorie professionnelle ou industrielle varie avec les causes de chômage; au contraire, ce reproche doit être plus atténué pour les statistiques d'assurance obligatoire dont la répartition des chômeurs par catégorie industrielle ou professionnelle est plus constante et se conforme souvent au cadre fourni par le recensement régional.

Enfin, il est impossible, encore, dans une statistique d'assurance facultative, de comparer le pourcentage des chômeurs indemnisés de catégories professionnelles ou industrielles diverses, car la règle d'indemnisation varie encore d'une industrie à l'autre et empêche toute comparaison sans une discrimination préliminaire.

Tous ces défauts, occasionnés en grande partie par l'influence des conditions de fonctionnement de l'assurance et de l'assistance, peuvent inciter le critique à leur préférer des statistiques indépendantes du jeu de ces institutions de lutte contre le chômage; cependant, ces statistiques, généralement des statistiques d'estimation syndicale, ont peut-être encore plus de défauts pratiques

que les statistiques d'assurance, car leur portée dépend des effectifs du syndicat, dont les variations sont très amples et mal définies par suite d'une absence de caisse destinée à une aide sociale; d'autre part, l'établissement d'une statistique est un travail délicat en soi et un travail qui ne souffre pas un esprit de parti susceptible, suivant les circonstances, de grossir intentionnellement les chiffres; or, le moins que nous puissions dire à ce propos est que les syndicats ouvriers sont très mal outillés pour faire de la statistique.

B. — CRITIQUE DES STATISTIQUES DU PLACEMENT,
DE L'EMPLOI ET DES RECENSEMENTS.

Les autres statistiques indirectes, très communément employées, sont les statistiques de l'emploi et du placement; ainsi qu'il a été dit, elles ne donnent aucune indication sur le nombre absolu des chômeurs, mais seulement sur l'état général du marché du travail; elles sont donc aptes à préciser les données des statistiques d'assurance, d'assistance et d'estimation syndicale.

Les statistiques du placement, bien qu'elles se rapprochent, ainsi que nous l'avons indiqué, des statistiques d'assurance, s'en éloignent dans une certaine mesure parce que le travailleur peut s'inscrire simplement pour changer d'emploi, ou même, l'inscription n'étant pas obligatoire ⁽³³⁾, il peut ne pas s'inscrire du tout, de sorte que ces

(33) Même si l'inscription est obligatoire, comme cela existe en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, les différences sont grandes entre les chiffres de la statistique de l'assurance et ceux de la statistique du placement; en effet, le chômeur anglais qui est tenu de déposer son livret dans un office de placement pour être indemnisé néglige le plus souvent de s'inscrire comme demandeur d'emploi dès qu'il a épuisé son droit

différences suffisent à motiver certaines oppositions que l'on peut constater entre les chiffres de l'assurance et ceux des demandes d'emploi.

Les statistiques de l'emploi, c'est-à-dire celles portant sur le nombre des travailleurs occupés dans les établissements industriels, sont, elles aussi, de nature à mettre en évidence l'activité économique d'un pays, mais seulement à condition de porter sur l'ensemble des industries; s'il en était autrement, on pourrait être porté à croire, d'après le relevé fourni, qu'il y a ralentissement industriel, alors qu'il pourrait exister au contraire une suractivité relative, le nombre des ouvriers ayant augmenté sensiblement dans les industries en dehors du champ de l'assurance. D'autre part, il faut, pour bien atteindre le but poursuivi, que ces statistiques portent sur un ensemble d'industries représentant exactement la structure industrielle du pays envisagé; or la difficulté de saisir les petites entreprises, la difficulté de modeler les dénombrements aux changements divers que les temps peuvent imposer à cette structure industrielle, font que ces statistiques ne reflètent que d'une façon très imparfaite l'activité économique nationale.

Nous venons de voir que toutes ces statistiques sont loin de nous donner des renseignements complets sur le chômage; aucune ne nous permet de connaître véritablement le nombre absolu des chômeurs existant dans un pays, presque aucune ne donne de renseignements sur l'âge ou le sexe des chômeurs; il appartenait à certaines

à l'indemnité; les chiffres que donnent à cet égard les *Méthodes statistiques du chômage*, p. 24, sont significatifs, ils montrent que les livrets d'assurance déposés par les chômeurs sont plus nombreux que les demandes d'emploi en suspens dans les bureaux de placement, bien que ces dernières puissent provenir de personnes non assurées.

statistiques directes, et particulièrement au recensement, de combler cette lacune. Cependant, outre que le recensement ne donne qu'une vision instantanée du chômage, il tire sa faiblesse de la façon dont il est conçu et de la façon dont ses questions sont comprises; de sorte que le Professeur A. Bowley pouvait dire en indiquant les difficultés d'une telle enquête statistique : « Qu'y a-t-il à compter? Telle est la première question qui se pose au commencement d'une recherche. Qu'est-ce qui a été compté? Telle est à peu près la dernière question que l'on se pose quand la tabulation est terminée. » ⁽⁵⁴⁾. En effet, la question posée par le recensement pourra quelquefois provoquer certaines réactions de la part du questionné; l'ouvrier aura une certaine répugnance à se déclarer sans travail ⁽⁵⁵⁾, ou bien une question généralement posée recevra des réponses imprécises : se déclarera comme ne travaillant pas, le chômeur qui manque d'emploi et celui que la maladie a forcé de quitter son travail, de sorte que le dépouillement du recensement, même accompagné d'une critique des résultats, ne fournira jamais que des données approximatives, mais cependant intéressantes, parce qu'elles favorisent des rapprochements entre le nombre absolu des chômeurs à un certain moment et les données fournies par les institutions d'assurance ou de placement ⁽⁵⁶⁾. M. Picquenard a révélé dernièrement encore quelques inconvénients attribuables au recensement français et d'une façon générale à toutes

(54) A.-L. Bowley, *Eléments de statistique*, p. 22.

(55) *Bulletin trimestriel de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage*, avril-juin 1913, *Rapport préliminaire*, p. 406 : « L'ouvrier a une répugnance trop vive à avouer son chômage pour que le questionnaire puisse utilement continuer à poser la question avec cette brutalité ingénue : Etes-vous sans travail ? »

(56) B. I. T., *Les méthodes des statistiques du chômage*, p. 30.

sortes de recensements. « Le recensement quinquennal constitue donc pour l'évaluation des chômeurs totaux la meilleure source dont nous disposons. Malheureusement, dit-il, il n'est utilisable que longtemps après qu'il a été effectué. Les résultats n'en sont, en effet, publiés qu'avec quatre ou cinq années de retard. » ⁽⁵⁷⁾. Nous pouvons ajouter que les recensements ont, en outre, le défaut de coûter fort cher.

Les recensements partiels, les enquêtes spéciales, présentent les mêmes inconvénients que les recensements généraux, mais augmentés de la faiblesse de leur portée; quant à la méthode du sondage ou *sampling*, qui consiste à observer des cas choisis au hasard et assez nombreux pour être considérés comme représentatifs de l'ensemble, elle joint à toutes les autres critiques celle d'une imprécision notoire.

Toutes les critiques que nous venons ainsi de formuler contre les diverses statistiques du chômage émanent des publications les plus récentes, mais il ne faut cependant pas penser qu'elles sont nées d'aujourd'hui, elles datent, au contraire, de bien avant la guerre, si nous voulons en croire les travaux du Conseil supérieur du travail en 1896, de Max Lazard, de Cagninacci, de Crosson du Cormier, de Daniel Bellet. Le Professeur Benzacar ne manquait pas également, en 1906, dans une étude sur les statistiques du chômage, de reconnaître leur imperfection ⁽⁵⁸⁾;

(57) Charles Picquenard, Le chômage en France, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1931, p. 301.

(58) J. Benzacar, Le chômage involontaire, article publié dans la *Revue économique de Bordeaux*, nov. 1906, p. 161 à 171, dont voici un extrait capital : « Etablir une statistique intégrale du chômage est une œuvre longue, difficile, en toute conjecture, quant à présent absolument imparfaite. Le chômage saisonnier mis à part, le phénomène varie en fréquence,

pour lui elles se bornaient à l'époque à des renseignements partiels fournis à intervalles plus ou moins réguliers par les syndicats et les unions et formés de chiffres très incomplets, « parfois un peu pessimistes » ; il ajoutait même, non sans raison, que ces enseignements ne donnaient « qu'un aperçu en raccourci du chômage » : un raccourci du chômage certainement, mais un raccourci dont les proportions ne répondent que d'une façon très lointaine au chômage original, un raccourci qui ne serait qu'une projection déformée de ce chômage. Cependant, ces critiques d'avant guerre doivent être quelque peu atténuées, car, actuellement, les statistiques paraissent présenter une plus grande certitude dans la recherche du chômage; leur régularité s'est accrue, le chômage partiel est davantage pris en considération, et l'on peut espérer que le développement des assurances-chômage, ainsi que l'intérêt qu'apportent les gouvernements ⁽⁵⁹⁾ au progrès d'une

en durée, en rayonnement, suivant les années, les mois, les métiers, les pays et même les régions. Des renseignements partiels fournis à intervalles plus ou moins réguliers par les syndicats ou les unions, on peut dire avec justice qu'ils sont très incomplets et parfois un peu pessimistes : ils ne donnent d'ailleurs qu'un aperçu en raccourci du chômage qui sévit dans une assez faible fraction de la population ouvrière; ils omettent les non-syndiqués et les ateliers à domicile. Les données de recensements sont encore plus insuffisantes : le *census* ne saisit le chômage que par instantané, à un jour déterminé, sans distinguer si l'ouvrier occupe un emploi ordinaire de sa profession ou s'adonne à un métier intérimaire d'attente. » (Rev. cit., p. 161 à 162.)

(59) Cet intérêt, très réel, est surtout visible dans les pays où les statistiques sont plutôt rudimentaires; c'est ainsi que les Etats-Unis font de grands efforts dans ce sens; une loi sur l'amélioration des statistiques de l'emploi votée par la Chambre des représentants et le Sénat a été sanctionnée le 7 juillet 1930 par le président des Etats-Unis; celui-ci, de plus, a nommé le 29 juillet 1930 une commission chargée de donner des avis sur les meilleurs moyens d'appliquer la loi et d'obtenir des statistiques précises du chômage dû à des causes techniques; entre autres mesures, la Commission s'est prononcée pour la coordination des divers services statistiques du gouvernement. (*Informations sociales*, 13 avril 1931.)

lutte contre le chômage, permettront dans un avenir assez proche d'englober tous les emplois et de donner ainsi aux statistiques une précision qui leur fait défaut. Mais en admettant que les statistiques du chômage deviennent parfaites, n'est-il pas permis de se demander si elles prennent en considération tout le chômage lorsqu'elles nous ont révélé le chômage complet et le chômage partiel? Certaines contingences empêchent peut-être les statistiques de rendre compte du contenu total de la notion de chômage; c'est elle que nous devons maintenant déterminer.

CHAPITRE II

UNE HYPOTHESE SUR LA NOTION ECONOMIQUE DE CHOMAGE INVOLONTAIRE

Il est bon d'élaborer dès cette place une définition du chômage, pour procéder plus tard à l'étude de ses causes, étude qui pourra d'ailleurs, ultérieurement, vérifier, préciser et compléter les divers principes d'une notion que nous ne pouvons encore présenter que partiellement. Il n'est pas inutile de mentionner que l'effort constructif qui va se faire jour à partir de ce chapitre jusqu'à la fin de cet ouvrage est des plus difficiles à soutenir; il est, en effet, extrêmement malaisé de poursuivre une étude dans un sens encore inexploré, d'établir une notion à laquelle personne n'avait auparavant songé, de bâtir avec les matériaux les plus disparates sur un terrain absolument neuf; aussi, dès l'abord, les indices des difficultés prochaines apparaissent; c'est ainsi qu'il est facile d'observer que l'étymologie du mot chômage, à l'inverse de bien d'autres étymologies, n'offre même pas une lueur sur ce mal économique et social; le mot chômage vient, en effet, du bas latin *caumare*, qui signifiait se reposer pendant la chaleur; peut-être qu'au temps lointain de Rome et d'Athènes la principale occupation des chômeurs était d'attendre nonchalamment un emploi, assis sur les dalles brûlées de soleil de la place publique; mais c'est

là une hypothèse fragile, pour ne pas dire fantaisiste, dont le seul intérêt réside dans ce fait que le chômage paraît actuellement bien loin de son acception latine.

Une difficulté d'un autre ordre et beaucoup plus sérieuse doit être également signalée : il n'existe pas de définition satisfaisante ou plutôt adaptée spécialement à la notion de chômage; sans doute cette notion est-elle délicate à établir parce que, selon la remarque de M. Truchy, le chômage est « un phénomène encore mal étudié » ⁽¹⁾, mais sans doute aussi l'existence de sans-travails, de chômeurs, matérialisation évidente du chômage, préoccupe à tel point les pouvoirs publics et tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales que l'on a tendance à négliger le fait en lui-même pour ne s'occuper que de ses manifestations; la notion de chômage ne peut, alors, que passer au second plan, parce qu'on la suppose dénuée d'intérêt pratique, et se trouver subordonnée, de ce fait, à l'analyse de l'état du chômeur. Malgré ces tendances, nous ne devons pas négliger les définitions du chômage faites ainsi en fonction du chômeur : recouvrant un aspect de la réalité, elles nous seront particulièrement utiles pour mieux préciser la notion de chômage.

SECTION PREMIERE

UNE MANIFESTATION DU CHÔMAGE : LE CHÔMEUR

Une saine conception des phénomènes ne peut se concevoir sans l'observation minutieuse des faits; or, celle-ci vérifie, bien souvent, qu'à la suite de conjonctures défa-

(1) Truchy, *Traité élémentaire d'économie politique*, t II, p. 469.

vorables comme les guerres, les sinistres, les crises économiques, un certain nombre de personnes, qu'il appartient aux statistiques de dénombrer, se trouvent généralement privées de leur emploi. Ces personnes, nous le savons bien, sont des chômeurs; à ce point de vue, elles se caractérisent par ce fait qu'elles possédaient un emploi, dont la perte forcée les a privées de leur salaire, c'est-à-dire du prix, généralement conclu à l'avance, de leur travail ou de leurs services. Si l'on songe que la majeure partie de ces personnes vit au jour le jour, il est facile de comprendre les répercussions sociales d'une crise de chômage et l'inquiétude qu'elle peut susciter au gouvernement aux prises avec de telles difficultés; aussi ne doit-on pas s'étonner de voir se créer des organismes publics ou privés qui s'astreignent à la terrible tâche financière d'assurer les moyens de vivre à ceux qui les ont perdus; mais les indemnités d'assurance, ou même les secours de l'assistance, ne doivent pas être donnés au hasard; tout chômeur doit présenter des conditions spéciales pour l'obtention de ces secours, ces conditions déterminent ainsi le terrain de l'assurance et de l'assistance, mais elles constituent aussi les éléments d'une définition du chômeur.

L'existence du chômeur a donc attiré et l'attention des gouvernements et celle des économistes; les uns comme les autres ont eu le louable souci de soulager la misère de l'individu sans travail; aussi est-ce uniquement en considération de ce dernier qu'ils ont élaboré des définitions du chômage, dont les termes, empruntés par les organismes de lutte contre le chômage, servent de base pour l'octroi de secours ou des indemnités.

§ 1. — La définition du chômage d'après les auteurs
et la statistique.

Dès l'abord, une remarque s'impose : les définitions des auteurs en matière de chômage, de même que celles des institutions de lutte contre le chômage, sont diverses, mais elles contiennent toutes des idées qui leur sont communes, aussi toutes sont-elles constituées des mêmes éléments.

Pour M. Truchy, le chômage est « un manque de travail pour l'homme qui a le désir et la capacité de travailler » (2); Max Lazard, plus particulièrement préoccupé par la notion de profession, voit dans le chômage « l'absence exceptionnelle de travail rémunéré chez un professionnel » (3); il est vrai qu'il corrige tout aussitôt dans son ouvrage l'étroitesse de sa définition, puisque, d'après lui, la masse inoccupée des demi-professionnels (apprentis, femmes aidant leurs maris, vieillards, etc.) pourrait être mise au nombre des chômeurs, alors que le professionnel riche et oisif devrait en être retiré; enfin, toujours pour Max Lazard, la notion de chômage ne doit pas couvrir les arrêts de la productivité humaine dus aux grèves, jours fériés, *lock-out*, ou aux causes personnelles comme l'abus de boisson, la maladie ou simplement la paresse (4). Si, pour terminer, nous consultons un ouvrage plus récent de M. Seebohm Rowntree, nous verrons qu'il contient une définition du chômage à peu près analogue quant au fond aux définitions déjà citées : « Le chômage est l'impossibilité dans laquelle se trouvent des individus

(2) Truchy, *op. cit.*, t. II, p. 466.

(3) Max Lazard, *Le chômage et la profession*, p. 3.

(4) *Ibid.*, p. 4 et suiv.

de capacité normale cherchant un emploi rétribué d'en trouver un, adapté à leurs aptitudes et à des conditions raisonnables; le caractère raisonnable de ces conditions étant déterminé par les standards locaux. » (3).

MM. Truchy, Max Lazard, Seebohm Rowntree, offrent donc trois variantes de la définition du chômage, qui se rejoignent sur la base d'un fonds d'idées commun, par exemple pour le chômeur le désir de travailler, la capacité de travailler, la perte d'un emploi rémunéré, mais qui se différencient également par suite de divergences notables : si M. Truchy ne considère que le manque de travail et non le manque à gagner résultant du chômage, MM. Max Lazard et Seebohm Rowntree paraissent, au contraire, considérer la non-rétribution résultant du chômage comme un des caractères essentiels de celui-ci; d'autre part, il est facile de discerner que la définition de Seebohm Rowntree laisse un champ très large à la volonté du chômeur puisque ce dernier, ainsi que l'impliquent les termes mêmes de la définition, peut refuser un emploi si « le caractère raisonnable des conditions » à remplir, pour posséder cet emploi, n'est pas en accord avec les standards locaux.

La divergence d'idées que nous avons constatée chez les auteurs se retrouve également lorsque l'on considère les définitions du chômage forgées par les institutions de lutte contre le chômage; cette divergence d'idées a été particulièrement mise en valeur au cours d'une consultation

(3) « *Unemployment is the inability of persons of normal capacity, who are seeking works for wages, to find any suited to their capacity; and under condition which are reasonable, judged by local standards.* » (*Unemployment problem. Some practical steps towards its solution*, par Seebohm Rowntree, 1924, p. 6; cité par R. Massé dans *L'assurance obligatoire contre le chômage*, thèse Lyon, 1929, p. 8.)

des gouvernements faite par une Commission technique du chômage, dont la création par le Bureau international du travail, le 8 juin 1920, avait pour but l'élaboration d'une définition internationale du chômage ⁽⁶⁾; ainsi, devait être fait un premier pas vers la création d'une statistique, dont la base serait invariable avec les pays. La réponse de la Grande-Bretagne est à cet égard particulièrement significative, parce qu'elle indique bien l'impossibilité de constituer, par suite de contingences nationales, une définition propre à servir de critère pour tous les pays, en matière d'assurance, d'assistance ou de placement : il n'y a aucun intérêt, répondit-elle, à élaborer une telle définition si l'on a en vue l'élaboration, sur sa base, de statistiques de placement ou d'assurance, car, dans chaque pays, pour des motifs d'ordre social, politique ou financier, les règles des institutions d'assurance-chômage et de placement ne dépendent pas de considérations statistiques, mais du milieu où elles se trouvent; la définition, comme l'indiquent les Gouvernements norvégien et suédois, n'a de signification que si elle existe seulement d'une manière générale et à titre d'indication; elle garde son intérêt dans la mesure où elle sert à des statistiques directes du chômage, c'est-à-dire celles qui ne dérivent pas du fonctionnement d'institutions de lutte contre le chômage, mais qui sont établies par voie d'enquête spéciale ⁽⁷⁾. La Commission technique du chômage, après avoir pris note des rectifications apportées par les

(6) B. I. T., *Les méthodes des statistiques du chômage*, rapport dressé à l'instigation d'une résolution de la I^{re} Conférence internationale du travail tenue à Washington en 1919 et préparé pour la II^e Conférence internationale des statisticiens du travail (avril 1923).

(7) B. I. T., doc. cit., p. 13 à 16.

gouvernements, élabora une définition générale, sur laquelle les pays devaient fonder le relevé direct du nombre de leurs chômeurs.

« Le chômage est la situation du travailleur (entendant par là toute personne dont le moyen normal d'existence actuel et recherché est l'occupation d'un emploi soumis à un contrat de travail) qui, pouvant et voulant occuper un emploi soumis à un contrat de travail, se trouve sans travail et dans l'impossibilité, par suite de l'état du marché du travail, d'être occupé dans un tel emploi. » (8).

Cette définition type, composée sur les observations de divers gouvernements, dispense d'une énumération fastidieuse de définitions gouvernementales, dont la variation accuse malgré tout un fonds d'idées commun; ce fonds d'idées commun ressort également des termes de la Commission technique du chômage, comme de ceux des définitions données par les auteurs, et c'est sur sa base que l'on doit examiner maintenant les éléments dont il est formé.

§ 2. — Quelques observations sur les éléments communs aux définitions du chômeur.

Ainsi qu'il vient d'être dit, les mêmes éléments se retrouvent dans la majorité des définitions citées; ces éléments qui, à nos yeux, caractérisent le chômage sont au nombre de quatre, à savoir : le désir pour l'ouvrier, l'employé, etc., de travailler; la perte d'un emploi; la perte d'un emploi rémunéré.

En premier lieu, les définitions bannissent toutes, en matière de chômage, l'intervention volontaire du travail-

(8) *Ibid.*, p. 26.

leur; cette dernière suffirait, en effet, à suspendre toute activité; au contraire, le chômeur est celui qui est mis dans l'impossibilité de travailler, non par suite d'un obstacle interne et tout subjectif, comme sa volonté, mais par suite de faits irréductibles qui l'empêchent de trouver un emploi; le chômeur étant désireux de travailler, le chômage qui constitue son état économique n'est autre que le chômage involontaire, le seul qui retiendra notre attention et, au fond, le seul intéressant à étudier parce qu'il montre la volonté de l'individu vraiment dépassée par la grandeur des faits économiques.

De cette conception du chômage découlent deux conséquences qui limitent le champ de cette thèse : d'abord, le chômage provenant de grèves et de lock-out ne doit pas être pris en considération, puisqu'il est la manifestation de la volonté ouvrière ou patronale, dans le but : pour les uns, d'améliorer le salaire ou les conditions du travail; pour les autres, de réduire à meilleure composition une main-d'œuvre trop exigeante; dans les deux cas, le chômage est bien volontaire, puisque l'emploi est loin de manquer et qu'il y a simplement une mécontente sur les conditions du travail; au reste, le fait que les grèves se produisent le plus souvent en vue d'une augmentation des salaires proportionnelle à la hausse générale des prix milite bien en faveur de notre hypothèse, puisqu'il indique suffisamment que ces manifestations caractérisent plutôt les périodes d'essor économique, c'est-à-dire les espaces de temps pendant lesquels la main-d'œuvre est très recherchée ⁽⁹⁾.

(9) Dans notre sens, on peut lire dans *L'enquête sur la production*, B. I. T., t. IV, 2^e vol., p. 204 : « L'extrême extension prise par les suspensions du travail au cours de la première période qui a suivi la guerre

La deuxième conséquence, tirée du principe de non-intervention volontaire en matière de chômage, nous oblige à écarter de notre sujet le chômage provenant de la paresse de l'ouvrier; mais dans ce domaine tout psychologique, il faut observer que l'appréciation est délicate et qu'il est difficile de dire où commence le chômage volontaire, c'est-à-dire où cesse l'impossibilité effective de trouver du travail; n'est-il pas un chômeur volontaire, le travailleur qui n'effectue pas les démarches le mettant à même de trouver un emploi? N'est-il pas aussi un chômeur volontaire, celui qui préfère un état d'oisiveté presque aussi rémunérateur que le travail qu'il pourrait fournir? Et c'est là une question qui se pose malheureusement tous les jours en Angleterre, où M. Frédérick. C. Roe, Professeur à l'Université de Hull, déclare avoir vu un chômeur refuser un emploi lui assurant 40 shillings par semaine parce que l'assurance-chômage versait pour lui et sa famille une indemnité de 38 shillings (10).

Le second élément que l'on peut dégager de l'ensemble des définitions consiste en ce que le chômeur peut travailler, a la capacité physique de travailler; dès lors, les causes personnelles nuisant à cette capacité de travailler doivent être écartées puisqu'elles influent seulement d'une façon subjective sur le travail : l'emploi reste,

paraît s'expliquer par... le désaccord persistant entre la hausse des salaires et le renchérissement de la vie, par l'essor industriel qui s'est fait jour de toutes parts, par l'intensité des besoins qui s'affirmaient sur les marchés et la grande activité des affaires, caractéristiques de cette période, par l'impuissance de la production à suivre les mouvements de la demande, par la hausse continue des prix, et en même temps par la pénurie de main-d'œuvre constatée de toutes parts. »

(10) F.-C. Roe., La crise britannique vue par un Anglais, *Revue des Deux-Mondes*, 15 févr. 1931 : « Travailler pour 2 shillings par semaine? Pour qui me prend-on ? »

mais l'employé est incapable de le remplir; par ces motifs, l'absence d'occupation, résultant de l'abus de boisson ou d'une maladie quelconque, est obligatoirement écartée de nos observations.

Ainsi donc, les deux éléments qui viennent d'être analysés restreignent notre champ d'étude puisque le chômage considéré ne sera pas un chômage dû à la personne physique ou morale du travailleur. Mais deux éléments restent encore à examiner : la perte d'un emploi et la perte de la rémunération attachée à cet emploi; ils dégagent un intérêt plus puissant parce qu'encore plus directement en rapport avec la notion de chômage, c'est-à-dire avec le but même de cette étude.

La perte de l'emploi constitue le troisième élément des définitions que nous avons citées; en nous autorisant de ces dernières, nous croyons devoir signaler que la notion d'emploi paraît être essentielle, puisqu'elle nous fait considérer l'ensemble des industries, l'ensemble des professions, comme un agglomérat de cellules, dans chacune desquelles s'exerce l'activité d'un ouvrier; ces cellules, constituant les divers emplois, se combleraient sous l'empire de certaines causes que nous aurons à définir, expulsant ainsi l'individu de leur sein, c'est-à-dire de sa sphère d'activité; le chômeur ne serait, alors, rien d'autre que le travailleur chassé de son emploi. Cependant quelque atténuation vient limiter un peu la portée de ce principe : il y a des emplois différents, dans lesquels l'exercice du travail et les conditions de ce travail sont si proches, si analogues, que, sans inconvénient, un homme licencié d'un tel emploi peut aller dans tel autre similaire et, ainsi, éviter le chômage parce qu'il remplit une cellule nouvelle, dont la création ou l'existence atténue pour lui la des-

truction de l'ancienne; c'est, par exemple, le cas des ouvriers employés dans les usines de soie naturelle, passant, par suite de l'état de dépérissement de ces dernières, dans les usines de soie artificielle devenues très prospères (41); aussi, est-ce pour tenir compte de cette situation que les définitions ajoutent, généralement, que le chômeur est celui qui est hors d'état de travailler dans un emploi convenant à ses aptitudes et ses convenances justifiées (42).

Pour terminer cette analyse, il ne reste plus que l'examen du quatrième élément : la perte d'argent causée par la perte de l'emploi.

D'après les définitions du chômage, la rémunération est le corollaire nécessaire de l'emploi; comme celui-ci est la condition même de la rémunération du travail, l'étendue de l'emploi décidera donc de l'étendue de la rémunération; aussi, l'ouvrier sans emploi perdra-t-il ses moyens d'existence et verra-t-il sa vie dépendre uniquement des secours qu'on lui porte. Ainsi qu'on le déterminera plus tard, la perte du salaire, conditionnée par la perte de l'emploi, est peut-être la caractéristique la plus intéressante des définitions actuelles du chômage, non seule-

(41) Cf. B. I. T., *Le problème du chômage en 1920-1928*, p. 81-82 : « La moyenne mensuelle (de chômage) afférente à la période juin 1923-décembre 1928 a été en fait élevée de 8,4 p. 100, chiffre qui semble étonnamment élevé en raison du développement constant et de la prospérité apparente de l'industrie. Si l'on disposait de statistiques plus spécifiées, on trouverait sans doute l'explication de cette contradiction apparente dans le fait que le chômage a particulièrement sévi dans l'industrie de la soie naturelle, et que ce sont les fabriques de soie artificielle qui ont profité exclusivement de la prospérité et du développement de l'industrie. »

(42) Voir en ce sens, Robert Massé, *L'assurance obligatoire contre le chômage*, thèse Lyon, 1929, p. 7, d'après la définition générale de la Commission technique du chômage au Bureau international du travail.

ment parce qu'elle soulève, pour le travailleur, une question d'intérêt vital, mais aussi parce qu'elle représente pour l'employeur le seul moyen en sa possession de réduire son prix de revient et de résister à une concurrence déjà trop onéreuse; le sacrifice forcé de quelques-uns permettra d'assurer l'existence du plus grand nombre, ou tout au moins la continuité même de l'entreprise industrielle ou commerciale, dont la rupture constitue souvent le plus grave danger.

Les éléments d'une définition générale du chômage, tels qu'ils viennent d'être examinés, autorisent des observations plus générales encore, qui seront plus qu'un résumé des réflexions passées, puisqu'en caractérisant les définitions citées elles doivent nous amener à mieux préciser la notion de chômage.

§ 3. — Le particularisme et l'individualisme des définitions analysées restreint la conception de la notion de chômage.

Les définitions analysées ainsi, *in globo*, sont des définitions à la fois individualistes et particularistes; individualistes, car, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, elles ne prennent en considération qu'un individu : le chômeur, laissant dans l'ombre l'intérêt social et l'intérêt même de l'employeur, que lèse une crise de chômage; cela est si vrai que, loin de définir le chômage, elles ne font que définir le chômeur : le chômage devient alors « la situation du *travailleur*... » (définition de la Commission technique du chômage), ou bien « l'impossibilité dans laquelle se trouvent les *individus*... » (définition de Seebohm Rowntree), ou encore « un manque de travail pour *l'homme*... » (définition de Truchy), ou enfin « une absence

exceptionnelle de travail rémunéré chez un *professionnel* » (définition de Max Lazard). Il n'est pas difficile de justifier un tel procédé, qui consiste à n'envisager le chômage que pour s'inquiéter uniquement du chômeur, si l'on songe, d'abord, que ce dernier, de par sa qualité d'individu, est particulièrement digne d'intérêt et ensuite que certaines définitions, comme, par exemple, celle de Max Lazard et la Commission technique du chômage, sont faites en vue de travaux statistiques; or, le chômeur, émanation directe du chômage, paraît être l'indice le plus commode, le plus facile à constater, pour mesurer l'étendue et l'intensité d'une crise de chômage.

Ces définitions sont en deuxième lieu particularistes, ou pour mieux dire restrictives. Loin de considérer le chômage en général, elles ne retiennent que cette portion du chômage, à la vérité la plus intéressante, où ne jouent aucun rôle ni la volonté humaine, ni les causes personnelles amoindrissant l'aptitude au travail de l'individu; en un mot, les définitions observées n'ont fait que prendre en considération l'individu sans travail par suite de faits indépendants de sa personne, c'est-à-dire le chômeur involontaire. Mais dans ce cercle déjà restreint, dans ce domaine si rétréci, qui est celui du chômage involontaire, une limitation encore plus étroite paraît apportée par la notion d'emploi et borner davantage le champ de la notion de chômage; chômage et perte d'emploi coïncident, en effet; or, comme l'emploi ne se détache pas de la rémunération qui lui est affectée, il devient la condition nécessaire du paiement du salaire; dans le cadre de l'emploi, l'ouvrier est rémunéré, et rémunéré malgré tout pour l'emploi qu'il occupe en dehors de toute considération de

travail puisque celui-ci est, de ce fait, présumé accompli; au delà de l'emploi, l'ouvrier n'est plus rémunéré, car le salaire n'est plus conditionné par l'occupation de l'emploi, le travailleur devient donc un chômeur. Cette acception paraît même avoir été accentuée par la définition de la Commission technique du chômage, cette dernière ayant l'air d'introduire une limitation de plus à la notion de chômage; non seulement, d'après elle, le chômage qui peut exister en dehors de l'emploi n'est pas pris en considération, mais il en est aussi de même pour un chômage existant à l'occasion d'un emploi non soumis à un contrat de travail; une distinction est donc faite parmi les emplois : les uns sont soumis à un contrat de travail, et leur perte entraîne le chômage de l'ouvrier qui remplissait cet emploi; les autres ne sont pas soumis à un contrat de travail, et par cela même le chômage pouvant exister par suite de leur perte n'est pas pris en considération, il est comme n'existant pas. C'est là, évidemment, une limitation exceptionnelle et trop en dehors de la normale pour en tenir plus de cas; cependant, il paraissait intéressant de la mentionner parce qu'elle nous montre une fois de plus l'intérêt qui s'attache, actuellement, à prendre l'emploi pour point de départ lorsqu'on veut définir le chômage.

De l'ensemble de ces considérations, il ressort que l'analyse des éléments d'une définition générale du chômage, dont le seul objectif est de qualifier le chômeur, permet déjà de saisir un premier aspect de la notion de chômage involontaire et de dégager implicitement l'idée de causes agissantes.

Si l'on doit écarter les causes dues à la volonté ou l'état physiologique du travailleur, il n'en reste pas moins vrai

que ce dernier est parfois évincé de son emploi et perd, par suite, le salaire qui y est attaché; mais cette éviction, qui constitue le phénomène du chômage, n'est, elle-même, qu'un effet, une résultante de faits indéterminés, de causes, en un mot, que nous aurons à rechercher; de sorte que les définitions du chômage contiennent en germe l'idée de cause.

Par ailleurs, la notion de chômage, que nous permet de déduire notre analyse, correspond bien à la réalité, car l'état du chômeur est bien conforme aux principes qu'elle formule; mais il y a lieu de se demander si ces principes ne sont pas trop étroits, si les idées d'emploi et de salaire qui sont à sa base ne sont pas trop restrictives, si, en définitive, la véritable notion de chômage, qui paraît cadrer parfaitement avec ces conditions, ne se ramène qu'à ces conditions; la suite de nos développements tendra à démontrer qu'elle n'est pas que ce que les définitions du chômeur supposent, mais, au contraire, une notion beaucoup plus compréhensive, se modelant sur la réalité complexe et, partant, offrant sans doute moins d'intérêt pratique pour l'établissement d'un dénombrement des chômeurs, ce qui a certainement motivé, à son égard, la carence unanime des économistes.

SECTION II

CERTAINES STATISTIQUES INDIRECTES DU CHÔMAGE MARQUENT UN
ASSOUPPLISSEMENT DE LA NOTION DE CHÔMAGE ISSUE DE LA
CONCEPTION GÉNÉRALEMENT TROP ÉTROITE QUE L'ON SE FAIT
DU CHÔMEUR

D'une façon générale, les statistiques permettent de mesurer la répétition d'un phénomène dans le temps et

dans l'espace et, par suite, d'en mesurer l'intensité et l'extension; comme on a pu le voir au chapitre précédent, les statistiques du chômage répondent à ce double but et peuvent se diviser en deux catégories : en premier lieu, se placent les statistiques directes; tantôt elles sont fournies par le secrétaire d'une association syndicale dépourvue de caisse de chômage, tantôt elles sont établies par voie d'enquête spéciale, comme les recensements des chômeurs, effectués souvent pour eux-mêmes, mais le plus souvent à l'occasion des recensements : recensements généraux de la population ou recensements industriels. En second lieu, il existe des statistiques indirectes du chômage, subordonnées au fonctionnement d'une institution de lutte contre le chômage, dont elles dirigent plus efficacement l'action.

Si les statistiques directes et la plupart des statistiques indirectes ne considèrent que le chômage complet ou le manque complet d'emploi, parce qu'il se montre le plus facile à contrôler, certaines statistiques indirectes tiennent compte, au contraire, du chômage partiel, c'est-à-dire du chômage qui ne résulte pas d'un manque complet d'emploi, mais d'un certain manque de travail dans l'emploi maintenu; ces statistiques font donc un pas vers la destruction de cette notion rigide de l'emploi : insensiblement, elle nous amène à cette idée très juste et vérifiée par les faits que le chômeur n'est pas forcément un homme qui manque d'emploi, mais un homme qui manque de travail dans l'emploi.

Ce manque de travail, dont les statistiques tiennent compte, peut provenir, par rapport aux conditions anciennes, généralement prévues par le contrat de travail, d'une réduction systématique de l'horaire quotidien ou du nom-

bre des jours de travail de la semaine. Vraisemblablement, les statistiques iraient encore plus loin dans l'appréciation du manque de travail si des difficultés d'ordre pratique ne s'élevaient, reposant sur l'idée qu'un dénombrement ne peut tenir compte que de faits aisément contrôlables : l'unité de temps ou de production par exemple; et c'est bien dans ce sens que M. Lucien March a pu dire que « la statistique du chômage partiel est, en réalité, une statistique de la *quantité* du travail à fournir, soit que cette quantité puisse être appréciée par la durée du travail (statistique de la durée du travail) si cette durée est contrôlée, soit que le travail fourni doive être mesuré directement si les conditions de son exécution ne sont pas contrôlées. Dans ce cas, par conséquent, la statistique du chômage résulte d'une statistique de la durée du travail ou d'une statistique de la production. » (13).

En réalité, seule la durée du travail est, actuellement, le fait pris en considération par les statistiques du chômage partiel; c'est sur la durée que se base la statistique du *systematic short time* fournie par l'assurance obligatoire britannique, qui tient compte des chômeurs partiels de journées, ainsi que le fait également la statistique belge des caisses d'assurance contre le chômage; c'est encore sur la durée du travail que se base la statistique allemande fournie par les renseignements des syndicats ouvriers; mais cette dernière va plus loin encore dans l'analyse du chômage, car elle tient compte non seulement du nombre de journées, mais aussi du nombre d'heures chômées.

C'est au chômage partiel d'heures que s'arrête, pour les

(13) Lucien March, chef de la Statistique générale de la France, La statistique du chômage professionnel en France, *Conférence internationale du chômage*, Paris, 1910, t. III, rapport n° 21, p. 1.

raisons pratiques si souvent signalées, la pénétration critique de la statistique en matière de chômage; cependant, nous ne devons pas rester indifférents devant l'effort qui a été fait en vue de baser le plus justement possible l'indemnité sur la portion de temps chôme. Sans doute, la statistique ne sépare pas le chômage d'une certaine perte d'argent, mais lorsqu'elle envisage la notion de chômage partiel, elle rompt délibérément avec la tradition commune, qui consiste à identifier d'une façon trop rigoureuse le chômage et la perte d'emploi.

Une classification de statistique en matière de chômage nous montre aisément qu'il existe une tendance à la progression vers une meilleure compréhension du phénomène, bien que celle-ci paraisse de plus en plus délicate à établir par suite de l'insuffisance des moyens de contrôle; au sommet de la hiérarchie des statistiques peuvent se placer celles qui visent le chômage complet, c'est-à-dire le cas de l'individu qui a perdu définitivement et son emploi et son salaire; en second lieu, on peut ranger la statistique du chômage temporaire telle qu'elle existe en Grande-Bretagne et en Irlande : l'individu est considéré comme n'ayant perdu son emploi que pendant une certaine durée de temps, six mois en l'espèce ⁽¹⁴⁾; la troisième place revient tout naturellement aux statistiques de chômage partiel, dans lesquelles l'idée d'emploi disparaît au profit de celles de manque de travail; mais selon de telles statistiques, le manque de travail sera lui-même évalué d'une façon de plus en plus précise : dans le cadre de la journée et, enfin, dans le cercle de l'heure.

Cette progression de la statistique est pleine d'enseigne-

(14) *Revue internationale du travail*, déc. 1930, p. 866.

ments pour le critique désireux de mieux approfondir la notion de chômage; les définitions qu'il avait analysées tout d'abord lui faisaient croire que le chômage n'était pour le travailleur qu'une perte d'emploi et corrélativement de salaire; l'observation des méthodes statistiques lui font penser, au contraire, que cette conception du chômage est trop étroite, car la véritable notion de chômage n'est rien d'autre pour le travailleur qu'une perte de salaire résultant dans le manque de travail, dont l'appréciation est faite selon une durée de plus en plus étroite (journée, heures).

Cependant si, pour certaines statistiques, l'idée de manque de travail se substitue à celle de perte d'emploi, élargissant ainsi d'une façon considérable la notion de chômage, il n'en est pas moins vrai que, d'après elle comme d'après les définitions analysées, le trait caractéristique du chômage reste la perte du salaire pour la période de non-occupation. De fait, les préoccupations pratiques, dont nous avons bien des fois parlé, militent en faveur d'une telle acception du chômage : toute la misère du travailleur, en période de chômage, ne provient-elle pas de la perte du salaire? On peut se demander toutefois si, sur le plan de l'étude scientifique, on n'est pas autorisé à aller plus loin. On peut se demander si, allant au delà du chômage considéré comme la perte de salaire due au manque de travail, on n'est pas autorisé à concevoir un chômage latent et rémunéré consistant en un manque de travail indéterminé et difficilement contrôlable.

SECTION III

L'EXISTENCE D'UN CHÔMAGE LATENT ET RÉMUNÉRÉ; SA RÉVÉLATION A L'AIDE DE CERTAINES STATISTIQUES

Les statistiques directes et indirectes du chômage nous ont donné deux enseignements : elles nous ont appris d'abord que le manque de travail n'est facile à évaluer que s'il est fractionné en unités susceptibles de fournir une base à un dénombrement; ce fractionnement pourra différer, mais il ne dépassera jamais l'étroite limite d'une heure de travail; le second enseignement de la statistique tend à montrer comme essentiel le lien qui existe entre la perte de salaire et la perte de l'emploi, ou, d'une façon plus générale, le manque de travail. Sans s'opposer à de telles conclusions, il convient toutefois de ne pas trop les généraliser, de ne pas les ériger en système, car d'autres statistiques ⁽¹⁵⁾ paraissent bien prouver qu'il existe un chômage caractérisé sans doute par un manque de travail de l'ouvrier, mais aussi par un manque de travail incontrôlable et rémunéré; cette nouvelle forme de chômage n'est rien d'autre que ce que l'on convient d'appeler parfois le sous-emploi.

Pour reconnaître l'existence du sous-emploi, il suffit de constater une baisse de la production, alors que sont

(15) Cf. B. I. T., *Les méthodes des statistiques du chômage*, p. 30 : « A côté de statistiques de l'emploi, il faut mentionner pour mémoire certaines autres statistiques de l'activité industrielle... (nombre de hauts fourneaux, fours à coke, broches de filatures en activité, etc. »

En ce sens on peut également citer *Le problème du chômage en 1920-1928*, p. 69 : « Dans d'autres pays (que la Grande-Bretagne), où l'on ne dispose pas de données directes sur l'emploi et le chômage, on pourra avoir recours aux chiffres afférents à l'inactivité des broches, comme suffisamment symptomatiques du mouvement de l'emploi. »

employés dans l'usine le même personnel et le même nombre de machines; mais cette baisse de la production n'est véritablement significative que si tous les autres facteurs restent les mêmes; si cette dernière condition n'est pas remplie, une hausse de la production peut très bien être compatible avec cette forme de chômage qu'est le sous-emploi, il suffit de supposer alors que la production n'a pas augmenté en proportion de la capacité productive des machines ou de l'accroissement de la main-d'œuvre.

Il résulte de ces observations que déterminer l'existence de tout emploi est une opération bien délicate; il faut, en effet, des statistiques particulièrement précises de l'emploi, de la production et du matériel, tenant compte non seulement des modifications apportées aux machines, mais aussi du changement de qualité apporté aux produits ouvrés, ce qui est de nature à influencer la quantité produite et, enfin, des réductions qui peuvent être apportées, au courant d'une année, à la durée de la journée de travail.

Les documents publiés, en 1929, par le Bureau international du travail sur le problème du chômage permettent, sans trop de crainte, d'aborder cette démonstration; si nous l'effectuons seulement sur la base de données relatives à l'industrie textile, nous tenons cependant à préciser que le sous-emploi n'est pas seulement limité à ces industries.

D'une façon logique, on conçoit facilement que la production doit être en rapport avec la quantité de main-d'œuvre effectivement employée et la quantité de machines en activité; on conçoit également que la production doit être en rapport étroit avec la consommation de matières premières; si donc, comme il est logique, on sup-

pose qu'il y a un nombre nécessaire de travailleurs employés pour le bon fonctionnement d'un métier ou d'une broche, il faudra convenir aisément que plus de broches seront mises en activité, plus ce nombre d'ouvriers devra être multiplié. En réalité, les faits sont tout autres, car ils montrent l'existence d'une certaine élasticité tant dans la consommation de matières premières que dans la production de produits finis ou dans l'emploi de la main-d'œuvre; en cette matière strictement économique, le langage des égalités mathématiques ne se justifie pas. C'est ainsi qu'une anomalie nous est révélée par les statistiques relatives à l'outillage, à la consommation et à l'activité de l'industrie cotonnière polonaise, dont voici le tableau (16):

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Nombre de broches (en milliers)	1.170	1.171	1.200	1.200	1.101	1.172	1.375	1.372	1.544
Consommation de coton (en milliers de balles).....	47	134	220	228	179	209	190	319	360
Indice d'inactivité des broches	10,71	2,90	2,04	3,14	2,67	2,84	2,78	2,31	1,46

En 1922, le nombre de broches était de 1.200.000 et la consommation de coton de 220 milliers de balles; au contraire, en 1923, bien que le nombre de broches soit toujours le même, la consommation de coton a été supérieure de 8.000 balles; ce fait est d'autant plus remarquable que l'indice d'inactivité des broches, qui était de 2,04 en 1922, passe l'année suivante à 3,14; il serait certainement difficile d'interpréter ces faits si l'on ne faisait appel à la notion de sous-emploi; un chômage latent a dû certainement régner en 1922 dans l'industrie cotonnière polo-

(16) Doc. cit., p. 93.

naïse si l'on compare l'activité de cette année à celle qui existait en 1923; l'indice beaucoup plus élevé de l'inactivité des broches en 1923, coïncidant malgré tout avec une augmentation de la consommation, laisse à croire que l'employeur a réagi contre ce chômage latent en supprimant l'emploi de la main-d'œuvre, de préférence la moins qualifiée, ce qui lui a permis d'améliorer et son rendement et son prix de revient.

Un autre exemple affermira encore notre conviction sur l'existence du sous-emploi; il sera tiré, au moyen de chiffres relatifs aux filatures anglaises de coton, du rapprochement d'un pourcentage de la moyenne annuelle des broches en activité (calculée sur la base des chiffres donnés dans l'*International cotton Bulletin*) et de l'indice de l'emploi de la main-d'œuvre dans les filatures (calculé par le Professeur Daniels et M. Jewkes, d'après les relevés fournis par les employeurs au ministère du Travail).

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Broches en activité.....	80,0	74,0	76,0	87,0	81,5	81,0 ^f	82,5
Travailleurs employés (juillet 1921 = 100)....	99,1	95,7	92,5	95,3	91,5	93,2	96,6

Ainsi que l'indiquent les rédacteurs du document, « la correspondance des deux courbes n'est ni étroite, ni rigoureuse, mais elle est assez marquée pour permettre de considérer tout au moins l'indice de l'inactivité des broches reflétant *grosso modo* les mouvements du chômage parmi les ouvriers fileurs » (17); mais l'analyse de cette correspondance des deux courbes nous intéresse bien davantage puisqu'elle suffit à faire pour ainsi dire toucher du doigt l'existence du sous-emploi. En effet, le pourcen-

(17) Doc. cit., p. 69.

tage des broches en activité, qui était de 74,0 en 1923, s'élève à 76,0 en 1924; cette élévation fait attendre légitimement une élévation correspondante de l'indice des travailleurs employés, or c'est bien le contraire qui se produit : de 95,7 en 1923, il baisse à 92,5 en 1924; d'autre part, si l'on compare les chiffres des années 1923 et 1925, on s'aperçoit aisément que le pourcentage des broches en activité est passé de 74,0, où il se trouvait en 1923, à 87,0 en 1925, et cependant l'indice des travailleurs employés n'est que 95,3 à cette date, alors qu'il était de 95,7 en 1923; en continuant nos observations, nous pourrions remarquer de même que cet indice ira jusqu'à s'élever à 96,6 en 1928 d'une façon inattendue, car le pourcentage des broches en activité tombera de 87,0, chiffre de 1925 à 82,5, chiffre de 1928.

Cette discussion, fastidieuse si elle se prolongeait, démontre amplement l'existence d'un nombre incertain d'ouvriers qui se pressent, dans l'usine, autour d'un métier à tisser ou d'une broche à filer; sans doute, pourrait-on définir ce nombre en fonction de la tâche déterminée que chacun devrait avoir à exécuter, mais on s'apercevrait en réalité qu'il varie constamment puisque la statistique indique une oscillation très nette du nombre réel d'ouvrier autour d'un nombre théoriquement définissable en fonction de la tâche que chacun devrait remplir. Ces fluctuations du nombre réel d'ouvriers, indépendantes jusqu'à un certain degré de l'activité des machines, de la production ou même de la consommation des matières premières (18), nous invitent à penser qu'il y a une perte

(18) Cf. *Le problème du chômage de 1920 à 1928*, p. 73, relativement à l'industrie cotonnière britannique : « Si la production a fléchi considérablement, on n'a relevé aucune baisse correspondante, soit dans l'outillage mécanique de l'industrie, soit dans le nombre des travailleurs qui y sont attachés. »

considérable de travail, un sous-emploi qui ne se manifeste pas obligatoirement par l'arrêt marqué de la productivité de tel ouvrier ou de tel autre, mais plutôt par un ralentissement du rythme du travail; on assiste au fait que les ouvriers sont plus nombreux que ne l'exige la tâche qu'ils ont à remplir, de sorte que certains, pas forcément les mêmes, se reposent plus ou moins au moment où d'autres travaillent; ainsi se forme une poussière de chômage, impalpable parce que sa répartition se fait irrégulièrement, insusceptible par conséquent de contrôle et par suite ne donnant pas lieu à une perte de salaire.

Quelquefois, l'employeur, qui est le premier à constater cet état de choses, divise le travail à effectuer entre les hommes de son usine, même s'il doit grossir un nombre d'ouvriers spécialisés dans une tâche d'un autre nombre d'ouvriers que leur tâche habituelle n'occupe plus suffisamment; c'est dans ce sens que les rédacteurs du document, si souvent cité par nous, ont pu dire, à propos des statistiques de l'industrie cotonnière anglaise d'après guerre, « que le chômage partiel n'est pas entièrement pris en considération par ces statistiques et qu'il n'y est pas tenu compte, non plus, de cette forme larvée de chômage ou de sous-emploi que représente la conduite par l'ouvrier d'un nombre de machines inférieur à la normale » (19). Au reste, le mouvement de rationalisation, entrepris après 1920 et qui, en 1924, a atteint en Allemagne une ampleur sans pareille, n'a fait que lutter contre le sous-emploi, dont la persistance constituait avant tout un obstacle au progrès; ce mouvement est devenu très net à la suite de la naissance des institutions des assurances-

(19) Doc. cit., p. 74.

chômage; une enquête faite à la date de 1929 sur le placement et l'assurance-chômage en Allemagne ne manque pas d'attribuer au mouvement de rationalisation une part importante dans l'accroissement du chômage : « Les cotisations de l'assurance jouant le rôle d'une prime parant aux frais de transformation rapide de l'appareil de production, une tendance se généralise chez les employeurs à congédier le personnel superflu aussitôt que les commandes diminuent et à laisser à l'assurance-chômage le soin de l'entretenir jusqu'au moment de la reprise. » (20). A notre avis, une interprétation meilleure des faits démontre l'erreur commise lorsqu'on montre la rationalisation comme la cause d'un chômage si important : en réalité, le même chômage existait avant les mesures de rationalisation, l'institution de l'assurance-chômage n'a fait que mieux le révéler, car, de latent qu'il était avant les mesures de rationalisation, il est devenu chômage complet ou partiel, c'est-à-dire qu'il a été pris en considération par les institutions de lutte contre le chômage; de la sorte, l'assertion que nous avons reproduite nous prouve bien qu'un personnel superflu stagne dans l'industrie en période difficile où les commandes diminuent.

Ainsi donc, il existe au-dessous du chômage partiel un autre chômage, dont seules peuvent tenir compte implicitement les statistiques de l'emploi, de la production ou de la consommation des matières premières; ce chômage latent, ce sous-emploi, dès qu'il atteint une trop grande ampleur, se transforme alors en un chômage partiel ou complet, c'est-à-dire en un chômage non rémunéré et pré-

(20) *Revue internationale du travail*, oct. 1930, Rapports et enquêtes : Le placement et l'assurance-chômage en Allemagne.

cisé par la statistique sur la base d'une unité de temps déterminée.

Mais, peut-on objecter, les termes employés dans cette analyse, loin de nous rapprocher d'une notion unique de chômage, paraissent au contraire nous en éloigner : Y aurait-il donc trois chômages à caractères différents : le chômage complet, le chômage partiel et le sous-emploi ?

SECTION IV

L'EXISTENCE D'UN SEUL CHÔMAGE : LA DIVERSITÉ DE SES MANIFESTATIONS TIENT A CE QU'IL PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉ OBJECTIVEMENT OU SUBJECTIVEMENT

L'analyse du chômage nous a forcément obligé à fragmenter l'étude de ce phénomène; allant du plus connu au moins connu, le chômage complet a tout d'abord retenu notre attention; nous en avons dégagé les deux traits essentiels : la perte de l'emploi et, en second lieu, l'absence de rémunération qui s'attache à cette perte. Notre observation s'est ensuite fixée sur le chômage partiel; nous avons pu remarquer à son égard que les deux traits du chômage complet le caractérisent encore, bien qu'un élargissement de la notion de perte d'emploi, remplacée avantageusement par celle de manque de travail, fût intéressante à noter; enfin, notre examen se terminait par l'analyse du sous-emploi, dont l'existence nous a mis en présence d'un chômage à caractères presque opposés à ceux du chômage partiel ou du chômage complet, puisque le caractère de non-rémunération a disparu alors que celui de manque de travail, bien qu'il ait persisté, devient inappréciable sur la base d'une unité de temps facile à prendre en considération.

Malgré les différences que présentent ces trois notions de chômage, surtout la distinction du chômage et du sous-emploi, nous n'en affirmons pas moins l'unité de la notion de chômage, dont la complexité apparente ne tient qu'à la diversité de ses manifestations. Notre affirmation se justifie et par la description du processus d'aggravation du chômage et par la façon dont nous avons procédé jusqu'ici pour rechercher la notion de chômage.

Dès l'abord, la recherche de la véritable notion de chômage nous a conduit à considérer le chômeur : c'est-à-dire l'individu qui souffre directement du chômage parce que ce dernier lui fait perdre le salaire nécessaire à sa vie journalière; étudiant ensuite le chômage partiel, nous avons continué à considérer également le chômage comme étant avant tout un mal pour celui qui en était directement atteint, là encore nous avons vu dans la perte de salaire le caractère fondamental du chômage; au contraire, la notion de sous-emploi a changé le cours de nos réflexions; puisque le sous-employé ne souffre plus d'une privation de gain, il faut se tourner alors du côté de l'employeur qui paie indûment ce salaire ou du côté de la société qui est lésée par une restriction de la production et par la cherté des produits dont la fabrication est ralentie; la perte de travail, qui est la cause directe de ces maux, passe donc au premier plan; c'est ainsi que, partis du point de vue individualiste ou plutôt subjectif qui était le nôtre lors de l'examen du chômage complet ou du chômage partiel, nous en venons à examiner la situation beaucoup plus justement, car l'analyse du sous-emploi nous apprend que le côté social, le côté objectif, avait été complètement négligé dans l'étude du chômage. Il ne faudrait pas cependant croire que le caractère subjectif du chô-

mage est inexistant dans l'hypothèse du sous-emploi : ce serait là le fait d'une analyse superficielle; si l'ouvrier n'apparaît pas comme directement atteint par la perte de tout ou partie de son salaire, il résulte cependant pour lui une gêne, un véritable mal de l'existence de cette « forme larvée du chômage », de ce travail au ralenti. L'*Enquête sur la Production*, effectuée par les membres du Bureau international du travail, ne manque pas de faire état de ce mal tout psychologique ⁽²¹⁾; elle cite à cet égard des réponses faites à un questionnaire spécial à la matière, ainsi que certaines observations d'économistes les plus en vue : « un certain nombre d'observateurs insistent sur le fait que la peur du chômage constitue, dans la psychologie ouvrière, un facteur d'une grande puissance et que ce facteur agit comme un frein qui tend à empêcher l'ouvrier de donner son plein effort et de fournir la production maxima »; et parmi les observateurs cités par l'*Enquête sur la Production* on peut noter des noms très connus : ainsi, P. Snowden indique, dans son livre, *Le Travail et le Monde nouveau*, qu'« une des raisons les plus importantes qui empêchent les ouvriers de contribuer sans arrière-pensée à la réalisation de la production maxima est la crainte du chômage » ⁽²²⁾. M. B. Seebohm Rowntree, dont nous avons déjà parlé, tient à déclarer lui aussi qu'« il n'est pas juste que le travailleur soit maintenu dans un état constant de terreur par l'appréhension d'un cataclysme de ce genre... Aussi longtemps que les hommes craindront le chômage, ils éviteront de faire quoi que ce soit qui, à leur avis, serait de nature

(21) Cf. *Enquête sur la Production*, t. IV, 2^e vol., p. 339 et suiv.

(22) P. Snowden, *Labour and the New World*, 1921, p. 169; cit. *Enquête sur la Production*, t. IV, 2^e vol. p. 341.

à aggraver les risques. » ⁽²³⁾. Par ailleurs, ainsi que l'indiquent également les termes de l'*Enquête sur la Production*, « ce rôle de la peur du chômage comme frein de la productivité ouvrière ressort également d'un certain nombre de réponses faites à la question relative à l'attitude des ouvriers en face du système de salaires proportionnels au rendement ». Sans analyser ces réponses, nous remarquerons simplement qu'elles viennent à l'appui des observations citées, car elles attribuent à la peur du chômage, véritable mal subjectif, la baisse du rendement du travailleur.

Enfin, le processus d'aggravation du chômage, la dynamique du chômage, semble montrer le chômage complet, le chômage partiel et le sous-emploi comme les faces d'une notion unique, dont ils traduisent les états plus ou moins accusés. Une entreprise à ses débuts se présente comme comprenant un minimum de travailleurs pour assurer son fonctionnement normal; une période de prospérité, provoquée par un accroissement de demandes, se répercute dans l'organisation même de cette entreprise : le nombre de machines et le nombre d'ouvriers augmente; mais supposons que les commandes baissent, l'employeur se verra forcé de restreindre sa production; il gardera néanmoins ses ouvriers, car il croit à un retour normal et prochain des affaires, aussi préfère-t-il temporiser plutôt que de perdre une main-d'œuvre si utile en temps d'essor ⁽²⁴⁾; nous sommes fondé à dire dès ce moment que

(23) B. Seeböhm Rowntree, *Can the Menace of Unemployment and under employment be removed?* (Conférence faite au Collège Balliol de l'Université d'Oxford, les 14-18 avril 1921); également cité par l'*Enquête sur la Production*, même référence, p. 340.

(24) Cf. *infra*, part. III, tit. III.

le sous-emploi existe, que le chômage est né imprécis, sans doute parce qu'il se répartit irrégulièrement et dans le temps et sur l'ensemble de la main-d'œuvre; mais plus la crise s'accroît, plus le chômage tend à se concentrer sur un petit nombre de têtes ⁽²⁵⁾; l'industriel voyant son prix de revient grandir du fait de l'occupation d'une main-d'œuvre inutile décidera de restreindre son sacrifice pécuniaire en réduisant d'une façon ou d'une autre l'emploi ou la durée de la journée de travail : c'est là le chômage partiel, la seconde étape du processus qui commence pour l'ouvrier avec la perte du salaire, alors que la première, celle du sous-emploi, ne coïncidait qu'avec le simple manque de travail. Enfin, la dernière étape sera le chômage complet, car si le chômage partiel ne suffit pas ⁽²⁶⁾, l'employeur n'hésitera pas à supprimer les emplois qui ne se justifient plus, à se débarrasser de préférence de la main-d'œuvre non qualifiée, de sorte que cette mesure aura généralement pour effet d'accroître le rendement moyen de l'ouvrier. M. Aftalion, dans son livre sur les

(25) Lire, dans *Le problème de l'oisiveté involontaire*, présenté par A.-C. Pigou à la Conférence internationale du chômage de 1910 : « En ce qui concerne la répartition de l'oisiveté involontaire, je m'en tiendrai à la démonstration des deux propositions suivantes :

» 1^o Moins il y a de fluctuations dans la demande de main-d'œuvre et plus l'oisiveté involontaire tend à se concentrer sur un petit nombre de têtes;

» 2^o Les fluctuations étant données, la concentration de l'oisiveté involontaire dépend de l'intérêt qu'ont les entrepreneurs à occuper telle catégorie de travailleurs plutôt que telle autre. » (Cf. *Compte rendu*, t. III, rapport n^o 24, p. 15.)

(26) Généralement, le chômage partiel sera préféré par l'employeur au chômage complet, d'abord parce qu'il est intéressé à garder sa main-d'œuvre utile en période normale, ensuite parce que le chômage partiel est plus favorable à la main-d'œuvre. Depuis la guerre, on a d'ailleurs tendance à pratiquer le *systematic short time* plutôt que d'user du chômage complet, celui-ci ne venant qu'en dernière extrémité; lire en ce sens l'*Enquête sur la Production*, t. V, 2^e vol., p. 1296 et suiv.

crises périodiques de surproduction, a noté l'influence de cette sélection qui ne s'étend pas qu'au personnel, mais aussi à l'outillage et aux ressources naturelles : « Dans la prospérité, écrit-il, alors que montent prix et salaires, fléchit la production moyenne par ouvrier. Dans la dépression qui suit, alors que les prix s'abaissent, que les salaires se réduisent ou cessent de croître, au moins pendant une ou deux années, la production moyenne par ouvrier augmente grandement. » (27). C'est ainsi que s'explique, sans se détruire, ce dualisme de conceptions au sujet de l'influence du chômage sur le rendement du travailleur (28) : au cas de sous-emploi ou même de chômage partiel, l'ouvrier, qui craint de perdre salaire et emploi, est incité à moins produire, car il pense que plus il travaille, plus l'objet de son travail s'épuise, mais le rendement par tête s'accroît notablement dès que la situation est plus nette, dès que la crainte de renvoi est moins pressante, dès que, surtout, la foule des ouvriers les moins qualifiés a été licenciée et qu'on demande à ceux qui restent de *rendre* davantage pour abaisser le prix de revient.

En résumé, le chômage est l'émanation d'une notion unique, c'est un mal qui évolue; caractérisé sous toutes ses formes par un manque de travail, il se réduit simplement à ce dernier dans sa forme la plus bénigne : le sous-

(27) A. Aftalion, *Les crises périodiques de surproduction*, t. I, p. 133.

(28) *L'Enquête sur la Production*, t. IV, 2^e vol., p. 339 à 361, fait état de ce dualisme qu'elle tente également d'expliquer : le chômage augmenterait le rendement moyen de l'ouvrier par suite, d'abord, de la sélection et du matériel et de la main-d'œuvre, par suite aussi de la crainte qu'a l'ouvrier de perdre sa place, par suite, enfin, de l'effort qu'il fait pour pallier à la diminution de son salaire par une augmentation de sa productivité.

emploi, et il atteint alors impersonnellement tous les ouvriers de l'usine où il sévit; ce n'est qu'en s'accroissant qu'il tend à se concentrer sur la tête des ouvriers les moins qualifiés. Lorsque le chômage devient plus grave, on assiste alors à une perte de salaire en même temps qu'à un manque de travail; cette perte de salaire paraît donc être chronologiquement le second fait caractéristique du chômage; enfin, la crise de chômage peut être si grave qu'elle peut s'accompagner de la suppression de tous les emplois et de la fermeture de l'usine.

Pour être bien d'accord avec les faits, il ne faut pas croire que l'évolution du chômage se poursuit toujours d'une façon aussi harmonieuse; le plus souvent dans une entreprise soumise au chômage, il y a une confusion des trois stades, que nous avons séparés les uns des autres pour mieux faciliter une analyse; il n'est pas rare de trouver à la fois des sous-employés, des chômeurs partiels et des chômeurs complets; d'autre part, la distinction que nous avons faite n'implique pas non plus qu'un chômeur complet ait dû passer nécessairement par la phase du sous-emploi et du chômage partiel; cette idée se vérifie tout particulièrement lorsqu'il y a une destruction totale d'une usine par suite d'un incendie ou d'une inondation : l'ouvrier de cette usine deviendra d'un coup chômeur complet sans être jamais passé par les stades intermédiaires. A quoi sert alors une pareille analyse? Elle a le mérite de cadrer avec la progression du chômage, dont les causes varient lentement ⁽²⁹⁾; elle a de plus le mérite de nous expliquer cette progression ainsi que le phénomène du chômage; enfin, elle nous a permis de nous rendre compte,

(29) V. *infra*, notre conclusion spéciale sur la notion de chômage.

une fois de plus, qu'en science économique, comme en science sociale, il n'y a jamais de compartiments tranchés, l'interdépendance et la mobilité des faits économiques et sociaux s'opposant à une systématisation trop poussée. Il convient de remarquer, et ce sera le dernier mot de cette section, que l'analyse du chômage, telle que nous l'avons faite, a encore l'avantage, grâce à une progression de plus en plus pénétrante, de nous mettre à même de dégager la notion de chômage, dont nous abordons l'exposé à l'instant.

SECTION V

LA NOTION DE CHÔMAGE

L'analyse du chômage nous a montré du point de vue objectif, en dehors de toute contingence individuelle, que le manque de travail était le trait caractéristique du chômage, le seul qui assure véritablement quelque continuité à cette notion; ce manque de travail a pour conséquence de restreindre l'œuvre de production, conséquence d'ailleurs forcée par suite du libre jeu de certaines causes indépendantes de la volonté humaine. Mais la production, pour qu'elle soit, suppose la réunion de deux éléments : du capital et du travail; si le travail, pour nous, se ramène uniquement à l'effort de l'homme en vue de produire un bien pour rendre un service ⁽³⁰⁾, le capital, au contraire, doit se prendre dans un sens très large, il doit désigner aussi bien le capital en valeur, comme une masse constituée par l'épargne, que le capital en nature, c'est-à-dire des matières premières, du matériel de fabrication, ou

(30) Définition de P. Reboud, *Précis d'économie politique*, t. I, p. 191.

même une terre déjà travaillée. Si donc, l'individu est incapable d'utiliser sa force, son savoir, son intelligence ou sa dextérité; lorsqu'en un mot il ne peut pas fournir le travail qu'il est désireux de fournir, c'est qu'il manque dans l'œuvre de production un élément essentiel : l'élément capital, sans lequel tout travail devient impossible.

Les Italiens, qui ont excellé de tout temps dans les analyses juridiques, n'ont pas manqué de mettre en évidence leur finesse critique à propos de matières économiques et plus particulièrement à propos de la question qui nous occupe; c'est ainsi que s'exprimait à la Conférence de 1910 sur le chômage M. Albert Caroncini, alors secrétaire de l'Office national du travail d'Italie : « Le chômage suppose, évidemment, une possibilité pour les chômeurs d'être occupés, une « occupabilité », laquelle, au point de vue objectif et subjectif, exige la présence d'un capital apte à mettre en valeur le travail pur de l'homme, soit sous forme de capital technique employé dans la production et qui crée la demande de main-d'œuvre, soit sous forme de capital employé à fournir d'aptitudes et d'habileté spéciales la personne même de celui qui offre le travail pur. » (31). Pour qu'il y ait du chômage, il faut donc une diminution du capital, mais entendons par là une diminution relative; le capital peut être très abondant même en période de chômage, mais son abondance en soi comparée à l'abondance de travail disponible peut apparaître comme une pénurie grave de conséquences : l'abondance ou la pénurie du capital ne sera donc jamais qu'une question relative, qu'un rapport.

(31) Conférence internationale du chômage de 1910, *Statistiques du chômage et recensements*, t. III, rapport n° 31, p. 2.

Puisque le chômage résulte d'un manque de travail, puisque le travail ne peut exister qu'en fonction d'un capital, il ne nous reste plus qu'à définir la véritable notion du chômage, qui n'est ainsi que l'aboutissement naturel de toutes nos réflexions :

Le chômage est l'inadaptation forcée du capital et du travail dans l'œuvre de production, par suite d'une pénurie du capital par rapport au travail ou d'une trop grande abondance de travail par rapport à la quantité de capital disponible.

Indépendamment d'un intérêt scientifique réel, de nombreux avantages s'attachent à la découverte de la notion de chômage, car celle-ci devient, en effet, une pierre de touche à l'aide de laquelle on éprouve les faits. C'est ainsi qu'elle nous apprend qu'il n'y a qu'une différence de degré et non une différence fondamentale entre les diverses manifestations de chômage que nous avons énumérées, puisque le sous-emploi, le chômage partiel et le chômage complet se ramènent dans tous les cas au déséquilibre plus ou moins accusé du capital et du travail.

La notion de chômage nous convainc également de ce que le chômage ne varie pas de nature avec la profession ou les industries; le chômage du fonctionnaire ne se différencie pas de celui de l'ouvrier, car tous deux se ramènent à une inadaptation du capital et du travail; sans doute les auteurs et les statisticiens sont-ils plus portés à négliger le chômage du fonctionnaire parce que ce dernier est généralement peu accentué, n'empêche qu'il existe, et si Max Lazard, dans ses remarques sur les différentes valeurs du taux du chômage, classait parmi les états particulièrement stables : les postes et télégraphes, les chemins de fer, les administrations publiques et les professions judiciaires, il

n'en est pas moins vrai que ces professions étaient affectées d'un coefficient de chômage ⁽³²⁾.

La notion de chômage telle que nous l'avons définie nous enseigne, en outre, que le déséquilibre économique entre le capital et le travail est aussi bien dû au capital qu'au travail et qu'à cet égard aucune différence ne doit être faite entre les deux facteurs; pour qu'il n'y ait pas chômage, il faut que l'équilibre entre le capital et le travail soit réalisé : il ne suffirait pas qu'il existe une quantité de travail dans un pays et une quantité suffisante de capital dans un autre pays, il faut, au contraire, la communion, la réunion intime de ces deux facteurs; d'autre part, il ne suffirait pas non plus qu'il y ait un capital largement suffisant pour utiliser la quantité de main-d'œuvre disponible si ce capital était tenu, par un procédé ou un autre, en dehors de l'œuvre de production; c'est ainsi que l'épargne, qui est une variété de capital, n'a vraiment une influence sur l'occupation de la main-d'œuvre que si elle est employée, par exemple, au financement d'une entreprise; si cette épargne est thésaurisée, elle apparaît comme inexistante. La disponibilité est donc une idée essentielle à considérer lorsqu'on parle de pénurie de capital; un capital non disponible, un capital au point de vue statique, ne doit pas compter comme moyen d'utiliser la main-d'œuvre; or, justement, l'inadaptation du capital et du travail peut provenir de la pénurie de capital, d'un resserrement du capital disponible par rapport au travail, aussi bien que d'une augmentation du travail par rapport au capital disponible. Mais il semble bien que si, quelquefois, le chômage paraît dû à un resserre-

(32) Max Lazard, *op. cit.*, chap. XIV : « Remarques sur les différentes valeurs du taux de chômage », p. 310.

ment du capital disponible comme aussi à l'afflux du travail par rapport à ce même capital, il semble cependant bien plus souvent occasionné par une mauvaise répartition du travail, ce dernier ne s'adaptant pas toujours parfaitement au capital disponible.

Enfin, la notion de chômage nous met à même de nous demander les raisons de cette inadaptation du capital et du travail dans l'œuvre de production, dévoilant à nos yeux que le chômage est une résultante, un effet; elle nous conduit à la recherche de la cause, c'est-à-dire à nous demander le pourquoi du déséquilibre entre le capital et le travail.

DEUXIÈME PARTIE

LA DÉTERMINATION DE LA CAUSE EN MATIÈRE DE CHOMAGE; CAUSE LOINTAINE ET DÉSÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

La première partie de cet ouvrage n'a pas eu d'autre but que de décrire le phénomène du chômage; tous les faits, tous les raisonnements, ont tendu à la détermination de cette notion économique de chômage que l'on aurait pu croire l'aboutissement de tous nos efforts; en réalité, son étude doit se poursuivre plus loin; n'a-t-on pas observé que la notion de chômage n'est, en somme, qu'une hypothèse demandant à être plus précisément vérifiée? N'a-t-on pas remarqué de plus que, malgré sa souplesse, malgré qu'elle explique l'existence du sous-emploi, du chômage partiel, du chômage complet par une différence de degré dans le déséquilibre travail-capital, la notion de chômage ne montre pas d'une façon entièrement satisfaisante le mécanisme producteur de cette différence? Il devient ainsi nécessaire d'éclairer les points qui paraissent obscurs et pour cela de rattacher étroitement la notion de chômage au milieu économique dont elle est extraite; de la sorte, on ne peut faire abstraction

plus longtemps des causes du chômage, sans lesquelles la notion même de chômage disparaîtrait puisqu'elles sont les conditions essentielles de sa vie.

Au reste, les développements antérieurs impliquaient, eux aussi, la recherche des causes : la limitation du sujet à l'étude du chômage involontaire postulait, dès l'abord, l'existence de causes indépendantes de la volonté humaine; les considérations sur les économies passées tendaient à lier, dans la partie historique de notre Introduction, l'existence de troubles économiques à des causes déterminées; enfin, en révélant la répartition irrégulière du nombre des chômeurs, non seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace, l'étude de la statistique incite très naturellement à rechercher les raisons d'une telle variabilité et à poser encore le problème des causes.

A toutes ces idées, suffisantes pour justifier la nécessité de cette seconde partie, il convient d'en ajouter une autre, d'un ordre peut-être plus sentimental et plus utopique, mais qui doit, par cela même, trouver grâce devant les yeux du lecteur; c'est le désir, bien explicable lorsque l'on écrit sur ce mal social, de contribuer à sa guérison, fût-ce dans une mesure trop modeste. On aurait tout intérêt, semble-t-il, à changer le pragmatisme existant en matière de cure du chômage contre une méthode plus rationnelle se basant sur une sérieuse discussion des causes; en reprenant une comparaison qui a pour elle le plus long passé : celle du corps humain et du corps social, le chômeur apparaît comme l'indice de perturbations graves dans l'économie sociale, de même que l'apparaît la fièvre pour les troubles du corps humain; sans doute la fièvre est, par elle-même, une cause directe de souffrance pour l'individu, comme l'est aussi doublement le chômage et

pour l'individu qui le subit et pour le corps social qu'il épuisé; mais, à la vérité, chômage et fièvre ne sont que des phénomènes, des indices, des émanations d'un mal plus secret, qu'il convient de combattre efficacement; dès lors, il faut rejeter en matière de chômage tous les remèdes pragmatiques, c'est-à-dire ceux dont l'adoption ou le rejet sont gouvernés par une nécessité plus ou moins équivoque; on doit, au contraire, se tourner non vers les manifestations, mais vers la cause véritable du mal, comme font les médecins quand ils essayent de découvrir les raisons de la fièvre et d'entreprendre ainsi une cure parfaite du malade; il faut donc faire l'étiologie du chômage.

Mais si une nécessité s'impose au moment d'écrire sur les causes du chômage, c'est bien celle de définir la notion même de cette cause. Or, c'est une difficulté presque insurmontable que de vouloir le faire dans ce milieu économique dont les facteurs sont si solidaires que tout retentit sur tout. Les auteurs, si prolixes en matière de remèdes, se montrent plus réservés lorsqu'ils abordent le chapitre des causes, et s'ils réussissent, par bonheur, à vaincre leur répulsion ou à réparer leur négligence, c'est une longue liste de causes qu'ils nous présentent, dressée, malgré leurs prétentions, sans grand souci d'ordre logique.

Un chapitre premier fera donc apparaître ces errements de la doctrine provoqués, ainsi que l'exposera un chapitre deuxième, par une mauvaise distinction de la cause et de la conséquence, de la cause lointaine et de la cause directe.

Enfin, la cause lointaine et la cause directe, ou déséquilibre économique, seront plus particulièrement définies dans un chapitre troisième.

Ce n'est que dans la troisième partie, plus spéciale, qu'il sera traité des diverses causes du chômage, dont l'action d'ensemble provoque le déséquilibre économique.

Une conclusion générale condensera les résultats de cette étude en mettant en relief les éléments de la notion définitive du chômage involontaire, tout en soulignant de quelle manière la découverte de cette notion pourra, pratiquement, servir au traitement du mal.

CHAPITRE PREMIER

DEUX TABLEAUX DES CAUSES DU CHOMAGE LA CRITIQUE DE LEUR ENSEIGNEMENT

Un écrit sur le chômage ne doit pas méconnaître les travaux du Conseil supérieur du travail et plus particulièrement son tableau général des causes, élaboré lors de la session de 1896. Le plan certain qui a présidé à cette longue énumération de causes oppose violemment les « causes du chômage corporatif, normal, habituel » aux « causes directes ou indirectes entraînant un chômage anormal, accidentel ».

Parmi les premières on peut mentionner : l'attente normale d'un emploi, la répartition des travaux (dans le métier considéré) en périodes courtes « en série de corvées plus ou moins chanceuses », les perturbations climatériques, les variations plus ou moins habituelles de la mode et enfin les travaux extraordinaires de réparation.

Les secondes au contraire, facteurs du chômage anormal et accidentel, sont représentées par des faits plus nombreux : les sinistres, désastres agricoles ou autres, les fermetures involontaires d'atelier, les déplacements d'industrie, le machinisme, la concurrence et la spéculation ou du moins leur abus, la fluctuation des prix, les transformations de la mode, les irrégularités de la production, les mises à l'index, *lock-out*, le *sweating system*,

la prolongation excessive de la durée du travail, l'immigration des ouvriers étrangers, l'irrégularité des grands travaux publics, la transformation des voies de communication et des tarifs, les modifications des débouchés à l'intérieur, le changement de valeur des monnaies, les crises et les modifications de débouchés à l'extérieur, et, enfin, l'affluence d'ouvriers vers une industrie ou un centre déterminé jouissant d'une prospérité passagère.

Devant une telle énumération, on ne peut céder au désir bien légitime de passer chacun de ces faits sous la lumière de la critique; peut-être trouvera-t-on alors opportun de rattacher certaines causes à d'autres : d'effectuer, en quelque sorte, des réductions à l'unité; peut-être, aussi, s'apercevra-t-on de l'erreur qui existe à tenir certains faits pour des facteurs de chômage.

La première catégorie de causes nécessite, sans doute, quelques explications : l'attente normale d'un emploi paraît être moins une cause que la constatation d'un fait; on se demande d'autre part en quoi peut consister cette répartition des travaux « en série de corvées plus ou moins chanceuses », on saisit bien difficilement enfin la distinction si subtile mais sans doute capitale entre les transformations et les variations plus ou moins habituelles de la mode, puisque les premières causent un chômage anormal et accidentel, alors que les autres sont simplement responsables d'un chômage normal et habituel. Il est vraisemblable que le Conseil supérieur du travail a voulu ainsi mettre en relief, comme le prouve la mention « perturbations climatériques » les causes du chômage saisonnier, mais son point de vue lui a peut-être paru plus difficile à soutenir lorsqu'il s'est trouvé en présence de la mode; de là ses hésitations.

Conformément à l'énoncé, la deuxième catégorie de causes visant le chômage anormal et accidentel aurait dû se diviser en deux branches : l'une comprenant les causes directes du chômage, l'autre les causes indirectes; mais, au contraire, le lecteur se trouve en présence d'une liste laissée à sa libre appréciation; par ailleurs, l'examen de cette liste ne manque pas de lui révéler que certaines causes paraissent essentielles alors que d'autres ne sont que des causes dérivées, des conséquences : si le machinisme, les sinistres, les désastres agricoles, la concurrence, les mises à l'index, les *lock-out*, la prolongation excessive de la durée du travail, l'immigration des ouvriers étrangers, les crises, le changement de valeur des monnaies, etc., paraissent essentiels, d'autres faits, mentionnés comme causes, n'apparaissent guère que comme des conséquences; ce sera le cas des fermetures involontaires d'atelier, des déplacements d'industrie, de la fluctuation des prix, des modifications des débouchés, des irrégularités de la production.

Sans discuter plus longuement ici sur les erreurs manifestes qui entachent ce tableau, il importe simplement de souligner l'effort qui a été fait non seulement pour rechercher les causes du chômage, mais aussi pour les classer : on doit retenir la division en causes accidentelles et anormales, et en causes normales déterminant, par leur action, ce *quantum* de chômage professionnel dont la survenance ne doit pas effrayer; mais on doit surtout réfléchir sur cet essai avorté, puisqu'il se réduit à un titre d'une division des causes suivant qu'elles produisent plus ou moins directement du chômage; les membres du Conseil supérieur du travail avaient évidemment senti, d'une façon confuse mais réelle, qu'une différence séparait dans leur

action certaines causes des autres, mais quelle est la nature de cette différence ? C'est là une question qu'ils ont laissée en dehors de leur analyse et qu'il nous faudra prochainement examiner.

Malgré toutes ses prétentions, une deuxième nomenclature, dressée en 1909 par la Commission hollandaise d'Etat pour le chômage ⁽¹⁾, paraît encore moins explicite que celle du Conseil supérieur du travail; M. H.-W. Methorst rappelait en effet à la Conférence de 1910 sur le chômage que cette classification avait été faite dans le but de questionner les institutions intéressées pour savoir « quelles étaient, parmi les causes rangées systématiquement ci-dessous, celles qui avaient concouru au chômage de 1903 à 1910 dans l'industrie et la commune mentionnées en tête de ce questionnaire ». Suivait alors cette prétendue classification systématique :

« Le chômage est causé par :

- » 1. Ralentissement dû à la saison;
- » 2. Ralentissement dû aux coutumes;
- » 3. Crise dans l'industrie intéressée;
- » 4. Crise dans toute la vie industrielle;
- » 5. Ignorance des sources de travail chez l'ouvrier;
- » 6. Trop grande affluence temporaire d'ouvriers;
- » 7. Arrêt du travail à cause de circonstances extraordinaires, de catastrophe, de temps anormal;
- » 8. Amélioration de la méthode de production;
- » 9. Remplacement de certains produits ou de certains services par d'autres;
- » 10. Changement des us et coutumes de la société;

(1) Cf. H.-W. Methorst, La lutte contre le chômage aux Pays-Bas, *Compte rendu de la Conférence internationale du chômage*, Paris, 1910, t. III, rapport n° 41, p. 29 et suiv.

- » 11. Changement dans la politique commerciale de l'étranger;
- » 12. Surcroît temporaire de production dans un pays voisin et, en conséquence, baisse des prix;
- » 13. Concurrence du travail des institutions de charité, des prisons;
- » 14. Décadence de certaines industries;
- » 15. Liquidation ou faillite de certaines entreprises;
- » 16. Naissance de nouvelles industries;
- » 17. Emigration ou immigration;
- » 18. Attachement de la population ouvrière à son village, à sa ville ou à sa contrée;
- » 19. Influence des syndicats professionnels ouvriers ou patronaux;
- » 20. Influence des grèves et lock-out existants ou passés;
- » 21. Influence du travail des enfants et (ou) des femmes;
- » 22. Influence des réglementations par la loi, du règlement sur les constructions, de la loi sur le travail, des contrats du travail, des prescriptions sur l'exécution des travaux, de la loi sur les accises;
- » 23. Concurrence des retraités et autres personnes qui peuvent vivre partiellement ou entièrement de leurs ressources personnelles.
- » 24. Causes personnelles comme :
 - » a) Abus des boissons, manque de connaissances professionnelles, soutien venant du travail de la femme et des enfants, manque de travail pour emprisonnement antérieur;
 - » b) participation au mouvement syndical. »

A vrai dire, même en réfléchissant, il est difficile d'apercevoir la soi-disant systématisation qui préside à ce dénombrement des causes du chômage; sans doute, les deux premiers facteurs : ralentissements dus à la saison et ralentissements dus aux coutumes équivalent assez bien aux causes saisonnières de la première partie du tableau de 1896, tandis que toutes les autres causes relèveraient plutôt de la seconde partie, mais rien ne dit que cette division a été voulue; quant à la suite de la liste, elle révèle amplement par sa facture chaotique le peu de soin que ses rédacteurs ont mis à la dresser.

D'une part, comme pour certains détails du tableau de 1896, on n'est pas bien sûr que des expressions différentes ne recouvrent pas le même fait; ainsi, la cause : crise dans l'industrie intéressée, ne peut-elle pas s'apparenter aux causes : liquidation ou faillite de certaines entreprises et décadence de certaines industries ? D'autre part, l'ensemble de ces trois causes ne paraît traduire que l'état, que la conséquence même de la naissance de nouvelles industries, de l'influence des grèves et lock-out, du changement de la politique commerciale de l'étranger, du remplacement de certains produits ou de certains services par d'autres, et cette dernière cause n'est-elle pas le résultat de l'amélioration de la méthode de production, comme celui du changement des us et coutumes de la société ? Enfin, la crise dans toute la vie industrielle, qui n'est en réalité que l'expression d'un état économique, pourrait être également la conséquence d'un bon nombre de causes qui viennent d'être énumérées.

Indépendamment des erreurs commises, il existe une certaine correspondance entre les causes de ce rapport hollandais et celles du tableau général présenté par le Conseil

supérieur du travail. Les causes saisonnières sont indiquées des deux parts; les désastres agricoles et les sinistres équivalent assez bien aux arrêts du travail à cause de circonstances extraordinaires, de catastrophes, de temps anormal; l'immigration, les crises, sont également dénoncées des deux côtés; cependant, l'énumération hollandaise paraît avoir sur le tableau français le grand avantage de mieux préciser les causes tout en grandissant l'influence de leur portée; c'est ainsi que l'influence des grèves et lock-out existants ou passés remplace avantageusement grèves et lock-out; l'expression « amélioration de la méthode de production » élargit ce qu'avait d'un peu restreint le terme machinisme, de même que le fait aussi la cause « influence du travail des enfants et (ou) des femmes » vis-à-vis de l'expression *sweating system*, qui ne désigne qu'une particularité de la concurrence : celle des ouvrières à domicile avant qu'une loi fût intervenue pour décider la péréquation de leur salaire avec celui des ouvrières travaillant à l'usine.

Enfin, nous devons remarquer dans le rapport hollandais la paraphrase du cas où l'industrie intérieure subit une crise : on dit alors qu'elle est en décadence, en faillite ou en liquidation; peut-être faut-il y voir simplement le désir, conforme au but de cette liste, de mettre sous les yeux du lecteur les différents états qui caractérisent la crise d'une industrie, de sorte que son choix, mieux guidé, ne le mettra jamais dans l'embarras au point de l'empêcher de se prononcer.

Cette énumération, si supérieure en tout point à celle du Conseil supérieur du travail, ne mentionne cependant pas dans les causes du chômage le changement de valeur des monnaies; faut-il y voir une négligence ou une cause

inconnue de la Hollande en 1909 ? Nous ne savons; mais cependant, par ailleurs, une grande place est faite à des facteurs de chômage que le Conseil supérieur du travail paraît avoir complètement négligés; c'est le cas des influences des réglementations légales, des syndicats professionnels ou patronaux et de toute une somme de causes se rapportant plus particulièrement au travail : ignorance des sources du travail chez l'ouvrier, attachement de la population ouvrière à son village, à sa ville ou à sa contrée, concurrence des retraités et autres personnes qui peuvent vivre, partiellement ou entièrement, de leurs ressources personnelles

Sans pousser aux plus extrêmes limites ce fastidieux travail exégétique, quelques constatations suffiront à condenser l'enseignement dégagé par la lecture de ces deux tableaux de causes.

D'abord une énumération des causes, faite à un moment donné, dans un pays donné, prend forcément un caractère particulariste, un caractère singulier emprunté aux événements économiques se déroulant à cette époque et dans ce pays; c'est ainsi que le Conseil supérieur du travail mentionne le *sweating system* parce qu'à ce moment l'exploitation du travail à domicile était abusive et sans protection, c'est ainsi encore qu'il note à une époque où la vapeur révolutionnait la mécanique : la transformation des voies de communication et des tarifs; l'énumération hollandaise sacrifie d'ailleurs; elle aussi, à la même tendance puisqu'elle fait mention de l'influence de la loi sur les accises, cause purement nationale de chômage et de la concurrence du travail des institutions de charité et des prisons, sans doute agissantes à cette épo-

que et dans ce pays, mais qui ne doivent plus être aujourd'hui d'actualité.

Malgré le caractère fragmentaire et particulariste de ces énoncés, on ne peut s'empêcher de remarquer le parallélisme d'ensemble des causes indiquées dans les deux tableaux.

Mais, en définitive, on ne pourra que s'étonner du caractère ambigu de la majorité des causes dénoncées : sont-elles causes véritables de chômage ou caractérisent-elles simplement un état économique acquis sous l'influence d'autres facteurs ? Ce sont là autant de questions, autant de doutes, autant de difficultés, dont n'ont fait justice ni la classification hollandaise, ni celle du Conseil supérieur du travail. Or il importe de creuser davantage l'idée d'une différence dans la nature de l'intervention des causes ; une énumération limitative paraît illusoire, contingente, en tout cas peu conforme à une évolution économique sans cesse hâtée par le progrès ; mieux vaut essayer de découvrir le principe commun des causes au travers des différents aspects que peuvent revêtir, sous l'influence de situations économiques variables, les facteurs du chômage ; si la réalité est complexe, c'est par un système complexe qu'elle devra se traduire et non par une fragmentation inexacte de faits qui paraissent, ainsi, n'avoir entre eux véritablement aucun lien.

CHAPITRE II

QUELQUES DISTINCTIONS ESSENTIELLES EN MATIERE DE CAUSE DU CHOMAGE

Les tableaux des causes du chômage, dont l'analyse vient d'être faite, mettent en valeur l'idée d'une distinction à établir entre les causes du chômage; un simple examen révèle, en effet, que si des causes paraissent très simples, comme les sinistres ou l'action des grèves, il en est d'autres, comme les crises, dont l'action est souvent provoquée par un faisceau de faits plus ou moins économiques. Le Conseil supérieur du travail, tout en paraissant fort bien comprendre la délicatesse d'une telle distinction, s'était contenté de réunir dans un même groupe ce qu'il dénommait les causes directes et indirectes du chômage, laissant au lecteur le soin de faire ce difficile départ, bien difficile, en effet, pour ne pas dire presque impossible ! Ne se trouve-t-on pas, dans la réalité, en face d'un enchevêtrement de faits économiques ? Et les difficultés naissent beaucoup plus nombreuses parce qu'il s'agit d'un corps social dont la complexité des organes, dont le jeu même de ces organes et leurs réactions sont beaucoup plus nombreux et beaucoup plus imprévisibles que le jeu ou les réactions des organes constitutifs du corps humain. Ce n'est pas en vain que, depuis plusieurs siècles, les sociologues et les économistes développent, avec des chances diverses, l'idée d'un *consensus* social, d'une solidarité

économique, dont l'individu, dont toutes les nations, ne sauraient jamais complètement se dépouiller; à notre tour, nous devons également insister sur cette idée de solidarité économique, parce qu'elle domine toute la matière du chômage, parce qu'elle veut que ce dernier relève de toutes les divisions classiques de l'économie politique : aussi bien de la production et de la circulation que de la répartition des richesses; le chômage n'est lui-même qu'un fait, parmi tant d'autres, dont les racines, comme les leurs, s'enfoncent au plus profond du procès économique; nous devons donc conserver vivante cette idée du procès économique, qu'une froide analyse tuerait irrémédiablement; c'est de la vie économique, c'est de l'action de tous ses facteurs que procède le chômage; abandonnons résolument la méthode des auteurs de traités, qui consiste à disséquer le milieu économique et à raisonner sur chaque partie de son cadavre; embrassons d'un seul coup l'ensemble des faits économiques pour nous rapprocher de la vérité; le particularisme interviendra assez tôt, par la suite, pour faciliter la compréhension, mais pour entraîner, aussi, une somme d'approximations moins dignes de la vraie science.

Cette façon de poser le problème paraît étrange à qui veut découvrir les causes du chômage : si l'on résume, en effet, nos tendances, on n'est pas loin de croire que le chômage est le produit d'un ensemble, d'un milieu économique en action, alors que la fragmentation des tableaux français et hollandais pouvait faire penser, au contraire, à l'unité d'action d'un fait économique; de ces deux conceptions quelle est, alors, la bonne ? Mais toutes les deux et les deux à la fois, ce qui n'est pas un paradoxe, comme vont nous le démontrer les distinctions fondamentales entre les causes du chômage.

§ 1. — Une première distinction en matière de chômage :
celle de la cause et de la conséquence.

L'idée d'interdépendance sociale vient donc singulièrement compliquer la bonne conception de la cause en matière de chômage; la cause est bien la raison d'être de certains effets, mais quelle est la cause dans un ensemble où tout est solidaire ?

A vrai dire, ceux qui ont écrit plus ou moins directement sur les causes du chômage ont pu, de la sorte, commettre quelques inexactitudes et prendre parfois une conséquence du chômage pour une cause de ce dernier. Nous n'en voulons d'autres témoins que l'irrégularité d'exécution des travaux publics considérée, en 1896, comme une cause de chômage par le Conseil supérieur du travail; or, nous avons tendance, actuellement, à voir l'exécution des travaux publics plutôt comme un remède au chômage, c'est-à-dire comme une conséquence de celui-ci : elle est alors une réaction sociale, dont le but est d'absorber un excédent de main-d'œuvre; c'est d'ailleurs dans ce sens qu'abondait l'Organisation internationale du travail à sa première session de 1919, lorsqu'elle adoptait dans une recommandation cet article 4 : « La Conférence générale recommande que chaque membre de l'Organisation internationale du travail coordonne l'exécution des travaux entrepris pour le compte de l'autorité publique et réserve autant que possible ces travaux pour les périodes de chômage... »; mais si, au contraire, on érige cette réaction exceptionnelle en règle, comme l'a fait le Conseil supérieur du travail, on se trouve fondé à dire que si les travaux publics n'ont pas lieu ou n'ont pas lieu en temps utile, leur inexécution est la cause du chômage.

D'une façon semblable, nous devons redresser une autre confusion faite communément par tous les auteurs et que le caractère hybride du chômage explique et justifie dans une certaine mesure : ce dernier paraît être, en effet, une résultante, un effet de certaines causes et, également, une cause de chômage; l'*Enquête sur la production*, effectuée en 1925 par le Bureau international du travail, n'avait pas manqué de tenir compte de ce dualisme et de citer des chiffres donnant une idée intéressante de l'effectivité du chômage en tant que cause : « Si le chômage, disait-elle, est une manifestation d'autres faits, et s'il est une conséquence de l'action d'autres facteurs, il est à son tour un facteur, une cause. Le chômage, comme tel, exerce une action sur la production. Il exerce cette action en tant qu'il affecte, d'une part, le marché, d'autre part, le rendement du travail. » (1).

Nous connaissons bien l'action du chômage, ou plus exactement l'action de la peur du chômage sur le rendement du travail; nous pouvons dire, tout de suite, qu'elle paraît incomparablement moindre que l'action du chômage sur le marché : la diminution du pouvoir d'achat, souvent considérable, représentée par la perte du salaire des chômeurs, entraîne un resserrement consécutif de la demande générale des marchandises fournies par les producteurs et les commerçants. Mais ce resserrement, pour aussi grand qu'il soit, ne doit pas nous faire perdre de vue que le chômage n'est pas essentiellement la cause du désordre économique : loin de mentionner, comme cause de chômage, le chômage lui-même, nous ne verrons en ce dernier qu'un élément de continuité du chômage, une cause seconde de trouble, car le chômage pour se perpétuer

(1) B. I. T., *Enquête sur la Production*, rapport général, t. IV, 2^e vol., p. 312.

doit commencer par naître; ce sont donc les faits présidant à sa naissance que nous devons prendre en considération.

Cependant, cette conception de la cause qui paraît rigoureusement logique ne satisfait pas entièrement l'esprit : il paraît, en effet, très difficile d'attribuer à une cause, ainsi déterminée, tel nombre, également déterminé, de chômeurs; aussi semble-t-il de toute utilité d'établir à côté de la première distinction entre la cause et la conséquence une deuxième distinction entre la cause directe, ou cause immédiate, et la cause lointaine, ou cause profonde, du chômage.

§ 2. — Une deuxième distinction en matière de chômage : celle de la cause directe et de la cause lointaine ou cause profonde.

1° *La réalité de la cause directe.*

C'est presque un truisme que de dire toute la difficulté, toute l'impossibilité même, qui existe à vouloir faire correspondre exactement tel effet à telle cause de chômage; nous sommes loin ici du domaine des sciences exactes, et les auteurs, car il y en a ⁽²⁾, qui ont déterminé le nombre de chômeurs dû à chaque cause n'ont fait qu'un essai sans être bien sûrs, eux-mêmes, de ne pas avoir fait des approximations grossières pour ne pas dire inexactes. Interrogeons l'industriel sur les causes du chômage dans son

(2) En février 1931, M. F. Benham attribuait ainsi les 2.600.000 chômeurs de la Grande-Bretagne : 550.000 aux causes qui s'exerçaient avant guerre (ignorance, manque de mobilité de la main-d'œuvre, variations saisonnières et inaptitude au travail), 100.000 aux influences saisonnières propres au mois de février, et 750.000 à la dépression d'après guerre (Cf. Le chômage en Grande-Bretagne, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1931, p. 264.)

usine; sa réponse accusera facilement l'état des affaires, mais quelques précisions à donner pour expliquer tous les facteurs de cet état le mettraient un peu dans l'embarras, où il serait complètement plongé si on osait lui demander de rattacher à chaque cause de trouble un pourcentage de ses chômeurs.

Nous savons bien, cependant, qu'il est des cas où l'effet découle directement de la cause : un incendie détruisant une fabrique sera la cause immédiate du chômage des ouvriers qui la desservaient; mais même ces cas, quelque peu isolés parmi tant d'autres, peuvent avoir un retentissement sensiblement plus grand, dans l'avenir, que ne le fait supposer le nombre de chômeurs qui en est directement issu et, en définitive, être la cause, au bout d'un certain temps, dans le chômage total d'un pays, d'une part plus grande que celle que faisait supposer leur action.

Si l'on ne peut ainsi relier directement la cause profonde à l'effet de cette cause, par exemple une influence saisonnière, une baisse de prix à l'existence d'un nombre défini de chômeurs, c'est qu'il existe un moyen terme, un chaînon entre la cause profonde et l'effet de cette cause, c'est-à-dire le chômage; ce chaînon, nous l'appellerons la cause directe ou immédiate du chômage. Notre notion provisoire de chômage nous sera d'ailleurs d'un appui précieux pour la détermination plus précise de cette cause.

2° La contribution de la notion provisoire de chômage à la précision de la cause directe.

La première partie de cet ouvrage a révélé, grâce à l'enseignement de la statistique, l'existence d'une notion de chômage, dont l'essentiel se ramène à mettre en évidence

une inadaptation entre le capital et le travail disponibles; or l'analyse de cette formule décèle de prime abord l'existence de deux facteurs : le capital et le travail disponibles. Le problème de la cause paraît alors se poser d'une façon très simple, puisqu'il consiste à rechercher les facteurs qui font varier le capital ou le travail, de sorte que, d'une façon ou d'une autre, le travail se trouve effectivement dans l'impossibilité d'être mis en œuvre par le capital; en fait, le problème n'est pas aussi aisé et ce serait certainement avoir négligé tout un aspect de la vie économique que de se borner à signaler comme causes de chômage les facteurs qui raréfient le capital ou qui augmentent la quantité de travail. Si l'on désire être plus proche de la réalité, il ne faut pas manquer d'insister également sur un troisième facteur de la définition : l'inadaptation du capital et du travail. Cette inadaptation est le terme de liaison entre les deux données, elle suppose qu'une communion doit exister entre le capital et le travail, qu'une égale et suffisante quantité de capital et de travail disponibles ne suffit pas, si rien ne vient ajuster cette quantité de travail à cette quantité de capital; cette liaison, pour s'effectuer, postule déjà un état économique avancé que n'a pas toujours connu l'histoire : elle suppose l'existence d'un marché, non point d'un marché fermé qui n'existe vraiment qu'en théorie, mais d'un marché ouvert, c'est-à-dire d'un marché où il y a une offre et une demande quotidiennes et quotidiennement différentes, et où les échanges se traitent le plus souvent avec de la monnaie ou avec du crédit.

Pour expliquer l'adaptation du capital et du travail, pour expliquer que certaines causes ne produisent pas toujours les effets attendus, on se trouve dans l'obligation

de découvrir un lien, une chaîne, entre la cause profonde et un effet relatif à cette cause; ce lien sera pour nous le milieu économique considéré au point de vue dynamique; ce sera le procès économique en tant qu'il a pour but d'éteindre toute demande par une offre correspondante; ce sera, en un mot, l'ensemble des marchés dont est composée la vie économique moderne.

La discussion des causes du chômage apporte, en conclusion, quelques points nouveaux qui forment les bases solides de nos développements futurs. Deux catégories de causes se partagent dès à présent notre attention : d'abord la cause lointaine du chômage, que nous avons définie comme étant le facteur originel du chômage, celui qui préside à sa naissance car il provoque son existence; en second lieu, nous avons constaté la réalité de la cause directe du chômage, c'est-à-dire de la cause à partir de laquelle le chômage peut directement s'apprécier. Avec l'aide des principes qui ont été précédemment posés lors de l'étude d'une notion provisoire de chômage, nous avons pu nous rendre compte que la cause directe ne pouvait pas être recherchée en dehors du procès économique, dont l'existence est elle-même confondue avec celle des différents marchés qui se forment à une époque. Mais cette progression vers une précision de plus en plus grande ne doit pas être interrompue; un pas nouveau doit être fait, qui consiste à définir cette cause directe en même temps qu'à indiquer les rapports étroits qu'elle possède avec la cause lointaine.

CHAPITRE III

LA CAUSE DIRECTE DU CHOMAGE LE DESEQUILIBRE ECONOMIQUE ; SES RAPPORTS AVEC LA CAUSE LOINTAINE

§ 1. — La notion de déséquilibre économique.

A l'heure actuelle, on parle beaucoup d'équilibre économique; cette expression, qui a fait fortune, avait été précisée au cours du xix^e siècle par les représentants de l'Ecole mathématique et, surtout, par un de ses membres les plus qualifiés : Walras. M. Antonelli, expliquant les *Eléments d'économie pure* de ce dernier, pouvait écrire qu'il existait plusieurs facteurs dans le système de la production économique; qu'il s'organise, lorsque ce système est mis en marche, d'abord « un marché des services producteurs, où se rencontrent les propriétaires, travailleurs et capitalistes comme vendeurs, et les entrepreneurs comme acheteurs », et ensuite « un autre marché, celui des produits, où se rencontrent les entrepreneurs comme vendeurs, le propriétaire, l'ouvrier et le capitaliste comme acheteurs... » (1). On arrive à l'état d'équilibre de tous ces marchés en général « en faisant la hausse du prix des produits (services) dont la demande est supérieure à l'offre et la baisse du prix de ceux dont l'offre est supérieure à la demande... L'état d'équilibre de la production sera dès lors caractérisé par l'état d'équilibre sur le mar-

(1) Antonelli, *Principes d'économie pure*, p. 140 et suiv.

ché des services producteurs, l'état d'équilibre sur le marché des produits et, enfin, l'état d'équilibre entre le prix de vente des produits et leur prix de revient en services producteurs. »

Cependant, si la conception de l'équilibre économique, que les membres de l'Ecole mathématique nous offrent, pénètre bien l'esprit de l'existence d'une interdépendance économique, elle ne doit pas nous faire méconnaître les différences fondamentales qui existent entre l'économie pure et l'économie appliquée. Ces différences nous font saisir dans toute sa portée l'existence et les données d'un déséquilibre économique.

Avec la conception de l'Ecole mathématique, il ne peut y avoir place que pour un équilibre économique, puisque toutes les données du système économique sont parfaitement connues et que l'on sait qu'une fois posées elles sont insusceptibles de variations; dès lors, le mathématicien qui applique sa science à l'économie pure considérera une question économique comme un problème à résoudre : il prendra connaissance de ses données ⁽²⁾, qu'il

(2) Ces données peuvent être très nombreuses, Walras les rangeait sous treize chefs :

1^o-2^o-3^o Capitaux fonciers, personnels et mobiliers productifs de services consommables;

4^o-5^o-6^o Capitaux fonciers, personnels et mobiliers productifs de services producteurs;

7^o Capitaux mobiliers neufs en vente chez les producteurs à titre de produits;

8^o Approvisionnement de revenus, consistant en objets de consommation chez les consommateurs;

9^o Approvisionnement de revenus consistant en matières premières chez les producteurs;

10^o Revenus neufs consistant en objets de consommation et matières premières en vente chez les producteurs à titre de produits;

11^o La monnaie de circulation chez les consommateurs.

12^o La monnaie de circulation chez les producteurs;

13^o La monnaie d'épargne.

possède ainsi d'une façon parfaite; partant de celles-ci (nombre d'acheteurs, nombre de sacs de grain à vendre, capitaux engagés, etc...), il résoudra son problème et arrivera, par exemple, à dire d'une façon très rigoureusement logique que le sac de blé se vendra à tel prix et qu'à ce prix, qui est le plus satisfaisant pour tous, l'offre éteindra la demande.

En fait, la réalité est tout autre : entre l'économie réelle et l'économie pure, il y a un fossé profond, que creuse l'existence du déséquilibre économique, c'est-à-dire que la réalité se montre une source d'incertitude, une source d'imprévision. Il n'y a rien d'étonnant à cela si l'on pense que tous les jours et même à toute heure les données des différents marchés varient, si l'on pense que la demande, comme l'offre, dépend d'une infinité de facteurs qui sont eux-mêmes variables; elle sera, par exemple, solidaire des besoins du consommateur et de la faculté qu'il a de les satisfaire, de la possibilité qu'il a de recourir, dans le même but, à d'autres produits, des fluctuations de son pouvoir d'achat, des modifications de ses goûts et de ses habitudes; l'offre, de son côté, sera déterminée par les éléments du prix de revient (3), qui se composent, en plus du montant des salaires, du prix des matières, de l'amortissement du capital fixe (outillage, installation, etc.), de l'intérêt du capital engagé dans l'entreprise, des impôts, du louage du fonds sur lequel l'industrie s'exerce. Quelle difficulté pour l'industriel qui veut alors prévoir la quantité de marchandises à fabriquer pour la vendre à un prix convenable ! (4). En face d'une offre et

(3) La complexité de ces facteurs est rappelée également par le document, série C (chômage), n° 43, du B. I. T., p. 121.

(4) Il faut entendre au-dessus du prix de production.

d'une demande sans cesse changeantes, il devra considérer le problème non comme à résoudre, mais comme résolu; les prix antérieurs qu'on lui a donnés par unité de sa marchandise, quelques informations, souvent peu précises, sur les approvisionnements, sur les prix des matières premières, sur les conditions du marché intérieur et extérieur, le calcul d'une assez grande marge de profit pour pallier aux erreurs, voilà les données qui l'autorisent, croit-il, à fabriquer une quantité déterminée de produits. On devine ainsi tout l'aléa d'une telle induction et on est autorisé à dire que, dans la réalité, l'imprévision règne en maîtresse pour la solution du problème économique.

Dans un tel ensemble économique où l'homme est dépassé par les faits, où les facteurs psychologiques jouent un rôle certain, où l'existence d'un chômage faisant tache d'huile tend à faire empirer les situations difficiles, il n'est pas étonnant de voir régner le plus souvent ce que nous appelons le déséquilibre économique; le Bureau international du travail, examinant quelques aspects internationaux relatifs au problème du chômage, ne manque pas de signaler l'existence de ce déséquilibre ainsi que son rapport étroit avec le chômage : « Si les déséquilibres entre le pouvoir d'achat global des consommateurs et la production globale qui leur est offerte constituent, comme on a essayé de le montrer ci-dessus, une cause importante de chômage, il en est certainement beaucoup d'autres non moins importantes. Tels sont, notamment, les déséquilibres dans la production des différents biens les uns par rapport aux autres. On peut dire que, d'une façon permanente, chaque bien est produit tantôt en quantité insuffisante, tantôt en quantité excessive par rapport aux

autres biens avec lesquels il est destiné à être échangé pour répondre en fin de compte à la demande des consommateurs. Si l'on tient compte de la multiplicité et de la variabilité des besoins que cette demande a pour objet de satisfaire, il serait chimérique de croire que, sous aucun régime économique, un tel équilibre puisse un jour être réalisé d'une façon parfaite. Les caprices non seulement des consommateurs, mais aussi ceux du génie inventif de l'homme — qui modifient brusquement le rendement de la production tout en réagissant sur la demande — font varier sans cesse les relations d'échange entre les différents biens. Ces changements entraînent nécessairement des variations correspondantes dans le prix particulier de chaque bien par rapport aux prix des autres biens. La hausse du prix de son produit est, pour le producteur, le meilleur indice qu'il en peut produire davantage pour répondre à la demande qui en est faite, tandis que la baisse du prix l'avertit que la demande est saturée et qu'il doit ralentir sa production. » ⁽⁵⁾. M. Albert Caroncini, dans son rapport sur l'établissement des statistiques, avait envisagé, plus confusément sans doute, à la Conférence de 1910 sur le chômage, l'existence d'un équilibre économique, susceptible de varier et de se détruire, qui est lui aussi en relation étroite avec le chômage : « En tant qu'une des conditions qui déterminent l'équilibre économique, le chômage ne saurait être mesuré en dehors de toutes autres conditions, y compris même les incommensurables qui constituent cet équilibre. De même, on ne peut en mesurer en dehors de ces autres conditions la lente diminution corrélative au progrès économique, non

(5) B. I. T., doc. cit., p. 46.

plus que la variation brusque entre deux équilibres incomparables entre eux. L'évaluation n'en est possible que lors des changements moindres et non irréparables du système économique, de ceux qui permettent encore à un équilibre détruit de se rétablir. »⁽⁶⁾. Certes, nous voilà actuellement bien loin de l'économie pure et de la résolution parfaite du problème économique; il est bien vrai que ce problème se résoudra toujours, car il y a nécessairement une hausse et une baisse des prix, mais il se résoudra souvent, au cas de déséquilibre économique, en compromettant gravement la satisfaction maxima de l'une des parties en présence, sinon des deux : l'industriel vendra sans doute sa marchandise, mais au prix d'un sacrifice, c'est-à-dire qu'il vendra au-dessous du prix de revient; dans ce cas, son pouvoir d'achat en sera amoindri et il devra, en définitive, se passer d'une certaine quantité de travail proportionnée à la diminution de son capital; ou bien, en admettant que sa production se vende, il devra l'ajuster, par la suite, aux conditions qui lui sont faites, donc comprimer brutalement son prix de revient, ce qui équivaut généralement pour l'ouvrier à un abaissement douloureux de son *standard of life*, bien préférable encore au chômage.

Ainsi, comme d'ailleurs l'admettaient implicitement les fondateurs de l'Ecole mathématique, nous voyons le marché du travail subordonné au marché des marchandises, car de la bonne résolution de ce dernier dépend, en effet,

(6) Conférence internationale du chômage, Paris 1910, t. III : *Statistiques du chômage et recensement*, rapport de M. A. Caroncini, secrétaire de l'Office national du Travail d'Italie. Le titre même de ce rapport nous indique la préoccupation de M. Caroncini, qui est de mesurer le chômage à l'intérieur de l'équilibre économique et en rapport avec celui-ci. (Rapport n° 30, p. 2.)

l'augmentation ou la diminution du capital que la main-d'œuvre devra mettre en valeur; le déséquilibre économique se traduira donc par un désordre sur le marché des marchandises et deviendra ainsi la cause directe du chômage puisqu'il sera, par là même, le fondement du désordre existant sur le marché du travail; mais alors on est en droit de se demander pourquoi existe ce déséquilibre, quelle est sa raison dernière ? A cette question, il faut répondre que nous ne méconnaissons pas l'action des causes profondes : elles agissent sur l'équilibre économique, le détruisent parfois, et provoquent, par l'intermédiaire du déséquilibre produit, des crises de chômage plus ou moins graves.

Venant se traduire ainsi, d'une façon sommaire, les relations existant entre la cause profonde ou lointaine, la cause directe, ou déséquilibre économique, et le chômage, effet immédiat de la cause directe et par delà celle-ci effet indirect de la cause lointaine, il nous sera donc maintenant bien facile de donner une définition du déséquilibre économique, qui formera comme la synthèse de tous nos développements : *Le déséquilibre économique est l'inadaptation de l'offre et de la demande des marchandises dans un état économique instable par suite de l'action de certains facteurs actuels et nouveaux, qui ont modifié en quantité ou en direction les facteurs anciens que l'on avait prévus.*

Quelques explications supplémentaires deviennent cependant nécessaires pour éclairer les membres de cette formule, pour faire valoir les intérêts qui s'attachent à la conception du déséquilibre économique et pour mieux préciser, en définitive, les rapports existant entre la cause lointaine et la cause directe du chômage.

§ 2. — La nécessité de concevoir le déséquilibre économique ; les rapports de cette notion avec celle de cause lointaine ou cause profonde.

Il est indéniable que le milieu économique s'interpose entre la cause profonde et l'effet définitif de celle-ci, dont il subit l'action tout en la traduisant d'une façon singulière suivant la réaction des nombreux facteurs dont il est composé. Au cas d'équilibre, le procès économique se déroule d'une façon régulière; le problème économique trouve une juste solution : offres et demandes s'éteignent, laissant aux deux parties en présence la satisfaction d'avoir fait une opération tout au moins normale. Au cas de déséquilibre économique, de procès économique défectueux, le chômage fait son apparition, caractérisant ainsi le trouble du marché du travail; mais ce dernier ne paraît être, à son tour, qu'un effet du trouble du marché des marchandises puisque l'action des causes profondes, facteurs nationaux ou mondiaux dont il était difficile de prévoir l'intervention, empêche l'ajustement de la demande et de l'offre par suite de la modification dans un sens ou dans un autre de ces deux derniers facteurs. Deux exemples peuvent montrer les réactions diverses du milieu économique sous l'action de la cause lointaine.

Il arrive parfois au milieu économique d'atténuer l'action de la cause lointaine au point que le chômage correspondant s'en trouve également réduit; le déséquilibre qui tendrait à se produire se trouve donc jugulé par les réactions de certains facteurs économiques; et, en définitive, l'offre et la demande arrivant à s'éteindre d'une façon satisfaisante sur le marché des marchandises, le marché

du travail, dont l'existence est liée à la bonne solution du premier, voit le calme d'une situation équilibrée succéder au trouble initial.

C'est ainsi que, pour une cause profonde qui est la mode, les tissus de soie artificielle se voient préférés aux tissus de coton de belle qualité; ce fait pourrait faire conclure, assez justement, que le chômage est destiné à sévir dans les fabriques de tissage et dans les filatures de coton; or ce jugement peut se justifier, mais à moitié seulement, si l'on se réfère à une enquête effectuée par E.-B. Dietrich sur l'état actuel de l'industrie cotonnière : selon certains fabricants, particulièrement des Français et des Allemands, la concurrence faite par la soie artificielle aux tissus de coton de belle qualité aurait été plus que gênante; mais à l'inverse, selon d'autres, l'engouement pour les tissus de soie aurait facilité la vente des tissus de coton parce qu'ils redeviennent très en faveur si on y incorpore des fils de soie; d'ailleurs, les faits ne paraissent pas, à l'heure actuelle, défavorables à cette deuxième manière de voir puisqu'ils prouvent, ainsi que le constate E.-B. Dietrich, que l'industrie cotonnière absorbe de 20 à 25 p. 100 de la production de soie artificielle (7).

La vulgarisation des applications scientifiques produit souvent des effets semblables, parce qu'elle procure à un

(7) E.-B. Dietrich, L'état actuel de l'industrie cotonnière, *Revue internationale du travail*, oct. 1930, p. 452. Le même fait paraît s'être produit pour les ouvriers des industries linières que la fermeture des marchés russes aurait mis en chômage s'ils n'avaient été absorbés par l'industrie cotonnière. Cf. B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931*, p. 172 : « Par suite de la pénurie des lins russes, l'industrie linière dont la matière première avait, de ce chef, renchéri dans une proportion calamiteuse, a vu ses débouchés se fermer presque complètement tant à cause du prix inabordable de ses produits que de la concurrence victorieuse des fils et tissus de coton. Il est vraisemblable que les ouvriers congédiés ont pu s'embaucher assez vite dans les industries cotonnières. »

produit des débouchés qu'il perdait par ailleurs; c'est le cas pour le charbon, dont l'utilisation des sous-produits et la distillation en vue d'obtenir des goudrons facilitent l'écoulement, c'est aussi le cas pour le coton, qui a bénéficié largement de la vulgarisation du transport d'énergie électrique (enroulement et protection des fils) et de l'industrie automobile (fabrique des garnitures); de sorte qu'aux Etats-Unis 63 p. 100 de la production totale des cotonnades sont absorbés pour d'autres industries que celles du vêtement.

Par contre, le milieu économique, d'où procède le déséquilibre économique, n'atténue pas toujours au point de l'annihiler l'action de la cause profonde; bien au contraire, dans la plupart des cas, il accentue encore le déséquilibre existant; il accroît le trouble du marché des marchandises et, par suite, celui du marché du travail.

En cette matière, les exemples sont loin de manquer, l'histoire économique contemporaine est tout entière faite de troubles, qu'une solidarité internationale de plus en plus étroite fait se répercuter douloureusement dans tous les Etats. Une cause profonde, la guerre de 1914-1918, a été pour elle-même, dans les divers pays, une cause de chômage, mais son action amplifiée et déformée par l'ensemble de l'économie mondiale s'est fait sentir longtemps après le retour de la paix, favorisant des transformations économiques entre pays au prix d'un déséquilibre accusé; au contraire, sans la guerre, il est à penser que ces transformations se seraient peut-être accomplies mais lentement, sans aucun déséquilibre appréciable par une recrudescence de chômage ⁽⁸⁾; le cas de l'Angleterre est à cet

(8) Cf. Le rapport définitif de la *Conférence économique internationale* de 1927, p. 19 : « L'opinion européenne est en train de constater que

égard particulièrement intéressant à préciser : le chômage directement occasionné par la guerre avait été assez faible ; la proportion des chômeurs parmi les syndiqués s'élevait, pendant la crise du début de la guerre, de 2,8 p. 100 en juillet 1914 à 7,1 p. 100 en août 1914 ; une amélioration sensible se poursuivait par la suite, et, en décembre 1914, on pouvait compter le chiffre de 2,5 p. 100 comme inférieur d'un dixième à celui de 1913 ; quant à la crise de chômage du retour à la paix, on pouvait dire qu'elle avait été, pour ainsi dire, nulle, puisque, selon l'*Enquête sur la Production*, d'où nous extrayons les chiffres, « la cessation des hostilités est suivie d'un accroissement de ce pourcentage (0,5 p. 100 pendant les trois derniers mois de la guerre), mais dans une mesure qui ne dépasse pas sensiblement celle du pourcentage normal de l'avant-guerre » (9). Cependant, le chômage qui règne actuellement en Angleterre est intense car, sans cesser de monter, le pourcentage des chômeurs complets s'élève, en novembre 1931, à 14,8 et celui des chômeurs partiels à 4,3 p. 100, ce qui représente, d'un côté, 1.836.280 et, de l'autre, 532.518 chômeurs ; ne faut-il pas voir devant un mal aussi grave non seulement l'influence lointaine de la guerre, mais plus direc-

la guerre à hâté certains changements dans la situation mondiale qui déjà avaient commencé de se manifester dans les premières années du xx^e siècle. Après tout un siècle pendant lequel les autres continents avaient consenti à fournir leurs produits bruts à l'Europe pour lui acheter en retour les articles manufacturés que celle-ci était alors seule à fabriquer, l'observateur avisé pouvait dès 1905 ou 1906 — il l'eût pu vingt ans plus tôt en ce qui concerne les Etats-Unis — voir venir une période nouvelle où les pays extra-européens prétendraient créer, sur leur territoire, leurs propres industries. Par les restrictions et les modifications qu'elle a apportées aux échanges, la guerre, en désorganisant le commerce extérieur entre l'Europe et le monde, a fortement stimulé cette évolution. »

(9) B. I. T., *Enquête sur la Production*, 1925, t. IV, 2^e vol., p. 317-319 et 320.

tement l'influence du déséquilibre qu'elle a provoqué ? Sans doute; l'action de la guerre s'est réduite essentiellement à détourner les belligérants de leurs occupations habituelles; l'Angleterre, principalement, a dû momentanément cesser d'être exportatrice de produits finis ainsi que de charbon, de sorte que les pays auxquels profitaient ces exportations, c'est-à-dire les pays de l'Ouest, ont été mis dans l'obligation de transformer eux-mêmes les matières premières qu'ils exportaient auparavant.

L'influence de la guerre sur l'économie anglaise a été appréciée à sa juste valeur par tous les économistes; récemment encore, M. Worms de Romilly, faisant quelques réflexions sur le chômage, analyse les facteurs de l'économie britannique ⁽¹⁰⁾; partant des ressources du pays, il constate qu'il y a une très grande insuffisance aussi bien pour les céréales que pour le bétail, d'où il devient indispensable d'importer beaucoup de matières premières et d'exporter beaucoup de produits de l'industrie pour arriver à combler cette insuffisance; il constate également que, grâce à ses mines de charbon et de minerai métallique, comme aussi grâce à ses usines et au commerce de sa flotte, l'Angleterre a pu maintenir son équilibre jusqu'en 1918; c'est alors que M. Worms de Romilly signale l'effet de la guerre mondiale : la fermeture des débouchés pour le combustible et les produits manufacturés; c'est l'impuissance pour les mines, malgré la régularité de leurs couches, de lutter contre les mines étrangères maintenant mieux outillées; c'est l'impuissance presque totale d'importer dans les pays que leurs possibilités naturelles incitent à transformer les matières premières qu'ils exportaient

(10) P. Worms de Romilly, Quelques réflexions sur le chômage, *Journal des économistes*, 15 janv. 1931, p. 22 et suiv.

avant guerre. Le résultat est le chômage accru dont souffre l'Angleterre. Ainsi donc, ce chômage actuel, bien qu'il soit d'une façon très lointaine l'effet de la guerre, n'en est pas moins aussi et plus intimement la résultante du déséquilibre économique que la guerre n'a fait que déclencher; la cause lointaine agissant sur un point ou sur une multitude de points du milieu économique a suffi pour provoquer les réactions de ce milieu; le déséquilibre qui en est résulté a apporté quelque chose d'original, une impulsion nouvelle à l'action de la cause lointaine; le milieu économique en l'espèce a agi comme un catalyseur, favorisant certaines réactions plutôt que d'autres et se montrant, somme toute, une source plus grande d'imprévision (11).

Ainsi, par ces deux exemples, tantôt le milieu économique aggrave l'action de la cause profonde, tantôt il va jusqu'à anéantir l'action de cette cause et jusqu'à maintenir un équilibre qui aurait pu s'effondrer; ces constatations nous enseignent une fois de plus que le chômage ne doit s'apprécier qu'à partir du milieu économique et non à partir d'une cause profonde; le problème économique, qui est toujours se résolvant, sans jamais en fait se résoudre d'une façon complète, se trouve le seul directement responsable du chômage lorsqu'il se déroule d'une façon défectueuse; le chômage est le résultat d'une éco-

(11) Il est intéressant de rapprocher de cette conception celle de M. Ansiaux dont la similitude d'expression et la distinction également analogue de causes profondes et de causes immédiates n'est pas sans « valoriser » fortement notre propre théorie : « Si l'intensité de la catastrophe (la chute des exportations cotonnières anglaises) tient à l'entrée en scène d'une cause d'aggravation, la part qui revient aux effets lointains mais indiscutables de la grande perturbation commerciale du temps de guerre reste malheureusement très grande. On le sait assez : les causes profondes qui sont les plus puissantes engendrent des conséquences qui offrent le caractère de ne point se manifester sur le champ dans toute leur ampleur. » (B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931*, p. 171.)

nomie en action; c'est pour avoir méconnu cette idée et c'est peut-être aussi pour ne pas avoir pensé que, de près où de loin, tous les facteurs et non quelques-uns peuvent contribuer à une crise de chômage, que les économistes en ont négligé l'étude approfondie dans leurs traités, simple nomenclature de facteurs économiques jouant rarement dans une action d'ensemble.

De cette analyse, quelques conséquences doivent être mises en relief qui touchent plus particulièrement les rapports de la cause lointaine avec la cause directe et qui attirent, en second lieu, l'attention sur l'idée de marché mise en avant par la notion de déséquilibre économique.

Les causes lointaines du chômage qui agissent sur le milieu économique nous apparaissent en fait comme les dernières raisons que l'on puisse trouver à une crise de chômage; elles peuvent se différencier, à quelques égards, de la cause directe, en ce que leur action est bien déterminée, en ce que leur nature n'est pas complexe et enfin, dans une certaine mesure, en ce qu'elles ne sont pas toujours foncièrement économiques, puisqu'elles ne ressortent pas forcément du domaine de la consommation, de la production et de la répartition des richesses; bien plutôt par leurs attaches, elles appartiennent à des sphères qu'explorent plus habituellement le sociologue, le physicien ou l'ethnographe; cependant, ce n'est que dans la mesure où elles exercent une action dans le domaine économique, une poussée dans un sens économique, qu'elles doivent être prises en considération dans notre étude; peu importe, en effet, en ce qui concerne le travail que nous entreprenons, que la population mondiale augmente ou diminue, que l'hiver succède à l'été, que le nationalisme soit excessif, que l'homme reste attaché à la terre où il est né,

qu'il existe un progrès scientifique, mais il importe beaucoup, au contraire, de voir cette masse de faits agir sur l'offre et sur la demande, car elle prend alors une valeur économique que l'on ne saurait négliger : elle devient capable de créer du chômage.

Comme la création du chômage est seule intéressante à envisager pour une meilleure détermination de sa notion, nous serons contraints de laisser dans l'ombre tous les cas où, par suite d'une réaction, provoquée ou non, de certains facteurs, le déséquilibre économique fait place à un état d'équilibre; c'est pourquoi notre analyse portera seulement sur les éléments d'un procès économique défectueux, sur les facteurs du déséquilibre économique, dont le rôle peut être assez exactement déterminé; sans prétendre analyser, ni même énumérer l'ensemble de ces facteurs, ce qui serait contraire à notre méthode et surtout à la véritable science, dont le but n'est précisément pas de s'embarrasser de contingences qui n'ont souvent qu'un succès d'actualité, nous aspirerons simplement, en prenant appui sur des exemples, à viser toujours à une plus grande généralité, à tracer des schèmes économiques dont les éléments suffiront à expliquer d'une façon très simple l'existence des chômages passés, comme celle des chômages actuels; ainsi, dans cette sorte de course philosophique, l'extraction de ce qui constitue l'essence même du chômage, indépendamment des particularités que peuvent lui donner le temps et l'espace, nous achemine forcément à la véritable conception de la notion de chômage; cette conception, remarquons-le, ne pourra que participer étroitement de la notion de déséquilibre économique dont elle dérive, de la notion de marché, sans laquelle le procès économique ne peut exister, pour relever au plus haut

degré, comme ces dernières, de la loi de l'offre et de la demande. Ainsi va se poser, inéluctablement, le problème des débouchés d'une marchandise, dont la solution n'est pas sans conséquence pour l'emploi du travail.

En résumé, nos investigations sur les causes du chômage nous amènent à distinguer les causes lointaines et la cause directe; les premières, par une simple percussion sur le milieu économique peuvent causer directement du chômage, mais elles en causent aussi, et, semble-t-il, davantage, en créant le déséquilibre économique à l'issue duquel se produit l'inadaptation déjà constatée du capital et du travail. Le déséquilibre économique, cause directe du chômage, est à la fois, comme nous l'avons vu, non seulement un effet de la cause lointaine, mais souvent plus qu'un effet de cette cause, de sorte que l'on est en droit de se demander comment le déséquilibre économique aggrave l'effet de l'action de la cause lointaine et comment il la prolonge dans d'autre cas ?

A toutes ces questions, on doit répondre par l'analyse des différentes composantes du déséquilibre économique, dont le fonctionnement nous mettra à même de jeter une appréciation dernière et définitive sur la notion de chômage involontaire.

TROISIÈME PARTIE

LES DIVERSES CAUSES DU CHOMAGE. LA CONTRIBUTION DE LEUR ÉTUDE A LA VÉRIFICATION, A LA PRÉCISION ET A L'EXPLICATION DE LA NOTION DU CHOMAGE

L'étude et l'interprétation des faits va constituer presque entièrement cette troisième partie; il ne faudra pas s'étonner, ou même s'indigner, de voir que sont omis certains événements, certaines contingences, que d'autres auraient pu croire obligatoirement mentionnés dans cet ouvrage; nous nous sommes assez élevés contre l'abus des listes limitatives pour qu'on ne rencontre pas à cette place l'usage d'un pareil procédé; notre but est, nous le répétons, de tracer des schèmes, de trouver des motifs de formation du chômage, de généraliser et non de particulariser; les faits cités seront alors de simples exemples, des types qui serviront le raisonnement à l'aide duquel le lecteur pourra facilement comparer les faits de la vie économique présente ou passée venant assiéger sa mémoire.

Les développements sur l'existence de la cause lointaine et du déséquilibre économique arrivaient, en dernière analyse, à rendre compte d'un chômage immédiatement

acquis, comme aussi d'un chômage obtenu à la suite d'un procès économique. Par ailleurs, on a pu également se rendre compte que le déséquilibre économique était un agent de propagation ou même d'aggravation des situations économiques compromises; il devenait donc intéressant et nécessaire d'examiner si, au regard du chômage, le déséquilibre économique ne comprenait pas au nombre de ses facteurs, des causes d'entretien et d'aggravation.

En conséquence, trois titres seront consacrés aux détails d'un pareil programme : le premier visera les causes du chômage immédiatement acquis; le second celles du chômage indirectement acquis; enfin, le troisième, les facteurs d'entretien et d'aggravation du chômage.

Une partie de notre conclusion terminera nos remarques par l'exposé de la contribution de l'étude des causes à l'élaboration d'une notion définitive de chômage.

Pour mettre le lecteur en garde contre les excès fâcheux d'une tendance naturelle aux généralisations hâtives, il convient de souligner dès l'abord ce qu'a de superficiel le procédé, pourtant inévitable, qui consiste à fragmenter ainsi la réalité pour donner plus de prix à l'analyse. La clarté de l'exposé s'accommode mal du caractère souvent équivoque de certains facteurs : les guerres, les mouvements de la population, les facteurs saisonniers du chômage peuvent, à certains égards, être considérés comme causes de chômage directement acquis, mais à d'autres comme causes de chômage indirectement obtenu; devrons-nous, pour rendre ce dualisme, les étudier à deux titres différents ? D'autre part, et à un autre point de vue, l'assurance-chômage, malgré son unité, peut être une triple cause de chômage : en considération du budget national qu'elle grève, des salaires qu'elle empêche de baisser, de

la mobilité de la main-d'œuvre qu'elle atténue; et cependant, ce serait, semble-t-il, une prime à la confusion et à l'obscurité que de placer son étude approfondie à trois endroits différents de cette deuxième partie. C'est pour ces raisons, qui sacrifient évidemment un peu à la clarté et à la logique la complexité même des facteurs de la vie économique, que nous condenserons le plus possible au même endroit l'ensemble des remarques afférentes à un élément déterminé de la vie économique.

TITRE PREMIER

LE CHOMAGE IMMÉDIATEMENT ACQUIS SES CAUSES

Le déséquilibre économique, cause directe du chômage, ne peut exister en dehors d'un marché ouvert; il naît obligatoirement d'un non-ajustement de l'offre et de la demande des marchandises, avec répercussion correspondante sur le marché du travail; mais le chômage n'attend pas toujours pour se manifester qu'un pareil déséquilibre se manifeste sous l'action de la cause lointaine; il est des cas où, en effet, cette dernière détermine du chômage par sa simple percussioin sur l'un des trois éléments définis par la notion de chômage : le capital disponible, le travail disponible et l'adaptation de l'un à l'autre.

Le chômage immédiatement acquis peut donc se produire, presque mathématiquement, de deux façons : ou bien le capital et le travail ne peuvent s'adapter par suite de l'intervention de la cause profonde, ou bien ils se désajustent sous l'action de cette dernière, alors qu'auparavant ils étaient parfaitement unis dans l'œuvre de production.

Les faits, en vérifiant cette manière de voir, élargiront ainsi la signification du mot « inadaptation », que nous avons provisoirement accepté dans notre définition de la notion de chômage.

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES DU CHOMAGE PAR INADAPTATION, OU, MIEUX, PAR NON-AJUSTEMENT DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

Le chômage qui survient ainsi par non-ajustement du capital au travail suppose à la notion de chômage une compréhension extrêmement large; l'action de la cause lointaine empêche la réunion intime des deux facteurs, capital et travail, par suite de la diminution du premier ou de l'augmentation du second dans une sphère économique donnée, que nous considérerons comme de plus en plus étroite.

Dans cette hypothèse, où il n'existe pas une adaptation entre le capital et le travail, l'idée de disponibilité nous indique, à elle seule, l'existence du chômage. Puisque le capital disponible est celui que l'on désire investir dans une œuvre de production et que le travail disponible est celui qui désire s'employer, le chômage résulte simplement du fait qu'il y a du travail disponible non employé; peu importe que ce phénomène soit causé par l'accroissement du travail disponible ou par l'anéantissement, la mauvaise répartition et l'indisponibilité du capital, du moment où il est acquis le chômage en découle d'une façon inéluctable; d'ailleurs, l'analyse des causes va démontrer amplement le mécanisme de cette inadaptation.

SECTION PREMIERE

L'AUGMENTATION DE LA POPULATION ACTIVE

Le chômage naît toutes les fois qu'il se produit une augmentation de la population active non accompagnée d'un accroissement parallèle de capital à investir; or, l'augmentation de la population active, c'est-à-dire de la partie travailleuse, productrice, de la nation, n'est pas une utopie; elle peut se produire de diverses façons : par l'accroissement de la population totale; par suite d'un changement dans l'âge de la population totale, ce qui équivaut le plus souvent à la transformation d'une partie de cette dernière en population active; elle peut provenir, enfin, de l'apport dû à l'immigration.

§ 1. — Surpopulation et chômage.

1° *L'abandon de la signification malthusienne du mot « surpopulation ».*

L'idée de la surpopulation, agitée autrefois par Malthus, semble avoir vécu, tout au moins dans son acception ancienne; un revirement paraît s'être produit, qui fait rejeter aux malthusiens et néomalthusiens modernes la surpopulation comme un déséquilibre croissant entre la quantité des denrées alimentaires existantes et le nombre de bouches humaines à nourrir, mais qui leur fait accepter, au contraire, cette même surpopulation comme une cause de misère et surtout comme une cause de chômage; ce sont ces tendances que mettait en relief M. Isaac dans ses remarques sur le Congrès de la Population qui tenait ses assises à Genève, du 31 août au 3 septembre 1927 :

« Les arguments en faveur de la restriction volontaire des naissances ne sont plus, écrivait-il, comme du temps de Malthus, basés exclusivement sur la crainte d'une famine prochaine; ils s'appuient sur le nombre croissant des sans-travail, notamment en Angleterre, sur les entraves apportées à l'immigration et sur la misère des familles nombreuses dans les bas quartiers des grandes villes. » (1). On a pu trouver sans grand peine la raison de ce revirement, qui substitue à la mort physiologique, à la famine, la mort économique ou chômage, synonyme d'improductivité des masses sans emploi. Ne doit-on pas compter avec l'ingéniosité et l'intelligence humaines ? C'est ce que pense M. Lucien March, puisque, pour lui, si la limitation apportée par les moyens de vivre à la multiplication des êtres vivants est certaine, « l'énoncé d'un tel truisme serait inutile s'il ne suggérait une distinction entre les êtres capables d'accroître la production naturelle de leur subsistance et ceux qui en sont incapables » (2); pour ces derniers seulement la règle est inflexible. Et, de fait, les événements ont, depuis bien longtemps, sanctionné cette manière de voir : le manque de subsistance réagit, sans doute, sur la densité de la population, mais la population paraît à son tour réagir sur les moyens de vivre; des exemples bien établis paraissent confirmer cette thèse, ne serait-ce que le formidable accroissement de la population de l'Europe pendant le xix^e siècle, qui faisait dire à M. L. Hersch que « pendant le seul xix^e siècle la population de l'Europe

(1) A. Isaac, président du Conseil supérieur de la natalité, président du Comité international pour la vie et la famille, La terreur du surpeuplement, *Revue politique et parlementaire*, n^o 400, 10 mars 1928, p. 474.

(2) M. L. March, La population du monde, *Revue politique et parlementaire*, 10 janv. 1928, p. 43.

s'est accrue de plus de 200 millions d'habitants, soit d'un nombre d'habitants égal, si ce n'est supérieur, à celui fourni par toute la longue série des siècles passés réunis depuis l'apparition de l'espèce humaine sur la terre européenne. Et cela sans compter l'immense foule des émigrants européens du xiv^e siècle, qui, avec leur progéniture, peuplèrent des continents et des îles au delà de l'Océan, changeant ainsi la répartition millénaire des races humaines sur la surface du globe » (3). En ce qui concerne le Japon, pour lequel on possède des données plus récentes et plus précises, « beaucoup d'auteurs occidentaux et japonais, a déclaré M. Idei, donnent à penser que l'accroissement de la population japonaise est hors de proportion avec la prospérité matérielle et la production du pays. Cette idée est fausse en elle-même, car les êtres humains, quelle que soit leur race, ne peuvent, comme les saute-relles, se multiplier dans un désert » (4). C'est pourquoi les travaux les plus récents du D^r F. C. Grey et de M. Penrose ont abouti à démontrer, d'une part, que « si l'on envisage la quantité totale de denrées alimentaires il n'y a pas de pénurie » (5), et, d'autre part, qu'il existe un rapport entre la population et le ravitaillement, avec des termes tels que le ravitaillement paraît presque toujours suffire à la grandeur de la population à laquelle il est destiné (6). M. Seishi Idei, analysant le tableau de M. Pen-

(3) L. Hersch, professeur de statistique et de démographie à l'Université de Genève, Population et chômage, B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931*, p. 184.

(4) Seishi Idei, Le problème des migrations au Japon, *Revue internationale du travail*, déc. 1930, p. 824.

(5) Egerton Charles Grey, *The food of Japan*, Société des Nations, Organisation d'hygiène, Genève, 1928, p. 19.

(6) E. F. Penrose, *Agricultural and Mineral Production in Japan*, Institut des Relations du Pacifique, Honolulu, 1929, p. 31.

rose, déclarait, en effet, « que la production de denrées alimentaires a été satisfaisante dans l'ensemble, si l'on excepte certaines années antérieures à 1906. Il est également intéressant de noter que relativement à 1894 l'augmentation annuelle de la production alimentaire a été treize fois inférieure et vingt fois supérieure à l'accroissement de population. Il semble donc que si une pénurie de denrées s'est fait sentir pendant la période envisagée, elle n'a pu être causée que par une amélioration du niveau de vie de la population » (7).

Si les membres malthusiens ou néomalthusiens du I^{er} Congrès de la population concevaient un rapport entre la surpopulation et le chômage, ils paraissaient quitter peu à peu le point de vue mondial, préoccupés surtout du point de vue national, ce qui est une attitude très naturelle si l'on pense que leur majorité était surtout faite d'Anglo-Saxons.

Or, envisagée à un point de vue national, la surpopulation n'est peut-être plus un fait négligeable. M. M. Kellersohn, dans un article sur le chômage et la population, en soulignait toute l'importance : « En l'état actuel des choses, écrivait-il, le terme de surpopulation, si l'on prétend le prendre dans l'absolu, paraît n'avoir aucune signification, ce ne peut être qu'un relatif... On peut concevoir qu'à certains moments un décalage se produira entre l'accroissement de la population et la production. Tel ne paraît pas du tout être le cas en ce moment pour le monde considéré en bloc. Il serait plus exact de parler à son sujet d'un défaut d'organisation révélé par la crise universelle, c'est-à-dire d'un défaut de répartition des pro-

(7) Rev. cit., art. cit., p. 825.

duits, de la main-d'œuvre et des pouvoirs d'achat. Mais on serait moins affirmatif en ce qui concerne certains pays pris isolément. » (8).

2° *La surpopulation ne peut être qu'un phénomène relatif, c'est-à-dire un phénomène national.*

Le raisonnement et les faits conduisent donc à préciser cette notion de surpopulation; peu à peu nous avons été amenés à laisser de côté sa signification originale et malthusienne pour ne plus voir en elle qu'une cause de chômage, ensuite nous avons constaté que la surpopulation n'était peut être pas une cause de chômage mondial mais national, et que, de ce fait, il ne pouvait y avoir de surpopulation que relativement à un territoire donné; et c'est bien dans ce sens que M. Kellersohn pose le problème dans un deuxième article sur le chômage et la surpopulation : « C'est un fait simple et patent, écrit-il, que — l'Italie mise à part, peut-être — le mal du chômage, qui prend des proportions parfois dramatiques au cours de la présente crise économique mondiale, sévit principalement dans les pays où l'accroissement de la population a été le plus rapide durant les décades précédentes. L'Allemagne, avec ses 2.600.000 chômeurs; l'Angleterre, qui en entretient près de 2 millions; les Etats-Unis qui en avouent quelque 3 millions, et d'autres pays de moindre masse, furent tous des pays à coefficient de développement de population élevé, soit par natalité indigène, soit par immigration. Le problème ne peut pas ne pas se poser de savoir

(8) M. Kellersohn, Chômage et population, *Information financière, économique et politique*, 3 mars 1931. Nous citons cet article parce qu'il caractérise bien, d'une façon concise, ce que l'on doit entendre par « surpopulation ».

si la plaie sociale du chômage n'est pas une manière de sanction à une surpopulation imprudente. » (9).

On pourrait ajouter, en raisonnant *a contrario*, que les pays où n'existe pas une augmentation notable de population paraissent les moins éprouvés par le phénomène du chômage; un exemple vient très naturellement à l'esprit, celui de la France, où sévit à l'heure actuelle la crise de natalité, dont la résolution serait sans doute souhaitable, mais dont l'existence favorise cependant, entre autres facteurs, le passage difficile des périodes économiques troublées. Cette constatation, vérifiée par tous les économistes, vient d'être encore faite par M. Charles Picquenard, qui a mentionné lui aussi comme une cause de la faiblesse du chômage français l'insuffisant accroissement de la population nationale active : « Il y a d'abord les pertes de la guerre. Il ne faut pas oublier qu'entre les deux recensements de 1911 et de 1921, dans les limites de la France d'avant-guerre, la population présente, de nationalité française, avait diminué de plus de 2.200.000 unités; les pertes n'ont pas été encore comblées par l'afflux, pourtant considérable, des étrangers qui s'est produit depuis la guerre. D'autre part, notre faible natalité ne suffit pas à compenser nos décès. Le déficit permanent et foncier de main-d'œuvre qui résulte de ces deux faits et qui rend plus sensible l'accroissement de notre production industrielle explique en grande partie pourquoi, en temps de crise, nous souffrons du chômage plus tard et moins qu'ailleurs, et pourquoi, en temps normal, nos besoins de main-d'œuvre étrangère sont si grands. » (10).

(9) M. Kellersohn, Chômage et surpopulation, *Information financière, économique et politique*, 25 juill. 1930.

(10) M. Ch. Picquenard, Le chômage en France, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1931, p. 331.

Parallèlement au cas de la France, on peut placer celui de l'Italie, que M. Kellersohn présentait comme une exception dans un passage que nous venons de citer; en fait, si nous étudions la vie démographique italienne, on ne peut s'empêcher de remarquer l'existence d'un accroissement naturel de la population, qui se manifeste, comme à l'ordinaire, par l'excédent des naissances sur les décès; cet excédent atteignait en mars 1930 515.000 contre 440.000, moyenne de 1924-1928, et 376.000, chiffre atteint en 1929; mais l'accroissement naturel de la population est dû également et pour une plus forte part à la diminution de la mortalité, dont le chiffre, d'après M. Gino-Borgatta, est le plus bas connu, puisqu'il atteint en 1930 : 570.000 contre 663.000 en 1929 et 659.000, moyenne de 1924-1928. Ainsi, les chiffres concernant l'accroissement naturel de la population porteraient à croire que la surpopulation est bien, tout au moins en 1930, un des facteurs de la crise de chômage italien; en fait, il n'en est rien si nous envisageons l'augmentation nette de la population, la seule à compter vraiment, puisqu'elle intéresse directement la population qui réside à l'intérieur du pays; or, cette augmentation de 368.000 individus en 1930 contre 336.000 en 1929 et 350.000, moyenne de 1924-1928, a été inférieure à celle des autres années par suite de l'importance du nombre des émigrés, qui, malgré l'augmentation des rapatriements, est passé de 68.200, moyenne de 1925-1928, à 40.000 en 1929, pour atteindre 147.000 en 1930; le mouvement général des émigrés égalant en 1930 319.000 unités est d'ailleurs le plus élevé qu'on ait vu depuis 1925 (11).

(11) Gino-Borgatta, La vie économique en Italie, *Ibid.*, p. 354-356.

Si l'on songe que l'émigration enlève surtout des membres à la population active du pays, comme c'est le cas en Italie ⁽¹²⁾ où l'émigration, tant continentale que transocéanique, des enfants, est plutôt faible; si l'on songe, d'autre part, que l'émigration continentale, très forte dans ce pays, est celle qui voit d'ordinaire s'expatrier la population industrielle, généralement trop dense, on peut en déduire qu'il y a là des facteurs de nature à atténuer une crise de chômage et que, dès lors, le faible chômage comparatif de l'Italie pendant la crise de 1930 s'explique facilement en dépit d'un fort accroissement naturel de la population.

En opposition avec ces pays, dont la population n'est pas, semble-t-il, un facteur de chômage, M. Kellersohn mentionnait, dans le passage de son article déjà cité, le cas des Etats-Unis, de l'Angleterre et de l'Allemagne, dont la surpopulation apparaissait comme évidente.

Cependant, il convient de faire quelques réserves en ce qui concerne la situation démographique des Etats-Unis, où l'influence de la surpopulation sur le chômage est certainement moins nette qu'en Angleterre ou en Allemagne, étant donné la grandeur du territoire et les possibilités immenses de l'agriculture et de l'industrie; il faut plutôt

(12) Cf. B. I. T., *Les mouvements migratoires de 1920 à 1924*, Genève, 1926, p. 18 : « On relève pour l'Italie un fort pourcentage d'éléments masculins dans les années 1922 à 1924 (parmi les émigrants : 73,5, 79,6 et 72,3 p. 100). » Cette constatation est corroborée par les déclarations du B. I. T., dans *Les mouvements migratoires de 1925 à 1927*, Genève, 1929, qui déclare p. 27 qu'« en Italie, pendant la période 1925-1927, l'élément masculin a été fortement prépondérant de même que pendant les trois années précédentes tant pour les émigrants (74 et 76 p. 100) que pour les rapatriés (79 et 80 p. 100) ». Le même document fait ressortir p. 28 que le coefficient des enfants par rapport au total des émigrants est plutôt faible par rapport à celui offert par les émigrations des pays centraux (Autriche, Lithuanie, etc.).

penser que la surpopulation y est plus un effet de mirage qu'un fait, puisqu'elle apparaît fatalement en temps de crise, c'est-à-dire lorsque le capital se retire des diverses entreprises, lorsqu'en définitive la demande de travail se restreint; ainsi le chômage américain de 1930 nous apparaît dû à une restriction de demande bien plus qu'à l'abondance de l'offre de travail. Mais, au contraire, tout autres sont les observations que l'on peut faire au sujet de l'Allemagne, de l'Angleterre, et aussi, car on doit bien le mentionner, du Japon.

Dans ces pays, l'augmentation naturelle de la population paraît bien contribuer d'une façon certaine, sinon facilement appréciable, à l'augmentation de la population active et, par conséquent, au chômage.

Malgré les années déficitaires de la guerre, l'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles ont vu leur population passer de 40.831.396 habitants en 1911 à 42.727.530 en 1921, et, malgré les conditions défavorables, augmenter ainsi de presque 2 millions; cette situation a d'ailleurs préoccupé les économistes de cette nation, et l'on peut avoir encore présent à l'esprit les écrits sur la matière de M. J. M. Keynes et de Sir William Beveridge, le grand spécialiste des questions du chômage; pour ce dernier, la surpopulation est une augmentation du nombre des habitants plus rapide que celle des quantités de matières premières disponibles, de sorte qu'il y a une baisse par unité de travail dans le rendement de la production; de cette définition découle, avec évidence, que pour avoir le même rendement l'individu devrait travailler davantage, mais l'existence d'un plafond de travail, limité aux matières premières disponibles, amène forcément l'existence du chômage ⁽¹³⁾.

(13) *The Economic Journal*, déc. 1923, p. 448.

Il faut signaler aussi, malgré la carence de M. Keller-sohn, que la coexistence du chômage et de la surpopulation, au Japon, est peut-être plus qu'une simple coïncidence. Il semble bien que la surpopulation japonaise soit un élément notable de difficulté économique nationale, bien qu'on ne puisse en évaluer exactement la portée. M. Seishi Idei, dans un article sur le problème des migrations au Japon, a caractérisé cet état démographique et, avec optimisme, a ramené à une juste mesure les inquiétudes que l'on peut concevoir à son sujet; il s'attache à montrer d'abord le fort accroissement de la population japonaise : « Il est indéniable, écrit-il, que la population japonaise s'accroît très rapidement; ces dernières années, l'augmentation annuelle a été de près de 1 million, bien qu'elle soit retombée à 840.000 en 1929. Si l'on consulte les statistiques démographiques du Japon, en tenant compte de l'espace minime que les îles japonaises occupent sur la carte du monde, on peut conclure de cet examen que le moment n'est pas éloigné où le peuple japonais n'aura plus assez de place dans son pays. On a souvent exprimé la crainte que cette race prolifique ne devienne une menace pour les nations possédant un territoire étendu et une population clairsemée. » (14). M. Idei, après avoir montré dans quelle mesure cet accroissement peut être considéré comme normal, termine ensuite son exposé en faisant ressortir qu'une telle situation peut engendrer un malaise et constituer une cause possible, sinon principale, des difficultés présentes : « Toutefois, dit-il, si nous jugeons normale l'augmentation rapide de la population japonaise, ce n'est pas à dire que nous soyons forcément

(14) Seishi Idei, Le problème des migrations au Japon, *Revue internationale du travail*, déc. 1930, p. 823.

optimiste quant à l'avenir économique du pays. Nous avons simplement voulu montrer que la pression démographique, par laquelle on explique si souvent la nécessité de fournir des débouchés à l'émigration japonaise, ne doit pas être considérée comme la cause principale des difficultés économiques et sociales du Japon. » (15).

M. Kellersohn mentionnait enfin l'Allemagne parmi les pays surpeuplés en proie au chômage, mais il semble bien ici que l'on se trouve en face d'un cas spécial; l'accroissement de la population active, qui, seul, doit être pris en considération lorsqu'on raisonne sur les causes du chômage, ne paraît plus être provoqué, comme dans le passé, par un accroissement naturel de la population, c'est-à-dire par une plus forte proportion des naissances sur les décès, mais au contraire par un véritable déplacement dans l'âge de la population totale, qui se traduit également, comme nous le verrons, par un accroissement original de la population active.

§ 2. — Le changement dans l'âge de la population totale.

Ce changement, qui, en définitive, accroît la population active, c'est-à-dire celle formée généralement des individus de 15 à 60 ans, n'est pas seulement particulier à l'Allemagne où son influence se fait le plus durement sentir, mais il se révèle également dans d'autres pays, comme l'Angleterre et la France.

De 1906 à 1925, on voit la population active française passer de 23 millions $\frac{1}{2}$ d'individus à 24 millions, celle de l'Angleterre de 19 millions $\frac{1}{2}$ à 24 millions et celle de l'Allemagne de 32 millions $\frac{1}{2}$ à 40 millions $\frac{1}{2}$, accu-

(15) Id., *ibid.*, p. 325.

sant respectivement pour chaque pays et sur un écart de dix-neuf années une augmentation de 3, 22 et 23 p. 100.

Ce phénomène, facilement saisissable, qui constitue une cause certaine de chômage, a été particulièrement analysé, en Allemagne, par M. Lederer, professeur à l'Université d'Heidelberg; expliquant son mécanisme, il paraît mettre à nu une situation démographique allemande exceptionnellement défavorable, une sorte de dépopulation commençante, puisque l'augmentation de la population active de 1910 à 1925 « reflète la régression du chiffre de la natalité et la régression plus forte encore de la mortalité. Les classes d'âge de 15 à 60 ans représentaient en 1910 58,2 p. 100 et en 1925 65,2 p. 100 de la population totale. Or, cette augmentation de 7 p. 100 représente le chiffre respectable de 4 millions de personnes » (16).

Mais ce déplacement de l'âge moyen de la population totale ne causerait pas du chômage, comme on pourrait le croire, selon le processus économique habituel, où la consommation joue un rôle essentiel; au cas de dépopulation commençante, le chômage proviendrait de ce que le nombre des producteurs est plus grand que celui des consommateurs, ou, d'une façon plus large et plus proche de la vérité, de ce que la production dépasserait la consommation (17); pour M. Lederer, au contraire, il y a une sorte de pénurie du capital à mettre en œuvre par rapport à la quantité de travail à employer; appuyant à fond, sans le savoir, la thèse que nous n'avons cessé de soutenir, il montre que le chômage peut apparaître directement, sans

(16) E. Lederer, Le chômage en Allemagne, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1931, p. 282.

(17) Cf. *infra*, titre II, sect. I, § 1, al. 2 : « La diminution de la population consommatrice. Une hypothèse de M. L. Hersch. »

processus intermédiaire, par suite d'une inadaptation complète de grandeur entre le travail et le capital : « Si l'on adoptait la thèse de Clark, écrit-il, suivant laquelle la force de travail se combine harmonieusement avec le capital existant..., le produit social augmenterait dans la même mesure que la population. Mais, en réalité, le capital n'est nullement une *matière plastique*, qui s'adapterait facilement et sans frottement à la force de travail disponible et disposée à s'employer. Il est, au contraire, très probable que l'augmentation très rapide de la population active entraîne le chômage, puisque l'offre de force de travail ne peut pas être immédiatement absorbée ni dans l'économie dans son ensemble ni dans les branches particulières. Très souvent, le besoin de travail est rigide et ne se modifie que très lentement, lorsque la demande croît de façon constante et détermine l'augmentation des investissements et l'agrandissement des entreprises. » (18).

Ainsi, surpopulation et changement d'âge de la population totale peuvent contribuer à l'augmentation de la population active, et, par conséquent, à l'établissement d'un déséquilibre entre l'offre de travail et sa demande, étroitement liée au capital existant.

Il paraît exister, théoriquement, un troisième mode d'accroissement de la population active, c'est le phénomène de l'immigration; pratiquement peu important lorsqu'on le considère uniquement au point de vue quantitatif, c'est-à-dire sans déterminer si la composition professionnelle de l'immigration correspond à celle demandée par le pays récepteur; cependant, le phénomène de l'immigration ne doit pas être passé sous silence à cette place,

(18) Rev. civ., art. cit., p. 283.

puisque dans certains cas il a pu contribuer à causer du chômage.

§ 3. — Immigration et chômage.

Il existe un fait démographique important que l'on ne saurait négliger : c'est le phénomène des migrations, s'analysant en déplacements de population au delà des frontières nationales.

Les migrations, saisonnières ou non saisonnières, continentales ou transocéaniques, peuvent être envisagées sous deux angles, suivant que l'on se place au point de vue du pays qui reçoit le contingent de migrants, ou, au contraire, au point de vue de celui qui l'envoie; dans le premier cas, le pays est dit d'immigration, car il reçoit l'immigrant ou étranger qui vient s'y établir; dans le second cas, c'est un pays d'émigration, car ses nationaux ou émigrants vont s'établir à l'étranger ⁽¹⁹⁾.

Dans certains pays, l'émigration est un véritable phénomène naturel, qui ne saurait être contrarié; il se produit en Grande-Bretagne et en Irlande, en Allemagne, en Italie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Espagne, au Japon, pour ne citer que les nations les plus importantes; comme contre-partie à cette émission de migrants, il y a des pays qui reçoivent le plus habituellement les ressortissants des Etats étrangers, ce sont des pays récepteurs, comme, par exemple, les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine, le Brésil, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Palestine, la France ⁽²⁰⁾.

Au point de vue économique, l'émigration se présente véritablement comme un déplacement de travail, de popu-

(19) B. I. T., *La réglementation des migrations*, vol. I, p. 7 et 8.

(20) Cf. *Les mouvements migratoires de 1920 à 1924 et de 1925 à 1927*.

lation active, et, comme telle, paraît avoir les conséquences les meilleures ou les plus graves suivant que le travail inemployé venant d'un pays s'adapte ou non au capital à mettre en valeur d'un autre pays.

De la sorte, on peut être amené à dire que l'émigration est la meilleure des choses, comme le disait déjà, d'une façon imagée, en 1912, le rapporteur italien Livio Marchetti : « Si, comme on le dit communément, le chômage provient d'un déséquilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, de la sorte que l'offre, tel un liquide, déborde du vase (représentant la capacité de la demande), il est parfait qu'un autre récipient (en l'espèce, la demande d'un autre pays ou d'une autre région) recueille et conserve le liquide, qui sans cela serait répandu et gaspillé. » ⁽²¹⁾. Mais l'immigration correspondante à l'émigration n'est-elle pas la pire des choses si, au point de vue où nous nous plaçons, et pour continuer la comparaison de Marchetti, elle fait déborder un vase déjà trop rempli de liquide ? Dans ce cas, il y aurait une inadaptation complète de l'offre et de la demande, ou, mieux encore, du capital et du travail.

Au point de vue envisagé, qui consiste à montrer comment une augmentation de population active peut causer du chômage dans un pays où le capital reste le même, nous ne devons considérer l'immigration qu'au point de vue de l'influence de son volume global sur le chômage, nous réservant, dans un autre paragraphe, l'examen plus spécial de l'influence de la profession des migrants.

(21) L. Marchetti, L'émigration et l'occupation des travailleurs, *Bulletin trimestriel de l'Association internationale de la lutte contre le chômage*, juill.-sept. 1912, p. 556-557.

1° *Quelques plaintes contre l'immigration; la valeur économique du migrant; la cause des migrations.*

Il est un fait d'ordre général, c'est que, depuis bien avant la guerre de 1914, on se plaint dans certains pays d'un afflux de main-d'œuvre étrangère. La Conférence internationale du chômage, tenue à Paris en 1910, l'Association internationale de la lutte contre le chômage dans ses discussions à Gand (1911) et à Zurich (1912) soulevées en présence de M. Ferenczi, les publications les plus récentes du Bureau international du travail, sont unanimes à déclarer que l'immigration est souvent une cause de chômage.

On doit se demander, en présence de ces affirmations, quel est le véritable rapport existant entre l'immigration et le chômage et si l'apport dû à l'immigration dans un pays est bien une véritable cause de chômage.

Les considérations auxquelles on peut se livrer sur la situation de l'immigrant ne conduiraient pas à grand chose, en la matière, sinon à mettre en relief que cette situation n'est pas aussi désespérée qu'on pourrait le croire. Les émigrants ne sont généralement pas « des éléments de valeur inférieure » ⁽²³⁾, ni même complètement sans ressources, puisqu'ils renoncent, au contraire, « aux ressources présentes, qui, tout insuffisantes qu'elles soient, ont cependant une valeur de réalité ⁽²⁴⁾ et qu'« ils se recrutent rarement parmi les indigents assistés, à moins que l'émigration ne constitue une forme nouvelle d'assis-

(23) B. I. T., *Le problème du chômage, quelques aspects internationaux* 1920-1928, *Le chômage et les migrations internationales*, p. 168.

(24) B. I. T., *La réglementation des migrations*, vol. I, p. 3.

tance qui leur soit offerte, ou même qui, jadis, leur était imposée » (25).

Il vaut mieux se retourner alors vers les motifs et les mobiles qui poussent l'individu à s'expatrier. « En règle générale, ainsi que le fait ressortir une étude du Bureau international du travail, l'émigration est la conséquence d'un sentiment de malaise; une population qui vit heureuse sur le sol national n'a pas tendance à le quitter. Qu'une cause de souffrance, d'ordre physique ou moral, surgisse et l'émigration apparaîtra. L'émigrant est un non-conformiste qui se choisit une patrie d'élection pour échapper aux contraintes rencontrées dans sa patrie originaire, quelle que soit la nature de ces contraintes, religieuses, politiques ou économiques. » (26).

2° *Les migrations à causes économiques et les migrations à causes extra-économiques; ces dernières, théoriquement plus dangereuses au point de vue économique, le sont bien moins en fait.*

Deux sortes de causes poussent donc l'émigrant à changer de patrie : les causes économiques et les causes extra-économiques. Dans la mesure où celles-ci joueront exclusivement, on peut très bien envisager l'immigration comme une cause de chômage, puisque l'émigrant ne se souciera pas spécialement de savoir s'il aura une occupation dans le pays qu'il adopte, pourvu seulement qu'il échappe à tout prix au malaise religieux ou politique que lui cause la vie dans son pays d'origine. Une pareille immigration, dans un Etat où le capital est juste suffisant pour occuper le travail national, doit certainement occasionner du chômage, à moins que le niveau de vie ne s'abaisse.

(25) Doc. cit., vol. cit., même page.

(26) *Ibid.*, p. 2.

Or, de semblables émigrations, commandées par le sentiment et non par l'intérêt, ne sont pas des phénomènes isolés dans l'Histoire; elles paraissent, au contraire, relever du plus lointain passé; le docteur Ferenczi, montrant, à la réunion française de l'Association pour la lutte contre le chômage, tenue à Zurich, le 6 septembre 1912, l'importance des migrations internationales, soulignait que « l'émigration ne peut pas toujours être considérée comme la conséquence d'un défaut de main-d'œuvre dans le pays d'immigration; échapper au service militaire, ne pas prendre part à certaines guerres : guerre hispano-américaine, opérations militaires de l'Espagne au Maroc, guerre russo-japonaise, guerre italo-turque, guerre balkanique, les menaces de guerre austro-russe ont été de notables facteurs d'immigration en Espagne, Italie, Russie et Autriche-Hongrie : dans ce dernier pays, le nombre des émigrants (Polonais, Ruthènes, Slaves) avait été de 1 million en 1912, d'après de récentes informations » (27).

De même, le rapport de M. J. Gerritsz, sur « les Migrations aux Pays-Bas », rappelle les causes politiques et religieuses des importantes immigrations des ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles dans ce pays dont elles ont d'ailleurs causé la richesse : « Après la prise d'Anvers par les Espagnols en 1585 et la perte définitive des provinces du Sud, rattachées à l'empire des Habsbourg, des milliers d'émigrants se dirigèrent vers le nord. Au cours du ^{xvii}^e siècle, un courant ininterrompu d'étrangers ne cessa de se déverser sur la Hollande; le mouvement fut important en 1685, après la révocation de l'Edit de Nantes, qui chassa vers ce pays

(27) *Bulletin trimestriel de l'Association internationale de la lutte contre le chômage*, oct.-déc. 1913, n° 4, 1912, p. 846-850.

des milliers de Huguenots. Ce mouvement d'immigration fut, en général, favorablement accueilli, car la Hollande avait besoin de la main-d'œuvre et des capitaux ainsi apportés... L'établissement en Hollande des Israélites, et spécialement des riches Juifs portugais, fut particulièrement profitable au pays. » (28).

Faut-il ajouter encore à ces témoignages quelques conclusions de l'*Enquête de la commission de l'immigration américaine*, dont les quarante-deux volumes constituaient déjà, avant la guerre, une source précieuse sur l'étude de ce phénomène ? (29). Nous n'en retiendrons cependant que la distinction intéressante des anciennes et des nouvelles immigrations américaines; les premières (de 1881 à 1890) composées, dans la proportion de 72 p. 100, d'Anglais, d'Allemands, d'Ecossais, d'Irlandais, de Danois, de Scandinaves, de Français et de Belges, étaient une conséquence des persécutions religieuses et politiques ou même du simple esprit d'aventure, tandis que les secondes, qui se sont fait jour de 1901 à 1910, en drainant une proportion de 71,9 p. 100 d'Italiens, d'Autrichiens, de Hongrois, de Russes, de Polonais, de Ruthènes, etc., étaient surtout déterminées par le simple souci, pour les immigrants, d'améliorer leur situation matérielle, d'élever leur *standard of life*; ce souci était particulièrement sensible en Grèce, où, comme le remarque le rapport, « un simple désir de progrès matériel suffit à provoquer un

(28) *Ibid.*, oct.-déc. 1913. Rapport sur les migrations, Pays-Bas, Gerritsz, p. 1063.

(29) *L'enquête de la Commission d'immigration (Reports of the Immigration Commission Washington. Government printing office, 1911)* a été analysée par M. W. Ovalid dans le *Bulletin de l'Association internationale de la lutte contre le chômage*, juill.-sept. 1912, p. 491-519.

mouvement intense d'exode » (30). C'est là justement une distinction qui paraît assez bien traduire l'évolution moderne des causes en matière de migrations; elle est en effet de nature à montrer que les émigrations commandées par des fins extra-économiques paraissent déjà appartenir au domaine de l'Histoire, c'est-à-dire à celui du passé; il faut y voir la marque d'une évolution des mœurs; de plus en plus, l'existence d'un profit, d'un niveau de vie plus élevé, décidera l'individu à s'expatrier; ce sera, comme le déclare, au sujet de l'ouvrier et du paysan, le Rapport espagnol de 1912, la vie précaire menée dans les campagnes, la ruine des vignobles, le régime fiscal très défectueux, le faible développement du crédit et de la coopération, l'impossibilité d'avoir une propriété à soi par suite de l'existence des latifundia (31); ce sera aussi, pour les Coréens modernes, les salaires plus élevés au Japon que dans la péninsule, bien qu'ils soient encore plus bas à leur égard que celui touché par l'ouvrier japonais (32). Ces quelques exemples, qui sont de nature à montrer le peu d'efficacité que peut avoir au point de vue du chômage l'action des migrations à buts extra-économiques, ont été confirmés par les résultats de la statistique, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils réduisent à rien l'influence que peuvent avoir sur le chômage les migrations à but économique aussi bien que celles à but extra-économique.

(30) *Ibid.*, juill.-sept. 1912, p. 499.

(31) L'émigration et le problème du chômage en Espagne, *ibid.*, juill.-sept. 1912, p. 461.

(32) Séishi Idei, *ibid.*, p. 822-823. M. Idei considère que les Coréens sont pour ainsi dire des étrangers vis-à-vis des Japonais par suite de leur dissimilitude de langue et de race, par suite aussi de l'annexion relativement récente de la Corée au Japon (1910).

3° *Les statistiques des mouvements migratoires infirment qu'au point de vue global les migrations causent véritablement du chômage.*

Dès 1885, Sir Robert Giffen, commentant les statistiques anglaises d'émigration et d'immigration, mettait en lumière « que c'est le degré de l'activité économique aux Etats-Unis qui détermine l'importance de l'émigration européenne à tel ou tel moment » (33); après lui, M. L. Hersch, privat-docent à l'Université de Genève, rappelait également en 1912, à l'Association internationale pour la lutte contre le chômage, qu'« aujourd'hui tout le monde sait que c'est surtout et avant tout la situation économique aux Etats-Unis qui détermine les fluctuations de l'émigration européenne. L'Europe ayant pour ainsi dire une permanente armée de réserve de travailleurs dans des conditions qui laissent beaucoup à désirer, l'émigration est un phénomène permanent de notre civilisation. Les crises aux Etats-Unis ne peuvent que la reculer momentanément, sans pourtant l'arrêter complètement; une fois les crises et dépressions américaines passées, les moments d'épanouissements venus en Amérique et les écluses américaines ainsi ouvertes, le courant d'émigration de l'Europe redouble de force » (34).

C'est à ces mêmes conclusions qu'aboutit l'étude plus récente du docteur Harry Jerome sur les migrations et les fluctuations cycliques (35); et le Bureau international du travail a lui aussi résumé et condensé dans quelques formules les observations précédentes; il en est deux qui

(33) Cité dans le rapport de l'« Oversea Settlement Committee » pour l'année 1924.

(34) Bull. cit., p. 337.

(35) Harry Jérôme, *Migration and Business Cycles*.

font peu de cas des causes extra-économiques, de sorte que l'émigrant paraît savoir à son départ que du travail l'attend dans le pays où il se dirige, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il y existe un capital suffisant pour mettre en œuvre ses forces et son intelligence :

« 1° Qu'elles soient soumises ou non à des restrictions, les migrations sont conditionnées en premier lieu par la situation qui prévaut dans les pays d'immigration, et, en second lieu, mais dans une mesure plus faible, par les circonstances qui existent dans les pays d'émigration.

» 2° Pendant la période qui a suivi la guerre, et durant laquelle des restrictions ont été mises en vigueur par les différents pays d'immigration, cette même tendance s'est encore accentuée, car un des buts des restrictions appliquées dans les pays d'immigration est précisément d'adapter le mouvement de l'immigration aux besoins économiques de ces pays. » ⁽³⁶⁾.

Ces règles, basées sur une observation statistique minutieuse, laissent donc peu de champ aux causes extra-économiques; l'émigrant se conduit, presque infailliblement d'après elles, comme s'il était sollicité par quelque avantage économique que lui offre le pays d'immigration; cependant, on a pu se rendre compte que dans certains cas, plutôt rares, l'émigration a joué en dehors des principes normaux.

4° *L'apport global de l'immigration peut être, exceptionnellement, une cause de chômage.*

La généralité même des principes admis ne doit pas exclure quelques exceptions : les causes morales, politi-

(36) B. I. T., *Le problème du chômage, Quelques aspects internationaux 1920-1928, Le chômage et les migrations*, p. 159.

ques ou religieuses peuvent jouer quelquefois; d'autres fois, et bien que le cas soit assez rare, ce sont les conditions économiques du pays d'émigration qui prévalent sur celles du pays d'immigration, comme en 1923, en Allemagne, où le nombre des émigrants : 115.088, un des plus élevés qui soit par rapport aux 36.470 de 1922, aux 58.328 de 1924 et aux 62.154 de 1925, a été provoqué, exceptionnellement à cette époque, par les bouleversements violents de l'économie allemande ⁽³⁷⁾. Si les causes de l'immigration, dans la mesure où elles sont extra-économiques, dans la mesure où elles ne tiennent pas compte, par ailleurs, de la situation économique du pays récepteur, sont de nature à montrer que l'immigration peut quelquefois causer du chômage et surtout l'accroître lorsqu'il existe, le mécanisme de l'émigration met aussi en relief une certaine difficulté quantitative d'adaptation de l'immigration à la capacité d'absorption du pays.

L'existence des nombreuses lois restrictives de l'immigration, qui se fait jour dans certains pays en général et aux Etats-Unis en particulier, trouve le plus grand sujet de justification dans l'inadaptation de l'apport total de l'immigration à la capacité d'absorption du pays, qui est très vite limitée et même pour ainsi dire saturée, bien que les conditions économiques du pays fussent à l'origine de l'immigration : la situation économique de l'Argentine avait bien provoqué la forte immigration de 1923 ⁽³⁸⁾, mais l'apport de travail dépassa, sans contestations, la capacité d'emploi constituée par le capital; le rapport sur le chômage et les migrations internationales se faisait, en

(37) *Ibid.*, p. 145.

(38) *Doc. cit.*, p. 147.

1929, l'écho de cette situation : « Il est à noter d'ailleurs, mentionnait-il, que le total considérable atteint en 1923 avait provoqué de vives appréhensions dans ce pays, les milieux ouvriers protestaient contre l'afflux des immigrants, qui menaçait d'amener une baisse des salaires et une augmentation du chômage, que plusieurs journaux déclaraient déjà alarmant. On signala même, à cette occasion, qu'un grand nombre de chômeurs, même de professions libérales ou commerciales, se trouvaient virtuellement réduits à la misère dans la ville de Buenos-Ayres. Le directeur du Département national du travail signalait lui aussi un chômage très élevé. Par la suite, le Gouvernement prit des mesures pour restreindre l'afflux des immigrants... » (39).

Par ailleurs, l'étude des fluctuations cycliques des migrations et des possibilités d'emploi, telle que l'a conçue le Docteur Harry Jerome, met en évidence un décalage fréquent entre la courbe du marché du travail et celle des migrations, de sorte que la seconde ne suit la première qu'avec un retard qui oscille, le plus souvent, entre un et cinq mois; mais cependant il peut atteindre près d'un an dans certains cas, aussi le courant d'immigration, ou mieux l'offre de travail, se prolonge alors que sa demande peut avoir diminué, provoquant par cette arhythmie la naissance du chômage (40).

Les remarques dont on vient de faire état sur l'immigration et sa contribution au chômage national n'interviennent qu'au sujet du volume global de l'immigration, c'est-à-dire au point de vue quantitatif et non qualitatif,

(39) Doc. cit., même page.

(40) *Ibid.*, p. 143.

comme ce serait le cas dans une discussion sur la profession des migrants. Le but suivi dans cette section a donc été de mettre en évidence la disproportion qu'il peut y avoir à un moment donné dans un pays, à la suite d'un apport de travail quelconque, entre les possibilités d'emploi qui masquent une certaine quantité de travail et un nombre d'individus à occuper. Mais le problème de l'immigration, comme le problème tout entier traité dans cette section, peut être repris à un point de vue plus spécial : n'y a-t-il pas dans une nation des compartiments plus ou moins vastes qui forment de véritables creusets dans lesquels s'élabore la production ? C'est à l'intérieur de ces cellules, de ces sphères d'activité, qu'il nous faudra examiner s'il n'existe point un non-ajustement entre le capital et le travail et un chômage résultant d'une offre trop grande de travail par rapport à la demande. En ce qui concerne plus particulièrement l'immigration, nous verrons que la profession des immigrants a sur le chômage autant, sinon plus de répercussion que son volume global.

SECTION II

L'AFFLUX DE TRAVAIL DANS UNE BRANCHE PARTICULIÈRE DE LA PRODUCTION EST UN FACTEUR DE CHÔMAGE

Jusqu'ici nous n'avons pu émettre que des opinions difficiles à vérifier, discutables dans une certaine mesure, parce que l'augmentation de la population globale d'un pays ne peut être qu'une présomption en faveur d'un plus grand chômage sans en être l'explication certaine; on ne voit pas, en effet, dans cette hypothèse, l'individu astreint à un travail, rivé à une occupation dont le but est la

création d'un produit ou d'un service. Or, en envisageant l'afflux de travail à ce point de vue très spécial, on est beaucoup plus à même d'apprécier la naissance du chômage, comme aussi de comprendre que l'augmentation totale de la population ne signifie rien en soi, sans une comparaison rationnelle avec la façon dont elle est répartie dans les différentes sphères de l'activité économique. Ainsi pensait d'ailleurs M. L. Hersch lorsqu'il écrivait que « c'est la *répartition de la population entre les divers champs de l'activité économique* qui, bien plus encore que le nombre absolu de la population, détermine le phénomène du chômage et son étendue dans les sociétés modernes » (41).

En suivant de près la répartition du travail et son ajustement avec le capital qu'il met en valeur, on doit constater dans l'économie d'un peuple que l'offre de main-d'œuvre est loin de correspondre à une demande qui est différente selon qu'il s'agit de telle ou telle industrie ou, plus particulièrement, de telle ou telle profession. Un véritable afflux de travail, dépassant de beaucoup la capacité d'absorption du capital à mettre en valeur, n'est pas une cause tellement rare de chômage; elle se produit dans les hypothèses, vérifiées journellement, où l'industrie est préférée à l'agriculture, où les carrières libérales priment le métier, où les ouvriers non qualifiés prennent le pas sur les qualifiés; l'immigration, considérée au point de vue de la profession des migrants, fait éclater à elle seule tous les défauts de la répartition du travail et elle nous offre comme un résumé de tous ses vices.

(41) L. Hersch, rapport cité, B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931*, p. 218.

§ 1. — Exode rural et chômage.

Une classification qui vient naturellement à l'esprit est celle qui divise la production en deux branches, celle de l'agriculture et celle de l'industrie; or, au sein de cette division, respectée d'ailleurs par l'économie politique, on peut remarquer l'existence d'un déséquilibre profond : le travailleur déserte la campagne pour la ville, il délaisse l'agriculture pour l'industrie et le commerce.

Dès lors, il n'est plus étonnant de voir le chômage se développer dans les villes, puisque le capital nécessaire à la production ne suffit pas à occuper le flot de travailleurs déversé par les campagnes.

Déjà, avant la guerre, les rapports consignés dans le *Bulletin trimestriel de l'Association internationale de la lutte contre le chômage* mentionnaient les effets de l'exode rural; en Espagne, les statistiques montraient, sur une période de dix ans (1877-1887), un affaiblissement de densité dans les provinces agricoles espagnoles (Baléares, Gerone, Guadalajara, Huesca, Lerida, Malaga, Orense, Loria, Tarragone et autres), une diminution du nombre des ouvriers des champs de l'ordre de 9,17 p. 100, alors que celui des ouvriers de ville augmentait de 15,60 p. 100; on pouvait ainsi calculer aisément, en rapportant ces chiffres à la période de vingt-trois ans (1877-1900), que 30 p. 100 des cultivateurs désertaient les campagnes ⁽⁴²⁾. La situation s'affirmait semblable en Belgique et en France; M. Ernest Mahaim, alors professeur à l'Univer-

(42) Pedro Sangro y Ros de Olano, L'émigration et le problème du chômage (Espagne), *Bulletin trimestriel de l'Association internationale de la lutte contre le chômage*, juill.-sept. 1912, p. 461 et suiv.

sité de Liège, rappelait que « la Belgique n'échappe pas au grand phénomène migratoire qui caractérise notre époque et qui s'étend à tous les pays industriels. Chez nous aussi, disait-il, la ville attire, absorbe la population des villages et des champs » (43). Cette concentration urbaine ne paraissait s'opérer d'ailleurs uniquement qu'au profit des communes de plus de 5.000 et de moins de 10.000 habitants.

En France, même phénomène; alors que l'augmentation totale de la population n'était que de 444.613 habitants pour la période de 1896 à 1901, la population des villes de 30.000 âmes s'était accrue de 458.376 unités, de sorte que le rapport du ministère de l'Intérieur au président de la République pouvait logiquement indiquer que « la principale cause de la dépopulation des campagnes est l'attraction de plus en plus forte qu'exercent les grands centres » (44).

Le mal ne paraissait d'ailleurs pas seulement se borner à l'Europe, puisqu'un rapport sur les migrations en République Argentine le mentionnait dans ce pays, où « la première forme des migrations a été l'exode rural vers les grandes villes » (45).

Actuellement, comme avant guerre, même répartition défectueuse et même généralité du phénomène : quelques coups de sonde jetés dans les statistiques démographiques des pays européens sont de nature à mettre fortement en relief, au cours des temps, les renversements de proportion entre population urbaine et population rurale; ainsi M. J. Dalemont, spéculant sur les causes de la crise de

(43) E. Mahaim, Les migrations intérieures (Belgique), *ibid.*, 1913, p. 994.

(44) Note sur les migrations, *ibid.*, oct.-déc. 1913, p. 1069.

(45) Bull. cit., rapport du délégué argentin.

1930, a été amené à l'égard de la France aux constatations suivantes : « En 1789, la population rurale de la France était de 26.363.000 habitants, et la population des villes s'élevait seulement à 5.709.270. Pour cinq habitants qui vivaient sur la terre ou dans les petites communes rurales, un seul vivait dans les grandes villes. En 1921, la population rurale atteint 20 millions et la population urbaine un peu plus de 17 millions, chiffres comptés pour 86 départements. » (46). Donc égalité entre les ruraux et les citadins. De 1921 à 1926, l'agriculture française a perdu 815.300 travailleurs ayant amené avec eux l'exode de leur famille; la population agricole ne représente plus en 1926 que 37 p. 100 de la population totale (47). Cet état, qui est à peu près le même pour tous les pays européens, s'était encore plus rapidement fait jour en Allemagne, où déjà, en 1910, la population urbaine du chiffre de 39 millions d'habitants dépassait les 26 millions de la population rurale, alors que c'était le contraire en 1871, où la population rurale primait avec ses 27 millions les 15 millions de la population urbaine. Aussi est-ce sans trop d'exagération qu'on a pu parler des « Deux-Europes », l'une industrielle, où la population urbaine atteint 70 p. 100 de l'ensemble, et l'autre rurale où cette dernière ne représente plus que 35 p. 100; et M. Delaisi pouvait écrire, non sans raison, que « la moitié de la population de l'Europe se trouve concentrée sur un tiers de sa surface utile », puisque, « par kilomètre carré de terre arable, on compte 306 habitants dans l'Europe industrielle, contre 144 dans l'Europe agricole » (48).

(46) Julien Dalemont, La crise, où chercher la solution ? *Revue économique internationale*, avril 1931, p. 30.

(47) Julien Dalemont, *ibid.*, p. 31, en note.

(48) F. Delaisi, *Les deux Europes*, Paris, Payot, 1929.

D'ailleurs, « c'est sans doute en partie parce que la population rurale a conservé en France une importance plus grande que dans beaucoup d'autres pays que les crises de chômage semblent y être moins graves, écrivait M. Charles Picquenard. Cela tient, ajoutait-il, non seulement à l'insignifiance du nombre des sans-travail dans l'agriculture elle-même, mais aussi au caractère rural d'une partie de notre population industrielle. Beaucoup d'industries établies dans des régions agricoles, même dans des villes d'une certaine importance, recrutent une partie tout au moins de leur personnel parmi les agriculteurs des environs; la plupart d'entre eux continuent à séjourner à la campagne et à mener de front leurs occupations industrielles et leurs petites exploitations rurales » (49). Cependant, si le chômage est comparativement moins élevé en France, son existence n'en atteint pas moins les régions industrielles; un classement des départements les plus éprouvés effectué pour 1921 par le même économiste fait ressortir que ce sont les départements les plus industriels (banlieue parisienne et Paris, Tarn, Rhône, Seine-et-Oise, Bouches-du-Rhône) qui possèdent les plus gros coefficients de chômeurs, justifiant ainsi la relation étroite entre le chômage et la surpopulation urbaine.

Le problème qui menace de se poser aux Etats-Unis, alors qu'il n'existe plus en Angleterre depuis l'abandon de la politique agricole, se pose déjà très sérieusement au Japon. Depuis 1920, ce pays n'a cessé, en effet, de voir le chômage se développer sur son territoire parallèlement à un afflux de sa population vers les villes, entraînant en conséquence un déclin de la vie rurale.

(49) Ch. Picquenard, art. cit., Rev. cit., p. 331.

Le recensement du 1^{er} octobre 1920 indiquait que 556 villes totalisaient 18.036.422 habitants pour une population totale de 55.963.053, le pourcentage de la population urbaine par rapport à la population totale se présentait comme étant de l'ordre de 32,23 p. 100; le recensement du 10 octobre 1925 montre au contraire l'accroissement du nombre des villes, de leur population, de la population totale et de la population urbaine; on arrive ainsi aux chiffres de 609 villes peuplées de 21.853.306 habitants pour une population totale de 59.736.822; la population urbaine ayant augmenté de 3.800.000 unités, il est naturel de voir le rapport de cette dernière à la population totale passer de 32,23 à 36,58 p. 100; il ne faut donc pas s'étonner de voir l'ouvrier japonais, qui, naguère, passait à l'industrie aux périodes d'essor pour retourner à la terre dès qu'un ralentissement se faisait sentir, devenir, à présent qu'il se fixe dans les villes, une proie toute destinée au chômage; ainsi que l'a caractérisé M. Idei, « les districts ruraux ont cessé de constituer une réserve de main-d'œuvre pour l'industrie, mais les ouvriers agricoles qui se sont portés en foule dans les villes ne peuvent trouver à s'y employer régulièrement et tombent à la charge de l'Etat ou des collectivités industrielles. Il est indéniable que le chômage actuel a son origine dans l'industrialisation du pays » (30).

Un pareil mouvement de population active, commun à tous les pays, se traduit donc par une offre de travail plus grande que la capacité d'emploi du capital de l'industrie ou du commerce; mais il ne faudrait pas croire que ce

(30) Séishi Idei, Le problème du chômage au Japon, *Revue internationale du travail*, oct. 1930, p. 526.

résultat est atteint seulement lors d'un exode rural, il existe, au contraire, toutes les fois que, d'une façon ou d'une autre, une trop grande concentration de travail se produit dans une branche quelconque de la production; c'est ainsi que l'immigration peut avoir des répercussions fâcheuses sur le marché du travail, lorsqu'elle est considérée au point de vue de la profession des migrants; c'est ainsi, encore, que le choix peu judicieux de sa profession peut condamner l'individu à souffrir plus sûrement du chômage. Ces questions, intimement liées au problème de l'oisiveté involontaire, doivent donc faire l'objet d'un rapide examen.

§ 2. — L'immigration au point de vue de la profession des migrants.

Nous connaissons l'inconvénient que peut causer un apport de population active dû à l'émigration dans un pays où le capital paraît juste suffisant à occuper la main-d'œuvre nationale; ce malaise peut s'aggraver notablement, ou même apparaître alors qu'il n'existait pas, si l'offre de travail d'une certaine nature ne correspond pas au capital à mettre en valeur dont la nature peut être aussi particulière : on peut supposer facilement, par exemple, qu'une offre de travail spécialement adaptée à la production industrielle ne conviendrait pas du tout à un pays dont la demande de travail serait justifiée par une quantité de terre à mettre en valeur. Ainsi, le raisonnement conduit à ajouter aux autres causes de chômage l'immigration au point de vue de la profession des migrants parce ce que son influence est aussi puissante que celle de l'immigration considérée au point de vue global. C'est

ce que relevait dans ses conclusions le Bureau international du travail lorsqu'il écrivait, dans son rapport sur les migrations, que « l'influence que les migrations exercent sur le marché du travail dépend non seulement de leur volume global, mais encore des professions auxquelles les migrants appartiennent. » ⁽⁵¹⁾. Ces conclusions se basaient d'ailleurs sur certaines analyses de situations économiques, comme celle faite en 1928 par la Commission australienne pour le développement économique et les migrations ⁽⁵²⁾; son rapport sur le chômage et la stabilité des affaires en Australie (*Report on Unemployment and Business Stability in Australia*) dénonçait, entre autres choses, que l'accroissement ou la diminution du chômage est en fonction du type d'immigrant qui rentre dans le pays : les colons installés selon un plan de colonisation, les travailleurs domestiques, les ouvriers agricoles, les travailleurs qualifiés, quel que soit leur métier, ont une influence favorable sur le rythme des affaires, à l'encontre des artisans et des manœuvres, dont l'afflux est une cause d'intensification du chômage. D'une façon générale, d'ailleurs, l'agriculteur est bien accueilli; l'artisan et l'ouvrier, surtout le manœuvre, sont défavorablement regardés par le pays d'immigration; il y a là évidemment une sorte de hiérarchie de professions, au point de vue de leur utilité pour le pays d'immigration, qui est loin d'être la hiérarchie naturelle qui se fait jour dans le flot d'émigrants. Au reste, de tout temps, l'émigration a introduit un trop gros contingent d'ouvriers non qualifiés, de manœuvres. On peut avoir présentes à l'esprit les conclu-

(51) B. I. T., doc. cit., rapport cité, p. 159.

(52) *Ibid.*, p. 156.

sions formulées par l'Association internationale de la lutte contre le chômage dans ses divers rapports; elles dévoilent que l'une des causes du chômage de la classe ouvrière aux Etats-Unis est due au manque d'aptitude professionnelle des immigrants du Sud-Est de l'Europe : « Ces hordes d'ouvriers venant du Sud-Est de l'Europe deviennent donc les manœuvres de la grande industrie, où ils débutent par des travaux occasionnels. Arrivant en trop grand nombre et sans instruction professionnelle suffisante pour qu'il leur soit possible d'obtenir de meilleures conditions de travail, ils provoquent le chômage dans les grandes villes de l'Est et du Nord, parmi les couches inférieures de la population ouvrière. » ⁽⁵³⁾. C'est ce même état de choses que rappelait également le rapport du commissaire de l'immigration de New-York en 1911, ainsi que les volumes de *l'Enquête de la Commission de l'immigration* ⁽⁵⁴⁾. Plus récemment, on a pu voir au Japon qu'une augmentation notable de chômage des ouvriers, même qualifiés, fut causée par l'immigration des travailleurs occasionnels coréens : ce sont les *Hi-Yatoi* qui, dans certaines villes, ont chômé en 1925 dans la proportion de 40.000 pour 206.551 unités ⁽⁵⁵⁾. La ville est d'ailleurs pour tous, immigrés ou nationaux, un centre puissant d'attraction; l'industrie attire fortement l'individu, la colonisation agricole est d'ailleurs lente et coûteuse, de sorte que l'on a pu constater, en 1925 en Palestine et en 1926 en Australie, que les immigrants venus en qualité de colons agri-

(53) Geza von Hoffmann, *L'immigration et le chômage* (Etats-Unis d'Amérique), Bull. cit., juill.-sept. 1912, p. 477.

(54) Cité dans *Annual Report of the Commissioner General of Immigration for the fiscal year ended June 30, 1911*, Washington, 1912, p. 152-153.

(55) Seishi Idei, art. cit., Rev. cit., p. 530.

coles fuyaient la campagne pour essayer de se livrer en ville à quelque occupation industrielle ou commerciale ⁽⁵⁶⁾.

La qualité professionnelle de l'individu n'est donc pas indifférente à l'existence du chômage, ainsi que l'ont prouvé les nombreux exemples qui viennent d'être mentionnés. A un besoin de travail d'une certaine nature, ou mieux à un capital disponible d'une certaine nature devrait nécessairement correspondre une offre de travail spécialement adaptée. Cette nécessité vaut aussi bien pour les professions manuelles que pour les professions intellectuelles, avec cette nuance que, pour ces dernières, la nature de la demande prime la nature du capital, qui ne peut s'individualiser au contact de cette demande, puisqu'il ne peut être question que de capital en valeur propre à rémunérer l'activité de celui qui rend le service.

Enfin, une dernière question reste à résoudre : pourquoi l'individu est-il porté à choisir certaines situations plutôt que d'autres, pourquoi vient-il encombrer des carrières qui ne le sont déjà que trop ? La réponse à faire nous entraîne aux confins du domaine de la science économique, mais on ne peut la laisser dans l'ombre, puisque, dans une certaine mesure, elle a quelque relation avec cette science économique tout en satisfaisant à la recherche des causes lointaines du chômage.

§ 3. — Les raisons dernières qui dictent aveuglément le choix de la profession.

Ces raisons sont beaucoup plus difficiles à déterminer en cette matière qu'au sujet de l'augmentation exagérée de la population active d'un pays, car il n'y avait alors

(56) B. I. T., doc. cit., p. 138.

qu'à constater l'existence même du fait naturel : augmentation des naissances, diminution des décès, lorsqu'il s'agit d'un accroissement de population; plus particulièrement, diminution des décès lorsqu'il s'agit d'un changement d'âge dans la population totale; ce n'est qu'en abordant le fondement de l'immigration que l'on a pris contact avec des causes propres à l'individu, plus psychologiques et plus subjectives, comme ce sentiment de malaise déterminé par des raisons économiques ou extra-économiques. Au contraire, la complexité est la règle lorsqu'on examine les faits qui se ramènent tous à donner une sorte de suprématie à la ville sur la campagne, c'est-à-dire en définitive à l'industrie sur l'agriculture, ou même aux carrières libérales sur l'industrie; on doit envisager une somme de raisons dont ni les unes ni les autres ne sont entièrement satisfaisantes prises isolément, mais dont l'ensemble peut donner une explication acceptable de ces accumulations néfastes de travail sur certains points ou dans certains métiers, à moins que ce ne soit à la fois sur certains points et dans certains métiers.

On doit d'abord partir de ce point de vue qu'il paraît exister une sorte de hiérarchie conventionnelle et tacite entre les métiers, ne correspondant aucunement aux besoins économiques, mais plutôt au degré de considération qui s'attache à chaque groupe de profession : au sommet de l'échelle se trouvent les professions libérales, tandis que les divers métiers suivent à la seconde place; le dernier rang est assigné à l'ouvrier agricole, qui, tout au moins en France, est un peu déconsidéré. Dans ce pays que nous donnons comme exemple, une foule de raisons économiques ou sentimentales viennent, en outre, accen-

tuer la réalité de ce classement et donner une explication plausible de l'exode rural.

Les raisons économiques sont nombreuses; il y a d'abord le peu de gain réalisé par l'agriculteur : cette raison assez grave et qui, par conséquent, peut être déterminante, provient de ce que l'agriculteur n'amortit pas son matériel; or, s'il lui fallait imputer sur ses recettes une prime d'amortissement pour ses machines, les constructions ou l'amélioration de ses terres, il verrait partir une grande partie de son bénéfice, qui ne représente, somme toute, que la juste rémunération de son travail; le prétendu gain de l'agriculteur ne serait donc plus que le résultat d'un manque de dépense (37).

On a fait remarquer, de plus, que certaines circonstances rendent l'agriculture difficile et peu rémunératrice; c'est d'abord le poids de l'impôt foncier; c'était, il y a quelques années, l'insuffisante protection de la terre comparativement à celle de l'industrie; c'est, enfin, l'existence des taxations qui frappent les produits agricoles; d'autre part, la disparition de certains métiers, de certaines petites industries rurales, comme le tissage et la vannerie, empêche la régularisation du travail dans l'année, de même que l'absence de familles nombreuses, la dispersion des membres de la famille, la venue d'étrangers concurrents, rendent plus durs, sinon impossibles, les divers travaux que nécessite la culture de la terre.

Tournant alors les yeux vers la situation des ouvriers des villes, l'ouvrier de la terre, ou même celui qui aurait

(37) J. Vialatoux, *Recherches sur les causes de la désertion agricole*, cours professé à la Semaine sociale de Rennes; *Le problème de la terre dans l'économie nationale*, Gabalda, 1924.

pu le devenir, se trouve en infériorité manifeste sur le citadin, qui jouit, semble-t-il, d'un sort très enviable : ne profite-t-il pas d'heures de repos, d'un travail plus facile et mieux rémunéré grâce à une politique de hauts salaires ? N'est-il pas sous la sauvegarde d'une législation protectrice plus poussée dans les villes qu'à la campagne ? Il est évident que toutes ces raisons sont puissantes, puisqu'elles déracinent l'homme du sol où il a vécu ; elles agissent cependant avec beaucoup plus de force encore au moment où il se détermine pour le choix d'une profession.

Mais il existe d'autres raisons, en quelque sorte d'ordre psychologique, venant renforcer encore tous ces motifs économiques : d'une part, l'attrait des villes paraît irrésistible ; il s'exerce surtout sur les femmes, et le cinéma n'est pas un de ses moindres fleurons ; d'autre part, l'exode attire l'exode : on n'a plus intérêt à rester ou à vivre dans un lieu que personne ne fréquente, puisque le métier d'agriculteur est discrédité ; enfin, l'affaiblissement des croyances religieuses peut, dans une certaine mesure, contribuer aussi à l'abandon de la saine vie des champs.

Toutes ces raisons, qui justifient en France la désertion des campagnes, peuvent se retrouver avec sans doute quelques particularités nouvelles dans l'ensemble des pays qui souffrent de l'exode rural ; ce n'est pas seulement en ce domaine qu'elles exercent leur action ; comme nous l'avons fait entrevoir, elles déterminent aussi l'individu au moment du choix de sa carrière, elles l'orientent professionnellement. A cet égard, l'agriculture sera encore laissée pour compte ; elle nécessite un long apprentissage ; dans l'industrie et le commerce, on gagne plus rapidement sa vie ; avec l'extrême division des tâches et l'exaspé-

ration du machinisme, est-il besoin de perdre de l'argent à apprendre un métier? Et l'on se trouvera devant ce triste résultat que des adolescents ne posséderont aucun métier parce que l'égoïsme des parents aura sacrifié leur éducation technique au désir d'un rapport prématuré; à vrai dire, les circonstances favorisent souvent ce calcul : la période d'essor économique comble les vœux paternels, puisque l'industrie fait feu de tout bois; la période de dépression se chargera au contraire de leur montrer toute l'étendue de leur imprévoyance; ces mêmes circonstances défavorables peuvent contraindre également l'adolescent à peine sorti de l'école à sacrifier la période d'apprentissage ⁽⁵⁸⁾, puisque cette dernière échoit à un moment de dépression économique, quand le budget familial douloureusement resserré met chacun, même les femmes et les vieillards, dans la triste nécessité d'offrir leur travail pour subvenir à leurs besoins.

Ces quelques idées donnent les raisons du grand nombre d'ouvriers non qualifiés ou demi-qualifiés; il existe sans doute fort heureusement une plus grande proportion d'ouvriers qualifiés, mais là encore le choix du métier n'a pas toujours été dicté par des considérations économiques. Quelquefois, l'atavisme joue un grand rôle; il poussera le fils du mineur à se faire mineur, sans même lui faire envisager la possibilité d'avoir un autre métier. Le plus souvent, l'esprit d'imitation jouera, l'un se fera

(58) Cf. B. I. T., *Le problème du chômage en Grande-Bretagne, ses aspects nationaux et internationaux* (Rapport de la Conférence réunie à Londres du 25 au 27 mars 1924, sous les auspices de l'Association britannique pour la Société des Nations), Genève, 1924. Lady Astor signalait à la Conférence précitée que le nombre des garçons et filles sans travail était évalué à 150.000. Généralement ils sortent de l'école pour s'inscrire comme chômeurs. Doc. cit., p. 76-77.

ébéniste parce que son camarade l'est devenu. Dans tous ces cas, il pourra donc exister une mauvaise répartition de la main-d'œuvre.

Les causes lointaines du chômage nous montrent donc que ce dernier est dû, pour une part, à une mauvaise orientation originelle de la main-d'œuvre vers les professions; elles nous prouvent aussi qu'il est dû, pour une autre part, à cette mobilité néfaste de la main-d'œuvre qui lui fait désertier la terre. La question se posera plus tard de savoir si l'individu qui s'est ainsi fourvoyé peut revenir en arrière, peut s'adapter au capital mieux qu'il ne l'a fait auparavant : c'est là essentiellement une question de mobilité de main-d'œuvre ⁽³⁹⁾.

SECTION III

MAUVAISE RÉPARTITION DES CAPITAUX ET CHÔMAGE

L'inadaptation du capital et du travail ne provient pas uniquement du fait de ce dernier, c'est-à-dire de son augmentation hors de proportion avec l'importance du capital qui le met en œuvre; il peut exister également un non-ajustement du capital et du travail dû surtout au capital. Ce capital ne sera point un capital thésaurisé; loin d'être retiré de la production ou du commerce, il sera prêt à s'employer, de sorte que la notion de disponibilité sur laquelle nous n'avons cessé d'insister prendra encore à cette place toute sa signification.

Comme dans ce chapitre nous devons nous placer seulement au moment initial où le capital va s'utiliser dans la production pour collaborer avec le travail, seul le capital en valeur doit nous intéresser : c'est lui qui permet-

(39) Cf. *infra*, notre titre III.

tra d'aménager la nature, d'acheter l'outillage, de fournir enfin les fonds de roulement nécessaires à la bonne marche de l'industrie; d'autre part, le capital en valeur, qu'il soit représenté par du numéraire ou par du crédit, est toujours susceptible de se déplacer plus facilement que le capital en nature; dès sa naissance, aucune affectation ne saurait le lier, rien ne doit donc le gêner dans le financement d'une entreprise.

Dans ces conditions, tout le problème consiste à se demander si du chômage ne doit pas résulter, dans un pays donné, d'une pénurie de capital, comme peuvent nous le faire supposer par contraste les conclusions des sections précédentes, lorsqu'elles déterminent que l'afflux de certaines quantités de travail sont en mesure de provoquer du chômage malgré la constance des autres facteurs de l'économie.

L'étude approfondie de cette question a fait l'objet d'un rapport adressé au Bureau international du travail par M. Albert Hahn, professeur à l'Université de Francfort-sur-le-Mein ⁽⁶⁰⁾. Sacrifiant à la tendance allemande qui pousse à l'examen de pareils problèmes ⁽⁶¹⁾, sacrifiant

(60) B. I. T., Problèmes du chômage en 1931; *Les inégalités de la répartition internationale du capital comme facteur de chômage*, par A. Hahn, p. 127-140.

(61) La bibliographie citée par M. Hahn est une preuve que les Allemands s'intéressent à la question du capital; tout en remarquant que cette bibliographie n'est pas très riche, ni exactement adaptée au sujet qu'il traite, M. Hahn signale un certain nombre de publications dont la majorité est d'origine saxonne :

Henri DIETZEL. — Bedeutet Export von Produktionsmitteln volkswirtschaftlichen Selbstmord? Unter besonderer Berücksichtigung des Maschinen- und Kohlenexports Englands (L'exportation de moyens de production manufacturés signifie-t-elle le suicide économique? Le cas de l'exportation de machines et le charbon d'Angleterre). Berlin, 1907.

E. VARGA. — Die Ueberschätzung der wirtschaftlichen Bedeutung des Kapitalexportes und des Imperialismus (La surestimation de l'importance

ainsi à l'obsession que peut causer l'actuelle situation germanique tout entière dominée par la désertion des capitaux, M. Hahn a mis parfaitement au point une théorie à laquelle il est sage de se référer.

1° *La théorie du professeur Hahn; l'inexistence, en la matière, de données statistiques, et, en admettant qu'elles soient, l'impossibilité de les utiliser correctement.*

L'étude du professeur Hahn est surtout théorique car la statistique ne fournit pas de données sur la répartition des capitaux ni sur la relation qui peut exister entre l'intensité du chômage et la pénurie du capital. Par ailleurs, l'inégalité de répartition ne se révèle pas aussi simplement qu'on pourrait le croire, parce qu'elle ne peut se présumer sur la base des différences internationales du taux de l'intérêt; ce dernier n'est rien d'autre, en effet, que le prix de l'utilisation du capital, de sorte que la variation de ce prix, c'est-à-dire son niveau plus ou moins élevé, pourra dépendre de la plus ou moins grande somme de richesse que permettra d'obtenir un certain apport de capital mis en œuvre par les facteurs économiques du pays envisagé; en un mot, on peut consentir à payer plus

économique de l'exportation des capitaux et de l'impérialisme). *Die heue Zeit*, 34, Jahrg., 1916.

JAMES W. ANGELL. — *The Theory of International Prices* (La théorie des prix internationaux). Harvard University Press, Cambridge, 1926.

MELCHIOR PALYI. — *Zur Frage der Kapitalwanderungen nach dem Kriege* (La question des migrations de capitaux après la guerre), *Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, Band. 171, Munich et Leipzig, 1926.

Fritz RZESNITZEK. — *Zur theorie des Kapitaleports* (La théorie de l'exportation du capital). Berlin, 1928.

HERMAN BENTE. — *Die marktwirtschaftliche Bedeutung der Kapitalanlage im Anslande* (L'importance économique des investissements de capitaux à l'étranger), *Weltwirtschaftliches Archiv*, Bd. 32, Heft 1, 1930.

cher une utilisation rémunératrice du capital, mais comme cela ne se peut que si les autres facteurs économiques du pays envisagé s'y prêtent, on est bien en droit de conclure que la demande de capital dépendra, comme le taux de l'intérêt, de la nature et de l'existence de ces facteurs. En définitive, lorsque le taux de l'intérêt est le même dans deux pays, ou lorsqu'il est inégal, cela ne signifie pas que dans le premier cas il existe une égalité de répartition du capital, alors que dans le second la situation est complètement renversée. Si donc les différences du taux de l'intérêt n'enseignent pas grand'chose, on est obligé d'abandonner la méthode inductive au profit de la méthode analytique et déductive, qui devient la seule applicable ⁽⁶²⁾.

2° *La définition du capital et la véritable signification des inégalités de sa répartition.*

M. Hahn, dans sa définition du capital, oppose comme nous, mais implicitement, le capital en valeur au capital en nature; seul le premier doit être considéré dans une pareille étude; il est alors « le pouvoir, résultant de l'exercice judicieux de la puissance d'achat, de diriger par des voies indirectes la production et la consommation. Le capital n'est donc pas du tout la même chose que des biens capitaux particuliers, des fabriques, etc. » ⁽⁶³⁾.

La quantité de capital qui doit être investie dans un pays est pour ainsi dire déterminée à l'avance par l'existence des conditions économiques régnant dans ce pays; une quantité de capital trop faible par rapport aux exi-

(62) A. Hahn, doc. cit., étude cit., p. 127.

(63) A. Hahn, doc. cit., étude cit., p. 129.

gences de ces conditions déterminerait une situation déséquilibrée; au contraire, « l'état normal, qui est notre point de départ, est un état d'équilibre dans lequel les trois éléments de production, le travail, le sol et le capital, s'unissent pour la production, et dans lequel aucune portion considérable de ces éléments de production ne reste inutilisée. Ce n'est pas à dire que tout le sol, tout le capital et toute la force de travail du pays seraient utilisés. On n'utilisera, au contraire, de chaque facteur, que les quantités pour lesquelles l'utilité de l'emploi se révélera supérieure au coût. Pour chacun des éléments de production il y a une limite au delà de laquelle cet élément n'est plus utilisé » (64).

En s'autorisant de ces principes, on s'explique alors qu'il y ait des inégalités normales dans la répartition du capital : elles tiennent à la différence de grandeur des pays, ainsi qu'à la diversité de leur structure économique. Ainsi, à structure économique égale, on comprend aisément qu'un pays moyen comme la France ait besoin d'un capital plus important qu'un petit pays comme la Belgique; à structure économique inégale, on comprend de même qu'il existe une répartition inégale de capitaux, car l'investissement-limite, c'est-à-dire le dernier placement de capital qui est tout juste rémunérateur, variera nécessairement avec les conditions économiques du pays envisagé : avec la nature des cultures (extensives ou intensives), avec le taux des salaires, etc.

En conséquence, l'inégalité de répartition du capital n'est pas un vice lorsqu'elle est commandée par les nécessités économiques, lorsqu'elle aboutit à la création de

(64) *Ibid.*, p. 134.

ce que M. Hahn appelait « l'état normal » ou « l'état d'équilibre ». Au contraire, la situation anormale existe dès que l'investissement du capital dans le pays envisagé ne se fait plus quantitativement en fonction de ses facteurs économiques, lorsqu'il ne respecte plus les proportions pour ainsi dire imposées d'avance par l'existence de ces facteurs économiques suivant la formule idéale qui aboutit à l'état d'équilibre. C'est alors qu'il peut exister une surabondance ou une pénurie de capital et c'est alors que l'on paraît en droit de dire qu'il existe une anormale répartition du capital, sans que cette expression implique nécessairement que cette répartition soit mauvaise.

3° *La surabondance et la pénurie de capital, indices d'une inégalité de répartition; la pénurie comme cause de chômage.*

En effet, pour M. Hahn, la surabondance de capital ne peut être une cause de chômage : « Cette opinion, qui paraît paradoxale au lecteur instruit, se fonde sur l'observation que l'emploi accru de capital économise l'emploi de la force de travail et libère donc une partie de la main-d'œuvre. Elle provient d'une conception inorganique de l'action commune des différents facteurs de la production. » (65).

Dès qu'il existe une augmentation de l'offre du capital,

(65) A. Hahn, *doc. cit.*, étude cit., p. 133. Cet auteur ajoutait qu'« il est certainement tout à fait exact que l'emploi accru de la force de capital économise la force de travail », paraissant ainsi se mettre en désaccord avec la théorie que nous soutiendrons au chapitre II de ce même titre. A notre avis, le machinisme, que paraît viser tout particulièrement M. Hahn dans sa formule, économise la force de travail mais non le travail lui-même : il enlève simplement à certains travaux leur caractère d'être pénibles pour l'homme, il change donc la qualité du travail sans lui enlever son existence, en un mot, sans l'économiser.

l'intérêt baisse, de sorte que l'on assiste au double développement des méthodes directes et des méthodes indirectes de production; des lieux de production qui n'étaient pas rémunérateurs le deviennent par suite de la baisse du taux de l'intérêt; ils absorbent ainsi les ouvriers libérés par le progrès des méthodes indirectes de production : « Ces faits se passent tout à fait simultanément; on ne peut donc en principe pas supposer qu'il doive se produire une augmentation même temporaire du chômage. En fait, il n'y a aucune preuve qui permette d'affirmer qu'une augmentation du capital dans un pays doive produire une augmentation du chômage. » (66).

Par contre, et c'est l'autre face de l'exposé, la pénurie de capital est une véritable cause de chômage dans la mesure où la variation de certains éléments de l'économie, et notamment des salaires, est dans l'impossibilité de compenser l'élévation de l'intérêt du capital ou même l'affaiblissement de la productivité et du rendement de l'ouvrier qui doit résulter fatalement d'une diminution de capital. Cette constatation s'éclaire si l'on remarque dans toute production l'existence d'ouvriers-limites, c'est-à-dire d'ouvriers qui produisent suffisamment pour rapporter une somme équivalente au total formé par leur salaire, l'intérêt du capital et la rémunération de l'entrepreneur; l'emploi de l'ouvrier-limite dépendra donc en partie du salaire qu'il exigera.

S'il existe une pénurie ou une diminution de capital, « l'équipement en capital par ouvrier employé sera plus restreint, par conséquent la productivité et le rendement du travail de l'ouvrier seraient plus faibles. L'entrepre-

(66) *Ibid.*, p. 134.

neur doit donc, pour que son entreprise reste rémunératrice, abaisser les taux de salaires offerts. Aussi longtemps que, d'autre part, les prétentions de salaire des ouvriers restent constantes, certaines catégories d'ouvriers-limites cesseront nécessairement de trouver du travail, parce que le prix qu'ils demandent est supérieur au prix offert » (67). La baisse des salaires et leur adaptation aux effets du récent niveau de l'équipement en capital épargnerait le chômage, mais les salaires ne peuvent se montrer indéfiniment élastiques : « Lorsqu'un niveau de vie a été atteint par les ouvriers, il ne peut être abaissé, surtout là où existe le système des conventions collectives, qu'après des luttes politiques très ardues » (68); aussi la pénurie de capital provoquera du chômage toutes les fois et aussi longtemps que les salaires manqueront d'élasticité.

4° *Les causes des inégalités de répartition du capital : variations du taux de l'intérêt et facteurs extra-économiques.*

La théorie présentée par M. Hahn établit donc parfaitement, en accord avec la thèse que nous présentons, que la diminution de capital peut être une véritable cause de chômage, mais elle n'accorde pas d'attention aux véritables facteurs de cette diminution, comme d'ailleurs le faisait également M. Lederer, professeur à l'Université d'Heidelberg, lorsqu'il montrait le procès de la naissance du chômage par suite d'une pénurie de capital; il écrivait, en effet, que le chômage « se produira fatalement lorsque, par suite d'un défaut d'organisation de la fabrication, les

(67) A. Hahn, *loc. cit.*, étude citée, p. 133.

(68) *Ibid.*, p. 136 et 137.

capitaux accumulés continuent à être dirigés sur des branches déjà saturées ou quand l'organisation du crédit exclut le crédit personnel et empêche alors l'industrie de se développer comme elle l'a fait en Allemagne pendant la deuxième moitié du xix^e siècle. La compensation ne pourra pas jouer quand les capitaux seront investis dans des entreprises fortement organisées ou dont la capacité d'absorption de force de travail est insignifiante, ou quand ils servent à financer de nouvelles entreprises, qui s'établissent immédiatement sur le plan des grandes entreprises » (69).

Mais cette mauvaise utilisation du capital ne procède pas d'une répartition en quelque sorte spontanée. A notre avis, cette répartition a ses causes économiques ou extra-économiques, sans que l'on puisse toujours les différencier dans leur action (70). La cause économique, dont nous ne parlerons guère, est la hausse du taux de l'intérêt, c'est-à-dire l'élévation du prix de l'utilisation du capital; elle détermine un appel de capital d'autant plus puissant que le taux est plus élevé; peu importe d'ailleurs que les bénéfices de l'entreprise correspondent à la grandeur du capital investi, ce qu'il faut remarquer c'est que le simple jeu du taux de l'intérêt attire ou refoule les capitaux, assurant ainsi leur répartition dans l'espace.

Il existe, d'autre part, une seconde cause de répartition des capitaux qui se combine souvent avec la première, mais qui peut jouer dans certaines conditions presque

(69) Lederer, *Rev. cit.*, art. cit., p. 287.

(70) On peut, en effet, imaginer sans trop forcer la vérité qu'entre deux possibilités d'investir son capital à des taux très élevés mais inégalement élevés, le détenteur préférera le plus souvent investir son capital là où le taux le moins élevé lui est offert si, en revanche, toutes garanties lui sont offertes pour la bonne conservation de ce capital.

entièrement à l'état pur : c'est la confiance. M. Albert Hahn avait remarqué dans son étude cette cause de rupture d'équilibre du marché international qui « réside dans le fait que le pays possédant une surabondance de capital n'a pas confiance dans les placements à l'étranger, ou que les mouvements de capital sont régis par des facteurs politiques. Dans ces deux cas, il ne se produit pas de répartition du capital basée strictement sur le calcul du taux de l'intérêt pour des raisons spéciales et surtout extra-économiques » (71). Le même auteur ajoutait d'ailleurs *in fine* « que la raison la plus importante qui empêche la libre circulation des capitaux vers le lieu de production maximum, c'est le manque de confiance dans l'avenir économique et politique du pays qui a besoin du capital » (72). Donnant ainsi la suprématie au jeu des causes extra-économiques, M. Hahn ne laissait de faire paraître l'influence qu'a eue sur son esprit comme sur celui de ses compatriotes le difficile développement économique d'une Allemagne qui souffre de la pénurie de capital. Pour mieux caractériser l'action si diverse de la confiance, nous ne saurions mieux faire que d'évoquer rapidement la crise allemande qui sévit depuis 1925 et l'essor de Wall-Street jusqu'au krach d'octobre 1929.

3° *Des exemples d'inégalités de répartition de capitaux occasionnées par la confiance : la crise allemande et l'essor de Wall-Street.*

La situation anormale de l'Allemagne était signalée, en 1929, par l'Institut allemand d'observation économi-

(71) A. Hahn, *doc. cit.*, étude citée, p. 132.

(72) *Ibid.*, p. 140.

que; il faisait ressortir que les emprunts à l'étranger, s'élevant en 1928 à 1,5 milliard de marks, s'étaient réduits en 1929 à 350 millions de marks; en outre, bien que le capital étranger ait continué de s'intéresser aux entreprises privées, le rétrécissement des emprunts à long et à court terme, l'insuffisance des capitaux appartenant en propre à l'économie allemande, ont paralysé l'activité industrielle du pays (73).

D'ailleurs, la presse ouvrière et la Fédération des syndicats allemands estimaient à l'époque ce manque de capitaux comme le seul coupable de la crise de chômage, la première en attaquant vivement la politique de restriction des emprunts étrangers (74), la seconde en faisant connaître par un manifeste qu'elle tenait pour une politique préjudiciable à l'économie allemande celle qui tendait à exclure les capitaux étrangers (75).

Malgré ces avertissements, le triomphe des nationaux socialistes aux élections du 14 septembre 1930 et plus particulièrement la politique financière du docteur Schacht augmentèrent notablement la gravité de la crise; ainsi que le constatait M. Lederer, « les élections de septembre 1930 et le succès surprenant des nationaux socialistes devaient paralyser pendant un certain temps les énergies politiques des partis moyens et rendaient absolument incertaine l'évolution politique subséquente. La répercussion de ces événements sur l'économie fut inévitable : ébranlement de la Bourse, fuite des capitaux allemands, rapatriement des capitaux étrangers prêtés à court terme ou non, renouvellement des crédits extérieurs.

(73) *Wochenbericht des Institutes für konjunkturforschung*, 15 janv. 1930, cité dans les *Informations sociales*, 10 févr. 1930.

(74) *Aufwärts*, 16 janv. 1930.

(75) *Gewerkschaftszeitung*, 18 janv. 1930.

Ce retrait des capitaux, en tant qu'il touchait l'industrie, ne manqua pas d'accentuer le chômage. La diminution des crédits extérieurs à court terme eut le même résultat; la politique de crédit de l'ancien président de la Reichsbank, le docteur Schacht, fut définitivement condamnée. Par sa pratique vigoureuse du contrôle des emprunts extérieurs, il avait pour ainsi dire interdit aux entreprises privées et aux établissements publics de demander autre chose que des crédits à court terme, dont le montant important fut un élément d'instabilité pour la gestion financière. Or, on peut dire du crédit à court terme ce qu'on disait en Angleterre du crédit agricole : il soutient le bénéficiaire comme la corde soutient le pendu » (76).

En face de la précarité de la situation économique allemande causée par une pénurie de capitaux, on ne peut s'empêcher de dresser, par contraste, la prospérité de l'industrie américaine, qui regorgeait, en 1929, de capitaux nationaux et étrangers; cet état économique pouvait se mesurer au progrès des émissions de nouvelles valeurs mobilières; qu'il s'agisse d'actions, d'obligations et de fonds publics, leur valeur passe au total de 7.489 et 7.979 millions de dollars en 1927 et 1928 à 10.009 millions de dollars en 1929; la divergence, dès la fin 1928, entre la courbe de l'indice du mouvement général des affaires, qui baisse, et celle de l'indice des cours de Wall-Street, qui hausse, tendait nettement à mettre en évidence une situation « soufflée » correspondant au fait que la Bourse ne s'appuyait plus sur l'activité économique et que les *investment-trusts* n'avaient aucune base véritablement sûre (77).

(76) Lederer, *Rev. cit.*, art. cit., p. 291.

(77) J. Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., 1932, t. I, p. 305 et suiv.

Ainsi donc, presque au même moment, on assiste à un afflux de capital dans un pays où l'activité industrielle en a si peu besoin que cette situation de déséquilibre finira par se dénoncer après les journées de déflation du 18 au 29 octobre 1929 par le krach de Wall-Street, alors que, par ailleurs, on observe en Allemagne une pénurie du capital, dont la présence ou même l'abondance aurait au contraire profité plutôt que nuï aux intérêts économiques de ce pays.

On serait presque porté à conclure que les mouvements du capital décident sans logique apparente de la prospérité ou de la décadence des industries; en fait, si dans certaines situations, le plus grand rôle appartient aux facteurs extra-économiques, et en particulier à la confiance, il ne faut pas croire que celle-ci ignore complètement dans son action l'existence des facteurs économiques; en effet, quoique d'essence psychologique, elle est loin d'agir sans discernement; en l'occurrence, la faillite encore récente de l'Allemagne, sa situation fortement débitrice malgré les 12 milliards de marks actuellement « gelés » (frozen) que lui ont prêtés l'Amérique et l'Angleterre, sont autant de raisons économiques qui, tout en faisant douter du redressement d'une situation aussi compromise, sont loin d'encourager les prêteurs éventuels à dispenser un crédit peut-être salulaire, mais que les exemples passés n'autorisent pas à donner à un moment où le capital, dédaignant profits et intérêts, recherche avant tout sa sécurité dans le choix d'une monnaie stable.

Mais cette confiance, qui fait défaut lorsqu'il s'agit de prêter à l'Allemagne, réapparaît au contraire lorsqu'il s'agit d'investir du capital dans les industries américaines; elle s'autorise également pour le faire de certaines

raisons économiques; ce qui a provoqué cet afflux de capital à la Bourse de New-York, c'est bien, dans une certaine mesure, la hausse, d'ailleurs assez légère, de 1927 à 1929, des métaux et des matériaux de construction; c'est bien également le progrès de l'industrie automobile; c'est bien aussi le goût de la spéculation et des bénéfices rapides, mais c'est surtout ce que M. Lescure a appelé « la mystique de la prospérité » (78), facteur indéniable de confiance, facteur si puissant qu'à la veille du krach, les voix les plus autorisées des Etats-Unis se montraient optimistes pour l'avenir.

Ainsi donc, plus que le taux de l'intérêt, la confiance, de nature essentiellement psychologique, mais plus ou moins déterminée par des considérations économiques, apparaît, tout au moins à l'heure actuelle, comme le grand facteur de répartition des capitaux; ainsi que ces cours d'eau du désert dont la disparition signe l'arrêt de mort de la flore et de la faune, qui tiraient de leur présence un principe de vie, la confiance se montre elle-même comme une cause de chômage et de décadence dans la mesure où elle prive de capitaux les économies, qui doivent s'en abreuver pour vivre et prospérer.

(78) J. Lescure, *op. cit.*, t. I, p. 312.

CHAPITRE II

LES CAUSES DU CHOMAGE PAR LE DESAJUSTEMENT DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

Comme on a pu le remarquer dans le précédent chapitre, souvent la cause lointaine empêche l'union du travail et du capital dans l'œuvre de production, mais plus souvent encore elle intervient pour rompre cette union si elle a lieu et causer ainsi du chômage.

L'existence de ce phénomène ne fait aucun doute lorsque, en admettant la constance de la quantité de travail, on observe, au contraire, une diminution ou un retrait du capital propre à mettre en valeur cette même quantité. Le capital cesse alors de se comporter comme un moyen d'emploi du travail. Fondement de l'édifice productif il s'écroule, libérant malencontreusement le travail dont il était le soutien.

Peut-on cependant considérer comme absolu le système qui prétendrait faire découler la naissance du chômage d'un retrait de capital? A la vérité, les faits économiques modernes paraissent également souligner une situation vraisemblablement opposée à cette conception.

La production s'effectuerait de moins en moins avec l'aide du travail; la machine l'économiserait, le remplacerait même, occasionnant ainsi du chômage par un apport de capital.

Existe-t-il vraiment une contradiction foncière entre ces deux situations? Deux sections ne seront pas de trop pour donner à ce problème une solution pleine de clarté.

SECTION PREMIERE.

UNE CAUSE DE CHÔMAGE : L'ANÉANTISSEMENT OU LA MISE EN NON-DISPONIBILITÉ DES CAPITAUX

C'est presque un truisme de dire que la production moderne s'effectue de plus en plus avec l'aide des capitaux. Les capitaux en valeur participent à l'achat des moyens de production et des matières premières; ils fournissent d'autre part les fonds de roulement nécessaires à la bonne marche de l'industrie et contribuent ainsi au paiement du salaire. On se trouve par conséquent dans la réalité, en face de deux catégories de capitaux : les capitaux en valeur et les capitaux en nature dont l'existence paraît être subordonnée, à notre époque, à celle des capitaux en valeur.

L'importance accrue du rôle du capital n'est pas sans relation avec la généralisation de la méthode indirecte de production dont l'emploi influe directement sur le marché du travail.

Cette méthode, en effet, caractérise un trait de l'économie moderne; elle consiste à fabriquer d'abord un produit intermédiaire qui servira d'instrument auxiliaire propre, par la suite, à fabriquer le produit désiré; une pareille méthode élargit donc considérablement la productivité en s'opposant ainsi à l'ancienne méthode directe qui ne permettait dans la même unité de temps que l'obtention d'une quantité trop limitée de produits. L'adoption d'un semblable régime de production n'est

cependant pas sans avoir eu certaines conséquences, comme celles, par exemple, d'une part, de limiter au moins temporairement la production future suivant le nombre et le rendement des machines en usage, et de limiter d'autre part, dans l'unité de temps, la consommation de travail et de matières premières.

Il est évident qu'une production plus élevée ne peut aller sans la construction de nouvelles machines ou bien sans leur amélioration, au point de vue mécanique, pour en obtenir un meilleur rendement. Mais, par ailleurs, la limitation de la production que suppose l'emploi de la méthode indirecte entraîne aussi une certaine limitation de la consommation de matières premières ou de produits semi-ouvrés, c'est-à-dire de produits non encore arrivés à leur dernier stade de transformation; ne semble-t-il pas rigoureusement vrai que, dans une filature, la consommation de laine ou de coton dépend de la quantité de broches en activité et de leur rendement moyen ? Ne pourrait-on pas, de même, calculer sans trop de chances d'erreur le poids de filés que peut consommer quotidiennement un métier à tisser ? Ces opérations n'ont rien d'impossible, étant donné le caractère permanent que présente l'activité mécanique.

Enfin, et c'est ce qui nous intéresse plus particulièrement, l'emploi lui-même, qui correspond à une consommation éventuelle d'une certaine quantité de travail, est fortement commandé par l'emploi du capital productif : la marche d'une locomotive ne nécessite pas la force de dix hommes et rien qu'à l'aide du simple dénombrement des machines desservant une usine on pourrait certainement donner le nombre assez précis des ouvriers néces-

saires à leur fonctionnement (1); il semble évidemment qu'il y ait un minimum incompressible au-dessous duquel on ne puisse aller sans nuire à la bonne marche d'une entreprise, mais au-dessus duquel l'emploi de trop de travail devient un gaspillage et donne naissance au sous-emploi.

Les conséquences de ces diverses limitations précisent les répercussions que peut avoir la cause lointaine directement, ou même indirectement à travers l'influence du déséquilibre économique.

A cette place nous ne nous occuperons que de son influence directe, ce qui réduira largement les observations que l'on pourrait faire sur l'anéantissement ou la mise en non-disponibilité du capital en valeur. Nous nous attacherons plus particulièrement au double effet de la cause lointaine sur le capital en nature : lorsqu'il a pour résultat d'empêcher, d'une part, le ravitaillement de l'industrie en matière première, et de priver, d'autre part, l'ouvrier de ce produit intermédiaire qui lui donne la presque totalité de son pouvoir productif, nous voulons désigner par là cet instrument auxiliaire de production qu'est la machine.

§ 1. — Une observation préliminaire sur le capital en valeur; le rôle du haut salaire et de la thésaurisation.

Comme nous le faisons pressentir, il est très difficile de trouver une diminution ou une indisponibilité du capital

(1) Cette réflexion ne vaut évidemment que dans la mesure où le travail par équipe n'est pas employé; mais elle vaudrait encore dans cette dernière hypothèse à la condition nécessaire et suffisante que dans la journée de vingt-quatre heures on donne la fraction de temps pendant laquelle travaille chaque équipe.

en valeur qui ne soit liée à un phénomène de consommation et par conséquent qui ne puisse causer autrement du chômage que d'une façon indirecte. En effet, le capital en valeur naît de l'échange de la marchandise ou du service contre le pouvoir d'achat du consommateur; sa grandeur dépendra en conséquence du nombre des échanges et du prix des choses échangées, c'est-à-dire, en définitive, du besoin et de la richesse du consommateur. Il semble donc extrêmement difficile, en dehors de cette hypothèse, de concevoir une diminution du capital en valeur propre à assurer le fonctionnement d'une industrie. Toutefois on pourrait imaginer certains cas de mise en non-disponibilité ou même d'anéantissement d'un capital en valeur assurant l'emploi d'un certain nombre de travailleurs. L'octroi d'un haut salaire, abstraction faite de toute répercussion sur le marché, pourra diminuer l'emploi de la main-d'œuvre, en empêchant la formation du capital en nature, ou en restreignant, par suite de l'importance de leur montant, le nombre des rémunérations ouvrières prélevées sur le fonds de salaire.

On pourrait imaginer également que l'employeur atteint d'un vice difficilement explicable thésaurise le capital en valeur qui devrait assurer sa production. La thésaurisation est un phénomène courant surtout chez les peuples orientaux où elle dérive d'une pratique ancestrale, mais elle ne paraît avoir d'effet sur la production que par l'intermédiaire d'une consommation ralentie; par conséquent, il est difficile, à cette place, de la prendre plus longuement en considération.

La conception de la diminution ou de la mise en non-disponibilité du capital en valeur semble présenter en l'occurrence un intérêt assez médiocre; une étude sous le

même angle de la diminution ou de la mise en non-disponibilité du capital en nature sera mieux à même d'établir la relation des causes lointaines et du chômage directement acquis.

§ 2. — **L'action de certains cataclysmes plus ou moins volontaires, comme l'incendie, l'inondation, la guerre, etc., sur la disponibilité du capital en nature.**

Les causes les plus brutales agissent sur les matières premières comme sur les instruments auxiliaires de production; elles les raréfient, les anéantissent ou même les mettent seulement d'une façon temporaire hors d'état de produire. Le tableau de 1896 dressé par le Conseil supérieur du travail ainsi que celui de 1910 dû à l'initiative de la Commission hollandaise du chômage énuméraient ces causes sous les dénominations plus ou moins précises de « sinistres, désastres agricoles ou autres, fermetures involontaires d'atelier, arrêt du travail à cause de circonstances extraordinaires, de catastrophes, de temps anormal » (2); à notre tour, nous ne saurions les passer sous silence; sans avoir cependant la prétention de les rappeler toutes, ce qui serait vain, nous en mentionnerons simplement quelques-unes des plus importantes.

Il y a d'abord l'événement fortuit dû le plus souvent à des forces de la nature que l'homme ne saurait toujours prévenir ou combattre efficacement. Une inondation forcera, par exemple, un grand nombre d'ouvriers à se séparer de l'usine, détruisant ou rendant simplement indisponible le capital-machine dont le jeu assurait leur emploi; de même, l'incendie se comporte comme une véritable

(2) Cf. notre II^e part., chap. I^{er} : « Deux tableaux des causes du chômage, la critique de leur enseignement. »

cause de chômage dans la mesure où il détruit du capital. Mais nos pays occidentaux ne connaissent guère les conséquences si néfastes des séismes, dont l'ampleur souvent redoutable éprouve douloureusement les populations ouvrières d'Extrême-Orient; n'a-t-on pas vu, au Japon, le tremblement de terre de 1923 causer par sa violence inimaginable une perte de biens au moins égale à 5 milliards de yen, avec, comme corollaire, la désorganisation de l'industrie et, en partie, la crise bancaire de 1927 ⁽³⁾.

La guerre ne le cède en rien en violence aux faits de nature physique qui viennent d'être énumérés; comme ces derniers et peut-être plus que ces derniers, à mesure que le monde progresse scientifiquement, elle se montre une terrible destructrice de capitaux; de par ses effets, la nature devient stérile, la terre aménagée par les capitaux est promptement ravagée par le fer, les usines, qui sont des points de repère faciles et le gage d'un essor économique futur, sont rapidement détruites de même que les mines de houille ou de fer, dont les produits servent à la fabrication des moyens de production; on a pu évaluer le prix de ces destructions, nous ne reprendrons pas ici un travail que d'autres ont fait en conscience ⁽⁴⁾, le souvenir des

(3) Seishi Idei, Le problème du chômage au Japon, *Revue internationale du travail*, oct. 1930, p. 534-535.

(4) M. Ch. Gide a pu assez récemment écrire un article dans la *Revue d'économie politique* de 1931, n° 1, où il énumérait les destructions que la guerre avait faites; entre autres : « Les capitaux en nature, tant ceux agricoles qu'industriels, les chemins de fer, les canaux, les mines avec tous les travaux d'art qu'ils comportaient, qui ont été abattus, défoncés ou noyés; les navires de commerce : 711 navires représentant 921.000 tonnes, sans compter les navires de guerre; les maisons et fabriques, 600.000 plus ou moins complètement détruites; la terre elle-même qui, si indestructible qu'elle paraisse, a été ravagée par les obus et les explosifs, à tel point que plusieurs milliers d'hectares ne pourront être rendus à la culture et qu'une grande partie des terres reconstituées ne l'a été qu'à un prix tel qu'il dépasse de beaucoup la valeur de la terre... » (*Que faut-il entendre par le coût de la guerre ?* p. 65.)

effets de la dernière guerre est assez vivant dans toutes les mémoires pour que nous ne nous attardions pas davantage dans cet ordre d'idées sur sa contribution probable à la naissance du chômage. Toutefois il convient d'observer que les statistiques ne mentionnent pas, tout au moins pendant la dernière guerre, une recrudescence de chômage provoquée par les hostilités; ainsi que nous avons déjà pu le faire observer, un plus grand chômage se place aux périodes de mobilisation et de démobilisation ⁽⁵⁾, c'est-à-dire à un moment où l'individu est détourné des occupations qui lui étaient devenues habituelles. On pourrait donc penser que l'influence directe de la guerre sur l'emploi a été négligeable; il n'est cependant pas invraisemblable de croire que la masse des réfugiés qui a pu s'employer rapidement dans les usines de guerre recélait des chômeurs séparés par le jeu de l'évacuation des centres de travail et des usines, dont le capital en nature était autrefois disponible.

On peut signaler également l'influence que peut avoir l'arrêt des transports lorsqu'il prive l'industrie des matières premières nécessaires à son fonctionnement; cette cause de chômage se produit presque toujours lors d'un blocus naval, et M. Daniel Bellet avait su gré à MM. Lavergne et Paul Henry d'avoir su ajouter cette cause à celles du tableau dressé en 1896 par le Conseil supérieur du travail, et d'avoir ainsi mentionné le fameux exemple de la « Famine du coton » qui, par suite de la guerre de Sécession, causa le chômage de l'industrie textile britannique ⁽⁶⁾.

(5) Cf. *supra*, notre II^e part., chap. III, et les chiffres de l'*Enquête sur la Production*, t. IV, 2^e vol., p. 317-319-320.

(6) D. Beller, *op. cit.*, p. 21.

§ 3. — L'influence de phénomènes volontaires, comme la grève et le lock-out, sur la disponibilité du capital en nature.

A leur tour, les conflits du travail ne sont pas sans influence sur la création du chômage; pris pour eux-mêmes ils n'offrent que très peu d'intérêt puisque nous avons borné cet ouvrage à l'étude du chômage involontaire dont, au surplus, ils s'éloignent par la différence de leurs effets : n'atteignent-ils pas toute une collectivité ouvrière puisque la grève, comme le lock-out, est la cessation collective du travail soit à l'instigation des ouvriers qui se sont concertés pour appuyer leurs revendications, soit à l'instigation du patron qui met à pied la totalité de ses ouvriers pour faire pression sur leurs exigences et les ramener à de plus justes limites; par ailleurs, ainsi que le mentionne très justement l'*Enquête sur la Production*, « lorsque le fonctionnement d'un établissement ou d'une branche de l'industrie est arrêté soit par le fait d'une décision patronale, soit par le fait d'une décision ouvrière, le lock-out ou la grève est la cause de la diminution correspondante de la production. La situation n'est pas la même en ce qui concerne les pertes de production que l'on peut mesurer sur les journées de chômage » (7).

Cette différence d'effets et de nature entre le chômage involontaire d'une part, la grève et le lock-out d'autre part, précise notre attitude en présence des conflits du travail : ces derniers sont de véritables causes de chômage dans la mesure où ils ont une répercussion sur l'industrie et le commerce, dans la mesure où, comme le disait très

(7) B. I. T., *Enquêtes sur la Production*, t. IV, 2^e vol., p. 311.

justement le tableau hollandais des causes de chômage, ils exercent « une influence » sur ce mal économique et social.

Cette influence ne peut qu'être importante si l'on en juge par le nombre et l'ampleur des conflits du travail avant et surtout après la guerre (8). Suivant les statistiques officielles, le nombre moyen des grèves de 1909 à 1913 s'est élevé à : 2.171 pour l'Allemagne, 1.231 pour la France, 949 pour l'Italie, 843 pour le Royaume-Uni (grèves et lock-out réunis). De la sorte, l'Allemagne pouvait voir 226.187 grévistes perdre 6.331.482 journées de travail; la France, 233.528, en perdre 3.405.711 et le Royaume-Uni, 786.034 grévistes perdre le travail de 15.106.762 journées.

Ces chiffres, qui paraissent déjà très gros, se sont encore élevés dans de fortes proportions immédiatement après les hostilités malgré une baisse sensible qui s'était manifestée pendant tout le cours de la guerre. *L'Enquête sur la Production* ne cite malheureusement pas des statistiques dont les chiffres couvrent les années postérieures à 1921; 1925 étant l'année de sa publication, elle n'a pu tenir compte de l'influence de la grande grève anglaise de 1926, qui, de l'avis de tous, a diminué l'activité économique de l'ensemble des grandes industries anglaises en même temps qu'elle a favorisé le commerce des autres nations et plus particulièrement de l'Allemagne (9). Si l'on s'en tient donc

(8) Pour les chiffres qui suivent, cf. *L'Enquête sur la Production*, t. IV, 2^e vol., sect. VIII : « Grèves et lock-out », p. 222-261.

(9) Le *Ministry of Labour Gazette* de janvier 1930, cm. d. 3749, donne les précisions suivantes sur le nombre d'ouvriers atteints par les conflits industriels, et sur le nombre de journées de travail qui ont été perdues de ce fait.

Nombre d'ouvriers atteints : Journées de travail perdues :

1925	441.000	7.950.000
1926	2.734.000	162.230.000
1927	108.000	1.170.000
1928	124.000	1.390.000
1929	523.000	8.290.000

aux chiffres qui vont de 1918 à 1921, on voit que le nombre des grévistes, pour l'année 1919, est, en Allemagne, de 1.906.210; en France, de 1.150.718; en Italie, le mouvement qui commence en 1919 avec 1.078.869 grévistes s'élève encore en 1920 avec 1.267.953; enfin, au Royaume-Uni, les chiffres de 2.575.000 en 1919 et de 2.024.000 en 1920 donnent l'évaluation des grévistes et lock-outés réunis. De toute évidence, le nombre moyen, par gréviste, des journées de travail perdues devait s'accroître aussi, mais cependant dans une proportion moindre que celle que l'on aurait pu prévoir, étant donné que de 1919 à 1920 les suspensions de travail furent plus courtes. Toutefois, les journées de travail perdues par gréviste passent en Allemagne de 28, chiffre moyen de la période de base 1909-1913, à 4 en 1918, 17 en 1919, 12 en 1920; pour la France, le chiffre de 15 de la période de base n'est pas atteint en 1918 avec le nombre 5,5 et en 1919 avec le nombre 13, la statistique ne donnant pas de chiffre pour 1920; enfin, au Royaume-Uni, de 19, chiffre caractérisant la moyenne de 1909-1913, le nombre de journées perdues par gréviste s'abaisse à 6 en 1918 pour remonter à 14 et à 13 en 1919 et en 1920; ce pays paraissait d'ailleurs en retard sur le mouvement général des conflits du travail, car ce n'était qu'en 1921 que le nombre des journées de travail perdues devait atteindre son maximum, soit 85.872.000, et que le nombre moyen des journées perdues par ouvrier devait s'élever à 47.

La grandeur des chiffres que nous venons de mentionner autorise à se demander si les grèves et les lock-out ne sont pas sans influence sur la production. Pour répondre à cette question, personne ne paraissait mieux qualifié que les organisations patronales et ouvrières, mais cependant il

n'y a pas lieu d'ajouter beaucoup de crédit à leurs déclarations, car, dans les luttes économiques et politiques, elles soutiennent presque toujours des points de vue différents pour ne pas dire opposés. *L'Enquête sur la Production* n'a pu s'empêcher de noter quelques-unes de ces divergences : « Les organisations patronales estiment, dans leur immense majorité, que les grèves doivent être comme l'un des facteurs de la crise. Certaines organisations se bornent à dénoncer en termes généraux l'influence extrêmement défavorable des grèves... Quelques-unes signalent d'autres conséquences pernicieuses des grèves, aboutissant finalement elles aussi à une diminution de la production : augmentation des prix de revient, perte de commandes étrangères, immobilisation des industries connexes, démoralisation des ouvriers. »

« L'immense majorité des organisations ouvrières affirme que les grèves n'ont eu aucune influence sur la production, que leur action a été nulle ou de peu d'importance. » (10).

Si l'opposition flagrante des principes que défendent respectivement les organisations patronales et ouvrières nous empêchent de prendre parti pour ou contre l'influence de l'action des grèves, la réponse du Gouvernement chilien à *l'Enquête sur la Production* lèvera aisément tous nos scrupules; ne déclare-t-elle pas que « les grèves diminuent la production non seulement de façon directe par les journées de travail perdues, mais indirectement par les détériorations du matériel (par exemple dans les mines), et par leur répercussion sur le travail dans d'autres branches; elles produisent un renchérissement de la vie, notamment lorsqu'il s'agit de grèves agricoles; elles mettent souvent

(10) B. I. T., *op. cit.*, p. 268.

l'industriel dans l'impossibilité d'exécuter des engagements pris et sont une cause de faillite » (11).

Sans avoir à retenir tous les effets des grèves, nous ne pouvons qu'insister à cette place sur leur influence indirecte ayant pour résultat de provoquer un chômage immédiat. Les détériorations du matériel deviennent ainsi une cause de chômage immédiatement acquis lorsqu'elles diminuent le nombre d'emplois relatifs à la conduite ou à la surveillance de ce matériel. Mais l'action des grèves et des lock-out sera particulièrement plus ample et plus grave lorsque, sévissant dans une industrie dont le produit est la matière utilisée par d'autres, elle immobilisera ainsi une quantité d'industries connexes par manque de matières premières ou de produits semi-ouvrés.

Cette influence est parfois si marquée qu'elle a quelquefois occasionné de notables variations dans la production des industries connexes et dans la courbe de leur chômage respectif (12). La grande grève générale des houillères anglaises en 1921, dont nous avons par ailleurs signalé l'influence, a eue dans le Royaume-Uni une telle répercussion qu'on ne peut « méconnaître, selon l'*Enquête sur la Production*, les contre-coups de cette action dans le fléchissement considérable de la production de la fonte. Au surplus, les statistiques relatives à la production mensuelle permettent dans les deux cas de saisir sur le vif cette action. Après avoir été de 18.854.000 tonnes en janvier 1921, de 17.661.000 en février et de 16.712.000 en mars, la production houillère tombe, au Royaume-Uni, à 60.000 tonnes en avril, en mai et en juin. Quant à la production mensuelle de la fonte dans ce pays, elle passe de 652.400 en janvier,

(11) B. I. T., *op. cit.*, p. 267.

(12) Cf. notre I^{re} part., chap. I^{er}, sect. I, § 2, 2^o.

471.000 en février et 392.200 en mars à 61.700, 13.800 et 810 tonnes en avril, mai et juin. L'action indirecte de la grève des mineurs est ici évidente. Elle est d'ailleurs signalée, nous l'avons noté, par la *Confédération des ouvriers du fer et de l'acier du Royaume-Uni* » (13).

§ 4. — L'influence des saisons sur la disponibilité du capital.

Déjà, nous avons eu l'occasion d'attirer l'attention du lecteur sur l'existence des fluctuations révélées par les nombres indices afférents à l'état du marché du travail (14). C'est à certaines de ces fluctuations très régulières que doivent se référer les considérations de ce paragraphe.

1° Le chômage saisonnier; sa définition; la difficile perception de l'exacte portée de son action.

Depuis que l'on s'intéresse aux questions du chômage, il est avéré qu'il existe une relation entre l'emploi et l'influence des facteurs saisonniers.

Toutes les études statistiques montrent l'existence de cette relation à l'aide des fluctuations assez régulières que subit chaque année, dans tous les pays, dans toutes les industries et professions, la courbe de l'emploi ou son corollaire inévitable, la courbe du chômage.

Il existe donc un chômage saisonnier qui peut statistiquement se définir ainsi : « C'est celui qui, pour chaque mois moyen d'une série d'années, s'exprime par la différence entre le chiffre qui lui est propre et celui du mois le plus favorable. » (15).

(13) B. I. T., *op. cit.*, p. 270.

(14) Cf. *supra*, notre 1^{re} part., chap. I, sect. I.

(15) *Revue internationale du travail*, mars 1928; Les fluctuations saisonnières du marché du travail, p. 370.

Les graphiques dressés avec les chiffres mensuels du chômage se chargent de faire apparaître l'importance ou même la simple existence des variations saisonnières, car elles ne sont pas toujours révélées avec une très grande netteté; on doit observer, en effet, que dans la plupart des pays les crises importantes de l'économie nationale ont presque toujours masqué ces variations, sauf peut-être au Danemark où elles ont persisté malgré les perturbations attribuables à la déclaration de guerre, au blocus, à l'armistice et à la crise de 1921 ⁽¹⁶⁾.

Un intérêt indiscutable s'attacherait à la connaissance exacte de la variation d'intensité que peut subir la fluctuation saisonnière, suivant les différentes professions ou les différents pays envisagés. Malheureusement, cet intérêt ne peut être satisfait d'une façon complète, tout au moins à l'heure actuelle, car les statistiques, par suite des défauts que nous avons pu signaler, par suite aussi de la difficulté qui s'attache à la recherche du *quantum* de chômage saisonnier, empêchent en la matière de faire état de certitudes pour seulement autoriser à se prévaloir de simples présomptions.

C'est pourquoi les critiques adressées couramment aux statistiques du chômage en général ont été reprises avec plus de vigueur lorsqu'il s'est agi de ce chômage spécial qu'est le chômage saisonnier.

Puisque ce chômage n'existe que pendant quelques mois de l'année, une analyse statistique intéressante devrait donc couvrir nécessairement une large période; or, rares sont les dénombrements qui datent d'avant la guerre, comme les statistiques anglaise (1887), allemande (1907),

(16) *Ibid.*, p. 380-381.

danoise (1910) et américaine (1914); la plupart ont vu le jour au lendemain de la guerre, alors que le trouble général devait inviter le critique à beaucoup de prudence, et c'est dans ces conditions que sont nées les statistiques canadienne et finlandaise (1919), italienne et lettonienne (1922), suisse (1920) et belge (1923).

Une seconde critique, à laquelle on pouvait s'attendre, vise leur diversité de nature; critique d'autant plus grave que la plupart des statistiques interrogées sont des statistiques syndicales et des statistiques d'emploi, les statistiques d'assurance-chômage étant beaucoup trop récentes pour donner des résultats appréciables.

De cette diversité de nature devait résulter logiquement une diversité de champ d'investigation de la statistique, et c'est là encore un défaut regrettable parce que les statistiques ne peuvent couvrir qu'une partie du marché du travail et souvent une partie différente. Ainsi, la statistique syndicale anglaise relève le nombre des chômeurs dans les mines de charbon, la mécanique et la construction navale, les industries sur métaux, les textiles, l'ameublement et le travail du bois, le bâtiment, l'imprimerie, la reliure et d' « autres industries », alors qu'en plus de ces données, la statistique allemande fera une place aux chômeurs vivant du jardinage, de la céramique et de la poterie, du travail du cuir, ainsi qu'aux chômeurs appartenant aux industries polygraphiques, du vêtement, des transports, etc. Les exemples que nous pourrions multiplier ⁽¹⁷⁾ exposent clairement l'impossibilité presque absolue de dire si dans tel pays le chômage saisonnier est plus

(17) Rev. cit., art. cit., p. 373-393, où l'on trouvera des indications sur la répartition industrielle des travailleurs effectivement compris dans les statistiques des différents pays.

élevé que dans tel autre, faute de bases essentiellement comparables.

Par ailleurs, à raison de la non-simultanéité des variations saisonnières de chaque industrie considérée, on peut fort bien concevoir que la courbe saisonnière, représentative du chômage d'un pays, soit complètement faussée lorsqu'une constitution malheureuse de la statistique a fait choisir toutes les industries dont les variations saisonnières sont dans le même sens ou, au contraire, toutes celles qui sont en sens inverse; dans ces deux cas, évidemment extrêmes, mais qui laissent une certaine place à tous les compromis qu'on peut imaginer, les coefficients de chômage ou s'ajoutent ou s'annulent, donnant de part et d'autre une idée erronée de l'intensité du phénomène. Le Professeur Hersch, qui a parfaitement analysé « le chômage saisonnier dans le bâtiment », disait à cet égard « que les statistiques donnent des fluctuations saisonnières du chômage une idée qui est *constamment inférieure à la réalité*. Pour nous en rendre compte, supposons, en effet, que nous ayons deux catégories d'ouvriers, par exemple des maçons et des plombiers, dont l'une (les maçons) a son maximum de chômage en janvier et son minimum en juillet et dont l'autre (les plombiers) a, au contraire, son minimum de chômage en janvier et son maximum en juillet; pour plus de simplicité, admettons que les deux catégories soient également nombreuses et aient toutes deux un chômage maximum de 10 p. 100 et un minimum de 4 p. 100. Il s'ensuivra que si dans les statistiques les deux catégories sont réunies sous une seule rubrique (« bâtiment » par exemple), nous retrouverons chez ces ouvriers un chômage de $\frac{10 + 4}{2}$, soit de 7 p. 100, aussi bien en

janvier qu'en juillet, c'est-à-dire qu'on ne verra pas de différences d'une saison à l'autre; les fluctuations saisonnières paraîtront nulles, et cela uniquement parce que les fluctuations saisonnières très fortes que nous avons supposées ont dans les métiers envisagés des directions opposées » (18).

Il est vrai que le Professeur Hersch ajoutait que ces oppositions « sont plutôt rares dans la réalité »; aussi, malgré l'absence ou la représentation insuffisante de certaines statistiques, on peut faire certaines constatations qui ont tout lieu d'être vraisemblables; nous allons pouvoir les résumer à notre tour en quelques idées générales, car elles ont déjà formé les conclusions relatives au chômage saisonnier qu'ont pu formuler de multiples études statistiques qui se sont intéressées à la question.

2° *La diversité des variations saisonnières.*

Les fluctuations saisonnières varient suivant les pays, s'individualisant à l'égard de chacun d'eux par une intensité et un rythme particuliers; cela ressort de la comparaison internationale des fluctuations saisonnières du marché du travail (19). Que cette comparaison aboutisse au classement des pays effectué suivant l'ordre d'importance des chômeurs pour 100 travailleurs, qu'elle aboutisse au classement des pays en tenant compte de la moyenne des chômeurs saisonniers pour 100 chômeurs en général, ou bien du nombre maximum des chômeurs saisonniers pour 100 travailleurs ou encore du nombre maximum des chômeurs saisonniers en pourcentage du nombre minimum

(18) L. Hersch, Le chômage saisonnier dans le bâtiment, *Revue internationale du travail*, janv. 1929, p. 48.

(19) Cf. Rev. cit., juin 1928, p. 393-397.

des chômeurs de toutes sortes, on obtient toujours une sorte de hiérarchie d'Etats suivant laquelle on voit se succéder, dans l'ordre d'une plus grande à une moindre gravité d'intensité saisonnière : la Finlande, la Lettonie, le Danemark, le Canada, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, la Belgique, l'Italie, la Suisse, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ⁽²⁰⁾.

Mais, d'autre part, les fluctuations saisonnières varient avec les industries, c'est ce qu'a démontré récemment M. Janko à l'aide des statistiques tchécoslovaques : les industries les plus atteintes étaient sans contredit les groupes du bâtiment, des journaliers, de l'industrie textile et de l'agriculture, celui des employés de commerce venait en dernier lieu ⁽²¹⁾. D'ailleurs, bien que les résultats des statistiques portent comme un reflet de la structure économique du pays envisagé et que, par suite, le classement des industries suivant le degré d'intensité des fluctuations saisonnières qu'elles présentent paraisse être de nature à varier avec chaque pays, on peut toutefois noter des classements communs; il y a des industries qui se placent dans tous les Etats au premier rang par l'intensité de leurs fluctuations saisonnières, l'industrie du bâtiment en est un exemple qui permettait à M. Hersch de s'exprimer ainsi : « Dans tous les pays, l'intensité des fluctuations saisonnières du chômage est, pour l'industrie du bâtiment, beaucoup plus grande que pour l'ensemble des autres industries du

(20) Ce classement ne doit pas être considéré comme offrant un ordre absolument rigoureux, mais une simple indication, car les statistiques que nous avons consultées pour l'établir ne portaient pas toujours sur les chômeurs ou les travailleurs des mêmes pays.

(21) Docteur J. Janko, *Revue internationale du travail*, août 1927, p. 232 à 236.

pays ou, *a fortiori*, que pour l'ensemble des autres industries. » (22).

Enfin, au sein même d'une industrie déterminée, les variations saisonnières varient d'intensité avec les différentes professions. Sur ce point, les monographies que l'on possède des industries affectées par le facteur saisonnier se montrent formelles.

M. Hersch observe, en effet, dans son étude sur les fluctuations saisonnières, dans l'industrie du bâtiment que « les différentes professions du bâtiment diffèrent entre elles dans des proportions extrêmement fortes aussi bien par le taux de chômage moyen que par les fluctuations saisonnières de leur chômage. On peut cependant remarquer que ce sont généralement les mêmes professions qui ont à la fois le chômage moyen le plus élevé et les fluctuations saisonnières les plus fortes et les plus prolongées » (23). Les peintres sont les plus affectés par le chômage saisonnier, tandis que les plombiers, charpentiers et menuisiers le sont très peu comparativement. Parallèlement, le Bureau international du travail a démontré dans une étude sur *Le chômage saisonnier dans les industries du vêtement* (24) que l'intensité du chômage était variable avec les différentes professions dont l'ensemble constituait cette industrie; le groupe « tailleur » et en général la confection des vêtements sont, en effet, plus sensibles aux fluctuations saisonnières que le groupe « sous-vêtement ».

(22) L. Hersch, Les fluctuations saisonnières du chômage dans l'industrie du bâtiment de certains pays européens, *ibid.*, mars 1929, III, p. 399 et 400.

(23) *Ibid.*, mars 1929, p. 401.

(24) Le chômage dans l'industrie du vêtement, *ibid.*, juill. 1928, cf. les données britanniques, p. 14 et 15, et les données des Etats-Unis, p. 26 et 27.

Il nous reste une dernière observation à formuler, elle doit porter sur l'époque à laquelle apparaît, d'après la statistique, le chômage saisonnier. Suivant une déclaration du Bureau international du travail, « il saute aux yeux que pour tous les pays, sauf les Etats-Unis, c'est surtout pendant les mois d'hiver que se fait sentir le chômage saisonnier. Aux Etats-Unis, la dépression saisonnière de l'emploi se manifeste non pas en une seule période continue mais comme un phénomène intermittent en janvier-février, puis en avril-mai, puis en juillet-août » (25).

3° *L'analyse des diverses variations saisonnières permet de conclure à l'influence du climat sur la mise en non-disponibilité du capital.*

L'ensemble des remarques très générales qui viennent d'être faites sur l'action des facteurs saisonniers conduit forcément le critique à penser que l'action du climat est prépondérante sur la production qu'elle entrave : cela découle du fait que les pays où les froids sont intenses, où la neige recouvre la terre plus longtemps qu'ailleurs, où les glaces empêchent pendant certains mois la navigation fluviale et maritime sont ceux qui enregistrent le plus grand chômage saisonnier comme la Lettonie, la Finlande, le Danemark; les pays plus tempérés paraissant au contraire jouir d'une immunité relative. Cela découle du fait que certaines industries sont dominées par les facteurs saisonniers comme l'agriculture et les branches connexes qui ne réclament aucun travail en hiver; comme le bâtiment qui, dans une certaine mesure, voit ses travaux arrêtés par la mauvaise saison.

(25) *Ibid.*, mars 1928, p. 396-397.

Cela découle enfin de cette gradation qui paraît exister entre les coefficients de chômage saisonnier attribuables à chacune des professions dont la totalité compose certaines industries. En effet, la classification des professions d'une même industrie, suivant la plus grande prise qu'elles offrent au chômage saisonnier, démontre que ce sont les professions les plus exposées au climat qui accusent surtout les variations saisonnières. Ainsi, dans l'industrie du bâtiment, les résultats statistiques obtenus par le Professeur Hersch ont mis en évidence que les professions qui s'exercent à l'intérieur des immeubles (plomberie, charpente, menuiserie) paraissent avoir un chômage annuel et des fluctuations saisonnières moindres que le bâtiment pris dans son ensemble; plus la profession s'exerce à l'extérieur de la construction, plus elle est exposée aux intempéries, plus le chômage y est intense, ainsi dans l'ordre viennent les manœuvres et les maçons, enfin les peintres, de beaucoup les plus exposés au chômage saisonnier qui commence, pour eux, dès que se fait sentir la mauvaise saison pour cesser aussitôt dès l'arrivée des jours meilleurs; on peut lier, semble-t-il, avec quelque justesse, cette attitude saisonnière au fait que le métier de peintre paraît le plus subordonné aux influences climatiques; la peinture s'accommode mal de la pluie, du gel, de la boue, de l'humidité, qui font d'autant plus sentir leur action que le peintre travaille très souvent à l'extérieur du bâtiment. C'est ainsi que s'explique la curieuse inaction du peintre, commençant aux premiers jours d'hiver pour cesser à l'arrivée du printemps, elle lui a fait donner l'appellation méritée d'hirondelle du bâtiment.

En fait, l'influence saisonnière ne joue peut-être pas sur la production le rôle essentiel que nous paraissions

lui attribuer. Bien rares sont les cas très nets où elle s'exerce franchement, comme dans cet exemple, cité par Graziani et rapporté par M. Manlio d'Ambrosio, où l'on voit réduits à un chômage intense, à partir de Noël, les ouvriers des docks de Soutwark parce que ces docks sont utilisés presque exclusivement pour le commerce des bois et qu'à cette époque les glaces paralysent la navigation de la mer Baltique⁽²⁶⁾.

De plus en plus prépondérante, sauf peut-être en matière agricole, paraît être la répercussion des saisons sur la consommation des produits; mais c'est là une question que nous aurons l'occasion de déterminer d'une façon beaucoup plus naturelle à propos du chômage indirectement acquis⁽²⁷⁾.

SECTION II

LE VÉRITABLE RÔLE DE LA RATIONALISATION DANS LA NAISSANCE DU CHÔMAGE TECHNOLOGIQUE PAR DÉSAJUSTEMENT DU CAPI- TAL ET DU TRAVAIL

Le chômage survient d'une façon directe dès l'instant où le producteur trouve le moyen de réduire son personnel sans nuire à la capacité productive de son entreprise; cela existe toutes les fois qu'il se sépare d'une certaine quantité de travail sans diminuer en rien la grandeur du capital employé dans l'œuvre de production. Pour réaliser ce but très avantageux, deux moyens s'offrent au producteur : le premier consiste à mieux adapter la main-d'œuvre à l'activité industrielle, de sorte qu'un ajuste-

(26) Manlio d'Ambrosio, Le chômage et ses causes, *Revue d'économie politique*, mai 1932, p. 272.

(27) Cf. *infra*, notre titre II.

ment plus précis augmentant le rendement de chacun provoquera d'une façon inévitable le licenciement des travailleurs inoccupés; le second, souvent employé concurremment avec le premier, consiste, cette fois-ci, à mieux aménager le capital, de façon à accroître le rendement et à rendre par conséquent inutile, malgré la constance ou même l'augmentation de la production, l'usage d'une certaine partie de la main-d'œuvre qui était auparavant employée. Dans les deux cas, il y a, évidemment, une séparation du capital et du travail que la pratique a journellement sanctionnée sous le couvert de mesures de rationalisation. Comme il faut un coupable aux désordres économiques qui pèsent sur notre siècle, certains ont conclu, après quelques réflexions, que cette vague de rationalisation était la principale source du chômage actuel : « On s'en est pris à tout ce qui avait changé depuis le siècle dernier : au machinisme, à la rationalisation, aux salaires trop hauts, aux salaires trop bas, au nationalisme, au matérialisme, que sais-je ? Mais surtout à la rationalisation, phénomène caractéristique de la décade 1920-1930. » (28). Avant d'apprécier le degré de culpabilité de la rationalisation et surtout la manière dont elle se rend coupable du désajustement capital-travail, encore faut-il savoir ce qu'elle est, d'où elle vient et si, effectivement, la récente réputation n'a pas été précédée par l'ancienneté de ses origines.

En fait, Sir John Bear, président le Congrès des syndicats tenu à Nottingham du 1^{er} au 6 septembre 1930, déclarait qu'il voyait dans la rationalisation un « mot nou-

(28) J. Controt, Chômage, *Le Revue de Paris*, 1^{er} nov. 1931, p. 170 et suiv.

veau pour désigner une chose très ancienne », qui a commencé dès l'introduction des premières inventions mécaniques. « C'est un droit, pour les patrons, d'avoir un bénéfice plus grand, grâce à une production plus abondante, due à l'introduction d'une nouvel outillage ou à une meilleure organisation de l'industrie. » (29). Originaire d'Allemagne, où il a pris naissance en 1924, le mot rationalisation recouvre un mouvement économique qui a été connu, en Amérique, bien antérieurement à cette date, sous l'expression de *Scientific management*. Le Professeur Hoxie, de Chicago, le définissait ainsi : « Un système inventé par les ingénieurs industriels dans le but de satisfaire les intérêts communs des employeurs, des ouvriers et de la société tout entière, par l'élimination de tout gaspillage inutile, par un perfectionnement général de tous les procédés et méthodes de production, enfin par une équitable et scientifique répartition du profit » (30). Visant plus haut que la simple organisation de la production, la rationalisation aurait dû également viser à l'organisation de la répartition et de la consommation; cependant, les différentes définitions qui en ont été données, sur la base de l'observation quotidienne des faits, prouvent que les mesures de rationalisation ne se sont généralement pas élevées au-dessus de l'aménagement de la production. M. Eugène Duthoit, dans sa leçon d'ouverture de la Semaine sociale de Besançon, pouvait déclarer en conséquence que « depuis l'atelier où l'on taylorise jusqu'à l'usine où l'on équipe scientifiquement; depuis l'entreprise que l'on administre selon les principes du fayolisme jus-

(29) *Informations sociales*, 22 sept. 1930.

(30) Cité par J. Sadrin, *Les aspects sociaux de la rationalisation économique*, thèse Paris, 1929, p. 6 et 7.

qu'à l'entente industrielle dans le cadre régional, national, international; depuis l'effort attentif de l'ouvrier qui observe les consignes de la fiche jusqu'à la méditation du directeur qui prépare son programme d'action; de la chambre de commerce où s'expriment les intérêts régionaux et du Conseil économique national, où sont mis en contact les intérêts généraux du pays, à la Conférence économique internationale, où sont préparés les traités et les conventions : à tous les degrés, à tous les étages, une même tendance à « adapter », à « organiser », à « coordonner », se manifeste. C'est tout cela qu'exprime le mot lourd, dont nous tâchons de pénétrer le sens : rationalisation, effort méthodique qui substitue partout, en vue d'une production plus abondante et moins coûteuse, au libre jeu des intérêts individuels, un ordre réfléchi, voulu, qui procède par mouvements de grande amplitude. » (31).

C'est en insistant, elle aussi, sur l'idée de perfectionnement de la production que la Conférence économique internationale de mai 1927 définissait la rationalisation : « Nous entendons par là les méthodes de technique et d'organisa-

(31) Eugène Duthoit, La rationalisation est-elle un progrès ? *Compte rendu de la Semaine sociale de Besançon*, Gabalda, 1929, p. 48. M. Duthoit estimait d'ailleurs, répondant à sa question, que « serait toujours incomplète une rationalisation qui, se contentant d'une plus grande production, ne rechercherait pas les moyens les plus propres d'assurer la communication facile des biens entre ceux qui les possèdent légitimement et ceux qui manquent du nécessaire » (*ibid.*, p. 70). Mais la rationalisation n'aurait-elle d'autre fin que de satisfaire des nécessités matérielles ? Pour M. Duthoit, cette conception serait la négation du progrès d'où la nécessité de répondre par la négative, ce qui lui permet de conclure, conformément à la doctrine des Semaines sociales et des catholiques sociaux dans leur ensemble, en s'élevant sans effort et non sans grandeur du domaine matériel à la vie spirituelle : « Si les biens consommables sont, vis-à-vis de ces nécessités, des moyens, la consommation satisfaisante devient à son tour un moyen si on la rapporte à la fin véritable et suprême, c'est-à-dire l'ascension morale, la libération spirituelle, la multiplication des hommes pour la Vie éternelle. » (*Ibid.*, p. 69.)

tion destinées à assurer le minimum de perte de l'effort ou de matériel. La rationalisation comprend l'organisation scientifique du travail, la standardisation à la fois des matériaux et des produits, la simplification des procédés, ainsi que les améliorations dans les méthodes de transport et de mise en vente. » (32).

Ainsi donc, les mesures de rationalisation ne viseraient, comme nous venons de le voir, qu'à l'aménagement rationnel de la production; d'autre part, le terme générique de rationalisation désignerait un ensemble de procédés économiques dont la valeur n'est vraisemblablement pas la même et dont, par conséquent, la portée peut varier au point de vue qui nous occupe, c'est-à-dire au point de vue de la création du chômage directement acquis. Il conviendra donc de sérier ces mesures pour apprécier leur aptitude individuelle à causer du chômage par désajustement du capital et du travail, mais auparavant il convient de signaler la difficulté qui existe à vouloir apprécier le rôle de la rationalisation en matière de chômage : ainsi que le faisait remarquer M. Fuss (33), les troubles causés par la rationalisation sont tout à fait relatifs suivant que cette dernière intervient en période d'essor ou en période de dépression; dans le premier cas, la rationalisation contribuerait simplement à la bonne marche des affaires; dans la seconde alternative, elle accentuerait au contraire le chômage existant; cette deuxième hypothèse se réaliserait, d'ailleurs, habituellement, car c'est dans la phase descendante du cycle économique qu'il convient de rationna-

(32) B. I. T., *Les aspects sociaux de la rationalisation*, p. 40.

(33) Henri Fuss, chef du Service du chômage au B. I. T., *Rationalisation et chômage*, *Revue internationale du travail*, juin 1928, p. 852-853.

liser le plus pour maintenir une marge de profit suffisante. A ces difficultés d'appréciation s'en ajoutent d'autres, que rappelait encore récemment un document du Bureau international du travail : ce sont, comme on pouvait s'y attendre, l'insuffisance et la jeunesse des statistiques sur l'effectif des travailleurs, l'emploi des machines, l'accroissement de la production, etc., c'est enfin la quasi-impossibilité, fort naturelle en matière économique, d'isoler le chômage dû à une cause de celui dû à une cause différente ⁽³⁴⁾.

Quoi qu'il en soit de ces difficultés, on s'accorde cependant, à l'heure actuelle, pour voir dans trois mesures de rationalisation : l'organisation de l'industrie, le machinisme et l'organisation scientifique du travail, des causes très réelles d'un chômage aigu par désajustement du capital et du travail. On s'accorde encore pour considérer que jamais ces causes n'agissent à l'état pur, c'est-à-dire à l'exclusion des autres, car elles coexistent la plupart du temps, rendant ainsi difficile l'appréciation de leur portée singulière. Nous ne pourrons mieux faire, à notre tour, que de souscrire à cette déclaration de principes que les faits n'ont pas contrariée; mais, par contre, nous serons obligé de nous opposer à l'acception courante touchant la manière dont certaines mesures de rationalisation provoquent le chômage.

A vrai dire, la doctrine n'a jamais élaboré une théorie complète de la formation du chômage par l'emploi des mesures de rationalisation, elle s'est bornée généralement à constater la corrélation entre l'action de ces mesures et l'existence du chômage sans préciser, d'une façon for-

(34) B. I. T., *op. cit.*, p. 247-250.

melle, le processus de sa naissance. Mais, cependant, de la façon dont les auteurs posent le problème, des termes qu'ils emploient pour en caractériser les données, on peut induire, sans trop d'erreurs, les conclusions qu'ils auraient adoptées s'ils avaient poussé leur raisonnement à l'extrême. L'action du machinisme sur le chômage mettra, notamment, en opposition complète la notion courante et celle que nous adopterons. Aussi, à raison du caractère un peu inattendu de nos conclusions, la sagesse commande-t-elle de s'engager dans la voie du raisonnement en prenant appui sur les mesures de rationalisation, dont l'effet n'est pas contestable, pour aboutir, en terminant, à l'objet même de notre discussion.

Nous examinerons par conséquent, tour à tour, l'organisation de toute une industrie, l'organisation scientifique du travail et, enfin, la mesure de rationalisation connue sous le nom de « machinisme ».

§ 1. — L'organisation de toute une industrie ; le chômage qui en résulte paraît être le fait d'un retrait ou d'une mise en indisponibilité du capital.

L'organisation de toute une industrie est une forme très moderne de la rationalisation ; elle se traduit, en pratique, par des ententes, des concentrations et des fusions d'entreprises. Ainsi que l'admet le rapport : *Mergers in Industry* ⁽³⁵⁾, établi par le *National Industrial Board*, l'augmentation de productivité engendrée par cette mesure pro-

(35) *Mergers in Industry. A Study of Certain Economic Aspects of Industrial Consolidation*, New-York, 1929.

vient surtout de la fermeture des établissements à rendement insuffisant, de la concentration de la production dans les usines les mieux placées et les mieux outillées, du choix que l'on peut faire des meilleures méthodes de production employées individuellement par chaque industrie qui fusionne et, enfin, de l'accroissement des disponibilités en vue des recherches scientifiques. Vraisemblablement, le chômage proviendrait donc surtout de la fermeture des établissements inutiles, c'est-à-dire de ceux dont les coûts de production seraient relativement élevés à cause d'une mauvaise place économique, d'une mauvaise organisation ou plus simplement d'une moindre productivité.

Le chômage résultant de ces faits peut être énorme; c'est ainsi que M. Michael B. Scheler pouvait avancer sans exagération que la fusion des sociétés américaines Colgate, Palmolive et Peet Company avait occasionné la mise à pied de milliers de vendeurs et d'employés de bureau. C'est ainsi encore que le rapport de l'Institut fédéral du placement et de l'assurance-chômage en Allemagne pour l'année 1929 mentionnait qu'en Saxe une fusion d'entreprises situées sur le territoire saxon avec d'autres entreprises extérieures à ce territoire avait occasionné, par suite de l'émigration des premières, le chômage de 12.000 ouvriers. Un autre fait, également significatif, était signalé dans ce rapport; c'est le chômage de 90 ouvriers travaillant dans le laboratoire d'essai d'une fabrique rhénane de soie artificielle qu'une fusion de cette fabrique avec une firme étrangère avait rendu inutile⁽³⁶⁾.

(36) B. I. T., *Les aspects sociaux de la rationalisation, l'emploi des travailleurs*, p. 267-268.

Les conclusions que l'on peut formuler à l'égard de la naissance de cette catégorie de chômage confirment en tous points les éléments de notre propre notion, car il existe un retrait ou une indisponibilité de capital motivant un accroissement correspondant du chômage; ainsi la fusion des Sociétés Colgate, Palmolive et Peet Company provoquèrent avec le resserrement de leurs organismes particuliers une véritable réduction à l'unité, ayant pour but de supprimer divers services inutiles, de sorte que certains employés, privés de leur raison même de travailler, furent ainsi licenciés; dans le même sens, on peut conclure aussi que la suppression du laboratoire d'essai correspond à un retrait de capital causant le chômage de 90 ouvriers, dont l'emploi était auparavant assuré par l'existence de ce laboratoire. Enfin, l'émigration pour cause de fusion de certaines entreprises saxonnes en dehors du territoire de la Saxe fait ressortir également que, pour les 12.000 ouvriers saxons, tout s'était passé comme si le capital fondamental s'était retiré; en réalité, ce capital était devenu disponible pour d'autres que pour les ouvriers saxons attachés au sol où ils avaient vécu et incapables de suivre un capital qui s'était dérobé.

En résumé, la fusion des entreprises, qui est une forme d'organisation des industries à laquelle on est redevable d'un chômage important, ne crée à nos yeux aucune difficulté pour apprécier sainement la formation de ce chômage, car le retrait ou l'indisponibilité du capital justifie, semble-t-il, la restriction de l'emploi. En sera-t-il de même pour cette autre forme de rationalisation qu'est l'organisation scientifique du travail ? C'est ce que nous allons essayer de déterminer.

§ 2. — L'organisation scientifique du travail ; son existence fait ressortir un chômage par excès de travail.

1° *Le but et l'énumération des diverses mesures d'organisation scientifique du travail.*

Les mesures d'organisation scientifique du travail visent à proprement parler l'aménagement du facteur humain en vue d'un meilleur rendement de la production totale. Un certain nombre d'opérations concourent toutes à ce même but ; ce sont plus précisément la sélection ouvrière, la formation des travailleurs, les méthodes de travail, les modes de rémunération stimulants ⁽³⁷⁾.

La rationalisation du travail humain, dont le but est l'augmentation du rendement par l'accélération du rythme du travail et une meilleure répartition des tâches, se distingue du machinisme en ce qu'elle porte sur l'aménagement du travail et non sur celui du capital ; le résultat consiste dans une économie de main-d'œuvre ; en conséquence, ses effets, qui se limitent malgré tout aux bornes de la capacité humaine de travail, seront moins intenses et moins brusques, quoique plus graves, que ceux du machinisme, car, ainsi que l'a noté M. Fuss, à sa suite, le rapport du Bureau international du travail sur les aspects sociaux de la rationalisation, on aboutit à une économie nette de main-d'œuvre : la fabrication et l'entretien des machines n'exerçant pas leur influence compensatrice sur la réduction de l'emploi ⁽³⁸⁾. D'ailleurs, la plupart des

(37) B. I. T., doc. cit., La rationalisation et le rendement, p. 16 à 53.

(38) Cf. Fuss., art. cit., Rev. cit., et B. I. T., doc. cit., *L'emploi du travailleur*, p. 252.

mesures d'organisation scientifique du travail, exception faite peut-être, et encore dans une certaine mesure, de l'emploi de salaires stimulants, n'a pas en vue d'exiger un effort supplémentaire du travailleur. La sélection ouvrière n'a pas d'autre but que de choisir les travailleurs les plus aptes pour un genre déterminé d'activité; la formation du travailleur consiste à instruire ce dernier des méthodes à suivre dans l'exécution de sa tâche, à l'entraîner ensuite à les mettre en pratique.

Les méthodes de travail, c'est-à-dire les règles suivant lesquelles une certaine dépense d'activité doit s'exercer, sont déjà beaucoup plus complexes. Elles comprennent la rationalisation des mouvements, qui implique outre la détermination des temps, détentrice des erreurs dans l'emploi de l'énergie, l'analyse de la tâche elle-même dans le but d'atteindre le résultat visé avec le minimum d'effort, d'où la recherche du rythme dans le mouvement qui constitue également une étude essentielle. La recherche des différences individuelles, l'intervention des pauses organisées en vue d'un meilleur rendement, enfin, dans la mesure où la prime lie l'intérêt de l'ouvrier à l'observation de l'ensemble des règles de rationalisation, les modes de rémunération stimulants, doivent être compris parmi les mesures de l'organisation scientifique du travail.

2° L'effet de chacune des mesures de rationalisation sur la production; l'augmentation du rendement.

L'économie du travail réalisée par l'emploi de pareilles méthodes est fonction du rendement obtenu; or celui-ci grandit parfois dans des proportions surprenantes; des exemples ne manquent pas d'en faire apprécier l'importance. La sélection ouvrière dans la vérification des billes

à bicyclettes a amené, en moyenne, 35 ouvriers à faire le travail de 120; la World-Book Co, l'Oakland Motors, la Western Electric Co, les Usines Siemens Schuckert, ont vu par le même procédé le rendement s'élever de 10 à 40 p. 100; la formation des travailleurs exerce également suivant le genre de tâche à effectuer une élévation de rendement de 10 à 40 p. 100⁽³⁹⁾; les mêmes constatations s'imposent au regard des résultats obtenus à l'aide de la rationalisation des mouvements : pour le pliage des tissus, le rendement individuel est passé de 150 à 400 douzaines de pièces par jour; pour le triage des pommes de terre, il a augmenté de 10 à 35 p. 100; pour la composition d'horaires en imprimerie, le rendement a été porté à un niveau beaucoup plus élevé : le rendement de la composition est passé de 1 à 8 (économie de 90 p. 100 de main-d'œuvre), celui de la correction de 1 à 9 (économie de 87 p. 100 de main-d'œuvre) et, enfin, celui de la composition de tableaux typographiques permet de réaliser une économie de travail de 75 p. 100. L'application d'un certain rythme dans la facture des mouvements et surtout l'intervention des pauses ont une influence certaine, mais moins marquée sur le rendement, qui a pu cependant être augmenté dans certains cas jusqu'à 17 p. 100 par le premier procédé et jusqu'à 5 à 10 p. 100 par le second⁽⁴⁰⁾.

Les modes stimulants des salaires augmentent eux aussi le rendement dans de notables proportions; mais ce dernier varie avec le degré de qualification de l'ouvrier et le degré de rationalisation de l'entreprise; sans préciser ce qu'il peut être, car il faudrait tenir compte de ces contin-

(39) B. I. T., doc. cit., p. 17 et 18.

(40) Cf. pour ces exemples, doc. cit., p. 21-24.

gences, on peut dire que partout où ces modes de salaires stimulants s'appliquent, l'augmentation de rendement est rarement inférieure à 50 p. 100 (41).

3° *L'excès de travail sans emploi dû aux mesures d'organisation scientifique du travail; la relation de plus en plus étroite de ces mesures avec l'existence du machinisme.*

Il est remarquable de voir que, dans tous les cas de rationalisation que nous avons envisagés, les réformes introduites n'ont eu d'autre but que de réprimer le gaspillage de travail, d'où cette économie de main-d'œuvre qui se traduit forcément par le chômage d'individus portant en eux la force de travail. Puisqu'on n'a pas en vue de demander à l'homme un effort plus grand que celui qu'il faisait dans la production ancienne, mais seulement un effort mieux dirigé et par suite plus effectif, il faut bien observer que le chômage définitif obtenu à la suite des mesures de rationalisation n'est qu'une économie de main-d'œuvre nette, traduisant un excès de travail dans toutes les opérations de la production où l'économie s'est faite, car le capital n'est en rien touché, dans notre hypothèse, par ces mesures bien spéciales de rationalisation. L'excès de travail par rapport à la capacité d'absorption du capital disponible paraît ainsi justifier la restriction des emplois. L'obtention de ce chômage rentre donc bien dans les cadres que nous avons tracés; c'est un chômage par excès de travail au regard du capital disponible, excès de travail que dégagent pour ainsi dire les mesures d'organisation scientifique, dont l'énumération vient d'être donnée.

(41) B. I. T., doc. cit., p. 39 et suiv.

On doit remarquer en terminant que l'organisation scientifique du travail s'opère dans le cadre de la rationalisation en général et concurremment avec le machinisme, dont on ne saurait toujours la séparer; en effet, l'adoption de machines plus compliquées exige, nous le verrons, une nouvelle qualification de l'ouvrier et, par suite, une modification du travail de ce dernier. Quelquefois, même, la machine est la condition de la rationalisation du travailleur; c'est ce qui ressort très nettement de l'analyse du travail à la chaîne, dont la notion est un mélange indéfinissable de machinisme et d'organisation scientifique du travail, ou, peut-être plus précisément, de machinisme mis au service de l'organisation scientifique du travail. Le travail à la chaîne consiste dans la liaison des opérations successives de la production, de telle sorte que pour un produit la transformation subie soit la condition de la transformation à venir. « Les opérations successives se trouvent ainsi reliées de la façon la plus étroite — intégrées — les unes aux autres, l'aménagement rationnel de l'ensemble du processus ayant pour objet, par la division, la simplification, la régularisation, la continuité du travail, l'accroissement maximum de sa productivité. » (42). Le document du Bureau international du travail d'où nous extrayons ces lignes ajoute d'ailleurs cette idée essentielle, qui vient confirmer notre raisonnement antérieur : « Mais, de plus en plus, un élément nouveau intervient dans l'organisation de ce type de travail, à savoir, un dispositif matériel se déplaçant automatiquement et faisant passer l'objet à travailler d'un ouvrier à l'autre, selon des modalités qui varient d'ailleurs suivant les conditions techniques des

(42) B. I. T., doc. cit., art. cit., p. 25.

diverses fabrications. Tel est, par exemple, dans les industries comme celle de l'automobile, le convoyeur de montage, sur lequel l'ouvrier effectue sa part de travail en le suivant quelques instants dans son mouvement, pour revenir en arrière et recommencer sur le nouveau matériel de travail qui lui est fourni. » Le travail à la chaîne augmente du reste le rendement de 40 à 100 p. 100 suivant les cas.

Ainsi donc, avec l'examen de cette méthode de travail, nous sommes presque involontairement amené à envisager un autre aspect de la rationalisation : le machinisme.

§ 3. — **Le machinisme. Sa conception ne s'oppose ni à la naissance d'un chômage par retrait de capital, ni à celle d'un chômage par excès de travail.**

Le machinisme caractérise un mode nouveau de production qui s'oppose à la production manuelle parce qu'elle associe l'homme à l'action des machines dont le but est d'améliorer le rendement du travail humain. Il est indéniable que le machinisme est une cause de chômage, la seule question qui se pose est de connaître les véritables raisons de ce dernier; or c'est chose difficile que de les définir, parce que de tout temps l'opinion des hommes a été fortifiée dans sa tendance à voir dans la machine le véritable remplaçant du travail humain ⁽⁴³⁾.

(43) Rapprocher la définition récente donnée par M. Simiand du développement du machinisme. « Par développement du machinisme nous entendons ici essentiellement l'addition, ou selon les cas la *substitution* d'une force mécanique à la force humaine comme agent des transformations impliquées dans la production. » (*Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, t. II, p. 142.) Rapprocher, également, ces quelques lignes de M. S. Jeunet : « La rationalisation, système d'importation américaine, qui consiste à *remplacer l'homme par la machine* dans la plus large mesure pos-

On peut se souvenir, dans l'histoire des difficultés, des réactions et même des violences que rencontrèrent, de la part des ouvriers, les premières inventions en matière mécanique; ces résistances n'avaient pas d'autres sources que la peur de voir la machine remplacer l'homme et, en d'autres termes, la crainte bien justifiée de voir la machine causer un chômage radical, un chômage définitif par une réduction systématique des emplois existants.

Par ailleurs, certains des buts de la rationalisation, certaines des raisons modernes de son développement, paraissent confirmer également cette thèse latente du remplacement de l'homme par la machine. Par suite de la pénurie de la main-d'œuvre qui a sévi pendant la guerre et immédiatement après, il a fallu trouver des moyens d'économiser la force humaine tout en accélérant la production : « Partout on s'est ingénié à remplacer par de nouveaux aménagements matériels, notamment par l'introduction de procédés mécaniques, la main-d'œuvre quantitativement et qualitativement défaillante ⁽⁴⁴⁾; d'autre part, l'adoption d'une journée de travail réduite à huit heures, c'est-à-dire d'une semaine ramenée à quarante-huit heures, a nécessité de la part des entrepreneurs un effort mécanique pour maintenir malgré tout le rendement et remplacer en quelque sorte le temps que les ouvriers n'accordaient plus à leur tâche.

Enfin, les faits sont là qui ne laissent d'être troublants et les chiffres attestent de la puissance envahissante de la production mécanique; c'est ainsi qu'une machine rem-

sible, et qui entraîne comme conséquence logique l'avilissement du prix de la main-d'œuvre humaine. » Cette assertion entièrement discutable a été tirée d'un article sur le chômage en Allemagne, *Revue politique et parlementaire* du 10 mars 1932.

(44) B. I. T., doc. cit., Introduction, p. 6.

place 25 ouvriers dans l'industrie du vêtement, 250 dans celle de la chaussure, 600 dans celle du verre; c'est ainsi qu'un homme et une machine suffisent à assurer dans le textile le travail de 45.000 ouvriers qu'aurait nécessités il y a cent soixante ans une production équivalente; de même encore, un travailleur produit aujourd'hui 32.000 lames de rasoir, c'est-à-dire autant que 500 ouvriers en 1913. (45); bien d'autres faits, dont la liste est loin d'être close, pourraient être cités qui paraissent illustrer et confirmer encore cette idée si souvent énoncée que la machine remplace l'homme, que le capital remplace le travail.

Cette façon d'analyser les faits est loin d'être négligeable, elle a d'ailleurs été soutenue brillamment par le précurseur de l'Ecole critique, Sismondi, dont les anticipations imaginatives allaient jusqu'à voir dans le roi d'Angleterre un homme suffisant à assurer la production de tout le royaume, ses fonctions se bornant simplement à tourner la manivelle d'une machine (46).

Ainsi, la position prise par certains pour juger du machinisme paraît difficilement controuvable; d'aucuns penseraient même que c'est une position très forte, or elle n'est pas sans importance pour la thèse que nous présentons; si la machine remplace véritablement l'homme, le chômage est bien toujours, comme il a été démontré, un désajustement du capital et du travail, et en cela rien

(45) Michael B. Scheler, Le chômage technologique, *Revue économique internationale*, Philadelphie (Pennsylvanie), août 1931.

(46) Par là, Sismondi poussait le raisonnement de Ricardo à l'extrême en démontrant qu'une pareille situation n'était peut-être pas, pour l'homme, un véritable bien : « Ainsi donc, la richesse est tout, les hommes ne sont absolument rien? En vérité, il ne reste plus qu'à désirer que le roi demeuré tout seul dans l'île, en tournant constamment une manivelle, fasse accomplir par des automates tout l'ouvrage de l'Angleterre. » (*Nouveaux principes d'économie politique*, 2^e éd., t. II, p. 329.)

d'illogique ni de contraire aux règles établies; mais si la machine remplace véritablement l'homme, le désajustement provient non d'un retrait, mais d'une abondance de capital, de sorte qu'il faudrait voir dans ce cas une exception à la règle, une inadaptation originale, singulière, *sui generis*.

Deux partis se présentent donc au choix du critique : le premier consistant à voir dans le machinisme un paragraphe exceptionnel de notre notion de chômage, le second consistant, au contraire, à prouver que le machinisme n'est pas une exception à la règle, mais en fait une confirmation de celle-ci; au risque de nous heurter aux conceptions contraires et communes de la majorité, nous opterons pour le deuxième parti, dont la solution, moins paresseuse, paraît plus en accord avec les résultats d'une analyse pénétrante de la réalité. D'ailleurs, on peut estimer qu'à certains égards le machinisme ne s'oppose pas à la conception d'un chômage par retrait du capital.

1° *Le machinisme, cause de chômage par retrait du capital.*

Pour aussi paradoxale que puisse paraître une telle affirmation, il est hors de doute qu'on ne puisse cependant essayer de la soutenir avec quelque succès. En fait, si la rationalisation, et plus particulièrement le machinisme, ont pu, à certaines époques, recevoir une impulsion nouvelle dans la voie du progrès, ce n'est pas toujours pour compenser une pénurie de main-d'œuvre, bien au contraire; les périodes de crise sont marquées par un effort sérieux vers la compression des prix de revient à l'aide d'une réorganisation industrielle plus savante et d'un perfectionnement technique poussé à l'extrême; aussi a-t-on pu citer dans ce sens l'influence qu'a eue la période de 1920

à 1922 sur la transformation de l'industrie américaine. De même les périodes de réorganisation financière, de déflation, qui se marquent par une restriction du crédit et généralement par un accroissement des impôts, sont aussi le facteur d'une réforme industrielle, car, les disponibilités actuelles se trouvant affaiblies, le problème consiste à trouver le meilleur moyen de les mettre en valeur; il ne peut que se résoudre par une meilleure répression du gaspillage, par une extension de la rationalisation, et avec elle du machinisme : c'est exactement une telle évolution économique que l'on a pu constater en Allemagne après la réforme monétaire ⁽⁴⁷⁾. En conséquence, neuf fois sur dix, ainsi qu'a pu l'écrire M. Matthaei, plus spécialement au sujet de questions agricoles, l'objet immédiat du machinisme est uniquement de réduire le coût de production. « Le fermier qui remplace sa main-d'œuvre par une machine, le fait pour réaliser une économie et non pour faciliter l'existence de ses ouvriers. » ⁽⁴⁸⁾. Et, en conformité avec l'exposé de M. Jacques Rueff sur les causes du chômage ⁽⁴⁹⁾, la rationalisation ne s'effectuera pas tant que l'employeur n'aura aucun avantage à l'admettre, c'est-à-dire tant que la mécanisation coûtera plus cher en intérêt que le salaire.

Or cet avantage existe chaque fois que l'économie réalisée sur le bordereau des salaires compense largement les frais d'amortissement des machines. On peut même dire

(47) M. Maurice Ansiaux a pu dire dans ce sens : « C'est à remarquer que la rationalisation a été imaginée en Allemagne au cours d'une dépression. » (*Revue d'économie politique*, 1931; Les caractères nouveaux du cycle actuel, p. 1559). Voir dans le même sens, Laufenburger, *Revue d'économie politique*, 1928, p. 1114.

(48) L.-E. Matthaei, Les progrès du machinisme dans l'agriculture, *Revue internationale du travail*, mars 1931, p. 378.

(49) J. Rueff, L'assurance-chômage cause du chômage permanent, *Revue d'économie politique*, XLV, 1931, p. 236.

que cet avantage est très vif au début du procès de mécanisation, alors qu'il tend à s'atténuer par la suite; cela provient de ce que le salaire ne monte pas immédiatement en fonction de l'accroissement de la productivité; il y a évidemment une résistance de la part des patrons à assurer un salaire plus élevé, dont le paiement augmenterait sensiblement le coût de la production; si la péréquation du coût de production actuel s'établissait avec le coût de production ancien, les avantages du machinisme et de la rationalisation en général disparaîtraient du même coup; il ne resterait plus à l'employeur qu'à mécaniser à nouveau pour profiter, d'une façon passagère, du bénéfice que lui donneraient à la fois l'accroissement de la productivité et la diminution des sommes portées sur le bordereau des salaires par suite de la restriction de l'emploi de la main-d'œuvre. D'ailleurs, en admettant que les salaires haussent, ils peuvent fort bien ne pas être en rapport avec l'accroissement de la productivité; en conséquence, l'employeur obtiendrait encore sa production d'une façon économique, avec une épargne de capital en valeur, c'est-à-dire avec une épargne de salaire. La tendance actuelle du mouvement des salaires paraît au reste confirmer ce dernier point de vue, puisqu'une étude du Bureau international du travail sur la productivité et les salaires fait ressortir le retard du mouvement des salaires sur celui de la productivité vers le milieu de la dernière période décennale (1920-1929) (50).

De tous ces faits, il paraît donc résulter que, dans la plupart des cas, l'employeur mécanise sciemment pour réduire la part de capital en valeur, c'est-à-dire, plus par-

(50) B. I. T., *op. cit.*, *La productivité et les salaires*, p. 202-224.

ticulièrement ici, le montant des salaires qu'il investit dans la production; mais dès lors qu'il pense cette opération, l'employeur associe la mécanisation au retrait d'un certain capital, la première n'étant rien d'autre, dans son esprit, qu'un moyen d'effectuer le second. Peut-on continuer à soutenir par la suite que l'introduction du machinisme dans la production coïncide forcément avec un apport de capital? Il paraît aussi plausible, sinon plus vrai, de dire le contraire en faisant preuve tout au moins d'une plus grande largeur de vue.

Mais pour ceux qui ne seraient pas convaincus de la force de ce raisonnement, rien ne vaut de les suivre sur leur propre terrain et de les y battre en démontrant que la machine ne « remplace » pas le travail.

2° La machine ne « remplace » pas l'homme, elle inaugure simplement un nouveau mode de production.

La discussion des résultats obtenus à l'aide de la production mécanique semble avoir faussé la saine conception de la nature de cette production. Si la nature des objets fabriqués ne change guère en passant de la production manuelle à la production mécanique, si les résultats ne changent pas qualitativement mais simplement quantitativement, on peut se croire fondé à comparer si étroitement les deux modes de production que l'on peut en arriver à dire qu'à résultat quantitativement égal, ou même quantitativement plus élevé, la machine remplace la présence et l'activité d'un certain nombre de travailleurs qu'exigeait auparavant la production manuelle. La tentation de raisonner ainsi devient encore plus grande lorsque l'on compare deux productions analogues, mais effectuées avec des machines différentes : par exemple en matière agricole, l'emploi de

la moissonneuse décapiteuse et celui de la moissonneuse batteuse incitent à dire que, d'un côté, la production nécessite huit hommes, tandis que de l'autre elle n'en exige que trois; en conséquence, la moissonneuse batteuse remplace le travail de cinq ouvriers.

Et c'est ainsi qu'on en vient à se poser très nettement un problème revenant à se demander si le terme « remplacer » est juste, lorsqu'on parle d'une économie de main-d'œuvre réalisée par la machine, et si, en définitive, on a le droit de comparer terme à terme deux formules de production, sous la seule garantie de l'identité qualitative de leurs résultats.

Or, il apparaît sans contestation possible qu'il est vraiment difficile de comparer deux genres de production dont les termes ne sont pas de même nature, dont les principes sont complètement changés. En vérité, la production, qu'elle soit manuelle ou mécanisée, mécanisée à un degré inférieur ou mécanisée à un degré supérieur, présente toujours ses composantes fondamentales, c'est-à-dire les principes mêmes de son existence, à savoir le capital et le travail; mais il devient impossible de dire que la qualité du travail et celle du capital n'ont pas changé, que, par conséquent, on peut établir sans faute logique un rapport étroit entre l'ancien travail qui était exigé et le nouveau, entre l'ancien capital employé et celui qui est investi à l'heure actuelle.

Avec l'introduction des machines actuelles, non seulement le capital en valeur investi dans telle ou telle production mécanisée augmente, mais encore on peut dire que le capital, envisagé en nature, a changé de qualité. Cette idée prend même un relief singulier lorsqu'on essaie de comparer entre eux deux stades de production, l'un

manuel, l'autre mécanique; dans le premier, le capital en nature qui facilite l'action de l'ouvrier est l'outil, dans le second, c'est au contraire la machine; dans le premier cas, il s'agit d'un instrument simple; dans l'autre, au contraire, d'un assemblage complexe, le plus souvent doué d'un dynamisme propre. Ainsi, on sait que l'activité commerciale a été dans une large mesure rationalisée; des machines perfectionnées s'introduisent dans le travail de bureau : machines à calculer, à sténographier, machines comptables, machines à adresses, elles n'ont à la vérité absolument rien de comparable aux outils désuets antérieurs à leur règne, dont le principal était bien sans contredit le rudimentaire porte-plume. De même, le capital en nature mis au service du verrier, pour faciliter et amplifier son action, est totalement différent aujourd'hui de ce qu'il était il y a seulement vingt-cinq ans; les machines ont remplacé, pour fabriquer les bouteilles, la canne creuse que l'ouvrier animait de son souffle et du mouvement de rotation rapide imprimé par ses mains. Dans l'agriculture, comme dans l'industrie et le commerce, le machinisme s'est introduit, changeant radicalement aussi la nature du capital de production; par exemple, à l'ancienne faux succède la lame coupante, dont l'apparition marque un réel progrès sur le premier procédé actionné tout entier par la main de l'homme; mais à partir de la fin du xix^e siècle, les inventions, et surtout leur applications pratiques, se bousculent. C'est d'abord la moissonneuse-lieuse; grâce à elle le fauchage et le gerbage s'effectuent dans le même laps de temps, mais le moyettage et le transport des gerbes ne sont pas mécanisés, et, d'autre part, sa conduite nécessite encore de 5 à 8 hommes; ensuite vint la moissonneuse-décapiteuse (*stripper* ou *header*), plus puissante et plus

rapide que la précédente, mais semblable en son travail et utilisant l'activité de 6 à 7 personnes; enfin parut le *harvester-combine* ou moissonneuse-batteuse, qui effectue le coupage et le battage sur une seule machine, car le grain tombe directement dans un wagon qui y est annexé, de sorte qu'il n'y a plus lieu de lier les gerbes; le type le plus petit de ces machines se conduit avec 1 homme, le plus grand avec 3.

Ainsi on ne peut, même en cette matière, comparer les capitaux de production dont la nature est si dissemblable : la faux est économiquement aussi loin de la faucheuse-lieuse, que celle-ci de la moissonneuse-batteuse; leur intervention est à la fois inégale et dissemblable, chacune d'elles inaugure un mode nouveau de production : la seule vérité que l'on puisse dire en contemplation du progrès acquis par la simplification des opérations et l'amélioration du rendement, c'est que l'évolution de la simple faux à la moissonneuse-batteuse témoigne d'un aménagement constant du capital productif.

Il est donc bien difficile de voir dans une production nouvelle, caractérisée par l'introduction du machinisme ou même par la mise en œuvre d'une machine plus perfectionnée, la persistance du capital de production qui formait un des éléments de la production ancienne, à savoir de la production manuelle ou même de la production effectuée à l'aide d'une machine moins perfectionnée. Or, s'il existe de la production ancienne à la production nouvelle une variation du terme capital, il existe de même une variation correspondante du terme travail; de sorte que ce terme qui constitue l'un des deux membres de la nouvelle formule de production diffère qualitativement de celui qui constituait l'ancienne formule de cette même production.

Reprenons un à un les exemples précédemment exposés, nous trouvons dans l'appréciation des faits qu'ils nous soumettent la vérification de nos assertions. C'est tout d'abord en matière commerciale la disparition d'une certaine catégorie de travailleurs, celle des plus qualifiés, « que leur spécialisation même rend inaptes à tout travail » (31). C'est ce que constatent le Docteur Paul Gesler et le Docteur Bruno Rauecker; c'est ce que confirme l'enquête effectuée en automne 1923 par le ministère du Travail, au résultat de laquelle 24.028 employés sur un total de 53.978 chômeurs étaient des employés supérieurs.

L'intervention du machinisme a de même changé la nature du travail dans l'industrie du verre, le rapport du Bureau international du travail sur la rationalisation et l'emploi mentionne, en 1931, que « d'après M. R. Fenton, secrétaire de la Fédération nationale des syndicats de la verrerie et des industries connexes, 70 p. 100 des travailleurs hautement qualifiés de la verrerie, membres de cette organisation, ont perdu leur emploi, entre le mois de décembre 1920 et le mois de janvier 1928, presque tous par suite de la généralisation des dispositifs automatiques ou semi-automatiques. On constate, d'autre part, que le verre et les articles en verre sont maintenant fabriqués sur une large échelle par des ouvriers appartenant à des catégories moins qualifiées et moins spécialisées. » (32). Ce changement de nature du travail a pu être très précisément déterminé dans l'industrie du verre à bouteilles où, en 1929, le nombre des ouvriers qualifiés représente seulement le huitième de celui de 1920.

(31) B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931*, p. 249.

(32) B. I. T., *op. cit.*, p. 241.

Enfin, les mêmes observations peuvent être reproduites pour le changement de nature du travail agricole. Dans un article sur les *Progrès du machinisme dans l'agriculture*, M. L. E. Matthaei a pu consacrer la totalité d'un paragraphe à ce phénomène : « Mais ce n'est pas tout. A ces différentes conséquences viendra probablement s'en ajouter une autre : c'est que le travail agricole prendra le même caractère que le travail urbain. Les travailleurs ont eux-mêmes publié, dans un de leurs journaux, une amusante caricature qui montre un ouvrier agricole « rationalisé », dont chaque main et chaque pied actionnent simultanément des machines différentes. A plusieurs reprises, les ouvriers agricoles de l'ancien continent ont déclaré explicitement ou implicitement que « l'ouvrier à la burette à huile » était leur idéal à la ferme. Il n'est pas nécessaire de réfléchir longtemps pour comprendre quelles répercussions un contact intime et continu avec le machinisme aurait sur la vie des travailleurs agricoles. On a été jusqu'à prophétiser la disparition complète du paysan et de l'ancien type de travailleur agricole non qualifié — si tant est qu'un tel type ait jamais existé. » (33).

Il est bien vrai que l'introduction de la machine en matière d'agriculture économise l'effort humain nécessité par des méthodes de production démodées, mais si la conduite de la machine exige un moindre effort, elle demande cependant pour être menée à bien certaines qualités nouvelles que ne possédait pas l'ancienne main-d'œuvre agricole employée dans l'ancien mode de production, « car, ainsi que le note encore M. Matthaei d'après la déclaration d'un auteur allemand parlant de son propre pays, les

(33) L. E. Matthaei, *Rev. cit.*, étude cit., p. 371.

machines agricoles perfectionnées doivent être conduites par des hommes ayant atteint leur plein développement physique et mental, et c'est là évidemment la raison qui explique la tendance à limiter le travail des femmes dans la grande agriculture, tendance qui a été constatée lors de tous les recensements professionnels des dernières dix années » (34).

On peut donc affirmer que concurremment au changement de nature du capital productif s'effectue un changement de nature du travail employé, de sorte que l'on est bien en droit de dire que la formule ancienne et la formule nouvelle de production diffèrent terme à terme puisqu'il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, de moyens de produire absolument différents. L'industrie automobile, dont la rapidité de développement est telle que les machines nouvelles ne cessent de se succéder, offre des exemples multiples du changement qualitatif du travail qui s'est effectué corrélativement à l'introduction de ces machines. M. Ch. Reitell a constaté que, de 1912 à 1923, le pourcentage des manœuvres et celui des ouvriers qualifiés avait diminué, alors que le pourcentage des servants de machine et des assembleurs avait grandement augmenté. « Dans un des établissements modernes, on rencontre plus de deux cents types différents de dispositifs mécaniques servant à porter et transporter les matériaux et les produits. Le directeur de cet établissement a déclaré que le pourcentage de ses ouvriers de métier qualifiés avait diminué de plus de 50 p. 100 au cours des dix dernières années. Nous constatons donc que les plus atteints sont, d'une part, au haut de l'échelle, les ouvriers qualifiés ayant

(34) Somberg (Allemagne, 6), cité par Matthaci, p. 397.

une longue expérience et, d'autre part, au bas de l'échelle, ceux qui effectuent un travail purement musculaire. » (55).

La machine ne remplace donc pas le travail, comme on a bien voulu l'écrire; ce mot remplacer suggère, en effet, que la machine succède aux attributions de l'individu, qu'elle fait en quelque sorte le travail à sa place; or rien n'est plus faux : si pour une production non mécanisée qui nécessite 30 hommes il n'en faut plus que 10 maintenant pour la même production mécanisée, cela ne veut pas dire que la machine remplace le travail de 20 hommes et que les 10 qui restent employés continuent à faire les mêmes opérations qu'ils effectuaient avant la réforme. Raisonner ainsi serait trop simple; il faut dire, au contraire, que la machine inaugure une nouvelle méthode de production et que les 10 hommes occupés sont employés à des travaux différents de ceux qu'ils effectuaient dans la production antérieure, qui était moins bien mécanisée ou même qui ne l'était pas du tout. La machine creuse donc un fossé entre la production qu'elle inaugure et celle qui a précédé son avènement; les principes de la production peuvent bien rester les mêmes, c'est-à-dire une combinaison du capital et du travail, mais la technique de la mise en œuvre de ces deux derniers facteurs peut différer complètement sans que l'on puisse en rien comparer la nature du travail fourni par tel individu lors du règne de telle méthode de production, avec la nature du travail fourni par un autre individu sous le règne d'une autre méthode de production.

En conséquence, si l'on persiste à trouver une analogie entre diverses catégories de travail parce que l'individu est

(55) B. I. T., *op. cit.*, p. 266.

le support de tout travail et que les individus sont comparables entre eux puisqu'ils sont du même genre et de la même espèce; si l'on persiste également à ne pas différencier d'une façon sans doute abstraite, mais réelle, les diverses natures du travail, on s'expose évidemment à voir dans la machine le substitut du travail humain. Si, au contraire, on établit, comme on le doit, des différences entre les facteurs des diverses productions, on s'aperçoit qu'il n'y a plus aucun lien de cause à effet entre certains éléments d'une méthode de production et les autres éléments d'une méthode de production différente; si la méthode de production A nécessitait 30 hommes, alors que la méthode B n'en utilise que 10, on ne voit pas pourquoi et même comment 20 hommes de la production A, qui représentent une certaine catégorie de travail, seraient incorporés à la production B, qui n'utilise que 10 hommes représentant par surcroît une catégorie de travail différente. En admettant que parmi les 10 hommes qui assurent la production B, il en existe 5 qui représentent vraiment une catégorie de travail ayant son utilisation dans la production ancienne, on ne voit pas pourquoi on conserverait à tout prix dans la production nouvelle les 20 hommes dont la qualité de travail se rapproche ou même égale la qualité de travail des 5 hommes employés; il y aurait en effet, de ce fait, le travail de 15 hommes rendu inutilisable par suite de la faiblesse relative du capital employé; donc, en admettant que ce soit possible, et seulement dans ce cas, la persistance d'un élément de l'ancienne production causerait un chômage par suite d'une surabondance de travail par rapport au nouveau capital disponible.

Pour conclure sur ce problème particulier que pose le

machinisme, on peut constater, sans fausser aucunement le résultat des faits, que le machinisme est bien une cause de chômage, mais qu'il n'est pas, comme on pourrait le croire à première vue, une cause de chômage parce que la machine remplace le travail, c'est-à-dire parce qu'il existe un retrait de travail non motivé par un retrait de capital. Au contraire, il faut considérer les facteurs de la production à un point de vue plus spécial, on s'aperçoit alors que la formule nouvelle a ses termes complètement changés par rapport à la formule ancienne; le travail et le capital n'ont plus les mêmes qualités et si le produit fini est le même dans les deux productions, il n'est cependant pas obtenu suivant des opérations analogues. C'est pourquoi, en persistant à voir dans le machinisme actuel une cause de chômage par augmentation du capital, sans tenir compte des réserves que nous avons formulées, on agit comme si l'on voulait maintenir à tout prix dans la production nouvelle un terme de la production ancienne, qui est pourtant incompatible avec la formule de la première nommée; la persistance d'un élément de l'ancienne formule dans la formule nouvelle, notamment la persistance du travail et souvent d'une certaine catégorie du travail, cause le chômage de cette catégorie par excès de travail au regard du nouveau terme-capital utilisé dans la nouvelle méthode de production.

La situation n'est d'ailleurs pas désespérée; le travail de l'ancienne formule de production pourra être réabsorbé par la nouvelle formule, mais à condition que les qualités du travail changent en rapport avec les exigences nouvelles du capital et en fonction de l'usage que l'on fait de ce dernier; c'est ce que constate dans les lignes suivantes le rapport sur la *Rationalisation et l'emploi* : « Il semblerait

permis de conclure que le processus de mécanisation qui se poursuit sans arrêt comporte nécessairement et à un moment quelconque la mise en chômage de certaines catégories de travailleurs. Leur réabsorption dans l'industrie dépend de leur degré d'adaptabilité à d'autres emplois et de la mesure dans laquelle les conditions du marché se modifient. » (56).

3° *La production mécanique est une production indirecte, et l'opération qui a pour but la fabrication directe de l'objet fini n'est qu'une phase de la production totale.*

S'il paraît erroné de vouloir comparer deux méthodes de production qui ne se ressemblent guère, vouloir comparer entre eux deux moments mal définis de deux modes de production différents semblerait également le fait d'un esprit par trop simpliste. Or c'est bien ce qui paraît se produire lorsqu'on insinue que la production mécanisée réduit le nombre des emplois. L'erreur commise est inexcusable lorsqu'il s'agit de la substitution d'une production mécanisée à une production manuelle, mais elle semble moins grave ou, tout au moins, plus compréhensible lorsqu'il existe un remplacement de la production ancienne, déjà mécanisée, par une production moderne plus mécanisée ou autrement mécanisée.

En effet, toute production mécanique nécessite forcément l'existence d'industries dites « complémentaires », industries destinées à fournir les moyens de production mécanique, à aménager en un mot le capital qui sera investi dans la production, dont le véritable objet sera la

(56) B. I. T., *op. cit.*, p. 236.

facture directe du produit fini; il est donc difficile de nier que ces industries complémentaires ne participent pas elles-mêmes, sans doute indirectement, mais d'une façon appréciable, à la production, qu'elles munissent d'un capital spécial; ainsi pour la fabrication du verre à bouteille, l'industrie complémentaire fournissait les cannes des verriers : actuellement elle fabrique les machines Owens. En matière agricole, l'industrie complémentaire dotait le paysan canadien des faux, des lieuses, des batteuses qui lui étaient indispensables pour « réaliser » sa récolte; actuellement, elle lui donne des machines autrement délicates et complexes : les *stripper* ou *header*, les *harvester-combine*, etc.

La mécanisation plus poussée de l'industrie principale n'est pas sans répercussion sur l'état de l'industrie complémentaire, qui doit, elle aussi, par nécessité, parce qu'elle participe à la production totale, se rénover, se transformer, changer d'état, le plus souvent par une modification sensible du personnel employé; c'est d'ailleurs ce que confirment les termes du document du Bureau international du travail, que nous avons déjà cité par ailleurs, sur *Les aspects sociaux de la rationalisation* : « La rationalisation exige aussi de certaines catégories d'ouvriers une plus grande habileté professionnelle. On ne se rend pas compte, d'ordinaire, de cet aspect de la rationalisation. On croit même fréquemment que la rationalisation a éliminé du travail toute habileté professionnelle. Il peut en être ainsi parfois, mais il est également vrai que la rationalisation exige une plus grande habileté de la part de l'ouvrier qui est employé, par exemple, à un travail tel que la fabrication de machines-outils. Chaque amélioration notable dans le domaine de la mécanique exige une

habileté de plus en plus grande de la part des ouvriers qui construisent les machines et de ceux qui fabriquent les machines-outils servant à les construire. Ainsi, tandis que, dans certaines industries, le besoin de main-d'œuvre non qualifié s'accroît par rapport au besoin de main-d'œuvre qualifiée, chaque progrès dans la mécanisation de l'industrie provoque, d'autre part, de nouveaux besoins en ouvriers spécialistes pour la construction des machines et des machines-outils. L'habileté professionnelle qu'on utilisait pour la fabrication d'articles destinés à la consommation directe sert maintenant à la fabrication de machines et de machines-outils destinées à la production en série de ces mêmes articles. Avec le développement de la mécanique, l'outil, d'abord rudimentaire, revêt des formes de plus en plus compliquées; la construction des machines-outils demande à l'ouvrier de plus en plus d'habileté et d'ingéniosité, tant intellectuelle que manuelle. » (37). C'est ce que constatait encore M. Dubreuil lorsqu'il écrivait ces lignes : « En réalité, au fur et à mesure que progresse le machinisme, l'outil, autrefois élémentaire, évolue vers des formes sans cesse plus savantes et plus compliquées, il requiert sans cesse plus de travail et d'habileté, et il se trouve ainsi que l'habileté manuelle, qui autrefois se dépensait sur des objets, s'est simplement détournée vers les outils, qui, aujourd'hui, fabriquent ces objets par grandes masses. En même temps, il sied d'ajouter qu'il faut aussi tout naturellement beaucoup plus d'ouvriers pour fabriquer ces outils qu'il n'en fallait autrefois pour répéter en un certain nombre d'exemplaires identiques les

(37) B. I. T., *Les aspects sociaux de la rationalisation, les relations industrielles*, p. 385-386.

outils élémentaires qui étaient seulement en usage. » (58).

On a pu remarquer en Angleterre que les industries les moins rationalisées, comme celles du charbon ou de la construction navale, offrent le plus fort pourcentage de chômeurs (59); il serait sans doute plus intéressant de connaître l'augmentation d'emploi relative à l'introduction du machinisme, mais sur ce sujet les enquêtes sont imprécises, la plupart du temps elles se contentent de donner des chiffres qui ne séparent pas l'augmentation des emplois due à l'accroissement de la productivité et, par suite, au phénomène de consommation des chiffres qui pourraient être dus à une augmentation d'emplois des industries complémentaires par suite de la modification de la production, grâce à l'intervention d'un machinisme plus poussé; cependant, il y a lieu de penser que les deux causes jointes motivent cette augmentation du nombre des emplois que tous les économistes sont unanimes à admettre.

M. L. Urwick, directeur de l'Institut d'organisation scientifique du travail, déclare dans son ouvrage que *la rationalisation ne conduit pas au chômage* (60); d'après lui, le nombre des nouveaux emplois qu'elle a créés serait aux Etats-Unis d'environ 1.907.000, alors qu'elle n'a entraîné qu'un déplacement de 1.445.000 travailleurs.

M. William Green, président de la Fédération américaine du travail, se montrait, en 1928, sensiblement du même avis : l'emploi de machines perfectionnées n'aurait

(58) H. Dubreuil, *Standards, Le travail américain, vu par un ouvrier français*, Paris, 1929, p. 214.

(59) B. I. T., *op. cit.*, p. 233.

(60) L. Urwick, *Rationalisation does not lead to Unemployment*, Genève, Institut international d'organisation scientifique du travail.

pas été sans répercussion sur le volume du chômage, mais l'évolution des nouvelles industries aurait ainsi créé une demande supplémentaire de main-d'œuvre et l'emploi de milliers de travailleurs ⁽⁶¹⁾.

Par ailleurs, il faut considérer que ces industries complémentaires, dont le but est de doter l'industrie principale d'un capital spécial, ne sont peut-être pas les seules à être influencées; il faut compter également avec la naissance ou l'accroissement des professions qui ont pour but de modifier le travail lui-même, de douer l'individu de connaissances spéciales en vue de la nouvelle tâche qu'il aura à fournir; ce dernier trait est d'ailleurs en harmonie, comme le premier, avec la modification des termes des productions nouvelles, c'est-à-dire avec la modification qualitative du capital et du travail. C'est ainsi, par exemple, qu'un rapport du bureau du commerce intérieur et extérieur des Etats-Unis constate, en 1920, une augmentation de 185.000 professeurs de toutes catégories sur le chiffre de 1919, ce qui s'explique par la nécessité d'une instruction en harmonie avec les progrès de la technique moderne ⁽⁶²⁾.

Les faits paraissent donc confirmer la thèse que nous avons présentée au début de ce paragraphe. Pour prouver que l'introduction de la machine dans l'industrie est une cause de chômage par la restriction du nombre des emplois, il ne suffit pas d'envisager seulement ce qui n'est pour nous que la dernière étape de la production tout entière, c'est-à-dire la fabrication directe de la marchandise consommable; à notre avis, il faut prendre le problème

(61) *New-York Times*, 19 févr. 1929, cité par le document cité du B. I. T., p. 277.

(62) B. I. T., doc. cit., p. 272.

de plus haut et déterminer la répercussion qu'exerce le machinisme à travers toutes les industries ou même les professions qui concourent au succès de la production finale, soit qu'elles aménagent le capital, soit qu'elles transforment l'individu en vue de lui donner des connaissances techniques qui seront utilisées dans l'œuvre de production concurremment avec un capital spécial.

4° Le machinisme provoque un simple déplacement de main-d'œuvre, et le chômage n'existe que pendant la durée de ce déplacement.

Puisque le machinisme ne réduit plus, *a priori*, le nombre des emplois que maintient la construction, l'entretien, le renouvellement des machines; puisqu'il tend même par la suite à accroître le nombre des places disponibles, soit que la réduction des prix de revient, obtenue à l'aide d'une plus grande productivité, influe sur l'augmentation de la demande par l'intermédiaire d'un abaissement du prix de vente, soit que ce même résultat soit acquis indirectement, alors même que l'industrie rationalisée ne jouisse pas d'une demande extensible, par suite des disponibilités plus grandes qu'un client de cette industrie pourra dépenser pour les produits d'une autre industrie; puisqu'en un mot, il paraît faux de dire que la machine « remplace » l'homme, force en est de considérer le chômage technologique comme un simple déplacement de main-d'œuvre, comme un chômage marquant la transition du passage d'un état de production à un autre état de production. Peu importe en théorie que la transition soit longue et que le chômage soit important, la qualification de ce dernier est seule intéressante; ne montre-t-elle pas suffisamment qu'une certaine catégorie de travail se trouve

en excès pour effectuer certaines tâches, et qu'il y a lieu de décongestionner ces points pour diriger ce travail sur les centres qui le réclament ?

En soutenant la thèse du déplacement de la main-d'œuvre nous ne faisons que confirmer les idées que Bastiat énonçait dans ses *Sophismes économiques* : « L'effet prochain d'une machine ingénieuse est de rendre superflue, pour un résultat donné, une certaine quantité de main-d'œuvre. Mais là ne s'arrête point son action. Par cela même que ce résultat est obtenu avec moins d'efforts, il est livré au public à un moindre prix; et la somme des épargnes ainsi réalisées par tous les acheteurs leur sert à se procurer d'autres satisfactions, c'est-à-dire à encourager la main-d'œuvre en général, précisément de la quantité soustraite à la main-d'œuvre spéciale de l'industrie récemment perfectionnée. En sorte que le niveau du travail n'a pas baissé, quoique celui des satisfactions se soit élevé. » (63).

Par ailleurs, la thèse du déplacement de la main-d'œuvre paraît jouir à l'heure actuelle d'une certaine considération, d'autant que les faits semblent la vérifier en partie, mais en partie seulement, car s'il est difficile de savoir où commence et où finit le mouvement de rationalisation, il est extrêmement délicat, pour ne pas dire impossible, de juger de son effet sur la réabsorption des travailleurs parce qu'on n'est jamais sûr, en admettant que le mouvement de rationalisation soit terminé, qu'il n'y ait eu intervention d'autres causes propres à accélérer ou à ralentir la reprise de la main-d'œuvre; et c'est bien là ce qui ressort

(63) Bastiat, *Sophismes économiques*, 2^e éd., t. IV, p. 403. — Voir également la même idée au t. V, p. 372.

de l'ensemble des rapports publiés par la *Soziale Praxis* dans ses numéros des 18 et 25 octobre 1928 : si, dans des cas très fréquents, les effets de la rationalisation ont été de provoquer des licenciements de main-d'œuvre, cependant « il est impossible d'en donner l'estimation chiffrée pour ce seul motif déjà que les mesures de rationalisation ont été appliquées au début en période de crise économique et que l'accroissement de la production qui est ultérieurement résulté de ces mesures a fréquemment motivé le réengagement du personnel licencié » (64).

Des enquêtes effectuées aux Etats-Unis particulièrement par l'Institution Brookings et par l'*Institute of Human Relations* de l'Université de Yale, la première portant en hiver 1928 sur 754 travailleurs congédiés de Baltimore, de Chicago et de Worcester, la seconde portant en 1930 sur 1.200 travailleurs congédiés en avril et en septembre 1929 par la United States Rubber Company, tendirent à montrer que dans le premier cas 55 p. 100 des chômeurs avaient trouvé un emploi, alors que dans le second cas le pourcentage s'élevait à 75 p. 100 (65). Enfin, la constatation d'un simple déplacement de main-d'œuvre qu'occasionnerait le machinisme en particulier, et la rationalisation en général, a poussé l'Angleterre à envisager d'un œil favorable et même à ne plus retarder l'intensification du perfectionnement technique (66); ainsi l'a jugé la majorité des employeurs interrogés en 1927 par la section britannique

(64) Docteur Frieda Wunderlich : « Der Einfluss der Rationalisierung auf die Arbeitnehmer, nach den Berichten der Gewerbeaufsichtsbeamten für das Jahr 1927. » Cité dans *Les problèmes du chômage* en 1931, p. 247-248.

(65) B. I. T., *op. cit.*, p. 239.

(66) Voir pour tous les exemples qui suivent, *ibid.*, p. 233-262.

de l'Association internationale pour le progrès social; ainsi l'ont pensé, également, les signataires du rapport de la commission Balfour publié le 11 mars 1929, comme aussi les membres de la Conférence Melchett-Turner dans le rapport provisoire du 4 juillet 1928 et dans celui définitif du 12 mars 1929; les discours comme les enquêtes ou les conférences révèlent le même état d'esprit en faveur de la rationalisation; dans un discours prononcé à l'Assemblée annuelle de la « Lloyds Bank Limited », le 1^{er} février 1929, M. Beaumont Pease mettait en avant l'idée que la rationalisation entraînerait sans doute un chômage immédiat se réservant pour l'avenir de rendre les industries plus prospères; de même, M. Henri Clay, directeur des recherches économiques au « Securities Management Trust », présentait avec encore plus de confiance la rationalisation comme un remède au chômage existant. Enfin, dans un des cours prononcés en 1930 à la *British Association for the Advancement of Science*, M. T. E. Gregory, professeur à l'Université de Londres, résumait avec modération toutes les opinions émises en déclarant que la rationalisation peut bien amener un chômage temporaire, mais non un chômage permanent.

Tous ces faits, toutes ces appréciations, militent en faveur de la thèse du déplacement de la main-d'œuvre dont l'existence fortifie d'une façon saisissante les termes déjà ébauchés de notre notion de chômage. Sans doute les opinions émises ne distinguent pas entre les diverses mesures de rationalisation, elles n'isolent pas le machinisme de son action économique sur la consommation, mais cependant elles lui font une large place dans l'ensemble des mesures de rationalisation; son action a pour conséquence un chômage réel, mais un chômage tempo-

raire sans réduction d'emploi, provenant en conséquence d'un excès de travail d'une certaine catégorie par suite des modifications qualitatives apportées aux emplois par la nouvelle formule de production; de là cette nécessité pour le travail de transformer sa nature en rapport avec des exigences nouvelles.

A notre avis, le machinisme ne crée donc pas une exception à la règle : un chômage par désajustement du capital et du travail dont le retrait se justifie par un excès de capital investi dans l'œuvre de production; le machinisme, bien au contraire, provoque le chômage par suite d'un excès de travail d'une certaine nature, dans une production dont les données complètement nouvelles exigeraient un travail d'une nature différente.

§ 4. — Le chômage des musiciens et des artistes; le processus de sa naissance est une confirmation de nos principes.

Dans un aperçu au sujet du chômage technologique on se devait de laisser une place à la situation difficile des musiciens et des artistes devant la vogue sans cesse croissante de la production phonographique et cinématographique parlante.

Une pareille étude ne peut manquer d'intérêt, d'abord parce que notre thèse doit tenir compte aussi bien du chômage des travailleurs intellectuels que de celui des travailleurs réputés manuels comme les ouvriers et les employés; ensuite, à un point de vue plus technique, parce que le chômage des musiciens et des artistes pourrait fournir, par sa nature, un argument que penseraient irrésisti-

ble, s'il n'était combattu, les partisans de la thèse de la substitution de la machine à l'homme; enfin, comme dernier intérêt en jeu, le chômage des musiciens paraît si élevé qu'on ne peut le négliger plus longtemps.

*1° L'existence du chômage des musiciens et des artistes;
quelques constatations et quelques chiffres.*

L'industrie cinématographique, qui avait offert aux musiciens d'orchestre des débouchés considérables à l'époque du film « muet », retire maintenant les emplois qu'elle avait assurés, à la suite de la mise au point récente de certaines inventions qui ont rendu le film sonore et parlant. Parallèlement, l'édition phonographique devait recevoir une impulsion vigoureuse venue, pour partie, des perfectionnements apportés à la technique du disque et pour partie des possibilités merveilleuses offertes par l'amplification électrique utilisée et connue plus particulièrement sous le nom de *pick-up*.

De ce double courant de perfectionnements mécaniques allaient surgir les données d'un problème économique et social : celui du chômage des musiciens et des artistes. Son existence a commencé de se faire sentir en France au courant de l'année 1928; l'Edition musicale vivante signale en décembre de cette même année « qu'une certaine inquiétude s'est manifestée dernièrement parmi les musiciens d'orchestre français à la suite du licenciement des orchestres de deux salles de cinématographe parisiennes, dont la direction a commencé à utiliser des films sonores ». A cette époque, le Syndicat des musiciens français signalait l'existence d'une crise déjà grave sévissant parmi les musiciens d'orchestre aux Etats-Unis avec les 2.000 musiciens chômeurs de New-York et l'obligation qui était faite

aux musiciens français occupés dans cette ville de retourner dans leur patrie ⁽⁶⁷⁾. Depuis, le mal devait prendre une ampleur inquiétante; si des chiffres précis font défaut, l'agitation des syndicats, des unions, des organisations, traduit la fièvre de l'heure et l'opportunité qu'il y aurait à prendre des mesures radicales contre un chômage grandissant. Les organisations syndicales des musiciens tchécoslovaques ont fait ressortir, d'après le *Pravo Lidu*, que le chômage des musiciens « résulte principalement du développement de la musique mécanique » et qu'il faut y porter remède ⁽⁶⁸⁾. Même cri d'alarme au V^e Congrès des musiciens des pays du Nord lors de sa réunion à Stockholm du 14 au 17 mai 1931 ⁽⁶⁹⁾. Plus récemment encore, l'Union des artistes français adressait à tous les producteurs de films de cette nationalité une lettre-circulaire pour attirer leur attention sur la crise de chômage qui atteint les musiciens français et sur l'intérêt qu'il y aurait à leur réserver, lorsqu'ils sont en chômage, les petits rôles et les emplois de figurants ⁽⁷⁰⁾. Nous n'en finissons pas si nous voulions énumérer toutes les manifestations d'activité auxquelles se sont livrés la plupart des groupements qui s'intéressent à la situation économique des musiciens et des artistes. Mais, toutefois, bien que le chômage de ces derniers relève du domaine des faits, nous n'avons pu trouver de chiffres précis pour en indiquer l'étendue. Qu'il nous suffise cependant de croire sur la base des quelques indications que nous avons glanées que, comparativement à celui des

(67) *Informations sociales*, 18 févr. 1929, p. 237-238.

(68) *Pravo Lidu*, 28 déc. 1929; *Ceske Slovo*, 24 déc. 1929; cf. *Informations sociales*, 7 févr. 1930, p. 216.

(69) *Musikèrn*, 1^{er} juin 1931; *Informations sociales*, 7 août 1931, p. 391.

(70) *Informations sociales*, 15 févr. 1932.

autres travailleurs, le chômage des musiciens et des artistes est fort important.

Le Bureau des statistiques du travail, qui avait entrepris une enquête sur le chômage technologique du personnel des spectacles, révélait « que l'emploi généralisé du film sonore a entraîné une diminution d'environ 50 p. 100 du nombre des musiciens de ces industries » (71); elle déclarait, par ailleurs, d'après les affirmations des représentants de cinq grandes sociétés d'exploitation de salles de cinéma, que l'adoption du film sonore avait provoqué, chez eux, le licenciement de 10.000 musiciens.

En France, aux dires de *L'Amitié française*, le nombre des musiciens d'orchestre et des chanteurs se trouvant sans emploi à l'heure actuelle est évalué, d'après divers journaux spécialisés, à 12.000 environ (72). Sans doute ce chiffre n'est-il pas dû en entier à l'emploi de la musique mécanique, mais il n'est pas exagéré de dire qu'elle contribue presque totalement à sa formation; la seule question qui peut paraître douteuse est celle de savoir non pas dans quelle mesure les procédés mécaniques causent du chômage mais de quelle manière ils le provoquent; est-ce par une substitution de la machine à l'homme? du capital au travail? Ou simplement par un déplacement de main-d'œuvre obtenu grâce à l'originalité d'une production entièrement nouvelle? Ce sont là des questions que nous devons maintenant éclaircir.

(71) *Monthly Labor Review*, août 1931, p. 261.

(72) *L'amitié française*, 4 août 1929; *Informations sociales*, 9 sept. 1932.

2° *L'impossibilité d'assimiler la musique vivante à la musique mécanique; la preuve qu'en apporte l'opinion jurisprudentielle. Le chômage des musiciens et des artistes est le résultat d'un phénomène de consommation.*

Pour soutenir, avec quelque chance de succès, que dans une production donnée la machine remplace l'homme, il faudrait que le produit obtenu fût au moins le même avec la production manuelle ou moins mécanisée qu'avec la production purement mécanique. On pourrait supposer alors que l'une comme l'autre président à l'élaboration d'un certain nombre d'opérations qui peuvent se ressembler, à raison de leur fin commune. Il faudrait donc que le disque, qui émet par exemple le *Prélude à l'après-midi d'un faune* égale en richesse de sons et en nuances tout ce qu'a de délicat, de vapoureux et de délicieusement debussyste l'exécution orchestrale de M. Walter Straram. Seuls ont pu en juger ceux qui ont écouté tourner « la cire » après s'être trouvés dans le studio d'enregistrement; peut-être ont-ils été déçus en observant les nombreuses différences qui ont séparé les deux exécutions.

Il est notoire, en effet, que certaines voix, que certains instruments, sont difficilement reproduits; les initiés savent que le piano « chaudronne » parfois, que quelques voix, comme celles de Tito Schipa ou de Ninon Vallin, gardent tout leur charme et « prennent » mieux que d'autres, et que la célèbre *Valse* de Ravel perd, à l'enregistrement, le plus clair de sa légèreté avec toute la richesse scintillante de son orchestration fouillée. Autant de difficultés techniques, dira-t-on, qu'une longue habitude et que des perfectionnements parviendront à vaincre; sans

doute, mais il n'empêche que les chanteurs sont obligés de chanter dans le studio autrement qu'ils ne le feraient sur la scène, que M. Raimu est quelque peu obligé de retenir sa voix pour qu'elle « n'écrase pas la cire », que M. Piero Coppola, grand spécialiste en matière d'enregistrement, est tenu de disposer différemment les timbres de son orchestre et de les diriger avec cette technique spéciale qui a fait sa juste réputation. Ce sont là quelques traits qui justifient le désir, pour l'ensemble des groupements musicaux, de développer la culture musicale générale aux seules fins de lutter avec efficacité, en faveur de la « musique vivante », contre cette musique morte que certains ont qualifiée d'une façon juste quoique péjorative de musique « en conserve ».

Il était intéressant de consulter la jurisprudence sur la position qu'elle avait été amenée à prendre dans le débat au sujet d'édition phonographique ou de représentation théâtrale confondue avec la projection d'un film sonore et parlant; nous n'avons pas manqué de le faire et de relever les arguments qu'elle accumule en faveur de notre thèse.

Un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 1^{er} mai 1925 ⁽⁷³⁾, décide que la reproduction phonographique ne peut à aucun point de vue être assimilée à une représentation :

« Considérant que les appelants soutiennent qu'elle (la reproduction phonographique) doit être assimilée à une représentation, par la raison que la matière phonographique ne peut être obtenue qu'au moyen de l'exécution de l'œuvre par des chanteurs ou des musiciens, et qu'en fait c'est le morceau ainsi interprété et exécuté, non la parti-

(73) D. P., 25. 2. 98.

tion de « musique muette » qui est offert au public; qu'ils font remarquer que la valeur des disques est fonction du talent et de la renommée des artistes qui ont pris part à la confection; mais que, quel que soit l'intérêt de ces observations, elles ne vont pas jusqu'à permettre d'assimiler la reproduction phonographique à une représentation; que la représentation suppose une mise en scène, si simple soit-elle, et ne se conçoit pas sans une réunion d'auditeurs; mais qu'elle a surtout ce caractère propre d'être une manifestation d'art à laquelle ne concourent qu'accessoirement les moyens industriels, ce qui explique que l'auteur ait tenu à en rester maître; que tout autre chose est la reproduction uniforme et automatique du même morceau définitivement fixé et reproduit en nombre illimité par des procédés mécaniques; que cette reproduction ne peut être envisagée que comme objet d'une entreprise essentiellement commerciale... ».

A côté des considérants de cet arrêt qui différencient aussi clairement la reproduction phonographique de l'audition directe, nous pouvons consigner les attendus, non moins intéressants, que le Tribunal de la Seine a développés lors d'un jugement récent du 9 mars 1932 rendu pour justifier que la production d'un film parlant et sonore ne peut être assimilée à une représentation théâtrale (74) :

« ... Attendu, d'autre part, qu'on ne peut assimiler comme y conclut Lehmann, la production d'un film parlant et sonore à une représentation théâtrale pouvant rentrer dans la convention à lui faite par les héritiers Rostand;

» Attendu que si certains prétendent avec lui que l'exécution d'un film parlant constitue une représentation, il

(74) D. hebdomadaire, 1932, 261. Lehmann c. Héritiers Rostand et films *Ossô*.

faut bien convenir qu'il s'agit d'une représentation d'un genre tout particulier et différent, aussi bien au point de vue des acteurs que des spectateurs; que les différences entre l'une et l'autre sont telles qu'elles lui enlèvent le caractère qu'ils veulent à tort lui donner;

» Attendu, en effet, que dans le film parlant, contrairement à ce qui se passe dans le théâtre, les acteurs ne s'adressent pas directement au public, mais parlent devant un microphone qui, ayant enregistré leur voix, la transmet ensuite, et souvent après un long intervalle de temps, à de nombreux auditeurs, mécaniquement et dans des conditions invariables d'intonation et d'exécution.

» Attendu que le public, qui n'a devant lui que des images, ne ressent pas les mêmes impressions que lui procure l'acteur lui-même, dont il peut suivre les variations de jeu, avec lequel il se tient en communication directe et constante, l'applaudissant, l'ovationnant même quand il joue son rôle avec cet élan et cette perfection qui transportent; que l'on peut réellement dire en ce cas, et seulement en ce cas, qu'il existe entre l'un et l'autre — spectateur et acteur — cette communion intime et réciproque que l'on ne rencontre pas entre le public et les personnages d'un film parlant qui sont, en quelque sorte, figés sur l'écran.

» Attendu que le cinéma parlant et sonore constitue, en réalité, un perfectionnement du cinéma muet, étant avant tout le résultat d'une invention mécanique, doublement mécanique, peut-on dire, en ce qu'elle est à la fois visuelle et auditive;

» Attendu que dans ces conditions, et pour ces motifs, on ne saurait admettre que la production d'un film parlant et sonore constitue une vraie représentation, et encore moins une représentation théâtrale... »

[illegible][illegible]

tenir que le chômage du musicien est un chômage dû au remplacement de l'homme par la machine. Et en effet, à nos yeux, le chômage des musiciens et des artistes est le résultat d'un phénomène de consommation : l'auditeur préfère actuellement consommer ce nouveau produit, qu'on lui offre sous forme de musique mécanique, à l'ancien produit que constituait la musique vivante; cette substitution flatte ses goûts parce qu'elle est en accord avec le progrès, qu'elle associe, dans le film parlant, le merveilleux du cinéma avec le caractère vivant de la comédie, parce qu'elle lui permet de réentendre à bon marché et à volonté, à l'aide du disque, l'air en vogue qui l'a un instant séduit; nous pourrions de la sorte énumérer une foule de raisons qui ont pu aider à la vulgarisation des inventions nouvelles au point de faire baisser la demande du produit concurrent que constitue la musique vivante.

Ainsi, la question de la substitution de la machine à l'homme ne peut aucunement se poser en la matière. Mais si, pour être plus complet, nous admettions un instant qu'il y a identité entre la musique mécanique et la musique vivante, pourrions-nous cependant admettre la thèse de la substitution ? Nous ne le croyons pas, car de fortes raisons s'opposent à ce qu'il en soit ainsi.

3° *La différence absolue entre la production de la musique mécanique et celle de la musique vivante; leur ressemblance au point de vue de l'emploi quantitatif de la force de travail.*

Si l'on suppose que la musique vivante et que la musique mécanique présentent des caractéristiques identiques, rien ne peut s'opposer à l'analyse de leur mode de production.

pour voir si véritablement dans l'une la machine finit par remplacer le travail de l'artiste. Nous ne reprendrons pas, à cette occasion, l'ensemble des développements qui ont fourni la matière de nos précédents paragraphes; nous nous contenterons de les schématiser et de déposer des conclusions qui tendent à faire valoir, même dans ce cas particulier, la thèse du déplacement de la main-d'œuvre.

La musique vivante et la musique mécanique nécessitent pour exister deux modes de production, dont les facteurs n'ont pas la même qualité; si, pour la première production, il paraît évident qu'il existe une prépondérance marquée de ce travail spécial que fournit l'artiste, il semble, au contraire, que cet élément soit en diminution dans la seconde au profit du capital machine, qui tend à le remplacer; mais en fait cette façon de raisonner paraît conduire à une erreur, attendu que si la proportion du travail purement musical diminue dans la production mécanique, la proportion de travail technique augmente, marquant bien, par là, une transformation qualitative du travail que nous avons appris à connaître.

La naissance d'un disque comprend ainsi une multitude d'opérations; si, pour l'une d'entre elles seulement, l'enregistrement, le musicien ou l'artiste a joué un rôle capital mais infime, d'autres individus ont joué aussi un rôle non moins capital dans toutes les autres, soit : la fabrication de la « cire » de prise de son, la préparation des matrices de pressage, la fabrication des matières constituant l'intérieur et la surface du disque, le pressage et la finition; aussi a-t-on pu dire avec quelque raison que « ce que l'on ignore, c'est que si la fabrication même d'un disque a duré quelques secondes, il a fallu, pour préparer un geste aussi simple, huit à dix jours d'un travail com-

plexe, auquel ont participé des centaines de spécialistes et d'ingénieurs⁽⁷⁵⁾ ». C'est pourquoi on ne peut s'étonner de voir ces industries dites « nouvelles » nécessiter du travail, c'est-à-dire créer des emplois plutôt que d'en réduire le nombre.

D'après M. Lawrence B. Mann, du département du commerce des Etats-Unis, il s'est produit, de 1920 à 1927, une augmentation de 125.000 travailleurs dans l'industrie radiophonique et de 8.000 dans celle des films cinématographiques⁽⁷⁶⁾. Sans doute, le travail à caractère artistique est bien moins demandé dans ces industries que dans la production de musique vivante, ce qui ne veut pas dire que la production mécanique s'oppose à la coexistence, d'ailleurs nécessaire, du capital et du travail, mais ce qui signifie seulement qu'une certaine quantité de travail musical ou artistique est en excès et devra nécessairement se muer en travail technique, utilisé plus volontiers par l'industrie nouvelle.

L'enquête du Bureau des statistiques du travail se montrait assez pessimiste sur ce changement qualitatif du travail; ayant constaté que 13.000 théâtres qui ont adopté le film sonore au cours de ces dernières années ont dû engager un nombre supplémentaire d'opérateurs supérieur aux 10.000 musiciens congédiés pour la même cause, elle ajoutait « que les musiciens congédiés ne deviennent pas opérateurs et que la situation n'est nullement améliorée chez les musiciens du fait qu'il est nécessaire d'employer un plus grand nombre d'opérateurs »⁽⁷⁷⁾. Mais il y a là une

(75) *Radio Magazine*, juill. 1932, *La naissance d'un disque*.

(76) Michael B. Scheler, Le chômage technologique, *Revue économique internationale*, août 1931, p. 353.

(77) *Informations sociales*, 9 nov. 1931, p. 259.

question de non-mobilité de la main-d'œuvre dont nous repousserons l'examen. Nous estimons suffisant d'avoir pu démontrer à cette place que dans la production de la musique mécanique la machine ne remplace pas le travail, mais en change la qualité en rapport avec les exigences du capital et que, d'autre part, loin de supprimer la part du travail dans la production, elle crée des emplois, favorisant ainsi le déplacement de la main-d'œuvre. Avec ces dernières constatations, nous pensons avoir évoqué l'essentiel de ce qu'il faut connaître du chômage des musiciens et des artistes, en même temps que démontré l'harmonie qui existe entre sa propre formation et les principes mêmes de notre notion de chômage.

TITRE II

LE CHOMAGE INDIRECTEMENT ACQUIS SES CAUSES

L'action de la cause lointaine ne se manifeste pas toujours par un chômage immédiat; le plus souvent, au contraire, elle aura comme conséquence la modification inattendue de l'offre et de la demande des marchandises et, partant, un retentissement indirect mais puissant sur l'occupation des travailleurs. Le chômage devient, ainsi, intimement lié à la fameuse question des débouchés dont J.-B. Say énonçait les principes dans son *Traité d'économie politique* de 1803. Cet économiste observait, en effet, que le débouché d'une marchandise dépend de trois conditions : d'abord des désirs des consommateurs, ensuite de leur richesse en produits d'échange, enfin de leur consentement à en céder une quantité jugée suffisante par les producteurs. En tenant compte de ces règles, l'action de la cause lointaine devient très simple à déterminer; elle se fera sentir sur l'un ou sur plusieurs des trois facteurs dont dépend le débouché d'une marchandise : freinant ou dénaturant le désir des consommateurs, affaiblissant leurs richesses en produits d'échange, grossissant les exigences du producteur; aussi le résultat de cette action s'établit très simple-

ment : les débouchés se ferment, le producteur ne vend plus, vend moins, ou même vend à un prix peu ou pas rémunérateur, c'est-à-dire égal ou même inférieur au coût de production, et la baisse du profit déterminera un rétrécissement forcé du capital disponible à investir dans l'entreprise.

S'il ne s'agit que d'un affaiblissement de la demande, une double alternative se présente aux yeux du producteur pour lui permettre de se tirer d'une situation délicate : il peut ranimer la demande défaillante par une offre plus avantageuse, à moins qu'il ne préfère s'adapter à la nouvelle demande, ce qui entraîne, avec une production plus réduite, un chômage inévitable. En pratique, cette seconde hypothèse est le plus souvent vérifiée, car la réalisation de la première présente pour l'entrepreneur une double difficulté : celle de se heurter d'abord à la saturation de la demande si l'amélioration de l'offre est obtenue par une augmentation du rendement, celle de se heurter ensuite aux résistances syndicales et légales au cas où le prix de revient serait diminué, grâce à l'abaissement du taux des salaires; l'impossibilité de résoudre ces questions sociales explique toute la difficulté que l'on éprouve à réagir contre une perte de débouchés, en même temps que la fréquence avec laquelle un procès économique défectueux ne peut trouver d'autre solution que par le chômage.

D'autre part, l'économie moderne n'utilise plus les pratiques d'un échange primitif, et les chances de chômage paraissent d'autant plus grandes que l'on ne peut pas considérer la monnaie comme un simple intermédiaire facilitant les échanges; on doit abandonner l'idée de Smith, reproduite scrupuleusement par son vulgarisateur J.-B. Say, car les faits ne démontrent pas que « les échanges termi-

nés, il se trouve qu'on a payé les produits avec des produits » ; la monnaie est plus qu'un signe, elle se comporte comme une véritable marchandise, obéissant, elle aussi, aux lois de l'offre et de la demande, de sorte que les variations de son prix ne sont pas sans influencer d'une façon notable les variations des prix des marchandises ; c'est pourquoi M. Robert Eisler pouvait écrire assez récemment que la théorie de J.-B. Say négligeait un fait capital, à savoir « que nous ne vivons plus dans une économie de troc où l'offre est considérée, par définition, essentiellement identique à la demande, mais dans une économie monétaire dont le mécanisme ne garantit nullement qu'une expansion de la production augmente automatiquement dans la même proportion le pouvoir d'achat, c'est-à-dire la quantité de monnaie ou de crédit à la disposition des consommateurs » (1).

Puisque le chômage indirectement acquis suppose l'existence d'une liaison entre la production et la consommation par l'intermédiaire des marchés, un intérêt puissant nous commande d'examiner la relation qui peut exister entre les fluctuations des prix et celles du chômage. Cette recherche nous mettra mieux à même de résoudre les difficultés à venir.

§ 1. — L'examen des statistiques du chômage et du niveau général des prix font ressortir la coexistence de l'aggravation de chômage avec une baisse des prix.

Un simple coup d'œil jeté sur les statistiques du chômage et du niveau général des prix révèle que presque toujours il existe aussi bien avant qu'après la dernière guerre une

(1) Robert Eisler, Un remède monétaire à la crise mondiale du chômage, *Revue d'économie politique*, XLV, 1931, p. 333.

corrélation troublante, dans les différents pays, entre la baisse des prix de gros et la hausse des divers indices du chômage. En tenant compte du retard que met le chômage à subir l'action de la baisse et de la hausse des prix, le professeur Irving Fisher a constaté aux Etats-Unis l'existence d'une corrélation très étroite des fluctuations du chômage et de celle des prix tant pour la période de 1915-1925 que pour celle qui va de janvier 1903 à août 1913 ⁽²⁾.

Egalement pour la même période, la même constatation s'impose en Grande-Bretagne : « Si on tient compte de certains cas anormaux et du fait qu'entre les mouvements (exprimés en moyennes annuelles) des prix, d'une part, et du chômage de l'autre, il peut y avoir un décalage allant jusqu'à un an, on constate qu'il n'y a guère d'exception à la règle générale qui ne puisse être expliquée. Pour toute la période de soixante-deux ans considérée, il ne reste en somme que deux cas — les années 1861 et 1895 — où les chiffres relatifs au chômage n'ont pas évolué de façon inverse de ceux relatifs au niveau des prix enregistrés, soit pendant l'année même, soit pendant l'année immédiatement précédente ou suivante. » ⁽³⁾.

En Allemagne, même tendance, mais plus difficile à déceler par suite de l'intensité du chômage saisonnier, dont on doit écarter l'action annuelle de décembre à février; malgré cette difficulté, « on constate cependant un parallélisme dans l'orientation générale des mouvements du chômage (renversé) et des prix, sauf pendant les années de

(2) M. Irving Fisher, professeur à la Yale University, Les relations statistiques entre le chômage et le mouvement des prix, *Revue internationale du travail*, juin 1926, p. 843.

(3) B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931, Les fluctuations monétaires et le chômage*, Grande-Bretagne, p. 111; conclusions tirées de l'étude des tableaux parus dans le *Seventeenth Abstract of Labour Statistics*.

1912 et 1913, où le chômage a marqué une tendance à s'accroître alors que les prix, eux aussi, étaient en hausse. Ceci peut s'expliquer en partie par des conflits ouvriers qui se sont produits en 1912 et par le fait que le léger fléchissement survenu dans les prix en 1913-1914 avait déjà été ressenti par le marché du travail en 1912. » (4).

Enfin, malgré l'insuffisance des données, la même corrélation a pu être notée en France, où, « sur dix-neuf années, de 1895 à 1913, il n'y en a que cinq (1896, 1897, 1898, 1899 et 1913) pour lesquelles la statistique ne fait pas ressortir de concordance entre la courbe des prix et la courbe (renversée) du chômage » (5).

La même expérience reprise par le Bureau international du travail, avec cette fois les indices de 17 pays, a abouti à peu près aux mêmes résultats, malgré les troubles économiques particulièrement graves qui avaient sévi dans la période envisagée de 1920 à 1928. Les conclusions de l'étude sont d'ailleurs formelles à cet égard : « En résumé, 41 cas constatés de baisse du niveau général des prix (de plus de 4 p. 100 par rapport au niveau existant douze mois auparavant) ont été accompagnés vingt-cinq fois d'une augmentation du chômage et sept fois seulement d'une diminution.

» Trente-trois cas, constatés dans les mêmes conditions, de hausse du niveau général des prix ont été accompagnés 21 fois d'une diminution du chômage et 6 fois seulement d'une augmentation.

» Cinquante et un cas constatés où le niveau général des prix n'a pas varié en hausse ou en baisse de plus de 4 p. 100

(4) Thorp et Mitchell, *Business Annals*, p. 215.

(5) B. I. T., *op. cit.*, p. 117.

ont été accompagnés 25 fois d'une diminution du chômage, 15 fois du *statu quo*, et 11 fois seulement d'une augmentation. » (6).

Au reste, la lecture approfondie de l'étude fait ressortir parfaitement dans bien des cas que les exceptions relevées sont plus apparentes que réelles, étant donné les circonstances spéciales qui leur ont donné naissance (7). Reprenant à nouveau ces observations pour les années 1929-1930, le Bureau international du travail remarquait encore dans son rapport sur *les Fluctuations monétaires et le chômage* l'existence du parallélisme entre la courbe des prix du gros et celle, renversée, du pourcentage des chômeurs : « Il est frappant, écrit-il, de constater que les prix de gros ont baissé dans chacun des 23 pays passés en revue, avec la seule exception de l'U. R. S. S.

» Dans chacun des pays considérés, sauf 6, on note une aggravation du chômage. Sur les 6 pays faisant exception, 4 (Danemark, Estonie, Norvège et Yougoslavie) ont vu leur chômage rester pratiquement étale. En Lettonie, le total des chômeurs a diminué de 1.203 à 607, mais il s'agit là de chiffres si faibles qu'il serait imprudent d'en tirer les conclusions dans un sens quelconque. Quant au sixième pays, l'U. R. S. S., où le contrôle exercé sur le change a permis au niveau des prix de s'élever de 4,4 p. 100, cependant que le taux du change avec les autres pays, où les prix baissaient, était maintenu à un niveau artificiel, on y a constaté en même temps, de juillet 1929 à juillet 1930, une

(6) B. I. T., *Les problèmes du chômage en 1920-1928, Le chômage et les fluctuations monétaires*, p. 36.

(7) Par exemple, en Allemagne, en 1922 et en Autriche en 1923, la surabondance de papier-monnaie due à l'inflation a abouti à créer une situation analogue à l'absence de monnaie.

diminution de plus de moitié du total des chômeurs inscrits, qui tombe de 1.310.600 à 633.400;

» De 1929 à 1930, un seul pays de grande importance industrielle voit donc son chômage diminuer considérablement, et c'est le seul pays qui ne participe pas au mouvement général de baisse du niveau moyen des prix. » (8).

Les fluctuations des prix de gros, lorsqu'elles sont considérées sur d'assez longues périodes, ce qui naturellement suppose des statistiques à grande portée dans le temps, sont capables de mettre en évidence à la fois des mouvements de longue durée et des oscillations de forte amplitude, mais brusques et courtes; aux premières comme aux secondes correspond un accroissement du chômage, et les dépressions les plus violentes sont également suivies d'un chômage, qui, sans être d'une violence proportionnelle à la dépression des prix, est toutefois sensiblement accru. Dans une très belle étude sur *La dépression des prix après 1873 et en 1930* (9), M. P. Dieterlen a d'ailleurs distingué, comme nous venons de le faire, les évolutions de longue durée de celles d'une durée plus courte, par exemple les baisses de prix de 1873 à 1895 et de 1923 à 1930, de même que les dépressions brutales et rapides de 1907, 1920-1921, 1929-1930; et il a mis en évidence qu'aux deux phénomènes a correspondu invariablement une forte augmentation de chômage.

Un examen comparatif des statistiques du niveau général des prix et des indices du chômage paraît donc faire ressortir une corrélation entre les mouvements de hausse ou de baisse, de diminution ou d'augmentation qu'elles enregistrent. N'y aurait-il pas entre les fluctuations du

(8) B. L. T., *Les problèmes du chômage en 1931*, p. 123.

(9) *Revue d'économie politique*, 1930, t. XLIV, p. 1518-1568.

chômage et celles des prix de gros une relation de cause à effet? Voilà, semble-t-il, une hypothèse vraisemblable; elle appelle cependant quelques observations.

§ 2. — La distinction de la hausse et de la baisse des prix en matière de chômage. La négation de l'influence causale des prix.

La corrélation des fluctuations du niveau général des prix et de l'indice du chômage a pu faire illusion, auprès de certains, sur la vertu causale des prix; la tentation était grande d'établir entre ces deux mouvements une relation de cause à effet; elle n'a pas manqué de séduire en 1896 le Conseil supérieur du travail, qui mentionnait, dans son tableau, les fluctuations des prix comme une cause de chômage ⁽¹⁰⁾. En admettant que son intention fût plausible, encore fallait-il déterminer dans quelle mesure les fluctuations des prix sont une cause de chômage; c'est ce que le Conseil supérieur du travail a complètement oublié de faire, paraissant autoriser à croire que la hausse et la baisse des prix sont au même titre des causes de chômage pourvu qu'elles ne cessent de se succéder. Il y avait évidemment dans cette conception le principe d'une erreur. La hausse des prix ne peut être considérée comme une cause de chômage; si elle appauvrit certaines classes de consommateurs, elle favorise à tel point ceux qui produisent que l'économie entière se trouve stimulée, et entre, de ce fait, dans une phase d'essor. Au contraire, à la baisse des prix se lie un accroissement de chômage d'autant plus grand que la baisse est plus rapide; en effet, à l'opposé de la hausse, la baisse des prix réduit d'autant

(10) Cf. *supra*, notre II^e part., chap. I.

plus le profit du producteur ou le bénéfice du commerçant que ces derniers avaient acheté peut-être à la hausse la totalité ou plusieurs des éléments nécessaires à la fabrication du produit mis en vente. Par ailleurs, la baisse des prix incite le consommateur à retarder ses achats dans le but légitime de profiter plus tard de meilleures conditions; aussi, dans l'ensemble, la baisse des prix se traduit-elle sur le marché à la fois par une réduction du volume des transactions et par une diminution générale du capital disponible à investir plus tard dans l'œuvre de production, d'où la naissance du chômage.

Cependant, il ne faudrait pas croire que l'état du marché est toujours la cause unique de la baisse des prix; la diminution des moyens de paiement par rapport à la richesse réelle représentée peut aussi déterminer une pareille baisse; c'est là ce que tendaient à démontrer, peut-être d'une façon un peu trop exclusive, les études du Bureau international du travail sur les fluctuations monétaires et le chômage.

Ainsi donc, il nous semble plus proche de la vérité de voir dans le prix la représentation d'un rapport entre l'offre et la demande des marchandises, ou bien entre la quantité de richesses et la quantité de monnaie en circulation; le prix a donc pour résultat de traduire tour à tour ou même simultanément l'état du marché et la valeur de l'unité monétaire mais, comme, en définitive, la valeur de l'unité monétaire ne peut se déterminer que lorsqu'il existe un marché dans lequel il y a une représentation d'un certain pouvoir d'achat, nous serons tenus, pour analyser les relations du marché des marchandises et de celui du travail, de décomposer en éléments simples ce *plexus* presque logiquement indivisible que forme l'amal-

game des composantes du marché des marchandises. Allant aux sources mêmes de la baisse des prix, il importe d'analyser l'ensemble de ses facteurs; l'examen rapide de l'offre, de la demande et de l'ajustement de l'offre à la demande mettra facilement en évidence que, même au moment où le chômage ne naît d'un tel processus économique qu'indirectement et pour ainsi dire par l'intermédiaire de la baisse des prix, son apparition marque encore, comme nous l'avons toujours constaté, l'inadaptation foncière entre le capital et le travail.

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES D'UNE DIMINUTION DE LA DEMANDE, FACTEURS INDIRECTS DE CHOMAGE

La demande de certaines marchandises peut se rétrécir ou même complètement s'éteindre, déterminant ainsi leur mévente, qui se traduira, pour le producteur, par une insuffisance de capital disponible et, pour le travailleur, par un chômage correspondant. La demande des marchandises est donc la condition essentielle de leur débouché. En conformité avec la théorie de J.-B. Say, nous savons que l'intensité de cette demande dépend au moins de deux facteurs principaux, en premier lieu du désir du consommateur et, d'autre part, des biens qu'il peut échanger contre les produits qu'il achète, c'est-à-dire de son pouvoir d'achat, expression plus moderne et plus conforme à la réalité.

De nombreux exemples de diminution de la demande vérifient les idées exprimées; nous en examinerons quelques-unes dans deux sections, qui viseront à établir l'effet sur cette diminution, d'une part, du manque de besoin du consommateur, et, d'autre part, de son manque de pouvoir d'achat.

SECTION PREMIERE

LA DIMINUTION DE LA DEMANDE PAR MANQUE DE BESOIN DE LA PART DU CONSOMMATEUR

Très fréquente dans la réalité, cette diminution de la demande est souvent à la base de quelques cas de chômage.

Elle intervient toutes les fois que certains produits sont préférés à d'autres, que certains pays de consommateurs deviennent plus particulièrement producteurs; elle intervient enfin, grâce à l'action de certains facteurs climatériques ou sociologiques, comme la mode et les saisons, qui ne sont véritablement économiques que par leurs effets.

Cependant, on doit s'entendre sur la nature de cette intervention, car elle peut être générale et absolue, spéciale et relative.

Générale et absolue, elle peut signifier que la diminution de la demande atteint aussi bien tous les produits, marchandises et fruits du sol que l'activité commerciale de tous les Etats, et que, d'autre part, si l'on pouvait mesurer la portée de cette intervention en affectant un coefficient à chacun des facteurs de la demande, on serait en droit de dire, toutes les autres conditions économiques restant égales, qu'à la diminution de l'indice total obtenu correspond une diminution de la demande globale.

Spéciale et relative, l'intervention de la diminution de la demande signifie, au contraire, qu'elle affecte seulement certaines catégories de produits ou qu'elle n'atteint dans l'espèce que l'activité commerciale de certains pays. Cependant, son action ne diminue en rien le volume de la demande globale, bien qu'aux yeux de certains producteurs ou de certains pays elle paraisse avoir ou faibli ou augmenté.

On ne pourra s'empêcher de trouver ces considérations quelque peu théoriques, voire même en dehors des faits; on pourra même aller jusqu'à nous opposer certaines objections tendant à montrer que la diminution de la demande peut présenter à la fois un caractère absolu et relatif; que la Russie, par exemple, au temps de la Douma, de Kerensky

ou de Lenine, a été réduite à un état de sous-consommation de nature à affaiblir la demande de produits dans le monde, d'où le caractère absolu de la diminution de cette dernière, en même temps qu'elle a affecté gravement la vente de certains produits britanniques, d'où son caractère spécial. Mais à cela, rien d'étonnant; au contraire, rien que de très conforme à la nature des faits économiques, à leur complexité, à leur dehors sans cesse changeant; toutefois, nous ne pouvons nous empêcher de penser que dans un fait certains caractères peuvent dominer et que, dans l'exemple qu'on aurait pu nous opposer, le principe de la diminution absolue de la demande paraît l'emporter sur le principe de sa spécialité. Les Anglais eux-mêmes, qui ont si souvent exposé, pour leur propre compte, la théorie du commerce triangulaire, pourraient à cette occasion la reprendre en l'élargissant : si la Russie atteint plus durement l'Angleterre que les autres pays par la diminution de sa demande, n'empêche que la Grande-Bretagne, privée d'une source de revenus, restreindra dans une mesure analogue la valeur de ses importations; elle diminuera donc à son tour sa demande, entretenant ainsi, vis-à-vis des autres pays, cette diminution originelle, qui, faute d'être balancée par une augmentation compensatrice, gardera par conséquent, à nos yeux, malgré les apparences, un caractère de diminution absolue.

C'est dans ces conditions que nous serons portés sur la base des faits à distinguer des exemples de diminution absolue et de diminution relative de la demande. Descendant du général au particulier, nous envisagerons d'abord les faits de diminution absolue pour nous occuper seulement en dernier lieu de ceux de diminution relative.

I. — *La diminution globale de la demande par manque de besoin ou de désir; ses causes possibles et probables.*

Malgré la difficulté qu'on peut éprouver à séparer en matière de diminution de la demande le caractère absolu du point de vue relatif, il faut convenir cependant qu'il peut exister une cause économique dont le caractère absolu ne paraît pas équivoque : c'est la diminution de la population consommatrice. Si l'on admet sa répercussion sur le chômage, on admet du même coup la réalité de l'hypothèse séduisante de M. Léon Hersch, qui trouve peut-être plus qu'on ne le croit un sérieux appui dans les faits.

§ 1. — *La diminution de la population consommatrice.
Une hypothèse de M. Hersch.*

La diminution de la population consommatrice est encore très peu sensible, mais la tendance de l'évolution actuelle paraît bien inciter le critique à la prendre en considération. Déjà, notre attention avait été appelée antérieurement, sur le changement d'âge de la population totale, ce qui peut être, en soi, une cause de chômage, quand l'augmentation de la population active dépasse les possibilités d'emploi offertes par la grandeur ou la nature du capital national. Mais à présent, le problème se pose sous un autre angle, puisque, tout en admettant la constance de la production, il s'agit de déterminer comment la diminution de la demande peut engendrer du chômage.

Il devient donc fort intéressant d'examiner s'il existe une diminution du nombre de consommateurs que l'on pourra d'ailleurs constater, mais d'une façon relative, c'est-à-dire grâce à un rapport, dès que le nombre de pro-

ducteurs dépassera celui des consommateurs. Prise pour elle-même, cette situation présente quelque gravité, bien qu'elle tire un adoucissement de la condition hybride du producteur, qui se comporte aussi comme un consommateur; mais, analysée pour l'enseignement qu'elle nous donne, la diminution de la population consommatrice s'affirme d'autant plus dangereuse qu'elle marque, généralement, une régression du coefficient d'accroissement de la population, ce qui entraîne, avec une diminution correspondante de la demande, la mévente d'une certaine quantité de la production.

A M. Léon Hersch revient le mérite d'avoir décelé d'une façon précise le mal qui peut survenir à la suite d'une diminution d'accroissement de la population. Dans son étude statistique qu'a publiée le Bureau international du travail ⁽¹⁾, il trace, dès l'abord, l'intérêt qui s'attache à une semblable démonstration démographique, dont nous ne pouvons qu'indiquer l'essentiel.

1° La position du problème. Dans le monde comme en Europe l'accroissement naturel de la population ne saurait être une cause de chômage.

L'immigration aux Etats-Unis de certains peuples arriérés et l'abaissement du *standard of living* qui en est résulté ont fortifié les préventions contre l'accroissement d'une population déjà importante, en même temps que favorisé la pratique des théories malthusiennes, ainsi que celles de l'opposition à l'envahissement. D'autre part,

(1) B. I. T., Problèmes du chômage en 1931; M. L. Hersch, professeur de statistique et de démographie à l'Université de Genève, *Population et chômage*, p. 183 à 229.

l'augmentation de la population mondiale, et plus précisément de la population européenne, qui atteint à l'heure actuelle le demi-milliard alors qu'on l'évaluait à 200 millions au début du xix^e siècle, autorise à croire en 1930, au moment où une vague de chômage s'est abattue sur le monde, qu'il y a une relation étroite entre le chômage et l'accroissement trop rapide de la population, que l'un est un effet de l'autre; de là, certaines interrogations de M. Hersch : « Le chômage actuel doit-il donc être attribué pour une large part à l'accroissement trop rapide de la population et l'évolution démographique ultérieure des pays de civilisation occidentale nous menace-t-elle effectivement d'un surpeuplement absolu ou relatif? Telles sont les deux questions angoissantes qui se posent avec une acuité particulière en ce moment de chômage sans précédent. » (2).

On ne peut répondre par l'affirmative à de pareilles questions, si l'on consulte les statistiques démographiques des Etats-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Ce serait en effet une ironie que de parler de surpeuplement à leur sujet, la densité des habitants au kilomètre carré est excessivement faible, de sorte que s'il existe du chômage, c'est certainement pour d'autres raisons que des raisons démographiques. On pourrait objecter que, pour les Etats-Unis, l'accroissement de la population a été très rapide, qu'il provienne de l'immigration ou de l'excédent des naissances sur les décès; en réalité, cette objection n'est pas fondée, puisque le taux d'accroissement n'a cessé de baisser : de 36 par 100 habitants de 1840 à 1850, il est tombé à 16 par 100 habitants de 1920 à 1930.

(2) Doc. cit., p. 186.

Si l'on se retourne vers l'Europe, on doit opérer certaines distinctions et laisser de côté la Russie et les Balkans à cause de la faible densité de leur population, et parce que, tout au moins en Russie, le chômage y est actuellement ignoré. Quant au reste de l'Europe, son étude démographique décèle un accroissement naturel annuel des plus minimes : soit 5 millions $1/2$ d'individus, dont plus de 2 millions $1/2$ reviennent à la Russie d'Europe et un demi-million à la Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie. Donc, à l'heure actuelle, sur les 300 millions d'habitants qui constituent la population européenne, il n'existe qu'un accroissement annuel de 2,4 millions, c'est-à-dire un supplément annuel de 8 individus par 1.000 habitants; si l'on s'en tient à l'accroissement réel, c'est-à-dire l'accroissement naturel moins les 7 à 800.000 émigrants, la proportion est de 5 à 6 individus pour 1.000 habitants; en conséquence, une première conclusion s'impose : « c'est décidément un accroissement réel par trop faible pour pouvoir être la cause ou l'une des causes essentielles du terrible chômage de l'heure présente. » (3).

Cependant, M. Hersch, descendant du général au particulier, examine soigneusement le cas démographique de chaque pays européen, aux seules fins de mieux préciser le problème.

Il constate d'abord que la population italienne est celle qui s'est le plus accrue, et même à un point qui aurait pu causer quelque désordre sur le marché du travail. Ses facteurs d'accroissement sont non seulement les naissances, mais surtout la rétention de l'émigration. La natalité

(3) Doc. cit., étude cit., p. 188.

et la mortalité ayant également baissé en Italie, on constate la diminution corrélative de l'accroissement naturel de la population; en 1929, il est de 9,2 pour 1.000 habitants, c'est-à-dire les trois quarts de 12,6, chiffre de la moyenne des années 1911-1914; en chiffres absolus, l'accroissement naturel de la population serait de 100.000 unités moindre en 1929 que pour la moyenne des années 1911-1914 (373.000 contre environ 471.000); d'où cette constatation logique : « Même en Italie, ce n'est donc pas dans un accroissement naturel de la population, qui brusquement se serait mise à monter, qu'il faut chercher la cause (ou une des causes) du chômage, puisque cet accroissement a de nos jours, au contraire, une très forte tendance à baisser. » (4).

C'est pour une même raison, mais plus éclatante encore, que l'on ne doit pas chercher dans l'accroissement de la population la cause du chômage britannique. En effet, en Grande-Bretagne et dans le Pays de Galles l'accroissement réel est très faible tant dans la population totale que dans celle de 15 à 59 ans; les mêmes constatations valent pour l'Ecosse : « Pour l'ensemble de la Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse), l'accroissement naturel de la population, qui, en 1901-1905, avait été de 443.000 par an, ne fut plus que de 134.000 en 1929, soit 30 p. 100 seulement de ce qu'il avait été il y a un quart de siècle. » (5). Si l'on considère, de plus, que 100.000 personnes émigrent annuellement, on doit conclure que « dans le formidable chômage de ce pays l'accroissement de la population ne joue aucun rôle notable. » (6).

(4) Doc. cit., étude cit., p. 194.

(5) *Ibid.*, p. 197.

(6) *Ibid.*, p. 198.

L'Allemagne, elle aussi, a vu sa population s'accroître, mais depuis 1910 l'accroissement est trois fois moindre qu'il ne l'était auparavant par suite de la chute de la natalité, surtout pendant les années de guerre. Il ressort des chiffres que c'est surtout le nombre des personnes en bas âge qui accuse un fléchissement : ainsi, le nombre des personnes de 5 à 9 ans révolus passent de 6.519.000 en 1910 à 3.986.000 en 1925, accusant une diminution absolue de 2 millions $1/2$; le nombre des personnes de 0 à 4 ans est tombé de 6.969.000 en 1910 à 5.872.000 en 1925, marquant ainsi une diminution de 1.087.000. La conséquence qui en découle fait ressortir, comme nous l'avions déjà mentionné (7), une baisse d'accroissement bien moins grande pour la population masculine en âge de travail que pour l'ensemble des habitants; mais cet élément lui aussi a très fortement baissé, car, pour la période de 1910-1925, il n'est plus que de la moitié de ce qu'il était avant 1910, tout en marquant encore une tendance à la baisse. Donc, « si le chômage est aujourd'hui devenu en Allemagne beaucoup plus fort que jamais auparavant, les causes doivent en être recherchées ailleurs que dans un trop fort accroissement de la population » (8).

Enfin, il existe des pays qui accusent un accroissement rapide de la population en même temps qu'un chômage élevé; mais cependant on peut constater que dans tous l'accroissement naturel y est en baisse; c'est le cas du Danemark et de la Norvège, dont l'augmentation de l'accroissement de la population fut due pour la plus grande part, comme en Italie, au recul de l'émigration pendant les

(7) Cf. notre II^e partie, titre I, chap. I, sect. I, § 2.

(8) Doc. cit., étude cit., p. 200.

années de guerre; c'est aussi le cas de la Suède et de la Suisse; dans tous ces pays existe en même temps qu'une forte baisse de la mortalité qui tend à se ralentir, une plus forte baisse de la natalité qui tend à s'accélérer, d'où la chute rapide de l'accroissement naturel de la population. Le recensement de 1920 a fait ressortir pour la Belgique une certaine diminution absolue de la population (7.424.000 en 1910 contre 7.406.000 en 1920); d'autre part, en 1929, le taux d'accroissement naturel de sa population était le tiers de ce qu'il était en 1901-1905.

M. L. Hersch juge bon de terminer son examen des pays d'Europe par des considérations démographiques sur la France et l'Irlande; à ses yeux, ni la première avec sa population stationnaire, ni la seconde avec sa population fortement en baisse depuis 1841, ne peuvent prétendre voir dans l'accroissement trop rapide de leur population la cause du chômage dont elles sont atteintes.

L'enseignement des données recueillies est extrêmement fécond; il peut se résumer en quelques propositions sur la base desquelles il sera loisible aux statisticiens de fonder une théorie démographique du chômage.

2° *La diminution de l'accroissement naturel de la population paraît être une cause de chômage, surtout lorsqu'on la compare à l'accroissement de la productivité industrielle et agricole.*

Il faut constater d'abord que « pour certains pays, les nouveau-nés sont numériquement moins nombreux que les classes d'âge reproductrices. Dans ces pays, dont le nombre tend à augmenter, la population est déjà virtuellement en baisse, puisque, même sans nouvelle baisse du coefficient

de la fécondité (paraissant cependant inévitable); en admettant même contre toute probabilité le maintien du coefficient actuel, on voit déjà que les nouveau-nés arrivés à l'âge de reproduction seront moins nombreux que la population reproductrice actuelle ⁽⁹⁾. D'autre part, on peut observer également que tous les pays ne sont pas arrivés à ce stade démographique, caractérisé par un état stationnaire ou même un recul de la population; cependant, il est facile de remarquer, et M. Hersch le prouve à l'aide de graphiques, que la France a atteint la première cette phase défectueuse du peuplement, mais que « les pays nouvellement entrés dans cette voie (Grande-Bretagne, Suisse, Allemagne, Belgique, Pays scandinaves) brûlent réellement les étapes et dépassent bientôt les progrès réalisés en France » ⁽¹⁰⁾.

Et c'est alors que se renversent les données du problème; si l'accroissement rapide de la population ne peut être invoqué comme une cause de chômage, en serait-il de même de la réduction de cet accroissement ?

Comme l'observation prouve que cette dernière coïncide avec l'existence du chômage, il est bien tentant d'établir entre les deux phénomènes une relation de cause à effet; et c'est ce que M. Hersch n'a pas manqué de faire. Il explique ce retournement complet de la question en constatant, bien que le nombre et l'accroissement de la population soient un des facteurs déterminant de toute la vie économique et, par suite, aussi du chômage, qu'« on simplifie pourtant trop la réalité si l'on voit dans le nombre de la population un phénomène déterminant seulement l'offre des bras (d'où certains néo-malthusiens tirent cette

(9) Doc. cit., étude civ., p. 209.

(10) *Ibid.*, p. 210.

déduction : plus l'accroissement de la population est réduit, plus réduit devient aussi le chômage et plus élevés deviennent les prix de la main-d'œuvre, c'est-à-dire les salaires). Les salariés sont en même temps des consommateurs, et la population ne se compose pas seulement de salariés : elle se compose par contre tout entière de consommateurs. Un nombre d'habitants moindre signifie donc aussi un marché d'écoulement plus restreint; le recul de l'accroissement de la population signifie aussi la réduction de l'essor du marché, essor sur lequel la production existante base ses calculs et qui est nécessaire à la prospérité de l'industrie moderne; il contribue donc à aboutir à la crise et au chômage » (11).

Il existe donc une contradiction foncière, un vice dégradant l'harmonie économique, qui constitue, comme le constate M. Hersch, un singulier renversement des « progressions » de Malthus, c'est « *la contradiction entre la production qui, sous le régime de la concurrence, tend à s'accroître avec une extraordinaire rapidité et la population dont l'accroissement dans les pays occidentaux tend de nos jours à disparaître*. D'où crises de surproduction, d'où chômage provenant du petit nombre de la population (malgré toute l'apparence paradoxale de cette conclusion) tant que la concurrence continue à régir notre vie économique. » (12).

Sans doute, M. Hersch paraît un peu dépasser dans ses conclusions nos intentions démonstratives qui visaient à prouver qu'il peut exister une diminution de la demande, toutes autres conditions restant inchangées; en effet, pour cet auteur, le chômage provient de la non-conciliation du

(11) Doc. cit., étude cit., p. 216.

(12) Doc. cit., étude cit., p. 217.

mouvement de deux facteurs économiques : la baisse de l'accroissement de la population et la hausse de celui de la production; de sorte qu'une responsabilité au moins égale à celle de la baisse du taux d'accroissement de la population doit être attribuée à la hausse du taux d'accroissement de la production. En fait, il est aisé de constater, comme l'a d'ailleurs implicitement révélé M. Hersch, que la population existante base ses calculs sur l'essor d'un marché passé, de sorte que cet essor l'autorise à se livrer à une production plus abondante que ne le réclame la baisse imprévue du nombre des consommateurs; c'est pourquoi, dans une certaine mesure, on peut dire que la production qui s'accroît se réclame, pour le faire, des conditions passées et que le taux d'accroissement de cette production est un facteur normal dont l'existence ne peut surprendre.

La diminution de la population consommatrice paraît, à nos yeux, constituer la cause la plus nette de la diminution absolue de la demande globale par manque de besoin, mais il convient d'analyser à présent certains exemples plus contestables, qui paraissent cependant admettre la primauté du caractère absolu de la diminution de la demande sur son caractère relatif.

§ 2. — La fermeture de certains marchés.

La guerre, les troubles révolutionnaires, certaines circonstances politiques font se replier sur eux-mêmes les pays qui en souffrent; la consommation des produits autres que ceux servant directement à soutenir les hostilités diminuent dans une mesure appréciable, c'est l'époque des économies et des taxations en vue d'une lutte dont la

cessation favorisera d'ailleurs le gaspillage, véritable détente économique après l'endurance des privations.

Les périodes de troubles révolutionnaires affectent également la vie économique des pays qu'elles éprouvent; l'insécurité intérieure des échanges, la perturbation des transports, le souci primordial pour chacun d'assurer la sauvegarde de sa vie et de sa liberté empêchent les préoccupations économiques de se manifester autant qu'à l'ordinaire; par ailleurs, cet état de décomposition politique enlève très souvent aux nations exportatrices toute confiance dans la capacité productrice des pays affectés; elles seront donc portées à restreindre ou même à arrêter complètement avec eux leurs relations commerciales, et, de peur d'investir imprudemment, chez eux, des capitaux constitués par l'épargne nationale, elles préféreront ne pas leur en accorder l'appui.

L'isolement de la Russie est un exemple qui se présente trop facilement à toutes les mémoires pour qu'on soit obligé d'y insister davantage; s'il a contribué à réduire, pendant plusieurs années, les exportations de lin et de blé, il a nécessairement resserré les importations de produits manufacturés ⁽¹³⁾. En Chine, la situation s'est également présentée sous des dehors aussi déplorables; les luttes des bandes armées, les débordements du Fleuve Bleu, et, dans une mesure que nous apprécierons, la baisse de valeur du métal blanc, contribuèrent à réduire les importations, de sorte que M. Dieterlen a pu écrire que

(13) Cf. B. I. T., Problèmes du chômage en 1934; *Les troubles du commerce international*, par M. Ansiaux, p. 172, où sont donnés les chiffres de l'importation linière russe en France et la p. 724 de *La France économique*, Annuaire pour 1929, où sont donnés les chiffres de l'importation de blé.

« les révolutions russe et chinoise ont fermé presque entièrement des marchés qui représentaient avant la guerre 7 p. 100 des exportations de l'Angleterre » (14).

Nous n'insisterons pas davantage sur ces faits très connus, mais dont l'exacte portée paraît indéfinissable. D'ailleurs, il serait téméraire de vouloir affirmer dans ces occasions que seul le manque de besoin contribue à causer la diminution de la demande. Vraisemblablement, la masse du peuple, tourmentée par la révolution ou la guerre, s'accoutume à la baisse de son niveau de vie et à la restriction de ses besoins. Mais est-ce à dire que ses besoins seraient aussi faibles si elle possédait les moyens de les satisfaire? Nous ne le croyons pas, de sorte que, même dans cette hypothèse, le manque de pouvoir d'achat doit jouer un rôle certain. Cependant, on est en droit de penser, comme nous venons de le faire, que la diminution du besoin peut avoir une influence principale sur la baisse de la demande.

A côté de la fermeture de certains marchés, on peut placer, comme cause de la diminution de la demande par manque de besoin, l'action annuelle des facteurs saisonniers. Ces derniers déterminent chaque année, d'une façon incontestable, un ralentissement de l'activité économique, suivi de la naissance ou de la recrudescence du chômage; pour ces raisons, leur action, bien que moins imprévue que celle de la fermeture de certains marchés, doit fournir cependant la matière de quelques observations.

(14) P. Dieterlen, *Rev. cit.*, p. 1520.

§ 3. — La diminution de la demande
par suite de l'intervention des facteurs saisonniers ⁽¹⁵⁾.

Nous avons déjà vu quelle était l'influence des facteurs saisonniers sur la production qu'elle entrave ⁽¹⁶⁾, mais à côté de cette influence il y a lieu d'en mentionner une autre, qui apparaît comme plus importante encore, celle des facteurs saisonniers sur la consommation, de sorte que M. Hersch a été conduit à classer en deux groupes les facteurs saisonniers agissant sur l'ensemble du marché du travail : « Les fluctuations saisonnières de l'activité et du chômage d'un groupe économique peuvent être provoquées par deux espèces de facteurs, dont les uns tiennent à la *consommation* et les autres à la *production*. » ⁽¹⁷⁾. Pour expliquer le premier facteur, qui est l'objet de ce paragraphe, M. Hersch ajoutait tout aussitôt que « c'est le caractère saisonnier qui cause ces fluctuations, les besoins de la population variant d'une saison à l'autre. La plupart des industries du vêtement (par exemple, l'industrie des chapeaux de paille, des fourrures, du tricotage, etc.), les entreprises d'éclairage et bien d'autres encore subissent des alternances saisonnières d'activité et de chômage

(15) Conformément aux idées générales que nous avons énoncées au début de ce titre, le Docteur J. Janko a démontré le synchronisme qui existe entre la baisse du niveau général des prix et les fluctuations saisonnières du chômage : « L'indice des prix le plus faible correspond à la période la plus intense du chômage et l'on peut aisément constater que la baisse saisonnière des prix, elle aussi, s'accompagne d'une recrudescence du chômage après certain délai. Le coefficient de corrélation atteint son maximum à l'expiration d'un intervalle de cinq mois, et il est d'une ordre tel que l'existence d'un rapport de cause à effet ne peut être mise en doute. » (Art. cit., p. 291).

(16) Cf. notre titre I.

(17) Rev. cit., *Le chômage saisonnier dans le bâtiment*, par L. Hersch, p. 40.

déterminées surtout par les variations saisonnières de la demande ».

1° *L'impossibilité qui existe à vouloir distinguer l'influence des facteurs climatiques de celle des facteurs sociaux, l'action des facteurs saisonniers de la production de celle des facteurs de la consommation; à l'heure actuelle, cette dernière paraît jouer un rôle prépondérant.*

Il est évidemment impossible d'attribuer une part définie du chômage saisonnier aux facteurs qui agissent sur la production ainsi qu'à ceux qui influent sur la consommation; cependant, il ne semble pas que ce soit trop s'avancer que de dire à notre époque et, d'une façon plus générale, à mesure que la civilisation paraît progresser, que l'action des facteurs saisonniers sur la production semble s'atténuer au profit de leur action sur la consommation; on pourrait même aller plus loin et avancer que dans certaines circonstances d'ailleurs mal définies, l'influence saisonnière n'est qu'un prétexte à l'action d'autres facteurs, les facteurs sociaux, ce qui a pu justifier chez certains auteurs, comme M. N. B. Dearle ⁽¹⁸⁾, la classification des causes des fluctuations saisonnières du chômage en cause naturelle et en cause sociale. Cette double affirmation doit être plus solidement établie.

Précédemment, l'industrie du bâtiment, prise comme exemple au titre I de cette seconde partie, paraissait avoir sa production dominée par la clémence ou l'inclémence

(18) N. B. Dearle, *Problems of Unemployment in the London Building Trades*, p. 66 et suiv., Londres, 1908. Cité par L. Hersch, *dev. cit.*, art. cit., p. 41.

des saisons. Il semble bien cependant que l'influence saisonnière, tout au moins en matière de construction, tend à s'atténuer jusqu'à devenir insignifiante en tant qu'obstacle : le facteur saisonnier n'est pas le seul à déterminer la production; il n'est pas le seul, non plus, à guider la demande. C'est d'ailleurs ce que déclarait M. L. Hersch, puisque pour lui « la production et la consommation sont toutes deux conditionnées à la fois par des facteurs naturels et sociaux. Les fluctuations de la production sont directement influencées par les conditions atmosphériques et par les procédés de construction; la demande de réparations varie, comme nous venons de le dire, selon la température atmosphérique et selon les périodes de vacances » (19).

Par ailleurs, rien ne vient démontrer que l'action saisonnière sur la consommation balance en gravité celle, également saisonnière, de la production; au contraire, il paraît bien que l'influence du facteur saisonnier, tout au moins en matière de constructions, paraît s'atténuer jusqu'à devenir insignifiant en tant qu'obstacle véritablement insurmontable de la production; c'est bien d'ailleurs ce que remarque M. Hersch lorsqu'il ajoute qu'« avec les procédés techniques appropriés il n'est pas rare que l'on ait raison de difficultés « naturelles » tout aussi bien que de certaines difficultés « sociales » (20). Si, dans les siècles passés, le bâtiment voyait sa production enrayerée par la seule venue de l'hiver, le machinisme dont il dispose actuellement, les nouvelles méthodes de constructions, l'emploi raisonné des ciments, l'amélioration des

(19) L. Hersch, Le chômage saisonnier dans le bâtiment, *Revue internationale du travail*, janv. 1929, p. 41.

(20) *Ibid.*, p. 41-42.

transports dont il use et des voies de communications qu'il utilise lui permettent sans aucun doute de braver dans une large mesure les rigueurs d'un temps de froidure et de pluie ⁽²¹⁾.

2° Dans toutes les industries les facteurs saisonniers n'influent pas à la fois sur la production et la consommation; dans l'industrie du vêtement, ils affectent seulement la demande.

Ainsi, l'industrie du bâtiment ne voit pas son chômage saisonnier uniquement causé par l'action des facteurs climatiques sur la production; la consommation est également influencée par eux, peut-être même le sera-t-elle de plus en plus en raison du progrès incessant de la technique. Mais si l'industrie du bâtiment apparaît comme l'objet d'une double incidence des facteurs saisonniers, alors que l'agriculture par exemple n'est influencée par les saisons qu'au sujet de la production, il existe d'autres industries où le facteur saisonnier ne joue exclusivement que sur la demande, qu'il rétrécit à certaines époques, en allant même jusqu'à la supprimer.

(21) Une enquête du Bureau des statistiques du travail tend à conclure dans le même sens; interrogées sur les causes des fluctuations saisonnières de l'industrie du bâtiment, des personnalités industrielles de Chicago, Milwaukee, Fond-du-Lac, Eau-Claire, Minneapolis, Saint-Paul, Atlanta et la Nouvelle-Orléans, ont répondu qu'elles étaient dues moins aux conditions climatiques qu'aux habitudes du public. Pour la construction des grands établissements, la dépense supplémentaire représentée par la protection est assez faible et ne constitue qu'une part minime du prix de l'ensemble des travaux; pour les petites constructions, surtout les maisons de faibles dimensions, la somme est encore un élément important du coût de revient sans que les architectes et les entrepreneurs puissent en indiquer la grandeur d'une façon précise. (Cf. *Monthly Labor Review*, sept. 1931, p. 492,.) En 1924, la Conférence nationale sur le chômage, instituée par le président Harding, aux Etats-Unis, avait émis une opinion analogue. (Cf. *Informations sociales*, 10 nov. 1924, p. 304.)

L'industrie du vêtement en offre assez bien le type; en Angleterre, la pleine saison s'étend de mars à juin ou à juillet et la morte-saison d'août ou de septembre à janvier ou à février ⁽²²⁾; aux Etats-Unis, la pleine saison va de janvier à avril, mais la saison d'automne est plus longue : elle dure d'août à octobre. A n'en pas douter l'influence des facteurs climatériques explique dans une certaine mesure la venue de la bonne saison : les premiers froids ou les premières chaleurs déterminent l'individu à changer la composition de sa garde-robe, à substituer aux lourds vêtements d'hiver les tissus plus légers de ceux du printemps et de l'été. Cette constatation paraît d'ailleurs se confirmer aussi à la lumière des résultats d'une analyse de l'intensité du chômage saisonnier afférente à chaque profession du groupe « industrie du vêtement ».

Ces résultats ne sont pas sans analogie avec ceux qui ont été obtenus pour les diverses professions de l'industrie du bâtiment; ils montrent, en effet, que plus les produits de ces industries sont exposés aux intempéries, et par là nous entendons aussi bien la chaleur que le froid, plus ces produits sont pour ainsi dire en rapport direct avec la température, et par conséquent extérieurs à l'homme, plus l'intensité du chômage des industries productrices de ces produits est grande. L'examen des statistiques anglaises et américaines est édifiant ⁽²³⁾; sur leur base, le Bureau international du travail établissait ainsi la classification des professions britanniques de l'industrie du vêtement suivant un ordre de progression décroissante des fluctuations saisonnières. En premier lieu venaient

(22) Rev. cit., juill. 1928, *Le chômage dans l'industrie du vêtement*, p. 17.

(23) Cf. Rev. cit., art. cit., p. 12, 13, 15, 18, 19, 21, 22, 26 et 27.

les tailleurs, puis la chapellerie, y compris les chapeaux de paille tressée, les robes, manteaux et modes tenaient la troisième place, alors qu'à la quatrième succédaient la lingerie et les sous-vêtements; la bonneterie tenait le cinquième rang, tandis que le sixième était attribué aux autres industries du vêtement; enfin, le groupe « hommes » clôturait le classement. Cette classification a été également respectée, dans ses grandes lignes, par les résultats statistiques des fluctuations de l'emploi dans les diverses professions qui composent l'industrie de dames : elle montrait que dans l'ordre des plus grandes amplitudes de fluctuation se placent : les costumes tailleur sur mesure; manteaux, complets et jupes; modes; robes de chambre et kimonos; robes et chemisettes; robes d'enfants et de fillettes; sous-vêtements de mousseline; l'indice qui atteint 182,2 pour les costumes tailleur sur mesure et 121,2 pour les manteaux complets et jupes devait descendre à 48,4 pour les sous-vêtements de mousseline, de sorte que les membres du Bureau international du travail rédacteurs de cette étude pouvaient voir dans ses résultats une confirmation de la conclusion tirée des données britanniques, à savoir que les fluctuations sont surtout sensibles dans le groupe « tailleurs » comme dans celui de la confection des vêtements (24).

En réalité, il est permis de douter grandement que l'influence climatique ait sur l'industrie du vêtement une influence aussi marquée; mais cette observation ne peut-elle pas s'interpréter autrement ? Sans aucun doute il faut répondre par l'affirmative, en observant que si les vêtements extérieurs au corps humain sont les plus expo-

(24) Rev. cit., art. cit., p. 27

sés aux variations climatiques dont ils nous protègent, ils sont aussi, dans une mesure que l'on ne peut négliger, entièrement exposés aux regards humains : c'est là une constatation d'une autre nature, mais d'un intérêt indiscutable, puisqu'elle nous amènera à parler de la mode comme facteur d'une diminution possible de la demande.

Toutefois, nous ne pouvons aborder immédiatement cette nouvelle étude sans rappeler notre distinction entre la diminution relative et la diminution absolue de la demande, car, avec nos considérations sur l'influence saisonnière, s'achèvent, en effet, les discussions sur les causes possibles et probables d'une diminution de la demande globale par manque de besoin de la part du consommateur; il convient donc, plus particulièrement à cette place, d'entreprendre l'examen des faits économiques qui peuvent occasionner une baisse relative de cette même demande.

II. — *La diminution relative de la demande par manque de besoin ou de désir de la part du consommateur; l'analyse de quelques événements et de quelques faits.*

Il existe une diminution relative de la demande toutes les fois qu'une diminution de demande d'un certain caractère sert immédiatement de base à une augmentation compensatrice de demande d'un caractère différent. Le critère de la relativité, c'est la nature ou la qualité différente des produits délaissés et de ceux demandés. Les exemples qui vont suivre ne peuvent manquer d'éclairer ce caractère de spécialité de la demande : ils montreront notamment sous l'empire de quelles causes certains produits sont préférés à d'autres, soit pour leur nature intrinsèque, soit pour des raisons externes et

nationales qui font peser le poids des commandes sur le marché intérieur plutôt que sur le marché international, soit encore pour des raisons plus subjectives, comme le désir d'être à la mode, qui déterminent fréquemment, ainsi que nous l'allons voir, les changements de direction de la demande.

§ 1. — La mode et la diminution de la demande.

1° *La mode, sa définition; son rôle d'intensification du mouvement saisonnier.*

On a pu se rendre compte précédemment comme il est difficile de trouver des facteurs de chômage agissant à l'état pur; l'action exclusive des facteurs climatériques est inconnue dans l'industrie du bâtiment, bien qu'elle ait sur l'activité de cette dernière une influence essentielle; sur l'industrie du vêtement, au contraire, cette influence paraît beaucoup plus réduite; son importance se borne, en effet, à servir de prétexte au jeu de la mode, dont les conséquences sur le marché du travail ne peuvent laisser indifférents.

L'importance de cette influence se mesure au fait que les variations climatériques ne suffiraient pas à expliquer la suractivité du début de la saison et le calme de la morte-saison; qu'en effet les vêtements ne s'usent pas automatiquement au printemps et à l'automne et que les individus ne sont pas imprévoyants au point de s'apercevoir de la pauvreté de leur garde-robe que lors de la venue de l'hiver ou de l'été; de sorte que le Bureau international du travail, qui faisait aussi cette remarque dans son étude sur le chômage saisonnier de l'industrie du vêtement, fût amené à révéler, en même temps qu'à définir, la cause la plus importante des variations économiques de la de-

mande des vêtements : « La seconde cause des fluctuations de l'industrie du vêtement — cause moins fondamentale sans doute, mais plus puissante que le changement de saison — est la mode, cette loi ou habitude mystérieuse qui impose à ses fidèles tel ou tel tissu, telle ou telle couleur, telle ou telle coupe, jusqu'au moment où elle décrète une règle nouvelle. Son influence s'explique par les instincts profondément humains de parade, d'imitation et de changement. Chez ses fidèles, en effet, on constate le désir à la fois de l'emporter sur leurs émules en quête de nouveauté (et peut-être de beauté) et de se conformer aux lois générales qui prévalent momentanément. La tradition s'est établie (fondée sans doute à l'origine sur des considérations climatiques) que la durée d'une mode particulière doit coïncider approximativement avec la saison, les modèles d'été étant lancés au début du printemps et ceux d'hiver au début de l'automne. C'est là que réside la cause la plus puissante des fluctuations saisonnières des industries du vêtement. » (25).

2° *L'action de la mode n'est pas toujours saisonnière, mais elle grandit journellement en puissance.*

Ainsi, à l'occasion des saisons, la mode peut donner libre cours à sa fantaisie; est-ce à dire que ses manifestations sont toujours périodiquement saisonnières ? Nous ne le croyons pas; si la saison reste toujours le prétexte pour une modification quelconque dans la forme ou la composition de l'habillement, la mode peut, à partir de cette modification saisonnière, manifester son action dans le même sens pendant des mois ou même des années, sur-

(25) Rev. cit., août 1928, p. 194.

tout lorsqu'elle décrète que tel ou tel article est démodé, de sorte que certaines professions des ouvriers du vêtement ont été rendues inutiles à cause de la mévente de leurs produits, frappés d'un tel ostracisme; c'est d'ailleurs ce que constate le Bureau international du travail lorsqu'il écrit que « tel article peut passer de mode, non seulement pendant une saison, mais pendant des années, sinon définitivement. Citons, par exemple, les fleurs artificielles, la lingerie de coton confectionnée et les chapeaux haute forme, dont la demande s'est considérablement ralentie depuis quelques années. Dans chacun de ces cas, toute une industrie a vu ses débouchés se fermer à peu près entièrement, et les ouvriers qu'elle occupait ont perdu leur emploi de façon définitive. Ainsi certains travailleurs du vêtement courent le risque, non seulement du chômage saisonnier, mais encore de la perte totale de leur métier. » (26).

La tendance moderne paraît d'ailleurs exaspérer encore davantage l'influence saisonnière de la mode, car l'influence indéniable de la publicité, l'amélioration technique des industries de confection, la moindre durée des étoffes, l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière et la concurrence ardente de tous les producteurs sont autant de facteurs qui militent en faveur d'un régime de production dont les à-coups sont néfastes au marché du travail.

D'ailleurs, même en dehors du vêtement, il n'est pas d'industrie qui ne subisse à quelque degré l'influence de la mode : celle-ci règne dans toutes les branches de l'ameublement, elle sévit tout particulièrement enfin dans

(26) Rev. cit., art. cit., p. 197.

l'industrie de l'automobile — pour ne citer que celle-là, — où, en accord avec les lois de l'aérodynamique et de l'adhérence au sol, elle surbaisse les profils, arrondit les lignes et vieillit en une année la carrosserie qui faisait naguère l'admiration de tous.

Dans la mesure où elle a pour but de grouper les commandes à une époque de l'année plutôt qu'à une autre, dans la mesure où la diminution de la demande pendant les périodes de morte-saison tempère le rythme de la production au point de provoquer la mise à pied de certains ouvriers de l'industrie considérée, dans la mesure où elle ruine complètement les industries dont les produits ne se vendent plus, la mode doit être tenue pour une cause de la diminution de la demande et pour un facteur important de chômage⁽²⁷⁾.

§ 2. — La diminution de la demande d'un produit au profit d'un autre produit.

Les exemples ne manquent guère pour illustrer ce paragraphe, les traités d'économie politique en présentent de nombreux, et sans aller si loin, nous savons que, sous la pression des faits, certains produits qualifiés d'*ersatz* par le langage technique tendent à remplacer, grâce à des

(27) Il ne faut cependant pas croire que la mode se comporte toujours comme une cause de diminution de la demande; bien souvent, elle est exploitée par la concurrence pour stimuler le désir de l'acheteur et démontrer les types anciens ou concurrents. Par ailleurs la mode permet quelquefois de faire prospérer ou de soutenir la défaillance d'une industrie : « Dans l'industrie de la laine peignée, la crise s'est trouvée atténuée en 1923-1924 par l'abondance des exportations et par la mode qui favorisait les tissus tricotés au lieu des étoffes tissées. Par la suite, les exportations diminuèrent à mesure que cessait l'engouement pour les tissus fricotés, avec ce résultat que la dépression qui, en 1924, sévissait principalement dans les lainages, s'est généralisée. » (B. I. T., *Le problème du chômage en 1920-1928, Le chômage dans les industries textiles*, p. 79.)

qualités similaires, les produits véritablement désirés. Cependant, il est bon de penser que cette substitution ne s'opère pas toujours pour des raisons dépendant uniquement de la baisse du pouvoir d'achat de certaines catégories de consommateurs. Un exemple d'extrême actualité paraît de nature à montrer que de nombreux facteurs peuvent jouer dans le délaissement d'un produit en faveur d'un autre sans être uniquement provoqués par la satisfaction d'un intérêt purement pécuniaire.

Dans ce sens, on peut constater couramment aujourd'hui que le charbon se vend de moins en moins comme moyen producteur d'énergie. Or, ce simple fait est de nature à bouleverser la situation économique d'un pays comme l'Angleterre, dont l'essor industriel avait été presque entièrement fondé au ^{xix}^e siècle sur la suprématie du charbon. Cette position dangereuse avait été, d'ailleurs, soulignée prématurément en 1866, par Stanley Jevons; dans son livre sur la *Question charbonnière*, il ne voyait pas sans inquiétude l'avenir anglais complètement brisé au cas d'épuisement des mines ou même de découvertes, dans les pays rivaux, de nouvelles couches plus productives. Comme le constate M. Siegfried, cette crainte prophétique se réalise aujourd'hui : « L'hypothèse de l'épuisement était gratuite et ne s'est pas réalisée, mais le charbon en tant que facteur industriel n'a plus la position unique qu'il possédait jadis : le pétrole, la houille blanche, lui disputent une part croissante de son ancien domaine...; même au point de vue houiller proprement dit, l'ancienne avance britannique est périmée : les Etats-Unis ont depuis longtemps pris la tête, cependant que l'Allemagne, la Pologne et même la France sont devenues de

sérieux concurrents. » (28). M. Maurette, chef de la Division des recherches du Bureau international du travail, se montrait du même avis dans une enquête effectuée en 1928 sur les conditions de travail dans les mines de charbon. Pour lui, les causes de la crise charbonnière de 1925 résidaient dans le remplacement du charbon par le pétrole, la houille blanche; il ajoutait aussi pour mémoire les pratiques d'économie prises par les industries pendant la guerre et, enfin, l'influence de la crise industrielle (29). Aussi, la production mondiale de houille, influencée malgré tout par une consommation ralentie, a très peu augmenté bien que les moyens techniques fussent de plus en plus puissants pour accroître le rendement et l'économie de main-d'œuvre; c'est ainsi qu'elle passe dans le monde de 1.129 millions de tonnes métriques, moyenne annuelle de 1903-1913, à 1.325 millions en 1927, passant aux Etats-Unis, dans le même laps de temps, de 465 millions à 545, marquant entre ces deux dates un écart de 200 millions, tandis qu'elle ne progressait en Europe que de 73 millions avec le nombre de 583 pour la moyenne annuelle de 1909-1913 et celui de 655 pour l'année 1927 (30). Ces chiffres, qui sont assez explicites par eux-mêmes, prennent une signification beaucoup plus grave vis-à-vis d'un pays comme l'Angleterre, dont la situation devient plus critique du fait de l'active concurrence mondiale que lui font les pays producteurs de charbon.

M. Ernest Cuvelette, administrateur-directeur général

(28) A. Siegfried, *La crise britannique au xx^e siècle*, p. 15.

(29) Une enquête sur les conditions du Travail dans les mines de charbon, *Revue internationale du travail*, juin 1928.

(30) B. I. T., *Le problème du chômage en 1920-1928; Le chômage dans les mines de charbon et dans les industries textiles*, p. 47. (Voir tableau.)

de la Société des mines de Lens, exposait dans un discours du 8 janvier 1930 tout le côté tragique d'une pareille situation : « De 1913 à 1928, la Grande-Bretagne a diminué sa production de 50 millions de tonnes, tandis que les principaux pays producteurs de l'Europe continentale, intéressés de manière directe ou indirecte par le charbon anglais (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, France, Sarre, Pologne), ont augmenté la leur de 51 millions de tonnes. La crise charbonnière d'après-guerre a son germe dans cette situation. » (31).

Mais le problème sera d'autant plus aigu, en Angleterre, que le pétrole tend de plus en plus à se substituer à la vapeur dans la propulsion des navires. La Grande-Bretagne voit ainsi son débouché de charbon se rétrécir d'autant que sa marine, encore la plus puissante du monde, devient de plus en plus consommatrice de mazout; d'après les chiffres donnés par M. Siegfried, les pourcentages seraient descendus en dix-sept ans (1913-1930) de 8 à 2,30 pour les bateaux actionnés par la voile, de 88,90 à 57,60 pour ceux actionnés par la vapeur, mais l'augmentation aurait été notable pour les navires actionnés au mazout ou à l'essence : les premiers ont vu dans la même période leur pourcentage monter de 2,65 à 28,56 et les seconds de 0,45 à 11,60 (32).

Le rapport annuel présenté par M. Paul de Rousier au Comité central des armateurs de France fait ressortir également sur les années de 1929 et 1930 la progression constante de la navigation à moteur : la navigation à vapeur prime encore, en 1929, avec le lancement de

(31) Cité par M. André Fraigneau dans une étude sur Les industries extractives, *Revue d'économie politique*, 1931, p. 672.

(32) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 69.

634 unités d'un tonnage total de 4.504.303 tonnes, la navigation à moteur n'étant représentée dans cette même année que par le lancement de 347 unités d'un tonnage de 4.269.888 tonnes; mais, en 1930, la situation paraît se renverser; si les navires à vapeur lancés dans le monde sont plus nombreux que les navires à moteur (570 contre 421), le tonnage des seconds devient supérieur à celui des premiers (4.582.994 pour les navires à moteur et 4.252.482 seulement pour les navires à vapeur). L'Angleterre, notamment, se montre la plus active dans la construction des navires à moteur; le tonnage brut des navires à moteurs qu'elle a lancés en 1930, qui atteint 759.282, dépasse de 295.094 celui de 1929; elle laisse loin derrière elle ses concurrents immédiats, en l'occurrence les Pays-Bas avec 128.195 tonnes, le Japon (123.894), le Danemark (120.262), la Suède (110.417) et l'Allemagne (117.205) (33). En continuant à progresser ainsi, comme elle paraît forcée de le faire, l'Angleterre s'aliène elle-même et de plus en plus un débouché sérieux pour sa production charbonnière.

La conséquence de cette crise du charbon, c'est le chômage de milliers d'ouvriers mineurs, que le rapport de 1928 établi par le Bureau international du travail sur le chômage dans l'industrie charbonnière ne pouvait s'empêcher de constater sans y voir d'autre remède qu'un progrès hypothétique de la science capable de donner au charbon une nouvelle utilisation : « Il est possible certes, et il est même probable que les mineurs soient actuellement en surnombre et que ce soit là la raison du chômage qui

(33) *Revue économique internationale*, juin 1931, p. 643.

frappe d'une façon permanente, depuis plusieurs années, tantôt les uns, tantôt les autres. Ce surnombre a-t-il un caractère permanent ? Pour qu'il n'en fût pas ainsi, il suffirait assurément que l'on trouvât pour le charbon de nouvelles utilisations industrielles. Comme combustible, sa consommation tendrait plutôt à se restreindre; mais qui sait si comme matière première pour la fabrication d'autres produits tels que le pétrole par exemple, il ne pourrait pas être de nouveau l'objet, dans quelque temps, d'une demande accrue ? Il est difficile de prévoir ce que le génie inventif de l'homme pourrait apporter de changement à la situation présente du marché charbonnier. » (34).

§ 3. — La diminution de la demande par suite de l'ouverture de nouveaux foyers de production.

Pour que ce phénomène se réalise, il n'est pas obligatoire, à proprement parler, que le désir ou le besoin du consommateur soit affaibli pour les marchandises qu'il achetait auparavant, de sorte qu'il donnera toujours nais-

(34) B. I. T., *op. cit.*, étude citée, p. 64. Si l'on en croit les informations du *Manchester Guardian* du 18 juillet 1932, de nouveaux débouchés seraient offerts au charbon, non comme le prévoyait l'étude du B. I. T., comme moyen de fabrication du pétrole, mais comme facteur d'un combustible colloïdal à forte base de pétrole; trois ingénieurs de la Cunard auraient, en effet, trouvé un combustible nouveau consistant dans un mélange de pétrole et de poudre de charbon très finement pulvérisée; les proportions en seraient de 60 parties de pétrole pour 40 de charbon. Etant donné que 100 tonnes de pétrole coûtent de 325 à 375 livres, l'économie serait toujours de 50 à 70 livres par tonne, car le liquide colloïdal ne reviendrait qu'à 290 livres au grand maximum. Si l'on ajoute que la Cunard use par an d'un million de tonnes de pétrole pour alimenter sa flotte, le débouché nouveau offert au charbon serait, pour elle seule, de 400.000 tonnes par an.

sance à une même intensité de trafic. Cependant, la nature du désir paraît être changée en ce sens que, par suite de circonstances plus ou moins établies, les consommateurs nationaux peuvent préférer la marchandise de provenance nationale à celle d'origine étrangère, faisant bénéficier ainsi le commerce intérieur d'un pouvoir d'achat qui était dépensé à l'étranger. Cette attitude économique nationale existe toutes les fois qu'un pays devient producteur des articles qu'il importait naguère.

Les faits économiques qui nous sont contemporains montrent de plus en plus la généralisation d'une pareille situation. Des pays comme le Japon, l'Inde, l'Australie, l'Amérique du Sud, cessent d'être exportateurs de matières premières et importateurs de produits ouvrés; des usines munies des derniers perfectionnements leur permettent de satisfaire en partie leurs propres demandes industrielles et même d'exporter certains articles, dans la fabrication desquels ils se sont spécialisés. M. Dieterlen estime avec justesse, dans son étude sur la dépression des prix après 1873 et en 1930, que l'on constate depuis la guerre une augmentation sensible de la production des pays neufs en matières ouvrées.

« Sans parler du Japon, que ses exportations mettent directement en concurrence avec les produits européens et les Etats-Unis, certains pays, jusqu'alors essentiellement importateurs de produits finis, se sont créés, dans ces dernières années, une industrie de transformation autonome. C'est le cas des Indes anglaises, dont la production de tissu est passée de 1.164 millions de yards en 1916 à 1.964 millions en 1926. C'est le cas également des

pays de l'Amérique du Sud, de l'Australie, dont la production intérieure était estimée à :

380.844 millions de livres sterling en 1924-1925;

400.342 millions de livres sterling en 1925-1926;

408.693 millions de livres sterling en 1926-1927;

446.944 millions de livres sterling en 1927-1928,

et de l'Union Sud-Africaine, où la valeur de la production intérieure, non compris la production des mines, est passée de 60.123.000 livres sterling en 1917-1918 à 97.878.000 livres sterling en 1926-1927 » (35).

Les chiffres, dont M. Dieterlen commençait à donner un aperçu, traduisent à merveille cet état de choses.

Au Japon (36), les industries les plus prospères sont sans contredit les industries textiles; leur production, évaluée en 1926 à 1.446 millions de yen, est passée en 1928 à 1.572 millions, somme égale à 19.882 millions de francs. La consommation de coton s'élève parallèlement et, en 1930, elle atteint les 11,5 p. 100 du total mondial, soit 2.951 millions de balles. La composition des importations montre à quel point le Japon devient plus spécialement un pays producteur : 71,3 p. 100 de la valeur totale importée est constituée, en 1929, par des matières premières brutes ou préparées, alors que 15,6 p. 100 ne le sont que par des produits finis et 12,2 p. 100 par des aliments et des boissons.

En Chine, la tendance nouvelle de l'industrialisation se fait également jour. Bien qu'elle ait été desservie, depuis 1912, par des difficultés réelles que nous avons déjà signalées (lutttes intestines, débordements formida-

(35) P. Dieterlen, art. cit., Rev. cit., p. 1920.

(36) Voir les chiffres cités, *infra*, par R.-J. Pierre, Le Japon économique, *Journal des Economistes*, 15 juill. 1931, p. 18, 22 et 23.

bles du Fleuve Bleu, événements de Mandchourie), la Chine a réussi tout de même à donner à son commerce un essor plus important; malgré la crise, son marché n'est pas entièrement fermé, puisque la valeur des importations et des exportations est loin d'avoir complètement baissé de 1928 à 1929, en dépit de la baisse du haïkwan-taël; les premières sont passées de 21.674 millions de francs français à 20.909 millions et les secondes de 17.973 à 15.950 millions de francs. La tendance nouvelle de l'industrialisation se fait également jour : le pays comptait, fin 1929, 127 usines à fort contingent d'ouvriers : 4.125 en moyenne pour les usines anglaises et 2.080 pour les usines japonaises; d'autre part, la marine marchande s'est accrue, ainsi qu'en témoignent les informations du Lloyds Register, de 86.690 tonneaux au 30 juin 1913, pour les bateaux de plus de 100 tonneaux, le tonnage croît à 333.256 au 30 juin 1931, donnant un chiffre qui est le quadruple de celui de 1913.

Suivant une observation de M. R.-J. Pierre, dans son article dont nous citons les chiffres, sans doute, « la Chine demeure, malgré la crise, un marché important pour de nombreux produits fabriqués non encore manufacturés dans le pays », mais cela ne saurait durer éternellement, car « dans ce pays le plus peuplé du globe, de nombreux travaux peuvent être entrepris dans un avenir prochain, pour améliorer son outillage économique, et dans ce domaine la collaboration technique et financière des autres nations paraît être assurée à la Chine » (37).

Sollicitée par la tendance nouvelle, l'Inde, longtemps freinée par la domination anglaise, commence elle aussi

(37) R.-J. Pierre, La Chine économique, *Journal des Economistes*, 15 oct. 1931, p. 147.

à s'industrialiser. M. A. Philip nous dit qu'au ^{xviii}^e siècle, date à laquelle l'Angleterre prit pied aux Indes, il existait déjà dans le pays tous les germes favorables à l'éclosion d'une industrie prospère, « mais cette évolution naturelle fut bientôt entraînée et retardée pour deux siècles par l'action de l'Angleterre; celle-ci voyait dans l'Inde exclusivement un fournisseur de matières premières (en particulier le coton) et un important débouché pour son industrie textile naissante; elle s'efforça donc à la fois d'encourager l'agriculture de l'Inde et de gêner son industrie » (38); de là une orientation systématique du capitalisme commercial naissant vers l'agriculture, et la ruine de l'industrie, des petits métiers et des manufactures par la surcharge de lourds impôts ou même l'interdiction de l'importation des machines et l'établissement de droits élevés à l'exportation. « Le résultat, constate M. A. Philip, fut l'affaiblissement rapide de la classe artisanne; celle-ci qui, au ^{xviii}^e siècle, formait 25 p. 100 de la population tomba, en soixante ans, à 10 p. 100; le chiffre des travailleurs du textile en particulier passa de plusieurs millions à 200.000, et tout le surplus de la population inemployé reflua vers l'agriculture. » Cependant, les tendances anciennes ne se brisent pas ainsi, une renaissance du capitalisme devait se produire dès 1880 avec la constitution de villes modernes, de ports, d'une classe bourgeoise enfin; « l'Angleterre, se voyant impuissante à enrayer les progrès de l'industrialisation, chercha alors à diriger cette évolution et à contrôler l'industrie naissante » (39). Malgré tout, l'Inde est encore un pays essen-

(38) A. Philip, Le problème agricole et industriel aux Indes, *Revue économique internationale*, juin 1931, p. 517.

(39) *Ibid.*, art. cit., p. 522.

tiellement agricole, car si 87 p. 100 de ses habitants vivaient, en 1911, de produits du sol, 70 p. 100 le font encore aujourd'hui ⁽⁴⁰⁾. Cependant, on ne peut que constater les progrès constants de la filature et du tissage du coton et du jute, dont l'Inde récolte les deux fibres.

L'industrie cotonnière y a notablement prospéré depuis sa création par Georges Acland, quelque temps avant la guerre de Sécession nord-américaine : l'exportation, qui était de 500.000 balles environ au début, passa à 973.000 après la guerre. Actuellement elle dépasse 5 millions; ce chiffre justifie bien, dans une certaine mesure, l'activité des 8.700.000 broches et des 165.000 métiers que l'Inde doit compter à l'heure actuelle ⁽⁴¹⁾.

Mais à côté de cette industrialisation de l'Inde, ne doit-on pas mentionner son attitude politique, qui lui fait renoncer aux produits britanniques pour leur préférer des produits étrangers ? Certainement, il faut d'ailleurs observer que les événements ont rendu facilement réalisable le boycottage des produits anglais parce que, pendant la guerre, suivant la remarque de M. Ryrie, président de la Mercantile Bank of India, « les communications devenues trop difficiles et l'absorption de l'activité industrielle anglaise par les besoins de la guerre ont forcé l'Inde à s'adresser au Japon et à l'Amérique; ainsi le public indien a appris à connaître en grand d'autres marchandises que les articles britanniques » ⁽⁴²⁾.

En fait, la campagne de désobéissance civile et de boycottage des produits anglais a accentué la tendance nais-

(40) *Ibid.*, p. 516.

(41) Louis Frank, L'évolution économique de l'Inde contemporaine, *ibid.*, p. 461.

(42) *Ibid.*, p. 463.

sante, « alors qu'en 1914, la quote-part des produits britanniques dans l'importation de produits manufacturés aux Indes était de 70 p. 100, avant le *boycott* organisé par Gandhi et le pacte du Congrès, elle était descendue à 54 p. 100; elle n'est plus aujourd'hui que de 43 p. 100. Ce sont surtout les Etats-Unis, le Japon, l'Italie et récemment l'Allemagne qui ont bénéficié de cette diminution de quote-part britannique » (43).

Dans ce court exposé sur les pays qui cessent d'être des fournisseurs de matières premières pour devenir exportateurs de produits finis, on ne doit par oublier de mentionner les Etats de l'Amérique latine, où grandissent des industries nées pendant la guerre sous le couvert efficace de la protection douanière. Suivant les précisions du rapport de 1931 élaborées par le Bureau international du travail « l'Argentine, qui, en 1914, importait 71.328 douzaines de paires de chaussures, n'en admettait plus que 1.716 douzaines en 1927, les producteurs nationaux de cuir étant arrivés dans l'intervalle à dominer le marché. Au Brésil, les importations de laine ont baissé de moitié entre 1914 et 1924, et les importations de coton ont diminué des deux tiers de 1922 à 1929, tandis que les effectifs d'ouvriers employés dans l'industrie cotonnière nationale augmentaient d'environ un tiers et le nombre des broches de 50 p. 100 entre 1920 et 1926. Au Chili, où la progression de l'industrie textile a également été très accusée, l'industrialisation s'est accélérée très rapidement pendant et après la guerre; les capitaux investis dans les industries manufacturières ont passé de 133 mil-

(43) Id., *ibid.*, p. 462-463.

lions de pesos en 1914, à 822 millions en 1925 et à 1.102 millions en 1928. » (44).

Ces faits d'industrialisation, que les chiffres rendent si patents, ne sauraient exister sans une cause que le rapport du directeur, déjà cité par nous, a essayé d'établir malgré toutes les difficultés que peut éprouver l'analyse en face de cas dont certaines données ne sont pas toujours semblables : « Evidemment, dans l'effort que nous tentons pour apprécier la valeur des divers facteurs d'instabilité économique et de chômage, il faudrait pouvoir discerner la part du développement naturel de certaines industries nationales, commandé simplement par les besoins et les demandes, et celle d'une création volontaire d'industrie nationale. Sans doute aussi faudrait-il, dans chaque cas, mesurer le rôle de la rationalisation.

« En fait, par la pensée d'autarcie, par le dessein systématique d'assurer à un pays ou pour les motifs de défense nationale, ou par ambition économique, ses propres productions, on a bien été conduit au développement de nouveaux foyers de production. » (45).

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que la guerre est la véritable cause du déséquilibre actuel; conformément à notre théorie, elle est la cause profonde dont l'action a précipité l'accentuation des tendances en cours; un aperçu de M. Ansiaux se montre d'ailleurs entièrement favorable à cette conception : « Il n'est pas douteux, écrivait-il, que la perturbation qu'une longue guerre mondiale apporte aux échanges tels qu'ils se pratiquaient anté-

(44) S. D. N., Conférence internationale du travail, Genève, 1931, *Rapport du directeur*, p. 24.

(45) Conférence internationale du travail, Genève, 1931, *Rapport du directeur*, p. 24.

rieurement a laissé des traces profondes dans l'état actuel des choses. Pour étayer cette affirmation, il faut assurément préciser ce que l'on entend par « troubles ». Répondons que c'est une altération des conditions économiques due à la guerre et dont les conséquences se sont perpétuées et même développées après le rétablissement de la paix. » (46).

Mais les troubles qui ont été signalés jusqu'ici ne sont pas les seuls qui soient dus à la guerre; il convient de rappeler que l'établissement de frontières économiques nouvelles, qu'elle a directement provoqué, a eu pour conséquence la diminution de certaines demandes par suite de la fermeture de quelques marchés (47) : la Pologne et l'Esthonie séparées de l'Empire russe ont été obligées de se passer désormais du débouché immense qui leur était offert dans ce pays, de sorte qu'elles doivent exporter leurs productions de filés; si la Tchécoslovaquie s'est vu attribuer plus des trois quarts de l'industrie textile austro-hongroise, elle n'a cependant pas joui de la même demande qui assurait, du temps de l'Autriche-Hongrie, la vie à cette industrie textile; les autres Etats successeurs ont, en effet, créé sur leur territoire des industries textiles nouvelles, qui, à l'abri de tarifs protecteurs, satisfont l'ancienne demande nationale. Le cas s'est également présenté pour la France qui, malgré le retour de l'Alsace et Lorraine avec les 1.900.000 broches et les 50.000 métiers qu'elle nous apportait, a perdu en partie l'ancienne clientèle allemande qui avait motivé un pareil développement de l'industrie textile.

(46) B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931; Les troubles du commerce international*, par M. Ansiaux, p. 168.

(47) Cf. Conférence internationale du travail, Genève, 1931, *Rapport du directeur*, p. 24.

En conclusion, nous ne saurions méconnaître l'action des facteurs qui tendent à diminuer la demande; il serait sans doute très difficile d'apprécier effectivement les répercussions de cette action sur la grandeur du chômage, car il existe toujours de la part des producteurs un effort d'adaptation par rapport aux conditions du marché; cependant, on peut inférer du trouble économique de certains pays et de certaines industries que la diminution de la demande n'a pas été sans écho sur le chômage. La situation, de nature à gêner l'ensemble des opérations commerciales, devait être plus particulièrement redoutable pour un Etat comme l'Angleterre, qui tire plus précisément le principe de son existence de la fabrication et de l'exportation des produits finis.

Mais à l'intérieur de l'Angleterre, c'est l'industrie cotonnière qui a le plus souffert : le Lancashire, si florissant au début du xix^e siècle, voit à présent venir le déclin, dont quelques chiffres marquent déjà la grandeur : conformément aux informations du Bureau international du travail, « de 1913 à 1930, le pourcentage de l'augmentation du nombre des broches pour l'Europe ne dépasse pas 4,80 (0,66 pour la Grande-Bretagne) contre 100,53 pour l'Asie (256,91 pour la Chine, 183,91 pour le Japon et 43,06 pour l'Inde); 15,50 pour l'Amérique (129,16 pour le Brésil, 45,03 pour le Canada, 10,5 pour les Etats-Unis) et 415,41 pour les autres continents. Pour les métiers, les pourcentages d'augmentation sont de 28,88 pour l'Europe (diminution de 8,13 p. 100 pour la Grande-Bretagne), de 130,96 pour l'Asie (409,02 pour la Chine, 298,74 pour le Japon, 76,90 pour l'Inde) et de 8,49 pour l'Amérique (58,50 pour le Brésil). C'est certainement la Grande-

Bretagne qui voit son industrie cotonnière subir la régression la plus accentuée depuis la guerre, et spécialement pendant les trois dernières années. » (48). Le résultat de cette décadence se solde par la baisse des exportations cotonnières anglaises, qui atteint de 1913 à 1929 le chiffre de 2 millions 1/2 de yards carrés, dont 1.500.000 dus au développement de nouveaux foyers de production, plus 1 million attribuable à la concurrence étrangère sur les marchés neutres.

La conséquence finale qui s'impose en pareille circonstance, c'est la réduction de la main-d'œuvre employée dans l'industrie cotonnière britannique : de 621.546 en 1912, le nombre des ouvriers tombe à 569.950 en 1927, malgré la réduction des heures de travail en 1919, qui fait succéder la semaine de quarante-huit heures à celle de cinquante-cinq heures et demie. Le chômage, mal inévitable qui ne cesse de ronger l'emploi des ouvriers attachés à une pareille industrie, devait mettre le dernier terme à la suite logique de ces constatations; on remarque, en effet, depuis 1923, que le nombre des chômeurs, variant entre 39 et 144.000, s'est accru au 25 août 1930 jusqu'à atteindre 257.879 ouvriers et ouvrières, soit 46,5 p. 100 de l'effectif employé.

C'est ainsi qu'à l'aide d'une descente du général au particulier, il nous a été donné d'apercevoir en conclusion la relation réelle qui peut exister entre le chômage et la diminution de la demande.

(48) Cf. doc. cit., *Rapport du directeur*, p. 25. Lire également dans le même sens, *Le chômage dans les industries textiles, L'industrie du coton*, p. 67 à 101; *Le problème du chômage, quelques aspects internationaux 1920-1928*.

SECTION II

LA DIMINUTION DE LA DEMANDE PAR MANQUE DE POUVOIR, D'ACHAT DE LA PART DU CONSOMMATEUR

Le consommateur peut avoir un besoin ou un désir très marqué de se procurer certaines marchandises; mais pour les obtenir, il sera dans l'obligation de donner en échange d'autres marchandises, à moins qu'il n'offre une quantité déterminée de monnaie représentative d'une certaine valeur, d'un certain pouvoir d'achat. D'autre part, l'échange exige, pour avoir lieu, qu'une autre condition soit remplie; à savoir que la quantité de marchandises ou de monnaie offerte au vendeur soit suffisante, c'est-à-dire qu'elle soit en accord avec les exigences de ce dernier.

Il résulte de ces principes que la possession, de la part de l'acheteur, d'un pouvoir d'achat et d'une certaine quantité de pouvoir d'achat détermine aussi impérativement le libre jeu de la demande que le besoin ou que le désir de produits. Or, les Etats comme les particuliers ne peuvent pas toujours remplir les conditions exigées par le marché, soit que leur richesse en produits d'échange se tarisse, soit encore que la monnaie, représentation théorique du pouvoir d'achat, cesse pour un instant de remplir intégralement sa fonction et voie, par suite de certaines causes, son mécanisme déréglé fausser irrémédiablement les transactions qu'elle aurait dû faciliter.

La diminution de la demande par manque de pouvoir d'achat peut donc provenir d'un véritable fait, comme la faiblesse de la production économique, ou même d'une simple illusion, de la croyance que ce fait existe à la

suite d'un détraquement du système monétaire. Ce dernier trait suffit à matérialiser l'insuffisance de la théorie de J.-B. Say et des classiques lorsqu'elle considère comme négligeable le rôle de la monnaie dans les échanges.

En fin de compte, l'étude de la diminution de la demande par manque de pouvoir d'achat du consommateur paraît nous engager à distinguer, dès l'abord, deux sortes de causes : les causes monétaires et les causes commerciales; il paraîtrait légitime de vouloir établir sur leur base la classification future des événements économiques dont nous devons parler; et cependant ne doit-on pas signaler tout ce qu'a d'artificiel une pareille division ? Le grave reproche qu'on peut lui adresser c'est, en effet, celui de ne pas correspondre à la véritable nature des faits, car on ne peut perdre de vue que la complexité est la règle en matière économique et que, par conséquent, ni la cause monétaire, ni la cause commerciale, n'existent à l'état pur si ce n'est pas l'effet d'une fiction; au contraire, l'analyse fait ressortir dans chaque cas la coexistence ou mieux la liaison du point de vue monétaire et du point de vue commercial. Toutefois, dans la mesure où il peut exister une primauté de l'un des deux points de vue, nous paraissions fondés à admettre la classification en causes monétaires et en causes commerciales, bien que nous lui niions par avance tout caractère véritablement absolu.

§ 1. — Les causes monétaires de la diminution de la demande.

La monnaie est un facteur économique d'une importance telle que M. Truchy, dans la dernière édition du *Précis élémentaire d'économie politique*, attirait brièvement l'at-

tention sur les troubles dont on peut lui être redevable : « Les variations dans la quantité, la nature, la valeur de la monnaie, déterminent aussi des crises. Il y a une série de phénomènes monétaires qui sont de nature à troubler les relations économiques existantes, et dans certains cas très profondément : accroissement rapide de la monnaie métallique; dans les régimes bimétallistes, refoulement de l'argent par l'or, ou inversement; substitution de la monnaie de papier à la monnaie métallique, ou inversement » (49). Mais, à la vérité, il semble que l'on doive distinguer entre ces différents phénomènes monétaires sur la base même de la véritable signification que revêt à nos yeux l'expression « cause monétaire »; cette signification nous conduit à admettre à nouveau l'existence des causes premières et des causes secondes, qui ne sont que le facteur apparent de troubles provoqués en réalité par des causes plus secrètes et plus cachées; la cause première est la cause lointaine que nous avons par ailleurs signalée; d'elle découlent certaines manifestations économiques qui ne sauraient tirer leur principe d'autres faits. Dans ces conditions, il paraît bien qu'on doive se garder de voir dans chacun des cas énumérés par M. Truchy des états monétaires spontanés qui naissent pour des raisons extra-économiques. On ne voit pas bien comment surviendrait, par exemple, la substitution de la monnaie de papier à la monnaie métallique s'il n'y avait comme cause l'état déficitaire de la balance des comptes, ou le désir de destiner l'or à des fins purement internationales, ou encore le déséquilibre budgétaire; dans cette hypothèse, les troubles monétaires ne seraient pas une cause première, mais le simple résultat de certains autres faits.

(49) H. Truchy, *Précis élémentaire d'Economie politique*, t. I, p. 297.

Au contraire, nous considérerons les causes purement monétaires de la diminution de la demande comme les véritables déterminantes du trouble existant, comme les raisons dernières qui se trouvent réellement à la base de cette diminution.

C'est dans ces conditions que nous allons être amené à étudier, d'une façon qu'on jugera peut-être un peu trop arbitraire, le problème de l'or, la question de l'argent et la pratique inflationniste pour rejeter dans un deuxième paragraphe l'étude des cas où certains faits économiques de nature plus particulièrement commerciale réagissent sur la quantité et sur la valeur de la monnaie en circulation.

1° Le problème de l'or; la position de ses données. La faiblesse de la thèse de la mauvaise répartition; la valeur peu considérable de celle de la rareté.

La statistique montre que, généralement, un accroissement de chômage correspond à une période de baisse des prix; ce rapport n'a pas manqué de susciter chez les économistes les explications les plus diverses : l'une d'elles, communément admise, et soutenue encore très récemment, consiste à dire que la baisse des prix est le résultat d'un resserrement général des moyens de paiement et plus particulièrement de la rareté ou de la « stérilisation » de l'or.

Ce métal joue, en effet, dans les relations commerciales modernes un rôle de tout premier plan, surtout depuis que tous les pays, à une exception près, la Chine, ont adopté le régime de l'étalon-or. L'or devient ainsi le véritable fondement de toute circulation fiduciaire, qu'il

s'agisse de la circulation des billets ou de celle des crédits; de la circulation des billets d'abord, parce que les banques modernes ne se contentent plus comme les banques anciennes de donner à leurs clients de simples reçus de sommes d'or déposées dans leurs coffres : elles émettent des billets pour une somme bien supérieure à ces dépôts et calculée de telle sorte que l'encaisse métallique de la banque, représentant généralement les 33 p. 100 de l'émission totale des billets, permette à l'institut d'émission de faire face aux demandes de remboursement de billets.

Mais, d'autre part, l'or est également le fondement des émissions de crédit. Les banques de dépôts peuvent, à l'occasion d'opérations d'escompte, émettre des crédits tout comme l'Institut privilégié émet des billets. Ces crédits, qui peuvent circuler de compte à compte, peuvent également être l'objet de demandes de retrait de la part de leurs titulaires. Si ces demandes de retrait sont importantes, les banques peuvent, pour y faire face, être amenées à emprunter des billets à l'Institut privilégié, qui joue le rôle de Banque centrale. Cet Institut, comme le constate M. Pose, « ne saurait s'engager au delà d'un chiffre déterminé, qui dépend étroitement de ses réserves métalliques. Et comme l'émission de crédit par les banques de dépôts doit être conditionnée par les possibilités qu'a la banque d'émission de s'engager, on voit comment, en définitive, la circulation des crédits est en liaison étroite avec le stock d'or de l'Institut d'émission ⁽³⁰⁾.

Ainsi s'éclaire l'hypothèse que la rareté relative ou

(30) A. Pose, professeur à la Faculté de droit de Caen : *Le rôle de l'or, l'Europe nouvelle*, 18 avril 1931, p. 326.

absolue de l'or, c'est-à-dire que la diminution de sa production ou même que l'insuffisance de plus en plus marquée de son stock par rapport à l'augmentation du volume des affaires, peut bien être la véritable cause de la baisse des prix et d'un chômage correspondant.

L'idée de l'influence de la rareté ou de l'abondance de l'or sur les prix n'est d'ailleurs pas des plus nouvelles : « Depuis qu'il existe à la fois de l'or et des économistes, on peut dire qu'il existe un problème de l'or » ⁽³¹⁾, a écrit M. Nogaro en 1931, et, en 1907, Ch. Conant présentait déjà cette question dans son livre sur *Les Principes de la Monnaie et de la Banque* comme dépourvue de toute nouveauté : « La question de savoir si le monde aura assez de marchandises pour faire face aux besoins d'un commerce grandissant a toujours vivement intéressé les économistes et les financiers; il en a été plus spécialement ainsi pendant ces vingt dernières années, parce qu'à la crainte de voir l'or devenir trop rare a succédé celle de le voir devenir assez abondant pour causer une hausse sérieuse des valeurs et des prix. » ⁽³²⁾.

Mais la baisse actuelle des prix vient de donner un regain de vitalité à cette thèse, dont la renaissance moderne paraît dater de la onzième résolution de la Conférence de Gênes. Cette dernière préconisait la stabilisation, sur la base de l'or, des changes troublés par la guerre et la stabilisation des crédits, en vue « non seulement de maintenir les monnaies au pair les unes par rapport aux autres, mais encore d'empêcher les fluctuations anormales

⁽³¹⁾ B. Nogaro, *La crise et le rôle de la monnaie, l'Europe nouvelle*, 18 avril 1931, p. 537.

⁽³²⁾ Ch. Conant, *op. cit.*, t. I, p. 106. Sur la question, lire le chapitre VII du tome I : « Les métaux et le stock monétaire », p. 106-121.

du pouvoir d'achat de l'or ». Cette proposition fut reprise en 1928 par le Comité consultatif économique, et, le 8 juin 1928, le Conseil de la Société des Nations invitait le Comité financier « à examiner dans quelle mesure et de quelle manière la S. D. N. pourrait aider le plus utilement à l'étude et à la solution du problème des fluctuations anormales du pouvoir d'achat de l'or »; pour mener à bien cette tâche, le Comité financier institua la Délégation de l'Or, dont les représentants les plus autorisés, MM. Loveday, Kitchin et surtout Sir Henry Strakosch et le professeur Cassel, contribuèrent puissamment à la rédaction des rapports provisoires publiés à Genève en 1930 et en 1931 ⁽⁵³⁾.

Réduite à son squelette, la thèse de la Délégation de l'Or s'établit ainsi : une baisse des prix doit nécessairement procéder de la diminution du stock d'or, étant donné qu'il existe une demande et une offre d'or et que le niveau des prix s'établit en fonction des variations du stock d'or mondial; comme à l'heure présente il existe à la fois une mauvaise distribution de l'or et une baisse ou même une insuffisance de sa production par rapport à l'accroissement du volume des transactions, on ne doit donc pas chercher ailleurs la cause de la baisse des prix.

Sir Henry Strakosch a soutenu, avec un luxe de chiffres bien fait pour convaincre les cerveaux les plus hésitants, que certaines banques mondiales accumulaient sans besoin d'énormes réserves d'or qu'elles rendaient, par la

(53) Sur cet historique, cf. les *Problèmes du chômage en 1920-1928*, p. 42 et suiv. Pour l'ensemble du problème monétaire traité en ce point, on lira avec fruit : *La crise de chômage 1920-1923*, B. I. T., 1924; les *Revue internationale du travail*, d'août 1925 et d'août 1926 sur *l'Évolution du chômage en 1924 et en 1925*, et, dans la *Revue internationale du travail* de novembre 1927, l'article : Monnaie et chômage.

suite, totalement improductives et inutiles, en un mot qu'elles « stérilisaient », puisqu'elles étaient loin de consentir des crédits proportionnés à leur grandeur; de ce phénomène de politique erronée Sir Henry Strakosch ne voulait d'autre preuve que la correspondance de la chute des prix et de l'absorption par la France, l'Argentine et les Etats-Unis de l'or monétaire disponible dans le monde.

De leur côté, M. Loveday et surtout le professeur Cassel se sont attachés très particulièrement à mettre en lumière qu'il y avait un parallélisme entre l'offre d'or et les prix. L'augmentation de la circulation monétaire totale dans la période d'après guerre, c'est-à-dire de 1913 à 1928, aurait été insuffisante par rapport à l'accroissement des transactions ⁽³⁴⁾.

Cependant, des deux thèses de la Délégation de l'Or, celle de la mauvaise répartition, soutenue de préférence par Sir Henry Strakosch, et celle de la rareté de l'or par rapport à sa demande, défendue âprement par le professeur Cassel, ont été discutées jusque dans leur fondement par les économistes français MM. Rist et Nogaro.

M. Rist, s'attaquant de préférence à l'idée d'une mauvaise distribution de l'or, a démontré l'inanité d'une telle assertion ⁽³⁵⁾; avec une grande force logique, ses raisonnements n'ont pas eu de peine à montrer que les banques d'émission ne peuvent « demander directement

(34) La thèse de la Délégation de l'Or (contenue dans un *Rapport provisoire* accompagné de *Mémoires annexes* et d'un recueil de *Documents sélectionnés* suivis d'un *deuxième Rapport provisoire* contenant une note de J. Rueff et un mémoire de A. Loveday), a été commentée par G. Boris à la fois dans son livre : *Problème de l'or et crise mondiale* et dans ses études publiées dans la *Lumière*.

(35) Ch. Rist, La question de l'or, *Revue d'économie politique*, nov. déc. 1930, p. 1489-1518.

de l'or et l'accumuler chez elles »; Sir Henry Strakosch, en le prétendant, dans son mémoire, méprise ainsi les lois les mieux établies de l'économie politique et plus particulièrement la théorie de Ricardo, dont le fondement en la matière n'est pas contesté, étant donné qu'elle ne fait que révéler un aspect de la loi de l'offre et de la demande : l'or a un prix que la balance des comptes de chaque pays fixe d'une façon incessante; l'or, se comportant comme une véritable marchandise, se dirige à l'endroit où il est payé le plus cher; la distribution de l'or est donc « spontanée », et non commandée; les Etats-Unis, la République Argentine et la France ne sauraient donc être accusés, comme le prétend Sir Henry Strakosch, d'avoir « accumulé des réserves d'or très supérieures à leurs véritables besoins » et d'avoir « poursuivi une politique monétaire erronée ».

M. Rist détruit également la seconde affirmation de Sir Henry Strakosch, qui consiste à dire que la baisse des prix provient, en outre, du fait que certaines banques mondiales, et plus particulièrement les banques de France et des Etats-Unis, n'émettent pas du crédit en rapport avec l'importance grandissante de leur encaisse métallique; la corrélation entre la baisse générale des prix et l'augmentation du stock métallique en France, en Argentine et aux Etats-Unis devait confirmer encore dans son idée le distingué représentant de la thèse de la Délégation de l'Or; mais cependant est-il prouvé que les banques puissent émettre du crédit à volonté ? A bon droit, semble-t-il, M. Rist est loin de le croire : pour qu'il y ait création de crédit, il faut une demande de crédit; la banque d'émission ne prêtera aux banques du premier degré que si celles-ci le sollicitent, or leur demande est réglée par celle du simple particulier; actuellement, il n'y a rien d'étonnant

à ce que cette demande soit faible ou même nulle, car le revenu du consommateur a diminué par rapport à la quantité des marchandises produites; de sorte qu'une baisse générale des prix est nécessaire pour que soit absorbé tout cet excédent de production; en attendant l'issue d'une telle situation, les entrepreneurs font œuvre de prudence lorsqu'ils restreignent l'investissement de capitaux dans l'œuvre de production, de sorte qu'il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils ne demandent aucun crédit aux banques du premier degré.

Par ailleurs, il ne faut pas voir, selon M. Rist, et à l'inverse des théoriciens de la stérilisation des réserves, une inégale hardiesse des banques d'émission à utiliser leur réserve, parce que, chez les unes comme chez les autres, on note des écarts entre les rapports de leur encaisse et celui de leurs exigibilités; il faut y voir au contraire un effet des différentes politiques monétaires suivies dans les différents pays.

Si M. Rist paraît avoir fait justice du problème de la stérilisation et de la mauvaise distribution de l'or, une nouvelle question, autrement importante, reste à résoudre : c'est celle de la rareté de l'or par rapport au volume des transactions modernes. Que l'existence de cette rareté ne puisse être mise en doute, la logique commande alors d'abandonner l'étalon-or, incapable de bien jouer son rôle lors d'une demande accrue du métal jaune, ou bien de réformer les systèmes monétaires contemporains en assurant à la monnaie fiduciaire actuelle une plus grande indépendance vis-à-vis du métal, comme l'a d'ailleurs recommandé, en conclusion, la Délégation de l'Or.

Le professeur Cassel s'est attaché à démontrer la corrélation qui existe entre la chute des prix et la rareté de l'or

vis-à-vis de l'importance des transactions modernes ⁽³⁶⁾. Cette démonstration ne pouvait s'effectuer qu'à l'aide de la comparaison des deux indices : celui de l'accroissement des transactions et celui de l'accroissement de la circulation monétaire; si les prix généraux sont stables, c'est qu'à l'accroissement de la circulation monétaire correspond un accroissement normal de l'activité économique; entendons par là l'accroissement qu'il suffit d'obtenir pour maintenir une stabilité approximative des prix.

Aussi M. Cassel s'est-il efforcé de déterminer cet indice de l'accroissement normal de l'activité économique; il s'est basé pour le faire sur la période de 1850 à 1910, pendant laquelle les prix généraux n'ont pas subi de variations notables, et, par conséquent, pendant laquelle l'activité économique s'est normalement accrue. Deux procédés lui ont permis, à son avis, d'aboutir à des résultats certains : d'abord un procédé direct consistant à mesurer de 1850 à 1907 l'accroissement du volume des transactions d'après le développement de la production de la fonte et de la production agricole, ce qui donne un indice moyen de 3 p. 100 (4,2 p. 100 pour la progression de la production de la fonte et 1,2 p. 100 pour celle de la production agricole); ensuite un procédé indirect d'appréciation beaucoup plus rigoureux consistant à mesurer de 1850 à 1910 l'accroissement annuel du stock d'or. Or, le calcul de l'indice montre que cet accroissement est égal à 2,8 p. 100 par an; « donc, la même quantité de monnaie étant en moyenne nécessaire pour chaque transaction, l'accroissement du stock a dû juste suffire à l'accroisse-

(36) G. Cassel, L'offre d'or, *Mémoire publié en annexe au premier rapport provisoire*.

ment des transactions elles-mêmes, et ce dernier se mesure également par le taux de 2,8 p. 100 ou, en chiffres ronds, pour tenir compte de l'usure du métal, 3 p. 100 l'an, que l'on peut considérer comme le taux d'accroissement *normal* »⁽⁵⁷⁾. Actuellement, le taux d'accroissement du stock monétaire n'est plus normal, puisque la production annuelle moyenne est un peu inférieure à celle d'avant guerre; d'après les chiffres de la Délégation de l'Or, elle est passée de 470 millions de dollars en 1915 à 349 en 1922, pour remonter en 1926 au-dessus de 400 millions, de sorte que si l'on établit un graphique représentant deux courbes : celle des prix et celle de l'offre d'or relative, qui n'est autre que le « rapport entre la progression effective du stock d'or annuel telle qu'elle résulte de la production et la progression normale, c'est-à-dire celle qui résulterait d'un taux d'accroissement constant, qui répartirait sur chaque année l'accroissement global du stock d'or dans la période considérée »⁽⁵⁸⁾, le lecteur ne pourrait pas ne pas s'apercevoir de la corrélation existant entre la chute de la courbe des prix et celle de l'offre d'or relative; en conséquence, il paraît bien difficile de ne pas incriminer la rareté de l'or du bas niveau des prix.

Il appartenait à M. Nogaro de s'élever contre de telles prétentions⁽⁵⁹⁾. Sa critique porte tout d'abord sur les procédés d'évaluation du professeur Cassel : le procédé d'évaluation direct qui correspond à la recherche de l'indice de la progression de la fonte et du développement de l'agri-

(57) Cf. Nogaro, La crise et le rôle de la monnaie, *L'Europe nouvelle*, p. 539.

(58) Id., *Ibid.*, p. 538.

(59) B. Nogaro, La question de l'or devant la S. D. N., *Revue d'Economie politique*, janv.-févr. 1931.

culture de 1850 à 1907 est loin de donner des résultats certains par suite du peu d'étendue de l'enquête et surtout de la rareté des éléments qu'elle englobe, tout au moins au point de vue industriel. Le procédé d'évaluation indirect, pour si ingénieux qu'il soit, n'en conduit pas moins à des résultats erronés : appliqué à des dates différentes, il conduirait à des conclusions également différentes : c'est ainsi que de 1829 à 1877, où les prix sont les mêmes, on trouve une progression de 2,2 p. 100 différente de celle de 1850 à 1910. Quant au fameux graphique si soigneusement dressé par M. Cassel, le moins qu'on en puisse dire c'est qu'il est à la fois arbitraire et artificiel : arbitraire, car la concordance frappante de la courbe de « l'offre d'or relative » et de la hausse des prix-or cesserait peut-être de s'affirmer si M. Cassel avait bien voulu prolonger ses courbes dans la période 1910-1920; artificiel, parce que la courbe de « l'offre d'or relative » qui est dressée d'après le rapport entre l'accroissement annuel de la production de l'or et l'accroissement normal, relatifs tous deux à la même période, se trouve faussée entre 1800 et 1850 du fait qu'elle est calculée avec l'indice d'accroissement normal de la période de 1850 à 1910, égal à 2,8 p. 100, au lieu de l'être avec celui de la période 1800-1850, qui lui est inférieur.

Ainsi, l'absence de rigueur dans les méthodes critiques adoptées en général par les membres de la Délégation de l'Or, et en particulier par le professeur Cassel, empêche de se rendre un compte exact de l'influence de la rareté de l'or sur la baisse générale des prix.

M. Nogaro critique d'autre part cette idée absolue qui consiste à penser que l'accroissement ou la diminution de la quantité de monnaie agit inévitablement sur la hausse

ou la baisse des prix ⁽⁶⁰⁾ : « Un accroissement ou une diminution de la quantité de monnaie, écrit-il, n'agissent sur les prix — c'est-à-dire sur le rapport d'échange entre la monnaie et les marchandises — que dans la mesure où il en peut résulter un accroissement de la demande des marchandises, et aussi dans la mesure où cet accroissement de la demande peut agir sur les prix dans un sens déterminé. » Or, sur un marché soumis à la concurrence, l'augmentation de la demande ne provoquera pas nécessairement une hausse des prix; s'il s'agit de marchandises dont le nombre ne peut augmenter journallement d'une façon indéfinie, comme les récoltes, l'augmentation de la demande provoquera certainement une hausse des prix; mais il n'en sera pas de même s'il s'agit de produits fabriqués, dont une demande plus grande provoquerait plutôt la baisse à cause des progrès de la technique industrielle moderne.

Les déductions du professeur Cassel se trouvent au surplus contredites par l'histoire. M. Nogaro constate, d'après les documents établis par Levasseur dans *La question de l'Or* et Virlogeux au sujet de *Quelques aspects de l'évolution des prix au siècle dernier et en notre temps*, que « la production de l'or s'est très considérablement accélérée entre 1840 et 1850 (taux de 1,4 p. 100 par an, au lieu de 0,5 dans la décade précédente), alors que s'est produite

(60) Cette idée a de nouveau été affirmée avec force par le Professeur Cassel : « ... il doit toujours y avoir possibilité de fournir au pays qui en a besoin des moyens de paiement en telle quantité qu'une baisse générale des prix se manifeste, on doit en conclure qu'on a négligé de faire cette opération ou, en tout cas, qu'elle n'a pas été bien accomplie. C'est pourquoi tout ce qu'on a écrit concernant la dépression actuelle des marchés en tant que cause du fléchissement général des prix n'est que pure stupidité. Une baisse générale des prix est toujours un phénomène purement monétaire. » (Le but de la politique monétaire, *Information* du 19 août 1930.)

dans cette décade une baisse de prix au moins aussi marquée que la hausse de la décade suivante ⁽⁶¹⁾.

En conclusion, ni M. Rist ni M. Nogaro ne pensent que la rareté de l'or ait joué un rôle dans la baisse actuelle des prix. A ce sujet, tous deux s'expriment en des termes qui ne peuvent laisser aucun doute : C'est d'une façon bien nette que répond le premier à la question qu'il se pose : « Quel rôle dans cet ensemble de causes multiples d'un phénomène mondial (qu'est la crise actuelle) l'or a-t-il joué ? Aucun ! » ⁽⁶²⁾. C'est également sans ambiguïté que le second a pu écrire qu'« en dépit de l'intérêt incontestable que présentent les compilations statistiques élaborées par la Délégation de l'Or, les déductions qui peuvent légitimement en être tirées ne sont pas de nature à établir que la dépression économique actuelle soit la conséquence d'une insuffisance du stock monétaire » ⁽⁶³⁾. Aussi est-ce avec une certaine prudence que le Directeur du B. I. T. mentionne la question de l'or non comme une cause certaine du chômage de 1931, mais comme une « cause possible de crise économique et de chômage » ⁽⁶⁴⁾, quoique M. Dieterlen se soit trouvé plus affirmatif en ne faisant pas cette réserve ⁽⁶⁵⁾.

(61) B. Nogaro, art. cit., p. 20.

(62) Ch. Rist, Les mouvements d'or et la crise, *l'Europe nouvelle*, 18 avril 1931, p. 524.

(63) B. Nogaro, art. cit., p. 43.

(64) Conférence internationale du travail, Genève 1931, *Rapport du directeur*, p. 21.

(65) Dieterlen, art. cit., Rev. cit., p. 4523.

Dans son *Rapport définitif*, publié en juin 1932, la Délégation de l'Or a d'ailleurs infirmé les conclusions de ses premier et deuxième rapports provisoires; elle reconnaît, en effet, que la baisse des prix postérieure à 1929 n'a pu être occasionnée par une insuffisance de l'offre d'or, que l'inégale répartition des réserves de métal jaune entre les diverses banques est une manifestation de la crise générale, et que « l'étalon or demeure le meilleur système dont on puisse disposer ». Il n'est cependant

En réalité, comme nous avons pu nous en rendre compte au cours de cet exposé, rien n'est plus malaisé que d'établir actuellement une relation entre la baisse des prix et la rareté de l'or, d'autant que certains facteurs négligemment tenus à l'écart par la Délégation de l'Or viennent encore davantage obscurcir le problème; il conviendrait peut-être, ainsi que l'a fait M. L. Baudin, de se demander avant toutes choses de quoi dépend la demande d'or⁽⁶⁶⁾, peut-être alors serait-on mieux qualifié pour apprécier par la suite s'il y a ou non pénurie du métal jaune par rapport à cette demande; or rien n'est plus variable que cette dernière, puisqu'elle dépend non seulement des besoins monétaires mais aussi de la demande industrielle et surtout de la demande extrême-orientale à but de thésaurisation, qui, tantôt atteint un chiffre énorme, la moitié de la production mondiale pour l'Inde seule en 1924, et tantôt, au contraire, se réduit considérablement parce qu'elle est surtout fondée sur le résultat des récoltes. D'autre part, ainsi que le fait remarquer également M. Baudin, « la Délégation de l'Or, qui, dans ses prévisions, a appliqué un coefficient d'augmentation à la demande, semble avoir sous-estimé l'accroissement de l'offre du chef des améliorations techniques, comme elle a sous-estimé l'influence de la baisse du niveau général des prix sur le coût de la production de l'or »; la baisse des prix mondiaux a, d'après M. Sothorn Holland, président du Conseil d'administration de la Central Mining, amélioré depuis un an le coût

pas inutile de noter que le professeur Cassel s'est refusé à signer le *Rapport définitif* et que M. Albert Janssen, sir Reginald Mant et sir Henry Strakosch ont formulé des réserves à son égard. Cf. *Le Temps financier*, 20 juin 1932.

(66) L. Baudin, La demande d'or, *l'Europe nouvelle*, 18 avril 1931, p. 529 à 531.

de production, favorisant ainsi une production plus abondante, car « le fléchissement du coût de revient rend *payante* une masse de conglomérats jusque-là inutilisée ». Enfin, des progrès techniques réels ont été apportés à l'extraction de l'or, qui, tout en abaissant le coût de revient, même dans de faibles proportions, permettent ou permettront à la production de se maintenir longtemps ou même s'accroître, motivant chez M. E. Raguin toutes les réserves qui entourent la conclusion de son article sur *La Production de l'Or et ses perspectives* : « Dans l'ensemble des quatre principaux producteurs (Afrique du Sud, Etats-Unis, Canada, Russie et Sibérie), qui représente 80 p. 100 de la production actuelle, l'extraction est susceptible de se maintenir ou même de s'accroître pendant quelques années (dix ans peut-être), indépendamment de nouvelles découvertes ou de nouveaux progrès techniques. » (67).

En résumé, cette brûlante question de l'or doit surtout son importance plus aux controverses qu'elle a suscitées qu'aux conséquences économiques qui seraient dues à la rareté relative de l'or. A notre avis, cette rareté, si elle existe, ce qui n'est pas démontré, n'est pas assez grande pour qu'il en résulte de véritables troubles et un chômage corrélatif; l'indépendance de la monnaie fiduciaire actuelle par rapport au stock d'or qui lui sert de base paraît suffisamment établie pour atténuer ou même pour rendre complètement insensibles les inconvénients d'une carence de moyens métalliques de règlement, comme elle a pu se produire à la fin du xv^e siècle, avant l'afflux d'or venu du Nouveau Monde.

(67) E. Raguin, art. cit., Rev. cit., p. 328.

Cependant, une idée est à retenir, c'est, à l'opposé des croyances de l'Ecole classique, l'importance du rôle que peut jouer la monnaie et plus particulièrement l'étalon de valeur dans l'ensemble des relations économiques tant nationales qu'internationales; c'est aussi la confirmation, parfaitement à sa place dans un exposé aussi théorique que le nôtre, que le chômage peut procéder par l'intermédiaire de la baisse des prix du resserrement général des moyens de paiement et plus particulièrement de la rareté de l'or.

2° *Le problème de l'argent.*

On sait comment, au cours du xix^e et du xx^e siècle, la plupart des pays du monde ont abandonné l'étalon-argent, qui auparavant était employé, soit seul, soit assez fréquemment combiné avec l'étalon-or ⁽⁶⁸⁾. En 1926, l'Inde elle-même adopte l'étalon-or ⁽⁶⁹⁾; en 1931, c'est le tour de l'Indochine ⁽⁷⁰⁾.

Ces différentes réformes monétaires ont eu pour résultat de précipiter la chute de la valeur-or de l'argent. L'accroissement de la production, qui avait eu une action prépondérante vers 1870, passe désormais au second plan; ce n'est pas que cette production soit négligeable, puisqu'elle se tient depuis 1926 aux environs de 250 millions d'onces ⁽⁷¹⁾, quantité qui n'est pas prête de baisser si l'on songe que 60 à 70 p. 100 de l'argent extrait n'est

(68) Cf. Ch. Conant, *Monnaie et banque, principes*.

(69) Arthur Raffalovitch, Les embarras monétaires de l'Angleterre aux Indes, *Economiste français*, 6 mars 1920, p. 291 à 293.

(70) Edouard Payen, La stabilisation de la piastre indochinoise et la baisse de l'argent, *Economiste français*, 1^{er} févr. 1930, p. 131.

(71) William F. Spalding, La baisse de l'argent. Son importance sur le jeu de l'étalon-or, *l'Europe nouvelle*, 18 avril 1931. L'auteur donne les chiffres suivants pour chaque année de 1926 à 1930 : 254, 254, 257, 262 et 244 millions d'onces.

qu'un sous-produit de l'or, du cuivre et du zinc; la baisse de l'argent provient surtout, à l'heure actuelle, de la quantité du stock mis en disponibilité par les nations qui ont adopté l'étalon-or; et ce sont les reventes massives qui occasionnent cette dépréciation sans remèdes, puisque la Chine, pays monométalliste argent, se trouve presque seule avec l'Inde pour absorber les énormes quantités d'argent devenues inutiles. Quelques chiffres sur la situation du marché de l'argent sont vraiment significatifs : en 1930, la production d'argent fin s'élève à 244 millions d'onces, ce chiffre s'augmente de 29 millions d'onces vendus par le gouvernement des Indes, de 22 millions provenant de ventes indochinoises et enfin de 22 millions d'onces résultant de la fonte de pièces françaises démonétisées, de sorte que l'offre totale s'élève à 317 millions d'onces. En face de cette dernière, la demande s'avère nettement insuffisante; elle est formée par l'Inde et la Chine, la première important 90 millions et la seconde 130 millions d'onces de métal blanc ⁽⁷²⁾; si l'on tire la signification de ces chiffres, qui nous ont été fournis par M. J. A. Plummer, président de la *Hong-Kong-Shanghai Banking Corporation*, on ne doit pas être loin de penser, comme lui, que « l'excédent total de la production pour l'année entière peut être estimé à 95 millions d'onces, ce qui suffit amplement, si l'on tient compte simultanément de la dépression économique et de la baisse des prix, à expliquer la faiblesse extraordinaire de l'argent. La mesure de cette faiblesse est donnée par la chute plus ou moins continue qui se poursuit au cours de l'année.

(72) W. F. Spalding donne des chiffres un peu différents : « En 1930, écrit-il, la Chine a acheté jusqu'à 140 millions d'onces du métal, et l'Inde 102.585.000 onces. »

le prix de l'once étant passé du prix maximum de 21 pence $\frac{5}{8}$ à 14 pence $\frac{1}{2}$, soit une baisse de 7 pence $\frac{1}{8}$. Le change de Shangai baissa de façon correspondante, passant de 2 shilling 1 penny $\frac{1}{4}$ par taël à 1 shilling 4 pence $\frac{3}{4}$, ces chiffres représentant, chose curieuse à constater, le premier et le dernier cours officiel cotés durant l'année » (73). Pour avoir une idée plus nette de la chute du haikwan taëls par rapport au franc français actuel, rien de tel que de considérer les cours du marché de Londres; la parité du taël avec le franc est de 17,06, or son cours moyen est constamment au-dessous de cette parité; de 15,92 en 1927 il s'élève un peu en 1928 jusqu'à 16,41, pour ne cesser de tomber à partir de cette date; le 31 décembre 1929, il est à 13,26; il s'arrête successivement à 9,46 le 30 juin 1930, à 9,13 le 31 décembre 1930, à 7,56 le 30 juin 1931, et enfin, le 16 septembre de la même année, il était à 6,75 (74). Cette baisse constante se mesure efficacement sur une longue période de temps; si l'on songe que le cours moyen de l'argent a été de $23 \frac{5}{16}$ pour l'année 1914, alors que l'once de métal blanc a été coté à 12 pence sur le marché de Londres le 9 février 1930, on peut aisément se rendre compte de l'ampleur de la baisse, qui dépasse 50 p. 100 en seize ans (75).

Tous les économistes s'accordent pour voir dans cette chute une véritable cause de dépression par suite de la diminution considérable du pouvoir d'achat de la Chine et de l'Inde, qui recèlent encore d'immenses réserves de

(73) J.-A. Plummer, Les conséquences de la débâcle de l'argent en Extrême-Orient, *Revue économique internationale*, juin 1931, p. 488-489.

(74) Cf. R.-J. Pierre, La Chine économique, *Journal des Economistes*, 15 oct. 1931.

(75) *L'Europe nouvelle*, 18 avril 1931, p. 349.

métal blanc thésaurisé. M. J. A. Plummer écrivait, non sans raison, que « nous ne pouvons nous dissimuler que la baisse de l'argent au cours de l'année dernière a été une véritable calamité pour le commerce oriental » (76). M. J. M. Ryrie, président de la Mercantile Bank of India, décrivait ailleurs les effets de la baisse de l'argent en Chine : « Si nous nous tournons du côté de la Chine, en parlant en même temps de Hong-Kong, le fait le plus fâcheux et le plus désastreux qui se produisit au cours de l'année dernière est la chute perpendiculaire du prix de l'argent... Cette situation provoque évidemment les résultats les plus désastreux au point de vue des importations, et, par suite de l'absence de demandes de la part des pays consommateurs, les exportations n'ont pas progressé; la Chine, comme l'Inde, s'est comportée en vendeur et non plus en acheteur d'argent. La baisse du prix de l'argent n'atteint pas uniquement la Chine et le Lancashire; elle affecte également d'autres pays qui exportent en Chine, comme la Birmanie et le Siam, qui fournissent à la Chine de grandes quantités de riz. Il faut ajouter que la baisse du prix de l'argent n'a pas seulement pour conséquence d'empêcher l'importation des produits étrangers en Chine, mais qu'elle contribue à favoriser l'installation dans ce pays d'usines de coton qui, de même que les usines japonaises, font la concurrence aux usines britanniques sur les marchés orientaux. » (77).

Les chiffres viennent d'ailleurs à l'appui de ces affirmations, la régression de la demande est caractérisée

(76) J.-A. Plummer, *ibid.*, p. 487.

(77) M. Ryrie, La dépression économique mondiale et les conditions dans l'Inde et la Chine, *Revue économique internationale*, juin 1931, p. 482.

d'une façon éclatante par la baisse des importations. En Chine, l'importation des voitures automobiles est, en 1930, inférieure de 49 p. 100 à celle de l'année précédente ⁽⁷⁸⁾, dans le même laps de temps l'importation de cotonnades japonaises accuse un recul de 12 p. 100, celle des cotonnades américaines de 32 p. 100 et, enfin, l'importation des cotonnades britanniques baisse de 1929 à 1930 dans la proportion extraordinaire de 63 p. 100 ⁽⁷⁹⁾. La situation n'est guère plus brillante dans l'Inde, ainsi que l'indique sir Ch. M. C. Leod, président de la National Bank of India, « le maintien du taux de 1 shilling 6 pence a donné lieu à de sérieuses appréhensions au cours de l'année dernière. La crainte d'une altération incita bien des gens à disposer des fonds à l'extérieur, et ceci se produisit en dépit des assurances données à diverses reprises par le Finance Member et tendant à ce que le taux fût plus élevé » ⁽⁸⁰⁾. Cette situation, si défavorable pour mener à bien des opérations commerciales, provoqua en grande partie la chute des importations anglaises en marchandises destinées à la consommation intérieure, dont l'importance en valeur accuse une diminution de 23 p. 100 de 1929 à 1930 et même de 33 p. 100 pour les chiffres des deux derniers mois de décembre 1929 et 1930 comparés entre eux ⁽⁸¹⁾.

Sans doute, on peut objecter que la baisse de l'argent ne fut pas le seul responsable de la baisse de la demande dans l'Inde et la Chine : la première n'est-elle pas sujette

(78) M. Pierre, *La Chine économique*, *Journal des Economistes*, 15 oct. 1931, p. 146.

(79) B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931*, *Rapport du directeur*, p. 35.

(80) Sir Charles M. C. Leod, président de National Bank of India, *La situation économique dans l'Inde*, *Revue économique internationale*, juin 1931, p. 508.

(81) B. I. T., *doc. cit.*, p. 35.

à des mouvements nationalistes, à des campagnes de boycottage des produits anglais ? La seconde n'est-elle pas victime de certaines inondations, de menées communistes, de guerres civiles, voire même, très récemment, du conflit sino-japonais ? Cependant, il n'en reste pas moins établi que, pour si difficile qu'il soit de faire le départ entre l'action de ces causes multiples, la baisse des prix de l'argent est une cause prépondérante de chômage non seulement à l'intérieur de ce pays, mais aussi à l'extérieur pour toutes les industries qui tiraient naguère leurs richesses des marchandises qu'elles exportaient.

3° *La pratique inflationniste.*

« L'inflation caractérise le désir d'un Gouvernement besogneux de se procurer des ressources sans recourir ouvertement à l'emprunt ou à l'impôt. » ⁽⁸²⁾. Elle se produit souvent à la suite d'une guerre qui accroît chez les belligérants le désir de se procurer à tout prix des moyens de règlement. La dernière guerre nous en a donné des exemples fameux. En France, la limite maxima d'émission des billets de banque a passé de 12 milliards (loi du 5 août 1914) à 33 milliards (décret du 5 septembre 1918), puis à 58,5 milliards (L. 4 déc. 1925). Cette inflation n'était rien à côté de celle à laquelle devaient se livrer des pays comme l'Autriche, la Russie et l'Allemagne : dans cette dernière nation, il y avait 2,5 quintillions de marks en circulation en novembre 1923.

Au point de vue du chômage, l'inflation produit des effets variables avec le degré qu'elle atteint, variables également suivant qu'on examine son action sur le pays

(82) Jules Canet, *Problèmes d'après guerre. La maladie des changes*, thèse Lille, 1923, p. 27 et suiv.

où elle s'exerce ou, au contraire, sa répercussion indirecte sur les Etats commercialement liés avec le pays inflationniste.

Dans le pays où elle sévit, l'inflation est une cause d'activité économique et de régression du chômage, mais seulement dans la mesure où elle contribue au mouvement de hausse des prix sans en être arrivée par son abus à dévaloriser complètement la monnaie nationale; cela s'explique, car, qu'elle soit due à une surabondance de signes monétaires, de crédit ou à une circulation plus rapide des moyens de paiement, l'inflation se comporte comme un stimulant sans doute artificiel et momentané, mais puissant de l'activité économique; sous son influence les salaires ne suivent qu'avec lenteur la hausse grandissante des prix, de sorte que l'augmentation de la marge du profit autorise l'industriel à produire davantage; d'autre part, les nations à change avarié trouvent facilement des acheteurs à l'étranger, tout au moins tant que le pays à monnaie saine ne réagit pas en établissant des droits sur les marchandises qui jouissent ainsi de toute la faveur d'un régime de *dumping*. Cependant, cette influence de l'inflation, que l'on pourrait croire bienfaisante si l'on n'avait à redouter par la suite ses effets désastreux, cesse dès que la hausse des changes étrangers est enrayée par un procédé quelconque, soit par une politique de déflation, même si elle n'a pour but que la stabilisation, soit lors d'une inflation si considérable qu'elle réduit à rien, aux yeux de l'étranger, la valeur de l'unité monétaire nationale. Des exemples tirés de l'histoire monétaire de la guerre ne manquent pas d'illustrer ce dernier trait; le rapport dressé par le Bureau international du travail sur le chômage et les fluctuations monétaires mentionne,

dans les faits observés, le cas de l'Allemagne, dont le chômage reste extrêmement faible pendant les premières années d'inflation, alors qu' « en 1923 l'inflation prend une allure si vertigineuse qu'elle entraîne une désorganisation complète de l'économie; la surabondance excessive de monnaie aboutit à une situation analogue, à l'absence totale de monnaie, et naturellement le chômage augmente »; même situation en Autriche, où « de 1920 à 1922, c'est-à-dire pendant l'inflation, le chômage reste tout d'abord à un niveau relativement bas. Comme en Allemagne, il ne s'élève qu'au moment où l'inflation prend une allure catastrophique » (83).

Ainsi l'inflation ne peut avoir qu'une influence passagèrement heureuse sur la main-d'œuvre du pays où elle est pratiquée, elle ne peut être aussi qu'une cause de troubles pour les pays à monnaie saine, et cette cause de troubles est d'autant plus puissante que les pays à change avarié se trouveront en majorité par rapport aux pays à monnaie appréciée; ces derniers verront, de ce fait, leur situation devenir critique, car, devenant le refuge des capitaux et de l'or des pays inflationnistes, leur monnaie se trouvera surappréciée et leurs marchandises d'exportation, devenues trop chères par rapport à la valeur des monnaies étrangères, resteront complètement invendues; cette situation dangereuse a été celle des neutres et des Etats-Unis à la suite de la guerre de 1914-1918, elle a été dénoncée par la plupart des conférences qui se sont tenues entre 1920 et 1922. La Conférence financière internationale, qui eut lieu en septembre-octobre 1920, à Bruxelles, soulignait et expliquait en même temps les difficultés des pays

(83) B. I. T., *Le problème du chômage en 1920-1928, Le Chômage et les fluctuations monétaires*, p. 15.

créanciers : « Leur balance commerciale avait, pendant la guerre, bénéficié de la nécessité où se trouvaient les belligérants d'acheter leurs produits, tandis que leurs propres importations étaient arrêtées; une accumulation d'or en est résultée, déterminant une inflation monétaire et une hausse de prix presque aussi grande que celle qui, pour des raisons différentes, s'est produite chez les belligérants. La guerre finie, ces conditions ont changé du tout au tout, la reconstitution des stocks a nécessité un accroissement des importations, et, par suite, en partie du fait que leur change faisait prime sur celui des nations belligérantes, leurs exportations se sont ralenties. Par conséquent, dans une certaine mesure, les facteurs favorables de leur situation sont arrivés à leur créer aujourd'hui de réels embarras. C'est aussi le cas des Etats-Unis, comme celui de certains pays orientaux (à part la Chine), où l'accumulation d'or a provoqué une hausse des prix et rendu difficile le maintien des exportations au niveau précédent : ils ont donc intérêt à voir le rétablissement de la capacité d'achat de leurs clients européens. » (84). Un message du Conseil fédéral suisse à l'Assemblée fédérale exposait notamment, le 24 janvier 1921, les difficultés commerciales helvétiques en face de la dépréciation des changes : « Même vendant sans bénéfice, le producteur suisse ne peut lutter, les pays étrangers à change déprécié n'éprouvent pas de difficultés à baisser leurs prix à un niveau encore sensiblement plus bas. La fabrication pour le stock a des limites. Les industriels sont obligés de réduire l'exploitation de leurs entreprises et de congédier des ouvriers, de là le chômage sur une vaste échelle. » (85). M. E. Filene,

(84) *Enquête sur la Production*, t. V, vol. I, p. 297 et suiv.

(85) *Ibid.*, p. 583.

membre du Conseil d'administration de la Chambre nationale des Etats-Unis, confessait, le 14 septembre 1921, après avoir effectué un voyage en Europe centrale et dans les Balkans, que le dénuement des Etats centraux n'était pas sans écho sur la situation américaine : « Du point de vue de l'homme d'affaires américain, je puis dire ceci : il y a dans mon pays une grande surabondance de marchandises ; les affaires vont très mal, et il y a des milliers d'hommes sans travail. » (86). En résumé, le bouleversement des changes, la carence de la demande des pays à monnaie dépréciée, font penser, à cette époque, à la formule saisissante lancée par M. Léon Jouhaux à la Conférence internationale du travail tenue d'octobre à novembre 1921 : « Il y a, à l'heure actuelle, des pays qui meurent sur leur or, quand d'autres au contraire meurent d'indigence. » (87).

Avec ces considérations s'achève pour nous l'énumération des causes monétaires d'un resserrement de la demande des produits et des services ; il reste cependant encore à préciser certaines causes de la diminution de la demande qui, au même titre que les précédentes, contribuent à la naissance du chômage ; comme on pourra s'en apercevoir, elles se traduisent, elles aussi, par des fluctuations de valeurs monétaires, mais comme ces dernières sont d'origine plus foncièrement commerciale, nous ne verrons en elles que des facteurs économiques purement commerciaux.

§ 2. — Les causes commerciales de la diminution de la demande.

Nous étudierons un exemple typique du jeu de ces causes en analysant les difficultés actuelles des nations agricoles.

(86) *Ibid.*, p. 284.

(87) *Ibid.*, p. 271.

En premier lieu existe le fait accidentel de la mauvaise récolte annuelle, qui prend parfois l'allure d'un véritable désastre dans les pays qui n'ont pour toutes ressources que la vente et la consommation des produits de la terre; les famines de l'Inde sont légendaires, encore que l'Angleterre ait fait beaucoup pour en atténuer la rigueur ou en prévenir le retour; mais ce problème de l'abondance ou de la disette, qui régissait pour ainsi dire presque entièrement l'essor ou la dépression des économies passées comme il régit encore celui des économies actuelles non industrialisées, le cède en intérêt à cet autre problème de très grande actualité que pose l'existence d'une inégalité de taux entre les prix industriels et les prix agricoles.

A l'opposé des produits industriels, les produits agricoles conféreraient un faible pouvoir d'achat à leurs détenteurs; ce phénomène caractériserait l'époque de l'après-guerre, il expliquerait en partie les difficultés des pays agricoles, et en particulier celles des Etats de l'Europe centrale; à ce sujet, il y a peut-être une relation à établir entre l'existence d'une population agricole qui manque du pouvoir d'achat et l'existence d'un chômage qui atteint au total, dans les pays danubiens, la moitié des chômeurs du continent entier ⁽⁸⁸⁾. En effet, si l'on en croit les chiffres donnés par M. Ch. A. Burky d'après l'*Annuaire statistique international*, publié en 1930 par la Société des Nations, plusieurs Etats danubiens seraient nettement agricoles : la Bulgarie avec 82 p. 100 de sa population, la Roumanie et la Yougoslavie avec 80 p. 100, même la Pologne et la Hongrie avec respectivement 76 et 58 p. 100; au contraire, la Tchécoslovaquie (40 p. 100), l'Autriche

(88) Cf. Ch. A. Burky, Le problème de l'Europe centrale, *Revue économique internationale*, p. 258.

(32 p. 100), l'Allemagne (31 p. 100) et la Suisse (26 p. 100) se montreraient plus affranchies de la culture sans que, cependant, la population industrielle y représente le complément du pourcentage de la population agricole ⁽⁸⁹⁾. De plus, il faut observer que la valeur du commerce extérieur total paraît grandir en raison inverse du caractère agricole du pays : elle atteint 32 milliards de francs suisses pour l'Allemagne, 6 pour la Tchécoslovaquie, 5 pour la Suisse, 4 pour l'Autriche, 3,8 pour la Pologne et Dantzig, 1,8 pour la Hongrie et la Roumanie, 1,3 pour la Yougoslavie, 0,5 pour la Bulgarie ⁽⁹⁰⁾.

Enfin, dans ces pays qui exportent surtout en Europe centrale, à l'exception peut-être de l'Allemagne et de la Suisse, le chômage a atteint d'importantes proportions : étaient sans travail, en 1930, 3.253.000 Allemands, 225.000 Polonais, 193.000 Autrichiens, 53.000 Tchécoslovaques, 39.000 Roumains, 34.000 Suisses, 22.000 Hongrois, 16.000 Dantzikois, 6.000 Yougoslaves, soit au total 3.841.000 chômeurs ⁽⁹¹⁾.

Sans doute ne faut-il pas croire que la baisse du pouvoir d'achat des produits agricoles est la seule cause des difficultés éprouvées par les pays danubiens, mais on doit avouer qu'elle contribue pour une très large part à leur trouble économique présent. Comme la question est générale et qu'elle se pose invariablement dans toutes les nations agricoles avec une répercussion forcée sur le commerce et le chômage des nations industrielles, on doit lui accorder à cette place la faveur particulière de quelques développements.

(89) Id., *ibid.*, p. 260-261.

(90) Id., *ibid.*, p. 260.

(91) Id., *Ibid.*, p. 259.

Il faut reconnaître en premier lieu que le fait de dépréciation relative du produit agricole ne peut être établi avec toute la netteté désirable, mais qu'il paraît cependant ressortir de l'examen des indices et des conclusions des enquêtes effectuées spécialement à cet effet.

Il existe évidemment une somme de difficultés que la statistique n'a pu vaincre et qui confère aux données recueillies un caractère hétérogène marqué, impropre à faciliter un jugement synthétique, un jugement d'ensemble sur la matière; de ces difficultés nous pouvons donner un très rapide aperçu : c'est d'abord l'impossibilité qui existe d'établir un départ absolu entre les denrées agricoles et les produits industriels; c'est l'ancienneté de certains chiffres agricoles relativement aux chiffres industriels plus récents; c'est le mauvais établissement des dénombrements agricoles qui sont l'œuvre d'organisations professionnelles agricoles, souvent incompetentes et plus souvent partiales; c'est aussi la différence qui peut exister entre les indices agricoles, suivant que l'on tient compte ou non pour les établir des frais d'exploitation; c'est enfin l'erreur qu'il peut y avoir à conserver des indices de prix ramenés à l'indice de base de 1913 pour établir des comparaisons avec le prix de produits industriels nés seulement après la guerre.

Malgré ces nombreuses sources d'erreurs qui enlèvent un peu de leur rigueur aux constatations établies, on doit noter que les statistiques comme les enquêtes incitent à penser que le pouvoir d'achat du produit agricole a baissé par rapport à celui du produit industriel.

Les chiffres d'abord font ressortir le bas niveau des indices des prix agricoles comparativement à ceux des prix industriels. MM. R. Courtin et P. Fromont font remar-

quer l'existence du phénomène aux Etats-Unis, où les prix agricoles, qui, de 1910 à 1914, s'étaient tenus alternativement au-dessus et au-dessous des prix des produits industriels, demeurent, à partir de 1920, constamment inférieurs à ces derniers. Les indices de la Statistique générale de la France (43 marchandises) révèlent pour cette dernière le même état de choses, mais avec beaucoup plus de confusion que pour les Etats-Unis, où l'ampleur du marché et l'absence de causes monétaires, politiques ou douanières assuraient un certain état de stabilité économique : en 1920, la supériorité des prix des produits industriels sur ceux des produits agricoles est de 29 p. 100 par rapport à l'année 1914, mais elle n'est plus que de 3 p. 100 en 1921; si elle atteint 32 p. 100 en 1925, c'est pour tomber à 12 p. 100 en 1929 et se maintenir à 9 p. 100 en 1930, en dépit de la dépression industrielle ⁽⁹²⁾.

Une confirmation est donnée à l'enseignement des chiffres par les conclusions d'enquêtes spéciales. Pour l'année agricole de 1925-1926, une première enquête portant sur 18 pays, dont 4 situés hors d'Europe, comme l'Algérie, le Canada, les Etats-Unis et le Brésil, a fait ressortir à la Conférence économique de 1927 que « le pouvoir d'achat des produits agricoles a fortement baissé : il n'est plus que de 90,5 p. 100 à l'égard des dépenses d'exploitation et de 73,8 seulement pour les dépenses de consommation domestique » ⁽⁹³⁾. Une seconde enquête a repris, pour l'année agricole de 1927-1928, les investigations de la première avec un champ d'action quelque peu

(92) R. Courtin et P. Froment, Essai sur la crise agricole : production et population, *Revue d'économie politique*, t. XLIV, 1930, p. 1090.

(93) Id., *ibid.*, p. 1092.

élargi : elle portait sur 20 pays, dont 2 Africains (Algérie et Afrique du Sud) et deux autres situés au nord (Canada et Etats-Unis). Ses conclusions, consignées dans une note du 4 mai 1919 présentée au Conseil consultatif économique de la *S. D. N.*, au nom de la Commission internationale d'agriculture, établissaient que l'indice du pouvoir d'achat des produits agricoles était de 135,5, c'est-à-dire plus bas que celui des dépenses d'exploitation, qui était de 149, et des dépenses de consommation domestique, qui s'élevait à 170, d'où il résultait clairement que le pouvoir d'achat des produits agricoles, bien qu'il eût légèrement augmenté par rapport au niveau de 1925-1926, n'était encore que les 90,9 p. 100 de ce qu'il était vis-à-vis des dépenses d'exploitation et que les 79,7 p. 100 de ce qu'il était par rapport aux dépenses de consommation domestique (94).

La dépréciation de la valeur des produits agricoles relativement à celle des produits industriels, s'accompagne, en outre, de la baisse du rendement net des capitaux agricoles et, d'autre part, de la diminution de la valeur de la terre, ce qui ne laisse pas d'accroître la difficulté de la situation.

En résumé, les faits nous révèlent un grave déséquilibre, qui consiste dans l'opposition, sur le terrain de la valeur, du produit agricole et du produit industriel; de cet antagonisme, rien de bon ne peut survenir; si la production agricole ne fournit que peu de profits, alors que la production industrielle apparaît comme rentable, l'agriculteur ne sera pas encouragé à continuer un effort qui se traduit pour lui par une baisse de recettes et une aug-

(94) Fromont et Courtin, *ibid.*, p. 1093.

mentation des dépenses; l'amoinдрissement de ses disponibilités et la perte même d'une partie de son capital lui enlèveront le plus clair de son pouvoir d'achat, ce qui ne sera pas sans influence sur l'activité commerciale et, en fin de compte, sur la grandeur même du chômage industriel. Mais quelles sont les raisons du déséquilibre que nous venons de constater ? La question se pose naturellement à l'esprit, bien qu'elle ne soit pas des plus faciles à résoudre, car on doit tenir compte d'un ensemble de considérations et non d'un fait unique, fondamental, qui donnerait à lui seul une explication définitive.

On aurait pu croire que le déséquilibre provenait d'une surproduction de produits agricoles relativement à la quantité de produits industriels offerte sur le marché, la vérification d'une hypothèse aussi plausible aurait entraîné l'explication complète de l'avitissement des produits agricoles par rapport aux prix des produits industriels, il n'en est rien si l'on en croit les résultats des recherches de M. Dessirier, excellemment condensées dans un tableau d'indices afférents à la production industrielle et agricole des Etats-Unis, de France, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, d'Angleterre et de Russie, dont la simple lecture montre que, de 1913 à 1928, l'accroissement de l'activité agricole a été bien moins importante que celle de l'activité industrielle (95). On doit donc rejeter une hypothèse aussi séduisante et chercher dans un autre sens les causes de l'amoinдрissement du pouvoir d'achat des agriculteurs.

L'examen des conditions de l'offre et de la demande du produit agricole permet d'élucider le problème beaucoup plus sûrement. La demande est évidemment domi-

(95) J. Dessirier, Indices économiques de la production industrielle et

née par le besoin que l'on a du produit agricole; or ce besoin varie avec la technique industrielle, avec les habitudes humaines, avec le niveau de vie des individus, avec les différentes catégories de produits mis en vente.

Ce n'est pas sans quelques raisons que le Mémorandum sur la production et le commerce publié en 1929 par la Société des Nations signalait qu'« à mesure que les procédés de fabrication se perfectionnent, les besoins de matières premières pour une quantité donnée de produits finis tendent à diminuer » (96); c'est à cela que visent, en effet, les procédés de rationalisation qui répriment le gaspillage, c'est en partie pour atteindre ce but que s'affine sans cesse la technique industrielle moderne et que naissent, presque incessamment, des inventions nouvelles; on tirerait sans doute quelques sujets d'étonnement de la comparaison matérielle des produits industriels d'avant guerre et des produits d'aujourd'hui; n'y aurait-il pas lieu, par exemple, de s'extasier sur la faible proportion de caoutchouc qui entre dans la composition du pneumatique moderne, alors qu'il faisait à lui seul la presque totalité du pneumatique de 1913 ?

Mais la demande n'est pas seulement portée à sous-estimer la valeur du produit agricole par suite de la place de moins en moins grande qu'il tient dans le produit fini; une cause prépondérante de la différence de valeur réside essentiellement dans le peu d'élasticité de la demande des produits agricoles; c'est sur ce dernier caractère que MM. Fromont et Courtin ont beaucoup insisté

de la production agricole en divers pays de 1870 à 1928, *Bulletin de la Statistique générale de la France*, oct.-déc. 1928, p. 65 et suiv.

(96) S. D. N., *Mémorandum sur la production et le commerce* (1913 et 1923-1927), Genève, 1929, p. 70.

dans leur étude. Les travaux auxquels ils se sont livrés, et notamment l'établissement d'indices de la population et de la production agricole mondiales d'après les données des *Annuaire de l'Institut de Rome* avec 100 comme base pour l'année 1909-1913, leur ont permis de diviser les produits agricoles en deux catégories : l'une composée des denrées aux indices presque équivalents à celui de la population mondiale, de 108,5 en 1927, comme par exemple, à la même époque, le blé avec 113, la pomme de terre avec 123, le maïs avec 105 et le coton avec 108; alors que l'autre catégorie se composait, au contraire, de produits dont les indices, sans s'éloigner complètement de la proportion initiale dictée par l'indice de la population, lui étaient cependant bien supérieurs : c'étaient le thé (138), le sucre (146), le café (191) et le vin (125 en 1928) (97).

Le fondement d'une pareille distinction s'explique par l'analyse même de la psychologie humaine. Obéissant à des besoins fondamentaux de nourriture et de vêtements, l'individu tend à satisfaire sa faim et sa soif en même temps qu'à lutter contre le froid et la chaleur; sa demande en produits de première nécessité, comme le blé et le coton, sera donc limitée par son appétit et par le degré de température propre à son bien-être; une baisse de prix de ces produits n'aurait donc aucune chance d'accroître leur demande, comme ce serait le cas pour des produits industriels. Au contraire, les produits agricoles supérieurs, comme le vin, le thé, le café et le sucre, sont davantage désolidarisés des besoins fondamentaux que nous venons d'énumérer, parce que leur consommation flatte davan-

(97) Cf. Fromont et Courtin, *op. cit.*, tableau IV, p. 1127.

tage certains goûts et certaines habitudes humaines, de sorte que l'on observe, en cette matière, des accroissements de demandes provoqués par la hausse du niveau de vie des classes ouvrières⁽⁹⁸⁾ ou, même, par les facteurs les plus inattendus, comme le développement de la consommation des fruits, des légumes et du lait à l'instigation de la campagne menée pour les vitamines, de la mode de la « ligne svelte », du développement de la culture physique⁽⁹⁹⁾; cependant, la citation de ces derniers facteurs ne peut faire oublier que la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme est surtout à la base de la consommation de ces produits agricoles moins nécessaires, aussi le développement de la demande des produits agricoles de luxe se produit-il souvent au détriment de celle des produits de première nécessité; d'autre part, il est intéressant de noter que cette demande sera toujours plus rapidement satisfaite que le désir de certains produits industriels qui sont loin de correspondre à des besoins pour ainsi dire vitaux.

En face de ces principes, l'offre de produits agricoles se présente, elle aussi, avec certaines qualités : elle possède une certaine grandeur, et chaque unité de produit est lancée sur le marché nantie d'un prix initial fixé par le producteur. Or, il est avéré que ce prix est toujours comparativement plus faible que celui du produit industriel, et cela indépendamment de tout débat entre vendeur et acheteur. La raison de ce phénomène a été donnée une première fois par M. Cassel dans son rapport dressé en vue de la Conférence économique de 1927

(98) Cf. Fromont et Courtin, *op. cit.*, p. 1108, d'après Marshall, *Principes d'économie politique*, I, p. 238.

(99) Cf. *Les forces économiques du monde*, publiées par la Dresdner Bank, éd. 1930, p. 17.

et reprise postérieurement, avec plus d'ampleur, par MM. Courtin et Fromont. Le Professeur Cassel voyait, en effet, dans les « tendances monopolisatrices », qui s'affirment plus aisées dans la production industrielle que dans la production agricole ou minière, une véritable cause de fixation du prix des produits industriels à un niveau beaucoup plus élevé que celui des produits agricoles ou miniers ⁽¹⁰⁰⁾. De leur côté, MM. Fromont et Courtin déclaraient dans le même sens qu'il y a une énorme différence entre la position adoptée par les producteurs agricoles et celle adoptée par les producteurs industriels en matière de détermination du prix, car « ces derniers ont su créer des organismes de vente qui sont, dans certaines branches, devenus la règle, tandis qu'ils restent l'exception dans le domaine agricole; ils possèdent des capitaux de réserve, alors que la masse des petits entrepreneurs agricoles en est totalement dépourvue; patrons et ouvriers possèdent, enfin, une mentalité « offensive » qui contraste avec la mentalité « passive » du paysan. » ⁽¹⁰¹⁾.

Quant à l'importance de l'offre, son effet immédiat sera d'avilir les produits agricoles dès qu'elle dépassera la grandeur de la demande, déterminée suivant les modalités que nous avons déjà définies; cet avilissement sera d'ailleurs beaucoup plus rapide pour les produits agricoles que pour les produits industriels à cause du cran d'arrêt à la demande que constitue l'influence de la satiabilité des besoins fondamentaux.

La demande de produits de première nécessité sera très vite satisfaite, car, suivant MM. Fromont et Courtin, « elle

(100) G. Cassel, *Les tendances monopolisatrices dans l'industrie et le commerce au cours de ces dernières années*. Rapport à la Conférence économique de la S. D. N., 1927, p. 29.

(101) Fromont et Courtin, *op. cit.*, p. 1101.

ne pourra elle-même se modifier que s'il se produit un changement dans le nombre des demandes individuelles. Seule une augmentation ou une diminution du nombre d'individus peut faire grandir ou s'abaisser la demande sociale; en un mot, les variations de la population constituent le seul facteur de variation de la demande sociale de produits agricoles » (102). C'est pourquoi l'offre qui ne correspondrait pas à une augmentation de la population serait destinée à rabaisser encore le prix du produit agricole de première nécessité. Au contraire, la satiabilité de la demande des produits agricoles supérieurs sera moins limitée par la grandeur de la population; l'offre correspondante aura donc quelque chance de grandir sans avilir la valeur des produits dont elle est composée; cependant si elle dépasse quelque peu certaines limites, difficiles à fixer mais en tout cas plus étroites que celles assignées aux produits industriels, il y aura saturation de la demande et avilissement du prix du produit agricole par rapport à celui du produit industriel. Si, en 1923, les indices montraient, par rapport aux chiffres d'avant-guerre, un accroissement de la consommation du café de 45 p. 100 aux Etats-Unis, de 51 p. 100 en France et de 11,9 p. 100 en Angleterre, les prix baissèrent irrémédiablement et la demande parut saturée en 1929 lorsque l'extension des cultures fit monter à 191 en 1927 et à 166 en 1928 les indices de la production. Même éventualité pour le sucre, dont les prix furent encore rémunérateurs tant que l'indice de la production n'atteignit pas 120, comme il le fit en 1925. Au contraire, la limite de la satiabilité de la demande des produits industriels les plus favorisés apparaît comme beaucoup plus éloignée, autorisant par

(102) Fromont et Courtin, *op. cit.*, p. 1104.

là une offre plus abondante et plus longtemps rémunératrice : ainsi, l'avisement des prix ne survint en 1927 qu'après une augmentation de 220 p. 100 pour le pétrole, de 229 p. 100 pour l'aluminium, de 746 p. 100 pour la soie artificielle (103).

Ainsi donc la remarquable étude de MM. Fromont et Courtin nous a mis à même de démontrer que c'est le manque d'élasticité de la demande des produits agricoles qui motive surtout la dépréciation rapide de leur valeur lorsqu'il existe une offre plus abondante que ne le nécessite la satisfaction des besoins fondamentaux de l'individu. A cette cause d'infériorité des prix des produits agricoles par rapport à ceux des produits industriels concourent également, comme nous l'avons signalé, l'influence dévaluatrice de la technique moderne qui tend à réduire la part des matières premières incorporées dans le produit fini, ainsi que, dans un autre ordre d'idées, les conditions de vente du produit agricole peu faites pour assurer à ce dernier un prix comparativement aussi élevé que celui des produits industriels. L'ensemble de ces raisons paraît expliquer suffisamment à quoi tient le faible pouvoir d'achat des nations agricoles qui se répercute si désastreusement sur l'état de la balance commerciale. Cette situation économique défectueuse ne doit pas manquer de causer, en même temps qu'un chômage intérieur au pays résultant d'un appauvrissement constant du capital à mettre en valeur, un chômage extérieur se traduisant par la perte de débouchés des industries étrangères qui profitaient naguère du pouvoir d'achat des nations agricoles pour la vente de leur production.

(103) *Memorandum* cité, p. 26.

CHAPITRE II

LA SURABONDANCE ET LA CHERTE DE L'OFFRE, FACTEURS INDIRECTS DE CHOMAGE

En matière économique, il est difficile, pratiquement, de séparer l'offre de la demande. C'est, en effet, un truisme de dire que l'une dépend de l'autre sans qu'il soit possible de déterminer complètement leur interaction. Cependant, pour les besoins de l'exposé, nous devons chercher dans l'offre des marchandises et des services des caractères susceptibles d'influer sur les conditions du marché et de provoquer du chômage; or, dans ce domaine, l'abstraction peut parfaitement jouer. Il est facile d'imaginer qu'une offre donnée peut satisfaire une demande donnée, mais il est aussi aisé d'imaginer que la demande actuelle ne peut absorber la totalité d'une offre qui dépasserait les besoins ou le pouvoir d'achat des individus dont les désirs motivent cette demande. Si l'on estime que la demande actuelle est normale, c'est-à-dire, par exemple, qu'elle s'avère comme analogue en quantité et en qualité à celle de l'année passée; si l'on estime, au contraire, que l'offre actuelle est anormale, c'est-à-dire qu'elle est de beaucoup supérieure ou de beaucoup plus chère que l'offre de l'année passée, alors que la demande n'a pas varié, on peut déduire logiquement que le chômage issu de cet état économique anormal sera dû surtout aux caractères

de l'offre actuelle, c'est-à-dire que l'imprévu dans le marché viendra de la quantité ou de la cherté des biens et des services mis en vente.

En conséquence, il ne semble pas téméraire de penser qu'il existe un chômage né de causes lointaines qui agissent sur l'offre dans le sens d'une plus grande cherté ou d'une plus grande abondance. Ces causes lointaines sont toutes celles qui participent directement à la naissance d'une crise de surproduction : l'accroissement du rendement en ce qui concerne la multiplicité des produits, la pléthore de travailleurs intellectuels, résultat d'une mauvaise répartition professionnelle en ce qui concerne les services. Quant à la cherté de l'offre, la discussion des éléments du prix de revient en fournirait évidemment tous les facteurs; sans prétendre les examiner en détail, nous nous contenterons, à titre d'exemple, de faire quelques observations sur certains d'entre eux des plus importants, notamment sur les salaires et les impôts.

SECTION PREMIERE

LES CAUSES DE LA CHERTÉ DE L'OFFRE DES PRODUITS

Si la surabondance de l'offre est, à coup sûr, une cause de chômage, que dire de la cherté de l'offre ? Théoriquement, elle devrait, elle aussi, conduire au chômage, car, en admettant que la demande soit la même, elle a pour effet d'établir une sélection dans la masse des acheteurs en n'autorisant que les plus fortunés à payer avec autant de facilité une offre devenue plus chère. Mais, pratiquement, l'effet d'un enchérissement de l'offre est plus discutable, car, ou bien l'enchérissement suit parallèlement l'augmentation du pouvoir d'achat du consommateur, ou

bien il provient surtout d'un effet de mirage, c'est-à-dire de la diminution du pouvoir d'achat de la demande, qui, par contraste, fait croire à la plus grande cherté de l'offre, de sorte que le problème à résoudre ne se pose plus à l'état pur. Enfin, la cherté de l'offre peut également procéder de l'inégalité du niveau des prix d'une même marchandise dans un même pays ou entre pays différents; la cherté n'est plus alors qu'un phénomène relatif : l'acheteur préfère à qualité égale s'adresser où il paie le moins cher; ce cas, très fréquent, qui provoque des phénomènes de rente et quelquefois le dépérissement de certaines entreprises, détermine aussi le phénomène de concurrence dont la notion devra être éclaircie.

La discussion des éléments du prix de revient d'une marchandise serait propre à éclaircir quelques-unes des difficultés qui peuvent se présenter dans l'élaboration d'une étude sur la cherté de l'offre; il convient, en conséquence, de déterminer par avance quels sont les facteurs capables d'influer sur cette cherté.

Si l'on examine attentivement tous les éléments du prix de revient, on s'aperçoit que bien peu sont capables de varier de leur fait. L'amortissement du capital fixe est dominé par la valeur et la longévité du capital en question, qu'il s'agisse d'installations ou de machines; l'intérêt du capital engagé dépend lui aussi de l'importance et du taux des prêts qui l'ont constitué, mais ces dernières conditions étant généralement fixées une fois pour toutes l'intérêt n'est plus susceptible de variations, à moins qu'il ne s'agisse d'une entreprise qui, pour s'agrandir, contracte des emprunts à un taux plus élevé. Restent alors les salaires, le prix des matières premières, le louage du fonds et les impôts. En règle générale, on peut affirmer,

à leur égard, que les variations de prix qu'ils ressentent sont des variations dérivées d'autres causes, des variations secondaires en liaison avec les fluctuations du milieu économique.

Cela apparaît d'abord, d'une façon remarquable, pour le louage du fonds, qui devient plus onéreux en période d'essor sans forcément être plus lourd parce qu'à ce moment tous les biens enchérissent étant donné qu'on assiste à une hausse générale des prix; cette circonstance avait d'ailleurs incité Henri Georges à voir dans son ouvrage, intitulé *Progrès et Pauvreté*, une explication des crises industrielles dans le jeu de la rente que provoque la concentration de la population des grandes villes sur les terrains urbains et que rend plus sensible une spéculation effrénée; le propriétaire foncier s'enrichit, mais l'industrie ne peut lutter sans pertes contre ses exigences, de sorte que le bâtiment en arrive à chômer. On voit donc qu'Henri Georges, dont le mérite a surtout consisté dans l'exposition du rôle de la spéculation des terrains, mettait également en évidence la dépendance du fond vis-à-vis d'autres facteurs économiques (1).

Par ailleurs, les salaires obéissent également à des considérations analogues, leurs mouvements ne sont pas spontanés mais provoqués. Ainsi que le constate M. Edgard Milhaud, « tous les éléments qui affectent l'état de l'économie nationale affectent ainsi indirectement les salaires; telles sont les facilités ou difficultés d'approvisionnement en matières premières, les disponibilités de capitaux, les conditions correspondantes de la technique industrielle et

(1) Cf. Henri Georges, *Progrès et pauvreté* (Enquête sur la cause des crises industrielles), trad. franç., Le Monnier, Paris, Guillaumin, 1887, p. 231-268.

la politique générale suivie en matière de développement industriel, les conditions générales et le coût de distribution des marchandises, etc. » (2). Les salaires haussent en période d'essor mais baissent aux époques de dépression, marquant ainsi leur participation étroite aux fluctuations du milieu économique. S'ils résistent parfois à la baisse du prix de gros, il faut toujours y voir l'influence d'une cause qui leur est étrangère. Par ailleurs, le salaire est souvent lié à la productivité de l'ouvrier, et nous verrons, à ce propos, ce que l'on doit penser d'une politique de hauts salaires.

Les impôts, ou plus largement la charge fiscale d'un pays, voient leur importance grandir ou diminuer en fonction de la prospérité nationale; sans doute, l'inflation est loin d'indiquer un état de prospérité des finances publiques, mais elle provoque, tout au moins lorsqu'elle est modérée, un courant d'activité économique; si elle rend la charge fiscale plus sensible au contribuable, elle n'est pas un obstacle à la vente des marchandises; l'impulsion qu'elle donne aux affaires tend au contraire à la résorption du chômage.

Enfin, l'élévation des prix des matières premières ne saurait être indépendante, pas plus que les autres éléments du prix de revient, des facteurs qui lui ont donné naissance; les matières premières sont bien des marchandises aux yeux des industries qui les ont extraites ou récoltées, ou même, dans une certaine mesure, transformées; le charbon, l'électricité, dépendent des frais qui grèvent l'industrie charbonnière ou électrique, le coton de ceux qui pèsent sur l'entreprise agricole; aussi doit-on dire dans

(2) *Les Documents du travail* de sept.-oct. 1930, p. 10.

cette hypothèse que l'élévation de leurs prix n'est qu'une résultante de l'élévation du prix d'autres facteurs. De sorte que pour juger l'élévation du coût de production des matières premières, nous serions obligés de remonter jusqu'à la cause initiale, qui a pu avoir une répercussion puissante sur la vie économique comme peuvent l'avoir les guerres ou les crises de surproduction.

Cependant, les salaires, le prix des matières premières, le montant des charges fiscales, peuvent présenter certaines raisons d'augmentation qui n'ont parfois qu'un rapport assez lointain avec les tendances du milieu économique; c'est dans ces conditions que leur étude paraît intéressante à faire, car une augmentation de prix d'un élément du coût de production peut causer la cherté relative de la marchandise vendue et, à sa suite, l'affaiblissement de la demande.

Mais auparavant, ne convient-il pas d'examiner dans un premier paragraphe l'action très générale du change sur la cherté de l'offre ? Cette cause, de nature à troubler le commerce international, ne peut être passée sous silence.

§ 1. — La déflation ; son rapport avec l'occupation de la main-d'œuvre.

On ne doit pas se borner, comme nous l'avons déjà fait, à considérer seulement, au point de vue du chômage, les effets d'une politique d'inflation; il faut également considérer les effets de la politique contraire : celle qui correspond à la déflation. Cette dernière opération consiste pour le gouvernement à rajuster la circulation monétaire aux exigences véritables, c'est-à-dire à retirer de la circulation l'excès de moyens de règlements qui avilissait

la valeur de l'unité monétaire nationale; une pratique semblable ne va pas sans créer du chômage dans le pays où il existe ainsi que dans les Etats qui lui sont commercialement liés. L'explication de ce phénomène est aisée à donner : les pays à change déprécié ne pouvant plus acheter aux pays dont le change s'élève, dont la monnaie s'assainit, sont donc portés à restreindre leur demande vis-à-vis de leur ancien producteur; on peut dire alors avec M. Ansiaux que « la revalorisation d'un papier-monnaie déprécié produit temporairement des effets comparables à ceux des droits d'exportation. Ceci s'explique par le fait que la revalorisation fait fléchir tout de suite le prix des devises étrangères, monnaie de paiement des exportations, mais n'a pas pour conséquence immédiate la baisse corrélative des prix de détail, des loyers, et par suite des salaires. Le coût de production à l'intérieur est donc grevé d'une surcharge analogue à celle des droits d'exportation. Mais tandis que ces derniers ne sont établis que sur certaines matières très demandées dont le pays exportateur possède le monopole au moins partiel, la revalorisation frappe indistinctement et à l'aveugle toutes les exportations de produits nationaux. Ces exportations, elle les ralentit et les amoindrit dans une plus ou moins forte mesure pendant toute la période nécessaire au rajustement des prix intérieurs et des salaires à la valeur internationale rehaussée de la monnaie du pays. De là une crise de chômage opiniâtre » (3).

Ainsi, après la guerre dernière, chaque réforme monétaire accompagnée de déflation a-t-elle occasionné dans les

(3) B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931, Les troubles du commerce international*, par M. Ansiaux, p. 163.

divers pays les crises de chômage plus ou moins graves; par exemple, en Allemagne, le rétablissement du système monétaire provoqua en 1924 un chômage accru, parce qu'« il impliquait une grande restriction des moyens de paiement »⁽⁴⁾, par exemple en Pologne où le chômage augmenta de 1923 à 1924 au moment de la déflation⁽⁵⁾. *A contrario*, la consécration d'un état de fait, la stabilisation du change au taux qu'il a atteint, sans avoir recours à des manœuvres de déflation, empêche le chômage de s'accroître notablement; c'est précisément la situation qui a existé à la fin de 1926 en Belgique, où « l'absence de crise industrielle au moment de la stabilisation doit surtout être attribuée aux conditions propres à la stabilisation elle-même, qui s'est faite sans déflation préalable, c'est-à-dire sans être précédée d'une restriction générale des moyens de paiement et à un taux qui pouvait, au contraire, laisser prévoir une continuation lente du mouvement de hausse du niveau général des prix belges jusqu'au niveau international »⁽⁶⁾. De la sorte, nous sommes amenés à considérer deux situations, celle des pays qui revalorisent leur monnaie au taux primitif, comme l'Angleterre en 1920, et celle des pays qui stabilisent au contraire leur monnaie à un taux inférieur au taux primitif et voisin de celui que la monnaie a atteint par voie d'inflation; dans ce cas « tout se passe, écrit encore M. Ansiaux, comme si le pays revalorisateur accordait une prime d'importation à des marchandises qui, à la sortie des pays ayant dévalué leur monnaie, reçoivent une prime d'exportation.

(4) B. I. T., *Le problème du chômage en 1920-1928; Le Chômage et les fluctuations monétaires*, p. 15.

(5) *Ibid.*, p. 24.

(6) B. I. T., *doc. cit.*, p. 16.

» La conséquence, pour le premier de ces pays, est une crise de chômage doublement grave et destinée à durer aussi longtemps que ne s'est pas réalisée de part et d'autre la réadaptation des prix intérieurs au niveau international » (7). M. Ansiaux pensait sans doute implicitement à la politique monétaire anglaise d'après guerre, car il ajoutait plus loin que la situation intérieure peut se compliquer par suite de « l'opiniâtreté des ouvriers du pays qui a revalorisé à refuser une réduction de leurs salaires nominaux ».

Et c'est ainsi que ces considérations très générales sur l'effet de la déflation monétaire nous autorisent maintenant à aborder, indépendamment de l'influence de la valeur de la monnaie, les problèmes plus particuliers des matières premières, des charges fiscales et des salaires.

§ 2. — La cherté de l'offre occasionnée par l'augmentation du prix des matières premières.

Ayant écarté par avance l'influence du milieu économique, nous ne pouvons retenir comme causes de la cherté de l'offre que celles qui déterminent la rareté du produit demandé; ces causes sont naturelles, elles constituent le fait d'une récolte peu abondante, du puits de pétrole qui se tarit, de la mine qui s'appauvrit au point de devenir stérile.

L'influence du prix des matières premières sur celui des produits finis ne peut être complètement négligée, surtout quand ce prix constitue la part la plus grande dans la totalité du prix de revient, comme c'est, par exemple, le cas de la laine, qui représente avec les matières colorantes

(7) M. Ansiaux, rapport cité, p. 164.

les 50 p. 100 du coût de production des lainages, alors que le facteur salaire n'intervient que dans la proportion de 32 p. 100, d'où M. Dietrich concluait que c'est le coût de la laine brute qui influe sur le coût du produit fini (8).

D'ailleurs, dans l'histoire économique contemporaine, on peut trouver des exemples de cherté de l'offre due à l'élévation du prix des matières premières. Les 25, 26 et 27 mars 1924, M. Zimmermann, prenant la parole à une conférence tenue à Londres par l'Association britannique pour la Société des Nations, établissait la relation entre le haut prix du coton, du fait de sa pénurie, et le chômage des industries cotonnières anglaises : « Du fait de la pénurie mondiale du coton, le prix en a beaucoup haussé (il est environ deux fois et demie plus élevé qu'en 1913), et beaucoup plus que celui d'aucune autre denrée importante, sauf le sucre. Il est peut-être heureux que la puissance d'achat ait diminué, car, si cela n'avait pas été, on se demande jusqu'à quelle cime ce prix serait monté. Il est possible, d'autre part, de dire que, s'il y avait eu plus de coton, le prix en aurait été réduit en proportion, ce qui eût augmenté sa vente et accru ainsi la somme de travail nécessaire à le transformer en textiles. Le professeur Daniels, au cours d'une très intéressante conférence qu'il fit il y a quelques jours à la Société de statistique de Manchester sur « la dépression d'après guerre dans l'industrie » cotonnière britannique », a démontré que l'Inde dépense en cotonnades une somme annuelle qui n'a, depuis la guerre, que peu varié d'une année à l'autre; que si les prix sont bas elle obtient tant de millions de mètres de plus pour son argent; s'ils sont élevés, tant en moins. Et l'Inde

(8) E.-B. Dietrich, *Revue internationale du travail*, nov. 1930, p. 622.

est de beaucoup le plus grand acheteur des fils et tissus de coton du Lancashire. » Aussi M. Zimmern ajoutait-il en conclusion : « Je crois donc qu'il est permis d'affirmer que plus de coton aurait signifié et signifiera encore moins de chômage. » (9).

Le problème des matières premières peut d'ailleurs susciter une question d'une portée beaucoup plus générale, beaucoup plus grave, mais beaucoup plus difficile à établir et à résoudre, c'est celle de savoir s'il n'y a pas des pays plus favorisés que d'autres par le climat, le sol, l'orographie et, plus largement, par toutes conditions physiques et géographiques, de sorte que, sur le marché international, certains pays ayant un coût de production naturellement plus élevé seront destinés à être les victimes de la concurrence internationale. C'était là un point que relevait en l'élargissant (10), dans son rapport introductif à la quinzième session de la Conférence internationale du travail, le directeur du Bureau international du travail lorsqu'il posait économiquement le problème : « Dans les périodes de crise comme celle que le monde traverse, les conditions générales de la production en certains pays n'imposent-elles pas un prix de revient trop haut et, dans l'universelle concurrence, ne frappe-t-elle pas de chômage les salariés de ces pays? » Malheureusement, on ne peut que poser la question sans pouvoir autrement y répondre qu'en déplorant, comme le fait d'ailleurs le directeur, le manque de précisions : « A la vérité, les données précises du problème

(9) B. I. T., *Le problème du chômage en Grande-Bretagne*, Genève, 1924, p. 27.

(10) Le directeur du B. I. T. ne se contentait pas de mentionner les conditions géographiques et physiques, mais il ajoutait « toutes autres conditions », entendant par là les conditions économiques, politiques et sociales des pays mis en cause.

manquent. Il importe qu'il soit traité, mais il conviendrait sans doute de procéder d'abord sur cette question des coûts de production à quelques enquêtes minutieuses, industrie par industrie, produit par produit. » (41).

§ 3. — Imposition et chômage.

Une opinion courante et sans doute fondée veut que le poids des charges fiscales soit une véritable cause de la plus grande cherté de l'offre; en conséquence, avec la diminution de la demande et la mévente des produits, le chômage ne tarderait pas à se faire sentir chez les producteurs et les commerçants.

1° *Quelques observations critiques sur l'abus de fiscalité.*

Le Comité économique observait dans son rapport présenté à la VII^e session de l'Assemblée de la S. D. N., en septembre 1926, qu'il y a lieu de retenir parmi les éléments qui contribuent le plus aux difficultés économiques du moment « les troubles profonds que suscitent à la fois pour le producteur et le consommateur l'instabilité ou l'outrance des systèmes fiscaux, dont les répercussions sur le marché national sont souvent imprévisibles ou se manifestent, à l'expérience, comme des éléments de perturbations de l'économie nationale ou de certaines de ses branches » (42).

D'une façon plus positive encore, Sir Philip Dawson, comparant la situation économique de l'Angleterre et de l'Allemagne, révélait, entre autres causes, l'influence néfaste de la fiscalité : « Si l'on recherche attentivement

(41) S. D. N., Conférence internationale du travail, 15^e session, *Rapport du directeur*, p. 28.

(42) S. D. N., Comité économique : Rapport au Conseil sur la 16^e session du comité tenu à Genève du 31 août au 3 septembre 1925.

les causes de cette situation, écrivait-il, on s'aperçoit qu'elle provient exclusivement de la guerre, ainsi que de la politique financière et fiscale malsaine que l'on a suivie depuis la guerre. » Le même ajoutait, pour renforcer son affirmation, que « si nous comparons notre position à celle de l'Allemagne, nous constatons que l'Angleterre compte 2 millions $1/2$ de chômeurs pour une population globale de 45 millions d'habitants, tandis qu'il y a en Allemagne un peu plus de 3 millions de chômeurs pour 63 millions d'habitants. Au point de vue de la taxation, l'Allemagne est beaucoup moins lourdement grevée que l'Angleterre; tandis que nos impôts produisaient l'an dernier 848 millions de livres, les recettes fiscales de l'Allemagne n'atteignaient, pour la même année, que le chiffre de 535 millions de livres. Sur ce total, 407 millions de livres provenaient, en Angleterre, de la taxation directe, le chiffre correspondant n'étant, pour l'Allemagne, que de 273 millions de livres. Les droits et accises produisaient 253 millions de livres en Angleterre et 145 millions de livres en Allemagne. Il faut encore ajouter à la taxation nationale pour l'Angleterre les impôts prélevés par les autorités locales et qui atteignent le chiffre de 180 millions de livres.

» Si la taxation par tête avait été la même en Allemagne qu'en Angleterre, les recettes de l'Allemagne eussent été pratiquement doublées l'an dernier. La taxe sur la bière, dont on parle tant en Allemagne, ne rapporte que 20 millions de livres, pour une population de 50 p. 100 plus importante que la nôtre, alors qu'elle produit, en Angleterre, 71 millions de livres. Nos dépenses afférentes aux services sociaux se sont élevées l'an dernier à 383 millions de livres, sur lesquels 113 millions de livres étaient

fournies par la contribution des patrons et des salariés; cette somme représente plus du double de celle dépensée pour le même usage en Allemagne » (13).

2° Les difficultés réelles qui existent pour l'établissement d'un rapport certain entre les charges fiscales et le chômage.

Devant ces affirmations il convient d'adopter une attitude critique et de se demander dans quelle mesure l'excès de charges fiscales peut accroître le chômage; ainsi envisagée, la question appelle quelques remarques. La première, fort importante, consiste à souligner le fait qu'il est difficile d'établir une relation de cause à effet entre le poids des charges fiscales et l'accroissement du chômage : l'existence de causes nombreuses de chômage empêche d'attribuer à telle augmentation du budget telle quantité de chômeurs; généralement, les budgets de temps de crise sont considérablement grossis pour solder aussi bien les dettes intérieures que les dettes extérieures et que les dépenses sociales; mais alors on court le danger d'établir une confusion; le chômage existerait déjà à l'instigation des raisons qui ont causé ces dettes, et le poids des impôts ne pourrait être qu'une cause seconde de troubles, une cause d'aggravation.

En admettant, cependant, que les charges fiscales puissent être, de leur fait, une cause de chômage, encore faudrait-il déterminer ce qu'elles sont, comment elles peuvent agir sur la consommation et dans quelle mesure elles créent du chômage. C'est à cette tâche plus précise que nous devons désormais nous appliquer.

(13) Philip Dawson, La situation économique en Angleterre et en Allemagne, *Revue économique internationale*, sept. 1931, p. 477-478.

Les ressources publiques de l'Etat ne sont pas toutes des charges fiscales, car toutes ne pèsent pas sur l'économie privée; ainsi les recettes des domaines sont souvent utilisées pour alléger les charges fiscales, comme aussi le produit des exploitations indirectes de l'Etat, qui est une véritable ressource publique. Seuls constituent des charges fiscales : l'impôt, y compris les droits de douane, même protecteurs; les monopoles fiscaux, qui constituent, dans une certaine mesure, une forme de perception de l'impôt; les taxes, comme les droits d'enregistrement, également dans la mesure où le prix du service rendu au particulier dépasse la valeur de ce service; et, enfin, certaines recettes fiscales perçues par les autorités locales comme les départements et les communes. C'est ainsi que M. Angelopoulos, professeur à l'Université d'Athènes, a été amené à définir la charge fiscale après en avoir établi le contenu conformément à nos observations précédentes; la charge fiscale est « la partie des recettes publiques que l'Etat exige de l'économie privée sous la forme des impôts » (14)... « Elle est représentée par le rapport financier de l'économie privée et de l'économie publique, par le sacrifice matériel des contribuables en faveur de l'Etat. » (15). Mais ce sacrifice peut être accepté par le contribuable d'un cœur plus ou moins léger suivant la somme de capital dont il dispose, suivant aussi l'état de ses revenus; or les uns comme les autres dépendent dans une certaine mesure de la grandeur des dépenses publiques, comme aussi du poids des charges sociales qui en sont la condition.

(14) Charges fiscales et dépenses publiques, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, *Revue de science et de législation financières*, 1934, p. 297.

(15) *Ibid.*, p. 289.

3° Le double effet de la charge fiscale : l'augmentation et la diminution du revenu du contribuable.

Le revenu que l'industriel tire de la production est d'abord influencé par de nombreux facteurs comme le prix de chacun des éléments du coût de production; ils sont tels quelquefois qu'ils laissent à l'industriel une si petite marge de profit qu'une simple élévation du taux des impôts risque de la compromettre; aussi ne restera-t-il au producteur que trois alternatives : d'abord continuer la production en espérant le retour d'une phase d'essor, ce qui l'amènera à sacrifier son capital, chose peu probable et surtout peu durable; ou bien continuer la production en augmentant le prix de vente pour conserver un profit suffisant avec le danger toujours possible d'une perte de débouchés par cherté de l'offre; ou enfin cesser complètement la production, ce qui est évidemment la solution la plus fréquente mais aussi la plus égoïste. Ainsi, un ensemble d'industries dont les prix des produits sont naturellement très élevés peut être destiné à disparaître lorsque les conditions de la production deviennent plus onéreuses, lorsque s'accroît par exemple le taux de l'impôt.

Mais l'état des revenus de l'industriel peut bien être, lui aussi, influencé par la plus grande somme de dépenses publiques. Un simple raisonnement le démontre sans aucune peine : dans les périodes de dépression, les produits de consommation abondent sur le marché, où ils sont même en excès; d'un autre côté, les impôts augmentent, favorisant l'augmentation parallèle des dépenses publiques, qui, par l'intermédiaire des indemnités de chô-

mage, des secours et des salaires, exercent une action puissante sur le marché des marchandises en tendant à l'absorption des produits de consommation annexés. Que cette action se poursuive, on assistera à un nouvel effort de l'industrie pour répondre à cette demande et à un accroissement des moyens de production. A l'issue de ce procès, l'augmentation des charges fiscales ne pourrait donc causer du chômage; mais pour que cela soit, encore faudrait-il que toutes les charges fiscales puissent contribuer directement ou indirectement à la prospérité du pays; or, une discrimination des charges fiscales est loin d'être favorable à une pareille conception.

4° Les charges fiscales qui ne profitent pas au revenu national : les dépenses militaires et les dépenses afférentes au service de la dette extérieure.

Il est bien difficile d'admettre que les dépenses militaires ainsi que celles affectées au service de la dette extérieure contractée en période de guerre profitent à l'économie du pays. Les fournisseurs nationaux de l'armée bénéficient bien des dépenses militaires, mais ces dernières rendent indisponible, en retour, la masse de travailleurs maintenue sous les drapeaux, et elles englobent, d'autre part, une quantité considérable de pouvoir d'achat dans des travaux qui ne sont d'aucune utilité pour la prospérité nationale; bien qu'elles accusent un recul sensible en 1930 sur 1913, leur montant est encore très élevé; par rapport aux dépenses totales, il est en France de 25 p. 100, en Grande-Bretagne de 12,3 p. 100; en Allemagne, il n'est plus que de 6 p. 100, après avoir été en 1913 de 44,6 p. 100; en millions de francs d'avant-guerre,

les dépenses militaires s'élèvent pour la France à 2.356, pour la Grande-Bretagne à 2.129, pour l'Italie à 1.094, pour l'Allemagne à 729. Ces sommes énormes justifient bien l'exclamation de M. Angelopoulos : « Combien la charge fiscale serait moins sensible et la prospérité sociale plus florissante si l'obligation du désarmement était imposée à tous les pays! » ⁽¹⁶⁾; elles expliquent, d'autre part, les efforts multiples qu'on a pu faire en vue du désarmement européen.

A côté des dépenses militaires, qui nuisent plutôt qu'elles ne profitent à l'économie nationale, peuvent se placer les dépenses afférentes au service de la dette publique extérieure; ces dépenses augmentaient considérablement la part de la dette publique qui forme le tiers de la fortune nationale en Allemagne, le pourcentage n'étant que du quart pour la Grande-Bretagne et que du neuvième pour la France et l'Italie. Ainsi que le remarque M. Angelopoulos, « le poids des dettes pour l'Allemagne est encore plus lourd quand on pense qu'il s'agit d'une dette extérieure, d'une dette politique, d'une indemnité de guerre » ⁽¹⁷⁾. Comme telles, en effet, elles profitent à d'autres nations qu'à celles qui subissent le poids de la charge fiscale, de sorte que les dépenses dont elles sont la condition ne peuvent accroître aucunement la prospérité nationale. M. Maurice Ansiaux précisait d'une façon plus générale l'action économique néfaste jouée par l'existence de ces « nouvelles charges financières, charges très lourdes pesant sur les vainqueurs mêmes et sur les vaincus, qui sont naturellement les plus accablés de tous. Elles sont d'abord purement nationales et, à ce titre, ont sur-

(16) A. Angelopoulos, *op. cit.*, p. 433.

(17) *Ibid.*, p. 427.

tout pour effet d'augmenter dans une forte mesure l'élément incompressible des budgets de dépenses : leur incidence sur les coûts de production et sur le pouvoir d'achat est une entrave certaine à l'expansion ou au relèvement économique. Ces charges sont aussi internationales (dettes interalliées, réparations, emprunts d'après guerre), et comme telles, viennent troubler le commerce international et le cours des changes » (18).

5° *La nocivité d'un excès de dépenses civiles.*

Si certaines charges fiscales ne contribuent pas à l'achat des produits de consommation par l'intermédiaire des dépenses publiques, cela ne veut pas dire que les autres charges fiscales favorisent toujours l'économie du pays : pour que le montant des sommes qu'elles rapportent puisse profiter à l'économie nationale, il faut commencer par les percevoir, or cela ne se fera pas sans gêner profondément des contribuables si leurs revenus ne sont pas suffisants; c'est ainsi que l'Allemagne, favorisée cependant par le désarmement obligatoire, a vu ses charges financières considérablement accrues par l'excès des dépenses civiles; aux dires de M. Angelopoulos, « l'Allemagne s'est trouvée, après la guerre, entre Charybde et Scylla; elle a suivi, pour échapper aux charges des réparations, une politique de dépenses peu productives, si bien qu'elle a grevé son budget de dépenses exagérées... La rubrique des dépenses sociales en fournit la preuve la plus éclatante. Evidemment, l'augmentation des dépenses sociales est quelque chose de nécessaire, mais « sous la condition que ces

(18) M. Maurice Ansiaux, Les caractères nouveaux du cycle actuel, *Revue d'économie politique*, 1931, p. 1354.

dépenses, comme le remarque fort justement le professeur Andreadès, se tiennent dans des limites raisonnables » (19). Alors qu'en Angleterre les dépenses civiles forment les 46,1 p. 100 des dépenses totales, qu'en Italie elles montent à 53,7 p. 100, qu'en France elles s'élèvent à 42,8 p. 100, en Allemagne elles absorbent 72 p. 100, destinés à l'administration, à l'instruction publique, à l'outillage national et à l'assistance sociale (20). C'est là un chiffre exagéré, dont la prospérité nationale subit douloureusement le poids. L'industrie, en particulier, se trouve lourdement grevée d'impôts; en 1930, la moyenne des charges fiscales de toutes les entreprises vis-à-vis du capital taxable s'élevait à 46,93 p. 100 ou mieux à 51,32 p. 100 si l'on tient compte également de l'impôt sur le chiffre d'affaires (21); on comprend alors que la situation soit des plus délicates pour les industries qui ne sont pas économiquement favorisées, c'est-à-dire pratiquement pour celles dont les produits ont un coût de production qui se rapproche du coût-limite.

6° *Les dépenses publiques ne favorisent pas forcément les plus imposés. La charge fiscale contribue par ailleurs à l'accentuation de la concurrence internationale.*

Mais si l'on admet que certaines dépenses publiques profitent à l'économie nationale, on ne peut être bien sûr qu'elles rapportent, à ceux qui les ont rendues praticables, autant qu'ils ont versé en impôts et en taxes. Une partie de ceux qui ont bénéficié des dépenses publiques n'est pas nécessairement obligée d'en dépenser intégrale-

(19) A. Angelopoulos, *op. cit.*, p. 442.

(20) Id., *ibid.*, p. 440.

(21) Id., *ibid.*, p. 337.

ment le montant en achetant davantage d'objets de consommation : sur leur profit accru ils peuvent épargner et retarder ainsi la circulation de la richesse. Enfin, les dépenses publiques feront surtout bénéficier de leur pouvoir d'achat les vendeurs des produits de consommation, mais dans une mesure variable : les dépenses des chômeurs tendront surtout à l'achat de produits de première nécessité; les produits moins nécessaires et les produits de luxe, qui sont souvent les plus visés par l'impôt, ne se ressentiront aucunement des dépenses publiques. Quant aux industries chargées de pourvoir les usines en machines, en outillage, c'est-à-dire en capitaux fixes, elles peuvent être touchées douloureusement par une augmentation trop forte du taux de l'impôt, qui aboutirait inévitablement à la diminution de l'épargne et même, dans certains cas, à un véritable prélèvement sur le capital. C'est ainsi qu'en France on peut citer certaines charges fiscales tendant à diminuer l'importance du capital, comme, par exemple, les droits de succession ou même les frais de mutation immobilière, qui, lors du rétablissement financier d'août 1926, atteignaient une moyenne de 27 p. 100 ⁽²²⁾.

Si le poids des charges fiscales peut alourdir considérablement le prix de revient des marchandises nationales, à plus forte raison ce prix paraîtra-t-il plus élevé aux yeux des nations étrangères plus favorisées sous ce rapport et qui ne bénéficient en rien des dépenses publiques

(22) Ce pourcentage fort élevé, qui fit diminuer les transactions immobilières et particulièrement les transactions immobilières terriennes, faisait dire à M. Caziot que « les frais de mutation portés à une moyenne de 27 p. 100 représentaient un prélèvement considérable sur le capital ». — Cf. C. Caziot, Le capital foncier et les capitaux d'exploitation, *Revue d'économie politique*, 1930, t. XLIV, p. 10.

effectuées dans le pays exportateur; il en résultera à coup sûr une diminution de la demande étrangère par suite de la cherté de l'offre nationale.

7° *Les causes d'un excès de fiscalité :
guerres, crises économiques, politique monétaire.*

Un excès de fiscalité se mesure donc, à notre avis, à la fois par une insuffisante formation du capital et surtout par l'élévation du coût de production, ce qui entraîne ou la cherté du prix de vente avec une diminution correspondante de la demande, ou la disparition du profit accompagnée de la perte de l'esprit d'entreprise; dans tous les cas, le chômage serait destiné à liquider une situation économique défavorable.

Les causes de l'élévation inconsidérée du taux ou du nombre des impôts sont diverses; presque toutes paraissent commandées par l'existence de situations économiques antérieures comme une guerre ou une crise; il en est une cependant qui paraît pour ainsi dire spontanée et qui nous intéressera davantage à ce titre : c'est la politique monétaire que peut suivre un Etat pour atteindre les buts qu'il s'est imposés. L'exemple le plus remarquable qui puisse illustrer cette idée est celui de la politique fiscale anglaise suivie de 1920 à 1925 pour revaloriser la livre au pair du dollar. La Commission Cunliffe préconisait en 1918, avec la cessation des emprunts d'Etat, la conservation d'une réserve d'or et l'élévation du taux de l'escompte, l'augmentation des impôts; aussi, en avril 1920, la Banque d'Angleterre éleva le taux de l'escompte à 7 p. 100, les dépenses publiques furent réduites de 25 p. 100 et l'*income tax* fut notablement relevé. Faut-il

attribuer au poids de l'impôt l'accroissement du nombre des chômeurs qui eut lieu à cette époque? Si l'on en croit certains, ce facteur n'aurait eu aucune influence : « L'expérience de la Grande-Bretagne pendant la dépression actuelle, a montré d'ailleurs que, bien que des réductions considérables aient été faites dans les impôts et dans les dépenses de l'Etat, le chômage a continué avec une très grande intensité. » (23). Mais ne faut-il pas croire plutôt que le relèvement de la livre, qui s'opérait non sans difficultés et sans reculs, maintenait le poids réel de la charge fiscale malgré sa diminution nominale? Ne faut-il pas croire également que cette appréciation ajoutait son action à celle de l'impôt en entraînant la baisse des prix de gros malgré le maintien des salaires et des prix de détail, ce qui justifiait l'accroissement du chômage? En fait, M. Siegfried était amené à constater « que le pays a sauvé sa monnaie, seul parmi les belligérants européens, par l'énergie budgétaire et le civisme fiscal, mais que cet effort excessif l'écrase » (24). Il devait dénoncer plus loin, comme nous avons déjà pu le faire, les effets d'un impôt trop lourd sur le capital anglais : « Sous le nom trompeur de droits sur les successions, un véritable impôt sur le capital est levé chaque année dont le produit se dissipe, au moins pour partie, en dépenses improductives... : les deux tiers du fondement budgétaire reposent actuellement sur l'impôt direct, au lieu de la moitié seulement

(23) D'après un document tiré du *Whitakers' Almanac*, 1924, les recettes fiscales étaient, en livres sterling, pour l'année 1919-1920, de 1.339.371.000 et les dépenses de 1.663.773.000, elles devaient s'abaisser respectivement en 1923 à 914.012.432 et à 812.496.604 pour tomber même en 1923-1924, suivant des prévisions budgétaires à 818.300.000 et à 816.616.000. — Cf. B. I. T., *La crise de chômage 1920-1923*, p 126.

(24) Siegfried, *op. cit.*, p. 42.

avant 1914; le gros contribuable est parfois heureux s'il s'en tire sans toucher à son capital, et il lui devient vraiment difficile de mettre de côté. On prend ainsi l'argent à celui qui éventuellement l'eût épargné et on le donne à celui qui, sans responsabilité, le dépense. » (25).

En conclusion, il paraît bien difficile de ne pas reconnaître dans l'exagération fiscale, telle que nous avons pu la déterminer, à la fois une cause directe et indirecte de chômage; directe, parce qu'elle tend à diminuer le capital et par conséquent à restreindre l'emploi du travail, indirecte parce qu'elle agit sur la demande des produits qu'elle diminue à mesure qu'elle alourdit leur coût de production (26). Il y a là, assurément, un double effet sur la main-d'œuvre que nous retrouverons encore dans nos considérations prochaines sur l'élévation du salaire.

§ 4. — L'élévation des salaires et la perte de l'emploi.

Le problème du rapport du salaire et du chômage est des plus attachants mais aussi des plus difficiles à traiter. Notre étude, forcément limitée à son objectif principal : la recherche de la notion de chômage, ne pourra évidemment pas développer dans toute leur ampleur les conclusions que nous serons amené à formuler; un livre ne serait pas de trop pour mener à bien cette tâche, tant est primordial ce phénomène de répartition duquel le regretté Albert Thomas disait que son déséquilibre avec la production d'une part et la capitalisation de l'autre

(25) Id., *ibid.*, p. 92.

(26) Bien que nos considérations doivent se limiter à cette place à l'étude de l'influence de l'impôt sur la cherté de l'offre, nous n'avons pas cru devoir scinder nos développements pour séparer d'une façon un peu trop arbitraire et surtout peu compréhensible l'effet de l'impôt sur la cherté de l'offre de celui sur la réduction du capital.

était « à l'origine des maux présents » (27). Le mal existe sans doute, mais presque impossible à évaluer en même temps que très difficile à préciser : c'est seulement à cette dernière tâche que nous essaierons de satisfaire plus particulièrement en soulignant dans quelle mesure peut exister le chômage lors d'une élévation du taux du salaire.

1° L'équation du salaire réel et la position du problème.

M. Simiand, dont l'autorité en la matière ne peut être contestée, définit d'une façon courante le salaire comme étant « la somme de monnaie (le plus souvent forfaitaire) en échange de laquelle est loué le travail pur (ou relativement pur) d'un ouvrier (ordinairement pour durée courte ou un objet limité) » (28). Cette définition du salaire correspond à la notion de salaire nominal, c'est-à-dire à celle du salaire payé en espèces sans considération du pouvoir d'achat que peut représenter la somme attribuée en échange du travail. Au contraire, si l'on se place à un point de vue plus proche de la réalité, plus économique en même temps que plus social, puisque l'ouvrier vit de son salaire, on en vient à envisager la notion du salaire réel, autrement dit celle du salaire dont la grandeur se mesure à la quantité de marchandises que permet d'acheter la somme de monnaie allouée en échange du travail : le salaire réel se présente donc comme un pouvoir d'achat, il est par conséquent le seul qu'il importe de considérer dans la théorie des échanges.

Dans ces conditions, la notion de salaire nous apparaît

(27) Conférence internationale du travail, 15^e session, Genève, 1931, *Rapport du directeur*, p. 51.

(28) Simiand, *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie. Essai de théorie expérimentale du salaire*, t. I, p. 154, Paris, Alcan, 1932.

comme des plus complexes; elle met en rapport la somme de monnaie en relation elle-même avec le coût de la vie, la qualité du travail, la durée même de ce travail (29). Le salaire réel se présente en définitive sous la forme d'une équation dont la variation d'un des termes suffit à provoquer la variation de la notion finale. C'est peut-être pour n'avoir pas eu suffisamment conscience de la valeur individuelle des composantes de la formule entière que nombre d'auteurs ont pu écrire, sur la question des salaires, pas mal d'inexactitudes.

Mais ce serait encore peu de penser que l'examen du salaire ne doive se confiner qu'aux choses de l'industrie; un programme plus vaste et surtout moins désireux de fausser par une vue trop étroite la saine conception du rapport du chômage et du salaire exigerait que celui-ci fût étudié non seulement au point de vue industriel mais au point de vue agricole, non seulement au point de vue interne mais au point de vue international, non seulement, enfin, en relation avec la production et la capitalisation, mais encore en relation avec toutes les catégories de revenus. C'est là, véritablement, un élargissement tel de cette question, presque aussi peu connue que le chômage, qu'il n'est possible en l'état actuel de la science économique que de formuler des considérations plus théoriques que basées sur les indices matérialisant avec certitude la marche ou la grandeur des faits (30). Aussi

(29) On peut même envisager une relation entre le salaire et la valeur de l'unité monétaire nationale; ce rapport, d'un ordre plus général, a d'ailleurs été implicitement examiné au paragraphe 1 de cette même section.

(30) La IV^e Conférence internationale des statisticiens du travail, qui

est-ce sans étonnement que l'on a pu entendre le directeur du B. I. T. s'écrier, à ce sujet, dans son discours prononcé à la 13^e session de la Conférence internationale du travail : « Problème énorme et complexe, qui a soulevé déjà d'innombrables controverses, mais, comme souvent dans le domaine social, des controverses qui n'ont pas été poussées au bout. Problème enfin sur lequel nous avouons tout net n'être pas arrivés à nous faire une conviction ferme, fondée sur des données scientifiques suffisantes. » (31).

La principale difficulté de la question des salaires réside dans ce fait que la hausse comme la baisse réagit à la fois de diverses façons, tant sur la demande que sur l'offre des marchandises, de sorte qu'il est extrêmement délicat de porter un jugement général sur l'effet des varia-

s'est tenue à Genève du 20 au 23 mai 1931, a fait ressortir quelques-unes des difficultés presque insurmontables pour l'établissement d'indices des salaires.

Il est impossible, à cause du manque d'informations, de tenir compte du *revenu familial*, des *paiements en nature* et des *congés payés*, et de comparer les charges sociales des divers pays.

Il est également impossible de comparer internationalement les données afférentes aux salaires en fonction du pouvoir d'achat du travailleur; cela tient à ce que l'on ne peut tenir compte de divers facteurs psychologiques et sociaux, ni même de certains facteurs concrets comme l'importance numérique de la famille, le nombre des salariés supplémentaires, les services rendus par la femme et les autres membres féminins de la famille; en particulier, les informations manquent presque totalement sur le prix des divers biens et services, sur les quantités consommées, de sorte qu'on ne peut évaluer les habitudes nationales de consommation; nous pourrions dire, en suivant exactement les termes du compte rendu de la Conférence, que « ce problème de la différence entre les habitudes de consommation des divers pays est la difficulté fondamentale à laquelle se heurtent toujours les comparaisons internationales du coût de la vie ». — Cf. La IV^e Conférence des statisticiens du travail, *Revue internationale du travail*, juill. 1931, p. 1 à 24.

(31) Conférence internationale du travail, 13^e session, *Rapport du directeur*, p. 30.

tions des salaires à l'égard du chômage. Cependant, une idée courante veut qu'à l'élévation des salaires corresponde une augmentation du prix de revient, une diminution correspondante de la demande, et la naissance ou la recrudescence du chômage, logique résultat du processus tout entier. Le problème consiste donc à se demander quelles sont les causes d'élévation des salaires et dans quelles mesures elles agissent défavorablement sur l'emploi.

2° *L'élévation des salaires réels, ses causes.*

En donnant l'énumération des divers termes constitutifs de la formule du salaire réel, nous n'avions d'autre souci que d'attirer l'attention sur sa complexité; c'est un véritable *plexus* dont les variations d'ensemble sont commandées par celles de chacun des termes qui le composent. L'élévation du salaire réel peut donc provenir idéalement d'une modification en plus ou en moins du montant du paiement, du coût de la vie, de la qualité et de la durée du travail.

Toutes autres conditions restant égales, à l'élévation du salaire nominal doit correspondre une élévation de salaire réel; mais cela n'est plus rigoureusement vrai si, par exemple, le coût de la vie s'élève parallèlement, diminuant ainsi la puissance d'achat. Que l'on considère le salaire comme le paiement d'une quantité de travail; cette quantité peut être accrue de façon différente, soit que l'ouvrier vende plus longtemps son effort, soit qu'il vende, dans une même unité de temps, un effort plus intense et plus productif qu'auparavant.

L'importance du salaire réel est donc lié, d'une part,

aux variations du coût de la vie et, d'autre part, à la quantité de travail à fournir. La première relation intéressera d'ailleurs plus particulièrement le monde ouvrier tandis que la seconde sera surtout prise en considération par le producteur. Il est intéressant de mentionner ce dualisme, car il a toujours été à la base des conceptions et des revendications patronales et ouvrières en matière de salaire.

L'augmentation ou plus souvent la fixation d'un minimum de salaire a été l'œuvre du législateur, comme en témoignent par exemple, en France, la loi du 10 juillet 1913 sur le salaire des ouvrières à domicile ou, en Angleterre, la loi de 1909 sur les « Trade Boards ».

Mais l'augmentation du salaire a pu découler de l'action des grèves ou même du fait de l'entrepreneur qui, eu égard à certaines circonstances économiques, désire pratiquer une politique de hauts salaires. Cette élévation des salaires nominaux peut bien déterminer une augmentation des salaires réels, mais cela est si peu sûr qu'il conviendra, dans un instant, d'apporter quelques tempéraments à une pareille affirmation.

D'autre part, si l'on considère plus précisément l'élévation de prix d'une unité de travail, déterminée d'une façon courante par la division du temps de travail en heures ou en journées, on s'aperçoit que la réglementation légale joue encore dans le pays un rôle important lorsqu'elle assure la diminution de la journée de travail sans rétrécir, pour cela, la grandeur du salaire; par exemple, en France, les lois de 1848 en faveur des hommes, des femmes et des enfants, de 1872 et de 1892 pour les femmes et les enfants, de 1900 pour les hommes, les femmes et les enfants travaillant dans un même local, de 1919 pour les

hommes, les femmes, les enfants, les employés de l'industrie, du commerce et des transports (32).

A ces raisons légales d'augmentation du salaire nominal, s'ajoutent celles qui procèdent, pour l'élévation du salaire réel, de la baisse du coût de la vie matérialisée par la chute des prix de détail, phénomène normal des périodes de dépression dont profitent les ouvriers qui ne sont pas en chômage et que nous aurons plus particulièrement l'occasion de mentionner lors de l'étude des facteurs d'aggravation du chômage.

Enfin, il convient de signaler l'influence de certaines mesures patronales ou légales qui visent à l'élévation du salaire non proportionnellement à la quantité de travail vendu, mais en considération de certains risques, de certaines charges dont il convient de protéger ou de soulager le travailleur. Le point de vue social l'emporte donc sur l'économique, le principe de l'échange est quelque peu faussé, le *do ut des* Anciens reçoit quelques atteintes. L'octroi des allocations familiales, qui est rendu obligatoire en France même pour les ouvriers agricoles (33), se base sur des faits indépendants du travail salarié; sa raison d'être, c'est de pallier au ralentissement de la natalité ouvrière en allégeant en partie les charges que la vie chère fait peser sur les pères de familles nombreuses. Le système de l'échelle mobile des salaires qui tend à proportionner ces derniers au niveau du coût de la vie contribue, de même, dans certaines circonstances, à l'élévation des salaires réels. Enfin, les diverses assurances sociales

(32) Dans la mesure où les travailleurs seraient payés au mois, il conviendrait d'ajouter à ces raisons d'élévation des salaires les lois sur le repos hebdomadaire et sur les vacances payées.

(33) L. 11 mars 1932, art. 2 (*Journal officiel* du 12 mars 1932, les *Lois nouvelles* du 15 avril 1932, n° 7, à la rubrique Travail).

peuvent provoquer sans aucun doute la cherté des prix de revient en alourdissant encore davantage le prix de l'unité de travail.

Comme on a pu s'en assurer, grâce à ce court aperçu, les causes d'élévation du prix du travail sont nombreuses, mais peut-on les placer au même rang pour l'obtention d'un chômage par augmentation de la cherté de l'offre? N'y a-t-il pas lieu d'établir entre elles une discrimination? Ne faut-il pas surtout examiner leur influence à des points de vue différents suivant qu'elle est permanente ou passagère, nationale ou internationale? C'est la solution de ces questions que l'on doit maintenant envisager.

3° Législation protectrice, action des grèves et élévation du salaire.

En ce qui concerne la législation protectrice du travailleur dont les dispositions tendent à enchérir le prix du travail, une première constatation doit être faite : elle ne paraît pas influencer notablement, tout au moins en France, sur le mouvement général du salaire; en effet, d'après M. Simiand, les mesures législatives susnommées « ne sont pas le facteur initial ni décisif des mouvements défavorables non plus que des mouvements favorables au progrès du salaire et de la condition ouvrière » (34). C'est tout au plus si elles auraient une influence seconde possible en augmentation à la hausse ou en atténuation à la baisse. De sorte que, si l'on interprète bien cette conclusion, la législation protectrice aurait une action négligeable dans le temps sur l'élévation du salaire; est-ce à dire que cette élévation, qui n'est guère saisissable dans

(34) Simiand, *op. cit.*, t. II, p. 58.

un mouvement général de hausse ou de baisse, ne se fait pas sentir au moment où elle s'exerce ? C'est là évidemment un point à éclaircir. De même, on peut être amené à former un raisonnement analogue au sujet des augmentations de salaire dues aux grèves, puisque ces conflits du travail naissent et réussissent surtout lors d'une hausse générale des prix, en période de prospérité où ils n'occasionnent qu'un ajustement rationnel des salaires au niveau du coût de la vie.

Mais que dire alors de cette tendance nouvelle qui a pris naissance en Amérique sous le nom de politique de hauts salaires, est-ce que son influence ne doit pas déterminer, quoi qu'on en dise, la cherté du prix de revient et par-là même une diminution de la demande ? Le problème qui met en jeu toute la question de l'élévation des salaires est extrêmement confus ; pour essayer de lui donner un peu de clarté, on doit l'envisager, d'abord, à un point de vue tout à fait général, abstraction faite des inégalités qui peuvent survenir entre industries nationales ou même internationales ; on doit l'envisager ensuite à un point de vue moins théorique lorsque l'élévation des salaires provoque l'inégalité des coûts de production.

4° Hauts salaires et chômage.

Au point de vue général, l'octroi d'un salaire élevé n'est qu'un facteur mitigé de chômage ; il ne provoque pas forcément l'élévation absolue du coût de production, soit que l'élévation produite s'harmonise avec celle concomitante du niveau général des prix, soit qu'il n'y ait aucune élévation, ni absolue ni relative, du coût de production parce que, dans la formule de ce dernier, la part des salaires augmente au détriment de celle du profit. Dans ces

deux cas, le chômage ne pourra exister par suite de la cherté de l'offre et de la diminution correspondante des débouchés; on doit observer, en retour, que la seconde alternative, celle de la permanence du coût de production obtenue malgré l'augmentation des salaires par une réduction du profit, peut conduire à l'insuffisante formation du capital dont le développement s'opère grâce à des prélèvements opérés sur le profit de l'entreprise; il s'ensuit un phénomène de décapitalisation avec pénurie d'outillage et naissance de chômage directement acquis.

Mais une seconde alternative peut se présenter, en tous points conforme à notre définition du salaire; le producteur ne cherchera pas d'une façon systématique à agir sur le profit, ce qui serait contraire à ses intérêts, mais il compensera la cherté du salaire en essayant d'accroître le rendement du travail qui est, selon M. Cole, « le résultat de deux forces, de sa productivité et de son intensité » (35).

L'intensité du travail désigne l'assiduité qu'apporte l'ouvrier dans son travail, l'effort plus soutenu qu'il est obligé de déployer dans l'accomplissement de sa tâche, la rapidité avec laquelle il est tenu de procéder pour hausser son effort au niveau du rythme de la production moderne.

La productivité du travail découlerait, au contraire, de l'amélioration de l'éducation et des conditions matérielles d'existence, de la puissance accrue des machines, de l'administration et du contrôle plus effectifs de l'usine et de la main-d'œuvre.

Suivant M. Simiand, le processus s'effectuerait très couramment lors d'une élévation des salaires; deux temps

(35) B. I. T., *Problèmes du chômage en 1931, Le salaire et l'emploi*, par G. D. H. Cole, maître de Conférences en sciences économiques à l'Université d'Oxford; note sur le rendement du travail, p. 299.

peuvent y être distingués : le premier correspond à une augmentation des salaires sans augmentation de la productivité ouvrière; le second correspondrait alors à la compression des éléments du prix de revient, exception faite des salaires que fixent les résistances syndicales ou autres, d'où la nécessité d'augmenter la productivité ⁽³⁶⁾. D'après M. Edgard Milhaud, on doit même s'attendre à cette dernière hypothèse lors de l'octroi de hauts salaires ou même lors d'une élévation légale de leur taux. Il cite à cet égard, en se prévalant de l'autorité de M.-J.-W. Rowe, l'expérience des salaires minima d'Angleterre : la loi de 1909 sur les « Trade Boards » eut pour effet d'accroître le rendement du travail jusqu'à contre-balancer efficacement la hauteur des salaires ⁽³⁷⁾.

Quant à la politique des hauts salaires, M. Milhaud ne la juge pas défavorablement, c'est une politique rationnelle; grâce à l'accroissement de la productivité, le haut salaire n'est pas « une inflation des salaires par rapport à la productivité effective » ⁽³⁸⁾, car « en aucun cas il ne saurait être question de la création, en faveur d'une catégorie sociale, d'un pouvoir d'achat artificiellement surélevé qui n'aurait pas pour contre-partie une puissance de production et une productivité effective correspondantes » ⁽³⁹⁾.

Mais, d'autre part, il ne suffirait pas que la production fût accrue si elle ne devait être consommée; or, précisément, la politique des hauts salaires dote l'ouvrier d'un pouvoir d'achat plus considérable en même temps que

(36) *Les documents du travail*, nos 161-162, sept.-oct. 1930, Réunion du Comité directeur de l'Association française pour le Progrès social, le 21 mai 1930, p. 42-43.

(37) J.-W. Rowe, *Wages in Practice and Theory*, p. 201-202.

(38) *Les documents du travail*, numéros cités, p. 18.

(39) *Ibid.*, p. 11.

plus effectif, puisque l'augmentation de la productivité provoque la baisse du prix de vente, « le haut salaire contribue donc pour sa part, et contribue puissamment, au grand débouché, comme le grand débouché permet et engendre le haut salaire : l'un et l'autre sont à la fois cause et effet, comme il arrive constamment dans la vie économique » (40).

Aussi, devant les résultats brillants de la politique américaine des hauts salaires, M. Milhaud n'hésitait pas à préconiser l'orientation prudente (41) mais résolue de la vieille Europe dans cette voie économique, si elle ne voulait pas sombrer dans une décadence profonde.

5° *La critique du haut salaire.*

A vrai dire, M. Simiand se montrait moins enthousiaste sur l'adoption d'une politique de hauts salaires; ses objections très fortes conduisent à admettre l'existence du chômage lors de l'élévation du taux du salaire.

Quelques réserves doivent d'abord être faites sur l'augmentation de la consommation que peut créer l'octroi de hauts salaires. En admettant que l'ouvrier jouisse d'un pouvoir d'achat accru, il ne semble pas que l'on soit en droit de dire que la consommation des produits de l'usine qui pratique la politique de hauts salaires sera forcément grandie; peut-être que l'accroissement de la consomma-

(40) *Ibid.*, p. 27.

(41) L'orientation vers une politique européenne des hauts salaires ne peut qu'être prudente, car les Etats-Unis paraissent dans une situation privilégiée par rapport à l'Europe, non pas tant au point de vue des matières premières et de la population, mais surtout au point de vue de l'unité économique qu'ils présentent et du peu de charges financières qui les grèvent puisqu'ils sont crédateurs de l'Europe de quelque 14 milliards de dollars.

tion d'autres produits que ceux pour lesquels les ouvriers vendent leur travail favorisera, en fin de compte, la consommation des produits que ces derniers fabriquent, mais d'une façon bien indirecte et peut-être trop affaiblie par rapport à la grandeur des sacrifices consentis par les producteurs.

D'autre part, il faut compter également avec ce phénomène de consommation différée qu'est l'épargne, si l'on veut concevoir d'une façon parfaite tout l'aléa qu'il peut y avoir à compter sur un accroissement de débouchés dans une industrie qui pratique les hauts salaires, alors que des inventions nouvelles, des produits non encore connus, peuvent solliciter la demande ouvrière.

Mais il n'est pas si sûr que l'attribution de hauts salaires augmente à tel point le pouvoir d'achat de l'ouvrier que sa faculté de consommation s'en trouve considérablement accrue. Parmi toutes les catégories de revenus, la part des salaires n'a pas la plus grande place; « dans la France d'avant guerre, les revenus du travail, tous compris, c'est-à-dire non seulement les revenus ouvriers proprement dits, mais aussi ceux des employés, fonctionnaires, professions libérales, représentaient autour de 40 p. 100 du total des revenus privés » ⁽⁴²⁾. La même proportion pouvait d'ailleurs se retrouver aux Etats-Unis d'avant guerre, de sorte que si l'on double le pourcentage des salaires sans que les autres revenus soient changés, nous n'obtiendrons qu'une augmentation peu considérable du pourcentage nouveau, qui s'élèverait à un peu plus de 57 p. 100; au contraire, en doublant le pourcentage

(42) Cf. *Les documents du travail* cités, déposition de M. Simiand, p. 38-39.

afférent aux revenus autres que le salaire, on obtiendrait un total supérieur à celui obtenu par l'élévation de la rémunération ouvrière; aussi M. Simiand a-t-il été conduit à déclarer qu' « il n'y a aucune raison, du point de vue strictement économique, de doubler les salaires et non les autres revenus tout autrement »; le même ajoutait, tout aussitôt, en concluant que « sur le premier point, comme facteur de développement de la production, par augmentation des pouvoirs d'achat, les salaires ne sont pas dans une situation spéciale, d'une part; et, d'autre part, le pouvoir de consommation qui correspond même fortement accru, même doublé (ce qui est beaucoup), représente une augmentation qui, à l'unité, est relativement faible, et, dans l'ensemble, ne constitue pas, pour les pouvoirs d'achats, l'apport le plus efficace, le plus effectif que l'on pourrait obtenir » (43).

Mais on ne doit pas seulement faire de réserves sur l'augmentation de la consommation due à la hauteur des salaires, l'accroissement du rendement du travail peut être également mis en doute comme effet compensateur du haut niveau des salaires.

D'abord l'intensité du travail n'est pas forcément stimulée par l'augmentation du salaire, « on a remarqué jusqu'à présent que lorsque les hommes sont mieux payés ils peuvent fournir leur travail dans de meilleures conditions; en fait également, si on les paie mieux encore, ils en viennent à travailler moins. C'est là une constatation générale : notamment, je l'ai vue faite dans des articles récents concernant les travailleurs, comme aussi les pa-

(43) *Ibid.*, p. 40.

trons américains. Cette diminution de l'effort est donc un facteur dont il faut ici tenir compte » (44).

D'autre part, l'autre facteur du rendement, la productivité, doit pouvoir s'accroître suffisamment pour compenser la cherté du coût de production occasionnée par la hausse des salaires. Or, cela ne se peut dans tous les cas : si la productivité est presque indéfinie lorsque l'homme manie les éléments mécaniques, physiques et chimiques de la production, il n'en est plus de même lorsqu'il utilise les facteurs biologiques et en particulier la nature; aussi les hauts salaires en matière agricole ne peuvent se concevoir sans une réduction de profit ou une hausse de coût du produit obtenu.

L'examen des résultats obtenus par l'Amérique en matière de hauts salaires conduit à penser également que la politique qui leur a donné naissance a été exclusivement une politique de haut profit, car il y a toujours eu un parallélisme étroit, même dans les périodes économiques les plus difficiles, entre le haut niveau des salaires et le haut niveau des prix de vente.

6° *Quelques conclusions sur les modes d'intervention du chômage à la suite d'une politique de hauts salaires.*

Pour conclure, conformément à nos idées sur cette hypothèse très générale où de hauts salaires seraient attribués à l'ensemble des travailleurs industriels et agricoles, nous dirons qu'il n'y a que deux alternatives suivant lesquelles peut intervenir le chômage provoqué par une cherté de l'offre consécutive à la hausse du salaire.

La première a des chances de se produire lorsqu'une puissance extérieure force tout à coup le producteur à aug-

(44) *Les documents du travail cités*, p. 41.

menter le taux des salaires; avant qu'il ait augmenté la productivité qui abaisse le prix de vente, avant qu'il ait pu restreindre suffisamment son profit, avant que l'ouvrier lui-même ait fait valoir sur le marché sa nouvelle puissance d'achat, il peut se produire une diminution de la demande suivie de chômage.

La seconde alternative peut se présenter dans tous les cas où, malgré la réduction du profit, le prix de vente ne peut s'abaisser par suite de causes qui empêchent un meilleur rendement du travail. Mais, à vrai dire, si l'on met à part toute idée de concurrence entre industries où les salaires sont inégaux, on doit admettre que le chômage dû aux hauts salaires naît plus souvent d'autre manière qu'à la suite d'une diminution de la demande occasionnée par la cherté de l'offre. Ainsi, l'accroissement de la productivité peut entraîner un chômage par déplacement de main-d'œuvre d'une importance telle qu'il anéantira l'influence favorable du haut salaire sur la consommation. D'autre part, le chômage peut aussi procéder d'un excès de productivité qui se traduit par une offre trop abondante pour être entièrement absorbée par la demande; il y a alors une véritable surproduction dont l'existence entraîne la naissance du chômage, suivant un processus bien établi.

Enfin, dans l'hypothèse où le producteur n'élève pas son prix de vente malgré la hausse des salaires, il s'expose à voir se réduire son profit, ou son bénéfice agricole, s'il est incapable d'augmenter d'une façon ou d'une autre le rendement du travail; on assiste alors au phénomène de décapitalisation qui conduit directement au chômage.

Cependant, le processus donnant lieu à la naissance du chômage est totalement différent lorsqu'on se place dans

l'hypothèse nouvelle suivant laquelle il existe des différences de niveau entre le prix de vente de même marchandise imputables à l'inégale hauteur des salaires. On se trouve alors en face du phénomène de concurrence accompagné d'une diminution relative de la demande par suite de la cherté de l'offre.

7° Elévation de salaires et concurrence nationale et internationale.

Il est sans doute fort rare qu'un patron octroie de hauts salaires à ses ouvriers par simple esprit d'humanité; celui-là s'exposerait vraisemblablement à subir un handicap sérieux vis-à-vis de ses concurrents, du fait de l'alourdissement du coût de production de sa marchandise. Or, c'est bien ce qui a dû se produire lorsque l'initiative privée a accordé non pas, à proprement parler, un salaire plus élevé, mais ce complément de salaire que constitue pour les ouvriers mariés le bénéfice de l'allocation familiale; alors qu'en 1920 il n'y avait en France que 33 caisses de compensation, en 1927 on comptait 248 groupements et 20.000 entreprises occupant 1.500.000 salariés, de sorte qu'il y a eu pour certaines entreprises un surcroît de charges qui a pu faire dire à M. Reboud que « prendre l'initiative d'accorder des allocations supplémentaires pour charges de famille, c'est accroître ses dépenses de main-d'œuvre et faire la partie belle aux concurrents moins généreux qui n'auraient pas suivi cet exemple, c'est-à-dire qui n'auraient pas augmenté le prix de revient de leurs produits » (45).

(45) P. Reboud, *Précis d'économie politique*, t. II, 1929, p. 482. Les chiffres sont donnés d'après le *Compte rendu du Congrès national des allocations familiales*, tenu à Lyon en mai 1928.

Si au point de vue national la concurrence tend à niveler quelque peu les taux des salaires, il ne peut en être de même au point de vue international, les coûts de revient diffèrent absolument; on assiste alors à des pertes de débouchés qui caractérisent ces diminutions et ces augmentations relatives de la demande sans affectation nécessaire de sa grandeur totale. M. Cole écrivait qu' « il peut devenir impossible à un pays de maintenir ses taux de salaires sans perdre des débouchés et, par suite, souffrir du chômage. Ceci peut résulter soit du fait que ses concurrents ont réduit leur taux de salaires et diminué ainsi, pour quelque temps du moins, leur coût de production, soit du fait qu'ils ont amélioré leur rendement relatif sans abaisser les taux des salaires. De même, un pays peut voir ses débouchés passer à d'autres, soit parce qu'il a élevé ses taux de salaires, et, ainsi, augmenté pour quelque temps ses coûts de production, soit parce que son rendement relatif a diminué » (46).

Les inégalités du taux des salaires sont flagrantes surtout lorsqu'on compare les salaires européens et les salaires extrême-orientaux, par exemple le salaire hindou ou japonais au salaire britannique ou américain; si ces bas salaires s'expliquent en partie par le faible rendement de la main-d'œuvre orientale comparée à celui de la main-d'œuvre européenne, ils s'expliquent aussi, et c'est là un grave danger, par le médiocre *standard of living* des Orientaux portés ainsi à considérer comme suffisants des salaires que les Occidentaux jugeraient comme étant de famine; ils s'expliquent enfin par la plus longue durée de la journée de travail, de sorte qu'en définitive ces circonstances

(46) G. D. H. Cole, *Le salaire et l'emploi*, doc. cit., p. 287-288.

font que le prix du travail est peut-être meilleur marché en Orient qu'en Occident, ce qui donne aux producteurs hindous ou japonais un élément de supériorité sur le marché international.

SECTION II

LES CAUSES D'UNE OFFRE SURABONDANTE DE PRODUITS ET DE SERVICES, FACTEURS INDIRECTS DE CHÔMAGE

Ces causes diffèrent, on le conçoit fort bien, suivant qu'il s'agit de produits ou qu'il s'agit de services. Le produit n'est qu'une chose, c'est-à-dire une matière quelconque pourvue d'utilité grâce au travail de l'homme souvent aidé de la machine, tandis que le service est au contraire une certaine habileté ou même une certaine science acquise par l'homme et mise à la disposition d'autrui moyennant une rémunération. Mais à cette distinction entre produits et services doit logiquement s'en ajouter une autre entre produits : celle des produits du sol et des produits industriels. A cause de l'intervention d'un facteur nouveau et essentiel dans la production, la terre, la surproduction des produits agricoles ne peut aucunement se comparer à celle des produits industriels; aussi nous devons examiner en trois paragraphes : la surproduction des services, la surproduction agricole et la surproduction industrielle.

§ 1. — La surproduction des services ou surproduction du travail intellectuel.

Bien que l'expression puisse paraître paradoxale, voire même un peu brutale, parce qu'empruntée à l'économie industrielle, elle reflète cependant le véritable aspect de

la réalité; il peut exister une surproduction de travail intellectuel. Sans doute on conçoit difficilement la production des services comme analogue à celle des produits; le service est, en effet, quelque chose d'immatériel, d'inséparable de l'individu dont il est pour ainsi dire la véritable émanation; aussi le travailleur intellectuel qui rend habituellement le service contre une rémunération d'un nom généralement autre que celui de salaire (émoluments, traitement, honoraires, etc.), ne peut, comme le producteur, travailler pour le stock ou le marché et attendre patiemment l'écoulement de sa marchandise. Il en résulte que le service étant inhérent à la personne de celui qui le rend, la surproduction de services sera, elle-même, inséparable d'une augmentation du nombre des producteurs de services, et plus spécialement de ceux qui portent communément le nom de travailleurs intellectuels.

1° La définition du travail intellectuel;

sa contribution à l'éclaircissement de la notion de service.

Mais qu'est-ce qu'un travailleur intellectuel? C'est une question que l'on paraît en droit de se poser sans être bien sûr de la résoudre; la difficulté essentielle tient à ce qu'on ne peut nettement différencier le métier de la profession, le travail manuel du travail intellectuel. Lors de son IV^e Congrès, en septembre 1927, la Confédération internationale des travailleurs intellectuels formula cette définition, fruit de plusieurs années d'études : « Un travailleur intellectuel est celui qui tire ses moyens d'existence d'un travail dans lequel l'effort de l'esprit, avec ce qu'il comporte d'initiative et de personnalité, prédomine habituellement sur l'effort physique. » L'initiative,

l'individualisme, forment donc les caractères dominants du travail intellectuel. L'application exacte d'une pareille définition conduirait peut-être à l'établissement d'une classification logique mais inexacte au regard de celle qu'a forgée la coutume et qui exclut de sa liste l'artisan-artiste (maître verrier ou relieur d'art), le dentiste et le secrétaire. L'énumération empirique des professions intellectuelles n'est pas limitative, et les distinctions qu'elle établit sont sans fondement rationnel ⁽⁴⁷⁾, mais elle est la seule vraiment pratique et capable de fixer les idées sur ce qu'on appelle un travailleur intellectuel. Une étude publiée à la veille de la réunion de la première session de la Commission consultative des travailleurs intellectuels, qui devait se réunir à Genève le 22 octobre 1928, résumait ainsi la situation : « On considère partout comme travailleurs intellectuels ceux qui travaillent à l'acquisition de connaissances pour des fins de perfectionnement intellectuel ou des fins pratiques non immédiates (savants, chercheurs, inventeurs, chimistes, ingénieurs) ou ceux qui emploient les capacités ainsi acquises dans l'exercice de professions plus ou moins libérales (médecins, chirurgiens, dentistes, vétérinaires, pharmaciens, avocats, avoués, notaires, architectes) ou dans les fonctions supérieures de l'industrie ou de l'administration (actuares, comptables, etc.). Par extension de la conception d'intellectuels, on place aussi dans cette catégorie

(47) Dans un discours prononcé au Conseil central des travailleurs intellectuels, le Docteur Bruno Bauer s'écriait : « Démarcation sans fondement rationnel qui place un mécanicien de chemin de fer, fournissant surtout un travail intellectuel, parmi les travailleurs manuels, et une dactylographe, dont le travail est surtout manuel, parmi les travailleurs intellectuels.

les travailleurs auxquels est due la production artistique (lettres et arts) : sculpteurs, peintres, artistes décorateurs, hommes de lettres, rédacteurs et écrivains; compositeurs et musiciens, artistes de théâtre et de cinéma. Ceux à qui le travail éducatif est confié sont en général considérés comme travailleurs intellectuels; en tout cas, les membres du corps enseignant libre sont rattachés à cette catégorie. » (48).

Cette classification élargit quelque peu le concept de service dont nous avons usé : il est le plus souvent un compromis unique de travail manuel et intellectuel dans lequel le second joue le plus grand rôle. De sa nature découlent quelques conséquences : la surproduction des services qui s'identifie obligatoirement avec la surproduction de travailleurs intellectuels n'est qu'une surproduction relative soit à la grandeur du capital en nature existant, dans la mesure où le service ne peut être rendu sans l'aide de machines, soit à la grandeur du capital en espèces qui rémunère le prestataire de services; comme la formation de ce dernier capital dépend de l'état du milieu économique, la surproduction de travail intellectuel sera donc également relative, par ricochet, à l'état de la situation économique présente.

Nous ne reviendrons pas sur le chômage des musiciens et des artistes que nous avons précédemment étudié et auquel on peut assimiler également le chômage des journalistes; nous savons suffisamment que certaines découvertes scientifiques, et notamment l'emploi de machines nouvelles, ont en effet changé la nature même du travail et rendu inutiles un certain nombre d'emplois. Nous ne

(48) *Revue internationale du travail*, oct. 1928, p. 357-358.

reviendrons pas non plus sur le chômage qui survient à la suite de mesures de rationalisation comme l'organisation de toute une industrie dont l'effet est de rendre disponibles aussi bien certains ouvriers que du personnel de direction fourni par des intellectuels. Toutefois, nous insisterons davantage sur le chômage qui procède de la surproduction de travailleurs intellectuels à la suite, ou d'une pénurie de capital, ou de l'augmentation du nombre des prestataires de services.

*2° Quelques faits de surproduction intellectuelle;
leur explication.*

Surproduire des services correspond dans une certaine mesure à doter « d'aptitudes et d'habiletés spéciales », suivant le mot déjà cité de M. A. Caroncini ⁽⁴⁹⁾, un nombre d'individus supérieur à celui qui devrait exister à un moment donné pour une population définie et dont les exigences paraissent également déterminées. Pour venir éclairer cette idée, les exemples abondent, c'est par exemple en 1929 le nombre très élevé des médecins pratiquant dans les grandes et les petites villes d'Allemagne tel que l'a révélé une enquête du « Hartmannbund » (organisation économique des médecins allemands); il s'élève, en effet, dans 47 grandes villes de plus de 100.000 habitants au chiffre de 17.864, soit 1 pour 980 habitants; dans 46 villes de 50.000 à 100.000 habitants il y en a 3.080, c'est-à-dire 1 par 1.076 habitants; dans 157 villes de 20.000 à 50.000 habitants on en compte 3.925, soit 1 par 1.200 habitants; un quatrième groupe comprend 261 localités de 10.000 à 20.000 habitants dotées de 2.453 médecins, ce qui donne

(49) Cf. *supra*, notre 1^{re} part., chap. II, sect. V.

la proportion de 1 pour 1.464 habitants. L'ensemble de l'Allemagne, ayant une population de 64 millions d'habitants dont 39.500 médecins, possède donc un médecin pour 1.620 habitants ⁽³⁰⁾.

En Grèce on constate également qu'il y a des portions de territoire où les médecins sont trop nombreux et d'autres où ils ne le sont pas assez; la proportion des médecins par rapport au nombre total des habitants est de 1 sur 954 en province et de 1 sur 265 à Athènes; d'où la considération du Bureau international du travail que « plusieurs régions sont privées de médecins tandis qu'ils sont trop nombreux dans la capitale » ⁽³¹⁾. Les mêmes informations du Bureau international du travail dénonçaient le grossissement anormal de la corporation des avocats et ses conséquences sur la baisse du taux des honoraires qui n'est en soi qu'une variété de baisse des prix causée par la surabondance de l'offre; des statistiques de 1929 faisaient ressortir que 6.000 avocats, dont 2.000 à Athènes, exercent leur profession; plus de 1.000 ont affecté leur intelligence à d'autres branches d'activité : commerce, fonctions publiques, etc. La population de Grèce étant de 6.200.000 habitants il y a donc un avocat pour 1.034 habitants. A Athènes, cette proportion est de 1 pour 227 habitants. Les statistiques universitaires font prévoir que cette pléthore menace de s'accroître encore. Il s'est produit, en conséquence, une baisse considérable du taux des honoraires et cette crise est aggravée par l'augmentation de plus en plus forte des frais de tribunaux. » ⁽³²⁾.

(30) *Informations sociales*, 23 sept. 1929, p. 500, d'après le *Ärztliche Mitteilungen* des 11 mai, 29 juin, 13 juill. et 6 août 1929.

(31) *Informations sociales*, 23 sept. 1929, p. 502.

(32) *Ibid.*, p. 505.

En Roumanie, selon des informations du journal *Curentul* du 13 janvier 1930, il y aurait 600 chômeurs chez les ingénieurs roumains (53).

Sans vouloir accumuler outre mesure des exemples qui, malgré les différences de chiffres, ne font que renforcer la même idée, nous terminerons cependant par le rappel d'un élément très important de la crise japonaise de 1920, le chômage des étudiants au sortir de la Faculté : « Pour que l'industrie japonaise se développe, écrivait M. Idéi, il faut au pays des cerveaux et, pour cela, il est nécessaire de créer des établissements d'enseignement supérieur, mais jusqu'ici il semble que le développement n'en ait pas été conçu sur une base très rationnelle. Les facultés de droit, de sciences économiques et de lettres sont encombrées, mais lorsqu'ils cherchent un emploi, les étudiants de ces facultés sont désavantagés par rapport aux candidats qui possèdent une formation technique. Du point de vue géographique, la répartition des principaux centres d'enseignement est mauvaise également (sur un total de 45 universités, 22 se trouvent à Tokio), et à lui seul ce facteur tend inévitablement à engendrer une pléthore de jeunes intellectuels qui ne peuvent trouver du travail. » (54). D'ailleurs, dès 1922, le mal fut si grave qu'on éprouva le besoin d'instituer des bureaux de placement spéciaux pour travailleurs intellectuels au nombre de 8 dans les grandes villes du Japon; leur efficacité devait se révéler insuffisante, la proportion des placements tombant de 76 p. 100 en 1923 à 59 en 1926 (55).

(53) *Informations sociales*, 10 févr. 1930, p. 217.

(54) Seishi Idéi, Le problème du chômage au Japon, *Revue internationale du travail*, oct. 1930, p. 539.

(55) Fernand Maurette, Surproduction de travail intellectuel, *L'Europe nouvelle*, 10 mars 1928, p. 322-323.

Cette pénible situation n'est pas seulement locale, elle est générale : en fin 1926, un huitième des chômeurs allemands étaient des travailleurs intellectuels (200.000 sur 1.600.000); en février 1927, c'était le cas de 10 p. 100 des chômeurs polonais. La Commission internationale de coopération intellectuelle déclarait, en août 1927, que l'Europe possédait 40.000 diplômés d'universités qui ne trouvent pas d'emploi et dont le nombre tend à s'augmenter à la fin de chaque année académique ⁽⁵⁶⁾.

Tous ces exemples ont le mérite de faire ressortir à la fois l'étendue et la diversité de la surproduction intellectuelle qui mène au chômage suivant des modes que nous avons par ailleurs définis.

Tantôt il peut exister une surproduction absolue que peut provoquer la tendance au progrès, le désir des générations présentes d'élever leurs enfants à des situations supérieures.

Tantôt comme pour le chômage des médecins et des avocats que nous avons eu l'occasion de signaler, il peut exister une surproduction locale, un afflux d'intellectuels dans une branche particulière de la production des services.

Le plus souvent, il paraît y avoir à notre époque une surproduction relative à l'état économique de l'Europe ou même du monde. La guerre, après avoir appauvri un bon

(56) S. D. N., *Commission internationale de coopération intellectuelle*, août 1927. Lire également sur cette question du chômage des travailleurs intellectuels : Les travailleurs intellectuels et le marché du travail, par Vincenzo Castrilli, *Revue internat. du travail*, vol. VIII, n 3, sept. 1923; La protection internationale des travailleurs intellectuels, *ibid.*, vol. IV, n° 1, oct. 1921; les articles parus dans *Vox Studentium* : Le problème du chômage des intellectuels devant l'Organisation internationale du travail, par Henri Fuss, févr. 1927; *Worlds Student Statistics*, par Miss Latham, publié en 1928 par l'*International Student Service*.

nombre de nations, a nécessité par la suite de la part de ces dernières un effort de reconstitution : les considérations matérielles sont passées au premier plan, le travail intellectuel a vu sa valeur fléchir dans la demande générale, au moindre besoin a correspondu un capital diminué pour assurer la rémunération de ce travail, les événements ont rendu pour ainsi dire tangible la vérité de la formule latine : *Primum vivere deinde philosophari*.

Mais, à l'époque présente, la situation est restée inchangée; le pli, pris aussitôt après la guerre, s'est conservé intact par suite de l'instabilité mondiale et peut-être, car il faut bien le dire, à l'instigation d'un goût moins vif pour les productions de l'esprit que pour celles de l'industrie; M. Maurette exprime d'ailleurs excellemment ces idées lorsqu'il déclare que le monde délabré devenant obligé de se reconstituer d'abord matériellement, « le plus grand prix a donc été attaché au travail matériel, à la production industrielle et agricole, au commerce, aux finances. Le travail intellectuel n'a pu tenir le coup dans la course aux salaires. Un homme riche n'hésite pas à payer une maison, une automobile, un bijou, un vêtement cinq ou six fois plus cher qu'avant la guerre : fera-t-il de même pour l'achat d'un livre, pour la leçon d'un professeur, voire même pour l'acquisition d'un tableau ou d'une statue? Quel est le pays où le journal se vend cinq ou six fois plus cher qu'avant la guerre? La dépréciation du travail de l'esprit est peut-être, en dernière analyse, la cause profonde du chômage intellectuel » (37). La conséquence facile à prévoir, c'est la réunion, au profit d'un seul travailleur intellectuel, des tâches qui

(37) Fernand Maurette, *op. cit.*, p. 323.

incombaient avant la guerre à plusieurs autres; c'est une concurrence toujours plus âpre chez ceux qui vivent surtout de leur culture intellectuelle; c'est, en définitive, le chômage et la misère.

§ 2. — L'offre surabondante de produits agricoles,
ses causes.

A. — LA RÉALITÉ DU FAIT : LA CRISE DE 1930.

Bien que les disettes agricoles soient de beaucoup les plus fréquentes et de beaucoup les plus connues, puisque, avant la naissance de la grande industrie, on pouvait leur attribuer le rythme des fluctuations cycliques, il n'en est pas moins vrai que les crises de surproduction agricole existent aussi et que celle de 1930 nous en offre un exemple presque sans précédent. Nous ne pouvons mieux faire, semble-t-il, que d'analyser les causes mêmes de cette crise, que le directeur du B. I. T. montrait comme un des éléments prépondérants du déséquilibre actuel : « Crise agricole! C'est, de l'avis commun, une des causes les plus évidentes du déséquilibre présent; et ç'a été une des préoccupations principales de la Société des Nations pendant la dernière année. Depuis 1927, les représentants du monde agricole réclamaient une place plus large autour de la table des débats internationaux. Le malheur la leur a donnée : consultation d'experts agricoles par le Comité économique, conférences spéciales pour le sucre et pour le blé, évocation des problèmes agricoles devant la Commission d'union européenne, développement de la collaboration entre la Société des Nations et l'Institut de Rome. Il n'est pas jusqu'à notre Commission consultative mixte qui n'ait senti indispensable de chercher à mesurer l'action

possible de la crise sur les conditions du travail. A la Commission du chômage, avec force, M. Olivetti a insisté sur cette primauté de la crise agricole. » (38).

Le premier indice de cette surproduction a été la baisse des prix qui n'a cessé de se manifester depuis 1927 pour s'accélérer d'une façon particulièrement grave en 1929. Sur le marché de Liverpool, la valeur moyenne en shilling de 480 lbs. de blé (soit 217 kg 440), qui était de 57/9 en 1925-1926, n'était plus que de 28/1 en 1930-1931 et alla même jusqu'à tomber à 21/10 pour le mois de février 1931 (39). En 1929, la chute des prix s'accélère considérablement dans quelques pays dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Argentine, le Canada et les Etats-Unis.

B. — LES CAUSES DE LA SURABONDANCE DE PRODUITS AGRICOLES.

Si l'on passe à la recherche des causes, on peut s'assurer qu'un élément des surproductions habituelles, l'action favorable de la terre et du climat ou mieux la productivité exceptionnelle du sol, cèdent le pas à un ensemble de facteurs qui ont tous une part de responsabilité dans la crise de 1930.

Le Dr Adalbert de Poka-Pivny mentionne à la fois des causes générales et des causes spéciales que nous avons eu par ailleurs l'occasion de signaler : le fait que la guerre a détruit des richesses, que les agriculteurs produisent cher et que l'abaissement des prix leur laisse peu de bénéfices; il signale également, dans le même sens, l'instabilité des changes, la protection outrancière, la suppression des grandes unités économiques; il énumère, d'autre

(38) S. D. N., Conférence internationale du travail, 15^e session, Genève, 1931, *Rapport du directeur*, p. 16-17.

(39) Adalbert de Poka-Pivny, *La crise agricole et le crédit international*, *Revue économique internationale*, avril 1931, p. 68.

part, des causes spéciales comme la production intensive sur² les territoires extra-européens durant la guerre mondiale et le retour en activité, après la guerre, de certains centres de production; il note la politique de stockage de quelques pays exportateurs d'outre-mer, la stagnation de la consommation de céréales, par suite de la substitution de la traction mécanique à la traction animale, de la prohibition des boissons alcoolisées aux Etats-Unis; à toutes ces causes il ajoute le protectionnisme agricole national qui tend à élever le prix du blé et l'appauvrissement continu des classes agricoles qui offrent des quantités de plus en plus fortes de marchandises dépréciées pour payer le loyer de l'argent emprunté ⁽⁶⁰⁾.

Sans discuter ni commenter les éléments d'une telle énumération, il suffit de nous pénétrer que la question de la surproduction agricole, comme toute question économique, présente des facteurs nombreux et revêt par là même une grande complexité. Cependant, en la matière, quelques réductions à l'unité peuvent être opérées; et si l'on prend comme exemple la diminution du prix du blé qui a joué un rôle prépondérant dans l'ensemble de la crise, on peut s'apercevoir que cette diminution dépend surtout de trois facteurs : de la hausse du pouvoir d'achat de la monnaie, de la diminution du coût de production et enfin de la surabondance de l'offre par rapport à la demande.

La hausse du pouvoir d'achat de la monnaie peut expliquer pour une très faible part la baisse du prix du blé : sur le prix du froment qui est à Chicago de 34,8 p. 100 plus bas que celui de 1926, 13,6 p. 100 de cette baisse

(60) Id., *ibid.*, p. 63-74.

seraient attribuables à la diminution du pouvoir d'achat du dollar ⁽⁶¹⁾.

La diminution du prix de revient exerce une action plus forte si l'on considère le résultat de l'emploi des machines dans l'agriculture; le coût total par hectare travaillé au moyen d'une moissonneuse-lieuse reviendrait en Argentine à 73,89 RM, et le prix du quintal à 6,42 RM, alors que ces deux prix s'abaissent respectivement, grâce à l'usage d'une moissonneuse-batteuse, à 43,10 et 3.75 RM; en Allemagne, la différence est encore plus sensible, le prix de l'hectare passe de 104,00 à 56,00 RM, celui du quintal de 3,46 à 1,87 RM. Ces chiffres assuraient une réduction possible du coût du moissonnage d'à peu près de moitié. Une enquête faite en 1926 sur les méthodes de moissonnage dans 271 fermes du Middle-West aboutit à faire ressortir l'économie considérable réalisée sur cette opération agricole ⁽⁶²⁾; M. Matthaei est allé jusqu'à estimer que « l'économie réalisée sur tous les éléments du coût de production du blé varie probablement entre 8 et 14 p. 100 » ⁽⁶³⁾.

Mais cependant les raisons examinées ne sont pas les facteurs principaux de la baisse du prix du blé, cette dernière « est due aussi, et surtout peut-être, à une production excessive. Comme l'a exposé l'Institut international d'agriculture, les causes fondamentales de la crise agricole actuelle se trouvent essentiellement dans les changements survenus sur le marché entre l'offre et la demande des produits agricoles » ⁽⁶⁴⁾. Ce n'est pas que la demande

(61) Cf. le *Discours du directeur* à la 15^e session de la Conférence internationale du travail, p. 17.

(62) Cf. pour tous ces chiffres les tableaux établis par M. Matthaei, *Revue internationale du travail*, mars 1931, p. 348.

(63) Matthaei, *ibid.*, p. 349.

(64) S. D. N., *Rapport du directeur* à la 15^e session de la Conférence internationale du travail, p. 17.

globale de ces produits soit moindre, elle serait tout au moins quantitativement égale, mais c'est que l'offre a considérablement augmenté.

En faveur d'une diminution de la demande, on pourrait invoquer la désaffection des peuples pour la consommation des céréales; effectivement, si l'on compare la période de 1925-1928 à celle de 1909-1913, on constate une diminution individuelle de la consommation du blé de 2 p. 100 en Suisse, 3 p. 100 en Australie et en Espagne, 6 p. 100 en Allemagne et Grande-Bretagne, 11 p. 100 en France, 14 p. 100 aux Etats-Unis, 16 p. 100 en Argentine, 21 p. 100 en Belgique et 31 p. 100 au Canada. Comme nous l'avons déjà déterminé, cette situation est due à l'élévation du niveau de vie des masses et, par suite, par une plus grande consommation de certains produits alimentaires, comme la viande, les fruits et les légumes frais, le sucre, le café et le thé, etc. Cependant, bien qu'on ne puisse remédier à un tel état de fait, il ne faut pas croire que la demande globale de blé soit atteinte; elle est maintenue, sinon grandie par l'augmentation de la population mondiale; cette augmentation de 10 p. 100 relevée en 1928 par rapport à 1913 doit assurer l'équilibre entre la consommation et la production moyennant un accroissement d'environ 5,5 p. 100 de la production du blé si l'on admet par ailleurs que l'équilibre existait en 1913. Mais, au contraire, l'augmentation a été beaucoup plus forte; de 1925 à 1928, elle est de 17,4 p. 100, soit une moyenne annuelle de 965.875.000 quintaux contre 822.645.000; en 1929, malgré une diminution, elle est encore de 12 p. 100 sur la période de 1909-1913 et représente une production de 917.920.000 quintaux ⁽⁶³⁾.

(63) Cf. l'article déjà cité de MM. Fromont et Courtin, *Essai sur la crise agricole : production et population*.

Il existe donc indiscutablement une surproduction de blé due à l'offre de blé; comme on ne pourrait incriminer, d'un bout à l'autre de la période 1923-1929, l'existence de récoltes exceptionnellement favorables, il faut chercher ailleurs les causes probables de cette surproduction; à notre avis, deux faits peuvent l'expliquer qui se combinent d'ailleurs intimement : c'est, d'une part, le bénéfice de plus en plus faible de l'agriculteur et son action sur la production agricole; c'est, d'autre part, l'introduction du machinisme en matière d'agriculture.

Comme pour tout producteur, l'ambition du cultivateur est d'accroître son bénéfice, ou tout au moins d'en maintenir l'importance lorsqu'il baisse; pour ce faire il ne possède que deux moyens ou bien, tout en conservant la même surface cultivée, accroître le rendement de sa production, ce qui revient pour lui à intensifier sa culture, ou bien mettre plus de terres en valeur pour obtenir une production plus abondante; le plus souvent, le rendement très vite décroissant en matière agricole l'obligera à recourir au second moyen et à surproduire.

C. — LES CAUSES SPÉCIALES DE LA SURPRODUCTION AGRICOLE.

1° *La faiblesse du bénéfice agricole alliée au rendement exceptionnellement décroissant pousse l'agriculteur à l'extension des surfaces cultivables.*

Si, théoriquement, la production des produits de l'industrie peut être continue, à condition que l'entrepreneur possède le travail et le capital nécessaires, par contre l'agriculteur, alors même qu'il remplirait toutes les conditions pour produire d'une façon illimitée, verrait cependant ses efforts rendus stériles par la présence d'un facteur

essentiel de la production agricole : la terre. La surface cultivée limite généralement la quantité des produits agricoles; sans doute, il existe des pratiques de culture intensive, mais il arrive bien vite un moment où le travail du sol et le capital qu'on y incorpore sous forme d'engrais de toutes sortes ne rémunèrent pas assez en produits les peines et les débours de l'agriculteur, parce que la terre ne « rend » plus suffisamment par rapport aux dépenses effectuées; de là la nécessité d'étendre la surface des terres cultivables si l'on veut de nouveau obtenir, non pas des récoltes plus abondantes, mais une somme plus grande de produits; or, cette extension ne va pas sans difficultés, elle nécessite, en effet, la mise en état de terres nouvelles souvent moins productives que les terres déjà travaillées, surtout si l'on admet que l'homme commence par cultiver les surfaces les plus fertiles; il en résulte pour l'agriculteur un accroissement de frais avec une diminution de la rente et le rétrécissement du bénéfice agricole déjà bien maigre.

Et c'est ainsi que l'étendue des terres cultivables devient l'indice de l'état d'esprit et des agissements de l'agriculteur pour conserver à tout prix le montant tout au moins global du rapport de sa culture. Quelques chiffres que nous offre en 1931 le rapport du directeur du B. I. T. sont des plus significatifs à cet égard : « La superficie cultivée en froment s'est élevée de 109.382.000 en 1909-1913, à 125.564.000 hectares en 1929. A cette augmentation, l'Europe (non compris la Russie) n'a aucunement contribué; de 29.340.000 hectares, les champs de froment européens s'étaient réduits, en 1919, à 23.988.000 hectares, et n'étaient revenus, en 1929, qu'à 28.133.000 hectares. Cette diminution s'est trouvée moins que compensée

par l'augmentation constatée en U. R. S. S., où, de 29.950.000 hectares en 1909-1913, on s'est élevé à 30.644.000 hectares en 1929. Par contre, l'Australie, les Etats-Unis et le Canada ont procédé à des extensions énormes : l'Australie est passée de 3.077.000 hectares en 1909-1913 à 5.703.000 en 1929; les Etats-Unis, de 19.060.000 à 24.743.000; le Canada, de 4.023.000 à 10.220.000. » (66). Ainsi s'explique pour le blé, comme aussi pour d'autres denrées également surproduites, l'accumulation de stocks de plus en plus considérables. Au 1^{er} juillet 1926, les stocks de froment étaient aux Etats-Unis de 29,5 millions de quintaux et au Canada de 9,9 millions de quintaux au 31 juillet; dans le premier pays, ils passaient à 80,4 millions de quintaux au 1^{er} juillet 1930, et dans le second à 30,4 millions au 31 du même mois. Les stocks de sucre, de café, de coton, de soie brute, de jute, grossissent aussi de 1927 à 1930 dans des proportions énormes; à cette date, les stocks dépassent une augmentation de 58,6 p. 100 pour le coton, de 88,4 p. 100 pour le sucre, de 165,6 p. 100 pour le jute, de 660 p. 100 pour la soie brute et de 3.542 p. 100 pour le café! (67).

2° *L'utilisation de la machine agricole pousse également à l'extension des surfaces cultivables.*

Mais, d'autre part, l'extension des surfaces cultivables peut nécessiter et doit même nécessiter une plus grande quantité d'individus pour entretenir et faire fructifier des surfaces considérablement accrues; le producteur peut être gêné si le nombre d'ouvriers agricoles reste le même, mais la difficulté peut devenir insurmontable si ce nombre

(66) S. D. N., Rapport cité, p. 18.

(67) *Ibid.*, même page.

diminue, comme les statistiques nous l'apprennent; l'ensemble de la production agricole devrait, de ce fait, rester au moins stationnaire, sinon en diminution. Cependant il n'en est rien, des améliorations apportées au capital de production, des améliorations correspondantes du travail agricole, en un mot la rationalisation des diverses opérations de l'agriculture grâce à l'introduction du machinisme, ont permis à un plus petit nombre d'individus de cultiver des surfaces supérieures et d'accroître ainsi la quantité de produits agricoles mis en vente sur le marché.

Toutefois, on ne peut dire que la terre ait eu sa productivité accrue par l'usage des machines; en ce qui concerne la culture du blé où la mécanisation atteint une grande importance de 1909 à 1913, le rendement mondial par unité de surface n'a pas augmenté, il a oscillé aux environs de 10 quintaux par hectare (68). Malgré cette constatation, nous ne sommes pas éloigné de croire que le machinisme agricole a été pour beaucoup dans cette sorte de folie d'extension des surfaces cultivables; il a contribué, dans une large mesure, à négliger l'appréciation de la demande des produits, et par suite à causer d'une façon indirecte mais certaine la crise de surproduction.

Une première remarque fortifiera d'abord cette assertion : en ce qui concerne le blé, dont la surproduction est peut-être le fait le plus saillant de la crise agricole actuelle, on peut constater, d'après les chiffres que nous avons cités, que seule l'Europe, excepté la Russie, n'a pas contribué à augmenter les superficies cultivées; ce sont, au contraire, les pays à large surface cultivable, les

(68) Cf. Rapport cité, p. 17.

pays où la mécanisation agricole est la plus aisément applicable, qui ont étendu exagérément leurs emblavements. Et, de fait, ces pays ont vu concurremment à cette augmentation de surface une augmentation parallèle du nombre des machines agricoles employées, augmentation particulièrement accrue à partir de l'année 1926.

Le chiffre des moissonneuses-batteuses fabriquées aux Etats-Unis grandit de 1914 à 1929; en 1914, il est de 270, il passe à 5.027 en 1921 et à 5.131 en 1925 pour sauter à 11.760 en 1926 et croître jusqu'à 36.937 en 1929. Au Canada, la progression est à peu près semblable en ce qui concerne le nombre des moissonneuses-batteuses employées dans l'Ouest : 2 en 1922, 5 en 1924, 18 en 1925, 199 en 1926, 7.255 en 1929. La valeur en millions de dollars des exportations canadiennes d'outils et de machines agricoles à destination de l'Australie suit également une ascension similaire : de 5.345 en 1922, elle s'élève à 11.343 en 1925 et à 17.413 en 1927 (69).

Sans doute, on peut dire que la plus grande étendue des terres cultivées a causé la fabrication intense des machines agricoles, mais comment ne pas croire que la réciproque peut être vraie. Si l'on note que la persistance d'un certain manque de main-d'œuvre agricole est la règle, que dans un pays comme les Etats-Unis les statistiques du recensement permettent de constater que de 1920 à 1930 la population des campagnes avait diminué de 3.800 pour ne citer que cet exemple, on peut estimer que la machine a seule rendu possible des extensions nouvelles avec une main-d'œuvre égale, parfois même réduite; la machine a donc été la condition originelle de cette

(69) Pour ces chiffres, consulter L. E. Matthaëi, Les progrès du machinisme dans l'agriculture, *Revue internationale du travail*, mars 1931.

extension; de là à montrer qu'elle l'a forcée, comme nous le faisons pressentir en tête de ce paragraphe, il n'y a plus qu'un simple pas à faire. L'utilisation de la machine, parce qu'elle augmente d'une façon étonnante le rendement du travail humain, permet à l'agriculteur de penser à l'agrandissement de sa propriété, ce qui est la condition essentielle à la fois pour le bon usage des machines agricoles modernes et pour l'obtention de récoltes plus considérables.

Il y a donc en matière agricole une sorte de répercussion de l'usage de la machine sur la grandeur des terres ensemencées, et par suite, indirectement, sur la production; l'individu qui devient l'esclave de cette machine subordonne toutes les conditions de la production à la puissance de son rendement; il est ainsi enclin, par la force des choses, à perdre de vue la grandeur de la demande et à donner naissance au règne de l'imprévision. En définitive, il existe une relation certaine entre la grandeur de la propriété cultivée et l'usage de la machine, la première paraissant s'ajuster aux exigences nouvelles de la seconde. M. Matthaei a d'ailleurs signalé, peut-être d'une façon un peu confuse, ce nouvel effet du machinisme agricole; le passage essentiel, où il examine la formation de plus grandes exploitations à l'instigation du machinisme agricole, est tout entier à citer : « Un accroissement de la superficie de la ferme, qui est l'unité de base d'opérations de la production agricole, ne laisserait pas d'entraîner d'importantes répercussions sociales; l'idée que le propriétaire tendrait à devenir un simple gérant rémunéré en découle directement. De grandes fermes dirigées par des gérants rémunérés, avec des contre-maîtres et un important personnel ouvrier salarié, signi-

fierait une organisation agricole tout à fait différente de celle que nous avons actuellement. La prophétie est assez hardie, mais il semble en tout cas que certaines des nouvelles machines soient trop puissantes pour l'unité agricole actuelle. Même aux Etats-Unis où la ferme « familiale » est souvent une exploitation de 500 à 600 acres, l'enquête de 1926 sur les moissonneuses-batteuses a révélé que la moitié des propriétaires de machines fauchaient le blé de leur voisin aussi bien que le leur et que près de la moitié du travail accompli mécaniquement se faisait sur du terrain ne leur appartenant pas en propre; en fait, la machine était trop forte pour la ferme... Mais si l'on adopte encore beaucoup de ces machines trop puissantes pour la superficie actuelle des fermes, il deviendra aussi lucratif de posséder l'outillage que de posséder du terrain, et l'on verra peut-être surgir un nouveau mode d'exploitation de la terre qui consistera à louer une étendue de terrain correspondante à l'outillage que l'on possède et non à acheter l'outillage correspondant à la superficie des terres possédées; on aura alors un système exactement contraire à celui qui consiste actuellement à adapter l'outillage à l'exploitation » (70). Comme le remarque M. Matthaei, cette adaptation n'est pas encore faite, le propriétaire foncier paraissant au contraire proportionner la grandeur de ses terres à la puissance de ses machines; cela flatte son désir de produire davantage tout en lui permettant de consacrer à la culture d'autres surfaces le temps que l'usage des machines lui permet d'économiser sur ses anciennes terres.

Pour conclure sur l'ensemble de nos développements consacrés à la surabondance des produits agricoles, on

(70) L. E. Matthaei, *op. cit.*, p. 267-268.

peut dire que l'analyse des faits contemporains permet de déceler l'action principale de deux causes de surproduction; la première est caractérisée par l'effet de la loi du rendement décroissant qui oblige l'agriculteur à mettre des nouvelles terres en valeur pour conserver, malgré la baisse des prix, un bénéfice global aussi élevé qu'auparavant mais en réalité bien moindre si on le rapporte à l'importance des récoltes. La seconde cause serait due, dans un autre sens, à l'introduction du machinisme en matière agricole, dont le résultat aurait été de pousser l'agriculteur à proportionner la grandeur de ses terres à la puissance de ses nouveaux instruments de travail.

§ 3. — La surproduction industrielle. Les crises cycliques de surproduction et la théorie de l'imprévision économique.

S'il existe des crises de surproduction agricole, il existe aussi les crises de surproduction industrielle, et celles-ci comme celles-là ne trouvent d'autre solution, à l'heure actuelle, que par le chômage.

La surproduction, qui traduit toujours l'état du rapport de l'offre à la demande, peut être absolue ou relative; absolue si la production dépasse les exigences d'une demande constante; relative si la demande diminue malgré la constance de la production. Bien qu'il soit assez vain de vouloir, en pratique, séparer complètement ces deux sortes de surproduction, nous envisagerons ici, de préférence, la surproduction absolue, c'est-à-dire celle qui caractérise une offre excédant, de son propre fait, une demande déterminée.

Une autre distinction que paraît imposer l'analyse des faits est celle de la crise de surproduction partielle et de la crise de surproduction périodique et générale. La pre-

mière atteindrait simplement, à un moment imprévu, un producteur ou une industrie tout entière; la seconde, au contraire, se reproduirait avec régularité dans le temps depuis l'avènement de la grande industrie; ces crises générales ont, par leur ampleur, attiré d'une façon soutenue l'attention des économistes, parce qu'elles coïncidaient toujours avec de fortes variations de prix qui n'en étaient, somme toute, que la manifestation; les auteurs ont vu en elles des manifestations particulièrement caractérisées, graves et régulières du déséquilibre économique. Ainsi s'est creusé aux yeux de tous le fossé qui séparait la crise particulière de la crise générale dont la nature ne pouvait être la même, dont le fondement devait nécessairement se montrer dissemblable.

Nous avons cru devoir nous dresser en face de cette attitude scientifique qui fait de la crise de surproduction générale un phénomène original et contemporain de l'économie capitaliste moderne. Pour nous, il n'y a aucune différence d'essence entre les crises de surproduction quelles qu'elles soient; toutes relèvent, à des degrés différents sans doute, mais d'une façon certaine, du déséquilibre économique; toutes, en conséquence, doivent être traitées pareillement si l'on veut envisager la guérison de l'état économique qui leur a donné naissance.

Pour mener à bien cette démonstration, de longs développements seraient nécessaires; or, nous ne pouvons formuler que des observations très générales mais indispensables pour établir que la nature des causes de la crise générale de surproduction n'est pas différente de celle des autres crises, qu'il y a vraisemblablement une certaine unité de formation du chômage, même dans cette hypothèse que l'on a voulu singulariser outre mesure.

Il conviendra tour à tour d'examiner les caractères de ces crises, d'en critiquer la rigueur, comme aussi les causes qui en ont été données, pour en déterminer de plus générales, mais aussi de plus conformes à la réalité.

A. — LES CARACTÈRES DISTINCTIFS DE LA CRISE CYCLIQUE.

Dans son ouvrage vraiment remarquable sur les crises générales et périodiques de surproduction, M. Lescure qualifiait la crise cyclique de « phénomène aux contours arrêtés » (71); la relation des faits qui les constitue paraît faire ressortir aux théoriciens des crises une certaine permanence de principes, malgré l'apparente variabilité de leurs manifestations; aussi M. Lescure a-t-il pu dresser, selon sa propre expression, « un schéma théorique » des crises de surproduction dont voici l'essentiel : le cycle entier s'effectue en deux temps avec, par conséquent, deux phases à considérer, celle d'essor et celle de dépression. Pendant la période d'essor, tous les prix haussent mais en commençant par ceux des matières premières comme la fonte; les salaires s'élèvent ainsi que le nombre d'ouvriers, le commerce intérieur et extérieur grandit, les émissions de titres se font nombreuses.

Avec la multiplicité des échanges, la circulation monétaire s'accroît : circulation métallique pour rémunérer le plus grand nombre d'ouvriers et servir l'essor donné au commerce de détail; circulation fiduciaire correspondant à la plus grande importance générale des transactions; circulation plus rapide des billets de banque, sans que pour cela le nombre en soit augmenté.

La Bourse reflète la situation du moment avec, au début,

(71) J. Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., t. II, p. 405. Paris, 1932.

la hausse des fonds d'Etat et des valeurs à revenu fixe, puis celle des valeurs industrielles qui attirent l'épargne, parce qu'elles sont plus rémunératrices. D'ailleurs, ces hausses irrésistibles se terminent souvent par un krach.

La phase d'essor modifie la répartition des richesses : les revenus des chefs d'entreprise et des actionnaires ainsi que les salaires de l'ouvrier augmentent, le propriétaire de terrains avoisinant l'usine jouit de la plus-value considérable que lui donnent les constructions nouvelles. C'est l'époque d'un luxe effréné et d'un gaspillage sans nom.

Mais alors survient la période de dépression cyclique ⁽⁷²⁾. L'épargne se retire de l'industrie, elle couvre les déficits budgétaires, consolide les émissions de valeurs de la période d'essor, reste même inemployée sous la forme de dépôts ou de comptes courants créditeurs; les valeurs à revenus fixes haussent, alors que baissent les valeurs industrielles. La métallurgie et la mine se trouvent les premières atteintes par l'état de dépression, la baisse générale des prix se déclenche et, avec elle, la baisse du profit et des salaires; les producteurs procèdent à la révision de leurs coûts, le capital se réduit; les faillites et le chômage entraînent le ralentissement ou l'arrêt de la production.

Quant à la circulation, si elle n'est pas tout à fait diminuée au début de la crise, parce que l'industriel ou le commerçant préfère demander une aide au crédit en escomptant des lettres de change, elle est notablement freinée par la suite lorsque la banque élève de plus en plus le taux de l'escompte pour défendre son encaisse métallique; dès lors, commerçants et industriels se résolvent à vendre à perte et la crise entre dans sa phase de

(72) Cf. Lescure, *op. cit.*, t. I, p. 365.

liquidation avec la diminution du portefeuille, la baisse du taux de l'escompte, le reflux des espèces métalliques et des billets vers les caisses de la banque, d'où l'on peut induire avec certitude la diminution du volume des échanges. La limitation de la production et la baisse des prix entraînent forcément la baisse des valeurs industrielles, de sorte qu'une crise de bourse accompagne la crise économique générale.

La répartition des richesses est naturellement opposée à ce qu'elle était pendant l'essor de l'industrie : les intérêts, les dividendes, la totalité des revenus, baissent ainsi que les salaires réels et nominaux; les heures de travail diminuent, le chômage devient une réalité ⁽⁷³⁾.

A cette allure systématique revêtue par les crises cycliques de surproduction on ajoute communément certains autres caractères propres à différencier ces dernières d'autres crises de surproduction : la généralité, la périodicité et même la gravité.

Elles sont générales parce que caractérisées par une baisse particulièrement forte de la valeur de tous les produits, alors que la crise partielle ne serait en réalité qu'une rupture d'équilibre entre la consommation et la production d'une seule catégorie de produits.

Elles sont également périodiques, comme paraît le prouver l'analyse des divers indices économiques et particulièrement de ceux qui forment la courbe du niveau général des prix; on peut enregistrer, en effet, nous le savons, dans la succession de ces indices quatre catégories de variations : d'abord, le mouvement fondamental qui caractérise la tendance générale au développement ou au déclin

(73) Sur cette description schématique, lire J. Lescure, *op. cit.*, t. I, p. 359-372.

de l'activité économique au cours d'une période prolongée; ensuite, la variation saisonnière, facilement explicable, comme l'est également la troisième catégorie de variations, celle des mouvements accidentels; enfin interviennent, en quatrième lieu, de grandes ondulations de la courbe dont les sommets ou les creux réapparaissent très approximativement tous les dix ans, ce sont elles qui marquent les fluctuations cycliques, c'est sur elles que s'est portée depuis le début du xix^e siècle l'attention des familiers de la science économique. Quatre à cinq ans de prospérité, quatre à cinq ans de dépression, voilà quel est pour eux la composition d'un cycle économique; le point culminant de la courbe marque le sommet de la phase d'essor; celui de la chute, la base de la phase de dépression et le maximum d'acuité de la crise. La régularité dans la périodicité, telle est, avec l'uniformité du processus et la généralisation de ses effets, une des caractéristiques essentielles du phénomène dont on pouvait déjà trouver une définition dans le rapport présenté en 1909 par la Commission des crises du ministère du Travail : la crise est périodique, parce qu'elle se trouve au point d'intersection d'une période d'essor d'une durée de trois à cinq ans, avec une période de dépression de durée analogue (74).

Mais ce n'est pas tout, à ces trois éléments d'un bon diagnostic des crises doit s'en ajouter un quatrième qui, à vrai dire, joue un rôle plus effacé, davantage subordonné à la dépression de la courbe : c'est le caractère de gravité.

L'ébranlement, souvent mondial, causé par une telle rupture d'équilibre entre la production et la consommation

(74) Cf. *Journal officiel*, 3 sept. 1909, p. 1151.

est presque toujours d'une importance considérable; il peut être mesuré assez exactement par la vague de chômage auquel il donne naissance; aussi peut-on s'expliquer que les auteurs de traités sur la science économique aient pu cantonner à l'étude des crises générales de surproduction la simple mention du chômage involontaire.

Quelques chiffres extraits de l'ouvrage de M. Lescure sont propres à établir très nettement la relation étroite des crises et du chômage.

Pendant l'hiver 1847-1848, le nombre des chômeurs s'élève à 780.000 en France, et à 100.000 en Angleterre; la crise de 1857 cause la misère de 43.000 familles américaines; celle de 1873, de 18.830 ouvriers viennois et de 182.000 ouvriers américains dans le seul Etat de New-York; dans le même Etat, lors d'une autre crise le 9 janvier 1908 le nombre de chômeurs était évalué à 125.000, tandis qu'il s'élevait à 120.000 à Chicago; d'ailleurs, au courant de la même année, le pourcentage des chômeurs anglais s'était élevé à 7,8 après s'être abaissé à 3,6 en 1906, période d'essor, alors qu'il était en moyenne de 5 en 1905 ⁽⁷⁵⁾.

Ces chiffres, qui ne donnent que quelques vagues indications sur la répercussion des crises économiques, paraissent encore bien au-dessous de ceux que l'on a pu avancer en 1921 ou en 1930.

En septembre 1921 le président Harding déclarait à la Conférence sur le chômage, réunie à Washington, qu'il estimait le nombre des chômeurs de son pays entre 3.500.000 et 5.500.000 ⁽⁷⁶⁾. En Angleterre, le nombre indice des chômeurs, qui n'était que de 0,9 p. 100 en avril 1920,

(75) Pour ces chiffres, cf. J. Lescure, *op. cit.*, t. I., *Le phénomène*.

(76) B. I. T., *La crise de chômage 1920-1923*, p. 8.

atteint 23,4 p. 100 en juin 1921; à la date du 24 juin de cette année, 2.171.288 ouvriers bénéficiaient d'une indemnité de chômage complet et 832.440 d'une indemnité de chômage partiel (77). En France, le nombre des chômeurs secourus par le fonds de chômage de la Ville de Paris passe, en novembre 1920, de 700 à 2.000 et atteint 44.000 en mars 1921; à ce moment, le nombre des chômeurs secourus de la France entière s'élevait à 90.000 (78). En Allemagne, enfin, le nombre des chômeurs assistés par l'Etat était de 5 millions (79).

Un chômage non moins important allait être provoqué par la crise de 1930-1931. Le rapport du directeur du B. I. T. rappelle les chiffres éloquentes présentés à la fin de 1930 sur les statistiques des divers pays : « Evidemment, comme le disait un membre du Conseil d'administration, le Bureau ne peut borner son rôle à la publication répétée de chiffres émouvants. L'appel au sentiment ne suffit pas. Mais il n'est pas inutile que le monde ait conscience de son état. Il y a un an, le nombre des chômeurs pouvait être évalué pour l'ensemble du monde à 10 millions. Aujourd'hui (fin février), deux grands pays industriels à eux seuls : les Etats-Unis et l'Allemagne, fournissent un total plus important. Le nombre des chômeurs a doublé. » (80).

Et c'est ainsi qu'un ensemble de caractéristiques bien définies devait contribuer peu à peu à fonder pour les auteurs ce phénomène tout à fait original de la crise

(77) *Ibid.*, p. 19-21.

(78) *Ibid.*, p. 45-46.

(79) *Ibid.*, p. 64.

(80) S. D. N., *Rapport du directeur* présenté à la 13^e session de la Conférence internationale du travail, p. 13-14.

générale de surproduction. Si, dans une certaine mesure, sa description était facile, les explications diverses qu'ils en ont donné témoignent de la difficulté à les établir; elles diffèrent en effet suivant qu'ils ont envisagé dans la crise un de ses aspects plutôt qu'un autre, suivant aussi qu'ils ont attribué à telle de ses manifestations une importance de premier plan.

B. — LES CAUSES COMMUNÉMENT ADMISES EN MATIÈRE
DE CRISE GÉNÉRALE ET PÉRIODIQUE DE SURPRODUCTION.

Depuis longtemps, les hommes de science se sont efforcés de trouver une solution à « l'éternelle question des crises » (84). Dès 1895, Bergmann examinait dans sa *Geschichte der Krisentheorien* 280 opinions sur la cause des crises. Nous écarterons jusqu'à la pensée de suivre ses traces, mais, d'une façon plus générale et suivant une classification admise par M. Lescure, nous distinguerons deux groupes de théories : l'un tendant à voir dans la crise un phénomène monétaire, alors que l'autre la rattacherait de préférence au jeu de la production, de la répartition et de la consommation des richesses.

1° *Les théories monétaires.*

Les théories monétaires, qu'elles considèrent la monnaie métallique ou la monnaie fiduciaire, se ramènent à dire qu'à une augmentation du stock métallique due à la découverte de mines nouvelles, qu'à un excès d'émission de billets de banque, qu'à un abus du crédit correspondent une hausse de prix et un essor de la production;

(84) C'est là un titre donné par M. Divisia au Compte rendu de la séance du 5 juin 1931 de la Société d'Economie politique paru le 15 juin 1931 dans le *Journal des Economistes*.

mais tandis que la crise provient dans le premier cas de la trop grande quantité de marchandises, fabriquée à l'instigation de la hausse, par rapport à la quantité de métal en circulation, elle découle dans le second cas de l'avilissement des billets de banque par suite de sa trop grande émission et de la préférence manifestée de ce fait par le public pour la monnaie métallique; dans le troisième cas, où la hausse des prix qui succède naturellement à la baisse de la phase de dépression est accélérée par la spéculation, la crise et la baisse des prix proviennent de ce que les acheteurs se méprennent sur la signification de la hausse; ils perdent confiance en sa continuité et cessent les achats qu'ils effectuaient naguère non seulement avec de la monnaie, mais surtout avec du crédit.

A l'opposé de ce que laisse penser cette dernière théorie, on a pu croire également que la crise provenait d'une insuffisance de crédit; on raisonne alors en disant que les banques provoquent la crise en élevant le taux de l'escompte et en restreignant le crédit, de sorte que la quantité de marchandises dépasse la quantité de monnaie métallique ou fiduciaire en circulation, d'où la chute des prix et la crise.

2° *L'explication des crises par les phénomènes de production, de consommation et de répartition; les théories inorganiques.*

A côté de ces théories monétaires peuvent se placer d'autres théories qui expliquent les crises par des phénomènes de production, de consommation, de répartition; M. Lesclure les divise en théories organiques et en théories inorganiques. Les premières voient dans la crise un phé-

nomène particulier aux sociétés capitalistes actuelles, tandis que les secondes expliquent par le simple jeu de la production et de la consommation un phénomène qui relève aussi bien de l'économie capitaliste que d'une économie à échange quelconque.

Les théories inorganiques mettent chacune en lumière un fait économique capable de tromper le producteur sur la quantité de marchandises à fabriquer, de sorte que les débouchés se ferment avant qu'il n'ait écoulé la totalité de ses produits. L'aberration peut provenir du fait de l'existence de la division du travail, du machinisme ou d'un perfectionnement nouveau. Elle peut provenir également de ce que l'on croit permanent un accroissement subit et temporaire de la demande, qui se produit par exemple lors de la mise en valeur des nouvelles colonies ou de pays neufs. Par ailleurs, l'erreur commise par le producteur peut tenir à ce que la direction de la consommation a changé, soit que l'on consomme plus ou moins de produits de luxe à la suite d'une augmentation du revenu des classes riches ou de classes ouvrières, soit encore que la mode, la guerre, l'arrivée de la paix, l'épargne du revenu au lieu de sa consommation directe, aient exercé soit de leur fait, soit par l'intermédiaire des impôts, des emprunts et de toutes autres contributions une action profonde sur la nature de la consommation nationale. Enfin si l'on admet la constance de la production, la surproduction peut être causée par la diminution de la demande résultant de la guerre, de la révolution, des troubles intérieurs, des épidémies, des mauvaises récoltes.

3° *Les théories organiques.*

Certains économistes, plus soucieux que les autres d'expliquer la périodicité des crises générales et le procès du

déséquilibre entre la consommation et la production, ont imaginé des théories qui fondent la cause de la crise sur le jeu des facteurs de l'économie capitaliste moderne. Les ouvrages les plus nouveaux et les plus représentatifs de cette tendance sont ceux de MM. Aftalion et Lescure, dont il convient tour à tour de rappeler les opinions.

Pour M. Aftalion, dont l'essentiel de la théorie réside aux livres VIII et X de son ouvrage⁽⁸²⁾, la hausse des prix stimule la production; or, cette dernière ne s'effectue dans les sociétés capitalistes que d'une façon indirecte, de sorte qu'elle a d'abord comme objet la fabrication des matières premières et de l'outillage fixe; mais durant le laps de temps où aucun bien n'est livré à la consommation, le prix des objets finis continue de monter; toutefois, la mise en service de l'outillage accroît, dans une proportion journalièrement grandissante, la masse des biens livrés sur le marché; cette production, qu'il conviendrait de ralentir à mesure qu'elle satisfait la demande, entraîne avec elle la surproduction et la baisse des prix, car le prix des marchandises devient disproportionnel à leur utilité finale, c'est-à-dire que chaque addition de bien à la masse produite possède une moindre valeur d'usage comparativement à celle des biens déjà produits et qui ont, de ce fait, une valeur plus faible que celle qu'ils ont coûté, puisque leur coût de production ne peut baisser rétroactivement; aussi assiste-t-on à l'effort des entrepreneurs pour enrayer une production trop onéreuse.

Pour M. J. Lescure, l'action de l'épargne serait le facteur prépondérant des crises. Cette idée maîtresse se trouve d'ailleurs renforcée et expliquée dans un passage

(82) Albert Aftalion, *Les crises périodiques de surproduction*, t. II, liv. VIII, p. 171 à 207; liv. X, p. 261 à 330.

relatif à sa théorie de variations du taux du profit, « il est des périodes où l'épargne s'emploie à créer de nouveaux moyens de production, d'autres où elle afflue dans les banques ou à la Bourse pour s'y employer en fonds d'Etat, en valeurs à revenus fixes, ou pour simplement y sommeiller sous forme de dépôts. C'est là le phénomène qu'il s'agit d'expliquer » (83). L'explication provient d'ailleurs à ses yeux de la tendance du coût de production à hausser plus rapidement que le prix de vente dans une société capitaliste. Les moyens de production, capital-argent et capital-machine, sont très demandés; en conséquence, ils haussent de prix, mais beaucoup plus vite que les objets de consommation, puisque leur demande est plus intense; au contraire, la production accélérée des objets de consommation tend à satisfaire la demande et par conséquent à diminuer l'utilité finale de ces objets; si le producteur désire vendre, il doit donc baisser ses prix; mais cela ne peut se faire qu'au détriment de son profit et, en définitive, au détriment de l'esprit d'entreprise lui-même dont la faillite cause la crise (84).

En face de la multiplicité de ces théories, la critique se sent un peu désarmée; M. Lescure lui-même, bien que fondateur d'une théorie organique, était obligé de reconnaître dans une certaine mesure la justesse des théories inorganiques : « Au point de vue théorique, nous ne contestons pas, disait-il, que ces doctrines ne valaient pas par une certaine logique et, en fait, nous reconnaitrons que leur documentation, pour fragmentaire et insuffisante qu'elle soit, ne manque pas parfois d'une certaine exac-

(83) J. Lescure, *op. cit.*, 2^e éd., p. 503.

(84) Cf. J. Lescure, *op. cit.*, 4^e éd., t. II, Explication par les variations dans les profits, p. 452-488.

titude, leurs conclusions d'une certaine vérité. Mais si nous faisons ces concessions, nous leur adressons de nombreuses critiques. Car si elles sont expérimentales, elles ne le sont pas assez, et si elles sont théoriques, elles le sont trop. Les partisans de ces théories procèdent le plus souvent à une classification des crises, d'après leurs causes, avant d'arriver à l'examen historique des crises et avant d'avoir déterminé ces causes. D'autre part, malgré la multiplicité des causes énumérées, il est des crises qu'elles n'expliquent pas. » (85). Le même auteur ajoutait, pour mieux éclairer sa pensée, que « le phénomène envisagé n'est pas un phénomène hypothétique *a priori*, un déséquilibre brusque entre la consommation et la production, mais un phénomène *a posteriori* constaté par l'expérience, vérifié par l'histoire. Ces auteurs n'ont pas suffisamment serré le phénomène à expliquer. Et nous verrons bientôt, en étudiant les théories collectivistes des crises, comment il faut se garder d'expliquer les crises générales de surproduction par une théorie générale de la surproduction. Il y a des surproductions brusques, mais il y en a de lentes. Peut-on donner des deux la même explication ? Le point de départ de ces doctrines est critiquable. Les déductions logiques qui en découlent le sont également. Elles pourraient, en outre, aussi bien s'appliquer à une économie à échange quelconque qu'à des économies capitalistes. Or, nous espérons avoir démontré que la crise générale de surproduction est un phénomène dont l'apparition est contemporaine du capitalisme, et sa théorie doit trouver sa base dans les traits dominants de ce dernier mode de production ».

(85) Ibid., p. 403-404.

Nous ne nous poserons certes pas en partisans de l'organique ou de l'inorganique, mais nous critiquerons bien plutôt et d'ailleurs d'une façon très générale ces deux tendances explicatives. Nous constaterons avec regret, comme ont pu le faire les membres du B. I. T., que « jusqu'ici il n'a été formulé aucune théorie qui s'impose » (86); nous irons même jusqu'à préciser avec le Professeur W. C. Mitchell, dont nous empruntons le langage, que « lorsqu'on s'efforce de comprendre le flux et le reflux périodiques de l'activité économique qui caractérisent l'époque actuelle, on constate que les nombreuses explications données sont à la fois intéressantes et embarrassantes. Toutes sont plausibles, mais laquelle est valable ? Aucune n'exclut nécessairement toutes les autres, mais quelle est la plus importante ? Chacune peut expliquer certains phénomènes; en est-il une qui les explique tous ? Ou bien peut-on combiner ces explications concurrentes de manière à construire une théorie absolument rationnelle ? » (87).

A nos yeux, les théories émises manquent toutes de souplesse, et, par là même, elles ne traduisent qu'un aspect de la réalité. Les théories inorganiques ont le tort d'expliquer par un seul événement l'ensemble d'une crise qui est la résultante d'une infinité de faits; mais les théories organiques, tout en paraissant plus compréhensives, ont également le tort de vouloir confiner l'existence du cycle à l'ère du capitalisme et de contribuer à faire naître dans le cerveau des auteurs cette sorte de mystique qu'est pour eux la crise générale et périodique de surproduction, dont il convient de critiquer l'allure systématique; cela

(86) B. I. T., *Les baromètres économiques*, Genève, 1924, p. 11.

(87) W. C. Mitchell, *Business cycles, The Problem and its setting*, New York, National Bureau of Economic Research, 1927, p. 19 et 20.

nous permettra par la suite d'établir une théorie plus large et plus rationnelle que toutes celles qu'il nous a été donné de signaler.

C. — LA CRITIQUE DES CARACTÈRES DISTINCTIFS DE LA CRISE CYCLIQUE.

Tout d'abord on ne doit pas se laisser aller à exagérer le caractère de généralité de la crise cyclique. Il faut se souvenir que la production des matières premières se trouve la plus atteinte par la crise, mais que l'achat de produits de consommation est beaucoup moins touché. D'autre part, l'effet du cycle ne paraît avoir aucune prise sur l'ascension croissante des recettes du trafic postal, même dans les périodes de fortes dépressions, comme celle de la chute des prix de 1921; il ne paraît également pas se manifester sur la vente des articles de consommation dont les prix enregistrent des variations insignifiantes; les statistiques du Federal Reserve Board feraient même ressortir pour la période de 1921 une quasi-absence de variations dans le volume des transactions en détail des grands magasins; aussi M. Carl Snyder a-t-il cru devoir dire que c'est la variation de l'activité constructive sous toutes ses formes (nouvelles usines, nouvelles machines, nouvelles méthodes, nouvelles routes, nouveaux moyens de transport) qui détermine l'allure prédominante des affaires; or cette activité économique n'est pas l'essentiel dans l'Etat, puisque « de 80 à 90 p. 100 de notre vaste effort économique, ou si vous préférez de notre revenu national, sont dépensés à l'achat de marchandises immédiatement consommées pour satisfaire nos besoins courants. Pas plus de 15 p. 100, au grand maximum, ne sont consacrés, d'après

King, Friday et d'autres, à de nouvelles constructions ou à des amortissements » (88).

D'autre part, il ne se trouvera personne pour nier l'inégale généralisation de la crise dans l'espace; avant 1873, les crises étaient surtout anglaises et françaises; postérieurement à cette date, elles furent surtout allemandes et américaines (89); à partir de la fin de la guerre, elles paraissent devenir mondiales, comme en témoigne la liste des pays éprouvés en 1921 et 1930 (90).

La gravité de la crise présente de même un caractère tout à fait relatif; il y a des crises qui paraissent moins graves les unes que les autres, par exemple celles de 1913-1914 comparée à celle de 1907, qui l'a précédée, ou à celle de 1920, qui l'a suivie. M. Lescure écrivait d'ailleurs en ce sens que « les crises décennales ont pris en Europe une allure relativement bénigne. Nombre d'économistes, absorbés par la dépression économique inaugurée en 1873, ont fait souvent abstraction des crises de 1882 et 1890. Et si les crises de 1900, 1907, ou même 1913, sont venues rappeler aux optimistes que l'ère des crises générales n'était pas close, de l'avis unanime, elles ont été d'une intensité moyenne. Elles ne furent en rien comparables à la crise de 1873, par exemple. Certains économistes allemands ont même prétendu que l'année 1900 mérite tout

(88) Carl Snyder, L'avenir des cycles économiques, *Revue économique internationale*, févr. 1931, p. 320.

(89) Cf. J. Lescure, *op. cit.*, 4^e éd., t. I, p. 79.

(90) Par ordre chronologique, la crise de 1920-1923 a éprouvé tour à tour l'économie des Etats-Unis, du Japon, de l'Empire britannique, des Pays Scandinaves (Norvège, Suède, Danemark, Finlande), des Pays-Bas, de la Suisse, de l'Italie, de la France, de la Belgique et de l'Europe centrale (Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne). La crise de 1930-1931 a également affecté la plupart des pays cités : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie, le Japon, la France, la Suisse, le Danemark, l'Allemagne.

au plus le nom d'année de dépression. L'atténuation des crises n'est pas douteuse; elle n'est contestée par personne, pas même par des collectivistes modérés tels que Bernstein ou des collectivistes plus radicaux tels que Kautsky » (91). D'autre part, il est vrai qu'on ne peut donner à ce sujet les appréciations exactes, attendu que la gravité de la crise dépend à la fois de son intensité et de sa durée, facteurs eux-mêmes éminemment variables, comme permet de s'en rendre compte l'évolution suivie dans l'allure des crises d'avant et d'après guerre; si les crises antérieures à la guerre sont peu intenses, la durée en est beaucoup plus longue, alors que pour les crises postérieures la phase des liquidations intervient beaucoup plus tôt mais en laissant à la crise un caractère d'extrême acuité.

Enfin, le caractère de périodicité ne saurait être non plus rigoureusement établi, car il peut varier avec les pays et même dans les pays avec les circonstances. Un rapport présenté en 1924 par le Bureau international du travail au Conseil économique de la Société des Nations mentionnait à propos des baromètres économiques cette inégale durée des cycles : dans certains pays, elle serait de six à dix ans et demi; dans d'autres, les Etats-Unis d'avant guerre par exemple, le cycle complet ne demandait que trois à quatre ans pour effectuer son évolution (92).

Au reste, M. Lescure constatait déjà, dans la deuxième

(91) J. Lescure, *op. cit.*, t. II, p. 529.

(92) B. I. T., *Les baromètres économiques*, Genève, 1924, p. 10. Le même rapport ajoutait que « les études récentes tendent à conclure à la nécessité d'une distinction entre les grandes fluctuations et les petites; on a constaté également qu'une ou plusieurs fluctuations d'importance secondaire peuvent se produire dans l'intervalle compris entre deux fortes fluctuations ». On voit donc, par cet extrait, combien les courbes cycliques sont compliquées et combien il existe de difficulté à vouloir les interpréter correctement.

édition de son ouvrage, qu'il existe des crises générales qui éclatent avant l'heure, et il laisse ainsi percer un peu de la vérité sur cette périodicité extrêmement lâche des crises dont l'éclosion paraît relever au plus haut point du hasard des circonstances : « La crise de 1907 a été essentiellement une crise américaine. Elle est intéressante à divers points de vue. La phase monétaire a présenté une acuité toute particulière; son explosion a été en quelque sorte prématurée. Elle éclatait sept ans seulement après la crise de 1900. Pourquoi ? c'est là évidemment une question difficile à résoudre. Fidèle à notre méthode, nous la résoudrons par l'expérience. Nous avons en effet un autre exemple de crise ayant éclaté avant l'heure : la crise de 1873. Et dès lors, nous ne pouvons manquer d'établir un rapprochement entre les événements qui ont précédé l'une et l'autre et de nous demander si ces événements n'ont eu rien de commun. Nous remarquerons alors que ces deux crises ont été précédées par une grande guerre, accompagnée et suivie d'une énorme consommation de capitaux et de produits. Il pourrait bien y avoir dans ce fait l'explication de l'explosion prématurée de ces deux crises. » (93). Il est bien vrai que l'explication fournie par M. Lescure peut parfaitement se soutenir, mais il est non moins vrai que leur incidence paraît ainsi liée d'une façon contingente à la venue d'un événement que rien ne faisait prévoir, de sorte que la rigueur des systèmes établis sur la périodicité des crises peut recevoir une grave atteinte.

Au reste, M. Lescure assouplit lui-même dans une note de sa 4^e édition le caractère trop absolu d'une notion dont il faisait état dans son édition de 1910 : « Cette périodicité,

(93) J. Lescure, *op. cit.*, 2^e éd., p. 303.

écrit-il, n'a rien de mathématique. Mais les dictionnaires donnent du mot périodique les définitions correspondant nettement à la répétition de notre phénomène, à la périodicité. En médecine notamment, le mot périodique est pris dans ce sens-là (Voir *Grande Encyclopédie*). » ⁽⁹⁴⁾.

Reconnaître que les caractères de périodicité, de généralité, de gravité de la crise générale et cyclique de surproduction, ne sont pas nettement définis, n'est-ce pas établir par avance l'impossibilité qu'il y a de distinguer une crise de surproduction ordinaire de ces crises que l'on croit avoir si bien définies ? C'est ce que pourraient nous faire penser les piètres résultats acquis en matière de classification de crises à l'aide des critères habituels.

D. — QUELQUES HÉSITATIONS EN MATIÈRE DE QUALIFICATION
DES CRISES.

Eu égard à la difficulté d'établir avec précision les caractères distinctifs des crises, il n'est pas étonnant de voir les économistes hésiter sur la qualification à donner aux crises dès qu'elles coïncident avec une période déjà troublée ou dès qu'elles ne paraissent pas se situer exactement dans le temps par rapport à une autre crise. Ces idées se vérifient à la lumière des discussions qu'ont pu susciter les crises d'avant guerre de même que le font aussi, actuellement, celles d'après guerre. Il ne faut donc pas reprocher à Juglar et à de Laveleye d'avoir qualifié des crises générales de surproduction les crises de 1813 et de 1818, auxquelles M. J. Lescure se refuse de donner cette appellation : « La crise de 1813 fut à la vérité plus

(94) *Ibid.*, 4^e éd., t. I, p. 3, note 3.

agricole qu'industrielle ou commerciale et celle de 1818 plus une crise de circulation qu'une crise vraiment économique générale. » (95).

On ne doit pas davantage sourire de l'indécision qui peut exister pour la fixation d'une date certaine à la crise économique générale succédant à celle de 1837, car on aurait tort, d'après M. Lescure, de prendre pour la crise elle-même certains symptômes de crise : « En 1861 et en 1864, nous retrouvons même à l'examen de la circulation tous les symptômes présentés en période de crise économique générale. De là l'erreur de certains économistes assez imprudents pour diagnostiquer les crises économiques générales de surproduction d'après l'état de la seule circulation monétaire. De Laveleye enregistre une crise commerciale en 1861, une autre en 1864. Juglar place la crise décennale de la décade 1860-1870 en 1864. Nous verrons bientôt comment l'examen de la production, de la statistique des émissions des valeurs industrielles, nous permettent de rejeter les conclusions de ces deux économistes et comment les années 1861-1866 sont en réalité des années d'essor, quoique les deux années 1861 et 1864 soient des années de trouble de la circulation monétaire. » (96).

Enfin, la difficulté qui existe à caractériser nettement la crise de surproduction paraît gêner M. Lescure lorsqu'il veut situer une crise économique dans une période où dominant les années de dépression : « Au total de 1873 à 1894 le nombre des années de dépression l'emporte sur

(95) J. Lescure, *op. cit.*, 4^e éd., t. I, p. 5. Cf. sur le même point, Cl. Juglar, *Des crises commerciales et leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis*, 1889, p. 324-332. Lire également, de Laveleye, *Le marché monétaire et ses crises depuis cinquante ans*, Paris, 1865, p. 11.

(96) J. Lescure, *op. cit.*, 2^e éd., p. 102. Cf. la 4^e éd., t. I, p. 63.

celui des années d'essor et les années de prospérité ne révèlent, au moins en Europe, qu'une prospérité très relative. Ne serions-nous pas, dès lors, en présence d'une longue période de dépression, qui viendrait contredire notre prétendue loi du développement des sociétés capitalistes par alternative d'essor et de dépression ? » Cependant, cet auteur résout vite l'objection par la négative et se montre plein de confiance dans les critères qu'il a forgés. « ... Loin d'infirmer notre théorie, l'existence de longue dépression l'éclaire au contraire; elle explique les particularités présentées par les périodes d'essor ou les périodes de dépression durant cet espace de temps. »

En fait, une impression profonde de trouble se dégage à la lecture des auteurs; on peut ainsi la résumer : l'absence de critérium véritablement net permettant de distinguer une crise quelconque d'une crise générale de surproduction paraît laisser au jugement de chacun, c'est-à-dire un peu à l'arbitraire, la qualification ou la situation dans le temps des crises de surproduction; et cette impression se renforce quelque peu depuis la guerre si l'on en juge par les différentes interprétations qui ont été données aux crises de 1921-1923 et de 1930-1931. Le rapport du directeur du Bureau international du travail porte en 1931 comme un reflet de ces polémiques : « Lors de la crise de 1921 ou encore en 1926, les experts discutèrent parfois âprement. Les uns soutenaient que la crise d'alors était « la crise cyclique », qu'elle en reflétait tous les symptômes, que la vieille loi des vaches maigres et des vaches grasses à laquelle le monde industriel était soumis, tout comme l'Egypte du Pharaon, une fois de plus trouvait application. Les autres, au contraire, soutenaient qu'en dépit de l'apparente vérification de la périodicité, tous les

bouleversements de la guerre et d'après guerre étaient les vraies causes du mal. » Il est vrai que pour la crise de 1930, le rapport permet d'inférer que les passions des partisans de l'« endémique » et du « cyclique » se sont assagies devant le ridicule de la mésentente, qu'ils se sont fondus fraternellement en un bloc d'union économique dont on ne saurait trop louer la prudente déclaration : « L'avis commun, cette fois, c'est qu'il y a eu, comme l'a dit la résolution du Conseil d'administration, une accumulation de déséquilibres économiques et financiers. » « Crise cyclique » et « crise endémique » se sont rencontrées, se sont conjuguées. Ellès réagissent l'une sur l'autre et s'amplifient mutuellement. » (97).

En vérité, cette solution, toute de conciliation, n'apporte absolument rien de neuf au problème, qu'il laisse complètement intact dans sa désespérante obscurité.

Des gens hardis, des positifs, des réalisateurs, ont essayé, d'une façon originale, de raisonner sur le problème comme s'il était résolu; le raisonnement qu'ils n'ont certainement pas formulé, mais que l'on peut inférer de leurs actes, permet de dire qu'ils ont agi pour prévenir les crises comme s'il existait une certaine uniformité de processus dans leur formation; cette supposition les a conduits à rechercher dans les variations de certaines courbes statistiques comme un reflet d'une cause non déterminée mais invariable, de sorte qu'une disjonction donnée de ces courbes d'indices représentatifs de l'activité économique du pays devenait pour eux prémonitoire de la crise; les savants qui ont forgé ce système négligent donc l'étude de la crise et de ses causes pour en assurer

(97) S. D. N., *Rapport du directeur à la 15^e session de la Conférence internationale du travail*, p. 15.

simplement, sur la base de certains indices, une prévision totale, point de départ nécessaire d'une économie dirigée. La réussite parfaite de leurs efforts, si elle s'était produite, aurait donc peut-être permis de déduire l'existence d'une identité de principes entre les crises générales et périodiques de surproduction à évolution très nettement caractérisée; or, nous le savons, toutes les tentatives qui ont été faites dans ce sens par des agences anglaises, américaines, allemandes et italiennes ont complètement échoué; une étude du professeur Cox sur les pronostics dans le domaine général des affaires a montré que les services de la *Standard Statistic Compagny*, de la *Babson's Statistical Organisation Brookmin*, de la *Harvard Economic Society*, etc., n'ont été satisfaisants que pour les prévisions établies de mois en mois, alors que « les résultats atteints ont été négligeables lorsqu'il s'est agi de prévoir les événements essentiels qui jalonnent les tournants de l'histoire économique » (98). Il faut donc se rendre à l'évidence et déclarer de deux choses l'une : ou bien que le choix des indices est mauvais ou que la crise à venir ne produit pas toutes les variations attendues des divers baromètres économiques; qu'elle comporte donc parfois, qu'on le veuille ou non, un principe d'originalité.

E. — LES ÉLÉMENTS D'INDIVIDUALISATION DES CRISES PÉRIODIQUES DE SURPRODUCTION; QUELQUES MOTIFS D'ABERRATION : LA VALEUR MONÉTAIRE, LA TECHNOLOGIE, LA MAUVAISE RÉCOLTE.

A n'en pas douter il existe des contingences particulières propres à individualiser chaque crise, à rompre

(98) A. F. Burns, Caractère satisfaisant des prévisions américaines en matière économique, *Revue économique internationale*, mai 1931, p. 303.

l'uniformité de leur création, à leur donner un caractère original qu'étouffe la raideur théorique. La diversité proviendra aussi bien des différentes causes déterminantes qui ont pu orienter l'épargne dans un sens plutôt que dans un autre que de la véritable raison d'être de la crise, dont l'existence, comme on va le voir, dépend de multiples facteurs.

Les événements les plus divers, caractéristiques ou non d'une époque, déterminent en premier lieu cette ruée de l'épargne, car ils provoquent la confiance de ses détenteurs : ce sera, par exemple, l'ouverture de débouchés nouveaux grâce à la découverte de mines nouvelles, qu'elles soient d'or (comme en 1849 et en 1851 en Californie et en Australie) ou d'argent (comme en 1825 au Mexique); ce sera également l'application industrielle d'inventions modernes : celle du chemin de fer (crise de 1836-1839, de 1847 et de 1876), celle de l'électricité (crise de 1900), celle de la voiture automobile (crise de 1930-1931); ce sera peut-être aussi beaucoup plus simplement le sentiment d'un état de sécurité, et le désir, en conséquence, de se lancer dans des affaires plus aventureuses, mais qui ne paraissent pas dangereuses en raison de l'optimisme existant.

En définitive, la cause déterminante est un fait ou un sentiment qui agit sur l'offre en lui faisant escompter la réalisation d'une certaine demande; la raison d'être de la crise sera due, au contraire, au fait que l'offre a mal estimé la demande et que la production, dépassant les besoins de la consommation, a provoqué la mévente.

A notre avis, les raisons de cette mauvaise estimation pourront être les plus nombreuses et les plus diverses; elles pourront tenir aussi bien à certains faits, à certai-

nes réactions de l'organisme économique, qu'à la faiblesse de l'homme, à son jugement à courte portée; il n'est d'ailleurs pas inutile de souligner à cette place des faits de cette nature; nous attirerons plus particulièrement l'attention sur quelques motifs d'aberration de l'offre, dont certains ne sont pas seulement inhérents à la société capitaliste moderne.

1° *L'aberration monétaire; son rôle dans la crise de 1920-1923.*

Les phénomènes monétaires, parce qu'ils sont de nature à fausser les prix et par là même l'indication du degré de la demande, sont des facteurs de troubles que l'on ne saurait négliger; ils peuvent être parfois l'élément prépondérant d'une crise de surproduction. Nous avons vu, en partie, l'influence économique des changes avariés et des monnaies dépréciées, il semble bien qu'elle ait joué un rôle essentiel après la guerre et surtout dans la crise de 1920-1923, dont l'allure, de ce fait, a différé dans une assez grande mesure de celle des crises d'avant guerre, autorisant ainsi les membres du Bureau international du travail à dire que « le chômage d'après guerre a bien manifesté certaines particularités considérables. Par exemple, alors qu'avant la guerre les pays industriels étaient généralement affectés par la crise avec une assez grande simultanéité et avec une intensité assez uniforme, nous avons vu qu'il n'en a pas du tout été de même cette fois. Il semble que le lien de solidarité qui existait auparavant se soit relâché depuis la guerre » (99). Cela ressort

(99) B. I. T., *La crise de chômage de 1920-1923*, p. 145.

du fait que le commerce intérieur a été beaucoup plus atteint que le commerce extérieur; la cause déterminante de la crise paraît être due pour partie à cette tendance naturelle qui a poussé en 1920 le rythme de la production à s'accroître parce qu'il avait été victime de l'économie forcée des temps de guerre, d'autre part, la raison de la crise a paru résulter de cette hausse stimulante des prix due pour une grande part à l'inflation monétaire dont l'action a suffi pour fausser l'estimation de la demande faite par l'offre, de sorte que cette dernière, trompée par un de ses meilleurs indices de prévision, a conduit à la surproduction bientôt décelée par la déflation commençante ou même par une inflation exagérée. Le commerce extérieur lui aussi, bien que moins atteint, n'en a pas moins été faussé dans la mesure où il a souffert de ce que les différentes politiques monétaires suivies par les gouvernements avaient amené quelques divergences dans l'appréciation de la valeur des monnaies, la plupart des nations ayant abandonné le régime de l'étalon d'or sous la pression des faits directement issus de la guerre. Le Bureau international du travail, dans son étude sur la crise de chômage de 1920-1923, a bien voulu donner un résumé de l'enchaînement logique des faits, qui n'est pas sans rapport avec notre façon de voir, car il met au premier plan l'influence des phénomènes monétaires et mérite pour cela d'être signalé en conclusion : « L'instabilité politique a provoqué une instabilité des finances publiques; celle-ci a poussé les Gouvernements à effectuer de gros emprunts, dont la suite nécessaire a été l'inflation. La hausse des prix qui a accompagné cette inflation a été dans les divers pays le principal facteur de l'activité industrielle anormale, du « boom » qu'ils ont connu, et

l'arrêt de cette hausse a aussi entraîné la fin du « boom » et la dépression, inévitable réaction d'une expansion exagérée. » (100).

2° *L'aberration qui résulte de la technologie;
son rôle dans la crise de 1930.*

Il ne faudrait pas croire cependant que ce sont toujours forcément les phénomènes monétaires qui faussent ainsi l'estimation de la demande; d'autres faits économiques sont de nature à produire de tels résultats; nous en signalerons plus particulièrement un qui paraît avoir joué un rôle important dans la crise de 1930 : la technologie, ou, si nous aimons mieux, l'abus d'une rationalisation de la production sans autre considération qu'une augmentation aveugle du rendement.

La cause déterminante de la crise a été évidemment la foi dans l'application d'inventions nouvelles et surtout l'appui donné par l'épargne à l'industrie grâce à cet optimisme qui peut naître d'un équilibre économique apparent; c'est d'ailleurs ce que constate en 1931 le rapport du directeur du B. I. T. sur la crise : « Depuis plusieurs années, écrit-il, l'économie du monde, en dépit des difficultés particulières à quelques industries et à quelques pays, avait été soulevée par une grande vague d'activité industrielle. L'Europe, nous l'avons noté dans nos rapports des dernières années, bénéficiant d'une reprise à peu près régulière des relations internationales, grâce surtout au rétablissement des monnaies et des changes, s'était remise ardemment au travail dans un immense besoin de récupération. En Amérique comme en Europe,

(100) B. I. T., doc. cit., p. 73.

l'esprit d'entreprise se donnait libre cours dans les industries renouvelées ou révolutionnées : fabrication des machines, variétés innombrables des industries chimiques, y compris la soie artificielle, l'électricité et l'appareillage électrique, les automobiles, ainsi que les industries nouvelles, aviation, T. S. F., gramophones ou inventions variées pour l'amélioration de la vie ménagère, etc. » (101). Les causes profondes de la surproduction industrielle, c'est-à-dire les raisons d'aberration de l'offre, ont été multiples. Le rapport en mentionne quelques-unes : « Ç'a été l'interférence d'autres déséquilibres; ç'a été la crise agricole; ç'a été certains facteurs d'ordres monétaires et financiers; ç'a été les conséquences des règlements d'après guerre : politiques financières, industrielles; ç'a été aussi l'effet du manque de confiance en l'avenir, des inquiétudes qui ne cessent de tenailler les opinions publiques. » (102).

En marge de toutes ces causes, nous attirerons simplement l'attention sur ce que nous croyons être un fait capital de l'économie contemporaine : l'abus de la technologie, l'abus de la rationalisation de la production sans sa contre-partie nécessaire, la rationalisation de la consommation. C'est là, pour nous, un trait des plus marquants de cette dernière crise.

Dans tous les domaines de la production, le rendement s'est accru d'une façon considérable. « Pour l'Allemagne, des statistiques publiées par la *Reichskreditgesellschaft* nous permettent de suivre les progrès du rendement

(101) S. D. N., *Rapport du directeur* à la 13^e session de la Conférence internationale du travail, p. 13.

(102) *Ibid.*, p. 16.

par ouvrier dans une série de branches au cours de la période de rationalisation systématique qui commence vers 1925. De 1925 à 1928, les augmentations, pour les diverses productions considérées, sont les suivantes : charbon, 26 p. 100; lignite, 34 p. 100; potasse, 29 p. 100; ciment, 41 p. 100; automobiles, 100 p. 100; minerai de fer, 16 p. 100; minerai de cuivre et arsenic, 31 p. 100; plomb, argent, étain, 43 p. 100; chemins de fer du Reich, 24 p. 100; constructions mécaniques, 25 p. 100. » (103).

Pour les Etats-Unis, un tableau général, publié dans le rapport officiel *Recent Economic Changes in the United States*, nous renseigne également sur l'augmentation de la productivité moyenne par personne; elle s'élèverait de 100, chiffre de base en 1899, à 149,5 en 1927; dans certaines industries, le rendement par ouvrier a été accru d'une façon véritablement formidable; dans l'industrie automobile par exemple, il passe, pendant les mêmes dates, de 100 à 210 (104).

Ces quelques exemples suffisent à éclairer les progrès réalisés par l'homme en cette matière; ils permettent également de mesurer sa faiblesse par rapport à la grandeur et à la gravité des conséquences qu'un tel progrès peut déclencher. La production s'effectue le plus souvent maintenant avec l'aide de la machine; or la surproduction paraît provenir en partie d'un usage immodéré de cet instrument de travail indirect; les équipements mécaniques sont devenus de plus en plus importants, leur facture procède du désir toujours plus grand d'abaisser le prix de revient par une amélioration du rendement et, en un mot,

(103) B. I. T., *Les aspects sociaux de la rationalisation*, p. 81.

(104) *Ibid.*, p. 88-89.

à chaque baisse de prix, de créer un débouché nouveau. Mais cette attitude du producteur ne tarde pas nécessairement à l'entraîner à fabriquer au delà d'une demande dont l'élasticité n'est pas indéfinie; désireux d'utiliser à plein sa machine, en quelque sorte grisé par cette fièvre que provoque la croyance en un rendement presque illimité, le fabricant surproduit, nous autorisant à dire de ce fait que la machine peut être prise pour une véritable source d'imprévisions qui s'ajoute à tous les facteurs que l'on a déjà pu énumérer. Et c'est ainsi que le producteur en arrive à acheter un outillage trop puissant pour la demande qu'il a à satisfaire. Un expert américain, M. Stuart Chase, mettait en relief une pareille situation : les charbonnages des Etats-Unis sont équipés pour fournir 750.000 tonnes de houille par an, alors qu'on ne leur en demande que 500.000; les puits de pétrole pourraient extraire 6 millions de barils par jour, alors qu'il n'en faut que 4; l'industrie de la chaussure a une capacité productive de 900 millions de paires, elle se borne à en fabriquer 300; les usines d'automobiles sont outillées pour sortir 8 millions de voitures par an, alors que le monde n'en réclame que 6 (105). D'autre part, M. Kuvin a calculé que même en temps normal l'utilisation effective des équipements demeure sensiblement inférieure à la capacité de production; elle serait de 65 p. 100 pour les machines-outils, de 66 p. 100 pour la production du gaz et de 40 p. 100 pour sa distribution; elle serait en outre de 76 p. 100 pour les raffineries de pétrole de 40 p. 100 pour les minoteries, de 60 à 80 p. 100 pour l'industrie de l'acier (106).

(105) *Information*, 26 févr. 1931.

(106) Rapport cité p. 20 et *Bull. of the Taylor Society*, déc. 1930, p. 268.

Ainsi l'utilisation de la machine est une source de fausse estimation; le producteur sait bien que, grâce à son aide, il pourra abaisser le prix de revient, et, par conséquent, augmenter son débouché, mais l'inconnu consiste dans l'impossibilité de savoir de combien ce débouché pourra être ainsi augmenté, c'est-à-dire à quel moment la demande sera saturée; il semble bien qu'en produisant sans cesse davantage l'industriel ait perdu de vue cette dernière considération; il y est d'ailleurs également poussé par l'existence d'un autre facteur, que nous aurons l'occasion d'analyser : la concurrence.

3° *L'aberration causée par la mauvaise récolte;
son rôle dans certaines crises.*

Les phénomènes monétaires, les phénomènes d'activité mécanique sont, sans aucun doute, des conséquences de l'économie capitaliste moderne; mais ce ne sont pas les seuls facteurs de crise que l'on puisse envisager; il en est d'autres, dont l'action a pu se faire sentir dans tous les régimes économiques comportant un marché, c'est-à-dire une production séparée à quelque degré de la consommation; nous n'en voulons d'autre preuve que l'influence des crises agricoles, des bonnes et des mauvaises récoltes; cette influence est prépondérante même à l'heure actuelle, où les théoriciens ne veulent voir dans le cycle économique qu'une création capitaliste moderne; de sorte que parfois, même dans certaines analyses de crises, M. Lescure n'a pu complètement passer sous silence l'influence de la production agricole, dont une crise amorça vraisemblablement la crise de 1847 : « Les années 1845 et 1846 avaient été mauvaises au point de vue agricole; le prix

du blé avait haussé dans des proportions énormes; celui du coton également. L'Angleterre et la France avaient dû faire appel plus largement que d'habitude à l'extérieur pour satisfaire leurs besoins soit de blé, soit de coton, et elles avaient payé plus cher ce blé ou ce coton. De là une sorte de déséquilibre dans la balance des comptes de ces deux pays : la dette s'était brusquement élevée sans être compensée par une augmentation correspondante des créances. Aussi, dès janvier 1847, l'or commençait à quitter l'Angleterre et la France. » (107).

Par ailleurs, nous croyons qu'il n'est pas nécessaire d'insister davantage sur le rôle important joué par la surproduction agricole dans la crise de 1930, de sorte que dans cette dernière on ne sait auquel des deux facteurs agricole ou industriel on doit accorder le plus de responsabilités.

Sans doute, on pourra chicaner longtemps sur l'interprétation à donner à une crise industrielle survenant par la faute d'une crise agricole; les uns pourront n'y voir qu'un phénomène de sous-consommation de la part des populations agricoles, engendrant par la force des choses une surproduction industrielle, mais une surproduction relative. A notre avis, il vaut mieux dire que l'offre de produits se base à tort ou à raison sur certains indices, qu'elle en déduit une grandeur hypothétique de la de-

(107) J. Lescure, *op. cit.*, 2^e éd., p. 63; 4^e éd., t. I, p. 24. Dans sa dernière édition, M. Lescure paraît plus préoccupé que dans les précédentes de l'influence de l'agriculture en matière de crise : « Il nous semble y avoir là un domaine nouveau ouvert à la recherche économique », écrit-il. Toutefois il ajoute presque aussitôt ces lignes favorables à sa thèse : « Mais la crise générale évolue en dehors de cette influence-là, tout en la subissant parfois. Il y a alors superposition d'un phénomène à l'autre; rien de plus. La coïncidence n'est pas régulière. » (*Cf.*, *op. cit.*, t. II, p. 399, note 16.)

mande et que cette hypothèse peut se trouver infirmée par certains faits comme le caprice d'une récolte, de sorte que l'offre, qui peut avoir tablé sur une demande plus élevée, voit au contraire cette dernière rester au même niveau ou même baisser; dans les deux cas, sans aucun doute, la surproduction et la surproduction absolue est avérée. Cela n'est pas si étonnant qu'on ne puisse trouver un exemple confirmant notre façon de voir; c'est ainsi qu'au Canada l'activité industrielle est presque uniquement basée sur l'activité agricole, selon des remarques du B. I. T. « Lorsqu'on examine le problème du chômage au Canada, il est nécessaire de tenir compte de deux caractéristiques qui distinguent l'industrie de ce pays. En premier lieu, le marché du travail présente un caractère saisonnier très marqué, et une dépression se produit régulièrement dans la période d'hiver; en second lieu, l'activité industrielle de ce pays dépend presque entièrement de l'état des récoltes. La perspective, au printemps, de bonnes récoltes influence directement la demande des agriculteurs et stimule le commerce dans tout le pays. L'attente de bonnes ventes en automne et la réalisation de ces prévisions stimulent également les achats de la population agricole, et une expansion commerciale se produit à nouveau en prévision des besoins de l'année suivante. On voit donc qu'au Canada le mot « affaires » est presque synonyme de « récolte »⁽¹⁰⁸⁾. En conséquence, les prévisions commerciales peuvent être renversées lorsque des circonstances atmosphériques imprévues détruisent au dernier moment la récolte escomptée.

(108) B. I. T., *La crise de chômage*, 1920-1923, p. 24.

F. — L'EXPLICATION DES CRISES PAR LA THÉORIE DE L'IMPRÉVISION. LA PARENTÉ DES CRISES DE SURPRODUCTION DITES PÉRIODIQUES AVEC LES CRISES DE SURPRODUCTION ORDINAIRES.

Peu à peu la critique des crises générales et périodiques de surproduction nous conduit à abandonner toute explication vraiment systématique de leur naissance. Si le caractère de surproduction apparaît comme difficilement contestable, il n'en est pas de même du caractère de périodicité. Le cycle économique, tel que nous le connaissons, possède une régularité si relative que, scientifiquement, on paraît bien se trouver en droit de dire qu'elle ne signifie rien. Il semble bien que la crise soit un événement accidentel de la vie économique, qu'elle soit subordonnée à la contingence de certains faits. Comme nous avons pu le faire observer dans nos remarques, la phase d'essor est déterminée par des incidents économiques au même titre que la phase de dépression, de sorte que la périodicité n'a pas une existence suffisamment sûre pour permettre l'élaboration de théories tendant à expliquer des événements qui relèvent souvent de l'intervention, dans une série de faits économiques, d'autres séries de faits économiques parfois assez éloignés des premiers, sinon même extra-économiques. Aucun système, à notre avis, ne peut donc rendre compte d'une périodicité que l'on voudrait systématique; la vie économique nous apparaît comme un tissu de faits se déroulant sans cesse à des vitesses très variables; elle présente parfois des enchaînements explicables procédant eux-mêmes de certains incidents économiques, de sorte que l'esprit critique, s'il peut rendre

compte parfaitement des enchaînements, c'est-à-dire des tronçons de procès économiques, se heurte inévitablement à l'incident qui déroute toute prévision et rend impossible tout explication systématique.

Toutefois, si l'on désire absolument trouver une explication convenable des crises, on doit forger une théorie beaucoup plus générale et beaucoup plus compréhensive que chacune de celles que nous avons présentées; cette théorie, nous l'appellerons la théorie de l'imprévision économique; elle est d'ailleurs intimement liée à notre théorie du déséquilibre, dont elle ne fait qu'exprimer un des aspects; son essence peut tenir en ces termes : *tout motif d'appréciation vrai ou faux, toute supposition, tout espoir destiné à grossir l'offre, peut, s'il est déçu ou faussé par quelque événement, provoquer une surproduction plus ou moins générale dont la gravité trouve sa source dans la grandeur de l'erreur commise, comme aussi dans le concours d'un ensemble de facteurs qui permet à la crise de se généraliser.*

Et c'est ainsi que nous opérons la synthèse des théories organiques et inorganiques : celles-ci voyaient dans la crise le résultat d'une erreur en quantité ou en direction; celles-là, malgré leur complexité, pouvaient se ramener également à des éléments aussi simples, comme le font supposer les propres paroles de leurs auteurs ou même le simple raisonnement.

Ainsi, M. Albert Aftalion déclare dans son ouvrage sur les crises périodiques de surproduction que « la cause directe de la surproduction et de la surcapitalisation, ce sont sans doute les erreurs des hommes. Alors qu'une extension modérée de la fabrication de capitaux fixes pendant la prospérité aurait pu suffire à rétablir l'équi-

libre, à remédier à la pénurie de biens qui existait, on se laisse aller à des commandes, à des constructions excessives. Dans notre régime individualiste, c'est l'entrepreneur qui est le directeur de la production. C'est à lui qu'il appartient d'adapter la production aux besoins. C'est donc lui qui, dans son incessante poursuite de plus amples profits, commet la déplorable erreur d'où sortira la crise.

... « C'est aux conditions établies par la technique capitaliste de la production qu'il faut attribuer la grande difficulté d'échapper à l'erreur. C'est cette technique qui doit porter, somme toute, la responsabilité de la survenance de la surproduction. » (109).

M. Maurice Ansiaux, expliquant le rôle de la sous-consommation dans les cycles économiques, ne peut s'empêcher également de signaler que l'erreur économique est à la base des crises : « Tout cet élan vers des constructions nouvelles n'est pas nécessairement issu d'un accroissement actuel immédiat de la demande des consommateurs mais de l'expectative, de l'escompte d'un semblable accroissement dans un avenir plus ou moins proche... Or nous savons aujourd'hui quel coefficient d'erreur renfermaient ces supputations. » (110). Dans un autre passage M. Ansiaux devait souligner plus énergiquement encore cette pensée en déclarant que « la sous-consommation ne devient apparente qu'après la débâcle des illusions » (111).

Quant à l'explication que M. Lescure donne des crises générales et périodiques de surproduction, elle peut, elle

(109) Alb. Aftalion, *op. cit.*, t. II, p. 359-360.

(110) M. Ansiaux, *art. cit.*, *Revue internationale du travail*, juill. 1932, p. 43.

(111) *Ibid.*, p. 15.

aussi, se ramener entièrement à notre point de vue. La variation du taux du profit, qui paraît, à ses yeux, soutenir ou décourager l'esprit d'entreprise, n'est en elle-même qu'un résultat et non une cause; la diminution du taux du profit n'est rien d'autre que la matérialisation évidente d'une erreur économique consistant dans une demande de moyens de production bien trop élevée par rapport à la véritable demande ou même à la demande future de produits finis; il ne peut en résulter qu'une élévation du prix de vente moins rapide que celle du coût de production, et par suite, de la part du producteur, le sacrifice de tout ou partie de son profit pour mieux écouler sa marchandise. Mais que l'on ne se méprenne point, la diminution du taux du profit n'explique rien par elle-même, puisqu'elle n'est qu'une conséquence de cette erreur économique dont nous venons de parler; la formation de l'imprévision est autrement instructive en matière de crise, car son étude ne peut que nous ramener à la considération d'un ensemble de faits, de certaines situations économiques et psychologiques qui contribuent à créer, à un moment indéterminé, des illusions néfastes pour le producteur sur la grandeur ou la nature des débouchés.

Notre théorie apparaît donc comme éminemment synthétique; elle seule permet de concilier au fond les doctrines organiques et inorganiques tout en étant plus respectueuse des faits.

A l'inverse des théories inorganiques, elle n'admet pas une unité d'explications par trop simpliste, qui consiste à dire que la crise est le produit d'un seul motif d'aberration (tel que la guerre, le machinisme, la division du travail, etc., etc.) sur la nature ou la grandeur du débouché; elle admet l'existence de situations économiques trompeuses,

de *plexus* de faits et de sentiments propres à circonvenir toute prévision; sans doute elle n'interdit pas de considérer que l'incidence d'un fait a joué un rôle prépondérant dans la rupture d'équilibre, mais elle met en garde contre l'erreur de celui qui voudrait expliquer l'ensemble du déséquilibre par l'existence d'un seul événement.

D'autre part, à l'inverse des théories organiques, la théorie de l'imprévision ne peut admettre que le principe des crises de surproduction soit forcément tiré des éléments constitutifs des sociétés capitalistes modernes. Il est bien difficile de concevoir une économie à échange qui ne soit à quelque degré un peu capitaliste; il est bien difficile, par conséquent, de baser simplement sur une différence de degré et non de nature une explication des crises radicalement différentes.

On pourra sans doute objecter qu'il semble bien que les crises de surproduction que le monde a vécues depuis la fin du xviii^e siècle sont autres par la gravité que celles qui ont pu se produire avant cette date; à cette remarque, la réponse est facile : l'absence de statistiques a pu dans une certaine mesure nous masquer l'existence de certains faits des périodes passées; mais en admettant que le raisonnement soit juste, il ne prouverait rien, sinon qu'à l'époque actuelle les industries sont beaucoup plus solidaires les unes que les autres, que le commerce international a pris une ampleur insoupçonnée et que la grandeur des marchés modernes n'étouffe plus, comme l'étroitesse de ceux de l'ancien régime, les à-coups qui pouvaient exister entre la production et la consommation. Ces mêmes raisons peuvent d'ailleurs expliquer aussi la lenteur de la rupture d'équilibre des crises modernes : il faut du temps pour que l'essor se généralise, comme il en faut également

pour que la crise contagionne tous les modes d'activité économique; à ce point de vue, nous sommes loin de méconnaître l'effet de la complexité moderne sur la crise, du jeu de l'épargne, du machinisme, etc.; nous reconnaitrons volontiers qu'il existe dans l'économie actuelle des facteurs d'aggravation et d'entretien de certaines situations; qu'il existe des réactions, des coups de balancier dans un sens ou dans l'autre qui accélèrent ou ralentissent la marche des faits et qui peuvent, dans une certaine mesure, rendre compte des caractères du cycle actuel.

A notre avis, que la crise de surproduction soit bornée à une seule industrie ou qu'elle lèse un grand nombre de producteurs, son principe reste toujours identique; que l'on imagine, par exemple, qu'un conflit soit prêt d'éclater entre peuples ou qu'il ait même éclaté pour se résorber très vite ensuite et que les industries de guerre aient vu dans cette éventualité un moyen de trouver des débouchés importants auprès des nations belligérantes, elles auront fabriqué pour le stock, elles auront donné dans cette intention un certain essor à leur production, elles auront en conséquence abouti à la surproduction si leurs pronostics ne se sont pas ou se sont mal réalisés; que ce fait se produise à l'heure actuelle comme il a pu se produire pour le petit armurier grec, au temps des guerres du Péloponèse, on ne doit pas s'empêcher pour cela d'en remarquer l'identité de nature au même titre que, toute proportion gardée, l'identité de l'effet.

En résumé, il ne paraît y avoir qu'une différence de degré entre la crise générale de surproduction et la crise de surproduction ordinaire comme celle qui vient sanctionner les prévisions d'un industriel mal avisé. Il convient donc de ne pas donner à l'une des causes différentes de

celles données à l'autre, d'autant que ces causes ont pratiquement pour effet la surproduction; cette idée aura d'ailleurs quelque valeur lorsqu'il sera question de la prophylaxie des crises dont le fondement ne peut changer en face de la permanente nature du mal. Au point de vue qui nous occupe, le chômage qui peut se manifester à l'occasion de la simple crise de surproduction d'une industrie particulière est incomparablement moins grave que celui qui caractérise la crise générale de surproduction; sa grandeur se modèle sur celle de la crise, mais sans qu'il abandonne sa nature originelle, c'est-à-dire sans cesser de traduire l'inadaptation du travail et du capital, et, plus particulièrement en la matière, sans cesser de traduire la diminution du capital malgré la constante grandeur du travail disponible. Comme la crise générale est la manifestation la plus haute du déséquilibre économique, il n'est pas étonnant que le chômage qui en procède soit des plus étendus; les chiffres que nous avons pu citer sont de nature à convaincre les plus sceptiques.

CHAPITRE III

L'INADAPTATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DES MARCHANDISES, CAUSE DE CHOMAGE INDIRECTE- MENT ACQUIS. UN EXAMEN DE LA CONCURRENCE

Les deux premiers chapitres de ce titre n'ont été destinés qu'à l'examen des causes de chômage inhérentes à la nature même de l'offre et de la demande. Sans doute, même dans cette hypothèse, avons-nous toujours été tenu de rapporter l'offre à la demande afin de déterminer les phénomènes de surproduction et de sous-consommation; mais à vrai dire ces maux économiques ne procédaient pas essentiellement du mode d'ajustement de l'offre à la demande, c'est-à-dire du désir même que possèdent vendeurs et acheteurs de faire coïncider exactement sur le marché, pour leur plus grande satisfaction, la grandeur de la production et celle de la consommation. Ainsi paraissent s'imposer de nouvelles précisions qui visent à la détermination de la nature intime de cet ajustement.

1° La distinction des inégalités passives ou inégalités de fait et de droit d'avec les inégalités actives ou inégalités volontaires.

Mettons-nous pour un instant à la place de l'entrepreneur; nous verrons qu'à ses yeux l'adaptation de l'offre à la demande se produit de deux manières : activement et passivement.

D'une manière passive lorsque l'entrepreneur se trouvera favorisé ou défavorisé par rapport à son concurrent national ou international du fait de l'entrave des changes, du poids des impôts, du taux des salaires ou de la situation géographique de son entreprise; mais, d'autre part, l'adaptation se produira également d'une manière active lorsque le producteur sera ou bien favorisé, par rapport à son concurrent national ou international, du fait de son intervention dans le domaine des affaires, ou, au contraire, défavorisé, par rapport à ce même concurrent, du fait d'une intervention plus énergique encore de ce dernier sur la production ou sur la vente des marchandises.

Il existe donc des inégalités de fait que le producteur subit ainsi que des inégalités volontaires qu'il impose, et l'on peut aller jusqu'à dire que l'adaptation de l'offre à la demande s'effectue en respectant ces doubles inégalités.

Dans les chapitres précédents, nous avons eu l'occasion d'étudier à maintes reprises la formation des inégalités de fait qui déterminent l'adaptation passive de l'offre à la demande; internationales, elles sont surtout provoquées par l'affaiblissement d'une nation belligérante au lendemain de la guerre, par les fluctuations du change, par ses conditions géographiques et physiques, par la politique monétaire qui écrase plus ou moins l'industrie sous le poids des charges fiscales, etc.; nationales, elles sont surtout dominées par les conditions matérielles de la production et de la vente : la richesse ou la pauvreté de la mine, la grandeur ou la faiblesse de la récolte, la proximité ou l'éloignement du lieu de vente, le prix des transports, etc. Nous ne reviendrons pas sur ces points, pour considérer simplement à cette place les faits d'adaptation

active de l'offre et de la demande, d'ailleurs caractérisés à nos yeux par deux modes économiques d'ajustement : la concurrence et le monopole.

2° *Une distinction entre la concurrence et le monopole ; la définition de la concurrence et la délimitation de son domaine.*

Cependant, on se doit d'établir une distinction entre la concurrence et le monopole ; si la concurrence est un phénomène éminemment volontaire, puisqu'il caractérise la tendance du vendeur, du producteur ou même du consommateur à atteindre des buts communs, mais avec cette nuance que chacun veut les atteindre avant ou mieux que les autres (1) ; le monopole caractérise surtout une situation acquise, soit qu'elle dérive de ces inégalités de fait ou bien de droit qui donnent au producteur une situation inattaquable sans que sa volonté n'ait eu en rien l'occasion de jouer, soit au contraire qu'elle marque le résultat d'un effort volontaire, c'est-à-dire d'une campagne de concurrence victorieusement menée ; mais, là encore, elle symbolise une situation de fait, une attitude passive qui succède à l'activité antérieure. C'est en considération de ce caractère plutôt statique du monopole que nous envisagerons simplement dans ce chapitre l'étude de la concurrence, dont l'activité, tour à tour, fonde ou supprime ces situations privilégiées.

Mais il convient, par avance, de donner une définition de la concurrence, bien que la chose ne soit pas aisée ; ne désigne-t-elle pas une attitude, un simple état d'esprit, un phénomène psychologique ? En respectant l'étymologie,

(1) Cf. P. Reboud, *op. cit.*, t. I, p. 253, chap. I : Notion de la concurrence.

le mot concurrence, qui paraît spécialement affecté au vocabulaire économique, désigne le concours de diverses personnes pour atteindre un même but, chacune désirant dépasser son voisin pour gagner l'enjeu de cette sorte de course; cette attitude humaine n'est d'ailleurs pas spéciale à la matière économique, bien au contraire; sous des noms divers elle relève au plus haut point de tous les domaines : en matière d'athlétisme, la concurrence s'appellera compétition; en matière scolaire, on pourra très bien la désigner grâce au vocable « émulation »; mais, quel que soit le terme employé, quelle que soit la nature du concours ou celle de son enjeu, il faut bien se dire qu'il existe toujours, en fin de compte, un vainqueur et un vaincu qui ont été dressés face à face durant toute la lutte par une même rivalité.

Toutefois, qu'il nous soit donné de descendre dans l'arène du concours économique, qui n'est autre que le marché, pour être admis à contempler de plus près les héros du tournoi, la nature et le résultat de leur combat.

D'abord nous pourrons voir les consommateurs aux prises; leur action n'aura pas d'autre but que de faire monter le prix des biens ou des services sur lesquels s'appesantit leur demande; les moins fortunés seront les vaincus; avec la hausse, la pyramide des compétiteurs deviendra de plus en plus étroite, alors qu'avec la baisse elle présentait une base très large. Aucun chômage ne pourra découler pour eux de la défaite puisqu'ils se comportaient en acheteurs de travail ou de marchandises et non en vendeurs. Mais la situation sera différente pour ceux qui font le commerce de leurs services ou de leurs produits; afin de la préciser, nous distinguerons entre la

concurrence des travailleurs et celle des vendeurs, et même, au sein de cette dernière, entre la concurrence nationale et la concurrence internationale.

SECTION PREMIERE

LA CONCURRENCE DES TRAVAILLEURS EN GÉNÉRAL ET EN PARTICULIER CELLE DES TRAVAILLEURS MASCULINS ET FÉMININS

Comme exemple de concurrence des travailleurs entre eux, nous prendrons le cas typique de la concurrence entre main-d'œuvre masculine et main-d'œuvre féminine depuis la guerre. Pour certains économistes, l'afflux de la main-d'œuvre féminine, depuis quelques années, dans les carrières jusque-là davantage réservées aux hommes, serait une des causes les plus importantes de la crise actuelle. Voyons de plus près ce qu'il peut y avoir de fondé dans cette appréciation.

Il est bien difficile de résoudre le problème, car les précisions manquent totalement. Ici encore on doit déplore la carence de statistiques. Si, dans un récent article d'Antonina Valentin, nous trouvons d'intéressants renseignements sur l'emploi des femmes dans les travaux manuels, l'étude en question n'a pas trait aux emplois de commerce, de bureaux, d'administration..., où il semble que les femmes soient devenues beaucoup plus nombreuses (2).

Bornons-nous donc aux métiers manuels. Si l'on envisage ces métiers en bloc, on voit que, du moins entre 1900 et 1921, l'accroissement de main-d'œuvre féminine

(2) Antonina Valentin, L'emploi des femmes depuis la guerre, *Revue internationale du travail*, avril 1932, p. 506 à 525.

n'a pas été considérable. Le pourcentage des travailleuses manuelles par rapport à la population active totale a augmenté de 2,7 en Nouvelle-Zélande, de 2,5 en France, de 2,4 en Suisse, de 2,2 aux Etats-Unis, de 2,0 en Allemagne, de 0,3 pour l'Angleterre et le Pays de Galles. Il a diminué de 0,7 en Ecosse, de 0,7 aux Pays-Bas, de 0,9 en Hongrie, de 1,9 en Australie, de 3,9 en Italie, de 4,4 en Irlande, de 4,8 en Belgique, de 5,2 au Danemark, de 6,7 en Norvège, de 7,1 en Autriche. De 1921 à 1926, par ailleurs, le nombre de femmes vivant, en France, d'un métier, est descendu de 8.600.000 à 7.800.000, soit une réduction de 800.000, alors que la population féminine française augmentait de plus de 500.000 personnes.*

Mais, entre les emplois manuels féminins, il faut opérer un discernement. Si, par exemple, le nombre des femmes employées au service domestique ou dans l'agriculture a diminué, il se peut que cette diminution compense précisément l'accroissement du nombre des travailleuses d'usine. De fait, les femmes ont abandonné partiellement l'agriculture et les services domestiques. Elles ont donc afflué dans l'industrie. Cet afflux toutefois, du moins dans les grandes nations industrielles, n'a pas été aussi considérable qu'on pourrait le penser. Aux Etats-Unis, par exemple, on ne constate, entre 1910 et 1920, qu'une augmentation de 100.000 travailleuses dans l'industrie. En Allemagne, où une puissante transformation économique s'est opérée au cours de ces dernières années, l'augmentation du nombre des femmes occupées aux travaux de l'industrie correspond à peu près à l'accroissement de la population et ne saurait être considérée comme un envahissement du marché par la main-d'œuvre féminine. En France, les précisions que nous possédons sont beau-

coup plus nombreuses du fait des dénombrements statistiques des recensements généraux de la population, dont la *Statistique générale de la France* rappelle tous les résultats. Mlle Fernande Dauriac a d'ailleurs commenté, dans un très récent article sur le *Travail des femmes en France devant la statistique* ⁽³⁾, les chiffres des recensements de 1906 et de 1926, en faisant une large place aux diverses catégories des occupations féminines salariées. Dans l'ensemble des professions agricoles (pêche, forêts, culture et élevage), il est bien certain que le nombre des femmes actives a diminué, puisque, de 3.330.000 en 1906 pour 87 départements, il est tombé à 3.302.400 en 1926, déduction faite du nombre des 88.600 femmes actives pour les trois nouveaux départements; il est également bien certain que le nombre des femmes actives a diminué dans les services domestiques étant donné qu'on n'en compte plus que 673.000 en 1926, malgré l'apport des 22.000 dû aux nouveaux départements, alors que ce nombre s'élevait à 773.000 en 1906. Et cependant il n'apparaît pas clairement que, dans notre pays, l'industrie ni, même, les catégories « employées et ouvrières » aient été envahies par la main-d'œuvre féminine.

Si, dans l'industrie, la section des industries extractives compte 7 femmes de plus en 1926 qu'en 1906, par contre, le recensement de 1926 accuse sur celui de 1906 une diminution de 21 femmes dans les services publics industriels, de 63 femmes dans les industries de transformation et de 117 femmes dans les transports et entretien; soit, en 1926, pour l'ensemble de la catégorie, un nombre inférieur à celui de 1906. La proportion des femmes

(3) *Revue d'économie politique*, janv.-févr. 1933, p. 91 à 109.

actives industrielles par rapport aux femmes actives du pays est également moindre en 1926 qu'en 1906, avec respectivement 29,2 p. 100 contre 32,7 p. 100; par ailleurs, sur 1.000 travailleurs des deux sexes on trouve encore, en 1926, 70 femmes de moins qu'en 1906, de sorte que Mlle Dauriac paraissait bien en droit de dire, en guise de conclusion sur ce point, que, « numériquement et proportionnellement, il y a donc eu, dans l'ensemble de la catégorie industrielle et dans la section « industries de transformation », moins de femmes en 1926 qu'en 1906 » (4).

En ce qui concerne les catégories des femmes employées et des femmes ouvrières, la diminution du nombre des femmes de 1906 à 1926 est beaucoup plus délicate à établir; à ne considérer que les employés on s'aperçoit qu'il existe un accroissement de 14,3 p. 100, mais comme il est difficile d'établir une distinction bien définie entre ces deux catégories de travailleuses, il peut venir à l'esprit de confondre en une seule les deux catégories; dans ces conditions on peut noter que sur 1.000 employés et ouvriers des deux sexes on compte 261 femmes de moins et que, dans les industries de transformation, si les 14 sous-groupes d'industries dites masculines présentent 2,5 p. 100 de femmes actives de plus en 1926 qu'en 1906, les trois autres sous-groupes en offrent 4,7 p. 100 de moins.

En fait, d'une façon générale, les chiffres de 1926 prouvent qu'il n'y eut pas à cette date plus de femmes actives que vingt ans auparavant, de sorte que l'on peut encore accepter les conclusions de Mlle Dauriac déclarant que, si, parfois, en 1926 la proportion des femmes actives est

(4) *Ibid.*, p. 94.

plus forte qu'en 1906, ce phénomène provient « de la diminution du nombre des hommes, qui rend la quantité des femmes plus apparente que jadis » (3).

Mais l'étude de Mlle Dauriac ne se contente pas d'analyser le travail manuel de la femme française devant la statistique, elle fait aussi, dans une seconde partie, une large place aux professions libérales, aux services administratifs, au commerce, nous mettant ainsi mieux à même de comprendre l'accusation de concurrence féminine que l'on a portée contre les travailleuses, qui, disait-on, envahissaient les carrières destinées aux hommes.

De fait, de 1906 à 1926, on constate une augmentation de 23 femmes dans le commerce, de 75 femmes dans les professions libérales et de 94 femmes dans les services administratifs.

Pour l'ensemble du groupe, le nombre des femmes actives est plus élevé en 1926 qu'en 1906, avec 1.480.000, dont 52.000 pour les nouveaux départements, contre 1.071.000.

La proportion des femmes actives du groupe par rapport aux femmes actives en général s'est également relevée : de 13,9 p. 100 en 1906, elle est passée à 18,9 p. 100 en 1926.

Enfin, sur 1.000 travailleurs des deux sexes, il existe 44 femmes de plus en 1926 qu'en 1906.

Ces chiffres démontrent sans doute clairement qu'il existe en ce domaine une augmentation générale, numérique et proportionnelle; ils expliquent aussi comment on a pu croire à la concurrence du travail féminin, bien qu'il n'y ait là, d'après Mlle Dauriac, qu'un phénomène illusoire, car « il ne faut cependant pas oublier que ces

(3) *Ibid.*, p. 97.

trois catégories professionnelles ne groupent même pas 1/3 de la population active » (6).

Par ailleurs, on ne doit pas méconnaître non plus que cette soi-disant affluence des femmes aux carrières masculines est surtout un phénomène de répartition, et même, dans les services domestiques, le personnel employé et ouvrier des établissements agricoles, des professions commerciales, libérales, administratives, c'est la diminution du nombre des hommes qui est la cause de la proportion plus élevée des femmes, et, dans l'ensemble, il ne peut en être autrement, car si en 1906 le total des femmes actives du pays s'élevait à 7.693.000, il n'était plus que de 7.588.000 en 1926, défalcation faite de l'apport des nouveaux départements.

En conclusion, il paraît difficile à l'heure actuelle de croire en une concurrence du travail masculin et du travail féminin, et par conséquent de voir dans ce phénomène une cause probable d'un chômage important. C'était d'ailleurs à la même constatation qu'aboutissait, pour le Japon, l'étude de l'Office central du Japon portant sur le nombre des travailleurs masculins et féminins en 1926 et 1930; car, en effet, d'après les informations du Bureau international du travail, elle « n'a pas prouvé nettement que l'augmentation du nombre des travailleuses ait accru pour les hommes la difficulté de trouver un emploi » (7).

Mais en fait de concurrence il n'y a pas seulement celle que se livrent les travailleurs ou les consommateurs, il en existe une, plus ardente peut-être, entre producteurs, et l'on doit bien se garder de la passer sous silence.

(6) *Ibid.*, rev. cit., p. 99.

(7) *Informations sociales*, 24 août 1931, p. 316.

SECTION II

LA DISTINCTION DE LA CONCURRENCE NATIONALE ET INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS. ANALYSE SOMMAIRE DE LA CONCURRENCE NATIONALE

La concurrence pourra se manifester dès que les produits mis en vente seront les mêmes ou présenteront des qualités à tel point similaires qu'elles pourront donner lieu dans la vente des marchandises à des phénomènes de substitution. Mais, avec l'identité ou la quasi-identité de produits, une autre condition doit être réunie pour que puisse exister l'état de concurrence : c'est l'identité du marché; ainsi la concurrence peut jouer non seulement à l'intérieur du pays, mais également à l'extérieur sur le marché international, où elle atteint directement les industries d'exportation.

Sur le marché intérieur, l'intensité de la concurrence entre producteurs dépend, comme l'a fort bien analysé M. Reboud, de leur puissance de produire et de leur éloignement (8); en développant ces deux idées, on s'aperçoit qu'à l'éloignement se rattache l'élévation du prix des marchandises causée par les frais de transport; leur montant surcharge quelquefois le prix de revient, à tel point qu'il handicape la vente de certaines productions malgré une moindre cherté du lieu d'origine.

Mais, d'autre part, à la puissance de produire, seconde condition de la concurrence, est lié le moyen même de soutenir cette concurrence : le puissant capital de l'entreprise capable de faire appliquer facilement les améliorations provenant d'inventions nouvelles, capable aussi de

(8) P. Reboud, *op. cit.*, t. I, p. 255-256.

pousser la rationalisation mécanique à un tel degré de perfection que le prix de revient et, par conséquent, le prix de vente subissent des baisses considérables du fait de l'augmentation du rendement.

Cependant, il faut bien ajouter que ce ne sont pas toujours des procédés aussi légitimes qu'emploie le vendeur ou le producteur concurrents pour s'assurer un avantage; souvent aussi, malheureusement, ils ont recours à des procédés déloyaux; la concurrence devient alors quelque chose de redoutable, « une concurrence agressive, destructive, parce que chacun des concurrents considère ses rivaux comme des ennemis et cherche parfois à s'en défaire à l'aide de ruses et de méthodes analogues à celles qu'on emploie pour faire la guerre. Répandre des bruits calomnieux pour discréditer un concurrent, soudoyer quelques-uns de ses employés et s'en servir contre lui, usurper sa marque de fabrique, vendre à perte pour l'obliger à en faire autant et le conduire ainsi à la ruine quand ses capitaux seront épuisés, voilà des exemples de procédés qui ont été appliqués. Cette forme de concurrence coupe-gorge a dominé parmi les industriels anglais pendant la première moitié du xix^e siècle; elle a sévi également dans d'autres grandes nations industrielles à la fin du même siècle » (9).

Les effets de la concurrence nationale en action se font sentir sur le prix et la qualité des produits de même que sur l'occupation de la main-d'œuvre. D'une façon générale, elle tend à l'abaissement du prix de vente des marchandises sans forcément en améliorer la qualité, car pour obtenir le meilleur marché possible on peut être poussé

(9) P. Reboud, *op. cit.*, t. I, p. 254.

quelquefois à certaines pratiques d'économie, dont les répercussions peuvent être fâcheuses sur la qualité ou la quantité des matières premières employées dans la fabrication du produit fini.

Sur l'emploi des travailleurs, la concurrence nationale présente aussi de graves effets : d'abord elle peut occasionner du chômage par l'emploi courant de ses moyens d'action ou même par leur abus, ainsi la rationalisation provoquera naturellement du chômage suivant les modes que nous avons antérieurement définis, mais il se peut, de plus, que son abus aille jusqu'à conduire parfois à la surproduction, ainsi que nous l'avons également signalé. D'un autre côté, il faut songer que les industries efficacement concurrencées perdront avec le plus clair de leur clientèle la presque totalité de leurs débouchés; elles seront contraintes à la faillite ou à l'absorption par les entreprises concurrentes; cette dernière alternative se produira d'ailleurs assez fréquemment dans les périodes de dépression, généralement très favorables aux concentrations. Mais, notons-le bien, ce chômage ne sera souvent qu'un chômage de transition, un simple déplacement de main-d'œuvre; l'entreprise victorieuse aura accaparé les débouchés de l'industrie vaincue; le moyen mis en œuvre pour atteindre ce résultat, généralement la baisse du prix de vente obtenue à l'aide d'une meilleure productivité, aura même accru, si la demande du produit est élastique, l'intensité totale du débouché antérieur; le résultat final de l'opération sera donc, en dernière analyse, l'engagement d'un nombre de travailleurs souvent supérieur à celui primitivement licencié. C'est dans cette mesure que l'on a pu dire que la concurrence nationale avait un heureux effet : les ouvriers n'en souffrent pas

trop, et le consommateur bénéficie du produit des inventions nouvelles, ainsi que du meilleur marché de la production. Au contraire nous serons plus réticents lorsqu'il s'agira de juger la concurrence internationale; la façon dont elle est pratiquée fait douter au plus haut point de la justesse du jugement, que Bastiat enfermait dans ces phrases suggestives : « Et après tout, qu'est-ce que la concurrence? Est-ce une chose existant et agissant par elle-même comme le choléra? Non, concurrence, ce n'est qu'absence d'oppression. » (10).

SECTION III

CONCURRENCE INTERNATIONALE ET CHÔMAGE

§ 1. — La détermination de la concurrence internationale ; sa raison d'être ; ses moyens d'action.

Au point de vue national la concurrence nous est apparue comme un phénomène qui tendait à multiplier les échanges plutôt qu'à les restreindre; au point de vue international, la concurrence aurait sans doute les mêmes effets si les gouvernements, prenant à cœur les intérêts nationaux, ne venaient troubler souvent la situation commerciale sur le marché national ou même sur le marché étranger par l'établissement d'inégalités nouvelles entre producteurs ou bien par le maintien sans cesse renforcé des inégalités existantes. Nous n'avons point à apprécier les divers motifs qui inspirent l'intervention de l'Etat en matière de concurrence internationale; d'ailleurs en faveur du protectionnisme les avis peuvent varier suivant le point de vue auquel on se place, et l'on peut même aller

(10) Frédéric Bastiat, *Harmonies économiques*, 6^e éd, t. VI, p. 330.

jusqu'à estimer que certaines mesures sont des plus légitimes parce qu'elles paraissent faire partie d'un programme rationnel limitant leur usage aux cas exceptionnels où les intérêts généraux du pays le réclament (11); mais, tout parti pris national mis à part, l'économiste ne doit-il pas déplorer que l'ensemble des mesures étatiques nuise à la pénétration commerciale réciproque des Etats, les empêche de se consacrer aux productions où ils tendent à se spécialiser, mettant du même coup un obstacle à l'élévation du rendement et de l'emploi? Et, à côté de cela, il y a plus encore; les pratiques protectionnistes en usage, droits de douane ou prohibitions, transforment ce manque à gagner économique et social dont nous venons de parler en une véritable perte résultant de l'entrave des échanges et du chômage correspondant, dont il convient de déterminer, sur l'heure, le procès de la naissance.

L'intensité néfaste de la protection dépend de deux facteurs, d'abord de la nature et de la force des mesures employées, ensuite des variations de leur application dans le temps. Ces deux conditions du trouble du commerce international n'avaient pas manqué d'être signalées après la guerre par la Conférence économique internationale de 1927; elle dénonçait tout d'abord la complication des

(11) Contre l'attitude libérale on peut opposer certains arguments en faveur du protectionnisme, en voici deux, des plus décisifs, rappelés par M. Nogaro : « En vérité, l'argumentation libérale est moins solide qu'elle ne paraît d'abord, elle repose surtout sur l'idée de la division internationale du travail... mais aussi bien ce n'est qu'une hypothèse et sous un régime de libre-échange certains pays en seraient réduits à voir leur population émigrer. Or, le premier soin des pouvoirs publics dans un Etat moderne est de conserver la population nationale. Et puis, la diversité des aptitudes à la production est sans doute moindre qu'on ne l'admettrait, et, au surplus, changeante. Beaucoup de pays sont capables de faire prospérer des branches de production nouvelles. » (*Information financière, économique et politique*, 14 août 1930.)

tarifs, les formalités vexatoires de leur application, la multiplicité de leur nomenclature; elle rappelait ensuite l'ensemble des mesures protectionnistes en usage : les droits d'entrée et de sortie, le *dumping*, les primes d'exportation et les subsides, la discrimination des tarifs de transports; mais elle signalait aussi les dangers provenant des variations dans l'application de ces mesures : l'instabilité des tarifs, la trop courte durée des traités de commerce et l'exclusion fréquente de la clause de la nation la plus favorisée. Une démonstration rapide de l'influence de chacun de ces facteurs de troubles sera de nature à mettre en lumière la relation du protectionnisme et du chômage.

§ 2. — L'effet sur le chômage des entraves aux échanges internationaux.

L'intervention protectrice de l'Etat agit économiquement de façon différente suivant que l'on considère le pays qui bénéficie de la protection ou, au contraire, ceux qui sont touchés par elle; aussi, est-ce toujours en faisant une part convenable à cette double considération que l'on doit étudier les effets des mesures protectrices sur le chômage.

Il existe d'abord une série de mesures couramment employées pour limiter ou suspendre les exportations ou les importations : ce sont les prohibitions, le contingentement, les licences ou permis d'exportation et d'importation, le contrôle du change. Cet ensemble forme, suivant l'expression de M. Ansiaux, des « entraves proprement dites » aux échanges internationaux ⁽¹²⁾.

(12) M. Ansiaux, *Les troubles du commerce international et le chômage, Problèmes du chômage en 1931*, p. 144.

Les prohibitions d'importation et d'exportation sont les mesures les plus radicales du genre; elles ont été appliquées, surtout après la guerre, dans certains pays comme l'Angleterre, où elles touchaient, jusqu'au 1^{er} septembre 1919, l'importation de 170 produits différents pour s'atténuer jusqu'à dégénérer, à partir du 1^{er} novembre de cette même année, en une mesure d'opportunité subordonnée à l'appréciation du *Board of Trade*, qui octroyait ou refusait le permis spécial d'importer ⁽¹³⁾. On retrouve également la prohibition d'importation et d'exportation en Autriche et en Allemagne au moment de l'avilissement du papier-monnaie; ce dernier Etat en fit usage jusqu'au 10 juin 1923 concurremment avec l'accord de licences d'importations permettant d'y déroger.

Suivant une heureuse expression de M. Ansiaux, le contingentement « est une forme à peine mitigée de l'égoïsme national apeuré » ⁽¹⁴⁾ : il consiste dans la limitation quantitative des entrées ou des sorties de telle ou telle marchandise, de sorte qu'on ne ferme pas complètement la porte aux produits étrangers importés ou aux produits nationaux exportés, ce qui ménage un peu l'intérêt des vendeurs et des acheteurs nationaux. La pratique des contingentements a fleuri après la guerre et surtout depuis 1929 dans la politique commerciale des Etats européens. La France, en vertu de la loi du 29 mars 1910, qui donne au Gouvernement des pouvoirs très étendus au cas de mesures prises à l'étranger contre les produits français, a positivement usé du contingentement sans pouvoir empê-

(13) Paranaquà, *Politique commerciale internationale*, p. 54 et suiv., Kundig, Genève, 1930, cité par M. Ansiaux, *op. cit.*, p. 143.

(14) M. Ansiaux, *op. cit.*, p. 143.

cher, l'étranger, et en particulier l'Italie, la Hollande et l'Espagne, de lui répondre, à titre de représailles, par des mesures analogues.

Enfin, le contrôle des changes, qui subordonne à une autorisation l'octroi de devises à l'importateur qui désire acheter des marchandises à l'étranger et à l'exportateur qui désire disposer des devises qu'il a reçues de l'étranger puisqu'elles représentent le prix des marchandises vendues, a été couramment employé lors des désordres monétaires qui ont marqué en Europe la fin des hostilités.

Si l'on examine l'effet de ces entraves sur la prospérité du commerce et sur l'emploi de la main-d'œuvre, on peut juger qu'il est différent suivant qu'il s'agit du pays protégé ou de celui qui ne l'est pas. La prohibition d'exportation, qu'elle soit générale ou limitée, permanente ou temporaire, tend, tout au moins dans les premiers temps de son application, à raréfier la quantité de marchandises sur le marché étranger, où la pénurie ne tarde pas à faire monter les prix, surtout s'il s'agit de matières premières; s'il s'agit de produits finis ou semi-ouvrés la situation peut changer du fait que l'étranger est capable d'assurer par ses propres moyens une production dans laquelle il n'est pas aussi spécialisé que le pays prohibitionniste; mais alors il y aura également une restriction des échanges dans la mesure où le pays moins spécialisé produira à plus de frais, d'où l'élévation du prix de vente et la restriction d'une demande qui était à coup sûr plus intense à l'époque d'une moindre cherté, c'est-à-dire à l'époque de la liberté des transactions. Du côté du pays prohibitionniste, la fermeture du marché étranger, faisant baisser les prix, risquera de diminuer la production. On voit des résultats comparables, *mutatis mutandis*, se pro-

duire au cas de prohibitions d'entrées : l'industrie nationale vend plus cher, l'étranger perd des débouchés. Il est bien difficile de ne pas voir là une porte ouverte au chômage, soit à la suite d'une diminution de la demande provoquée par la cherté de l'offre, soit à la suite d'une perte de débouchés et d'une mévente directement occasionnée par la surproduction. Sans doute, on peut alléguer que la gravité d'une pareille interdiction reçoit parfois des atténuations notables parce qu'elle exaspère la concurrence intérieure du pays qui ne peut importer la marchandise étrangère; en effet, sous l'action de cette concurrence intérieure, les prix ne peuvent manquer de baisser et par conséquent d'accroître plutôt la demande; mais on peut également considérer, tout au moins s'il s'agit d'entraves à l'importation de matières premières, que la mesure appliquée tend nécessairement à limiter la consommation des produits ou services complémentaires de la marchandise prohibée, parce qu'ils concourent comme elle à la fabrication du produit fini; ainsi naîtra l'aggravation du chômage tenant d'une part, au congédiement du nombre des travailleurs inutiles pour se procurer la matière première qu'il est défendu d'importer et, d'autre part, au congédiement de ceux, devenus également inutiles, pour l'extraction ou la fabrication des produits complémentaires, dont la vente des matières premières frappées de prohibition assurait le débouché pour la formation du produit fini.

Enfin, le chômage n'interviendra pas autrement lors de l'application des mesures plus foncièrement protectionnistes, comme la complication des tarifs, la multiplicité de leur nomenclature ou les formalités vexatoires de leur

application; de sorte que nous pourrions dire à leur égard, en empruntant les termes de M. Ansiaux, « que leur action restreint la quantité et la valeur globale des échanges ou bien en ralentit le rythme d'expansion; elle agit donc de la même manière que les prohibitions, contingentements, licences, etc. » ⁽¹⁵⁾.

Cependant, il existe d'autres séries de mesures qui agissent directement sur le coût de la production et indirectement, par son intermédiaire, sur la grandeur des échanges internationaux : ce sont les droits d'entrée et de sortie, les primes d'exportation et les subsides, le *dumping* et la discrimination des tarifs de transport.

§ 3. — Le protectionnisme et le chômage; examen du *dumping* et discussion sur l'influence des droits de douane.

De toutes les mesures protectionnistes, celle qui est envisagée le plus défavorablement est bien certainement le *dumping*; elle « consiste à vendre une marchandise dans le pays importateur à un prix inférieur à son prix courant dans le pays de production, et parfois même inférieur à son prix de revient. » ⁽¹⁶⁾. Effectivement, on peut citer, et M. Ansiaux a même cité, d'après la *Revue belge du travail*, des exemples de ce qu'il appelle « l'influence délétère du *dumping* », par exemple la situation difficile faite à la meunerie belge par l'introduction de farines françaises qui passaient en Belgique au moyen des acquits-à-caution ⁽¹⁷⁾, le *dumping* des briques françaises qui, en

(15) M. Ansiaux, *op. cit.*, p. 150.

(16) P. Reboud, *op. cit.*, t. II, p. 334.

(17) *Revue (belge) du travail*, sept. 1929, p. 1310.

juillet 1930, força les chantiers belges à chômer ⁽¹⁸⁾; mais on signale surtout le *dumping* soviétique, qui s'exerce sur un bon nombre de produits, en particulier sur les filés de lin et le manganèse ⁽¹⁹⁾; on a même été jusqu'à accuser l'intervention commerciale des Soviets d'avoir joué un rôle considérable dans la crise de 1930. Albert Thomas, qui avait examiné cette question dans son rapport présenté à la XV^e session de la Conférence internationale du travail, ne se prononçait pas catégoriquement, mais paraissait néanmoins se montrer quelque peu sceptique sur cette influence considérable du commerce des Soviets, d'autant qu'à son égard les nations avaient adopté des attitudes contradictoires : « Il est bien difficile, disait-il, dans l'état actuel des statistiques, de mesurer les répercussions que les exportations russes incriminées ont pu avoir sur le marché du travail étranger... Cependant, que le Canada, la France et la Belgique, sous des formes diverses, restreignent ou surveillent les importations de certaines catégories de marchandises russes, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne et, entre tous, les Etats-Unis font effort pour intensifier leurs relations commerciales avec la Russie, spécialement en vue d'apporter, grâce à des facilités pour l'exportation de leurs produits manufacturés, un remède au chômage dont souffre leur marché de travail. Pour ces pays, certains *dumping* russes ne contribuent-ils pas à réveiller quelques activités en souffrance ? » ⁽²⁰⁾. Mais, d'un autre côté, M. Ansiaux répon-

(18) *Ibid.*, août 1930, p. 1136. Les prix des briques françaises étaient de 40 francs inférieur à ceux pratiqués en Belgique.

(19) *Ibid.*, mai 1929, p. 683.

(20) S. D. N., *Rapport du Directeur* à la 15^e session de la Conférence internationale du travail, p. 27.

dait plus nettement, car, à ses yeux, « l'adoption par la Russie d'un régime communiste, tempéré d'ailleurs par des nécessités impérieuses, n'a pas exercé d'influence profonde sur le rythme du mouvement économique dans le reste du monde. Le soi-disant *dumping* soviétique a été fortement exagéré par ceux qui cherchaient à tout prix à déplacer la responsabilité des fautes commises durant la haute prospérité; plus nuisible, et de beaucoup, a été le monopole d'importation que s'est arrogé le Gouvernement soviétique, qui a réduit les achats de produits étrangers dans une mesure bien plus forte que ne l'eût comporté l'appauvrissement très réel de la Russie depuis 1914. » (21).

Quoi qu'il en soit de ces discussions sur la réalité de l'influence du *dumping* russe, il n'en reste pas moins vrai que cette influence a bien existé, plus faible sans doute qu'on ne l'a cru tout d'abord, mais suffisante pour être à même de provoquer du chômage dans certains cas.

Un effet analogue à celui du *dumping* peut être attribué au système des primes à l'exportation accordées par l'Etat à l'industriel pour chaque quantité à exporter ou seulement produite en vue de l'exportation; les bas prix des produits ainsi protégés leur assurent un plus grand débouché au détriment de ceux qui ne le sont pas; l'industrie étrangère pourra donc être réduite au chômage si elle ne se défend à l'aide de surtaxes douanières ou de primes égales à celles accordées aux produits protégés. Dans le même sens agissent les subsides qui avantagent certaines productions nationales, mais cependant d'une façon moins nette que les primes, car leur montant n'est pas

(21) Ansiaux, Les caractères nouveaux du cycle actuel, *Revue d'économie politique*, 1931, t. XLV, p. 1566.

proportionnel à la production ou à l'exportation des produits; leur effet tend à s'affaiblir à mesure que l'entreprise exporte davantage. Enfin, la discrimination des tarifs de transport peut également atteindre l'industrie étrangère au profit de l'industrie nationale puisque son but est d'accorder aux produits de celle-ci des réductions importantes sur le transport par fer ou par eau qu'elle serait loin de consentir aux produits de celle-là.

Mais les troubles issus d'une pareille protection paraissent incomparablement moindres que ceux que l'on peut attribuer à l'élévation des tarifs douaniers. La prime, le subside et même le *dumping* ne favorisent jamais qu'un seul produit, ou mieux qu'une minorité de produits, alors que le tarif douanier, comme son nom l'indique, protège un ensemble; il est l'expression même d'une politique protectionniste réfléchie, par là même il se montre extrêmement dangereux.

Toutefois, l'efficacité du relèvement des droits paraît subordonnée à la hausse correspondante des prix intérieurs, et à cet égard M. Ansiaux pouvait dire que l'« intensité de la répercussion dépend sans aucun doute du mouvement des prix intérieurs après le relèvement des tarifs »⁽²²⁾, ce qui autorise à considérer trois situations différentes.

La première correspondrait au fait que dans le pays protégé les prix intérieurs du produit montent d'une hauteur égale à celle provoquée par la majoration du droit de douane, de sorte que la concurrence étrangère continue de jouer sur le marché national, mais avec ceci de nouveau que la majoration du prix du produit doit en atté-

(22) M. Ansiaux, *doct. cit.*, p. 138.

nuer la demande, si toutefois celle-ci fait preuve d'élasticité, et que, d'autre part, la production nationale a quelques chances de s'assurer davantage le marché intérieur au détriment de la production étrangère; pour le premier motif il y a donc une diminution globale des échanges, pour le second une diminution relative et dans tous les cas, pour les industries affectées, une tendance au chômage.

Si, au contraire, les prix ne s'élèvent pas malgré le relèvement des droits, c'en est fait de la concurrence étrangère sur le marché national, à moins qu'elle ne veuille se livrer aux pratiques du *dumping* et des primes; l'industrie d'exportation étrangère subira de ce fait une rude atteinte que la grandeur du chômage ne pourra que mettre en évidence; mais d'un autre côté le marché national, ainsi protégé, sera vraisemblablement lui aussi le théâtre d'une concurrence effrénée des producteurs à l'abri de la concurrence étrangère, d'où encore une tendance au chômage de transition, c'est-à-dire au déplacement temporaire de travailleurs, avec sans doute aussi, comme contre-partie heureuse, la baisse des prix du produit protégé et l'accroissement de la demande.

Reste enfin l'hypothèse qui, selon M. Ansiaux que nous ne contredirons pas, paraît se réaliser le plus fréquemment en pratique : à l'abri de la majoration tarifaire les prix nationaux montent, mais dans une proportion moindre que celle de la majoration des droits; de ce fait la concurrence étrangère est moins jugulée que si les prix intérieurs étaient restés les mêmes malgré l'élévation du tarif, mais elle est bridée davantage que dans la première alternative, où les prix montaient proportionnellement à la majoration des droits. Les industries d'exportation ne

pourront vendre qu'à condition d'avoir des prix de revient exceptionnels de bon marché, qui leur permettront par là même de supporter une partie des droits; au contraire, les industries au coût de revient trop élevé seront éliminées; d'ailleurs, d'une façon générale, la situation de l'industrie étrangère exportatrice sera toujours critique du fait que la protection peut développer la concurrence nationale intérieure, dont l'effet sur la baisse du prix de revient est indéniable.

La relation pratique du chômage et de l'élévation des tarifs douaniers nous est parfaitement révélée par l'histoire du commerce international d'après guerre. Très récemment encore, on pouvait assister à ce que certains périodiques appelaient « la guerre des tarifs »; la chute de la livre avait grandement facilité l'exportation des produits anglais et peut-être y avait-il là un phénomène plutôt heureux pour l'Angleterre, car si le prestige de Londres, comme première place financière mondiale, devait pâlir devant celui de New-York, les commerçants et les industriels britanniques en étaient venus peu à peu à déplorer que la production fût bridée par la hauteur de la livre, maintenue jusque-là grâce à une dure politique de restriction; ils en venaient peut-être enfin, secrètement, à souhaiter « le salut par l'inflation »⁽²³⁾, c'est-à-dire la dépréciation systématique de la livre; c'est d'ailleurs tout à fait dans cet esprit que fut écrit le *Memo-randum de la Chambre de commerce de Manchester* sur la politique monétaire, adressé le 16 septembre 1930 au premier ministre anglais : « La dépression présente est due presque entièrement à la chute des prix, que notre

(23) A. Siegfried, *op. cit.*, chap. II : Laissez-faire ou intervention, libre-échange ou protectionnisme; II Le salut par l'inflation, p. 133.

politique monétaire n'a pas su prévenir; l'étalon-or n'est pas l'objet d'une saine pratique internationale; la restauration de la livre à son niveau d'avant guerre a valu à l'industrie britannique les plus graves difficultés, en augmentant automatiquement le taux des salaires et en accroissant les charges fixes de la fabrication. Il faut que le gouvernement prenne sans délai des mesures relativement à la politique monétaire en s'inspirant avant tout de ce principe fondamental que l'industrie est d'une importance vitale plus réelle, pour le peuple britannique, que n'importe quelle considération d'ordre financier. » (24).

Pour pallier à cette dépréciation de la livre que les faits paraissaient avoir provoquée, mais que l'opinion semblait bien avoir désirée, la France établissait des surtaxes douanières qui compensaient l'écart des changes; le principe fut institué par un décret du 1^{er} août 1931 mis en application par les décrets du 12 novembre et 9 décembre de la même année. Mais l'Angleterre, plus que jamais portée sur les ailes du protectionnisme depuis les élections d'octobre 1931, autorisait pour six mois le ministre du Commerce à frapper certains produits de droits d'importation allant jusqu'à 100 p. 100 *ad valorem* et touchant particulièrement l'exportation française grâce à la loi du 7 décembre 1931 donnant la même autorisation relativement aux légumes, fruits et autres produits de l'agriculture.

Dans cette passe d'armes protectionniste, on avait néanmoins face à face deux nations pouvant chacune se défendre à l'aide de représailles douanières, mais il est dans le monde un pays dont les moyens économiques sont si

(24) Cité par Siegfried, *op. cit.*, p. 134-135.

puissants qu'il peut à volonté pratiquer, même sur le terrain économique, certains points de la doctrine politique de Monroe : ce sont les Etats-Unis.

Ce fut un véritable scandale économique que l'apparition, le 17 juin 1930, du nouveau *Tariff Act*, également appelé tarif Hawley-Smoot, mis en discussion presque au lendemain de la Conférence économique internationale dénonçant la course aux tarifs et désirant la trêve douanière. En préparation depuis plus d'un an, son application devait tenir aux deux voix de majorité du Sénat, consacrant ainsi la politique protectionniste du Congrès de Washington, que la Chambre des représentants avait plus facilement reconnue.

L'augmentation des droits, qui est manifeste sur la plupart des articles déjà frappés au tarif Fordney Mac Cumber de 1922, touchait particulièrement les produits agricoles et les cuirs (surtout les fromages et les gants de peau), les textiles et autres articles, mais de préférence les articles de luxe : velours, bonneterie fine, lingerie, laine brute et articles de laine, horloges et montres, produits minéraux et chimiques, etc.

Les raisons qui furent invoquées par les Américains en faveur de cette recrudescence protectionniste étaient loin d'être concluantes; nous dirons même qu'elles étaient dérisoires; le Rapporteur du projet observait sophistiquement que la protection de l'agriculture, principe même de la révision du tarif, devait faire monter le prix des matières premières et mettre l'industrie dans une position inférieure, d'où la nécessité de protéger cette dernière; un autre argument invoqué était celui, aussi inattendu qu'inexplicable, des progrès de la technique, qui abaissent les prix et créent du chômage; on arguait également qu'il

fallait se défendre contre les bas salaires européens; mais surtout l'on se prévalait de la réussite des précédents tarifs, par exemple du Fordney Act, qui, suivant les propres paroles du rapporteur, avait « procuré à ce peuple une prospérité générale et sans précédent » (25).

En vérité, c'est une raison aussi pragmatiquement égoïste que J. Naudin paraît souligner; pour lui, le Gouvernement américain n'a pas eu d'autre dessein que « de supprimer les quelque cent millions de dollars de bénéfice que l'industrie et même l'agriculture européenne réalisaient chaque année aux Etats-Unis... On peut donc dire que lors de la récente révision du tarif américain, tout s'est passé comme si les membres du Congrès, pour déterminer quels articles devaient être surtaxés, avaient utilisé le critérium suivant : chaque fois que, pour une catégorie donnée de marchandises ou pour un produit déterminé, les statistiques d'importation font ressortir un volume d'affaires important ou un accroissement sensible des entrées, le tarif sera majoré. » (26).

A côté de cette raison valable, on doit en ajouter une autre, c'est le fait qu'en Amérique la « réclame électorale » — le mot n'est pas trop fort — faite autour des candidats à la présidence paraît lier leur élection à quelques grandes réformes qui jouent le rôle d'idées — force auprès des masses : par exemple, actuellement, élire Roosevelt c'est pencher pour l' « humide », maintenir Hoover c'est opter pour le régime sec; or élire Hoover après la campagne de 1928, c'était opter pour une protection accrue; ainsi le

(25) J. Naudin, La révision du tarif douanier aux Etats-Unis : son origine, sa portée générale, *l'Europe nouvelle*, 14 juin 1930.

(26) J. Naudin, L'Europe et la révision du tarif douanier des Etats-Unis, *ibid.*, 21 juin 1930.

constatait M. Naudin lorsqu'il écrivait qu' « au cours de la campagne de 1928 le parti républicain a déclaré au pays que la révision douanière doit se faire... le pays a répondu par l'élection du président Hoover... On peut interpréter le résultat de l'élection comme une autorisation et une suggestion au Congrès de rajuster les droits de douane... » (27). La révision du tarif était donc, comme l'ajoutait tout aussitôt l'auteur, « une affaire d'ordre intérieur, on est tenté de dire de cuisine électorale ». C'était d'ailleurs aussi l'avis d'un Américain, professeur d'économie politique à l'Université de Chicago, M. Harry D. Gideonse, qui déclarait qu' « un tarif douanier, aux Etats-Unis, n'est évidemment jamais discuté à la lumière des principes généraux du commerce international, principes dont il implique l'application » (28). Et il allait même jusqu'à taxer ce tarif de « fantaisiste au point de vue économique » (29), étant donné l'état de prospérité des Etats-Unis.

Ainsi prenait place, non sans bruit, à la suite des tarifs Payne-Aldrich, Dingley, Mac Kingley et Fordney, le tarif Hawley-Smoot, le cinquième de l'espèce, le seul digne de couronner vingt-cinq années de prospérité !

Dès avant sa consécration, l'Europe entière s'était émue, des protestations avaient jailli de toutes parts : de Belgique et de Suisse pour les fils, la soie artificielle, les broderies, les fromages et l'horlogerie; d'Italie pour les fromages; d'Allemagne pour les cuirs et peaux, les produits chimiques et certains articles de bonneterie; de France pour les dentelles, les broderies, les cuirs, etc., et

(27) *L'Europe nouvelle* du 14 juin 1930, art. cit.

(28) H. D. Gideonse, *Quinze années de législation douanière aux Etats-Unis*, *Revue économique internationale*, juin 1931, p. 272.

(29) *Ibid.*, p. 283.

l'on peut encore se souvenir d'une lettre tragique adressée le 6 avril 1930 par le président de la Chambre de commerce de Lille au ministre du Commerce et de l'Industrie et dont les termes sont les suivants : « L'industrie française du tulle et de la dentelle, péniblement angoissée par les mesures proposées par le Sénat des Etats-Unis et tendant à élever considérablement les droits de douane, nous a fait connaître que les taxes envisagées seraient de nature à empêcher toute exportation de ces produits et à réduire au chômage la majeure partie de ses collaborateurs... Ce ne seront pas seulement, dans la région du Nord, les travailleurs du Calaisais et du Cambrasis qui devront être licenciés, ce sont aussi des milliers d'ouvriers de Lille et des environs. » (30).

Ces craintes n'étaient pas vaines. La protection accrue des Etats-Unis frappa inévitablement de chômage l'horlogerie suisse, où le nombre des demandeurs d'emplois, de 98 fin septembre 1929, était monté à 2.223 fin septembre 1930 (31). D'un autre côté, la glacerie belge aurait souffert, aussitôt après l'application du tarif, de la naissance d'un nombre de chômeurs dont 15 à 18 p. 100 lui sont directement imputables (32). Enfin, par suite de l'élévation du tarif, de 1.153 tonnes qu'elle comptait en 1929, l'importation de la soie artificielle italienne aux Etats-Unis est tombée à 764 pendant les onze premiers mois de 1930; toujours pour la même raison la réduction du nombre des chapeaux italiens importés a également été très nette (562.400 en 1930 contre plus de 1 million en 1929) (33).

(30) *La journée industrielle*, 6-7 avril 1930.

(31) *Informations sociales*, 10 nov. 1930, p. 272-274.

(32) Ansiaux, *doc. cit.*, p. 177.

(33) *Rapport du directeur*, p. 26.

Les exemples pourraient être multipliés sans que le mal qu'ils exposent soit de ceux auxquels on puisse aisément pallier, puisque les Etats-Unis peuvent facilement se passer des produits européens alors que l'Europe ne saurait faire sans les matières premières américaines. Seul, le Canada, qui importe pas mal de marchandises des Etats-Unis, pouvait se permettre d'user efficacement de représailles, c'était d'ailleurs l'intention du Gouvernement de M. Mackenzie King, qui, bien que favorable aux Etats-Unis, proclamait officiellement qu'il prendrait « les mesures nécessaires pour défendre nos intérêts en tant que Canadiens. Si elles gênent les Etats-Unis nous ne nous en soucierons pas plus que les Etats-Unis ne semblent se soucier de la gêne que leur tarif douanier peut apporter chez nous » (34). L'avenir démontra que le Gouvernement canadien savait tenir parole.

Par ces quelques exemples s'éclaire la nocivité des droits de douane et de la guerre des tarifs douaniers; les faits sont donc venus largement corroborer les quelques idées théoriques que nous avons émises en tête de ce paragraphe. Cependant, cet exposé sur le protectionnisme et le chômage serait incomplet si nous ne mettions en valeur que c'est l'élévation du droit de douane et la multiplicité des prohibitions qui rendent la protection si néfaste en lui donnant une force sans cesse renouvelée; la permanence dans le changement, la variation des mesures protectionnistes dans le temps, c'est là un véritable facteur du trouble du commerce international que nous ne devons pas ignorer plus longtemps.

(34) *Le Capital*, 4 oct. 1929.

§ 4. — L'abus des entraves au commerce international ; le jeu des variations d'application des mesures protectionnistes ; leurs effets et leurs causes.

La Conférence économique internationale de 1927 critiquait par-dessus tout la pratique même de la politique douanière d'après guerre ; c'est d'ailleurs sur elle que M. Ansiaux, fondant son critère du trouble du commerce international, déclarait que l'état normal était représenté par l'état du commerce international d'avant guerre, tandis que l'état de trouble caractérisait plus particulièrement l'après-guerre : « les uns, disait-il, penseront que l'état normal, c'est l'absence totale d'entraves au commerce avec l'étranger, et particulièrement de barrières douanières. Seule, la liberté commerciale illimitée serait exempte de toute anomalie. Si séduisante qu'elle soit du point de vue rationnel ou idéal, cette conception semble bien absolue. Suivant les autres, le système protecteur n'aurait rien d'anormal aussi longtemps qu'il est pratiqué avec modération. Allant un peu plus loin, on pourrait regarder comme représentant l'état normal la situation qui existait avant la guerre. » (35).

En admettant que le trouble provienne de tout changement rapide et soudain dans la politique commerciale extérieure des Etats, on peut considérer que le passage sans transition d'une politique libérale à une politique franchement protectionniste nuit hautement à la stabilité de l'emploi ; or, pour citer encore M. Ansiaux, nous dirons avec lui que « les entraves du commerce ont été multipliées précipitamment et avec exagération » (36). En effet,

(35) M. Ansiaux, *doc. cit.*, p. 142.

(36) *Ibid.*, p. 147.

on ne peut s'empêcher de penser à l'ensemble des fortifications douanières dont s'entourèrent immédiatement les nouvelles unités politiques d'après guerre, poussées à cet effet par un nationalisme effréné; le résultat ne se fit pas attendre : les anciens centres producteurs, séparés de leur marché maintenant autonome et protégé, surproduisirent parce qu'ils furent trompés par cette vague inattendue de protectionnisme.

Mais si l'on s'élève d'un degré dans la connaissance du changement, fauteur de troubles en matière de commerce international, on se doit de signaler les variations d'application des mesures protectionnistes, car si le passage brusque d'un état libéral à un état de protection est économiquement dangereux, il en est de même d'un passage rapide d'un état de protection à un autre, différent complètement du premier ou plus accusé que lui. Les variations dans ce sens peuvent être occasionnées par la courte période pour laquelle sont conclus les traités de commerce, par la facilité de refuser unilatéralement le bénéfice du tarif minimum ou des concessions intermédiaires entre le tarif maximum et le tarif minimum, ou encore, malgré l'accord de ce bénéfice, par la réserve admise, sous le régime du tarif autonome, de modifier arbitrairement le taux des droits accordés. Il est vrai qu'à cette instabilité en puissance on peut remédier par la pratique de la consolidation, c'est-à-dire par le renoncement pour les contractants de faire usage pendant une durée déterminée de la faculté de dénonciation prévue par la convention en vigueur; mais l'instabilité ne peut-elle se manifester si la durée de la consolidation est trop courte ?

L'exemple le plus remarquable que l'on puisse donner d'une modification toujours facile et toujours néfaste de

certaines tarifs c'est évidemment la possibilité d'application de la trop fameuse « *Flexible clause* » du *Tariff Hawley Smoot*; sa naissance date du *Tariff Act* de 1922, qui stipulait, dans l'article 315, qu' « aux fins d'assurer la mise en vigueur et les résultats de la politique du Congrès, telle qu'elle est déterminée par le présent *Act*, chaque fois que le président aura acquis la certitude que le taux des droits fixés par le présent *Act* ne permet pas de compenser la différence entre le coût de la production aux Etats-Unis et dans les pays étrangers, il aura le droit d'augmenter ou de réduire ce taux de façon à égaliser le coût de la production, mais sans que le maximum des augmentations ou des réductions de droits, ainsi décidées, puisse dépasser 50 p. 100 » (37).

Mais, ainsi que le remarquait le Professeur Gideonse, il était si difficile d'évaluer les coûts de production tant nationaux qu'étrangers, que l'attitude libérale ou protectionniste de la Commission devait être nécessairement dominée par la composition politique de ses membres; or si, en 1916, lors de sa fondation par le président Wilson, elle comprenait des économistes remarquables et des protectionnistes professionnels, en 1928 elle n'était déjà plus composée que de protectionnistes non éclairés; le seul indépendant qui pouvait rester de la formation primitive était incapable d'avoir un poids dans les discussions, d'autant que le président Coolidge lui avait demandé sa démission en blanc.

Aussi assista-t-on de 1922 à 1929, soit en sept ans, à 37 modifications de droits, dont 32 élévations pour des produits indispensables comme le froment, la farine, le

(37) Cité par H. Gideonse, *op. cit.*, p. 275.

beurre, la fonte, et 5 diminutions pour des produits sans importance.

L'instabilité des tarifs telle que nous venons de la décrire agit de son propre fait, indépendamment de l'élévation des droits, par le caractère aléatoire qu'elle donne au commerce international, d'où procèdent la restriction des échanges et, par suite, celle des possibilités d'emploi. Suivant une constatation déjà formulée par la Conférence économique de 1927, la variation constante des tarifs a signé l'arrêt de mort des marchés à long terme.⁽³⁸⁾ La modification des débouchés, qui changent de nature, de proportion et même de lieu avec les variations d'une protection mondiale, interdit à l'entrepreneur d'affecter son capital à certaines productions qu'on ne lui demandera plus, pour ainsi dire, du jour au lendemain; or, moins de capital investi signifie moins d'emplois, donc plus de chômage; c'est bien d'ailleurs ainsi que le pensait M. Ansiaux dans sa fine analyse de la situation : « Les importateurs et exportateurs hésitent à faire les frais d'une organisation toujours onéreuse lorsqu'ils n'ont point l'assurance de jouir du marché étranger pendant toute la période de temps nécessaire à l'amortissement du capital engagé dans leurs installations. » Après avoir déterminé la nature de ces frais : dépenses de publicité, d'établissement matériel, d'organisation industrielle, d'études et de plans demandés à des experts, M. Ansiaux ajoutait, conformément à nos idées, que « d'une manière générale, le développement croissant du capital immobilisé dans les entreprises de notre temps est subordonné à la perspective d'une production régulière pendant une période étendue.

(38) *Rapport définitif*, p. 28.

En l'absence de toute garantie, seuls les entrepreneurs les plus hardis, peut-être faut-il dire les plus téméraires, sont disposés à marcher de l'avant. Il est vraisemblable qu'ils seront peu nombreux. Par conséquent, le volume de l'exportation sera faible, l'emploi des ouvriers ne pourra prendre ou conserver, en vue d'un tel marché, qu'une très médiocre envergure : c'est du chômage en perspective » (39).

Le même effet sera produit, M. Ansiaux le note encore, par le refus de la clause de la nation la plus favorisée, qui était pourtant la clause de style avant la guerre; les exportateurs d'un pays préféreront alors ne pas risquer d'entrer en concurrence avec des rivaux qui pourront être avantagés sans qu'ils le soient eux-mêmes dans la même proportion. Enfin, à toutes ces causes d'entraves aux relations économiques internationales, on se doit d'ajouter l'application des règlements sanitaires, qui peut entraîner à tout moment la suspension d'importation du bétail étranger et, d'autre part, la complication et l'obscurité des nomenclatures tarifaires, dont l'interprétation arbitraire peut conduire à l'élévation inattendue des droits d'entrée.

Si l'on recherche les raisons d'être de ces variations de politique douanière, on s'aperçoit qu'elles trouvent leur fondement non seulement dans cette idée que les Etats veulent la protection, mais encore dans leur désir particulièrement affirmé de voir cette protection efficace. Or l'expérience prouve qu'une protection établie depuis quelque temps n'a plus la même force que lors de sa mise en vigueur. Cela tient pour partie à ce que l'article frappé de droit d'entrée augmente de prix à l'intérieur même du pays protégé et qu'à cette élévation correspondent

(39) M. Ansiaux, *doc. cit.*, p. 166.

d'autres élévations de prix : ainsi la protection de l'industrie chimique enchérit le prix des engrais, l'agriculteur peut être fondé, de ce fait, à vendre plus cher sa récolte, le coût de la vie peut en être augmenté, etc., de sorte que, de proche en proche, la cherté se généralise; aussi, vis-à-vis de certaines industries handicapées par la hauteur du coût de production, la concurrence étrangère peut jouer victorieusement, mais alors l'Etat ne doit-il pas secourir ces industries en déclin comme il en a aidé bien d'autres ? Ce qui revient, somme toute, à constater une fois de plus que la protection appelle nécessairement la protection.

Cependant, à cette cause d'instabilité douanière, plutôt afférente aux réactions des coûts du pays protégé, on doit en ajouter une seconde, spéciale aux réactions économiques du pays exportateur non protégé : c'est l'adaptation de l'industrie exportatrice à l'état de fait issu de la protection douanière; en admettant que la protection ne s'affaiblisse pas, il n'est pas invraisemblable que l'industrie étrangère vienne concurrencer efficacement la production nationale sur son propre marché, car à la longue elle se sera, par exemple, rationalisée à tel point que la baisse du coût de revient lui permettra d'envisager sans beaucoup d'inconvénients la surcharge des droits d'entrée; c'est donc à ce moment que la protection nécessiterait un relèvement des droits. Il n'est pas inutile de mentionner, en terminant, que l'élévation des tarifs peut également procéder de l'usage des représailles de la part de certains Etats qui désirent amener à composition leurs rivaux pour les obliger à traiter sur des bases raisonnables.

C'est ainsi qu'après l'examen de l'offre et de la demande, celui de l'ajustement de l'une à l'autre s'est révélé, dans sa pratique actuelle et suivant des limitations que nous

avons admises, comme le véritable facteur d'un chômage, rarement acquis d'une façon directe, mais le plus souvent obtenu à la suite d'un phénomène de consommation. Cependant, comme jusqu'ici nous n'avons étudié que l'origine du chômage, ne convient-il pas dès lors de consacrer quelques développements aux causes d'entretien et d'aggravation de ce chômage dont nous venons d'analyser la naissance ? Il semble qu'il y ait dans l'accomplissement de ce programme une sorte de progression naturelle que l'on doit se garder de contrarier.

TITRE III

LES CAUSES D'AGGRAVATION ET D'ENTRETIEN DU CHOMAGE

Le chômage, né du déséquilibre provoqué par l'action de la cause lointaine sur le milieu économique, ne disparaît pas avec la cause qui l'a déterminé; généralement, au contraire, il lui survit parce que le capital et le travail ne peuvent s'adapter rapidement à la nouvelle situation économique qui leur est imposée par l'intervention de la cause lointaine; souvent même le chômage s'aggrave sous l'empire de certains facteurs que nous aurons à déterminer.

Ce titre n'aura donc pas d'autre objet que l'examen des résistances qui fixent le capital et le travail dans certains lieux, dans l'accomplissement de certains buts, dans le rôle qu'ils ont acquis une fois pour toutes, sans qu'il leur soit pratiquement possible, par la suite, de changer de place ou de répudier leur spécialité. Ces facteurs qui s'opposent au retour rapide à l'équilibre normal, nous les appellerons *causes d'entretien du chômage*. A côté de leur étude, nous placerons celles des causes d'aggravation qui amplifient, suivant un schème que l'on a peu de peine à retracer, le déséquilibre subséquent à l'action de la cause lointaine. Et c'est véritablement en pareille matière que

l'on pourra parler de lois économiques; s'il est difficile de prévoir la naissance du déséquilibre obtenu par l'action de la cause lointaine sur le milieu économique, il est beaucoup moins hasardeux de prédire, à partir du trouble préexistant, l'évolution de l'action de ces causes secondes d'entretien ou d'aggravation qui agissent toujours dans le même sens; ce sont elles, en effet, qui paraissent donner à toute crise d'importance cet aspect uniforme sur lequel les auteurs ont peut-être trop insisté dans leurs études des crises cycliques de surproduction.

Comme l'efficacité de l'action des causes secondes ne saurait être amoindrie par leur état de subordination à l'action de la cause lointaine, il est logique de leur réserver une place particulière dans notre étude, où deux chapitres leur seront successivement attribués : l'un traitera des causes d'aggravation, tandis que l'autre sera destiné aux causes d'entretien du chômage.

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES D'AGGRAVATION DU CHOMAGE

Si, conformément au nom que nous leur avons donné, les causes d'aggravation du chômage tendent à accroître le déséquilibre naissant, il ne faudrait pas croire qu'elles exercent économiquement leur action dans une direction unique. L'observation nous amènera à constater que l'accroissement du chômage dont on leur est redevable présente, suivant les circonstances, un double aspect; tantôt le phénomène s'analyse en une plus grande intensité sur un centre d'activité économique (profession, métier ou pays); tantôt, au contraire, il évoque l'idée d'une plus grande extension dans l'espace, d'une certaine généralisation d'un mal qui irait même jusqu'à contaminer un ensemble d'économies nationales.

Au reste, l'idée d'aggravation du chômage n'est jamais étrangère à celle d'intensité, puisque la généralisation de la crise comporte forcément une augmentation quantitative du nombre des chômeurs.

Bien qu'il soit un peu artificiel de vouloir séparer les effets d'intensité des effets d'extension, les seconds ne pouvant être sans les premiers, nous baserons cependant sur cette distinction les deux sections destinées à éclairer nos affirmations, d'autant que le principe d'extension met en jeu le facteur de propagation des crises, assez discuté et assez important à lui seul pour mériter une place particulière.

SECTION PREMIERE

L'ACTION DES FACTEURS D'AGGRAVATION

DANS LE SENS D'UNE PLUS GRANDE INTENSITÉ DU CHÔMAGE

Au point de vue théorique, l'action des facteurs d'aggravation dans le sens d'une plus grande intensité du chômage ne fait que rappeler des principes que nous avons eu l'occasion de dégager : c'est en premier lieu l'accroissement du travail au delà de la capacité d'emploi du capital, c'est aussi, par ailleurs, l'existence d'un retrait du capital disponible, malgré la permanence du travail à employer.

Tout en faisant ressortir l'exactitude de ce double rapport du capital et du travail, les facteurs d'aggravation provoqueront un chômage directement acquis par la mise en disponibilité d'un travail auparavant indisponible, comme ils occasionneront, d'autre part, un chômage indirectement acquis par l'intermédiaire d'une vive réaction sur le marché des marchandises; aussi nous serons portés à vérifier, une fois de plus, le bien-fondé d'une classification antérieurement admise.

§ 1. — L'aggravation directe du chômage par la mise en disponibilité du travail.

La mise en disponibilité du travail a pour effet direct d'accroître notablement la population active, c'est-à-dire la classe productive de la nation. Mais un pareil événement ne trouve pas toujours sa place dans une période de dépression, car la hausse générale des prix est capable de le faire survenir en lésant certaines personnes dont les revenus diminuent à tel point qu'il devient nécessaire de les augmenter du produit du travail. Dans cette situation se

trouvent les créanciers chirographaires et hypothécaires qui ont consenti des prêts de longue durée, les porteurs de valeurs mobilières à revenu fixe achetées avant la hausse, les propriétaires de maisons et de domaines agricoles loués à prix d'argent, les retraités et les créanciers de rentes viagères (1).

Cependant, comme la hausse des prix est un stimulant des affaires, l'augmentation de la population active passe certainement inaperçue à une époque où le chômage est l'exception. Au contraire, la situation se montre plus difficile en période de baisse des prix; elle entraîne avec le chômage la ruine de certaines familles et, pour la plupart des membres qui les composent, femmes, enfants et vieillards, l'obligation d'assurer par le travail la quotité des ressources que le chef de famille fournissait naguère à lui tout seul.

La compétition devient donc plus rude entre travailleurs du fait que les nouveaux venus du temps de crise sont prêts à accepter n'importe quelle tâche à n'importe quel prix; leur manque d'aptitudes ou même leur âge les voueront bien souvent, dès l'abord, au chômage complet. C'est dans ces conditions que le rapport de l'Institut fédéral du placement et de l'assurance-chômage en Allemagne signalait, en 1929, l'augmentation de la population active dans une mesure dépassant les prévisions; au lieu de 1 million de salariés, la statistique de l'assurance-maladie montrait que le nombre des personnes qui y étaient assujetties s'était accru en réalité de 2.800.000. Cette augmentation était attribuée pour une part au fait qu'un grand nombre de gens, et notamment de femmes, qui aupara-

(1) P. Reboud, *op. cit.*, t. I, p. 524-525.

vant n'exerçaient pas de profession ou étaient des travailleurs indépendants, s'étaient mis à travailler par suite de la mauvaise situation économique (2).

Le travail mis en disponibilité n'encombre pas seulement le marché de la main-d'œuvre industrielle et agricole, de sorte que M. Maurette pouvait écrire dans le même sens à propos du chômage des intellectuels que « le bouleversement des fortunes d'après guerre a fait de certains riches d'hier de nouveaux pauvres. Parmi ceux-là, il y avait de ces intellectuels amateurs signalés plus haut; comment s'étonner qu'ils aient songé à tirer de leur fantaisie d'hier le gagne-pain nécessaire aujourd'hui? Ils sont devenus des compétiteurs sur le marché du travail intellectuel. Or, ils ont paru sur ce marché au moment même où venait décroître dans tous les pays le nombre des travailleurs intellectuels de métier, en vertu de la loi qui veut que, dans les périodes de prospérité, chacun essaie de s'élever dans la société ou d'élever ses enfants à un niveau supérieur à celui d'où il est parti. » (3).

Par conséquent, la mise en disponibilité du travail résultant du déséquilibre économique nous autorise à voir dans cette nouvelle augmentation de la population active une véritable cause d'aggravation du chômage existant; son action paraît d'ailleurs bien légère à côté de celle des autres causes d'aggravation, qu'il convient dès à présent de signaler.

(2) *Revue internationale du travail*, oct. 1930; Rapports et enquêtes : *Le placement et l'assurance-chômage en Allemagne*.

(3) F. Maurette, *Surproduction de travail intellectuel, l'Europe nouvelle*, 10 mars 1928, p. 323.

§ 2. — L'aggravation indirecte du chômage occasionnée par la diminution de la demande de produits et de services.

La baisse des prix consécutive à une crise économique quelconque amène inéluctablement la restriction de plus en plus sévère de la consommation; la perte économique de travail qui caractérise le chômage réagit sur les disponibilités financières du chômeur, privé, lui aussi, de tout ou partie de son pouvoir d'achat; certains facteurs, qu'il conviendra de préciser, provoquent les décalages fâcheux entre la baisse des prix de gros et celle des prix de détail, entre celle des prix de détail et celle des salaires, de cette inharmonie dans l'ajustement des valeurs procèdent forcément soit la plus grande cherté de l'offre, soit la restriction du pouvoir d'achat de la demande, avec, au total, la diminution du nombre des échanges, la paralysie des marchés et l'augmentation sensible du chômage.

1° *Le chômage facteur indirect de chômage.*

Nous connaissons déjà l'action du chômage sur le marché et sur le rendement du travail ⁽⁴⁾; la perte du salaire et, d'autre part, l'augmentation du coût de production occasionnée par la baisse du rendement de l'ouvrier qui craint de chômer, réagissent en restreignant doublement la demande par suite de la cherté de l'offre, par suite aussi du manque de pouvoir d'achat.

Antérieurement, nous avons déjà commencé d'observer, sans autres précisions, que l'action du chômage sur le

(4) Cf. *supra*, notre II^e part., chap. II, § 1.

marché paraissait considérable; le moment est venu de dévoiler à cette place la grandeur de cette influence.

L'Enquête sur la Production, publiée en 1925 par le Bureau international du travail, a établi un éloquent parallèle entre le montant du salaire des journées perdues pour cause de chômage, en 1913 et en 1921, au Danemark, en Belgique, en Suède, aux Etats-Unis et en Norvège (5).

Les chiffres s'élèvent en Belgique de 2.200.000 francs-or d'avant la réforme, en 1913, pour passer en 1921 à 158 millions de francs-or; en Suède, ils accusent respectivement 1,4 millions et 127,2 millions de francs-or; en Norvège, 1 million et 214,1 millions; au Danemark, 17,3 millions et 231 millions; aux Etats-Unis, en temps normal, d'après M. Ernest S. Bradford, la perte de salaire due au chômage serait de 15 à 25 millions de francs-or; en 1921, elle devrait être multipliée par 3, d'où le chiffre de 45 milliards de francs-or (6).

Si l'on rapproche les pertes de salaires des dépenses d'Etat afin de montrer l'importance des premières par rapport aux secondes, on s'aperçoit qu'aux Etats-Unis les pertes de salaires sont aussi élevées que les dépenses d'Etat, qui atteignent, en 1913, 4 milliards de dollars, soit 20 milliards de francs-or. En Belgique, le rapport des salaires perdus aux dépenses, de 0,44 p. 100 en 1913, s'élève à 4,8 p. 100 en 1921; de même, il passe en Suède de 0,38 p. 100 en 1913 à 9,8 p. 100 en 1921; l'élévation est également remarquable pour le Danemark, où le pourcentage, de 10,4 en 1913 s'était élevé à 37,6 p. 100 en

(5) Cf. *Enquête sur la Production*, t. IV, 2^e vol., p. 313 à 315.

(6) E. S. Bradford, *Industrial unemployment : a statistical study of its extent and causes*, *Bulletin of the United States*, Bureau of Labor Statistics, n^o 310.

1921. Bien que nous ne possédions pas d'évaluations analogues pour la crise de chômage de 1930, nous ne pouvons nous empêcher de penser que les pertes de salaires occasionnées par un chômage des plus intenses entraînant la restriction de la demande sur le marché du travail ont été incomparablement plus fortes que pendant la crise de 1921.

*2° La résistance des prix de détail à la baisse
des prix de gros; ses causes.*

Si le resserrement du pouvoir d'achat résultant du chômage occasionne directement la diminution de la demande des marchandises et des services, il n'en est pas de même de la résistance des prix de détail à la baisse des prix de gros, dont la réaction ne se fait sentir qu'indirectement sur la demande par l'intermédiaire d'une élévation relative de la cherté de l'offre. A cause de ce processus, à cause aussi de la variabilité de l'écart qui peut se former entre les prix de détail et les prix de gros, il est impossible d'évaluer avec quelque chance d'exactitude le chômage que l'on doit à cette inadaptation du niveau des prix; mais une pareille constatation ne doit pas nous empêcher d'examiner cette cause seconde de trouble dont l'influence certaine sur le marché du travail n'a jamais été aussi puissante qu'à l'époque actuelle; ne voit-on pas tous les jours une aberration économique inqualifiable conduire producteurs ou vendeurs à « tenir » leurs prix au détriment du bien commun? (7). Personne ne contestera la matérialité du fait que nous avons le devoir d'expliquer.

(7) L'aberration dépasse son comble lorsque le producteur en arrive à faire brûler une partie de ses richesses pour que la pénurie fasse monter le prix de ce qui lui reste; cette déplorable façon de procéder fait penser aux sophismes économiques relevés par Bastiat : « Car, qu'on y

En matière de niveau des prix, il existe une situation normale, celle qui se caractérise par un écart assez constant entre les prix de gros et les prix de détail, pour faire admettre l'existence d'un certain parallélisme entre les courbes respectivement dressées à l'aide des indices des prix de chaque catégorie. La courbe des prix de détail est ordinairement la plus élevée, eu égard à la différence de formation des deux catégories de prix excellemment définies par M. Marchal : « Le prix de gros résulte d'un débat entre des acheteurs et des vendeurs qui, les uns et les autres, sont des spécialistes, dont les opérations portent sur de grandes quantités de marchandises et qui cherchent à réaliser un bénéfice.

» ... Le prix de détail, au contraire, s'établit à la suite d'une discussion entre un vendeur qui est un spécialiste et un acheteur qui ne l'est pas, qui achète, non pour revendre et réaliser un bénéfice, mais pour satisfaire un besoin, pour sa consommation personnelle, qui achète par conséquent par petites quantités. » (8).

Mais s'il existe un certain parallélisme entre les courbes des prix de gros et des prix de détail, cela ne signifie pas, comme l'observe M. Marchal, qu'il y a un synchronisme parfait entre les variations envisagées : « Un examen attentif des courbes montre toutefois qu'elles ne varient pas d'une façon rigoureusement synchrone... C'est que la courbe des prix de détail est généralement en retard sur

regarde de près, et l'on se convaincra que la plupart des objections et des doutes qu'on oppose à l'économie politique impliquent ce principe : « La disette vaut mieux que l'abondance. » (*Sophismes économiques*, 2^e éd., t. IV, Paris, Guillaumin, 1863, p. 93-94.)

(8) Marchal, Prix de gros et prix de détail, *Revue d'économie politique*, 1931, XLV, p. 1219.

celle des prix de gros. »⁽⁹⁾. Or, ce retard, que l'on peut considérer comme normal lorsqu'il n'affecte pas le parallélisme des courbes, tend forcément à restreindre la grandeur de la demande dans une période de baisse générale des prix; mais la situation devient des plus anormales lorsque le parallélisme n'existe plus, lorsque la courbe des prix de détail hausse ou même demeure stationnaire alors que celle des prix de gros accuse une baisse marquée; c'est ce que note M. Marchal lorsqu'il relève qu'à certains moments « la courbe des prix de détail semble se désolidariser d'avec celle des prix de gros. Il semble qu'elle subisse des variations indépendantes. En France, l'on a vu en 1928 la courbe des prix de détail croître, en corrélation avec celle des prix de gros, mais, fait nouveau, croître plus fortement qu'elle. Bien plus, la courbe des prix de gros s'étant mise à baisser à partir du mois de mars 1929, la courbe des prix de détail n'a pas suivi; elle a continué son mouvement de hausse, rejoint la courbe des prix de gros, qui, depuis 1920, se tenait à un niveau supérieur, l'a coupée en mai 1930, si bien qu'elle se trouve aujourd'hui à une hauteur plus grande. Ainsi, il semble que la courbe des prix de détail, tout en restant soumise à celle des prix de gros, ait subi en outre une impulsion étrangère dans le sens de la hausse »⁽¹⁰⁾. C'est ce phénomène que constate et qu'explique M. Lescure lorsqu'il décrit quelques faits généraux de la crise de 1930 : « Un phénomène nouveau, essentiel à notre avis, va aggraver les tendances à la baisse. Les prix de détail n'accompagnent pas ou accompagnent très lentement les prix de gros dans leur mouvement de

(9) *Ibid.*, p. 1220.

(10) *Id.*, *ibid.*, pp. 1221-1222.

baisse. Les revenus des producteurs ne leur permettent d'acheter au détail qu'une quantité de marchandise réduite, insuffisante. La résistance des prix de détail à la baisse gênera la circulation des marchandises et compromettra l'équilibre entre la production et la consommation. Une sous-consommation très étendue en résultera, accentuant la tendance des prix de gros à la baisse. De tous les problèmes susceptibles de retenir l'attention des économistes, celui de la « viscosité » des prix de détail nous paraît aujourd'hui le plus décisif. Qu'il y ait partout dans le monde un écart variant de 30 à 40 p. 100 dans la hausse par rapport à 1914 entre prix de gros et prix de détail, c'est là une anomalie sans précédent. La sous-consommation qui en résulte explique le chômage, qui provoque à son tour la sous-consommation et le chômage. Il y a là un cercle vicieux à rompre au plus tôt. » (11).

Puisque les prix de détail ne suivent pas la baisse des prix de gros, c'est que, sans aucun doute, ils ne subissent pas toujours la seule influence de ces derniers, c'est qu'ils obéissent en fait, dans une certaine mesure, à des éléments étrangers; comme les salaires payés par le détaillant aux employés qui assurent la vente du produit ou qui tiennent la comptabilité; comme l'intérêt du capital immobilisé, que ce capital appartienne au détaillant ou qu'il soit emprunté; comme la rente du sol, qui se matérialise sous forme d'un loyer plus ou moins élevé suivant les endroits; les impôts perçus tant par l'Etat que par les collectivités locales (départements et communes); les frais de transport, de l'usine au magasin et du magasin au domicile de l'acheteur; les frais de publicité, d'assurance, d'amor-

(11) J. Lescure, *op. cit.*, 4^e éd., t. I, p. 292-293.

tissement de toutes sortes; le profit que le détaillant désire le plus élevé possible.

De plus, la demande qui traduit à la fois le besoin et la grandeur du pouvoir d'achat des acheteurs, c'est-à-dire leur situation économique, n'est pas sans influence sur le niveau du prix de détail.

Enfin, une dernière cause de l'inharmonie qui règne entre le mouvement des prix de gros et des prix de détail peut être trouvée dans ce fait que la concurrence ne joue pas sur le marché de la vente au détail comme sur celui de la vente en gros; les producteurs s'entendent souvent pour adopter un prix de vente unique et, par ailleurs, l'attitude des consommateurs favorise la fixité du prix de détail : l'habitude du prix fixe les empêche de débattre le prix du produit qu'ils achètent, l'impossibilité de « courir les magasins » ou, plus simplement, la négligence de leurs intérêts les empêche également d'acheter chez le commerçant qui offre les prix les plus avantageux; enfin, une part de snobisme ou d'automatisme aidant, les consommateurs préfèrent payer plus cher pour se fournir dans un magasin « à la mode », ou, plus simplement, dans celui où ils ont coutume d'acheter⁽¹²⁾.

Si donc les prix de détail ont subi de 1914 à 1934 dans divers pays (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne) une impulsion dans le sens d'une hausse distincte de celle des prix de gros, c'est que, toutes autres conditions restant égales c'est-à-dire le prix de gros et la mauvaise adaptation de l'offre et de la demande des produits de détail, des éléments étrangers comme les salaires, les im-

(12) Cf. J. Marchal, *op. cit.*, p. 1247.

pôts, les frais de réclame et de transport, qui concourent à la composition du prix de détail ont beaucoup augmenté.

Mais cette cause d'aggravation du chômage n'est pas la seule que l'on puisse envisager en période de baisse des prix, la divergence notable entre les salaires et les prix de gros paraît s'analyser en un désajustement contraire à l'atténuation du chômage.

3° *La résistance des salaires à la baisse des prix de gros.*

De même que nous avons pu constater l'existence d'un parallélisme entre les fluctuations des prix de détail et celle des prix de gros, de même ce parallélisme existe entre les fluctuations du niveau général des prix et celles des indices du salaire; au reste, dans cette alternative comme dans la première, le synchronisme entre les deux mouvements est loin d'être parfait; la baisse des salaires ne paraît obéir qu'à regret à celle du niveau général des prix, et c'est dans la mesure où ce retard se fait effectivement sentir que l'on peut dire qu'une pareille situation est capable d'accentuer la dépression existante et, partant, le chômage.

Pour vendre ses marchandises, le producteur est bien obligé, dans la période difficile qu'il traverse, d'abaisser son prix de revient; or malgré les compressions qu'il peut faire sur le prix de certains éléments et notamment sur le taux du profit, il se heurtera très vite à la résistance des salaires, qui forment, de plus en plus, le facteur essentiel du coût de production; dans ces conditions, le producteur s'expose à voir la demande se retirer devant la cherté de ses produits. Cette adaptation tardive du niveau des salaires à la baisse du niveau des prix de gros n'est

que la contre-partie du retard qu'il met également à s'ajuster à la hausse du niveau de ces mêmes prix, de sorte qu'on pourrait presque considérer comme normal ce manque de synchronisme. Cependant, que l'écart grandisse, lors de la dépression, entre le salaire et le niveau général des prix, que le salaire en arrive même à se fixer alors que le niveau général des prix continue de fléchir, c'est là à n'en pas douter une situation économique anormale, propre à accentuer davantage le déséquilibre naissant; elle a pu être observée passagèrement en France durant la crise de 1930, et d'une façon permanente en Angleterre depuis la crise de 1920.

En France, comme le détermine M. Lescure, ce phénomène paraît occasionné par le niveau du coût de la vie : il s'oppose en effet « à la baisse des salaires, qui, en réduisant les prix de revient, favoriserait notre exportation. Le niveau élevé des prix de détail constitue un facteur de sous-consommation (les revenus étant déterminés par les prix de gros et résultant de leur décomposition en salaires, intérêts, loyers, profits), dont l'action nous paraît très générale et inquiétante »⁽¹³⁾. Mais c'est surtout en Angleterre que la situation a paru anormale : alors que la revalorisation de la livre en 1924 faisait baisser les prix de gros de 100 à 70,7 au troisième trimestre de 1930, les salaires sont restés accrochés à 98,2, d'où la simple réduction de 1,8 p. 100, ⁽¹⁴⁾.

Il appartenait à M. Jacques Rueff d'établir une liaison de cause à effet entre le chômage et la paralysie du taux

(13) J. Lescure, *op. cit.*, t. I, p. 344.

(14) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 38. Lire également son article du 1^{er} février 1931 dans la *Revue de Paris*, p. 57 et suiv.

des salaires en période de baisse des prix; fin 1925, il présenta à la Société d'économie politique quelques conclusions sur les variations du chômage en Angleterre et plus particulièrement un diagramme indiquant que du début de 1920 jusqu'à la fin de 1925 « le chômage avait varié en Angleterre comme le rapport salaire-prix ». Il observait qu'« on est par là fondé à penser que la cause immédiate du chômage généralisée — non la cause profonde dont nous parlerons tout à l'heure — consiste dans le défaut d'adaptation des salaires au niveau général des prix » (15). A sa suite, Sir Josiah Stamp, le professeur Pigou, Alfred Loveday, William Beveridge, devaient adopter la même façon de voir (16). D'ailleurs, M. Rueff remarque qu'exception faite de l'année 1926, dominée par la grève, la corrélation réapparaît de 1928 à 1931 « avec autant de rigueur et de précision que par le passé ».

Malgré la difficulté, due à l'inexistence dans beaucoup de pays d'un indice des salaires, M. J. Denuc a tenté de vérifier d'une façon générale l'influence des salaires réels sur le chômage; il a conclu affirmativement que « les statistiques concernant le pouvoir d'achat des taux des salaires ont fait ressortir une concordance assez générale entre les variations de ce pouvoir d'achat et celles du chômage. Comme cette concordance a été constatée non seulement par un même pays dans des circonstances différentes, à des températures économiques différentes pourrait-on dire.

(15) XXX, L'assurance chômage cause du chômage permanent, *Revue d'économie politique*, XLV, 1931, p. 213.

(16) Cf. Sir Josiah Stamp, article du supplément au *Financial Times*, 15 mars 1926; Alfred Loveday, Supplément de l'*Economist*, 25 oct. 1930; Pigou, *Economic Journal*, sept. 1927; Beveridge, *Unemployment*, p. 360, 364, 369, 439.

mais encore pour des pays dont la structure économique est très variée, on peut conclure, semble-t-il, à une liaison assez étroite entre les salaires réels et le chômage, ou admettre qu'un ensemble de causes communes font varier dans le même sens, lorsqu'on considère une période de temps assez courte, l'indice des salaires réels et celui du chômage; le changement de sens des mouvements se produit le plus souvent sur les salaires avant d'intervenir sur le chômage ». (17).

Ces diverses constatations ont incité M. Rueff à conclure peut-être un peu trop dogmatiquement que le chômage anglais ne provenait pas des causes que l'on invoque habituellement, comme, par exemple, la fermeture des marchés étrangers, mais simplement du haut niveau des salaires réels par rapport à la baisse générale des prix : la cause essentielle de cette fixation des salaires à un taux supérieur à celui qu'ils auraient dû avoir est l'assurance-chômage, la « dole », qui stabilise le montant des salaires à un niveau au moins supérieur à celui de l'indemnité : « La clôture de certains débouchés n'est pas en soi une cause de chômage, elle exige seulement une redistribution de la main-d'œuvre. Tout le progrès industriel n'est d'ailleurs qu'une adaptation constante à des débouchés toujours changeants, adaptation qui n'a jamais manqué de se produire dans le passé... L'occasion (du chômage) a pu être la fermeture des marchés, la cause véritable est l'assurance-chômage, qui a brisé à tout jamais le mécanisme d'adaptation du marché du travail. » (18).

(17) J. Denuc, *Bulletin de la Statistique générale de la France*, avril-juin 1930, p. 229.

(18) Id., *ibid.*, p. 234.

La théorie de M. Rueff avait quelque chose de si excessif dans ses conclusions qu'elle ne manqua pas de soulever d'importantes polémiques tant en Angleterre, où Mrs Bonsfield essaya de la réfuter devant la Chambre des communes, qu'en France, où, tour à tour, elle essuya les critiques de M. Maurette au nom du Bureau international du travail, et de M. Roger Picard (19).

En premier lieu, il a paru douteux que les documents sur lesquels s'est appuyé M. Rueff fussent propres à l'établissement d'une véritable loi économique; car, en effet, qu'il s'agisse : pour les salaires, de l'indice Bowley; pour les prix de gros, de l'indice du *Board of Trade*; pour le chômage, enfin, des pourcentages du nombre des ouvriers inemployés dans un certain nombre de syndicats par rapport au nombre total de leurs membres, il était à remarquer qu'il s'agissait là de dénombrements ne portant que sur des données particulières et, par conséquent, incapables de donner naissance à une généralisation trop étendue.

Par ailleurs, la loi fondée par M. Rueff comptait des exceptions beaucoup trop nombreuses pour ne pas mettre en doute jusqu'à son existence.

De fait, l'examen attentif du diagramme établi par cet auteur révèle que la concordance entre les fluctuations du chômage et celles du rapport salaire-prix est plus fictive que réelle, puisque, sur les 48 trimestres étudiés, 32 seulement dénoncent cette concordance, mais 16 accusent

(19) Cf. F. Maurette, L'assurance-chômage prétendue cause d'un chômage permanent, *Revue internationale du travail*, déc. 1931; R. Picard, L'assurance-chômage est-elle la cause du chômage permanent? *Revue d'économie politique*, déc. 1931, p. 1370; lire également l'article de M. H. Noyelle, Le droit des chômeurs et la loi économique, *Revue économique internationale*, mai 1932.

une divergence, alors que, pour le reste, la proportionnalité reste faible.

Enfin, fait beaucoup plus grave, la relation déterminée par M. Rueff n'apparaît pas en Allemagne, pays d'assurance-chômage obligatoire, malgré la montée incessante, depuis 1924, de la courbe salaire-prix. Elle n'apparaît pas non plus aux Etats-Unis, où n'existe pas l'assurance-chômage, car si le rapport salaire-prix ne cesse de s'élever de 1920 à 1930, on constate en 1927, où il est supérieur de 60 p. 100 à celui de 1920, un nombre infime de chômeurs, alors qu'avec une proportionnalité équivalente il y en a des millions en 1930.

Mais l'argument le plus décisif contre la thèse de M. Rueff paraît être fourni par le fait qu'en Angleterre même le chômage s'est moins manifesté dans les industries non exportatrices et protégées (*sheltered*), où les salaires sont très élevés, que dans les industries exportatrices, non protégées (*unsheltered*), où les salaires sont beaucoup plus bas.

Ces constatations atténuent, semble-t-il, dans une large mesure, les affirmations de M. Rueff et peut-être aussi, du même coup, l'idée que la résistance des salaires à la baisse des prix de gros puisse être un élément d'aggravation du chômage. Mais, cependant, en reprenant le problème sous une autre forme : celle de la réduction de la journée de travail avec maintien du taux du salaire, on peut être conduit à juger que si, dans cette nouvelle hypothèse, la fixation volontaire ou imposée du salaire, malgré la diminution du temps de travail, entraîne du chômage, il est possible qu'il en soit de même dans la première hypothèse envisagée, où le maintien du salaire, malgré la baisse des prix de gros, peut être assuré par l'existence d'une indemnité de chômage trop élevée.

Malheureusement, on n'a pu encore s'entendre pour savoir si la réduction du temps de travail était ou non un remède au chômage. A la Conférence préparatoire sur la réduction des heures de travail, deux thèses se sont affrontées; elles invoquaient non seulement des raisons économiques, mais aussi des motifs sociaux et des arguments sur la technique de l'application de la mesure.

Si les représentants gouvernementaux, les ouvriers et les patrons se sont entendus sur les principes sociaux comme la nécessité d'ouvrir des possibilités de travail à un plus grand nombre et d'éviter la démoralisation des jeunes gens de 15 à 18 ans, « l'unanimité a disparu dès qu'il s'est agi de considérer le fond du problème et de dire si la réduction de la durée du travail était un moyen propre à atténuer ce terrible danger social » (20).

Nous ne nous attacherons pas aux idées émises sur la difficulté ou la facilité d'application de la mesure à l'industrie en particulier, l'adaptation des différentes industries aux quarante heures, la conclusion des nouveaux contrats collectifs ou l'aménagement des anciens; nous remarquerons plus particulièrement que la réduction est dénoncée comme un moyen d'attente, comme un complément des remèdes financiers et économiques. Mais nous remarquerons surtout que l'ensemble des arguments en faveur de la réduction sont très peu décisifs; la plupart du temps, ils évoquent l'amélioration future que l'on pourrait devoir à la mesure, ils paraissent dresser ainsi la déclaration de principe d'un mieux-être hypothétique. D'après eux, l'augmentation du prix de revient, si elle se

(20) F. Maurette, La Conférence préparatoire pour la semaine de quarante heures, *Revue internationale du travail*, mars 1933, p. 323.

produit, sera compensée, dès la remise en train de l'activité économique, par la stabilisation des prix de gros, par la diminution des frais généraux pour chaque unité de marchandise produite, par l'anéantissement du chômage technologique, par la diminution et la disparition des charges sociales qu'imposent les indemnités de chômage, par l'accroissement du nombre des salariés, c'est-à-dire des consommateurs, incités à acheter davantage parce qu'ils jouissent de plus de loisirs, par l'accroissement enfin du pouvoir d'achat de ces mêmes consommateurs, grâce à la disparition du chômage, si, du moins, le niveau de vie ne s'élève pas ⁽²¹⁾. Or, justement, cette dernière condition, véritablement essentielle, constitue l'inconnue du problème et le fondement de toute critique à l'institution d'une pareille mesure.

Rien ne prouve, en effet, que l'élévation du salaire par rapport à l'unité de temps qu'il salarie n'augmentera pas le prix de revient, puis le prix de vente, et du même coup le niveau de vie, de sorte que la demande des marchandises se trouvera forcément réduite. Dans ces conditions, l'effet de la réduction des heures de travail avec maintien du salaire rejoindra celui de ces salaires qui, maintenus à un taux trop élevé sous l'influence de l'assurance-chômage, compromettent, par leur résistance à la baisse, la baisse même des prix de gros. On doit ajouter également que le désir de pallier à cette élévation de prix poussera davantage encore à la pratique du machinisme, et que, d'autre part, le mauvais effet de cette mécanisation plus accentuée se verra aggravé par la disparité néfaste de la concurrence internationale, suivant que les pays appliqueront

(21) B. I. T., *Durée de travail et chômage*, rapport de la Conférence préparatoire (10-25 janv. 1933), Genève, 1933, p. 7 et suiv.

ou non la mesure, et encore, à l'intérieur des nations, par le déséquilibre grandi entre le prix du produit agricole et celui du produit industriel.

L'ensemble de ces questions complexes formera le fond des discussions qui auront lieu à la conférence définitive de juin prochain. Mais, en attendant la solution donnée par cette dernière à un problème aussi délicat, il ne paraît pas inutile d'interroger, à l'avance, quelques voix autorisées.

M. Picard, dans sa communication à l'Association française pour le progrès social, n'hésitait pas à évoquer, au sujet de la réduction des heures de travail, une théorie parallèle à celle du fond du salaire : celle de la masse de travail : « Les ouvriers, dit-il, réclament les courtes semaines parce qu'ils croient qu'il existe une sorte de masse de travail à peu près constante, et que, si on divise la masse à partager en portions plus petites, elles seront plus nombreuses et que plus de demandeurs d'emplois seront servis. » (22). C'est ainsi qu'en partant de la même idée M. Edgar Allix constatait que « la conception de la « masse de » travail » était fausse, comme celle du « fond des salaires ». La quantité de travail à faire est, en elle-même, illimitée, comme nos besoins. Ce qui la limite, c'est uniquement le coût du travail comparé à l'état de nos ressources... Si la réduction de la durée du travail doit amener une augmentation du prix du travail, la « masse de travail » diminuera. On aura beau faire des parts plus

(22) Comment se pose le problème de la réduction du temps de travail, *Revue (belge) du travail*, oct. 1932, p. 1130.

petites, si le gâteau se rapetisse également, elles ne seront pas plus nombreuses » (23).

Examinant d'abord l'hypothèse où la réduction de la durée du travail est suivie d'une réduction proportionnelle des salaires, puis l'hypothèse où les salaires hebdomadaires se maintiennent, M. Allix déclarait que, dans la première alternative, « les ouvriers embauchés se privent d'une ou deux heures de travail rétribué pour les donner à ceux qui n'en ont pas », tandis que dans la seconde éventualité « l'effet immédiat est une augmentation du coût du travail pour le patron » (24). « Finalement, à quelque point de vue auquel l'on se place, la semaine de quarante heures, envisagée comme remède à la crise, aboutit à l'un des résultats suivants : a) impôt sur les ouvriers si les salaires baissent; b) impôt sur les patrons et hausse des prix si les salaires se maintiennent; c) substitution du travail mécanique à l'emploi de la main-d'œuvre. Elle ne peut qu'aggraver le chômage, que l'on prétend guérir, intensifier la crise et retarder, sinon compromettre, la reprise des affaires » (25).

Pour conclure sur tous ces points, nous dirons que le maintien du salaire, aussi bien lors de la diminution du temps de travail que lors de la tendance à la baisse des prix de gros, paraît influencer dans le sens de la hausse le prix de revient, le prix de vente et, d'une façon plus générale encore, la hauteur du coût de la vie. Sans doute est-il difficile d'affirmer que l'assurance-chômage a joué un rôle de premier plan dans le maintien du taux des salai-

(23) E. Allix, La semaine de quarante heures et le chômage, *Revue politique et parlementaire*, déc. 1932; art. cité dans la *Revue (belge) du travail*, févr. 1932, p. 204.

(24) *Revue du travail citée*, p. 205.

(25) *Id.*, p. 206.

res, mais il n'est pas impossible qu'elle ait eu sa part de responsabilité. Dans ces conditions, il n'est pas défendu de penser qu'elle peut contribuer à aggraver le chômage par sa répercussion fâcheuse sur la hauteur des prix de vente et, partant, sur la grandeur de la demande.

Bien certainement, on pourra constater qu'il faut bien, par un moyen quelconque — assistance si ce n'est assurance — venir au secours de gens qui, sans travail, risquent de mourir de faim. Mais n'avons-nous pas, dès les premières lignes de notre étude, séparé le social de l'économique? Il sera temps, dans la dernière partie de notre conclusion, de faire une plus large place à ce facteur essentiellement humain, tout en sachant garder, grâce à l'enseignement économique de cette discussion, une certaine pondération, un sens de la mesure dans l'octroi de palliatifs dangereux, qui pourront peut-être préserver, à l'avenir, de toute générosité à la fois abusive et néfaste.

SECTION II

L'AGGRAVATION EN EXTENSION DU CHÔMAGE; SON FACTEUR ESSENTIEL, LA SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE

Dans notre discussion sur les crises de surproduction nous avons pu voir que l'ampleur du chômage se modelait sur celle de la crise; de cette constatation il résulte que l'aggravation en extension du chômage n'est pas sans analogie ni sans corrélation avec celle de la crise; cette aggravation en extension peut d'ailleurs s'interpréter de diverses manières; elle peut signifier que l'industrie frappée la première par le chômage ne sera pas la seule à être atteinte de ce mal; elle peut vouloir dire également que le pays qui subit actuellement la crise ne sera pas le seul

éprouvé par cette dernière; une simple différence de degré paraît d'ailleurs séparer les deux extensions, nationale et internationale, dont l'analyse permet de découvrir le processus commun. Qu'il s'agisse d'une crise partielle, généralisée à un ensemble d'industries fondamentales d'un même pays, ou d'une crise nationale qui ferait sentir son action, au dehors des frontières, sur l'économie étrangère, on doit dire que le mécanisme de propagation de la crise, que sa généralisation présente des caractères analogues dans un cas comme dans l'autre. Mais encore faut-il s'entendre sur le mode de généralisation et se demander s'il correspond à un véritable procès économique, à un dynamisme économique ou à un état de fait en quelque sorte spontané qui intervient d'une façon inévitable dans toutes les branches de la production lors seulement de l'existence des crises générales et périodiques de surproduction; nous venons ainsi de tracer le thème des discussions passionnées des partisans de la crise partielle généralisée avec ceux de la crise générale. Un examen des positions prises par les représentants actuels les plus distingués de l'une et de l'autre thèse ne sera pas de trop pour être à même d'apprécier notre propre façon de voir.

§ 1. — La généralisation des crises périodiques de surproduction : M. Aftalion et la crise générale; M. Lescure et la crise partielle généralisée.

La première et très importante observation que l'on doit faire est que ces deux auteurs, comme d'ailleurs tous ceux qui ont pu écrire sur la propagation des crises, ne paraissent pas concevoir la généralisation en dehors de l'hypothèse des crises périodiques de surproduction; c'est d'ail-

leurs le seul point commun que peuvent présenter leurs thèses respectives.

M. Aftalion observe que, dès que les moyens de production commencent à fonctionner, la baisse des prix intervient très vite; elle est générale, car le prix des marchandises en surnombre ne peut se maintenir longtemps sans être disproportionnel à leur utilité finale. Mais comme le coût de production des objets déjà fabriqués ne peut baisser rétroactivement au moment où les prix baissent, on peut déclarer sans erreur que ces objets valent moins qu'ils n'ont coûté; ils paraissent ainsi se trouver en surnombre; il faut donc, pour enrayer la production, un effort que les entrepreneurs seront intéressés à faire à cause de la réduction de leurs profits. Il existe donc une crise générale, et non une crise partielle généralisée⁽²⁶⁾.

M. Lescure s'est opposé à cette façon d'interpréter la généralité des crises; les raisons qu'il donne à l'appui de sa doctrine nous paraissent assez péremptoires pour ne pas suivre plus avant le raisonnement de M. Aftalion, quelque subtil et séduisant qu'il soit.

La crise générale est difficilement concevable, car, pour qu'il y ait crise, il faut l'existence d'une rupture d'équilibre économique, théoriquement et pratiquement inconcevable lorsque la baisse se fait sentir sur tous les produits au même moment et dans la même proportion : « La valeur n'est pas quelque chose d'abstrait, existant en soi. La valeur est un rapport, et un rapport d'échange. Il n'y a donc rupture dans les échanges que dans la mesure où la baisse de la valeur d'un produit est proportionnellement plus considérable que celle d'autres produits... Les valeurs s'échan-

(26) A. Aftalion, *op. cit.*, t. II, liv. X, p. 261-350.

gent contre les valeurs, sans doute, mais seule une baisse particulièrement forte des valeurs d'une branche de productions peut expliquer une rupture d'équilibre, une crise.» (27). La crise est donc partielle, c'est-à-dire qu'elle prend sa source dans une branche particulière de la production dont les produits subissent une forte baisse de valeur, mais elle se généralise, c'est-à-dire qu'elle affecte les autres branches de la production. Le facteur essentiel de la généralisation est la solidarité économique; c'est « par solidarité que cette crise se répercutera de proche en proche sur les autres branches de productions, fournisseurs de matières premières et industries à qui l'industrie surproductrice achetait après avoir vendu sa production » (28). En conséquence, les crises générales et périodiques de surproduction verraient leur généralisation, leur aggravation en extension, procéder de l'existence de la solidarité économique; mais il convient alors de se demander quels sont les facteurs de cette solidarité, pour savoir s'il n'y a pas lieu d'étendre à tous les genres de crises un mode de propagation qui paraît simplement particulier aux crises générales de surproduction.

§ 2. — La nature des facteurs de la solidarité économique ne s'oppose pas à une possibilité de généralisation d'une crise économique quelconque.

Il est aisé de comprendre que la propagation des crises n'est pas un phénomène particulier aux crises périodiques et générales de surproduction. En effet, toute crise implique certaines pertes économiques, certaines ruines qui ne

(27) J. Lescure, *op. cit.*, t. II, p. 489-490.

(28) *Ibid.*, p. 490.

vont pas être sans influence sur le marché des marchandises et par suite sur le marché du travail; le producteur qui ne vend plus ses produits pour une raison ou pour une autre, soit que l'offre paraisse trop chère ou la demande saturée, soit par exemple encore que la mode restreigne les désirs de sa clientèle; voit diminuer son pouvoir d'achat du fait de la mévente; par conséquent, il se comportera comme un consommateur de moindre importance; les industries affectées par cette moindre consommation devront à leur tour diminuer leurs commandes, de sorte que le ralentissement des affaires se fera jour par l'intermédiaire du marché.

Mais ce n'est pas seulement l'unique processus de généralisation que peut employer une crise; que l'on suppose que l'industrie atteinte soit de celles qui fournissent des matières premières à une foule d'autres industries, la privation de ces matières premières obligera les industries connexes à ralentir leur production, et c'est là, nous le savons, une cause de chômage fréquente lors de l'existence des grèves. Plus la division du travail sera poussée, plus la spécialisation des tâches sera grande, plus il y aura de chance de voir une perturbation intervenue en un point d'un enchaînement industriel contribuant à la fabrication du produit fini, provoquer les troubles consécutifs des phases successives de cet enchaînement.

Ainsi paraît exister un double facteur de propagation des crises économiques, l'un qui tient au fait qu'il existe une économie à échange, un marché, et l'autre au fait qu'il existe une division industrielle du travail.

S'il nous fallait condenser nos réflexions en une formule, nous pourrions dire que la solidarité économique se caractérise pour la production future par un double état

de subordination : *c'est la double subordination de la production future, d'abord et très généralement, à la quantité de pouvoir d'achat recueillie de la vente de la production passée, et, pour certaines industries, à la possibilité matérielle de se procurer des matières premières qui ne sont autres que des produits fabriqués par des industries fondamentales.*

Il serait trop aisé de démontrer que la solidarité économique existe en dehors de l'hypothèse des crises de surproduction et même des crises; elle est en effet la meilleure et la pire des choses, l'instrument aveugle de la propagation de l'essor comme celui de la dépression; son existence, qui est elle-même subordonnée à celle de l'économie à échange, fleurit plus puissamment avec les économies modernes, qui, sans être pour cela plus théoriquement capitalistes, usent plus largement des capitaux et surtout du crédit.

L'extension des marchés, la division internationale du travail, accroissent encore l'influence de la solidarité économique. La crise, à moins d'interventions contraires, tend à se propager non seulement d'industrie à industrie, dans le pays où elle est née, mais aussi de nation à nation. Sans doute, sa force originelle s'affaiblit à mesure qu'elle s'étend, tout comme ces ondulations issues d'un choc de l'élément liquide qui deviennent de moins en moins perceptibles tandis qu'elles s'éloignent du centre générateur. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir que certaines crises se répercutent plus ou moins d'industrie à industrie, de pays à pays, indépendamment du jeu des facteurs qui vient contrarier leur action, ce qui démontre qu'elles se propagent aussi à raison du degré d'intensité que présente leur foyer; or, ce dernier est particulièrement vivace lors de

la naissance d'une crise dite périodique de surproduction, d'où la tendance fort explicable des auteurs à conférer un peu arbitrairement le caractère de généralité à la seule extension de ces crises. Quant au chômage, son extension s'effectue parallèlement à celle de la crise; si l'industrie connexe est privée de matières premières, il procédera d'une façon directe du manque de capital; si, au contraire, la quantité de pouvoir d'achat du producteur est diminuée d'une façon ou d'une autre, le conduisant à restreindre sa demande, le chômage procédera indirectement des diminutions de la demande par manque de pouvoir d'achat ou de besoin de la part du consommateur, c'est-à-dire d'une diminution de capital par rapport à la quantité de travail disponible.

CHAPITRE II

LE CHOMAGE ET SES FACTEURS D'ENTRETIEN

A côté des facteurs d'aggravation, nous devons mentionner les causes d'entretien du chômage. Comme les premières, elles supposent l'existence du déséquilibre; seulement, au lieu de l'accroître, elles le maintiennent en s'opposant dans une certaine mesure au libre jeu du capital et du travail qui pourrait tendre au rétablissement de l'équilibre compromis. Elles se comportent donc comme de véritables résistances assurant la permanence d'un état économique défectueux; bien après l'action des causes lointaines qui ont occasionné la perte d'équilibre et le chômage conséquent, elles conservent la situation passée dont les défauts gagneraient à une révision.

Si, théoriquement, le chômage se résout dans l'inadaptation du travail et du capital par suite de la pléthore de l'un ou de la pénurie de l'autre; si, d'autre part, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte, il y a des points économiques sur lesquels existe une congestion de travail ou de capital alors que sur d'autres l'un de ces deux facteurs de la production brille par son absence ou par sa rareté, une question inévitable se pose : pourquoi le capital et pourquoi le travail ne se dirigent-ils pas vers les centres où leur présence paraît indispensable, quels sont donc les facteurs qui s'opposent à leur mobilité? La réponse relative à cette question se divisera tout naturellement en deux sections, dont l'une traitera de la non-mobilité du travail, tandis que l'autre sera plus spécialement afférente à la non-mobilité du capital.

SECTION PREMIERE

LA NON-MOBILITÉ DU TRAVAIL ET LE CHÔMAGE

Des faits extrêmement nombreux font ressortir l'absence de mobilité du travail dans toutes les sphères d'activité économique où sa présence est indispensable. On ne peut vraiment pas aborder la discussion des causes de cette non-mobilité sans avoir auparavant éclairé par des exemples la vérité de nos affirmations.

§ 1. — Quelques exemples révélateurs d'une non-mobilité du travail. Le caractère bienfaisant de la fluidité de ce dernier facteur.

Nous avons déjà pu nous rendre compte précédemment que le chômage naissait à la suite d'un afflux de travail dans certains centres d'activité économique où il paraissait beaucoup trop abondant pour le capital à mettre en œuvre. En fait, il n'en est pas toujours ainsi; il existe des pays, des régions, des métiers, qui réclament du travail et souvent même une certaine spécialité de travail, de sorte que l'on est en droit de se demander pourquoi les centres congestionnés ne cèdent de leur main-d'œuvre en excès aux centres qui souffrent de pénurie.

A la vérité, il existe des pays qui ont besoin de main-d'œuvre; la France, depuis longtemps, en est le brillant exemple que M. Grunebaum ne manquait pas de signaler dans son rapport présenté à l'Association internationale pour la lutte contre le chômage; la France, disait-il, « souffre bien plus gravement d'une pénurie que d'une pléthore de main-d'œuvre. Le grand mal d'aujourd'hui et surtout de demain, c'est l'arrêt ou le non-développement des travaux

faute de travailleurs bien plus que le chômage de ceux-ci faute d'emploi » (1). A certains points de vue, l'Allemagne souffre aussi d'un manque de main-d'œuvre; si une augmentation de travailleurs industriels était de nature à accroître le chômage, il n'en serait vraisemblablement pas de même pour un accroissement de travailleurs agricoles dans les régions de l'Allemagne orientale qu'un déficit de main-d'œuvre oblige chaque année, en vue des travaux saisonniers, à recevoir des ouvriers polonais pour la culture de la betterave sucrière (2). La pénurie de travail se fait également sentir, à l'heure actuelle, en Belgique, où elle est signalée dans les charbonnages; une enquête conduite par le journal *l'Indépendance belge* en juin 1929 faisait ressortir pour le bassin de Charleroi un déficit de près de 10.000 ouvriers; l'insuffisance de bras serait encore plus considérable dans le bassin houiller de la Campine et elle s'affirmerait aussi dans le bâtiment, la petite industrie et l'artisanat (3); cette situation avait autorisé M. de Leener, professeur à l'Université de Bruxelles, à exprimer le vœu qu'un projet de loi belge sur la réglementation des migrations ne contienne « aucune clause susceptible de priver tôt ou tard l'industrie belge de la liberté d'embauchage des ouvriers étrangers nécessaires à son essor futur (4).

Ces faits de pénurie de main-d'œuvre tranchent avec ceux de surabondance des travailleurs que l'on peut relever d'un autre côté, par exemple avec le surnombre évident

(1) Rapport présenté par M. Grunebaum, *Bulletin trimestriel de l'Association pour la lutte contre le chômage*, oct.-déc. 1913, p. 1027.

(2) B. I. T., *Le problème du chômage 1920-1928; Le chômage et les migrations internationales*, p. 166.

(3) *Informations sociales*, 12 août 1929, p. 258-260.

(4) Banque nationale de Belgique, *Bulletin d'information et de documentation*, 10 août 1929.

des mineurs dans le monde ⁽⁵⁾, avec l'existence d'un excès de main-d'œuvre dans l'industrie du textile, ce qui faisait dire au Bureau international du travail, dans la conclusion de son étude sur *Le chômage dans les industries textiles*, que « si l'on veut supprimer le chômage ou simplement le réduire effectivement, le transfert des ouvriers du textile en surnombre dans d'autres industries semble devoir être nécessaire. Il appartiendra aux services publics de placement de faciliter ces transferts d'un point de vue local aussi bien que professionnel. Dans certains cas, les transferts de travailleurs devront aussi avoir un caractère international » ⁽⁶⁾. Le transfert de travailleurs apparaît donc quelquefois comme une nécessité et même comme une raison de plus grande prospérité pour le pays, la contrée ou l'industrie qui se séparent de ce surplus de travail au même titre que pour ceux qui en bénéficient.

M. E. Ronse constatait, en 1913, l'influence bienfaisante de l'émigration saisonnière de Belgique en France; elle « sert, pour ainsi dire, à drainer la majeure partie des forces qui n'ont pu trouver leur emploi pendant l'hiver. A ce point de vue, elle rend de très grands services, parce qu'elle empêche le chômage au pays natal depuis le commencement de mai jusqu'à la fin d'octobre. Il y aurait, en effet, périodiquement des crises de chômage, même pendant la période estivale sans l'émigration de ces milliers d'ouvriers agricoles. En France, l'arrivée de nos nationaux n'a que des effets bienfaisants sur le marché du travail. Tout le monde s'y plaint, en effet, dans les régions agricoles du manque absolu de main-d'œuvre, mal auquel nos émigrants viennent en partie remédier. On peut dire que si

(5) B. I. T., *op. cit.*, *Le chômage dans l'industrie charbonnière*, p. 64.

(6) B. I. T., *op. cit.*, *Le chômage dans les industries textiles*, p. 138.

l'émigration de nos « Franschmans » s'arrêtait, l'agriculture française traverserait une crise qui ne serait peut-être pas fatale, mais en tout cas très aiguë » (7).

A la Conférence internationale du chômage tenue à Paris en 1910, le Professeur Ricardo Bachi observe également que « la question du chômage ne présente pas autant de gravité en Italie qu'en d'autres pays industriels, car l'extrême mobilité de la classe ouvrière italienne permet, en général, d'équilibrer la demande et l'offre de travail » (8).

Enfin, M. Geza Von Hoffmann, écrivant en 1912 sur l'immigration et le chômage aux Etats-Unis, faisait ressortir que « la situation des chômeurs est quelque peu adoucie par certaines particularités de la vie américaine. C'est tout d'abord la facilité avec laquelle en Amérique, en cas de besoin, tout le monde change de profession, d'état et d'emploi. L'ouvrier qui travaille aujourd'hui dans une aciérie se transformera demain, si les circonstances l'y obligent, en gardien de maison ou en concierge. Il sera jardinier au printemps et ouvrier dans une raffinerie de sucre en automne. Le bourgeois qui a fait de mauvaises affaires ira s'embaucher comme « briseur de grèves » aux chemins de fer, se fera courtier de publicité et ouvrira une étude de notaire qu'il troquera de nouveau contre autre chose si elle ne lui rapporte pas suffisamment.

« Comme allant de pair avec cette facilité de changer de métier, il faut citer aussi la grande mobilité qui caractérise toute la population américaine et, en particulier, les immigrants sans domicile fixe. Vienne la nouvelle qu'il

(7) Bull. cit., *Emigration saisonnière*, par E. Ronse, p. 1004 et suiv.

(8) Conférence internationale du chômage, Paris, 1910, t. III : Rapports présentés à la Conférence par les sections nationales du comité d'organisation. *La question du chômage en Italie*, par R. Bachi.

y a quelque part des conditions de travail plus favorables, et une partie des ouvriers sera toujours prête à laisser là le travail moins bien rétribué et à s'en aller plus loin. Or, ces fluctuations facilitent le rétablissement de l'équilibre du travail. » (9).

Plus près de nous et en faveur de la mobilité du travail, nous pouvons citer le résultat de l'enquête gouvernementale japonaise sur l'état du chômage national en 1925; il révélait tout particulièrement que le chômage se concentrait dans les industries manufacturières, le commerce et les transports; par contre, la mine n'accusait qu'un très faible pourcentage de chômeurs (1,2 p. 100); cela tenait à ce que l'industrie minière, qui avait attiré pendant la guerre une masse de travailleurs agricoles, avait pu renvoyer à l'agriculture cette main-d'œuvre supplémentaire qu'elle était incapable d'employer (10).

Des exemples plus nombreux ne serviraient qu'à affirmer avec plus de force un fait déjà bien établi : la mobilité du travail est bienfaisante; partout où elle existe, elle se comporte comme un facteur d'atténuation du chômage; pourquoi, dès lors, ne joue-t-elle pas dans tous les cas où nous avons pu déterminer un excès de travail par rapport au capital disponible; quelles sont les raisons de cette inaction coupable d'entretenir un chômage qu'une action contraire aurait si bien pu atténuer? C'est à la recherche de ces raisons dernières que nous devons dès à présent nous appliquer.

(9) Bull. cit., 1912, *L'immigration et le chômage aux Etats-Unis*, par Geza von Hoffmann, p. 478.

(10) Seishi Idei, *Le problème du chômage au Japon*, *Revue internationale du travail*, oct. 1930, p. 327-328.

§ 2. — Les causes de la non-mobilité du travail.

Les exemples précédents nous ont fait déplorer l'inexistence d'une mobilité parfaite du travail. Nous savons bien que les marchandises n'obéissent pas toujours à la demande, des entraves les empêchent souvent d'affluer sur les marchés qui les échangent au plus haut prix. Mais pourquoi en est-il de même du travail qui n'est point une marchandise? Parce que le travail, étant inséparable de l'individu qui le fournit, sera souvent soumis à des actions d'ordre psychologique plutôt qu'à des directions d'ordre économique, et c'est dans cette mesure que nous aurons l'occasion de mentionner parfois, comme cause de non-mobilité, la réaction du point de vue purement individuel sur les tendances économiques du travail.

Qu'il s'agisse de causes externes ou de causes internes, la non-mobilité du travail pourra s'exercer dans deux directions différentes : ou bien elle empêchera le travail de s'orienter vers les lieux où sa présence serait nécessaire; ou bien elle lui défendra de passer d'une industrie où il n'est pas employé dans une industrie différente où sa présence serait indispensable; à ce double point de vue, il existe une non-mobilité locale et une non-mobilité professionnelle du travail dont il convient d'étudier les causes.

1° Les causes de la non-mobilité locale du travail : l'attachement au sol, l'anarchie du marché du travail, la réglementation des migrations.

La non-mobilité locale du travail peut provenir, dans une large mesure, de l'existence de cette réaction de l'individu sur les tendances économiques du travail. Le tra-

vaille se trouve donc partagé entre deux sentiments : celui de quitter sa région pour une autre où il gagnerait un salaire plus élevé, et celui de rester dans une région où il bénéficierait, en compensation d'une augmentation probable de salaire, de la douceur de se trouver dans un pays connu, au milieu de personnes aimées ou que l'habitude a rendues indispensables à l'accomplissement des actes journaliers de la vie. C'est dans ce sens que M. Frederic C. Benham pouvait écrire, en 1931, que la mobilité de la main-d'œuvre anglaise est insuffisante de région à région, parce que « les chômeurs peuvent avoir plusieurs raisons de refuser d'abandonner leur résidence pour trouver du travail ailleurs. Ils peuvent craindre de se séparer de leur famille dont les membres ont peut-être un emploi sur place, ils peuvent hésiter à quitter leurs amis, leurs relations, les associations dont ils font partie, en un mot à changer leur mode de vie » (11).

Lorsqu'il s'agit d'un déplacement international, on conçoit que ces entraves soient encore plus irréductibles. Les Japonais, qui ne paraissent pas avoir une trop grande crainte de l'expatriation, sont cependant sollicités et retenus aussi par ce facteur psychologique auquel le Professeur Takaoka, de l'Université de Tokio, a même donné une influence prépondérante dans les raisons qui empêchent les Japonais d'émigrer (12). « Il met en première ligne, écrit M. Idei, leur profond attachement à leur pays, la puissance de la tradition résultant de la défense qui pendant si longtemps leur fut faite de franchir les frontières

(11) F.-C. Benham, Le chômage en Grande-Bretagne, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1931, p. 266-267.

(12) K. Takaoka, *Brazil Imin Kenkyn (Etude de l'émigration au Brésil)*, Tokio, 1925, p. 21-23.

nationales et l'indifférence autrefois manifestée par le Gouvernement en matière d'émigration, certaines autres causes secondaires contribuant aussi à expliquer leurs hésitations : le système des petites propriétés et les avantages du climat, la pauvreté des individus désireux d'émigrer, l'expérience malheureuse des colons japonais au Mexique et au Pérou, enfin l'influence fort décourageante des mesures prises aux Etats-Unis pour exclure les Japonais » (13).

Même lorsque le migrant a triomphé de ces entraves psychologiques, rien ne prouve qu'il ne se soumettra de nouveau à leur emprise lors de son arrivée dans le pays récepteur; les immigrants s'entassent, en effet, très souvent dans les grandes villes, dans les grands ports où ils ont débarqué; ils ont tendance à séjourner dans les quartiers où habitent leurs compatriotes, à former ainsi, à l'étranger, une petite patrie à laquelle ils s'attachent comme à la grande. Mais cependant il convient de remarquer que le bris du lien de famille leur permet, dans leur pays d'adoption, de se déplacer avec plus de facilité qu'auparavant dans leur pays d'origine.

Nous passerons rapidement sur l'entrave matérielle que constitue la cherté du prix de transport pour un travailleur déjà réduit au chômage et qui ne bénéficie pas d'une subvention publique; cette cause de non-mobilité du travail est trop évidente par elle-même pour demander de plus longues explications. Il convient, au contraire, de s'attarder plus longuement sur une cause qui a joui et qui jouit encore de la plus fâcheuse réputation : c'est l'anarchie du marché du travail.

(13) Seishi Idei, Le problème des migrations au Japon, *Revue internationale du travail*, déc. 1930, p. 817.

On peut se souvenir encore des évocations saisissantes qu'ont pu formuler avant la guerre certains parlementaires français. En 1904, lors d'un débat sur l'assurance-chômage, M. Vaillant s'écriait : « Je me suis trouvé dans le Cher à l'époque de la moisson; à ce moment, il y avait dans certains cantons qui avoisinent la Nièvre un chômage extraordinaire, des ouvriers ont été dans la misère la plus complète. A la même distance de Bourges, mais d'un autre côté, du côté de la Sologne et de l'Indre, il y avait au contraire une pénurie extrême de bras. Ces ouvriers n'étaient pas en contact les uns avec les autres. » (14). Par ailleurs, M. G. Cochery, ministre des Finances, proclamait en 1910 l'inorganisation du marché du travail, dans le discours d'ouverture de la Conférence internationale du chômage qui se tenait à Paris : « Cela nous ferait sourire, Messieurs, si un cultivateur chargeait des sacs de blé sur sa charrette et allait de porte en porte offrir sa marchandise jusqu'à ce qu'il en trouve preneur. Car toutes les marchandises ont leur marché public. Nous avons édifié partout, souvent à grands frais, des Bourses de commerce. Et nous avons aussi nos Bourses de valeurs. Mais nous n'avons point su encore organiser le marché du travail. Les quelques institutions qui portent le nom de Bourse du travail répondent, en réalité, à un autre objet. Tout est laissé au hasard. Ici la main-d'œuvre est en excès, et là elle manque, sans que de pays à pays, de région et même de ville à ville, les intéressés en soient avertis par rien. Dans une même cité, l'offre et la demande se cherchent à tâtons, souvent sans se trouver. Nulle grande institution ne se préoccupe encore de régulariser la répartition

(14) Discours cité par M. Daniel Bellet dans *Le Chômage et son remède*, p. 269.

du travail et du travailleur, d'éviter le chômage, les à-coups. » (15). Aussi est-ce sans étonnement que l'on pourra voir M. D. Bellet, influencé par l'évidence de ces déclarations, déclarer en 1912 que, « plus on étudie les crises de chômage..., plus on est convaincu qu'elles sont dues surtout à une mauvaise répartition dans l'espace de la main-d'œuvre disponible; il y a constamment manque de coïncidence entre l'offre et la demande de travail, ceux qui ont besoin d'acheter n'étant plus en communication facile avec ceux qui ont besoin de vendre » (16). Cette cause d'entretien du chômage, que les auteurs confondent généralement avec la cause du chômage que nous avons déterminée au titre premier de cette étude, n'a malheureusement pas disparu à notre époque malgré des essais de réalisation de Bourses du travail et surtout d'assurances « productives » (17). Aussi peut-on lire qu'une des causes du chômage anglais et sans doute aussi du chômage mondial est « l'ignorance des conditions du marché du travail à la fois du côté de l'ouvrier en quête d'emploi et du côté de l'employeur en quête de main-d'œuvre. C'est ainsi qu'un employeur peut chercher un ouvrier ayant certaines qualités sans que l'individu qu'il cherche puisse entrer en contact avec lui » (18).

Les raisons de la non-mobilité locale du travail que l'on vient d'exposer sont loin de provenir d'un esprit de système, puisqu'elles sont le fait des réactions de l'individu ou de l'inorganisation du marché du travail; mais, au contraire, il existe des entraves beaucoup plus raisonnées

(15) Conférence internationale du chômage, Paris 1910, t. III : *Discours d'ouverture*, par G. Cochery.

(16) D. Bellet, *op. cit.*, p. 268.

(17) Cf. *supra*, 1^{re} part., chap. II, sect. II.

(18) F. Benham, *op. cit.*, p. 266.

à la mobilité du travail humain, ce sont les obstacles législatifs dont l'élaboration est le produit d'un effort volontaire de la part des dirigeants d'un pays.

La réglementation des migrations a pour but de restreindre ou même d'interdire l'accès du sol national à tout ou partie des émigrants; elle a pour but, dans d'autres cas, d'encourager et de faciliter l'immigration; seules les premières mesures nous intéresseront d'une façon très particulière. Ce qui importe surtout, c'est de connaître les raisons qui ont déterminé chez les Etats récepteurs cette législation restrictive; s'inspirent-elles de considérations économiques, il y a de grandes chances pour que la loi qui réglemente les migrations ne soit pas, à proprement parler, une véritable cause d'entretien du chômage dans le pays d'émigration; s'inspirent-elles, au contraire, de considérations étrangères au point de vue économique, alors on est en droit de penser que la réglementation des migrations issue d'un tel état d'esprit peut se comporter comme une véritable cause d'entretien du chômage dans le pays d'émigration. Cette distinction, qui rappelle celle des migrations à but économique et à but extra-économique dont elle est le pendant ⁽¹⁹⁾, doit nécessairement dominer l'esprit de nos développements.

Les causes extra-économiques sont extrêmement variées. Elles procèdent d'un point de vue politique : par exemple, de la difficulté d'assimiler des étrangers qui gardent une cohésion nationale; c'est le fameux problème des minorités qu'elles tendent à supprimer avant qu'il ne se pose trop catégoriquement; les causes extra-économiques résultent encore, au point de vue politique, de l'antagonisme du

(19) Cf. *supra*, notre tit. I, chap. I, sect. I, § 3, al. 2.

pays d'émigration, qui veut garder plein pouvoir sur ses ressortissants, et du pays récepteur, qui juge ce pouvoir intolérable.

Mais le point de vue politique n'est pas le seul à envisager, la réglementation des migrations s'inspire aussi d'idées sociales, eugéniques, voire même hygiéniques. Les causes extra-économiques auront alors pour but d'enrayer le métissage pour conserver à la race nationale toute sa vigueur originelle; d'interdire le contact des éléments autochtones avec ceux disparates venus de l'extérieur, pour conserver intacte la culture idéale du pays; d'interdire enfin le contact des nationaux avec les déchets sociaux tarés physiquement ou moralement qu'amène d'une façon inévitable l'immigration non réglementée.

Au contraire, les causes économiques de la restriction de l'immigration paraissent s'inspirer d'un triple désir : diminuer l'immigration dans les pays où la main-d'œuvre est en surcroît; ajuster, d'autre part, le volume de l'immigration à la capacité d'absorption du pays récepteur; protéger enfin les nationaux contre l'abaissement du niveau de vie que peut causer la présence d'immigrants.

Si les restrictions à caractère extra-économique peuvent se justifier au point de vue qui leur a donné naissance, il est difficile de ne pas voir en elles un véritable obstacle à la mobilité du travail, exception faite, peut-être, pour ce cas très spécial où la cause extra-économique rejoint et renforce implicitement le point de vue économique, c'est-à-dire lorsque la prohibition d'entrée porte sur les criminels, les vagabonds, les tarés physiques et mentaux : il est vraisemblable, en effet, que cette catégorie d'individus ne porte en elle aucune force de travail, de sorte qu'il est impossible de voir dans les mesures légales

qui la frappent une entrave à la mobilité d'un travail inexistant. Ce cas mis à part, on ne peut voir dans la cause extra-économique une cause d'entretien du chômage que dans la mesure où la réglementation qui en est issue empêche l'émigrant-chômeur de pénétrer dans un Etat où il aurait l'assurance d'être employé; le type le plus remarquable de cette restriction de l'immigration nous est offert par la loi américaine de 1924, qui va jusqu'à interdire absolument l'immigration des personnes appartenant à la race jaune et à la race noire ⁽²⁰⁾.

En ce qui concerne les restrictions ou même les prohibitions d'immigration pour des causes économiques, on doit établir une discrimination si l'on désire les interpréter par rapport au chômage qu'elles peuvent entretenir dans le pays d'émigration. En effet, on ne peut pas dire que la restriction ou la prohibition des admissions dans le pays récepteur soit une cause d'entretien du chômage si ce pays ne peut offrir aucune occasion d'employer le travail des nouveaux arrivants; l'entrave à la mobilité du travail subsiste bien, mais elle est sans effet sur la situation économique des travailleurs, qu'elle ne maintient ni n'aggrave; c'est pour cela qu'il ne faut pas voir des causes d'entretien du chômage dans les mesures qui tendent à diminuer l'immigration dans les pays où la main-d'œuvre est en surcroît. La même observation pourrait s'adresser également aux règles qui ont pour but d'ajuster le volume de l'immigration à la capacité d'absorption du pays récepteur, pour autant, d'ailleurs, que ces mesures soient bien en harmonie avec le but qu'elles ont à remplir; une étude de la

(20) B. I. T., *Les problèmes du chômage 1920-1928, L'organisation des migrations*, p. 176.

législation en vigueur ferait sans doute ressortir que les limitations sont arbitraires et que les chiffres des contingents admis ne sont pas toujours en accord avec l'état de prospérité du pays récepteur ⁽²¹⁾, de sorte que lorsque la restriction est plus rigoureuse que ne le voudrait cet état de prospérité nationale, la réglementation législative se comporte comme une véritable cause d'entretien du chômage dans le pays d'émigration.

Enfin, il reste à interpréter, au point de vue qui nous occupe, l'action sur le chômage de la troisième cause économique d'une restriction de l'émigration : la protection des nationaux contre l'abaissement du niveau de vie que peut causer la survenance d'immigrants.

Cette cause, qui joue encore un rôle essentiel, a été mise en relief en 1911 pour l'Amérique, par l'enquête de la Commission de l'immigration; dans l'analyse de ses résultats, M. William Oualid disait : « Ce qu'il convient surtout, à notre avis, de retenir de cette esquisse écourtée d'un problème aux multiples faces, c'est le démenti qu'a donné la Commission d'enquête aux craintes exagérées et aux accusations passionnées contre la démoralisation et le surcroît de charges qu'impliquait cette véritable invasion pacifique. Mais si ce danger lui a paru illusoire, elle en a, en revanche, mis en lumière, avec une vigueur singulière,

(21) Cf. B. I. T., doc. cit., p. 177 : « Dans son essence même, le système des contingents ne peut pas être considéré comme constituant un moyen d'adapter exactement l'immigration aux besoins du marché du travail. C'est ainsi qu'à sa XXXI^e Assemblée annuelle (5-7 oct. 1926), l'Association américaine des fabricants (*National Association of Manufacturers*) a souligné le fait que, pendant les périodes de grande activité économique, les besoins effectifs de main-d'œuvre qui ne pourraient être satisfaits dans le pays même dépasseraient la limite fixée par l'ensemble des contingents, et que, d'autre part, aux époques de stagnation des affaires, il ne serait pas possible de fournir des emplois aux travailleurs étrangers qui pourraient être admis aux Etats-Unis. »

un autre plus capital pour la vie nationale et la civilisation : le danger économique. C'est dans le domaine industriel que le défaut d'assimilation et la persistance d'un *standard of life* inférieur font sentir leurs effets avec le plus de force et, pour employer les termes mêmes de la Commission d'enquête, la main-d'œuvre étrangère industrielle et minière a atteint le point de saturation passé lequel elle deviendrait pour le national un véritable péril » (22). Si l'on ne veut retenir de ces conclusions que l'abaissement du niveau de vie comme cause de restriction de l'immigration, on doit définir à quel degré le *standard of life* doit être maintenu pour qu'il assure aux nationaux, en même temps qu'une existence confortable, un emploi assuré; mais alors on se heurte à la difficulté d'une pareille détermination; dès l'instant où l'on décide que le niveau de vie ne doit pas être abaissé, on est bien prêt de commettre un acte purement arbitraire, car un niveau de vie moins élevé n'est pas incompatible avec l'essor économique du pays et, très souvent, avec la possibilité d'emploi de ressortissants étrangers; c'est pourquoi, refuser d'abaisser ce niveau de vie dans des limites qui seraient évidemment à établir, c'est condamner la main-d'œuvre étrangère à chômer dans son pays d'origine et c'est faire des mesures de restriction de l'immigration non seulement de véritables entraves à la mobilité du travail, mais aussi de véritables causes d'entretien du chômage.

Pour être complet, nous ajouterons que très souvent les causes économiques et extra-économiques ont contribué ensemble à l'élaboration d'une réglementation restrictive

(22) Bull. cit., 1912, *L'enquête de la Commission de l'immigration*, par W. Oualid, p. 516.

de l'immigration, dont la totalité des dispositions ne peut se comporter en toute conjoncture que comme une cause d'entretien du chômage. Telle se présente actuellement la législation américaine de 1924, qui n'est que le résultat d'un perfectionnement continu des dispositions contenues dans la loi du 3 août 1882, dont le but était de constituer un fonds d'immigration à l'aide d'une taxe perçue sur tout étranger débarquant en Amérique et d'exclure un certain nombre d'indésirables tant pour des raisons physiques que pour des raisons morales.

Pour terminer, nous ajouterons qu'il existe également dans certains pays des lois restrictives de l'émigration, par exemple en Tchécoslovaquie (L. 15 févr. 1922), en Italie (L. 1^{er} sept. 1927), en Pologne, en Espagne, etc. (23). Bien que leurs dispositions constituent sans aucun doute une entrave sérieuse à la mobilité du travail, il n'en résulte pas toujours qu'elles soient une cause d'entretien du chômage; en effet, elles interviennent parce qu'elles désirent protéger la main-d'œuvre nationale des incertitudes qui l'attendent au pays d'immigration; elles tendent, d'autre part, à réduire la perte économique de main-d'œuvre et souvent de capital que leur cause l'exode du migrant; mais vraisemblablement pour qu'une telle législation existe, il faut que le pays d'origine puisse offrir un travail certain à ses nationaux à la place d'un emploi aléatoire qu'ils espèrent trouver dans le pays d'admission; en conséquence, l'émigration, si elle se produisait, nuirait franchement aux intérêts économiques du pays d'origine sans que l'on soit bien sûr qu'elle ne soit pas une cause de gêne, voire même de chômage, pour le pays

(23) B. I. T., doc. cit., p. 192-198.

d'immigration; et, dans ces conditions, les lois restrictives de l'émigration ne peuvent être considérées comme des causes d'entretien du chômage.

2° *Les causes de la non-mobilité professionnelle du travail : la difficulté de changer de métier, le rôle de la loi, des syndicats et du salaire.*

Nous avons eu l'occasion de montrer, dans les développements précédents, que le chômage n'atteignait pas forcément à la fois toutes les industries et toutes les professions; qu'il pouvait sévir, par exemple, d'une façon cruelle dans l'industrie et le commerce alors que l'agriculture aurait souffert d'une évidente pénurie de main-d'œuvre; dans ces conditions, il serait éminemment souhaitable que les travailleurs des industries ou des professions atteintes par la crise puissent trouver un emploi dans celles qui sont épargnées : ce transfert, qui paraît si naturel, ne s'opère pas dans la réalité; si l'équilibre économique se rétablit, c'est que l'essor reprend dans les branches affectées, ou c'est qu'une meilleure orientation professionnelle répartit le travail en tenant davantage compte du point de vue économique. Ainsi donc le maintien d'une situation économique défectueuse peut s'expliquer par l'existence de causes formant obstacle à la mobilité professionnelle du travail, dont l'action contribue dans une large mesure à l'entretien du chômage existant.

Sans donner une liste limitative de ces causes, ce qui serait peu conforme aux lois de l'évolution économique, nous en citerons quelques-unes à titre d'exemple.

Il faut d'abord observer que nous voyons ici, comme dans les causes de non-mobilité locale, la réaction du point de vue individuel s'opposer à la tendance économique; en

l'occurrence, l'individu qui a vécu d'un métier éprouve une certaine répugnance à vivre du travail d'un autre dans l'exercice duquel il se montre d'ailleurs moins adroit ou moins qualifié. Souvent aussi il lui est complètement impossible de changer de profession, alors même qu'il en ait le très vif désir, car il ne peut réduire impunément les délais d'apprentissage à un âge où il ne possède peut-être plus l'habileté, la vivacité et la mémoire de sa jeunesse.

Par ailleurs, l'homme n'aime pas changer de métier, parce que souvent cela correspond, aux yeux de ses semblables, à changer de condition sociale; une somme de préjugés dont nous avons pu faire état au titre premier de cette étude lui interdit de descendre l'échelle des professions que tacitement l'on admet; le travailleur intellectuel pourra hésiter à devenir ouvrier agricole, et même certaines personnes trop conscientes de leur valeur refuseront un emploi auquel s'attache, à leurs yeux, un trop maigre salaire. Libéré de tous ces préjugés, l'individu paraît moins délicat sur le choix des moyens de gagner sa vie; c'est pourquoi nous avons pu voir, d'après une citation de M. Geza Von Hoffmann⁽²⁴⁾, que les habitants des pays neufs, comme les Américains, ou que les immigrants, qui n'avaient plus aucun contact avec leur ancien milieu social, montraient une aptitude remarquable pour changer de situation.

A ces causes de non-mobilité professionnelle du travail inhérentes à la nature humaine, nous devons en ajouter d'autres, complètement différentes, car elles procèdent d'autres sources : par exemple, de certaines dispositions légales et de l'action syndicale.

(24) Cf. *supra*, même titre, chap. II, sect. I, § 1

En fait de dispositions légales, il convient de mentionner tout d'abord celles, très spéciales, qui visent à retenir l'immigrant dans la profession qui l'a fait admettre dans le pays récepteur. Une pareille réglementation, relative à l'emploi des travailleurs étrangers une fois qu'ils sont admis dans le pays de destination, existe en Autriche, au Luxembourg, au Panama, au royaume des Serbes, Croates et Slovènes et au Salvador ⁽²³⁾. Généralement, d'ailleurs, ces entraves à la mobilité du travail trouvent leur fondement dans le désir d'une bonne répartition économique du travail, ainsi qu'en témoignent les dispositions interdisant à l'immigrant de passer d'une industrie à l'autre et surtout des travaux agricoles aux travaux industriels; ainsi qu'en témoigne, également, la pratique de l'interdiction partielle de l'emploi lorsqu'elle stipule, comme en Roumanie, que le travailleur étranger ne peut être occupé dans certaines professions déjà encombrées et signalées par le ministère du Travail sans une autorisation donnée spécialement à cet effet.

Par contre, un bon nombre de dispositions légales ont été élaborées pour protéger l'emploi de la main-d'œuvre nationale contre celui de la main-d'œuvre étrangère; elles décident, par exemple, que certaines industries ou que certaines professions seront uniquement réservées aux nationaux et que, dans chacune d'elles, il existera un pourcentage légal de main-d'œuvre nationale et étrangère; comme ces règles procèdent d'un point de vue national et qu'elles n'ont souvent aucune relation avec la bonne répartition de la main-d'œuvre, nous pourrions y voir une véritable cause d'entretien du chômage dans la mesure où

(23) Cf. B. I. T., doc. cit., p. 181-183.

elles empêchent des étrangers, chômeurs dans la profession qui leur est assignée, de passer dans une profession qui leur est interdite et où ils trouveraient cependant un emploi.

Une autre disposition légale, celle de l'assurance-chômage obligatoire, peut entraver dans certains cas la mobilité du travail et se comporter comme une cause d'entretien du chômage. Dans la mesure où la loi ne fait pas une obligation au travailleur d'accepter n'importe quel emploi, elle subordonne l'indemnité de chômage, si forte en Angleterre pour l'ouvrier possédant une nombreuse famille, à l'acceptation d'un emploi dans une profession se rapprochant de la sienne et se trouvant dans une localité peu éloignée; pour peu que ces dispositions légales soient négligemment appliquées, l'ouvrier trouvera un motif de refus pour l'emploi présenté et restera lié à son ancienne profession au nom de laquelle il touche l'indemnité d'assurance. L'assurance-chômage aura donc ce résultat fâcheux d'empêcher l'ouvrier de chercher un emploi et de cristalliser pour ainsi dire le nombre des attachés autour de l'industrie à laquelle ils étaient naguère occupés.

Concurremment à l'action de l'assurance-chômage, on peut citer encore celle des syndicats ouvriers; leur influence en Angleterre sur l'entretien du chômage est certaine; depuis longtemps elle a été dénoncée; à ce propos, nous ne pouvons mieux faire que de citer encore M. Benham qui n'hésite pas à leur attribuer la plus lourde part de responsabilité dans la naissance du chômage britannique : « Ce sont les syndicats ouvriers, encouragés par l'existence de l'assurance-chômage, qui portent la plus lourde responsabilité. Ils se sont opposés énergique-

ment à toutes tentatives de réduction des salaires, alors qu'elles auraient peut-être eu pour effet d'élever le total des salaires versés en fournissant du travail à une main-d'œuvre plus nombreuse. Leur insistance à ne pas modifier la durée des apprentissages et à maintenir les barrières séparant les diverses professions a mis à la mobilité de la main-d'œuvre des obstacles inconnus en France. Le désir des trade-unions d'améliorer les conditions de vie de leurs membres est très compréhensible. Mais il semble, de plus en plus, qu'ils aient fait fausse route. » (26).

Enfin, il convient d'ajouter que le taux et même l'existence de la rémunération du travailleur sont, dans certaines circonstances, de véritables causes d'entretien du chômage.

Si, au point de vue de la notion de chômage, le paiement du salaire nous est apparu comme secondaire, au point de vue subjectif, c'est-à-dire au point de vue où se place le chômeur, il présente un intérêt principal, car il constitue, en effet, le but même de son travail. Revêtu de cette importance essentielle, le salaire sera forcé de jouer un rôle sur l'« occupabilité » de l'individu qui le reçoit. Ce rôle, souvent très important, peut être mentionné à l'occasion de la naissance de deux variétés de chômage : le chômage casuel et le sous-emploi.

Le chômage casuel, qui est caractérisé par « l'attitude du malheureux qui vient *toujours et régulièrement* chercher du travail aux lieux où *quelquefois* on lui en donne » (27), est provoqué par un mode d'engagement défectueux de la main-d'œuvre, au résultat duquel on

(26) F. Benham, *Rev. cit.*, p. 274.

(27) J. Malègue, *Une forme spéciale de chômage, Le travail casuel dans les ports anglais*, p. 3.

s'aperçoit qu'il existe une offre de travail bien supérieure à sa demande, et par conséquent un chômage directement acquis par inadaptation du capital et du travail. Mais l'excès de travail qui résulte d'un embauchage fait sans méthode tendrait à se résorber s'il ne trouvait un élément d'entretien dans le haut niveau du salaire; il suffit, en effet, au travailleur de toucher une fois ce salaire pour être à même de subsister pendant deux ou trois jours en attendant cette nouvelle aubaine qui consiste à trouver un nouvel engagement; ainsi, le travailleur casuel préférera au salaire moins élevé d'un travail régulier le gain hasardeux mais superbe qui lui permettra, au prix d'une seule journée d'efforts, de vivre pendant la presque totalité d'une semaine.

M. J. Malègue, qui a magistralement analysé *Le travail casuel dans les ports anglais*, pouvait donc écrire sans difficulté que « de cette collaboration de hauts salaires avec d'humbles exigences on voit naître la formule même du volume de la main-d'œuvre inorganisée : *une offre inorganisée de main-d'œuvre est supérieure à l'offre nécessaire de la quantité de fois que le salaire-limite que le travailleur est préparé à subir est contenu dans son salaire théorique* » (28).

Ainsi, l'analyse même du travail casuel fait ressortir avec évidence l'importance du taux du salaire comme cause d'entretien du chômage qu'avaient occasionné auparavant de mauvaises méthodes d'engagement des travailleurs. Cette importance du salaire ne sera pas moindre en ce qui concerne cette deuxième variété de chômage que nous avons appelée le sous-emploi.

(28) J. Malègue, *op. cit.*, p. 66.

Le sous-emploi est ce chômage latent et rémunéré qui couve souvent au sein d'une industrie avant qu'il ne se transforme, pour éclater aux yeux de tous, en chômage partiel ou en chômage complet ⁽²⁹⁾. L'entreprise où règne le sous-emploi est donc une entreprise qui conserve la totalité de son effectif de main-d'œuvre bien que, d'une façon économique, l'entrepreneur ne puisse logiquement l'employer, c'est-à-dire la conserver dans l'œuvre de production. L'expulsion du travail en excès se ferait avec une grande facilité à la condition essentielle que le salaire cesse d'être attribué pour tout ou partie à l'ouvrier sous-employé, car le maintien du salaire originel est le gage d'un égal maintien de la situation d'oisiveté; le travailleur obtient ce qu'il désire sans offrir en contre-partie une force de travail qu'on ne lui demande d'ailleurs pas; le paiement du salaire se comporte alors comme une véritable cause d'entretien du chômage puisqu'il empêche la main-d'œuvre en surnombre de s'utiliser ailleurs et autrement que dans la profession où elle est inutile.

D'une façon analogue, quoique moins accusée, la pratique du *short-time* contribue, elle aussi, à l'entretien du chômage puisqu'elle aboutit à répartir le travail et, partant, le salaire sur un plus grand nombre de têtes que ne l'exigerait le bon accomplissement de ce travail; de là, au lieu de se trouver en présence d'un certain nombre de personnes pleinement occupées et d'un groupe de chômeurs complets réduit à chercher une occupation dans un autre lieu ou dans une autre branche professionnelle, on assiste à l'emploi sans doute diminué mais existant de l'ensemble de la main-d'œuvre; il peut en résulter que

(29) Cf. *supra*, 1^{re} part., chap. II, sect. III.

la totalité des chômeurs partiels pourra mettre moins d'ardeur que l'ensemble des chômeurs complets à chercher un emploi qui serait pour ses membres d'une nécessité vitale s'ils avaient perdu l'intégralité de leur salaire.

On peut se demander à quelles raisons obéissent les employeurs pour entretenir ainsi du chômage partiel ou du sous-emploi. A la rigueur on comprend assez bien l'existence du chômage partiel, puisque la diminution du travail est accompagnée d'une perte de salaire; mais on conçoit plus difficilement celle du sous-emploi, car l'existence du chômage coïncide avec celle du salaire, ce qui devrait déterminer une juste compression de la main-d'œuvre. Cependant, c'est au nom des mêmes principes que la pratique maintient souvent ces deux situations, principes contradictoires qui mettent à la fois en jeu des sentiments humanitaires et des sentiments égoïstes.

Le chômage partiel pourra, dans certaines circonstances, constituer un moyen de remédier à la rigueur du chômage complet : la répartition du travail et du salaire, tout en amoindrissant quantitativement l'un et l'autre, fera profiter les chômeurs complets du sacrifice de quelques-uns. Mais d'autre part, au point de vue de l'employeur, le chômage partiel constituera un moyen efficace de conserver la main-d'œuvre dont la totalité lui est nécessaire au moment d'une reprise économique; ainsi que le note M. Ansiaux, « les industriels ne se décident à arrêter leur fabrication qu'à la dernière extrémité. Un outillage qui cesse de fonctionner se détériore, les frais fixes de l'entreprise continuent à courir, les ouvriers congédiés se dispersent : on peut craindre de ne plus réussir à les réembaucher par la suite, si la production est reprise. Ou encore l'espoir, fondé ou non, d'une amélio-

ration — pas trop éloignée — de la situation détermine les chefs d'industrie à ne pas interrompre la fabrication et à former plutôt des stocks dont ils escomptent l'écoulement ultérieur » (30). Ces raisons paraissent également justifier l'existence de ce chômage rémunéré qu'est le sous-emploi : les commandes ne parviennent pas toujours à l'industriel avec régularité, l'activité de l'entreprise subit de ce fait des à-coups notoires; elle faiblira avec la diminution de la demande pour s'exaspérer avec son augmentation; étant donné qu'il est extrêmement difficile de prévoir ces fluctuations et d'ajuster dans un délai rapide l'importance du travail à celle de la production, mieux vaut pour l'employeur se réserver une quantité de main-d'œuvre telle qu'elle puisse satisfaire, du jour au lendemain, aux exigences de la production la plus élevée qu'il ait pu avoir à fournir dans le passé; cette dernière aura donc provoqué une fois pour toutes sa demande de travail, de sorte que, lors d'une baisse de l'activité industrielle, l'employeur conservera et rémunérera quand même la totalité de sa main-d'œuvre dont la portion inoccupée lui constitue une réserve pour le moment, qu'il espère proche, où le rythme de la production reprendra sa plus forte cadence.

Ce souci égoïste de garder une réserve de main-d'œuvre pour des temps meilleurs n'étouffe pas toujours — il faut du moins l'espérer — chez l'employeur l'existence des sentiments humanitaires que nous avons pu relever à l'occasion du chômage partiel; ils sont évidemment beaucoup plus illusoires, car le sacrifice du salaire n'est plus

(30) Ansiaux, Les troubles du commerce international, *Problèmes du chômage en 1931*, p. 175.

consenti par l'ouvrier mais par le patron; toutefois on peut se plaire à penser qu'ils ne sont pas impossibles. L'employeur qui a le sentiment de ses responsabilités, qui a peut-être aussi une crainte secrète des violences ouvrières, peut retarder le plus possible la mise à pied de la masse anonyme de ses collaborateurs; la recrudescence du chômage complet lors de la mise en application de l'assurance-chômage en Allemagne semblerait, dans une certaine mesure, corroborer cette manière de voir ⁽³¹⁾, car l'indemnité versée par l'assurance déchargerait l'employeur de ce devoir, forcé ou librement accepté.

SECTION II

LA NON-MOBILITÉ DU CAPITAL ET LE CHÔMAGE

Si la non-mobilité du travail a de tout temps attiré l'attention des économistes, la non-mobilité du capital ne paraît pas avoir joui de la même faveur; cette attitude s'explique parce que, si la non-mobilité du travail exerce sur le chômage un effet directement appréciable, celle du capital ne paraît influencer sur lui que d'une manière beaucoup plus obscure et beaucoup plus difficile à déterminer. Aussi, dans les rares analyses du chômage qu'il nous a été donné de lire, jamais on n'a mis en valeur, d'une façon bien nette, le rapport capital-travail. Est-ce à dire que nous commettons une erreur en mettant en lumière un facteur qui avait peut-être été volontairement sacrifié? Nous ne le croyons pas, d'autant que notre notion de chômage, comme nos développements antérieurs, nous commandent plutôt de donner une égale

(31) Cf. *supra*, notre I^{re} part., chap. II, sect. III.

importance à l'action du travail et du capital dans l'œuvre de production. Nous avons déjà pu nous rendre compte de la coexistence du chômage et d'une pénurie de capital et nous avons pu souhaiter qu'une fluidité plus grande du travail prévienne les dangers d'une aussi mauvaise répartition; mais ne serait-il pas plus logique, en théorie, que ce soit le capital qui répare les propres erreurs de sa répartition? Il paraît éminemment souhaitable qu'il en soit ainsi; personne ne pourrait contester l'utilité du mouvement secondaire consistant, pour le capital, à dégager les points, les centres d'activité qu'il congestionne, pour se répartir plus harmonieusement, en tenant compte à la fois de la demande qui en est faite et de l'utilité qu'il procure.

Or, comme le travail, le capital a des entraves si puissantes à sa mobilité qu'elles font souvent échec à la volonté de son détenteur; il convient d'analyser ces éléments d'entretien du chômage et, pour plus de commodité, de distinguer encore, à cette occasion, le capital en valeur du capital en nature.

§ 1. — Les entraves à la mobilité du capital en valeur : la technique du déplacement, la faiblesse des informations financières, le rôle de la loi et de l'affectation du crédit.

Le capital en valeur apparaît au premier abord comme doué d'une exceptionnelle mobilité. Cette aptitude remarquable à s'affranchir aisément, au point de vue local, de la gêne que constitue la distance et au point de vue industriel des différences pouvant exister entre les diverses branches de la production, paraît donner à la mobilité du

capital en valeur une supériorité remarquable sur celle du travail. Le capital en valeur serait donc susceptible de financer n'importe quelle entreprise, ne connaissant d'autre règle que celle forgée par la volonté de son détenteur. En réalité, on peut trouver à cette mobilité de principe de nombreuses exceptions qui tendront à rapprocher, à certains égards, la fluidité du capital de celle du travail.

Si le capital en valeur apparaît comme plus mobile que le travail, cette mobilité n'est que très relative, car elle est liée à la technique même de son déplacement qui est loin d'être sans défauts; ne dépend-elle pas, en effet, de l'existence d'intermédiaires : les banques, dont le rôle n'est pas des plus parfaits; n'est-elle pas subordonnée à des servitudes matérielles dont elle ne peut s'affranchir, même à notre époque, aussi aisément qu'on le croit, car la distance constitue un obstacle assez sérieux pour le transport des espèces métalliques et des lingots précieux; elle est, d'ailleurs, encore bien gênante pour tous les autres déplacements fiduciaires puisqu'elle empêche souvent que la rapidité du résultat soit en accord avec l'intensité du besoin; il est vrai que l'existence du transfert télégraphique apporte maintenant une grande atténuation à cette cause de non-mobilité.

Mais d'un autre côté, pour qu'ils effectuent des placements de capitaux dans les branches de la production où ils seront le plus utiles, encore faut-il que les capitalistes soient bien renseignés; sans doute les moyens d'information ne manquent pas, il existe bien des banques, des bourses de valeurs, des quotidiens, une presse spécialement financière, mais tous ces organismes se livrent pour la plupart à une sorte de politique du placement qui est loin de s'inspirer d'une bonne répartition économique du

capital. Par ailleurs, toutes les cotes ne sont pas publiées et toutes les valeurs ne sont pas cotées, d'où un autre élément d'incertitude. Enfin le public porte quelquefois en lui-même une entrave efficace à la mobilité du capital : il ne sait pas lire les cotes de valeurs ou, s'il les lit, les comprend mal, de sorte que son ignorance, sa confiance, ou même sa cupidité le conduisent à placer son argent au profit d'entreprises qui lui serviront des intérêts élevés, mais peut-être frauduleusement prélevés, sans qu'il s'en rende compte, sur le capital social.

Cependant, à toutes ces raisons de non-mobilité du capital en valeur, il convient d'en ajouter une autre, très importante, constituée par le rôle du législateur en matière d'importation et d'exportation des capitaux.

Des mesures plutôt rares peuvent avoir pour but de libérer les industries nationales de l'emprise étrangère; elles prohibent alors l'importation de capitaux étrangers et remplacent à cet effet les titres au porteur, qu'elles suppriment, par des titres nominatifs.

Toutefois, les mesures les plus nombreuses sont celles qui défendent l'exportation des capitaux nationaux. Les raisons d'une pareille réglementation ne manquent pas d'abonder : elles correspondent au désir d'empêcher que les capitaux nationaux ne favorisent sur le marché extérieur l'industrie étrangère au détriment de l'industrie nationale; elles correspondent aussi à la crainte de voir les capitaux nationaux aider une entreprise de guerre émanant de l'étranger; elles correspondent enfin à la volonté étatique d'arrêter un exode des capitaux provoqué par le poids des impôts ou la crainte d'une dépréciation de la monnaie nationale.

Toutes ces causes n'ont pas une égale valeur au point

de vue de l'entretien du chômage; par exemple, la prohibition de l'exode des capitaux peut être même salulaire, car les efforts des nationaux, essayant d'échapper à la baisse des changes pour sauvegarder leurs épargnes, ne peuvent que nuire à l'activité économique de l'Etat où sévit la crise de confiance; le chômage naissant pourrait être aggravé par la fuite des capitaux; au contraire, l'interdiction de leur exportation enraie ce fâcheux mouvement, elle tend à rétablir l'équilibre, elle se présente donc comme un remède au chômage national plutôt que comme un de ses éléments d'entretien. D'ailleurs, l'évasion des capitaux ne favorise pas tellement les pays que la solidité de leur monnaie destine à jouer ce rôle de sauveur; l'afflux souvent indésirable de capitaux étrangers valorise encore davantage leur devise en ralentissant du même coup leur activité; à cet égard, on peut se souvenir encore de la situation des neutres qui offraient, pendant la dernière guerre, un exemple remarquable de cette situation.

De même que l'on doit distinguer, au point de vue de la valeur d'entretien du chômage, entre les différentes causes de la prohibition d'exportation, de même doit-on discuter, au même point de vue, entre des différentes mesures prises pour rendre effective cette prohibition.

Il existe d'abord un moyen purement moral dont le peu d'efficacité ne fait aucun doute : c'est le conseil, donné aux banques par le gouvernement, d'orienter les placements des capitalistes vers les valeurs nationales. Il existe aussi des moyens légaux pouvant être assortis de sanctions, mais dont la fraude a bien atténué les effets. Signalons, entre autres : la création d'impôts très lourds et prohibitifs sur les valeurs étrangères, le refus d'admission de certaines de ces valeurs à la cote de la Bourse ou l'inter-

diction de leur émission à l'intérieur du pays. Il est à remarquer que toutes ces mesures offrent une porte de sortie à ceux qui veulent y échapper. Pour écarter le poids de l'impôt, le capitaliste laissera les valeurs étrangères dans une banque également étrangère; pour tourner les difficultés causées par les interdictions d'admission ou d'émission, le capitaliste national se mettra en rapport avec les banques étrangères ou achètera sur les marchés étrangers, de sorte qu'en définitive les banques nationales perdront avec une source de profit une partie de leur indépendance. De ce fait, la réglementation ne sera pas, comme on aurait pu le croire, la cause d'une non-mobilité totale du capital, mais elle constituera cependant un fort élément de gêne dans la répartition des capitaux, d'autant qu'elle aura, de plus, le grave inconvénient d'enrayer l'importation des capitaux étrangers, parce que leurs détenteurs craindront à juste titre de ne pouvoir les retirer du pays interventionniste après les y avoir placés ⁽³²⁾.

D'un autre côté, on peut aussi penser que le capital en valeur ne présente aucun intérêt s'il n'est pas mis en relation avec les éléments de la production; or, si le capital en valeur est destiné à rendre certains services, s'il est affecté à certaines opérations, il est obligatoirement né-

(32) En France, on a pu constater ce dernier effet lors de la mise en vigueur de la loi du 3 avril 1918 qui interdisait toute exportation de capitaux non motivée par une introduction correspondante de marchandises; elle venait à la suite d'une série de lois de guerre promulguées en 1915, 1916 et 1917 portant interdiction d'exporter des capitaux sous toutes les formes, monnaie de métal et billets de banque. La loi de finances du 27 décembre 1927 a permis au gouvernement de suspendre par décret la loi du 3 avril 1918, ce qui a été fait le 10 janvier 1928; les textes de 1915, 1916 et 1917 ne furent abrogés que postérieurement par la loi du 25 juin 1928.

cessaire qu'il perde à leur profit un peu de son indépendance originelle.

A l'heure actuelle, on possède des exemples multiples de ces affectations. Celles, par exemple, qui sont dues à la politique financière anglaise dont les principes ont conduit à valoriser imprudemment les stocks de blé, de café, de coton, etc., qui ne pouvaient être vendus en 1930 pendant la période de surproduction ⁽³³⁾. La difficulté et même l'impossibilité pour l'Angleterre de réaliser ses capitaux à un moment où elle en aurait eu besoin — surtout les capitaux à long terme lorsque le fléchissement du mark en juillet 1931 influençait la tenue du sterling — ne furent pas sans influence le 20 septembre 1931 sur la décision prise par la présidence du Conseil d'abandonner l'étalon-or.

Qu'il s'agisse d'emprunts à long ou à court terme, qu'il s'agisse de valorisation de récoltes, le capital en valeur ne subit théoriquement qu'une affectation temporaire aux termes de laquelle il reprend aussitôt son indépendance naturelle; au contraire, souvent, lorsque le capital en valeur se transforme en capital en nature, l'affectation prend un caractère plus marqué de permanence.

§ 2. — Les entraves à la mobilité du capital en nature.

On peut envisager la mobilité du capital en nature sous le double aspect local et industriel que nous avons distingué à propos de la mobilité du travail; comme pour ce dernier, mais avec un caractère de plus grande évidence, nous constaterons que c'est la nature, la composition même du capital qui réagit sur sa mobilité.

(33) Cf. J. Boissonnet, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} oct. 1931, p. 533, et 15 janv. 1932, p. 442.

Souvent, au point de vue industriel, il serait extrêmement profitable que le capital en nature qui se trouve en excès dans certaines entreprises puisse être reporté dans celles qui accusent une pénurie; dans le même sens, il serait également souhaitable qu'un capital agricole en excès puisse être investi dans une branche de la production industrielle.

Les mêmes idées peuvent aussi se soutenir au point de vue local, car il semble que la société aurait tout intérêt à voir succéder une harmonieuse répartition du capital en nature au chaos qui existait auparavant.

Il ne paraît pas utile de développer davantage les quelques points que nous venons d'exposer, n'avons-nous pas déjà signalé au titre premier de cette partie l'inégale répartition du capital ? N'avons-nous pas observé tout dernièrement la surabondance d'un capital en nature tant en matière agricole qu'en matière industrielle ? (34). Il convient alors de se demander plus particulièrement quelles sont les raisons de cette non-mobilité.

Ainsi que nous le faisons pressentir, la nature même du capital réagit puissamment sur sa mobilité. La spécialisation du capital, sa fixation ou sa confusion même avec le sol sont les raisons de ce manque de mobilité que des exemples feront aisément apparaître. Les bâtiments d'une entreprise, les hangars d'entrepôt, etc., qui sont fixés au sol ont emprunté de ce fait une certaine permanence. Il en est de même de la terre que le travail des hommes a rendue propre à la culture, que leurs « avances », pour employer une expression d'Adam Smith, ont améliorée;

(34) Cf. *supra*, notre tit. II, chap. II, sect. II, § 3, 4^o : L'aberration qui résulte de la technologie.

lors d'une réduction des surfaces emblavées, l'agriculteur doit nécessairement perdre un capital qu'il aurait eu intérêt à placer ailleurs.

Enfin l'affection du capital en nature, représenté par les machines, à une tâche particulière de la production entrave grandement sa mobilité industrielle; il est, en effet, difficile de le faire servir à des fins différentes, bien que ce soit d'un très haut intérêt à notre époque où le capital en nature est démodé par les nouvelles inventions avec une telle rapidité que les frais d'amortissement annuels deviennent considérables; c'est ce que constate d'ailleurs M. A. Loveday, chef de service à la Section économique financière de la Société des Nations, lorsqu'il expose que « les nouvelles inventions rendent l'outillage désuet au bout d'un temps très court, comme le montrent les réponses obtenues lors d'une enquête officielle effectuée aux Etats-Unis pour déterminer la période au bout de laquelle les nouvelles installations doivent avoir été amorties financièrement au moyen des bénéfices réalisés : des entreprises auxquelles un questionnaire avait été envoyé, 43,6 p. 100 ont indiqué une période maximum de deux années et 64,1 p. 100 une période maximum de trois années » (35).

Avec ces considérations sur la mobilité du capital, nous espérons avoir rétabli l'égalité, au point de vue de l'entretien du chômage, entre les causes qui affectent le travail et celles qui affectent le capital. Les unes comme les autres nous paraissent aussi graves pour assurer le maintien du déséquilibre existant, mais se demander qui, du

(35) *Index*, vol. V, n° 49, janv. 1930, publié par le « Svenska Handelsbanken », Stockholm; article également cité par les *Informations sociales*, 10 févr. 1930, p. 211.

travail et du capital, serait susceptible de s'affranchir le plus facilement des entraves à la mobilité constituerait pour nous une anticipation à la recherche des remèdes dont nous dirons quelques mots dans notre conclusion générale.

CONCLUSION

Cette étude nous aurait paru incomplète si nous n'avions été amené, en conclusion, à en tirer toute la portée d'enseignement à la fois au point de vue de la science et de l'art économiques.

D'un côté, en effet, une ambition légitime, prétendant à découvrir plus parfaitement, sous l'éternel changement des faits, la permanence de la notion économique de chômage, nous amènera, dans une première partie, à vérifier, compléter et préciser les différents termes d'une notion provisoirement établie et à mesurer les divers intérêts qui s'attachent à notre conception définitive du chômage involontaire.

La connaissance parfaite du phénomène du chômage ne nous autorise-t-elle pas, ne nous commande-t-elle pas de poursuivre plus loin notre effort vers la recherche des remèdes? Il semble que ce soit là un complément presque indispensable de cette longue dissertation. Cependant, sur ce point des plus délicats, mais aussi des plus connus du mal qui nous occupe, nous nous bornerons à émettre, dans une deuxième partie, quelques propositions formant le véritable prolongement logique de l'enseignement apporté par notre notion économique de chômage.

CONCLUSION SPECIALE : LA CONTRIBUTION DE L'ETUDE DES CAUSES A L'ELABORATION DEFINITIVE DE LA NOTION ECONOMIQUE DE CHOMAGE INVOLONTAIRE

SECTION PREMIERE

LA NOTION DÉFINITIVE DE CHÔMAGE INVOLONTAIRE

Si l'on se souvient de la notion économique de chômage involontaire telle que nous avons pu l'extraire des définitions et des données des différentes statistiques, on ne sera pas loin de penser que le chômage est l'inadaptation forcée du capital et du travail dans l'œuvre de production, par suite d'une pénurie du capital par rapport au travail ou d'une trop grande abondance de travail par rapport à la quantité de capital disponible. Mais les faits révélés par l'étude des causes n'ont-ils pas controuvé cette définition? Celle-ci ne donne-t-elle pas lieu à des modifications essentielles propres à l'asservir d'une façon totale à la traduction de la réalité? De prime abord, rien ne paraît à retoucher du côté du principe même de la notion provisoire, car le chômage reste bien l'inadaptation du capital et du travail du fait de la pénurie de l'un ou de la pléthore de l'autre; il reste toujours l'expression d'un rapport, mais d'un rapport d'une nature spéciale, puisque l'inégalité qu'il suppose doit toujours révéler l'existence d'une quantité de travail disponible plus grande que la capacité d'absorption du capital. C'est d'ail-

leurs, dans ce sens que l'on peut dire que tout se passe effectivement comme s'il y avait moins de capital que de travail à mettre en œuvre dans la production. Ce serait sans doute s'être donné beaucoup de mal que d'avoir entrepris l'étude des causes pour seulement affirmer une notion que nous avons par ailleurs établie; mais n'est-ce déjà pas un résultat appréciable que de voir la partie expérimentale de notre étude venir totalement à l'appui de nos premières bases hypothétiques sur la notion du chômage? Cependant, à cet avantage principal, on doit en ajouter encore un certain nombre d'autres, qui tiennent à ce que l'étude des causes nous a permis de dégager certains principes, d'établir certaines constatations propres à préciser fort opportunément la première notion provisoire, beaucoup trop générale pour rendre exactement compte du phénomène étudié.

Si l'on décompose la formule originelle, on s'aperçoit que ses termes sont excessivement vagues : on désirerait éclairer davantage la signification de l'expression : œuvre de production, la nature de l'inadaptation forcée et celle du rapport capital-travail lorsqu'elle donne lieu au chômage. Or, l'étude des causes apporte au nouveau problème toute la clarté désirable, elle précise et complète admirablement, comme nous allons pouvoir nous en rendre compte, chacun des éléments de l'ancienne formule.

§ 1. — La nature de l'inadaptation forcée du capital et du travail.

L'expression inadaptation forcée révèle deux termes à celui qui l'analyse; or l'exégèse du dernier terme, c'est-à-dire du caractère forcé de l'inadaptation, n'aurait pu nous tromper sur sa signification puisque nous avons

limité volontairement notre étude au chômage involontaire, mais il n'en aurait pas été de même, nous en sommes sûr, de l'interprétation que nous aurions donnée au mot inadaptation si nous n'avions eu comme guide l'enseignement de l'étude des causes.

L'inadaptation du capital et du travail ne se résout pas seulement dans un phénomène de non-ajustement tel que celui qui pourrait exister lorsqu'on dispose d'un travail trop abondant par rapport à la faiblesse du capital qui doit l'employer, incident d'ailleurs fort naturel lors d'un retrait de capital ou d'un afflux de travail sous l'empire des causes les plus diverses. La recherche des causes nous a également appris que l'inadaptation pouvait recouvrir un phénomène de désajustement, de dissociation du capital et du travail, ce qui suppose, à l'encontre de notre première hypothèse, la réunion antérieure de ces deux facteurs.

Cette différence notable dans la formation du chômage laisse entrevoir l'existence de deux situations économiques dissemblables, ou peut-être encore mieux, de deux mouvements contradictoires. Le non-ajustement procède, en effet, d'un effort d'adaptation ou plus exactement d'agrégation du travail et du capital; or, cet effort est toujours déçu par la faiblesse du capital, elle-même toujours relative à la grandeur de la quantité du travail à mettre en œuvre; elle provient, nous l'avons établi, soit du fait du capital qui diminue ou se répartit inharmonieusement par rapport au travail, soit aussi du fait du travail, dont la quantité grandit en dépit de la constance de la capacité d'absorption du capital. Mais, dans cette hypothèse, l'analyse n'indique pas qu'il y ait un lien entre le travail et le capital, il existe simplement une

variation indépendante de deux facteurs qui tendent à un même but, coopérer à la production, sans toutefois pouvoir l'atteindre, d'où il résulte qu'il y a simplement une insatisfaction de la tentative de lien ou, encore, de la tentative d'agrégation. Ce qui révèle à l'observation l'existence de cette tentative, c'est le caractère de disponibilité que présentent le capital et le travail, le désir et la possibilité qu'ils ont ou plutôt que possèdent leurs détenteurs de les employer dans l'œuvre de production, vraisemblablement aux fins économiques de recevoir, en retour, un intérêt ou un salaire.

Tout autre, au contraire, se révèle le phénomène de désajustement; à l'origine du chômage, le lien existait bien entre les deux facteurs, et, si l'on veut emprunter le langage des chimistes, le corps producteur était parfaitement constitué de deux quantités en proportions stables, ayant d'ailleurs beaucoup d'affinité l'une pour l'autre : le capital et le travail.

Or, sous l'empire des causes que nous avons étudiées, cet agglomérat économique, qui n'est autre que l'emploi, peut devenir instable et même se désagréger complètement; l'étincelle électrique décompose l'eau, un choc la nitro-glycérine, l'emploi se voit également détruit par une inondation, un incendie, une guerre, une crise, un séisme. Mais ici de telles causes ont pour effet la libération, le « dégagement » du travail de la formule productrice; cette désagrégation se produit le plus souvent, à notre époque, par l'aliénation du caractère disponible du capital ou même par sa mort, car on ne voit plus en effet, du moins en Europe, des lois privatives de la liberté du travail arracher des hommes à leur tâche professionnelle comme au temps des Corporations de métiers.

§ 2. — Le rapport du capital et du travail
dans l'état de chômage : pénurie et pléthore.

Comme l'emploi, le chômage reste bien l'expression d'un rapport entre le capital et le travail où, d'après notre définition provisoire, l'un des membres, le travail, serait parfois trop abondant, et l'autre, le capital, parfois trop restreint. Cette conception du jeu des deux éléments de la formule implique donc que la responsabilité du chômage peut incomber aussi bien au travail qu'au capital, et en cela rien de plus juste; mais il implique aussi que le rapport est purement quantitatif puisqu'il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, d'une pénurie et d'une pléthore. En fait, nous aurons à nous demander ultérieurement si la qualité des deux facteurs ne joue pas aussi bien que leur quantité; pour l'instant, nous nous en tiendrons plus spécialement au simple énoncé de la notion provisoire, dont on doit préciser les termes à la lumière des faits précédemment établis. Or, en admettant qu'il y ait un rapport uniquement quantitatif entre les deux termes de la production, on ne rendrait pas compte de tout le chômage si l'on disait que l'inadaptation procède d'une pénurie de capital ou d'une pléthore de travail. La recherche des causes nous indique, en effet, qu'il peut y avoir du chômage lorsqu'il existe une quantité de travail et une quantité de capital disponibles suffisantes pour assurer l'emploi : cela se produit évidemment au cas d'anarchie du marché du travail ou du marché de capital, lorsque les facteurs productifs sont également disponibles, mais ne peuvent se joindre faute de connaître réciproquement leur existence et leur intention. Dans cette hypothèse, il peut ne pas y avoir pénurie ou plé-

thore, mais seulement l'absence de ce lien, de cet ajustement dont nous parlions tout à l'heure; est-ce à dire que, de ce fait, la formule provisoire se révèle sur ce point partiellement fausse ou même très inférieure à celle que nous pourrions imaginer maintenant? A bien réfléchir, ce serait une erreur de le croire; la formule provisoire n'a que le seul défaut d'être trop générale. Même dans ce cas très spécial où capital et travail nécessaires pour assurer l'emploi ne peuvent se rencontrer malgré leur caractère disponible, tout se passe comme s'il y avait réellement une rupture d'équilibre, mais celle-ci, loin d'être réelle, ne fait qu'exister dans la pensée des détenteurs des capitaux comme dans celle des travailleurs, car les uns comme les autres ne peuvent croire que ce qu'ils voient, c'est-à-dire un état de fait néfaste à l'emploi. Il reste vrai qu'aux yeux des détenteurs du travail il existe une pénurie de capital à mettre en œuvre et par contraste une trop grande abondance de travail; mais il reste également vrai, pour les détenteurs de capitaux, que le chômage provient d'une pléthore de travailleurs, car, en poussant le raisonnement jusqu'à son extrême limite, on constate que le capital s'emploie toujours, même s'il doit aller jusqu'à la congestion des centres d'activité qui gaspilleront ses réserves bienfaisantes. Si l'anarchie du marché du travail paraît avoir pour effet de laisser inoccupés des emplois disponibles, l'anarchie du marché des capitaux paraît avoir pour effet de ne pas créer d'emplois nouveaux, comme le demanderait un intérêt social bien entendu.

Mais, jusqu'ici, nous n'avons fait que parler d'une façon bien générale, suivant en cela les termes de notre notion provisoire de chômage; en fait, la recherche des causes

nous a conduit à faire des distinctions multiples au sujet du travail, du capital et même de la production, ne serait-il pas le moment d'en faire état, d'autant que, pour reprendre le raisonnement antérieur, il peut y avoir pléthore de capital et pénurie de travail, disponibilité de l'un et de l'autre, avec connaissance réciproque de cette disponibilité sans que cela puisse donner lieu à l'emploi; il faut donc que le capital, le travail ou la production à laquelle ils s'appliquent présentent une nature particulière.

§ 3. — La diversité de nature du capital, du travail et de l'œuvre de production.

La communion du travail et du capital ne s'effectue qu'en vue de coopérer à une production bien définie, ce qui implique déjà une spécialisation certaine en vue du but à obtenir, qu'il s'agisse d'un produit matériel, d'une marchandise, ou au contraire d'un produit immatériel comme un service. A ces différentes productions correspondront nécessairement des qualités différentes de travail et de capital; la grande distinction du capital en nature et du capital en valeur s'impose donc plus que jamais; sans doute le capital en valeur reste le fondement de toute production puisqu'il rémunère le travail et qu'il provoque ainsi la prestation du service, mais le capital en nature n'est pas moins nécessaire que le capital en valeur pour assurer la fabrication des marchandises; or, nous l'avons vu à plusieurs reprises, son affectation à certaines productions entraîne l'égale affectation du travail au service de ce capital en nature ⁽¹⁾; il

(1) Cf. *supra*, notre part. III, tit. I, chap. II, sect. II, § 3, al. 2.

en résulte que le travail ne doit pas être regardé idéalement comme une entité sur laquelle les faits n'ont pas de prise : il se présente, au contraire, aux yeux de l'économiste, comme un rapport, comme une combinaison de force et d'intelligence humaines appliquée à produire certains effets; de même que le capital, le travail se spécialise dans le sens réclamé par l'œuvre de production, il adapte donc sa nature aux nécessités présentes, il devient un moyen pour une fin. Or, comme toutes les fins ne se ressemblent, les moyens doivent également différer, et il est évident qu'à un capital d'une certaine forme ou même simplement destiné à telle œuvre de production ne peut correspondre un travail destiné à une production différente; ainsi est vérifiée l'affirmation précédemment émise qu'il peut y avoir du capital et du travail disponibles, n'ignorant point leur présence, sans que cependant ils puissent se conjuguer dans un commun effort productif.

§ 4. — La véritable notion de chômage.

Arrivés à ce point de nos développements, il n'est peut être pas inutile de mesurer le chemin parcouru et de relever dans quelques propositions les précisions que l'on doit à la recherche des causes du chômage.

Le chômage reste bien l'inadaptation du capital et du travail, mais une inadaptation par non-ajustement ou par désajustement de ces deux facteurs. D'autre part, le capital et le travail présentent forcément une nature particulière, parce qu'affectés à une production elle-même particulière, soit qu'elle ait pour but la fabrication, lorsqu'il s'agit de marchandises, d'une certaine catégorie de marchandises; soit, lorsqu'il s'agit de services, la prestation d'une certaine catégorie de services.

Enfin, le désajustement a lieu à la suite d'une pénurie de capital par rapport au travail disponible ou d'une pléthore de travail par rapport à ce même capital; mais, dans la mesure où le lien seul ne peut être établi, c'est-à-dire au cas de non-ajustement des deux facteurs, la pléthore ou la pénurie paraît être plus fictive que réelle.

En tenant compte de toutes ces observations nous aboutissons à la formule finale qui reflète définitivement, à nos yeux, la nature économique du chômage involontaire :

Le chômage est l'état de non-ajustement ou de désajustement d'un capital et d'un travail spécialisés dans une production définie, matérielle ou intellectuelle, à la suite d'un retrait du capital par rapport au travail disponible ou d'une trop grande abondance de travail par rapport au capital également disponible; la pénurie de l'un et la pléthore de l'autre pouvant être aussi bien réelles que virtuelles dans la première hypothèse d'inadaptation.

Une pareille formule n'est pas, comme on pourrait le croire, le simple terme d'un jeu d'esprit, d'une tentative d'abstraction; à sa conception paraît se rattacher un certain nombre d'intérêts.

SECTION II

LES DIVERS INTÉRÊTS QUE PRÉSENTE LA NOTION DÉFINITIVE DU CHÔMAGE INVOLONTAIRE

Ces intérêts sont nombreux, une simple énumération en fera ressortir toute l'importance et toute la nouveauté que l'on avait pu qualifier de révolutionnaire dans notre introduction, alors que la logique des raisonnements postérieurs les fait admettre à cette place d'une façon très naturelle.

La notion économique de chômage involontaire que nous venons de formuler tient compte de la vitesse et de la force d'action des causes du chômage, consacre l'unité du travail et celle du chômage malgré la variabilité de leurs manifestations, nie que le chômage soit seulement spécial à la société capitaliste moderne, établit enfin qu'il ne coïncide pas forcément ni avec la perte du salaire, ni avec une offre de bras supérieure à sa demande.

§ 1. — La consécration de l'unité du travail et de l'unité du chômage. L'expression de la vitesse et de la force d'action des causes du chômage.

Le chômage naît dans une production définie, qu'elle soit matérielle ou intellectuelle, et le facteur travail conforme nécessairement sa nature aux exigences de la production; si celle-ci est essentiellement intellectuelle, si elle a pour fin la prestation d'un service, le travail sera intellectuel; dans le cas contraire, le travail pourra n'être que manuel. Par cela même, on constate que le chômage peut atteindre aussi bien le travail intellectuel que le travail manuel, qu'il consacre donc l'existence d'une unité de travail en face de ses manifestations. Cette idée n'est pas si ancienne qu'on éprouve quelque satisfaction à la voir confirmée par notre notion de chômage; ce n'est, en effet, qu'en avril 1928 qu'elle a été l'instigatrice, à la 39^e session du Conseil d'administration, de la création de la Commission consultative des travailleurs intellectuels parce que ces derniers présentaient, à l'imitation des travailleurs manuels, une unité de revendications essentielles : lutte contre le chômage, relèvement de la rému-

nération du travailleur, moindre durée du travail, souci de la dignité du travailleur ⁽²⁾.

Mais il y a plus encore, la notion définitive de chômage involontaire tirée de la recherche des causes explique avec plus de clarté que la notion provisoire, l'unité du chômage, qu'il soit complet, partiel ou même qu'il corresponde au sous-emploi, parce qu'elle met en œuvre l'expression de la vitesse et de la force d'action des causes, de même que l'idée, relevée antérieurement, de la spécialité du travail et du capital. L'analyse des trois expressions du chômage apportera donc une confirmation éclatante aux déductions postérieures.

Le chômage complet correspond, pratiquement, à la perte totale de l'emploi; théoriquement il s'analyse en une séparation complète du travail et du capital. Or, la recherche des causes a fait excellemment apparaître des hypothèses dans lesquelles les conditions énoncées étaient remplies. Que l'on se souvienne en effet des cas de non-ajustement du capital et du travail : l'apport de l'immigration venant, par exemple, encombrer de main-d'œuvre un centre d'activité où tous les emplois sont déjà tenus; ou, plus vraisemblablement encore, une absence néfaste d'orientation professionnelle aiguillant à l'aveugle des masses de travailleurs sur des points déjà congestionnés; nonobstant l'hypothèse de la substitution, toujours possible, d'un travailleur à un autre dans un emploi donné par suite de la moindre cherté du travail du second arrivant ou de sa plus grande habileté professionnelle, il y a de fortes chances, dans les deux cas précités, pour

(2) *Revue internationale du travail*, oct.-nov. 1928. Etude publiée à la veille de la première session de la Commission consultative des travailleurs intellectuels qui devait se réunir à Genève le 22 octobre 1928.

que les nouveaux travailleurs, inoccupés mais disponibles, soient voués au chômage complet, du fait qu'aucun lien ne s'établit entre le travail qu'ils mettent en vente et le capital disponible.

Mais, d'autre part, la naissance du chômage complet n'est pas toujours due à ces deux circonstances. Ne peut-on se souvenir encore de celui qui survient à la suite de l'intervention d'une cause venant avec une force, une soudaineté et une brusquerie imprévues, rendre indisponible ou même anéantir d'une façon complète la totalité d'un capital dont l'existence servait de support à de nombreux ouvriers; c'est ainsi que nous avons signalé l'action de ces causes types comme l'incendie, l'inondation, le blocus, le séisme. Ce mode d'obtention du chômage nous fait prendre connaissance avec la force d'action des causes du chômage : si au non-ajustement du capital et du travail correspond l'absence de lien entre les deux facteurs, le phénomène de désajustement brusque fait ressortir parfaitement, sous la violence de la cause, le bris total du lien auparavant établi.

Mais il reste encore une autre question à se poser : n'est-il pas possible d'allier l'idée de chômage complet à celle de désajustement lent? Les faits ne paraissent pas s'opposer à cette conception, bien qu'ils nous obligent à tenir compte à la fois de l'action lente des causes, de la spécialité du capital et du travail et des stades moins accusés que le chômage complet : le sous-emploi et le chômage partiel.

L'action lente des causes du chômage se fait surtout sentir, suivant nos observations consignées aux titres II et III, lors d'un phénomène de consommation; elle détermine l'imperfection de l'échange et, corrélativement, la

lente diminution de capital disponible. La longue évolution de la rupture d'équilibre entre l'emploi du capital et celui du travail s'explique par l'effet très indirect de la cause lointaine, qui doit, pour ainsi dire, se frayer un passage au travers des innombrables facteurs du milieu économique qui, s'ils renforcent parfois son action, quelquefois l'atténuent et souvent la retardent. La perte de capital ne se réalise donc pas d'un seul coup, mais à l'issue d'une opération dont elle est le terme, au règlement de compte, c'est-à-dire à la fin du marché. Or, nous ne pouvons oublier que celle-ci n'intervient jamais, puisque le marché économique, qui est un marché ouvert, ne peut avoir réellement un terme; il en résulte que la perte du capital correspondante à la mauvaise solution du marché peut être s'affirmant sans jamais cependant s'affirmer d'une façon définitive; l'indisponibilité du capital peut donc apparaître comme une variable qui ne se fixerait jamais d'une façon absolue.

Ce sont bien ces réflexions qu'a paru confirmer l'étude des causes du chômage. Qu'il s'agisse de la diminution globale ou relative de la demande par manque de besoin ou de désir de la part du consommateur, qu'il s'agisse de la surabondance ou de la cherté de l'offre, on se trouve toujours en face d'une estimation, d'un marché, d'un ajustement de l'offre à la demande, d'un procès économique, c'est-à-dire d'un problème dont la solution, bonne ou mauvaise, réclame un délai pour s'effectuer. Ce délai déjà indéterminé mais existant peut être encore augmenté par la lenteur d'action de la cause; nous avons vu qu'il existe des causes de chômage dont la manifestation aussi rapide que brutale ne laisse aucun doute dans l'appréciation de leur effet. Au contraire, d'autres causes, la

plupart même de celles qui provoquent le chômage, n'éprouvent pas le marché du travail avec la même force; elles ne frappent pas, elles agissent; leur effet, pour n'en être pas moins grave, est cependant beaucoup plus lent. Cette lenteur, loin d'être néfaste, est comme le contre-poison de l'effet même de la cause; elle facilite les réactions et les adaptations du milieu économique, par cela même elle tend à reculer la date d'apparition du chômage complet. La pénurie de l'or, si elle est de quelque effet sur le chômage, ne se fait pas sentir du jour au lendemain, non plus que la diminution de la population consommatrice, l'ouverture et la fermeture de certains marchés ou la substitution d'un produit à un autre produit. On peut parler dans le même sens d'autres causes dont l'effet se fait sentir plus rapidement peut-être, bien qu'à une échéance encore assez lointaine : ainsi, par exemple, l'état déficitaire de la balance des comptes, l'inflation ou la déflation, la concurrence et même la mode.

Lorsque ces causes agissent dans un sens que nous avons antérieurement défini comme devant donner naissance à du chômage, on ne peut dire que l'emploi, pris au sens large du terme, est mort, mais qu'il est malade, qu'il est quelquefois bien malade, ou même qu'il se meurt; sous l'action de la cause lointaine, ses possibilités vont se rétrécissant comme la peau de chagrin, à moins que des forces contraires ne rétablissent l'équilibre en annihilant l'action néfaste de la cause. Que la mode fasse délaisser les chapeaux hauts de forme, cela ne signifie pas que le nombre de travailleurs employés à les fabriquer doit se transformer instantanément en un nombre de chômeurs complets, cela signifie simplement qu'il y a plus de chances de voir dans cette industrie le nombre des

chômeurs complets grossir qu'il n'y en a de le voir diminuer : la mort d'une industrie n'implique pas, nous le savons, la mort corrélatrice de l'emploi, car il faut compter avec la création d'emplois nouveaux et avec le phénomène du transfert de la main-d'œuvre.

Ainsi, la conception du désajustement lent nous amène-t-elle à la conception non moins intéressante d'un chômage moins accusé que le chômage complet : le chômage partiel et le sous-emploi; tandis que le premier correspondait à la mort de l'emploi, le second et le troisième correspondent, au contraire, à son état de maladie ou même, lorsque le cas est presque désespéré, à son état agonique.

Lorsque le chômage se produit à la suite d'un phénomène de consommation, l'action de la cause lointaine n'a pas d'autre résultat que de diminuer le capital disponible nécessaire au maintien de la production, mais rien ne prouve, tout au moins dès l'instant où l'action de la cause commence à se faire sentir, que le capital productif, qui paraît aujourd'hui en diminution, ne sera pas demain en augmentation; ainsi la dynamique de l'économie nous apprend que, parallèlement à l'action de la cause lointaine, la disponibilité du capital est un facteur en action qui ne saurait toujours s'évaluer d'une façon absolue.

La richesse réelle ou virtuelle du consommateur en produits d'échange, ou même la richesse réelle ou virtuelle de l'entrepreneur en capital à investir dans l'entreprise détermineront ce dernier à produire telle ou telle quantité de marchandise; ainsi pourra se trouver limitée la vitesse de rotation des machines et même prévu, pendant quelques unités de temps, l'arrêt de certaines

de ces dernières; il se produit donc, malgré la constance théorique de l'emploi, un chômage consistant effectivement, de la part de l'entrepreneur, à rendre indisponible le capital productif pour une fraction de temps que l'on peut ou non mesurer; ce phénomène se produit d'une façon tout à fait anormale, d'ailleurs en accord avec l'ambiance économique du moment.

En particulier, lorsqu'il s'agit du sous-emploi, le ralentissement de la production voulu par l'entrepreneur sous la pression des événements amène un ralentissement dans l'usage de l'effort de travail; le capital n'est plus disponible dans la large mesure où il l'était lors de la prospérité générale de l'entreprise; on en dispense l'emploi comme à regret; il s'ensuit que le chômage est difficile à mettre en évidence puisque le procès productif continue de courir sans arrêt quoique avec plus de lenteur; le chômage de l'individu ne peut guère s'apprécier que par un moindre rendement, ou même, dans son état le plus accusé, par une oisiveté intermittente, dont chaque unité, appréciable sur la base d'une unité de temps aussi petite que la minute ou la seconde, ne peut être vraisemblablement prise en considération par les statistiques dont on dispose.

Toutefois, l'action de la cause lointaine peut devenir plus pressante que par le passé; le capital en valeur disponible pour l'œuvre de production a diminué à tel point que l'entrepreneur, en présence de ses machines et de ses ouvriers, se trouve dans l'obligation de cesser une production par trop onéreuse, une seule solution lui reste : l'arrêt des premières et le licenciement des seconds; ainsi, le procès économique peut aboutir au chômage complet, même dans

l'hypothèse d'un désajustement lent du capital et du travail.

Il reste maintenant à pénétrer les raisons qui font que le sous-emploi et le chômage partiel précèdent souvent le chômage complet et lui sont quelquefois préférés.

§ 2. — Chômage partiel et sous-emploi.

Le rôle de la spécialisation du travail et du capital.

Nous avons déjà pu relever la raison d'être du chômage partiel et du sous-emploi ⁽³⁾; mais nos explications antérieures peuvent encore être précisées au moyen de l'étude des causes.

Il importe d'abord, lorsqu'on parle des sous-emplois, de voir dans ce phénomène une véritable forme de chômage et non une simple baisse du rendement. La nuance est délicate, à tel point qu'elle peut abuser l'économiste, aussi convient-il de l'exposer plus précisément.

Tout sous-emploi se traduit par une baisse du rendement, mais toute baisse du rendement n'est pas du sous-emploi; en effet, dès l'instant où la baisse du rendement provient du jeu même de la simple production matérielle, soit qu'elle puisse être le fait des machines ou des ouvriers, c'est-à-dire de l'état défectueux des premières ou de la moindre assiduité des seconds, on ne peut dire qu'elle caractérise un état de chômage; au contraire, lorsque la baisse du rendement a des causes plus profondes et qu'elle correspond à une limitation pour ainsi dire volontaire de la quantité produite, on peut dire que l'oisiveté ouvrière est forcée et que dès lors il y a chômage; pour synthétiser

(3) Cf. notre part. III, tit. III, chap. II, sect. I, § 2, al. 2^o.

cette distinction, il suffira de penser que l'agent moteur de la simple baisse du rendement provient des facteurs internes de la production, tandis qu'il provient, lorsqu'il s'agit du sous-emploi, c'est-à-dire du chômage, des facteurs supérieurs et externes de la production. D'un côté, la baisse de rendement est un simple effet de facteurs simples, de l'autre un effet indirect de causes profondes.

Quoi qu'il en soit de cette distinction, il n'en reste pas moins établi que le sous-emploi comme le chômage partiel trouve surtout sa justification dans le désir qu'a l'employeur de conserver sa main-d'œuvre le plus longtemps possible, même au prix du sacrifice du salaire lorsqu'il s'agit de sous-emploi, ou même au prix d'une amélioration du rendement et d'un sacrifice économique lorsqu'il s'agit du chômage partiel.

Mais on s'étonnerait à bon droit de voir une partie de l'humanité ainsi animée de l'esprit de sacrifice au profit du monde des travailleurs si l'on ne comprenait qu'un employeur a quelques raisons d'agir comme il le fait. Son secret désir de licencier la main-d'œuvre en excès se heurte au double obstacle que crée dans la production la double spécialisation du travail et du capital.

Pour produire suivant des données modernes, l'entrepreneur est obligé, nous l'avons vu, de transformer pour ainsi dire une partie du capital en valeur, en capital en nature; déjà de ce fait, l'entreprise est grevée d'un certain nombre de frais fixes et d'une obligation essentielle, à savoir de continuer la production sous peine de voir l'outillage se détériorer dans l'inaction. Mais la marche d'une machine ne vas pas sans l'emploi d'un nombre défini d'ouvriers, d'où l'obligation seconde d'avoir un personnel égal,

au minimum, à celui qui est nécessité par la marche des machines. Ainsi la spécialisation du capital nécessite d'emblée l'emploi d'un certain nombre d'hommes. On doit ajouter que certains individus déploient dans leurs fonctions une habileté qui ne s'acquiert qu'avec un apprentissage, d'où, encore, la nécessité de conserver un personnel bien doué pour l'exécution de tâches particulières; et c'est ainsi qu'il importe d'avoir des égards pour la spécialisation du travail.

Ainsi donc, d'une part, la spécialisation du capital réclame une certaine quantité de travail et même une certaine qualité de travail; d'autre part, la nature de la fabrication postule également au sein d'une entreprise l'usage d'une certaine qualité de travail, de sorte que l'employeur, qui n'ignore pas toute la difficulté qu'il y a à posséder au moment voulu une main-d'œuvre à la fois suffisante et suffisamment expérimentée, conserve le plus longtemps possible celle qu'il a sous la main et qui lui donnait satisfaction. Cela est si vrai qu'il n'hésitera pas à se séparer, lorsque la nécessité se fera pressante, des membres les moins qualifiés de son personnel, c'est-à-dire de ceux dont le remplacement est le plus facile.

Ce sont ces idées qui, inexpliquées dans notre notion provisoire du chômage, se sont développées et précisées au cours des développements sur le chômage directement acquis par désajustement du capital et du travail et, en particulier, lors de l'étude du machinisme et des causes de la non-mobilité du capital et du travail. Elles nous amènent à affirmer que le chômage ne coïncide pas forcément avec la perte du salaire, pas plus qu'il ne résulte d'une offre de bras supérieure à sa demande.

§ 3. — Le chômage ne coïncide pas toujours
avec la perte du salaire.

La conservation de la main-d'œuvre dans une industrie en proie au chômage ne peut guère s'effectuer que lorsqu'un lien puissant rattache encore l'ouvrier à sa tâche, c'est-à-dire lorsqu'il existe encore un salaire. Ce salaire est sans doute fortement diminué au cas de chômage partiel puisqu'il correspond, le plus souvent, aux heures ou aux journées de travail effectivement faites, mais son pouvoir de rétention est encore assez grand puisque les chômeurs partiels peuvent espérer vivre de ce maigre salaire en attendant des jours meilleurs, alors que le chômeur complet n'a d'autre solution que de chercher du travail dans une autre localité ou dans une profession similaire. Au reste, comme nous l'avons laissé entendre, l'employeur paie assez cher cette conservation de la main-d'œuvre, car il aurait tout intérêt, pour augmenter son rendement, à licencier complètement les ouvriers les plus inaptes plutôt que de réduire aveuglément le temps de travail des plus actifs ou des plus qualifiés.

Au cas de sous-emploi, le sacrifice de l'employeur est encore plus net; il supporte à la fois la perte que lui occasionne l'attribution de la totalité des sommes mentionnées sur le bordereau des salaires, en même temps que celles dues à la baisse du rendement. Il est vrai qu'à cette phase embryonnaire du chômage l'employeur attend que les événements se précisent pour prendre une décision le conduisant à admettre fatalement le chômage partiel ou même le chômage complet.

Dans l'hypothèse du sous-emploi, qu'on le veuille ou

non, l'idée du chômage rémunéré doit être admise pour aussi contradictoire qu'elle paraisse avec les préjugés économiques en honneur jusqu'ici. En allant plus loin encore, on pourrait distinguer quelquefois, dans le chômage partiel, l'existence du sous-emploi et, par là même, d'un chômage également rémunéré.

Nous avons eu déjà l'occasion de dire ⁽⁴⁾ que le développement des trois stades du chômage, lors d'une cause intervenant à la suite d'un phénomène de consommation, ne se faisait pas toujours d'une façon aussi harmonieuse que celle adoptée pour les commodités de l'analyse : il peut y avoir coexistence, au sein d'une entreprise, de chômeurs complets, de chômeurs partiels et de sous-employés; mais les sous-employés peuvent être aussi bien des chômeurs partiels que des travailleurs occupant la totalité de leur emploi; cela doit arriver lorsque les conditions économiques empirent, c'est-à-dire lorsque ne suffisent plus les premières mesures prises par l'employeur : celles qui consistent en réduction totale et partielle d'emploi; un rétrécissement ou une indisponibilité nouvelle du capital a provoqué derechef le chômage; les chômeurs partiels, eux-mêmes, n'arrivent plus à employer toute leur activité, malgré la durée plus réduite de leur temps de travail : ils sont donc aussi des sous-employés et, dans cette mesure, leur chômage se trouve rémunéré.

Cette idée de rémunération du chômeur ne le cède pas en nouveauté à celle consistant également à affirmer que le chômage ne résulte pas forcément d'une offre de bras plus grande que sa demande.

(4) Cf. notre part. I, chap. II, sect. IV.

§ 4. — Le chômage ne se résout pas forcément en une offre de bras supérieure à sa demande. L'élargissement de la thèse anglaise du sous-emploi.

La notion courante du chômage admet que ce dernier est l'effet d'une offre de bras plus grande que sa demande ⁽⁵⁾; on pourrait se déclarer satisfait d'une pareille explication si elle rendait compte de tout le chômage; or elle est loin de donner une idée de cette situation, en apparence paradoxale, où, l'offre de bras étant égale à sa demande, il n'en existe pas moins du chômage : cela se produit toutes les fois qu'il y a un désajustement du capital et du travail coïncidant avec la conservation par l'employeur de l'ensemble de ses ouvriers. Ici encore nous retombons dans ce cas de chômage que nous avons appelé sous-emploi. Ici encore nous ne pouvons que nous féliciter de l'établissement d'une notion économique du chômage, qui nous permet de caractériser ce dernier à l'aide du rapport du travail au capital et non grâce à celui de l'offre à la demande; ce dernier ne nous apprendrait rien sinon qu'au sein d'une entreprise déterminée il ne peut y avoir du chômage s'il existe une compensation entre l'offre et la demande de bras; il serait donc impossible de rendre compte de cette idée de conservation de main-d'œuvre

(5) C'était là, en particulier, la pensée du Professeur d'Ambrosio, pour ne citer que lui : « En réalité, le chômage provient toujours du fait que l'offre de travail dépasse la demande, circonstance qui a pour résultat de provoquer la baisse des salaires, mais dans une certaine mesure seulement, au-dessous de laquelle les ouvriers ne peuvent réduire leurs prétentions, puisque, en règle générale, ils doivent travailler pour vivre et que cette marchandise d'un genre spécial que constitue le travail ne peut être mise en réserve dans l'attente de temps meilleurs. » (Art. cit., p. 276.

au sein même de l'industrie et par là d'apporter un élargissement nécessaire à la conception anglaise du sous-emploi telle qu'elle a été résumée par M. Malègue dans son ouvrage sur le chômage casuel.

Les auteurs anglais particulièrement spécialisés en matière de chômage, entre autres J. S. G. Heath, B. S. Rountree et Sir W. Beveridge, distinguent fréquemment entre deux états de chômage, l'un qu'ils appellent *l'unemployment* et l'autre *l'underemployment* : « L'unemployment, qu'on traduit d'ordinaire par le mot chômage, est l'interruption momentanée, et pour un temps plus ou moins long, d'une série d'engagements continus. Il constitue, pour user d'analogie physiologique, un état anormal pathologique, dans une carrière de travail dont l'état normal est d'être régulière et stable. L'underemployment n'est ni un état de chômage, ni un état de travail. Il est tout simplement le statut économique du travailleur dans les industries à engagements discontinus. Le mot exprime l'état d'incertitude, l'instabilité des ouvriers pour qui le chômage est aussi normal que le travail puisqu'il est de la nature de leur industrie de leur fournir un jour du travail et de ne pas le leur continuer le lendemain. » (6). Lorsqu'on descend un degré dans l'échelle du chômage, on en arrive au niveau où le travailleur n'obtient plus que du travail de rencontre, il devient alors un *casual worker*, un travailleur casuel.

Ainsi la notion anglaise du sous-emploi telle qu'elle a été décrite par M. Malègue est totalement différente de celle que nous avons été conduits à élaborer. En particulier, elle admet bien l'idée de la conservation de la main-

(6) J. Malègue, *op. cit.*, p. 2.

d'œuvre puisque le sous-employé est réduit au chômage en attendant une occupation que son industrie ne lui dispense pas tous les jours, mais cette conservation de main-d'œuvre s'effectue pour ainsi dire à l'extérieur de l'industrie : l'entrepreneur n'aura qu'à reprendre les personnes qu'il avait auparavant licenciées. Au contraire, notre notion du sous-emploi, si différente de la notion anglaise, nous amène à considérer l'existence de la conservation de la main-d'œuvre au sein même de l'industrie atteinte de chômage. Dans les deux cas, le moyen de conservation sera le même : le salaire, mais au cas du sous-emploi anglais et surtout au cas de travail casuel, qui n'est que l'exaspération de ce premier état de chômage, le salaire attribué pour la journée de travail sera suffisamment élevé pour faire vivre le travailleur lors de son oisiveté involontaire; au contraire, dans l'hypothèse du sous-emploi, telle que nous l'avons définie, le salaire sera attribué à l'individu malgré la révélation d'un certain état de chômage. C'est ainsi que notre notion économique de chômage vient ajouter encore quelques nouveautés aux idées courantes.

II

PROPOSITIONS

D'une façon générale on s'entend sur le fait que le chômage est un mal; rares, en effet, sont ceux qui pensent, comme le Professeur Cannan, qu'il rentre, lorsqu'il est assuré, dans le cours normal des améliorations modernes : « Je suis d'avis, disait-il, que nous devons nous attendre à une moyenne plus considérable de chômeurs dans l'avenir que dans le passé. Je ne le déplore pas outre mesure. Il est naturel qu'au fur et à mesure que la société devient plus riche et plus civilisée elle renonce à forcer les gens au travail en affamant leurs enfants. » (7).

Mais si l'on voit un mal dans le chômage, on oublie très souvent d'en dire toute la nature, car, aveuglés qu'ils sont par le point de vue social, les auteurs négligent fatalement tout ou partie du point de vue économique.

SECTION PREMIERE

LE CHÔMAGE EST UN MAL

Le chômage est un mal à la fois économique et social; s'il atteint l'individu, il atteint aussi son patrimoine.

Sur le mal social, tout a été dit depuis que le chômage existe, puisque c'est la misère de l'ouvrier qui l'a fait prendre en considération. C'est ce que constatait récem-

(7) B. I. T., *Les problèmes du chômage en Grande-Bretagne*, p. 52.

ment encore le directeur du Bureau international du travail, ce qui ne l'empêchait pas de donner de nouveaux exemples de cette misère, dont la grandeur relève malheureusement de celle de la crise de 1930 ⁽⁸⁾.

Mais le mal du chômage ne se limite pas à la souffrance de l'individu qui en est directement affecté. Le chômage dépasse l'individu, il est antisocial. Sous son règne, le nombre des suicides augmente, celui des mariages et des naissances diminue; cela est vrai du chômage cyclique, mais cela l'est aussi du chômage saisonnier, pourtant moins accusé; à cet égard, M. Janko précise que « plus la variation saisonnière d'activité est grande, plus est grande aussi la variation saisonnière des naissances vivantes enregistrées neuf mois après la période d'activité envisagée. La génération est plus grande dans le temps où l'activité industrielle s'est améliorée, c'est-à-dire tous les quatre ou cinq mois après l'époque où le chômage sévit le plus, et que c'est, par conséquent, au cours de la période correspondant au treizième ou quatorzième mois que le chiffre des naissances accuse une augmentation remarquable. » ⁽⁹⁾. De même les statistiques font admettre qu'il y a entre mariage et chômage une corrélation inverse. Enfin, les suicides se multiplient quelques mois, généralement un trimestre après la vague de chômage lorsqu'il y a affaiblissement économique du travailleur.

Au point de vue économique, le mal causé par le chômage a été moins bien étudié. A vrai dire, il se manifeste de façons diverses : à la fois par la destruction de la force

(8) Conférence internationale du travail, 15^e session, *Rapport du directeur*, p. 9.

(9) J. Janko, art. cit., p. 234.

de travail que l'individu peut porter en lui et par les pertes industrielles qu'il cause : perte sèche et manque à produire.

La destruction de la force individuelle de travail s'effectue suivant deux processus : une inaction de longue durée peut enlever au chômeur une grande part de son habileté professionnelle, ce fait se matérialisera à la reprise du travail par une baisse notable du rendement; c'était en partie à cette constatation qu'aboutissait l'enquête sur la production lors de son analyse de la vague de paresse d'après guerre, car la guerre avait distrait l'ouvrier de ses occupations du temps de paix et joué au point de vue de sa valeur professionnelle le même rôle qu'un chômage prolongé.

Mais, d'autre part, la baisse du rendement peut survenir aussi du fait que le chômeur, ne trouvant plus de travail pour vivre de son métier habituel, en est réduit à prendre des occupations de rencontre sortant de ses capacités professionnelles; il tombe ainsi dans la catégorie des ouvriers non spécialisés, et en Angleterre, il est de ceux qui sont catalogués sur les livrets du Bureau de placement comme « désireux à s'occuper à n'importe quelle tâche : *willing to take anything* » (10).

La perte de la capacité professionnelle, ou même de l'entraînement, de la simple habileté de l'ouvrier non spécialisé paraît au premier abord moins importante que la perte industrielle due au chômage; celle-ci peut en effet mieux que la première se définir, s'évaluer et se chiffrer.

Déjà, nous avons pu signaler l'action du chômage sur le

(10) Cf. Aleksander Zakrzewski, *Le chômage en Grande-Bretagne depuis 1918, Ses causes et ses remèdes*, thèse Nancy, 1931, p. 19-22.

marché du travail et sur la baisse du rendement de l'ouvrier qui craint de chômer ⁽¹¹⁾. Nous avons pu donner des chiffres sur le montant du salaire des journées perdues pour cause de chômage en 1913 et 1921, aux Etats-Unis et dans certains pays européens ⁽¹²⁾; mais la perte du salaire n'atteint directement que l'ouvrier, elle paraît infime à côté de la perte industrielle que subit l'entrepreneur, à côté de ce qu'on peut appeler son manque à produire par suite du chômage. D'après certaines appréciations de M. Wladimir Woytinsky, ce manque à produire dans l'industrie, évalué d'octobre 1929 à fin 1931 d'après les prix de 1928-1929, avec une majoration de 25 à 33 p. 100 pour tenir compte du déficit du commerce et des transports, serait de 6 milliards de dollars pour l'Allemagne, de 4 milliards pour l'Angleterre, de 19 milliards pour les Etats-Unis, soit 29 milliards au total. Pour l'ensemble des pays d'Europe et d'Amérique, la perte devait dépasser 35 milliards de dollars. Il ajoutait : « La somme de ces pertes est telle qu'on peut difficilement s'en faire une idée précise. Elle représente plus de trois fois la quantité totale d'or du monde et une fois et demie la quantité de monnaie en circulation; près de vingt fois les sommes payées par l'Allemagne, pendant les années 1924 à 1930, au titre des réparations; plus de deux fois la dette intérieure des Etats-Unis et plus que la totalité de l'énorme dette intérieure de la Grande-Bretagne. » ⁽¹³⁾.

Ces chiffres et ces exemples sont assez éloquentes; ils

(11) Cf. *supra*, notre II^e part., chap. II, § 1.

(12) Cf. *supra*, notre III^e part., tit. III, chap. I, sect. I, al. 1^o : Le chômage, facteur indirect de chômage.

(13) Woytinsky, Un remède à la crise : la création d'emploi par une action internationale, *Revue internationale du travail*, janv. 1932, p. 5 et 6.

nous dispensent d'une démonstration plus complète : au double point de vue économique et social, le chômage est bien une manifestation nuisible, un fléau que l'on doit supprimer. Mais peut-on le supprimer ?

SECTION II

ON DOIT TENDRE A LA SUPPRESSION DU CHÔMAGE DIFFICULTÉ DE TROUVER UNE MÉTHODE

Si le chômage est un mal, on doit le supprimer; cette seconde proposition, qui découle nécessairement de la première, traduit une tendance, un effort vers un état économique meilleur que celui où fleurit le chômage; elle s'harmonise avec le caractère vivant du milieu économique, dont le degré de santé ne saurait être le même à toutes les époques; par conséquent, notre proposition s'oppose à tout préjugé, à toute tendance à la cristallisation qui ont figé, au sujet des crises et par conséquent du chômage, aussi bien l'Ecole française que l'Ecole américaine, la première dans un pessimisme désastreux, la seconde dans un optimisme presque insolent, qui a fait dire au président Hoover ces paroles par trop consolantes : « Les économistes fatalistes pensent que les crises sont inévitables et doivent nécessairement se renouveler. Je voudrais leur rappeler que c'est ce qu'on a dit jadis de la typhoïde, du choléra et de la variole. Si la science médicale, dans une attitude de résignation et de faiblesse, avait accepté ces fléaux comme des visites incontrôlables de la Providence, nous les aurions encore parmi nous. Mais ce n'est pas l'esprit de la science moderne. La science se prépare par de patientes recherches pour déterminer la nature et l'origine de la maladie et pour établir les

méthodes de prévention. Telle devrait être notre attitude en face de ces pestilences économiques. Elles ne sont pas des dons de la Providence. C'est ma conviction que leur contrôle, pour autant que leurs causes résident dans nos propres frontières, ne dépasse pas la capacité de nos hommes d'affaires. » (14).

Si donc il peut y avoir évolution vers un mieux économique, de même qu'il peut y avoir évolution vers un chômage grandissant, le problème de la cure du chômage se pose aussi bien dans le temps que dans l'espace; il ne saurait être différent, dans sa conception, d'une action concertée à tous les degrés de l'activité économique en vue d'adapter la production à la consommation, le travail au capital.

L'effort qu'ont fait les divers auteurs en matière de cure a négligé souvent l'idée de temps au profit de celle d'espace, alors que les deux sont indissolublement liées.

Un procédé qui leur est familier consiste à rechercher dans un pays les causes de chômage, à les classer, puis à trouver un remède à chacune d'elles. Invariablement, ils aboutissent à l'analyse d'une situation à une époque donnée, avec la classification obligatoire des troubles en troubles nationaux et internationaux, sans pouvoir exactement définir la portée à accorder à chacune des causes envisagées dans le trouble total, ni sans pouvoir, par conséquent, exactement proportionner l'importance du remède à celle du mal.

Il y aurait donc intérêt à tenir compte davantage de l'intensité de la cause, dont on ne juge d'ailleurs que très approximativement par l'intensité de l'effet. En

(14) *The United States Daily*, 3 oct. 1930.

admettant d'une façon grossière que la cause et l'effet soient liés d'une façon directe, ce qui, nous le savons, constitue une grave erreur économique, nous serions en droit de penser que les causes de chômage pourraient se classer, en vue de l'application des remèdes, à la fois au point de vue de leur intensité, de leur répétition et même de leur localisation dans l'espace. En procédant ainsi on obtiendrait :

- 1° Des causes de chômage dont le caractère est accidentel, c'est-à-dire limité le plus souvent quant au temps et quant au lieu, comme les guerres, les sinistres, les mauvaises récoltes;
- 2° Les causes dont le caractère paraît également limité quant au temps, mais dont la portée est internationale, comme les variations de la valeur monétaire provoquées par les crises du change ou la rareté de l'or;
- 3° Les causes de chômage à caractère permanent comme la concurrence, le machinisme, la pratique douanière, l'inégalité de poids des lois sociales dans les divers pays et la variation des impôts;
- 4° Les causes de chômage qui présentent une certaine régularité, une certaine périodicité malgré leur inégale gravité : la mode, les variations saisonnières, le cycle économique.

A la vérité, cette classification présente un fondement peu solide; nous avons vu ce qu'il fallait penser de la régularité du cycle économique, de celle de la mode, dont l'influence n'est pas toujours régulière, et qui, même dans ce cas, n'affecte pas forcément à chaque saison les mêmes industries. Toutefois, le principal intérêt de ce départ

réside dans la prise en considération de cette idée de répétition et de cette autre, déjà vieille, de la localisation des causes, de leur « nationalisation ». En effet, le chômage dû aux causes saisonnières paraît plus facile à éliminer par suite de la régularité de leur incidence, de même que le paraît aussi celui dû à des causes locales par suite de la faible portée spatiale de ces dernières.

En résumé, ces différentes classifications affirment la possibilité d'une action contre le chômage, mais leur manque de précision ne permet pas d'en orienter le sens.

SECTION III

COMMENT GUÉRIR LE CHÔMAGE

Etant bien admis que le chômage est un mal curable, il convient de se demander comment il peut l'être, c'est-à-dire quelles sont les directives, la ligne de conduite à suivre en vue de cette action concertée dont nous parlions précédemment.

Notre étude sur le chômage nous a convaincu de ce que celui-ci ne pouvait exister que dans un milieu économique vivant, c'est-à-dire dans l'hypothèse où les données du fameux problème économique étaient sans cesse changeantes.

D'autre part, l'étude des facteurs d'entretien du chômage nous a donné la certitude que, lors des grandes oscillations des facteurs économiques, le capital et le travail, pour des raisons qui leur sont propres, ne peuvent s'adapter aux nouvelles conditions que l'on exige d'eux.

Ainsi, l'analyse nous met-elle en présence de cette contradiction, mère du chômage, à savoir que la vie écono-

mique implique le jeu, c'est-à-dire les variations en quantité ou en direction, des nombreux facteurs économiques et sociaux, alors que certains autres facteurs, comme le capital et le travail, ne peuvent modeler leur jeu sur celui des premiers. La cure du chômage nécessiterait donc :

- 1° Un frein efficace à une instabilité trop grande des conditions économiques;
- 2° Un assouplissement de la mobilité du capital et du travail pour mieux les adapter à des conditions économiques et sociales changeantes.

C'est en partant de ces deux points qu'il y aurait lieu d'examiner les causes du chômage. Leur critique raisonnée ferait peut-être apparaître qu'il y en a d'essentielles pour la formation du chômage et d'autres, au contraire, qui sont plutôt dérivées de faits économiques antérieurs, de telle sorte que, détruisant ceux-ci, on en viendrait à atténuer largement la force de celles-là. Enfin, on s'apercevra que certaines causes de chômage ne peuvent être considérées comme telles, parce qu'elles sont une condition même du progrès économique.

Ainsi, paraît s'établir une hiérarchie de causes, les unes paraissant un peu subordonnées aux autres plus importantes, dont il convient de maîtriser en premier lieu la force et de réduire l'expansion. A titre d'exemple, nous pourrions essayer de donner cette sorte de classification. Comme causes principales, nous admettrons l'action des guerres, des cataclysmes de toute sorte; de la surabondance du travail intellectuel, des produits agricoles, des produits industriels; les facteurs saisonniers, de la mode, des nouveaux foyers de production, de la substitution d'un produit

à un autre, de la diminution de la population consommatrice, de la baisse de valeur du produit agricole, de l'abus des tarifs douaniers et des entraves au commerce international, de la baisse de la valeur de l'argent. Mais si, d'un autre côté, nous supposons que l'on peut se rendre maître de ces causes, nous paraissions en droit de penser que la vertu de certaines autres causes de chômage sera bien atténuée, étant donné qu'elle paraît tirer sa force des troubles antérieurs; ce sera le cas des grèves et lock-out, de la mauvaise répartition des capitaux lors d'une crise de confiance, de la mauvaise répartition du travail à la suite d'une immigration provoquée par les conditions économiques du pays d'immigration; il en sera encore ainsi de l'inflation et de la déflation, de la fermeture de certains marchés, de la cherté de l'offre occasionnée par le poids des impositions ou l'élévation des salaires.

En descendant enfin l'échelle des causes, nous trouvons au dernier degré de la hiérarchie les causes d'aggravation et d'entretien du chômage qui n'ont leur raison d'être, nous le savons bien, que lorsqu'un déséquilibre s'est manifesté.

Pour être complets, nous devons mentionner que nos exposés sur les causes du chômage nous ont convaincu de ce que certains faits, communément admis comme cause de chômage, ne portaient pas nécessairement en eux un vice économique à redresser : ainsi se présentent à nos yeux la concurrence, la rationalisation sous toutes ses formes, et en particulier le machinisme qui sont les conditions mêmes du progrès, lorsque leur action se fait jour d'une façon normale, c'est-à-dire en liaison étroite avec la consommation; dans ce cas, leur effet se limite à la

création d'un chômage de transition, d'un simple déplacement de main-d'œuvre qui sera naturellement justiciable de la deuxième catégorie de mesures à envisager : celle qui vise l'assouplissement de la mobilité du travail et du capital.

Ainsi, nous pouvons à l'issue de cette étude orienter notre action contre le chômage; elle est tout entière fondée sur cette constatation que la prévision économique est toujours à même, en l'état actuel de cette science, de réserver quelques surprises par l'inexactitude de ses résultats; aussi doit-on s'efforcer, malgré sa faiblesse, d'assainir le milieu économique, de le tenir dans un état d'équilibre toujours plus près de la perfection.

C'est pourquoi nous avons pensé qu'il était bon d'écarter par avance tous les motifs d'imprévision, que, par exemple, la suppression des guerres s'impose, que le *statu quo* serait souhaitable en matière douanière et que les variations monétaires et fiscales y gagneraient à voir leur amplitude diminuer.

L'élimination des facteurs d'imprévision est d'ailleurs une règle d'autant plus impérative qu'elle contribue fortement à limiter l'ampleur du jeu des facteurs psychologiques dont l'existence est impossible si les faits économiques paraissent fixés. C'est seulement alors qu'une mobilité accrue du capital et du travail peut avoir une influence salutaire.

Si le problème de la méthode à suivre en matière de cure du chômage paraît être tranché, celui des remèdes reste encore debout; après s'être demandé comment guérir, il importe de savoir avec quoi on doit le faire.

SECTION IV

LES REMÈDES AU CHÔMAGE

Ce nouveau problème vraiment difficile à traiter demanderait l'analyse complète des remèdes proposés et de ceux en vigueur, l'analyse aussi de leur valeur intrinsèque, de leur réussite dans le passé, comme aussi la discussion de leur application et de leur dosage dans certains cas d'espèce actuels. Ce serait là une étude trop longue que la limitation de notre sujet nous défend d'entreprendre, mais qui constituerait sans contredit un prolongement intéressant de notre travail.

Il apparaît cependant que dans les remèdes il faille encore tenir compte de la vieille distinction entre les curatifs et les palliatifs.

1° Palliatifs et curatifs.

La justification de l'usage des palliatifs.

Par palliatif, il faut entendre toutes sortes de mesures qui ne détruisent pas le mal, mais le rendent moins apparent; les palliatifs sont en tout comparables aux anesthésiants qui endorment la douleur de la partie malade sans la guérir. En matière de chômage, les palliatifs sont nombreux; les plus fameux sont, sans contredit, l'assistance financière, quelle que soit la forme qu'on lui donne, et les travaux publics; on peut leur adjoindre la pratique du *short time*, de la réduction de l'offre de bras par l'octroi prématuré d'une pension de vieillesse ou par l'allongement de la durée de la scolarité. Tous ces palliatifs ont été employés en Angleterre sauf ceux concernant la réduction de l'offre de bras, qui n'ont existé que sous la forme

de propositions travailhistes, leur réalisation devant coûter trop cher à l'Etat.

Par contre, l'assistance financière aux chômeurs y a notablement joué sous le nom d'assurance : nous savons ce qu'il faut en penser, de très bons esprits l'ont défendue avec beaucoup d'énergie, alors que, manifestement, dans les pays où elle a sévi, elle s'est plutôt révélée comme une cause de chômage. Sous la forme qu'on lui donne habituellement d'assurance obligatoire, elle crée aux chômeurs un véritable droit à l'indemnité dont on ne peut préciser les limites. Bien que sa faveur remonte aux environs de l'année 1900, il est heureux de voir que, même à cette époque, on avait déjà pu la juger, alors que son inefficacité ne s'était encore que peu révélée; le Professeur Benzacar écrivait dans ce sens : « Ce mode d'assistance pourrait être passé sous silence. La faillite de l'assurance obligatoire dans le canton de Gall (juill. 1895-juin 1897), à Cologne (1896), dispense de tout commentaire. En deux années, le canton de Gall a gaspillé 42.500 francs », et il concluait à l'impossibilité d'organiser la lutte contre le chômage par l'assurance facultative ou obligatoire : « Autant la coopération de la collectivité est nécessaire, autant l'assurance contre le chômage semble prématurée. L'assurance repose sur le calcul des probabilités, sur la loi des grands nombres. La prime est d'autant plus élevée que la menace du risque est plus fréquente. Or, actuellement, les probabilités du chômage sont indéfinies. Les risques sont-ils plus étendus parmi les ouvriers non qualifiés? Dans l'affirmative, la prime serait en raison inverse du salaire, solution vraiment peu humaine » (15).

(15) J. Benzacar, art. cit., p. 170-172.

L'exécution des travaux publics en temps de crise n'a pas donné tout ce qu'on pouvait en attendre : si la crise dure comme en Angleterre depuis 1920, on ne peut toujours trouver des travaux à effectuer; d'autre part, le soulagement qu'ils devraient causer n'est en rien comparable aux sommes dépensées (16); enfin, chacun sait que cette sorte de remède au chômage pèse comme l'assurance sur les contribuables et qu'il n'est pas bien sûr que les bénéfices dus à l'abaissement du prix de revient puissent compenser les charges imposées à la communauté.

Enfin, la pratique du *short time*, c'est-à-dire la réduction de la journée de travail, dans le but de répartir le travail sur un plus grand nombre de têtes, est loin d'aller aux causes profondes du chômage pour les guérir; au contraire, elle paraît avoir le grave défaut de maintenir un nombre excessif de travailleurs dans une industrie qui périlcite au lieu de leur assurer ailleurs une occupation normale (16 bis).

Mais en conclusion, faut-il supprimer les palliatifs? Notre dissertation rapide tendrait à l'admettre; en réalité, une décision pareille ne peut être prise aussi légèrement; il conviendrait, mais le temps nous manque, de dissenter plus à fond sur le mérite des travaux publics, du *short time*, et même de l'assistance financière; il semble bien que tous soient recommandables lors d'une crise passagère, lorsque le milieu économique, un instant déséquil-

(16) Cf. Aleksander Zakrzewski, *op. cit.*, p. 125-133.

(16 bis) De plus, il est avéré, tout au moins en Angleterre, qu'un chômage partiel systématique est aménagé de manière à permettre aux travailleurs qui en sont atteints de recevoir une indemnité de chômage aussi élevée que possible; cette pratique, d'un usage courant, conduit à des abus qui sont loin de plaider en faveur de l'institution du chômage partiel. Cf. *Assurance-chômage et diverses formes d'assistance aux chômeurs*, B. I. T., Genève, 1933, p. 15.

bré, tend à reprendre de lui-même son état normal. De cela, il ne s'ensuit pas qu'on doive bannir les palliatifs lors d'une crise grave et longue comme celle que nous vivons; l'économiste constatera bien leur action néfaste, mais il sera forcé de les admettre, parce qu'ils sont humains. Cependant, puisqu'ils écartent un peu la misère, leur action ne doit-elle pas être mise à profit pour appliquer le plus rapidement possible les véritables remèdes, ceux qui détruisent les racines mêmes du mal?

2° Quelques réserves et quelques conseils.

Si nous nous référons à notre notion de chômage, nous voyons que ce dernier est le résultat du jeu de plusieurs facteurs : capital, travail, production et consommation; nous voyons aussi que l'adaptation parfaite du travail au capital, et réciproquement, dans l'œuvre de production n'existe pas dans le cas de chômage, puisqu'il y a, entre les deux, un désajustement ou un non-ajustement, quelquefois même parce que les deux facteurs s'ignorent; la conséquence de ces constatations, c'est qu'il faut essayer de doser dans la mesure du possible l'importance du travail à celle du capital dans une production donnée, et même l'importance du capital à la grandeur du résultat à obtenir, ce dernier étant lui-même en étroite relation avec le facteur consommation; or ce dosage, cette direction possible imprimée à l'économie ne peut être obtenue que si l'on possède toutes les données du problème, si l'on en chiffre avec quelque exactitude tous les éléments, d'où cette proposition essentielle : multiplier les statistiques, en créer de nouvelles et perfectionner les anciennes.

Mais, d'autre part, puisqu'une égale considération du social et de l'économique paraît essentielle en matière de

remède, on doit envisager ici la fameuse question du taux des salaires avec une largeur d'esprit beaucoup plus étendue que précédemment.

Si l'on estime, à bon droit, que l'augmentation du taux des salaires réels est, dans le temps, un indice du progrès social, il est difficile d'abaisser le taux de ce salaire au prix d'un moindre chômage possible mais aussi d'une régression sociale probable. Du reste, le fait que les salaires restent accrochés à un niveau supérieur n'est pas si anormal tant que le coût de la vie ne baisse pas suffisamment; et s'il baisse, nous en revenons forcément à notre première hypothèse du progrès social. Au cas de chômage technologique, ne trouverions-nous pas un véritable remède dans le maintien d'un salaire réel élevé? L'entrepreneur, forcé de diminuer son prix de vente, en viendrait à réduire les facteurs autres que le salaire, en particulier son profit; l'esprit d'entreprise faiblirait alors que serait augmenté le pouvoir d'achat des masses ouvrières. Mais que se passerait-il dans l'hypothèse où l'entrepreneur ne pourrait réduire son prix de revient? Le problème reste entier, nous le livrons ici à la méditation de ceux qui lisent ces pages; il semble bien qu'en matière de salaire nous rejoignons, en fin de compte, la théorie médiévale du juste prix : en l'occurrence, celui qui concilie à la fois les intérêts sociaux et les intérêts économiques, ceux de l'ouvrier et ceux de l'employeur.

Mais, d'un autre côté, la discussion sur les remèdes devra nécessairement aboutir au rejet de ceux qui heurtent les tendances millénaires d'un peuple et une orientation naturelle vers la division internationale du travail comme, par exemple, l'industrialisation de la Roumanie à coup de droits protecteurs ou le rétablissement de la

culture en Angleterre préconisé par beaucoup ⁽¹⁷⁾ malgré l'échec significatif des *Allotments Act* et *Small Holdings and Allotments Act* de 1923 et 1926.

On devra également bannir ces remèdes qui aboutissent, comme le *birth control*, à tuer le mal avec le malade, alors que, nous l'avons vu, la population grandissante paraît constituer plutôt un remède au chômage dans la mesure où sa répartition peut facilement s'effectuer.

Enfin, il y aura lieu de ménager une distinction entre les causes curables et celles qui ne le sont pas; par ces dernières, nous entendons toutes celles dont l'homme ne peut être maître avec les moyens économiques ou mécaniques qu'il a à sa disposition; nécessairement, elles doivent comprendre les phénomènes naturels comme les séismes, les inondations, les incendies, les saisons; mais ne doit-on pas leur adjoindre des causes aux répercussions beaucoup plus profondes et durables : la fermeture et l'ouverture des marchés internationaux, la substitution d'un produit à un autre? Ces causes, lorsqu'on les voit éprouver un pays comme l'Angleterre, paraissent bien l'indice d'une véritable transformation économique, d'une évolution plutôt que d'une crise, mais, il est vrai, d'une évolution douloureuse vers un état économique incertain. Il paraîtrait donc bien téméraire de vouloir lutter contre des tendances aussi puissantes et de s'opposer humainement à des forces qui dépassent l'individu, parce qu'elles trouvent leur fondement dans le progrès de la science et la volonté, sans doute obscure mais agissante, des nations; il faut bien l'avouer, en effet, la psy-

(17) En particulier, M. J. Petit dans sa thèse sur *Le chômage en Grande-Bretagne*, Gandon, 1931, et M. Zakrzewski, *op. cit.*, p. 113 à 123.

chologie d'un peuple est une force dont il faut tenir compte. M. Siegfried n'a-t-il pas remarquablement dépeint dans tous ses ouvrages la mentalité du peuple anglais confiant à tel point en son étoile qu'il pense toujours sortir des difficultés présentes sans avoir à faire un effort?

Ainsi, le problème des remèdes prend une expression nouvelle résumée tout entière dans cette proposition : il faut compter avec les causes incurables et s'organiser en conséquence. Cette action peut être facile pour notre première catégorie de causes : soit en répartissant les commandes sur toute l'année et en changeant de productions pour pallier à la morte-saison, comme on a pu le faire dans certaines industries saisonnières; soit encore, lorsqu'il s'agit de mauvaises récoltes, d'inondations ou d'incendies, en instituant une assurance pour couvrir le chômage et les pertes nées du risque. Mais cette action sera pour ainsi dire impossible lorsqu'on se trouvera devant des causes de chômage qui sont le fait d'une évolution économique. L'homme ne paraît capable que de s'employer utilement à une chose : faciliter cette évolution en lui enlevant tout caractère socialement douloureux. Politique sociale délicate, qui consisterait peut-être à retarder le plus possible le procès de l'évolution, car il est fort à penser qu'une évolution, qui se répartit sur des siècles, perd tout caractère de nocivité sociale, alors qu'il n'en serait plus de même de celle qui porte sur une seule génération d'hommes. Le déséquilibre brusque de l'économie est une chose redoutable; un lent déséquilibre permet, au contraire, des réactions du milieu économique propres à enlever à l'évolution son dangereux caractère de crise. Une grosse difficulté proviendra toujours de la non-mobilité du travail humain : en une génération,

l'adaptation à une situation nouvelle est impossible à se faire convenablement, mais elle devient plus aisée lorsque l'évolution porte sur plusieurs générations.

En cette matière, il nous paraît juste de dire que l'on doit éviter tout fait économique et social de nature à hâter une évolution déjà en germe. Là encore il serait bon d'écarter des crises politiques comme celle de 1914-1918; nous avons eu déjà l'occasion de décrire le rôle redoutable de catalyseur qu'a eu cette guerre; il semble bien, en effet, qu'elle ait exaspéré les tendances en cours et qu'elle ait précipité une évolution dont la lenteur aurait peut-être exclu le caractère douloureux qu'elle a pris aujourd'hui dans certains pays, tant en matière économique qu'en matière politique et sociale.

En définitive, nous ne saurions trop répéter que cette action immense contre le chômage, dont nous ne faisons que tracer les lignes maîtresses, ne peut s'effectuer que dans une atmosphère générale de confiance et de paix, de moralité aussi; que, par la suite, la recherche et l'application des remèdes n'est qu'une affaire de volonté et que la mort, ou tout au moins une forte régression du chômage, doit résulter d'une si belle croisade économique et humanitaire.

A notre avis, ce serait une erreur d'attendre, pour agir efficacement, que l'homme soit à même de trouver les baromètres propres à le mettre en garde contre les crises de ce genre; les statistiques doivent être perfectionnées, mais il est douteux que leurs chiffres permettent aux savants une prévision à longue échéance des phénomènes à venir; la juste connaissance des faits paraît déjà une étape importante dans la voie de la guérison, c'est d'ailleurs la seule qu'il semble nous être donné de franchir actuelle-

ment, de sorte qu'à l'heure présente, nous ne saurions mieux terminer qu'en affirmant, avec Bastiat, que : « C'est une vaste et noble science, en tant qu'exposition, que l'économie politique. » (18).

Bordeaux, 1^{er} juillet 1932 (19).

(18) F. Bastiat, *Harmonies*, 6^e éd., t. VI, p. 393.

(19) On pourra s'étonner de trouver mentionnés dans cette thèse des documents postérieurs à la date de son achèvement. Ce fait, croyons-nous, trouve sa justification dans le désir que nous avons eu, avant de la donner à l'impression, de préciser certaines questions à l'aide des travaux les plus récents. Nous profiterons particulièrement de cette remarque pour conseiller vivement la lecture du nouvel ouvrage du Bureau international du travail sur *l'Assurance-chômage et diverses formes d'assistance aux chômeurs* (Genève, 1933, Albert Kundig, édit.); on y trouvera, outre la confirmation de nos idées sur *la contribution de la statistique à la connaissance du chômage* (1^{re} part., chap. I), des idées intéressantes sur l'impossibilité de distinguer l'assistance de l'assurance-chômage (p. 6 à 7), sur l'inconvénient que présente un chômage partiel systématique (p. 13 à 16), sur la nature du chômage agricole (p. 21 à 27), sur les *ressources* de l'assurance, sur l'administration des organes d'indemnisation des chômeurs, etc., en même temps que des tableaux très précis concernant le taux des indemnités et le champ d'application de l'assurance ou de l'assistance dans les différents pays où ces mesures sont en vigueur.

VU : *Le Doyen*,

J.-G. FERRON.

VU, BON A IMPRIMER :

Le Président,

BENZACAR.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 15 mai 1933.

Le Recteur de l'Académie,

A. TERRACHER.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs. (Délibération de la Faculté du 12 août 1879.)

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages, articles, rapports et conférences.

- AFTALION (Albert). — Les crises périodiques de surproduction, Paris, Marcel Rivière et C^{ie}, 1913.
- L'histoire du change en France de 1915 à 1926 et la théorie psychologique du change. *Rev. d'Econ. pol.*, t. XLIV, 1930.
- Prix de gros et prix de détail. *Inform. fin. écon. et polit.*, 11 février 1932.
- ALLIX (Edgar). — La semaine de quarante heures et le chômage. *Rev. polit. et parl.*, déc. 1932.
- AMBROSIO (Manlio d'). — Le chômage et ses causes. *Rev. écon. internat.*, mai 1932, p. 269-308.
- ANGELOPOULOS (Angelo). — Charges fiscales et dépenses publiques. Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne. *Rev. de science et de législ. fin.*, 1931, p. 279 et suiv.
- ANSIAUX (Maurice). — Les troubles du commerce international et le chômage. *Problèmes du chômage*, 1931, p. 144-181.
- Les caractères nouveaux du cycle actuel. *Rev. d'Econ. pol.*, XLV, 1931, p. 1353-1367.
- Le rôle de la sous-consommation dans les cycles économiques. *Rev. internat. du travail*, juill. 1932, p. 8-25.
- ANTONELLI (E.). — Principes d'économie politique pure. La théorie de l'échange sous le régime de la libre concurrence. Préface de Georges Renard. Paris, Rivière, 1914.
- BACHI (Ricardo). — La question du chômage en Italie. *C. R. de la Conférence internationale du chômage*, Paris, 1910, t. III, rapport n° 30.
- BASTIAT (Frédéric). — Sophismes économiques, 2^e éd., Paris, Guillaumin, 1863.
- Harmonies économiques, 6^e éd., Paris, Guillaumin, 1870.
- BAUDIN (Louis). — La demande d'or. *L'Europe nouvelle*, 18 avril 1931.
- BELLET (Daniel). — Le chômage et son remède, Paris, Alcan, 1912.
- BENHAM (Frédéric-C.). — Le chômage en Grande-Bretagne. *Rev. d'écon. polit.*, mars-avril 1931, p. 252-273.
- BENZACAR (Joseph). — Le chômage involontaire. *Rev. écon. de Bordeaux*, nov. 1906, p. 161.

- BEVERIDGE (William). — *Unemployment : A problem of Industry* (1909-1930), new edition, London, Longmans, Green and Co.
- BOISSONNET (J.). — La crise anglaise. *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1931, p. 526.
- L'ilot français dans la crise mondiale. *Rev. des Deux-Mondes*, 13 janv. 1932.
- BORGATTA (Gino). — La vie économique en Italie. Trad. par BOURGIN. *Rev. d'écon. pol.*, mars-avril 1931, p. 353-380.
- BORREL (Antoine). — La lutte contre le chômage, L'Œuvre sociale de la III^e République. Leçons professées au Collège libre des sciences sociales en 1914.
- BOWLEY (Arthur-L.). — *Eléments de statistique*. Trad. sur la 5^e éd. par Louis SURET et Georges LUTFALLA, Paris, Girard, 1929.
- BRADFORD (E. S.). — Industrial unemployment : a statistical study of its extent and causes. *Bulletin of the United States, Bureau of Labor Statistics*, n° 310.
- BURKY (Ch. A.). — Le problème de l'Europe centrale. *Rev. écon. internat.*, mai 1931, p. 258.
- BURNS (Arthur F.). — Caractère satisfaisant des prévisions américaines en matière économique. *Rev. internat. du Travail*, mai 1931, p. 289-306.
- CANET (Jules). — Problèmes d'après-guerre. La maladie des changes. Thèse Lille, 1923.
- CARONCINI (Albert). — Statistique du chômage et recensements. *C. R. de la Conférence internationale du chômage tenue à Paris en 1910*, t. III, rapport n° 31, p. 2.
- CASSEL (Gustave). — Les tendances monopolisatrices dans l'industrie et le commerce au cours de ces dernières années. Rapport à la Conférence économique de la S. D. N., 1927.
- Le but de la politique monétaire. *Inform. fin. écon. et polit.*, 19 août 1930.
- L'offre d'or, mémoire publié en annexe au premier rapport provisoire, présenté au Comité financier de la S. D. N., Genève, 1930.
- CASTRILLI (Vicenzo). — Les travailleurs intellectuels et le marché du travail. *Rev. internat. du Travail*, vol. VIII, n° 3, sept. 1923.
- CAZIOT (Pierre). — Le capital foncier et les capitaux d'exploitation, *Rev. d'écon. polit.*, 1930, t. XLIV, p. 40.
- COLSON. — L'assistance d'Etat aux chômeurs. *Rev. polit. et parl.*, 10 févr. 1932.
- CONANT (Charles). — Monnaie et banque, principes. Trad. de l'anglais par Raphaël Georges Lévy, Paris, Giard, 1907-1908.
- COURTIN (René) et FROMONT. — Essai sur la crise agricole. Production et population. *Rev. d'écon. polit.*, t. XLIV, 1930, p. 1084.

- COUTROT (Jean). — Chômagés. *La Revue de Paris*, 1^{er} nov. 1931, p. 170.
- CROSSON DU CORMIER. — Caisses syndicales de chômage en France et en Belgique, Paris, 1903.
- DALEMONT (Julien). — La crise, où chercher la solution ? *Rev. écon. internat.*, avril 1931, p. 23.
- DAURIAC (Jeanne). — Le travail des femmes en France devant la statistique (1906-1926). *Rev. d'écon. polit.*, janv.-févr. 1933, p. 91.
- DAWSON (Philip). — La situation économique en Angleterre et en Allemagne. *Rev. écon. internat.*, sept. 1931.
- DEARLE (N. B.). — Problems of Unemployment in the London Building Trades, Londres, 1908.
- DELAISI (Francis). — Les deux Europes, Paris, Payot, 1929.
- DENJEAN. — Assurance-chômage, Paris, 1898.
- * DESSIRIER (Jean). — Indices économiques de la production industrielle et de la production agricole en divers pays, de 1870 à 1928. *Bull. de la Statistique générale de la France*, oct.-déc. 1928, p. 63.
- DIETERLEN (Pierre). — La dépression des prix après 1873 et en 1930. *Rev. d'écon. polit.*, 1930, t. XLIV, p. 1318.
- DIETRICH (E. B.). — L'état actuel de l'industrie cotonnière. *Rev. internat. du Travail*, oct. 1930.
- L'état actuel de l'industrie lainière. *Rev. internat. du Travail*, nov. 1930, p. 1.
- DIVISIA. — L'éternelle question des crises. *Journ. des écon.*, 15 juin 1931.
- DUBREUIL (Henry). — Standards. Le travail américain vu par un ouvrier français, Paris, 1929.
- DUTHOIT (Eugène). — La rationalisation est-elle un progrès ? *C. R. de la Semaine sociale de Besançon*, Gabalda, 1929.
- EISLER (Robert). — Un remède monétaire à la crise mondiale du chômage. *Rev. d'écon. polit.*, t. XLV, p. 333.
- FISHER (Irving). — Les relations statistiques entre le chômage et le mouvement des prix. *Rev. internat. du Travail*, juin 1926, p. 846-853.
- FRAIGNEAU (André). — Les industries extractives. *Rev. d'écon. polit.*, 1931, p. 712.
- FRANK (Louis). — L'évolution économique de l'Inde contemporaine. *Rev. écon. internat.*, juin 1931, p. 437.
- FROMONT (Pierre). — V. *supra*, René COURTIN.
- FUSS (Henri). — L'évolution du chômage en 1925. *Rev. internat. du Travail*, août 1926, p. 212-240.
- Le problème du chômage des intellectuels devant l'Organisation internationale du Travail. *Vox Studentium*, févr. 1927.

- Monnaie et chômage. *Rev. internat. du Travail*, nov. 1927, p. 623-642.
- Rationalisation et chômage. *Rev. internat. du Travail*, juin 1928, p. 851-867.
- GEORGES (Henri). — Progrès et pauvreté (Enquête sur la cause des crises industrielles). Trad. franç. Le Monnier, Paris, Guillaumin, 1887.
- GERRITZ (J.). — Rapport sur les migrations. *Bull. trim. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, oct.-déc. 1913, p. 1061.
- GIDE (Charles). — Cours d'économie politique, t. I, Paris, Sirey, 1930.
- Que faut-il entendre par le coût de la guerre? *Rev. d'écon. polit.*, 1931, p. 61.
- GIDEONSE (H. D.). — Quinze années de législation douanière aux Etats-Unis. *Rev. écon. internat.*, juin 1931, p. 272.
- GREY (Egerton, Charles). — *The food of Japan*, Société des Nations, Organisation d'hygiène, Genève, 1928.
- GRUNEBaum-BALLIN (P.). — Les migrations et la lutte contre le chômage. *Bull. trim. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1913, p. 1021.
- GUIRAUD (Paul). — La main-d'œuvre industrielle dans l'Ancienne Grèce, Paris, F. Alcan, 1900.
- HENRI (Paul). — V. *infra* DE LAVERGNE.
- HERSH (Léon). — L'émigration au point de vue professionnel. *Bull. trim. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1913, p. 313.
- Les fluctuations saisonnières du chômage dans l'industrie du bâtiment de certains pays. *Rev. internat. du Travail*, I, janv. 1929; II, févr. 1929; III, mars 1929.
- Population et chômage. *Problèmes du chômage en 1931*, B. I. T., Genève, 1931, p. 183.
- HOFFMANN (Geza von). — L'immigration et le chômage aux Etats-Unis. *Bull. trim. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1913, p. 473.
- IDEI (Seishi). — Le problème du chômage au Japon. *Rev. internat. du Travail*, oct. 1930.
- Le problème des migrations au Japon. *Rev. internat. du Travail*, déc. 1930.
- ISAAC (A.). — La terreur du surpeuplement. *Rev. polit. et parl.*, 10 mars 1928, p. 473.
- JANKO (J.). — Les fluctuations saisonnières du chômage en relation avec quelques autres phénomènes économiques et sociaux. *Rev. internat. du Travail*, août 1927, p. 223-243.
- JEROME (Harry). — *Migration Business Cycles*. National Bureau of Economic Research, New-York, 1926.

- JEUNET (S.). — Le chômage en Allemagne. *Rev. polit et parl.*, 10 mars 1932.
- JUGLAR (Clément). — Des crises commerciales et leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, 1889.
- KELLERSOHN (Maurice). — Chômage et surpopulation. *Inform. fin., écon. et polit.*, 10 juill. 1930.
- Chômage et population. *Inform. fin., écon. et polit.*, 3 mars 1931.
- LATHAM (E.). — *World's Student Statistics*, International Student Service, 1928.
- LAVELEYE (DE). — Le marché monétaire et ses crises depuis cinquante ans, Paris, 1863.
- LAVERGNE (Paul-Henry DE). — Le chômage. Causes, conséquences, remèdes. Paris, 1910.
- LAZARD (Max). — Le chômage et la profession. Contribution à l'étude statistique du chômage et de son coefficient professionnel. Thèse Paris, Alcan, 1909.
- LEDERER (Emil). — Le chômage en Allemagne, *Rev. d'écon. polit.*, mars-avril 1931, p. 276-293.
- LESCURE (Jean). — Des crises générales et périodiques de surproduction, 2^e éd., Sirey, Paris, 1910.
- Des crises générales et périodiques de surproduction, 4^e éd., Paris, Domat-Montchrestien, 1932.
- LEVASSEUR (E.). — Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France jusqu'à la Révolution, 1^{re} éd., Paris, 1867.
- Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789, 2^e éd., Paris, 1900.
- LOUANDRE (Charles). — Introduction à l'Histoire de l'Industrie française d'Alexis Monteil, Paris, 1872.
- MAHAIM (E.). — Les migrations intérieures (Belgique). *Bull. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1913, p. 993.
- MALÈGUE (Jean). — Une forme spéciale de chômage. Le travail casuel dans les ports anglais. Thèse Paris, 1913. Edit. Rousseau.
- MARCH (Lucien). — La statistique du chômage professionnel en France. *C. R. de la Conférence internationale du chômage tenue à Paris en 1910*, tit. II, rapport 21.
- La population du monde. *Rev. polit. et parl.*, n° 400, 10 mars 1928, p. 43.
- MARCHAL (Jean). — Prix de gros et prix de détail. *Rev. d'écon. polit.*, 1931, XLV, p. 1219.
- MARCHETTI (Livio). — L'organisation du placement en Italie. *C. R. de la Conférence internationale du chômage tenue à Paris en 1910*, rapport n° 33.

- L'émigration et l'occupation des travailleurs. *Bull. trim. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, juill.-sept. 1912.
- MARSHALL. — Principes d'économie politique, Paris, Giard, 1906.
- MATTHAEI (L. E.). — Les progrès du machinisme dans l'agriculture. *Rev. internat. du Travail*, mars 1931.
- MAURETTE (Fernand). — Surproduction de travail intellectuel. *L'Europe nouvelle*, 10 mars 1928, p. 322.
- Une enquête sur les conditions du travail dans les mines de charbon. *Rev. internat. du Travail*, juin 1928.
- L'assurance-chômage prétendue cause d'un chômage permanent. *Rev. internat. du Travail*, déc. 1931, p. 697.
- La Conférence préparatoire pour la semaine de quarante heures. *Rev. internat. du Travail*, mars 1933, p. 315.
- METHORST (H. W.). — La lutte contre le chômage aux Pays-Bas. *C. R. de la Conférence internationale du chômage tenue à Paris en 1910*, rapport n° 41.
- MITCHELL (W. C.). — *Business cycles. The problem and its setting*. New-York, National Bureau of Economic Research, 1927.
- MOSSÉ (Robert). — L'assurance obligatoire contre le chômage au point de vue social. Etude de législation comparée et d'économie sociale. Thèse Lyon, Paris, Dalloz, 1929.
- NOGARO (Bertrand). — La question de l'or devant la S. D. N. *Rev. d'Econ. polit.*, janv.-févr. 1931, XLV, p. 1.
- La crise et le rôle de la monnaie. *L'Europe nouvelle*, 18 avril 1931.
- NOYELLE (H.). — Le droit des chômeurs et la loi économique. *Rev. écon. internat.*, mai 1932.
- OUALID (William). — L'enquête de la Commission de l'immigration et ses résultats. *Bull. trim. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1913, p. 491.
- PARANAGUA. — Politique commerciale internationale, Kundig, Genève, 1930.
- PAYEN (Edouard). — La stabilisation de la piastre indochinoise et la baisse de l'argent. *L'Economiste français*, 1^{er} février 1930.
- PENROSE (F. F.). — *Agricultural and Mineral Production in Japan*, Institut des Relations du Pacifique, Honolulu, 1929.
- PETIT (Julien). — Le chômage en Grande-Bretagne. Thèse Paris, Gandon, 1931.
- PHILIP (A.). — Le problème agricole et industriel aux Indes, *Rev. écon. internat.*, juin 1931, p. 515.
- PICARD (Roger). — L'assurance-chômage est-elle la cause du chômage permanent ? *Rev. d'écon. polit.*, déc. 1931, p. 1570.
- PICQUENARD (Charles). — Le chômage en France. *Rev. d'écon. polit.*, mars-avril 1931, p. 296-332.

- PIERRE (R.-J.). — Le Japon économique. *Journ. des économistes*, 15 janv. 1931.
- La Chine économique. *Journ. des économistes*, 15 oct. 1931.
- PIGOU (A. C.). — Le problème de l'oisiveté involontaire *C. R. de la Conférence internationale du chômage tenue à Paris en 1910*, t. III, rapport n° 24.
- PLUMMER (J. A.). — Les conséquences de la débâcle de l'argent en Extrême-Orient. *Rev. écon. internat.*, juin 1931, p. 485.
- POKA-PIVNY (Adalbert de). — La crise agricole et le crédit agricole international. *Rev. écon. internat.*, avril 1931, p. 63-74.
- POSE (A.). — Le rôle de l'or. *L'Europe nouvelle*, 18 avril 1931.
- RAFFALOVITCH (Arthur). — Les embarras monétaires de l'Angleterre aux Indes. *L'Economiste français*, 6 mars 1920.
- RAGUIN (E.). — La production de l'or et ses perspectives. *L'Europe nouvelle*, 18 avril 1931.
- REBOUD (Paul), Précis d'économie politique, Paris, Dalloz, t. I, 1923, t. II, 1929.
- RIST (Charles). — Les mouvements d'or et la crise. *L'Europe nouvelle*, 18 avril 1931.
- ROE (F. C.). — La crise britannique vue par un Anglais. *Rev. des Deux-Mondes*, 15 févr. 1931.
- ROMILLY (Paul Worms de). — Quelques réflexions sur le chômage. *Journ. des économistes*, 15 janv. 1931, p. 8.
- RONSE (E.). — L'émigration saisonnière. *Bull. trin. de l'Association internationale de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1913, p. 1004.
- ROUSIER (Paul de). — Rapport annuel présenté au Comité central des Armateurs de France. *Rev. écon. internat.*, juin 1931.
- ROWNTREE (B. S.). — *The Unemployment Problem. Some Pratical Steps towards its Solution*. York, National Movement towards a Christian Order in Industry and Commerce, 1924, 23 p.
- *Can the Menace of Unemployment and underemployment be removed ?* Conférence faite au Collège de Balliol de l'Université d'Oxford, les 14-18 avril 1921.
- RUEFF (Jacques). — XXX, L'assurance-chômage cause du chômage permanent, *Revue d'économie politique*, XLV, 1931, p. 211.
- RYRIE (J. M.). — La dépression économique mondiale et les conditions dans l'Inde et la Chine, *Revue économique internationale*, juin 1931, p. 471.
- SADRIN (Jean). — Les aspects sociaux de la rationalisation économique, Thèse Paris, Saint-Amand, A. Bédou, 1929.
- SAINT-LÉON (Martin). — Histoire des corporations de métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791, suivie d'une étude sur l'Evolution de l'idée corporative de 1791 à nos jours, Paris, 1909.

- SANGRO Y ROS DE OLANO (Pedro). — L'émigration et le problème du chômage (Espagne). *Bull. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1943, p. 459.
- SCHELER (Michael-B.). — Le chômage technologique. *Rev. écon. internat.*, août 1931.
- SIEGFRIED (André). — L'Angleterre d'aujourd'hui, Paris, Grès, 1924.
— La crise britannique au XX^e siècle. Paris, Armand Colin, 1931.
- SIMIAND (François). — Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie. Essai de théorie expérimentale du salaire. Paris, Alcan, 1932.
- SISMONDI (Sismonde DE). — Nouveaux principes d'économie politique, 2^e éd., publiée en 1827.
- SNYDER (Carl). — L'avenir des cycles économiques, *Rev. écon. internat.*, févr. 1931.
- SPALDING (William-F.). — La baisse de l'argent. Son importance sur le jeu de l'étalon-or. *L'Europe nouvelle*, 18 avril 1931.
- TAKAOKA (K.). — Brazil Imin Kenkyn, Tokio, 1923.
- TRUCHY. — Précis élémentaire d'économie politique, 2 vol., Paris, Sirey, 1929-1932.
- URWICK (L.). — *Rationalisation does not lead to unemployment*, Genève. Institut international d'organisation scientifique du travail.
- VALENTIN (Antonina). — L'emploi des femmes depuis la guerre. *Rev. internat. du travail*, avril 1932, p. 506.
- VARLEZ (Louis). — Rapport préliminaire sur la statistique internationale du chômage. *Bull. de l'Assoc. internat. de la lutte contre le chômage*, avril-juin 1943, p. 397.
- VIALATOUX (J.). — Recherches sur les causes de la désertion agricole. Le problème de la terre dans l'économie nationale. Paris, Gabalda, 1924.
- WALRAS (L.). — Eléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale; Lausanne, Paris (Guillaumin) et Bâle (Georg), 1874.
- WOLF (Gertrand). — Der Frauenerwerb in den Hauptkulturstaaten, Munich, 1916.
- WOYTINSKY (W.). — Un remède à la crise : la création d'emplois par une action internationale. *Rev. internat. du Travail*, janv. 1932.
- WUNDERLICH (Frieda). — Der Einfluss der Rationalisierung auf die Arbeitnehmer, nach den Berichten der Gewerbeaufsichtsbeamten für das Jahr, 1927.
- ZAKRZEWSKI (Aleksander). — Le chômage en Grande-Bretagne depuis 1918. Ses causes et ses remèdes. Thèse Nancy, Les Presses universitaires de France, 1931.

II. — Travaux du Bureau international du Travail (B. I. T.)
et de la Société des Nations (S. D. N.), enquêtes, études
et rapports.

1° ETUDES ET DOCUMENTS DU B.I.T.

(Albert Kundig, éditeur, Genève.)

SÉRIE B (*Conditions économiques*).

N° 18. Les aspects sociaux de la rationalisation, 1931, 413 p.

SÉRIE C (*Chômage*).

N° 6. Statistique du chômage dans différents pays de 1910 à 1922,
1922, 28 p.

N° 7. Les méthodes d'établissement des statistiques du chô-
mage 1922, 100 p.

N° 8. La crise du chômage 1920-1923-1924, 133 p.

N° 9. Le problème du chômage en Grande-Bretagne, 1924, 228 p.

N° 10. L'assurance-chômage. Etude de législation comparée, 1923,
132 p.

N° 11. La stabilisation de l'emploi aux Etats-Unis, par J. R. Bellerby,
1926, 124 p.

N° 12. Bibliographie du chômage, 1926, 133 p.

N° 13. Le problème du chômage; quelques aspects internationaux,
1920, 1928, 1929, 242 p.

N° 14. Bibliographie du chômage, 2^e éd. mise à jour pour la période
1920-1929-1930, 218 p.

N° 15. Le chômage et les travaux publics, 1931, 202 p.

N° 16. Problèmes du chômage en 1931, 302 p.

SÉRIE N (*Statistiques*).

N° 1. Les méthodes de classification des industries et professions,
1923, 73 p.

N° 5. Les baromètres économiques. Rapport présenté au Comité
économique de la Société des Nations, 1924, 62 p.

N° 7. Les méthodes des statistiques du chômage, 1925, 66 p.

N° 18. Les statistiques des migrations, 1932.

SÉRIE O (*Migrations*).

La réglementation des migrations, 2 vol., 1928.

Les mouvements migratoires, 1920 à 1923.

Les mouvements migratoires, 1924 à 1926.

2° RAPPORTS ET ENQUÊTES

B.I.T. — Enquête sur la Production, Berger-Levrault, Paris, Nancy, Strasbourg, 1920-1925.

Mémoire introductif, 1920, p. 93-97, 133.

Rapport général : t. I, 1923, p. 67-101; t. IV, 1^{er} vol. 1924, p. 201-274 (La crise de la main-d'œuvre); t. IV, 2^e vol., 1924, p. 311-454 (Le chômage); t. V, 2 vol., 1615 p.

B.I.T. — Dix ans d'Organisation internationale du Travail, Genève, 1930.

B.I.T. — Assurance-chômage et diverses formes d'assistance aux chômeurs. Conférence internationale du Travail, première discussion, Genève, 1933, 320 p.

S.D.N. — Rapport au Conseil sur la XVI^e session du Comité économique tenu à Genève du 31 août au 5 septembre 1928.

S.D.N. — Rapport définitif de la Conférence économique internationale de 1927. L'agriculture et la crise économique internationale.

S.D.N. — Rapport de la Commission internationale de coopération intellectuelle, août 1927.

S.D.N. — Mémorandum sur la production et le commerce (1923-1927), Genève, 1929.

S.D.N. — Conférence internationale du Travail, XV^e session, Genève, 1931, Rapport du directeur.

S.D.N. — Conférence internationale du Travail, XVI^e session, Genève, 1932, Rapport du directeur.

S.D.N. — Durée de travail et chômage, rapport à la Conférence préparatoire, janvier 1933, Genève, 1933.

Compte rendu de la Conférence internationale du chômage tenue à Paris en 1910 :

T. I. : Actes et documents préliminaire. Compte rendu

Compte rendu analytique des séances :

T. II et III : Rapports présentés à la Conférence.

III. — Revues et périodiques.

Revue internationale du Travail, publiée par le B. I. T., Sonor S. A., édit., Genève.

Revue d'économie politique, Paris, Larose.

Revue économique internationale, E. Levasseur et P. d'Arenberg fondateurs, Goemare, Bruxelles.

Revue de science et de législation financières, Giard et Brière, Paris.

Revue politique et parlementaire, Dubois et Bauer, Paris.

- Journal des économistes*, revue mensuelle de la science économique et de la statistique, Félix Alcan, Paris.
- Revue (belge) du Travail*, organe du ministère de l'Industrie et du Travail de Belgique. Thèse Dewarichet, Bruxelles.
- Revue économique de Bordeaux*, publiée avec le concours de la Société d'économie politique, Bordeaux, 1889.
- Bulletin de la statistique générale de la France*.
- Bulletin trimestriel de l'Association internationale de la lutte contre le chômage*.
- Les documents du Travail*, bulletin mensuel de l'Association française pour le progrès social (Association française pour la lutte contre le chômage, Association française pour la protection légale des travailleurs), Paris.
- L'Economiste français*, P. Leroy-Beaulieu, fondateur, imprimerie Chaix, Paris.
- La Revue des Deux-Mondes*, Paris.
- La Revue de Paris*.
- L'Europe nouvelle*, Paris.
- Dalloz*, recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine, Paris (D. ou D. P.).
- Dalloz*, recueil hebdomadaire de jurisprudence, Paris (D. H.).
- Les lois nouvelles*, revue de législation et de jurisprudence et revue de travaux législatifs, Imprimerie du Palais, Paris.
- Bulletin quotidien* (Société d'études et d'informations économiques), Paris.
- Informations sociales* (publication du B. I. T.), imprimerie A. Gran-champ, Annemasse (Haute-Savoie), France.
- Information financière, économique et politique*, *La Journée industrielle*, *Le Capital*, *le Journal officiel*, *The economic journal*, *New York Times*, *le Temps financier*, *Radio-Magazine*, *L'Amitié française*, *The Manchester Guardian*, etc.
-

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	5
 <i>PREMIERE PARTIE</i> 	
LA REALITE DE LA NOTION ECONOMIQUE DE CHOMAGE INVOLONTAIRE	
GENERALITES	21
CHAPITRE PREMIER. — La contribution de la statistique à la connaissance du chômage et, par suite, à l'établissement de sa notion	22
SECTION I. — <i>Les statistiques relatives au chômage; leurs données</i>	23
§ 1. — <i>La distinction des statistiques directes et indi- rectes; l'objet de ces statistiques</i>	23
1° La distinction des statistiques du chômage.	23
2° L'évolution des statistiques directes aux sta- tistiques indirectes	25
3° Les raisons de cette évolution	27
§ 2. — <i>Les qualités que devraient posséder toutes sta- tistiques du chômage pour donner de bons résultats. Les minces données qu'elles nous fournissent actuelle- ment font douter de l'existence de ces qualités</i>	33
1° Les qualités d'une bonne statistique du chô- mage	34
2° La faiblesse des résultats actuels en matière de statistique du chômage	37
SECTION II. — <i>Critique sommaire de la portée des statisti- ques du chômage</i>	42
§ 1. — <i>Remarques préliminaires sur quelques vices com- muns à toutes les statistiques indirectes du chômage.</i>	46

§ 2. — <i>Critique spéciale de chaque catégorie de statistiques et plus particulièrement des statistiques d'assurance-chômage</i>	49
A. — Critique des statistiques d'assurance et d'assistance	49
1° L'étroitesse du domaine de l'assurance et de l'assistance exclut du dénombrement statistique un certain nombre de chômeurs	50
2° Les règles relatives au fonctionnement de l'assurance excluent un certain nombre de chômeurs du nombre des indemnisés	53
3° Les statistiques de l'assurance ou de l'assistance ne sont ni comparables à elles-mêmes dans le temps, ni entre elles à une même époque	60
B. — Critique des statistiques du placement, de l'emploi et des recensements	64
CHAPITRE II. — Une hypothèse sur la notion économique de chômage involontaire	70
SECTION I. — <i>Une manifestation du chômage : le chômeur.</i>	71
§ 1. — <i>La définition du chômage d'après les auteurs et les statistiques</i>	73
§ 2. — <i>Quelques observations sur les éléments communs aux définitions du chômeur</i>	76
§ 3. — <i>Le particularisme et l'individualisme des définitions analysées restreignent la conception de la notion de chômage</i>	81
SECTION II. — <i>Certaines statistiques indirectes du chômage marquent un assouplissement de la notion de chômage issue de la conception généralement trop étroite que l'on se fait du chômeur</i>	84
SECTION III. — <i>L'existence d'un chômage latent et rémunéré; sa révélation à l'aide de certaines statistiques</i>	89
SECTION IV. — <i>L'existence d'un seul chômage : la diversité de ses manifestations tient à ce qu'il peut être considéré objectivement ou subjectivement</i>	96
SECTION V. — <i>La notion de chômage</i>	103

DEUXIEME PARTIE

LA DETERMINATION DE LA CAUSE EN MATIERE DE CHOMAGE CAUSE LOINTAINE ET DESEQUILIBRE ECONOMIQUE

	Pages
GÉNÉRALITÉS	109
CHAPITRE PREMIER. — Deux tableaux des causes du chômage.	
La critique de leur enseignement	113
CHAPITRE II. — Quelques distinctions essentielles en matière de cause de chômage	122
§ 1. — <i>Une première distinction en matière de chômage; celle de la cause et de la conséquence</i>	124
§ 2. — <i>Une deuxième distinction en matière de chô- mage : celle de la cause directe et de la cause lointaine. ou cause profonde</i>	126
1° La réalité de la cause directe	126
2° La contribution de la notion provisoire de chômage à la précision de la cause directe.	127
CHAPITRE III. — La cause directe du chômage : le déséquilibre économique; ses rapports avec la cause lointaine	130
§ 1. — <i>La notion de déséquilibre économique</i>	130
§ 2. — <i>La nécessité de concevoir le déséquilibre écono- mique; les rapports de cette notion avec celle de cause lointaine ou cause profonde</i>	137

TROISIEME PARTIE

LES DIVERSES CAUSES DU CHOMAGE. LA CONTRIBUTION DE LEUR ETUDE A LA VERIFICATION, A LA PRECISION ET A L'EXPLICATION DE LA NOTION DU CHOMAGE

GÉNÉRALITÉS	147
-------------------	-----

TITRE PREMIER

Le chômage immédiatement acquis; ses causes.

CHAPITRE PREMIER. — Les causes du chômage par inadaptat- tion, ou, mieux, par un non-ajustement du capital et du travail	151
SECTION I. — <i>L'augmentation de la population active</i>	152

	Pages
§ 1. — <i>Surpopulation et chômage</i>	132
1° L'abandon de la signification malthusienne du mot « surpopulation »	132
2° La surpopulation ne peut être qu'un phéno- mène relatif; c'est-à-dire un phénomène na- tional	136
§ 2. — <i>Le changement dans l'âge de la population totale.</i>	162
§ 3. — <i>Immigration et chômage</i>	163
1° Quelques plaintes contre l'immigration; la valeur économique du migrant; la cause des migrations	167
2° Les migrations à causes économiques et les migrations à causes extra-économiques; ces dernières, théoriquement plus dangereuses au point de vue économique, le sont bien moins en fait	168
3° Les statistiques des mouvements migratoires infirmen qu'au point de vue global les migra- tions causent véritablement du chômage	172
4° L'apport global de l'immigration peut être exceptionnellement une cause de chômage.	173
SECTION II. — <i>L'afflux du travail dans une branche parti- culière de la production est un facteur de chômage</i>	176
§ 1. — <i>Exode rural et chômage</i>	178
§ 2. — <i>L'immigration au point de vue de la profession des migrants</i>	183
§ 3. — <i>Les raisons dernières qui dictent aveuglément le choix de la profession</i>	186
SECTION III. — <i>Mauvaise répartition des capitaux et chômage.</i>	191
1° La théorie du professeur Hahn; l'inexistence, en la matière, de données statistiques, et, en admettant qu'elles soient, l'impossibilité de les utiliser correctement	193
2° La définition du capital et la véritable signi- fication des inégalités de sa répartition	194
3° La surabondance et la pénurie de capital, in- dices d'une inégalité de répartition; la pénurie comme cause de chômage	196

	Pages
4° Les causes des inégalités de répartition du capital; variations du taux de l'intérêt et facteurs extra-économiques	198
5° Des exemples d'inégalités de répartition de capitaux occasionnées par la confiance : la crise allemande et l'essor de Wall-Street....	200
CHAPITRE II. — Les causes du chômage par désajustement du capital et du travail	205
SECTION I. — <i>Une cause de chômage : l'anéantissement ou la mise en non-disponibilité des capitaux</i>	<i>206</i>
§ 1. — <i>Une observation préliminaire sur le capital en valeur; le rôle du haut salaire et de la thésaurisation.</i>	<i>208</i>
§ 2. — <i>L'action de certains cataclysmes plus ou moins volontaires, comme l'incendie, l'inondation, la guerre, etc., sur la disponibilité du capital en nature.</i>	<i>210</i>
§ 3. — <i>L'influence de phénomènes volontaires, comme la grève et le lock-out, sur la disponibilité du capital en nature</i>	<i>213</i>
§ 4. — <i>L'influence des saisons sur la disponibilité du capital</i>	<i>218</i>
1° Le chômage saisonnier; sa définition; la difficile perception de l'exacte portée de son action	218
2° La diversité des variations saisonnières	222
3° L'analyse des diverses variations saisonnières permet de conclure à l'influence du climat sur la mise en non-disponibilité du capital	225
SECTION II. — <i>Le véritable rôle de la rationalisation dans la naissance du chômage technologique par désajustement du capital et du travail</i>	<i>227</i>
§ 1. — <i>L'organisation de toute une industrie; le chômage qui en résulte paraît être le fait d'un retrait ou d'une mise en indisponibilité du capital</i>	<i>233</i>
§ 2. — <i>L'organisation scientifique du travail; son existence fait ressortir un chômage par excès de travail.</i>	<i>236</i>
1° Le but et l'énumération des diverses mesures d'organisation scientifique du travail	236
2° L'effet de chacune des mesures de rationalisation sur la production; l'augmentation du rendement	237

	Pages
3° L'excès de travail sans emploi dû aux mesures d'organisation scientifique du travail; la relation de plus en plus étroite de ces mesures avec l'existence du machinisme	239
§ 3. — <i>Le machinisme. Sa conception ne s'oppose ni à la naissance d'un chômage par retrait de capital, ni à celle d'un chômage par excès de travail</i>	241
1° Le machinisme, cause de chômage par retrait du capital	244
2° La machine ne remplace pas l'homme, elle inaugure un nouveau mode de production	247
3° La production mécanique est une production indirecte et l'opération qui a pour but la fabrication directe de l'objet fini n'est qu'une phase de la production totale	257
4° Le machinisme provoque un simple déplacement de main-d'œuvre, et le chômage n'existe que pendant la durée de ce déplacement	262
§ 4. — <i>Le chômage des musiciens et des artistes; le processus de sa naissance est une confirmation de nos principes</i>	266
1° L'existence du chômage des musiciens et des artistes; quelques constatations et quelques chiffres	267
2° L'impossibilité d'assimiler la musique vivante à la musique mécanique; la preuve qu'en apporte l'opinion jurisprudentielle. Le chômage des musiciens et des artistes est le résultat d'un phénomène de consommation	270
3° La différence absolue entre la production de la musique mécanique et celle de la musique vivante; leur ressemblance au point de vue de l'emploi quantitatif de la force de travail	275

TITRE II

Le chômage indirectement acquis. Ses causes.

GÉNÉRALITÉS	279
§ 1. — <i>L'examen des statistiques du chômage et du niveau général des prix fait ressortir la coexistence de l'aggravation de chômage avec une baisse des prix</i>	281

	Pages
§ 2. — <i>La distinction de la hausse et de la baisse des prix en matière de chômage. La négation de l'influence causale des prix</i>	286
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les causes d'une diminution de la demande, facteurs indirects de chômage</i>	289
SECTION I. — <i>La diminution de la demande par manque de besoin de la part du consommateur</i>	289
I. — <i>La diminution globale de la demande par manque de besoin ou de désir; ses causes possibles et probables</i>	292
§ 1. — <i>La diminution de la population consommatrice. Une hypothèse de M. Léon Hercsh</i>	292
1° <i>La position du problème. Dans le monde comme en Europe, l'accroissement naturel de la population ne saurait être une cause de chômage</i>	293
2° <i>La diminution de l'accroissement naturel de la population paraît être une cause de chômage, surtout lorsqu'on la compare à l'accroissement de la production industrielle et agricole</i>	298
§ 2. — <i>La fermeture de certains marchés</i>	301
§ 3. — <i>La diminution de la demande par suite de l'intervention des facteurs saisonniers</i>	304
1° <i>L'impossibilité qui existe à vouloir distinguer l'influence des facteurs climatiques de celle des facteurs sociaux, l'action des facteurs saisonniers de la production de celle des facteurs de la consommation; à l'heure actuelle, cette dernière paraît jouer un rôle prépondérant.</i>	305
2° <i>Dans toutes les industries, les facteurs saisonniers n'influent pas à la fois sur la production et la consommation; dans l'industrie du vêtement ils affectent seulement la demande.</i>	307
II. — <i>La diminution relative de la demande par manque de besoin ou de désir de la part du consommateur; l'analyse de quelques événements, et de quelques faits.</i>	310
§ 1. — <i>La mode et la diminution de la demande.</i>	311
1° <i>La mode, sa définition; son rôle d'intensification du mouvement saisonnier</i>	311

	Pages
2° L'action de la mode n'est pas toujours saisonnière, mais elle grandit journellement en puissance	312
§ 2. — <i>La diminution de la demande d'un produit au profit d'un autre produit</i>	314
§ 3. — <i>La diminution de la demande par suite de l'ouverture de nouveaux foyers de production..</i>	319
SECTION II. — <i>La diminution de la demande par manque de pouvoir d'achat de la part du consommateur</i>	330
§ 1. — <i>Les causes monétaires de la diminution de la demande</i>	331
1° Le problème de l'or; la position de ses données. La faiblesse de la thèse de la mauvaise répartition; la valeur peu considérable de celle de la rareté	333
2° Le problème de l'argent	347
3° La pratique inflationniste	352
§ 2. — <i>Les causes commerciales de la diminution de la demande</i>	356
CHAPITRE II. — <i>La surabondance et la cherté de l'offre, facteurs indirects de chômage</i>	369
SECTION I. — <i>Les causes de la cherté de l'offre des produits.</i>	370
§ 1. — <i>La déflation, son rapport avec l'occupation de la main-d'œuvre</i>	374
§ 2. — <i>La cherté de l'offre occasionnée par l'augmentation du prix des matières premières</i>	377
§ 3. — <i>Imposition et chômage</i>	380
1° Quelques observations critiques sur l'abus de fiscalité	380
2° Les difficultés réelles qui existent pour l'établissement d'un rapport certain entre les charges fiscales et le chômage	382
3° Le double effet de la charge fiscale : l'augmentation et la diminution du revenu du contribuable	384
4° Les charges fiscales qui ne profitent pas au revenu national : les dépenses militaires et les dépenses afférentes au service de la dette extérieure	385

	Pages
5° La nocivité économique issue d'un excès de dépenses civiles	387
6° Les dépenses publiques ne favorisent pas forcément les plus imposés. La charge fiscale contribue par ailleurs à l'accentuation de la concurrence internationale	388
7° Les causes d'un excès de fiscalité : guerre, crises économiques, politique monétaire	390
§ 4. — <i>L'élévation des salaires et la perte de l'emploi.</i>	392
1° L'équation du salaire réel et la position du problème	393
2° L'élévation des salaires réels, ses causes.	396
3° Législation protectrice, action des grèves et élévation du salaire	399
4° Hauts salaires et chômage	400
5° La critique du haut salaire	403
6° Quelques conclusions sur les modes d'intervention du chômage à la suite d'une politique de hauts salaires	406
7° Elévation de salaire et concurrence nationale et internationale	408
SECTION II. — <i>Les causes d'une offre surabondante de produits et de services, facteurs indirects de chômage</i>	410
§ 1. — <i>La surproduction des services ou surproduction du travail intellectuel</i>	410
1° La définition du travail intellectuel; sa contribution à l'éclaircissement de la notion de service	411
2° Quelques faits de surproduction intellectuelle; leur explication	414
§ 2. — <i>L'offre surabondante de produits agricoles, ses causes</i>	419
A. — La réalité du fait : la crise de 1930	419
B. — Les causes de la surabondance de produits agricoles	420
C. — Les causes spéciales de la surproduction agricole	424
1° La faiblesse du bénéfice agricole alliée au rendement exceptionnellement décroissant pousse	

	Pages
l'agriculteur à l'extension des surfaces cultivables	424
2° L'utilisation de la machine agricole pousse également à l'extension des surfaces cultivables	426
§ 3. — <i>La surproduction industrielle. Les crises cycliques de surproduction et la théorie de l'imprévision économique</i>	431
A. — Les caractères distinctifs de la crise cyclique.	433
B. — Les causes communément admises en matière de crise générale et périodique de surproduction.	439
1° Les théories monétaires	439
2° L'explication des crises pour les phénomènes de production, de consommation et de répartition; les théories inorganiques	440
3° Les théories organiques	441
C. — La critique des caractères distinctifs de la crise cyclique	446
D. — Quelques hésitations en matière de qualification des crises	450
E. — Les éléments d'individualisation des crises périodiques de surproduction; quelques motifs d'aberration : la valeur monétaire, la technologie, la mauvaise récolte	454
1° L'aberration monétaire; son rôle dans la crise de 1920-1923	456
2° L'aberration qui résulte de la technologie; son rôle dans la crise de 1930	458
3° L'aberration causée par la mauvaise récolte; son rôle dans certaines crises	462
F. — L'explication des crises par la théorie de l'imprévision. La parenté des crises de surproduction dites périodiques avec les crises de surproduction ordinaires	465
CHAPITRE III. — <i>L'inadaptation de l'offre et de la demande des marchandises, cause de chômage indirectement acquis, un examen de la concurrence</i>	472
1° La distinction des inégalités passives ou inégalités de fait et de droit, d'avec les inégalités actives ou inégalités volontaires	472

	Pages
2° Une distinction entre la concurrence et le monopole; la définition de la concurrence et la délimitation de son domaine	474
SECTION I. — <i>La concurrence des travailleurs en général, et en particulier celles des travailleurs masculins et féminins</i>	476
SECTION II. — <i>La distinction de la concurrence nationale et internationale des producteurs. Analyse sommaire de la concurrence nationale</i>	482
SECTION III. — <i>Concurrence internationale et chômage</i>	483
§ 1. — <i>La détermination de la concurrence internationale; sa raison d'être; ses moyens d'action</i>	485
§ 2. — <i>L'effet sur le chômage des entraves aux échanges internationaux</i>	487
§ 3. — <i>Le protectionnisme et le chômage; examen du dumping et discussion sur l'influence des droits de douane</i>	491
§ 4. — <i>L'abus des entraves au commerce international; le jeu des variations d'application des mesures protectionnistes; leurs effets et leurs causes</i>	503

TITRE III

Les causes d'aggravation et d'entretien du chômage.

GÉNÉRALITÉS	510
CHAPITRE PREMIER. — Les causes d'aggravation du chômage.	512
SECTION I. — <i>L'action des facteurs d'aggravation dans le sens d'une plus grande intensité du chômage</i>	513
§ 1. — <i>L'aggravation directe du chômage par la mise en disponibilité du travail</i>	513
§ 2. — <i>L'aggravation indirecte du chômage occasionnée par la diminution de la demande de produits et de services</i>	516
1° <i>Le chômage facteur indirect de chômage.</i> ...	516
2° <i>La résistance des prix de détail à la baisse des prix de gros; ses causes</i>	518
3° <i>La résistance des salaires à la baisse des prix de gros</i>	523

SECTION II. — <i>L'aggravation en extension du chômage; son facteur essentiel, la solidarité économique</i>	533
§ 1. — <i>La généralisation des crises périodiques de surproduction : M. Aftalion et la crise générale; M. Les-cure et la crise partielle généralisée</i>	534
§ 2. — <i>La nature des facteurs de la solidarité économique ne s'oppose pas à une possibilité de généralisation d'une crise économique quelconque</i>	536
CHAPITRE II. — <i>Le chômage et ses facteurs d'entretien</i>	540
SECTION I. — <i>La non-mobilité du travail et le chômage</i>	544
§ 1. — <i>Quelques exemples révélateurs d'une non-mobilité du travail. Le caractère bienfaisant de la fluidité de ce dernier facteur</i>	544
§ 4. — <i>Les causes de la non-mobilité du travail</i>	546
1° <i>Les causes de la non-mobilité locale du travail : l'attachement au sol, l'anarchie du marché du travail, la réglementation des migrations</i>	546
2° <i>Les causes de la non-mobilité professionnelle du travail : la difficulté de changer de métier, le rôle de la loi, des syndicats et du salaire.</i>	547
SECTION II. — <i>La non-mobilité du capital et le chômage</i>	566
§ 1. — <i>Les entraves à la mobilité du capital en valeur : la technique du déplacement, la faiblesse des informations financières, le rôle de la loi et de l'affectation du crédit</i>	567
§ 2. — <i>Les entraves à la mobilité du capital en nature.</i>	572

CONCLUSION

I. — <i>Conclusion spéciale : la contribution de l'étude des causes à l'élaboration définitive de la notion économique de chômage involontaire</i>	578
SECTION I. — <i>La notion définitive de chômage involontaire.</i>	578
§ 1. — <i>La nature de l'inadaptation forcée du capital et du travail</i>	579
§ 2. — <i>Le rapport du capital et du travail dans l'état de chômage : pénurie et pléthore</i>	582

	Pages
§ 3. — <i>La diversité de nature du capital, du travail et de l'œuvre de production</i>	584
§ 4. — <i>La véritable notion de chômage</i>	585
SECTION II. — <i>Les divers intérêts que présente la notion définitive de chômage involontaire</i>	586
§ 1. — <i>La consécration de l'unité du travail et de l'unité du chômage. L'expression de la vitesse et de la force d'action des causes du chômage</i>	587
§ 2. — <i>Chômage partiel et sous-emploi. Le rôle de la spécialisation du travail et du capital</i>	594
§ 3. — <i>Le chômage ne coïncide pas toujours avec la perte du salaire</i>	597
§ 4. — <i>Le chômage ne se résout pas forcément en une offre de bras supérieure à sa demande. L'élargissement de la thèse anglaise du sous-emploi</i>	599
II. — Propositions	602
SECTION I. — <i>Le chômage est un mal</i>	602
SECTION II. — <i>On doit tendre à la suppression du chômage. Difficulté de trouver une méthode</i>	606
SECTION III. — <i>Comment guérir le chômage</i>	609
SECTION IV. — <i>Les remèdes au chômage</i>	613
1° <i>Palliatifs et curatifs. La justification d'un usage des palliatifs</i>	613
2° <i>Quelques réserves et quelques conseils</i>	616

ERRATA

- Page 32, ligne 23, *au lieu de* : d'une donnée inférieure à six mois, *lire* : d'une durée inférieure à six mois.
- Page 34, ligne 19, *au lieu de* : on considère alors qu'en delà d'un certain niveau de salaire, *lire* : on considère alors qu'au delà d'un certain niveau de salaire.
- Page 62, ligne 2, *au lieu de* : l'*Unemployment Insurance* (n° 2), act de 1924 (art. 4), *lire* : l'*Unemployment Insurance* (n° 2), Act de 1924 (art. 4).
- Page 63, ligne 18, *au lieu de* : la difficulté de modeler les dénombrements aux changements, *lire* : la difficulté de modeler les dénombrements conformément aux changements.
- Page 68, ligne 1, *au lieu de* : pour lui elles se bornaient à l'époque, *lire* : pour lui, elles se bornaient à l'époque.
- Page 81, § 3 *au lieu de* : Le particularisme et l'individualisme des définitions restreint la conception, *lire* : Le particularisme et l'individualisme restreignent la conception.
- Page 113, ligne 28, *au lieu de* : mais on doit surtout réfléchir sur cet essai avorté, puisqu'il se réduit à un titre d'une division, *lire* : mais on doit surtout réfléchir sur cet essai avorté, puisqu'il se réduit à un titre, d'une division.
- Page 123, ligne 9, *au lieu de* : citer des chiffres donnant une idée intéressante de l'effectivité du chômage en tant que cause, *lire* : citer des chiffres donnant une idée intéressante de l'efficacité du chômage en tant que cause.
- Page 127, ligne 1, *au lieu de* : sa réponse accusera facilement l'état des affaires, mais quelques précisions, *lire* : sa réponse accusera facilement l'état des affaires; mais quelques précisions.
- Page 136, ligne 14, *au lieu de* : Venant se traduire ainsi, d'une façon sommaire, les relations, *lire* : Venant de traduire ainsi, d'une façon sommaire, les relations.
- Page 143, ligne 18, *au lieu de* : et comment il la prolonge dans d'autre cas ? *lire* : et comment il la prolonge dans d'autres cas.
- Page 146, ligne 5 du titre, *au lieu de* : de la notion du chômage, *lire* : de la notion de chômage.
- Page 139, note 12, ligne 9, *au lieu de* : le même document fait ressortir p. 28 que le coefficient; *lire* : le même document fait ressortir, p. 28, que le coefficient.
- Page 177, note 41, *au lieu de* : L. Herch, *lire* : L. Hersch.
- Page 182, ligne 18, *au lieu de* : une proie toute destinée au chômage, *lire* : une proie toute désignée au chômage.
- Page 184, ligne 14, *au lieu de* : immigrant qui rentre dans le pays, *lire* : immigrant qui entre dans le pays.
- Page 185, note 34, *au lieu de* : *Annual Report of the Commissiaver*, *lire* : *Annual Report of the Commissioner*.

Page 186, ligne 5, *au lieu de* : les nombreux exemples qui viennent d'être mentionnés, *lire* : les nombreux exemples qui viennent d'être mentionnés.

Page 216, ligne 21, *au lieu de* : nous empêchent de prendre parti, *lire* : nous empêche de prendre parti.

Page 236, ligne 21, *au lieu de* : car, ainsi que l'a noté M. Fuss, à sa suite, le rapport, *lire* : car, ainsi que l'a noté M. Fuss et, à sa suite, le rapport.

Page 272, note 74, *au lieu de* : D. hebd., *lire* : D. H.

Page 281, § 1, *au lieu de* : l'examen des statistiques du chômage et du niveau général des prix font ressortir, *lire* : l'examen des statistiques du chômage et du niveau général des prix fait ressortir.

Page 324, ligne 17, *au lieu de* : pour leur préférer des produits étrangers ? Certainement, il faut d'ailleurs observer, *lire* : pour leur préférer des produits étrangers ? Certainement; il faut d'ailleurs observer.

Page 334, ligne 28, *au lieu de* : en liaison étroite avec le stock d'or de l'Institut d'émission (50), *lire* : en liaison étroite avec le stock d'or de l'Institut d'émission. » (50).

Page 369, ligne 22, *au lieu de* : on on peut déduire, *lire* : on peut déduire :

Page 461, note 105, *au lieu de* : *Information*, 26 févr. 1931, *lire* : *Information financière, économique et politique*, 26 févr. 1931.

Page 485, section III, ligne 15, *au lieu de* : d'ailleurs en faveur du protectionnisme les avis, *lire* : d'ailleurs, en faveur du protectionnisme, les avis.

Page 524, ligne 21, *au lieu de* : c'est qu'ils obéissent en fait, dans une certaine mesure, à des éléments étrangers; comme les salaires, *lire* : c'est qu'ils obéissent en fait, dans une certaine mesure, à des éléments étrangers : comme les salaires.

Page 599, note 5, ligne 5, *au lieu de* : au-dessous de laquelle, *lire* : au-dessous de laquelle.

Page 600, ligne 7, *au lieu de* B. S. Rountree, *lire* : B. S. Rowntree.

Page 603, ligne 18, *au lieu de* : et que c'est, par conséquent, au cours, *lire* : et c'est, par conséquent, au cours.

Page 626, ligne 24, *au lieu de* : Henri, *lire* : Henry.

Page 626, ligne 25, *au lieu de* : Hersh, *lire* : Hersch.

Page 627, ligne 13, *au lieu de* : Lavergne (Paul-Henry de), *lire* : Lavergne (Paul Henry et de).
